

**LE COMMERCE FRANÇAIS
A SÉVILLE ET CADIX
AU TEMPS DES HABSBOURG**

**CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DU COMMERCE ÉTRANGER
EN ESPAGNE AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES**

**THÈSE PRINCIPALE
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS**

PAR

Albert GIRARD

Ancien Elève de l'Ecole Normale Supérieure
Ancien Membre de l'Ecole des Hautes Etudes Hispaniques
Professeur agrégé d'Histoire à l'Ecole Turgot

PARIS

E. DE BOCCARD, Editeur

Anciennes Maisons Thorin et Fontemoing

1, Rue de Médicis

1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE POUR LE DOCTORAT

LE COMMERCE FRANÇAIS A SÉVILLE ET CADIX AU TEMPS DES HABSBOURG

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DU COMMERCE ÉTRANGER
EN ESPAGNE AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES

THÈSE PRINCIPALE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR

Albert GIRARD

Ancien Elève de l'Ecole Normale Supérieure
Ancien Membre de l'Ecole des Hautes Etudes Hispaniques
Professeur agrégé d'Histoire à l'Ecole Turgot

PARIS

E. DE BOCCARD, Editeur

Anciennes Maisons Thorin et Fontemoing

1, Rue de Médicis

1932



A LA MÉMOIRE

DE

MES PARENTS

INTRODUCTION

L'ouvrage qu'on va lire est le fruit de vingt ans de travail. On s'en étonnera peut-être, mais les devoirs professionnels, les obligations de la vie privée et surtout la guerre en ont retardé l'achèvement. Le sujet lui-même n'était pas de ceux qu'on arrive à dominer vite et à traiter en peu de temps : il a fallu aller chercher les documents de-ci de-là, en France et en Espagne, classer et mettre en œuvre une masse énorme de petits faits, comme il arrive quand on aborde un sujet d'histoire économique. J'ajouterai qu'aucun travail d'ensemble n'a facilité ma tâche. Je n'avais pas de devanciers sur cette partie de l'histoire du commerce français, et j'ai travaillé uniquement d'après les sources.

Et pourtant, c'est un des plus beaux sujets de l'histoire économique de l'ancienne Europe. A partir du *xvi^e* siècle, il n'y a rien de plus important que la révolution provoquée dans les échanges par la découverte et l'exploitation de l'Amérique. C'est un événement comparable à la formation de l'Empire romain ou à sa chute. Il s'est constitué alors des voies de commerce nouvelles, dont la principale aboutissait en Espagne et s'irradiait ensuite de là à travers l'Europe. Un courant d'une puissance jusque là inconnue a fait affluer du Nouveau vers le Vieux Monde les métaux précieux, et en sens inverse les marchandises, entraînant un bouleversement des conditions économiques, et rendant possible, par une accumulation sans précédent de capitaux,

la formation de ce qu'on a appelé le capitalisme. Etudier comment les Français, à l'époque de leur histoire la plus prestigieuse et la plus décisive pour l'évolution de l'Europe, ont cherché à prendre leur part de ces richesses, en un point qui était devenu l'un des centres les plus actifs du commerce international, tel a été mon objet. Il m'a paru qu'il valait la peine de porter la lumière de la recherche scientifique sur une question aussi importante pour l'explication de l'essor français.

J'ai rencontré tout de suite une difficulté, c'est l'impossibilité d'étudier le commerce français de Cadix sans donner un aperçu de ce qu'était le monde espagnol de cette époque et de ce qu'était la situation en général des Français en Espagne. A chaque instant j'ai été obligé de sortir, pour ainsi dire, de mon sujet, pour projeter sur telle ou telle question qui le débordait, des lumières indispensables. On me reprochera donc peut-être ces défauts de plan : je m'en excuse, mais ils étaient inhérents à la nature de mon entreprise.

Les documents que j'ai consultés appartiennent naturellement à des sources fragmentaires. C'est le sort commun de tous les documents antérieurs au ^{xviii}e siècle et même au ^{xix}e. Aux ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles nous ne possédons en effet, que des débris d'archives et non des fonds complets, surtout en matière économique, et cela aussi bien en Espagne qu'en France. En particulier il est presque impossible de dresser des statistiques. Je n'apporte donc que des chiffres hypothétiques, là où il m'a été possible d'en donner.

On peut classer les documents en plusieurs catégories :

1° Les ouvrages imprimés anciens, qu'on peut considérer comme des sources parce qu'ils ont utilisé des documents perdus ou constituent une première élaboration de documents existants, mais trop nombreux pour être utilisés ici;

2° Les récits de voyages;

3° Les ouvrages des écrivains du temps relatifs à des sujets économiques, d'où l'on peut tirer des faits et des chiffres, mais qu'il faut utiliser avec prudence, parce qu'ils sont tous tendancieux. La série en est assez riche en Espagne. Ce sont les ouvrages de ceux qu'on appelait les *arbitristes*.

4° Les mémoires documentaires adressés aux autorités, surtout en France, et dont une série particulièrement riche se rencontre aux Archives des Affaires étrangères de France et aux Archives Nationales de Paris, ainsi qu'au Département des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale de Paris, dans les fonds des *Cinq Cents Colbert* et des *Mélanges Colbert*;

5° Les correspondances des ministres, des agents diplomatiques et consulaires, et des commerçants français;

6° Des pièces administratives diverses, en particulier des rapports ou consultes des conseils espagnols;

7° Des pièces judiciaires provenant de procès;

8° Des textes de traités ou d'actes législatif et réglementaires.

J'ai utilisé en outre un certain nombre d'ouvrages modernes sur des points spéciaux.

Je tiens à remercier ici ceux qui m'ont encouragé et aidé dans mon travail : M. Emile Bourgeois, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne, qui a été mon maître et qui a approuvé, dirigé et suivi dès le début mes recherches; je lui dois une particulière reconnaissance, qu'il veuille bien en trouver ici l'expression sincère; le regretté M. Pierre Paris, membre de l'Institut, Directeur de l'Institut français de Madrid, dont l'appui m'a permis de faire en Espagne deux séjours indispensables et qui n'a cessé de faciliter ma tâche; MM. Henri Hauser, Georges Pagès, Philippe Sagnac, professeurs

à la Sorbonne, M. H. Sée, professeur honoraire à l'Université de Rennes, qui m'ont toujours témoigné une précieuse bienveillance; M. Ch. de La Roncière, conservateur à la Bibliothèque Nationale, dont les suggestions et les indications m'ont été très souvent utiles; M. Georges Espinas, ancien archiviste, et M. Rigault, archiviste au ministère des Affaires étrangères, dont la compétence et l'obligeance m'ont rendu bien des services; MM. les archivistes et bibliothécaires des Archives nationales et de la Bibliothèque nationale de Paris, de l'Archivo de Indias et de l'Archivo del Ayuntamiento de Séville, de l'Archivo de Simancas, auprès desquels j'ai toujours trouvé le meilleur accueil. Que tous reçoivent ici le témoignage de ma gratitude pour les facilités qu'ils m'ont procurées dans mon long travail.

BIBLIOGRAPHIE

I. DOCUMENTS INEDITS

A. ARCHIVES FRANCAISES

1° *Ministère des Affaires étrangères.*

Mémoires et documents, Espagne n° 12 (consultes espagnoles) 32, 51 (privilèges des étrangers en Espagne), 53 (préparation du traité des Pyrénées), 80, 81, 82 (mémoires sur le commerce de Cadix), 97, 153 (mémoires généraux sur le commerce entre la France et l'Espagne). — France, n° 1993 (navigation des Indes), 1999, 2008, 2015, 2017, 2018 (mémoires généraux sur le commerce). — Supplément France, 1992 (commerce de Cadix) France et divers Etats, 494 (commerce de Cadix).

Correspondance politique, Espagne; on y trouve la plupart du temps des lettres des ambassadeurs au Roi ou à ses ministres, mais aussi quelques pièces justificatives (mémoires, résumés de négociation, états des métaux précieux arrivés en Espagne ou envoyés en France — Voir les n°s 7, 11 à 16, 18, 24 et 25, 30, 36, 38 à 40, 44 et 45, 48 et 49, 57, 61, 62 à 64, 68 à 71, 82.

Fonds des consulats, correspondance, Cadix, tomes I, II et III. — Lisbonne, tomes II à VIII. — Gênes, tomes XI, XII, XIII. Cartons, Madrid n° 1, Commerce d'Espagne, d'Italie, de Sardaigne, n°8.

2° *Archives Nationales.*

Les anciennes archives de la Marine sont particulièrement riches, dans la série B3 (correspondance et mémoires adressés par les autorités ou les particuliers des ports) et dans la série B7 (correspondance du Secrétaire d'Etat et à lui adressée, mémoires et renseignements divers sur le commerce).

B³ : n°s 8, 45, 51, 55, 59, 60, 62, 97, 101.

B⁷ : n^{os} 50 à 55, 58, 60, 62 et 63, 66, 109, 204, 206 et 207, 209, 211 et 212, 216, 219, 222, 225, 483 et 484, 489 et 490, 492, 495 à 499.

Dans la série K le n^o 1359, dans la série F¹² le n^o 1908.

3^o *Bibliothèque Nationale (département des manuscrits).*

Cinq Cents Colbert, n^{os} 203 et 204 (mémoires et pièces justificatives adressées à Colbert, correspondance avec l'ambassadeur de France en Espagne et le consul à Cadix).

Mélanges Colbert, n^{os} 141, 151 *bis*, 154, 156 *bis*, 161 (documents annexes concernant le commerce au temps de Colbert);

Fonds français, n^o 8038 (mémoires des députés au conseil de commerce 1700).

4^{os} *Archives locales françaises.*

Je n'ai rien trouvé à Saint-Malo pour le xviii^e siècle, ni à Rennes. Tout au plus, puis-je signaler aux archives de la Seine-Inférieure dans la série C les n^{os} 154 et 160 qui contiennent des arrêts et des règlements concernant les toiles. Dans les archives communales de Rouen on peut voir le tome I^{er} des *Délibérations* du corps municipal et au n^o 434-2, quelques pièces relatives au commerce d'Espagne vers 1660.

B. ARCHIVES ESPAGNOLES.

1^o *Archivo histórico nacional de Madrid.*

On trouve des pièces relatives aux privilèges des Français et aux représailles; ce sont soit des consultes des différents conseils, soit des textes législatifs ou réglementaires, plus rarement des mémoires documentaires.

Fonds Estado, n^{os} 611, 619, 647, 661, 680, 700, 859, 1016, 2340, 3027, 5042.

Fonds Consejos suprimidos, 3.096 E.

2^o *Archivo de Simancas.*

Ce sont des documents analogues : fonds Estado, n^{os} 1041, 2867, 4191 et 4192, 7585, 7601.

Apendice de Estado, 2687 (nuevo).

Fonds Contaduria del Sueldo 2^a Seria, n^{os} 149, 150 et 151 (relations de représailles).

3^o *Biblioteca nacional de Madrid* (manuscripts).

Quelques pièces diverses aux n^{os} 8, 180, 18.657, 18.722.

4^o *Bibliothèque de l'Académie de l'Histoire de Madrid*

Un manuscrit relatif à la politique monétaire de l'Espagne en 1681 mss 9475.

5^o *Depósito hidrográfico de Madrid.*

Ce dépôt, qui est peu fréquenté des historiens, comprend pas mal de cartes et de manuscrits concernant l'histoire de la marine espagnole, et aussi du commerce. On trouvera dans la collection Navarrete (tome XXIX) des documents sur la rivalité de Séville et de Cadix et sur la fraude à Cadix; dans la collection Vargas Ponce, tome VI, n^o 132, une relation des marchandises prohibées en 1650.

6^o *Archivo de Indias, à Séville.*

Ces archives très riches et très bien rangées sont une véritable mine pour tout ce qui concerne la conquête, l'administration et l'exploitation de l'Amérique. Pour notre sujet elles n'ont guère fourni que des documents relatifs aux naturalisations d'étrangers, aux représailles et aussi aux arrivages de métaux précieux.

Fonds Contratación 12-2 1/7, 12-6 68/3, 69/4, 70/5, 15-3-1/12, 15-4-16/1 et 17/2, 41-1-7/8.

Fonds Consejo de Indias, 136-6-19.

7^o *Archivo del Ayuntamiento de Séville.*

J'y ai trouvé des documents sur le commerce de la ville dans les pièces de procès et les mémoires ou suppliques rédigés à l'occasion de la rivalité avec Cadix. Voir *Sección especial*, siglo XVIII, tomes XIV et XXIX, *Procura mayor*, tome III, *Escribania de Cabildo*, tome XI.

8° *Archivo del Ayuntamiento de Cadix.*

Même genre de documents dans le fonds, *siglo xvii*, tome *XLI*.

Il existe à Cadix à la Delegación de Hacienda quelques documents qui ne sont pas classés et ne sont généralement pas communiqués au public. Ils proviennent des anciennes archives de la Douane. Ce sont des registres comprenant, les uns (*ordenes*) des textes législatifs ou réglementaires et surtout des correspondances officielles, et les autres des relevés d'entrées et de sorties de navires et de marchandises dont on pourrait tirer les éléments d'une statistique. Malheureusement ces documents ne concernent guère que le *xviii*^e siècle. Je n'ai guère utilisé que le tome I^o des *Ordenes*.

II. DOCUMENTS IMPRIMES

ABREU Y BERTODANO, *Collección de tratados de paz, alianza, neutralidad, garantía, protección..., comercio, navegación, etc... hechos por... los Reyes y Principes de España, con las... potencias de Europa y otras partes del mundo...*, Madrid, 1740-1751, 12 vol. in-fol., tomes I, III, IV, V, VII et VIII.

Avis sur les réaux d'Espagne, Paris, 1647 et 1650, in-16.

ALVAREZ OSORIO Y REDIN, *Extensión política y económica* (1686), réimpr. par Campomanes dans *Apendice a la Educación popular*, t. I, p. 7 et suivantes.

ANTUNEZ Y ACEVEDO, *Memorias históricas sobre la legislación, y gobierno de los Españoles con sus colonias en las Indias occidentales*, Madrid, 1797, (ouvrage assez rare, ne se trouve pas à la Bib. nac. de Madrid, mais à la Bibliothèque Colombine de Séville.)

BERTAUT (abbé), *Journal du voyage d'Espagne*, fait en l'année 1659 à l'occasion du traité de la Paix, Paris, 1669, in-4°.

— *Estat de l'Espagne*, réimprimé à la suite du précédent, p. 251-422.

BOISLISLE (de), *Correspondance des Contrôleurs généraux avec les intendants des provinces*, Paris, 1784-1883, 2 vol., in-4°.

— *Mémoires des intendants sur l'état des généralités dressés pour l'instruction du duc de Bourgogne, Mémoires sur*

- la généralité de Paris*, t. I, Paris (collect. des doc. inédits) 1881, in-fol.
- BRÉARD et BARREY, *Documents relatifs à la marine marchande et à ses armements aux XVI^e et XVII^e siècles*. (Soc. hist. Normandie), Rouen, 1889, in-8°.
- BRUNEL et VAN AERSSSEN, *Voyage d'Espagne curieux, historique et politique fait en l'année 1655*, Paris, 1665, in-4°.
- Calendar of State Papers* (Elizabeth), t. II.
- CAMPOMANES, *Apendice a la Educación popular*, Madrid, 1775, 4 vol. in-16. (Réimpression d'anciens économistes espagnols).
- A. DEL CANTILLO, *Tratados, convenios de paz y de comercio... que han hecho... los monarcas españoles... desde... 1700 hasta el día*, Madrid, 1843.
- CANTOS BENITEZ, *Escrutinio de maravedises y monedas de oro antiguas, su valor, reducción y cambio a las monedas corrientes...*, Madrid, 1763, 1 vol. in-4°.
- FR. JUAN DE CASTRO, *Memoriales para el entero conocimiento de la causa quedesruye y acaba la monarquia de España*, 1668. (Résumé et annoté dans SEMPERE Y GUARINOS, *Bibliotheca española económico política*, Madrid, 1801-21 4 vol. in-8°, t. III).
- FR. JERONIMO DE LA CONCEPCION, *Emporio del orbe Cádiz ilustrada, investigación de sus antiguas grandezas*, Amsterdam, 1690, in-8°.
- DUMONT, *Corps universel diplomatique du droit des gens*, Amsterdam, 1726-1731, 8 vol. in-fol.
- FARIN, *Histoire de la ville de Rouen*, Rouen, 1668, 2 vol.
- FORBONNAIS, *Recherches et considérations sur les finances de la France de 1595 à 1721*, Bâle, 1758, 2 vol. in-4°.
- *Considérations sur les finances d'Espagne relativement à celles de France*, Dresde, 1753-55, in-12.
- GOSSELIN, *Documents authentiques pour servir à l'histoire de la marine normande aux XVI^e et XVII^e siècles*, Rouen, 1876, in-8°.
- HERRERA Y TORDESILLAS, *Historia general de los hechos de los Castellanos en las islas y Tierra firme del Mar Oceano* Madrid, 1601.
- Histoire des traités de paix du XVII^e siècle, depuis la paix de Vervins, jusqu'à la paix de Nimègue*, Amsterdam, 1725, 2 vol. in-fol (par Yves de Saint-Prest).

HUMBOLDT, *Essai politique sur le royaume de Nouvelle-Espagne*, Paris, 1811, 3 vol. in-8°.

LARRUGA, *Memorias políticas y económicas sobre los frutos comercio, fabricas y minas de España*, Madrid, 1785, 45 vol. in-4°.

THOMAS LE FÈVRE, *Discours sommaire de la navigation et du commerce, jugement et pratique d'iceux*, Rouen, 1650 in-4°. *Lettres, instructions et mémoires de Colbert* publiés par Pierre Clément, Paris, 1861-1868, 5 vol. gr. in-8°.

MARTINEZ DE LA MATA, *Memoriales o discursos... en razón del remedio e la despoblación, pobreza, y esterilidad de España, y el medio como se ha de desempeñar la real hacienda y la de los vassallos* (vers 1655) (Réimpr. par CAMPOMANES dans l'*Apendice a la Educación popular*, Parte IV, p. 1 et suiv.).

Mémoire sur le gouvernement de Lyon dressé par l'intendant d'Herbigny en 1697 pour l'instruction du duc de Bourgogne. (*Revue d'histoire de Lyon*, 1902).

MONTCHRESTIEN, *Traic de l'æconomie politique*, dédié en 1615 au Roy, édit. Funck-Brentano, 1889.

NAVARRETE (Martin Fernández de), *Colección de los viajes y descubrimientos que hicieron por mar los Españoles desde fines del siglo XV*, Madrid, 1825-1837, 5 vol. in-8°.

PELLICER DE OSSAU Y TOVAR, *Comercio impedido por los enemigos de esta monarquia*, Madrid, 1639, in-4°.

PIGANIOL DE LA FORCE, *Description historique et géographique de la France*, Paris et Amsterdam, 2^e édit., 1718, 6 vol. in-12.

Recopilación de leyes de los reynos de las Indias, Madrid, 1681, 4 vol. in-fol.

Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française, tome XI (Espagne) in-8°.

RICHELIEU, *Maximes d'Etat ou Testament politique*, 1764.

SAVARY, *Le parfait négociant*, Paris, 1675, 2^e édit., 1713, in-8°.

SAVARY DES BRULONS, *Dictionnaire universel du Commerce*, 1723, art. Monnaies.

SOLORZANO, *Política indiana*, Madrid, 1736.

VAYRAC (abbé de), *Etat présent de l'Espagne*, Amsterdam, 1718-1719, in-12.

VEITIA LINAGE, *Norte de la Contratación de las Indias occidentales*, Sevilla, 1672, in-fol.

VILLARS (marquis de), *Mémoires de la cour d'Espagne*, édit. Morel-Fatio, Paris, 1893, in-16.

Voyage du P. Labat, de l'ordre des frères prêcheurs, en Espagne et en Italie, Paris, 1730, 8 vol. in-12.

III. OUVRAGES DE SECONDE MAIN

ALBERTI AND WALLIS CHAPMAN, *English merchants and the Spanish Inquisition in the Canaries, extracts from the Archives in possession of the most hon. the marquess of Bute*, London, 1912, (3^e série des public. de la Camden Society) petit in-4^o.

ARIAS MIRANDA, *Examen crítico histórico del influjo que tuvo en el comercio, industria y población de España su dominación en América*, Madrid, 1854, in-8^o.

ARTINANO y de GALDACANO, *Historia del comercio con las Indias durante el dominio de los Austrias*, Barcelone, 1917, in-4^o.

— *La Arquitectura naval española*, Madrid, 1920, in-fol.

BLANCHET et DIEUDONNÉ, *Manuel de Numismatique française*, tome II, — *Monnaies royales de Hugues Capet à la Révolution*, Paris, 1916, in-8^o.

BLOK, *Geschichte der Niederlaende*, Gotha, 1910, in-8^o.

BONA, *Essai sur le problème mercantiliste en Espagne au xvii^e s.*, Bordeaux, 1911, in-8^o.

BONN, *Spaniens Niedergang während der Preisrevolution des XVIIten Jahrhunderts*, Stuttgart, 1896, in-8^o.

BOURDAIS et DURAND, *L'industrie et le commerce de la toile en Bretagne* (Comité des Travaux historiques, Section d'histoire moderne et contemporaine, fasc. VII, 1922).

CHAMBERLAND, *Le commerce d'importation en France au milieu du xvi^e siècle* (Revue de géographie (de Drapeyron), 1892-1893, tomes XXXI à XXXIII).

CHAMBERLAND et HAUSER, *La Banque et les changes au temps de Henri II*, (Revue historique, 1929, t. 160, p. 268 et s.).

COLMEIRO, *Historia de la Economía política en España*, Madrid, 1863, 2 vol. in-4^o.

CORCELLE, *La dentelle dans le Velay*, Le Puy, in-8^o.

CUNNINGHAM, *Growth of english industry and commerce in modern times*, Cambridge, 1903, 2 vol. in-8^o.

- DAHLGREN, *Les relations commerciales maritimes entre la France et les côtes de l'Océan Pacifique* (commencement du XVIII^e siècle), tome I^{er} : *Le commerce de la Mer du Sud jusqu'à la paix d'Utrecht*, Paris, 1909, in-8°.
- DESDEVIZES DU DÉSERT, *L'Espagne de l'Ancien Régime*, Paris, 1897-1904, 3 vol. in-8°.
- EHRENBERG, *Das Zeitalter der Fugger*, Iena, 1896, 2 vol. in-8°.
- C. ESPEJO, *El interes del dinero en los reinos españoles bajo los tres primeros Austrias* (Archivo de investigaciones históricas, juin 1911).
- *La carestía de la vida en el siglo XVI* (1925).
- C. ESPEJO Y J. PAZ, *Les antiguas ferias de Medina del Campo*, Valladolid, 1908, in-16.
- FAGNIEZ, *Le commerce extérieur de la France sous Henri IV* (Revue historique, 1880, tome XVI).
- FERNANDEZ DURO, *Armada española*, Madrid, 1895-1903, 9 vol. in-8°.
- *Disquisiciones náuticas*, Madrid, 1876-1881, 6 vol. in-8°.
- FRAIN DE LA GAULAYRIE, *Les Vitréens et le commerce international* (Revue d'hist. de l'Ouest, 1893), Vannes.
- FRAIN, *Le commerce des Vitréens en Espagne* (1629-1630), Vitré, 1898, in-8°.
- ALBRET GIRARD, *Le commerce de la cire et les relations hispano-marocaines jusqu'à la fin du XVIII^e siècle* (Bull. de la Soc. d'histoire moderne, séance du 2 novembre 1913).
- *La saisie des biens des Français en Espagne en 1625* (Revue d'histoire économique et sociale, 1931, n° 3).
- GUICHOT, *Historia de la ciudad de Sevilla y de su provincia*, Séville, 1882, 4 vol. in-8°.
- GUILLAMAS Y GALIANO, *Historia de Sanlucar de Barrameda*, Madrid, 1858, in-8°.
- HAEBLER, *Die wirtschaftliche Blüte Spaniens im 16. Jahrhundert und ihr Verfall*, Berlin, 1888, in-8°.
- HAMILTON (Earl J.), *American Treasure and Andalusian prices* (1503-1660), (Journal of economic and business history, novembre 1928, t. I^{er}, p. 1-35).
- *American specie imports into Spain (1503-1660)*, (Quarterly Journal of economics, mai 1929, t. 43, p. 436-472).
- HARING (Clarence Henry), *Trade and navigation between Spain and the Indies in the time of the Hapsburgs* (Harvard economic studies, vol. IX), Cambridge, 1918, 1 vol in-8°.
- *Gold and Silver production in the first half of the Sixteenth century* (Quarterly Journal of economic, mai 1915, t. 29, p. 433-449).

- HARSIN, *Les doctrines monétaires et financières en France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1928, in-8°.
- HAUSER, *Travailleurs et marchands de l'ancienne France*, Paris, 1920, in-8°.
- *Le « Parfait Négociant » de Jacques Savary* (Revue d'hist. économique et sociale, 1925).
- *Les débuts du capitalisme moderne*, Paris, 1927, in-16.
- HUME, *La cour de Philippe IV et la décadence de l'Espagne*, trad. française, Paris, 1912, in-8°.
- JUDERIAS, *España en tiempo de Carlos II et hechizado*, Madrid, 1912, in-8°.
- LAIGLESIA, *Los caudales de Indias en la primera mitad del siglo XVI* (Estudios históricos, 1908, p. 299-321). Reproduction d'un article de Nuestro Tiempo de mars 1904.
- LEVASSEUR, *Histoire du commerce de France avant 1789*, Paris, 1911, in-8°.
- *Histoire des classes ouvrières en France depuis la conquête de Jules César jusqu'à la Révolution de 1789* (2^e édit.), Paris, 1900-1901, 2 vol. in-8°.
- LEXIS, *Beitrag zur Statistik der Edelmetalle* (Jahrbücher für National Œkonomie und Statistik, t. 34, p. 376).
- LIAUTEY (A.), *La hausse des prix et la lutte contre la cherté en France au XVI^e siècle*, Paris, 1921.
- MALVEZIN, *Histoire du commerce de Bordeaux depuis les origines jusqu'à nos jours*, Bordeaux, 1892, 4 vol. in-8°.
- MARTIN (Germain), *La monnaie et le crédit privé en France aux XVI^e et XVII^e siècles* (Revue d'hist. des doct. écon., t. II, 1909).
- MASSON, *Histoire du commerce français dans le Levant au XVII^e s.*, Paris, 1896, in-8°.
- MATHOREZ, *Note sur les Espagnols et les Portugais à Nantes* (Bull. hispanique de l'Univ. de Bordeaux, 1912-1913).
- MONTIER, *Recherches sur le commerce et la fabrication dans le Lieuvin aux XVII^e et XVIII^e siècles des toiles de lin dites rouen, fleurets, blancards*, Pont-Audemer, 1874, in-8°.
- PIERNAS HUTADO, *La Casa de Contratacion de las Indias* (La Lectura, année 1907).
- RAVEAU, *Le pouvoir d'achat de l'argent et de la livre tournois en Poitou, du règne de Louis XI à celui de Louis XIII* (Bull. Soc. des Antiquités de l'Ouest, 1922, reproduit dans *L'agriculture et les classes paysannes dans le Haut Poitou au XVI^e siècle*, Paris, 1925).
- *La crise des prix au XVI^e siècle en Poitou* (Revue historique, 1929, t. 162, p. 1 et 268).

- REBELLO DA SILVA, *História de Portugal nos seculos XVII et XVIII^e*, Lisboa, 1860-71, 5 vol. in-8^o.
- RIVA PALACIOS *Mexico a traves de los siglos* Barcelona, s. d. 5 vol. gr. in-4^o, tome II.
- RODRIGUEZ VILLA, Los Judios españoles y portugueses en el siglo XVII (Bol. Acad. Hist., t. XLIX, p. 90).
- SAGNAC, *La draperie en France aux XVII^e et XVIII^e siècles* (Revue d'hist. moderne, 1907).
- SAYOUS (André E.), *Les changes de l'Espagne sur l'Amérique au XVI^e siècle* (Revue d'économie politique, 1927).
- *La circulation des métaux et des monnaies au Pérou pendant le XVI^e siècle* (Revue d'économie politique, septembre-octobre 1928).
 - *Observations d'écrivains du XVI^e siècle sur les changes et notamment sur l'influence de la disparition du pouvoir d'achat des monnaies* (Revue économique internationale, novembre 1928).
 - *Les procédés de paiement et la monnaie dans l'Amérique espagnole du XVI^e siècle*, Bruxelles, 1928 (Ext. de la Revue économique internationale).
 - *Partnerships in the trade between Spain and America and also in the Spanish colonies in the sixteenth century* (Journal of economic and business history, février 1929, t. I, p. 282).
- SCELLE, *La traite négrière aux Indes de Castille*, Paris, 1906, 2 vol. in-8^o.
- SEE, *L'industrie et le commerce de la Bretagne dans la première partie du XVIII^e siècle* (Ann. de Bretagne, 1922).
- *Notas sobre el comercio francés en Cádiz, y particularmente sobre el comercio de las telas bretonas en el siglo XVIII* (Anuario de historia del derecho español, t. II, 1925).
 - *Histoire du commerce des toiles du Bas-Maine dans la première moitié du XVIII^e siècle* (Mém. et doc. pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie pub. sous la direction de Julien Hayem, X^e série, 1926).
 - *Le commerce des toiles de Laval à Cadix* (Revista nacional de Economia, 1927).
- SION, *Les paysans de la Normandie orientale*, Paris, 1908, in-8^o.
- SOETBEER, *Edelmetall-Produktion und Wertverhältniss zwischen Gold und Silber seit der Entdeckung Amerikas bis zum Gegenwart*, Gotha, 1779 (Ergzungsheft n^o 57 zu Petermanns Mittheilungen).
- STRICKER, *Die Deutschen in Spanien und Portugal und den Spanischen und portugiesischen Ländern von Amerika*, Leipzig, 1850, in-8^o.

- VALFREY, *Hugues de Lionne, ses ambassades en Espagne et en Allemagne; La paix des Pyrénées*, Paris, 1881, in-8°.
- WIEBE, *Zur Geschichte der Preisrevolution des XVI und XVII Jahrhunderts* (Staats- und socialwissenschaftliche Bei-
träge herausgegeben von A. von Miaskowski Bd. II,
Heft 2), Leipzig, 1895, in-8°.
- WILLIAMSON, *Maritime enterprise (1485-1558)*, Oxford, 1913.
in-8°.
-

ABBREVIATIONS

A. E.	Archives du ministère des Affaires étrangères de Paris.
Paris A. N.	Archives Nationales de Paris.
Paris B. N.	Bibliothèque Nationale de Paris.
Madrid A. H. N...	Archivo-histórico-nacional de Madrid.
Simancas	Archivo de Simancas.
Madrid B. N.	Biblioteca Nacional de Madrid.
Acad. Hist.	Bibliothèque de l'Académie de l'Histoire de Madrid.
Depos. hidrog. ...	Depósito hidrográfico de Madrid.
A. I.	Archivo de Indias de Séville.
Séville A. M.	Archives municipales (Ayuntamiento) de Séville.
Cadix A. M.	Archives municipales (Ayuntamiento) de Cadix.

Les ouvrages imprimés sont indiqués par le nom de l'auteur suivis de la mention du tome et de la page ou du chapitre.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE MONDE ESPAGNOL ET LES ETRANGERS

Ce qu'on appelle le Monde espagnol.

Le monde espagnol se composait essentiellement du royaume d'Espagne et de ses colonies américaines. Sans doute le Roi catholique possédait en Europe d'autres territoires, mais ces domaines n'étaient unis à l'Espagne que par un lien personnel, leurs populations, leurs institutions, n'avaient rien de commun avec celles de la Péninsule; la solidarité économique qui les unissait à elle n'était guère plus étroite que celle qu'on rencontre entre des Etats alliés. Le peuple ne les considérait que comme des annexes tout extérieures et plutôt encombrantes, les militaires et les fonctionnaires que comme des occasions d'emploi.

Il en était tout autrement des Indes. Là, sur des milliers de lieues, la race espagnole avait essaimé, et répandu sa langue, sa religion, ses coutumes, ses institutions et sa mentalité. Un courant ininterrompu était établi entre ces pays et la Péninsule; les relations économiques étaient étroites et l'influence de l'Amérique se faisait sentir puissamment sur la vie sociale et économique de l'Espagne. Tout Espagnol avait bien le sentiment que le Nouveau Monde et la Péninsule formaient un tout, dont les différentes parties, bien que séparées par une énorme dis-

CHAPITRE PREMIER

LE MONDE ESPAGNOL ET LES ETRANGERS

Ce qu'on appelle le Monde espagnol.

Le monde espagnol se composait essentiellement du royaume d'Espagne et de ses colonies américaines. Sans doute le Roi catholique possédait en Europe d'autres territoires, mais ces domaines n'étaient unis à l'Espagne que par un lien personnel, leurs populations, leurs institutions, n'avaient rien de commun avec celles de la Péninsule; la solidarité économique qui les unissait à elle n'était guère plus étroite que celle qu'on rencontre entre des Etats alliés. Le peuple ne les considérait que comme des annexes tout extérieures et plutôt encombrantes, les militaires et les fonctionnaires que comme des occasions d'emploi.

Il en était tout autrement des Indes. Là, sur des milliers de lieues, la race espagnole avait essaimé, et répandu sa langue, sa religion, ses coutumes, ses institutions et sa mentalité. Un courant ininterrompu était établi entre ces pays et la Péninsule; les relations économiques étaient étroites et l'influence de l'Amérique se faisait sentir puissamment sur la vie sociale et économique de l'Espagne. Tout Espagnol avait bien le sentiment que le Nouveau Monde et la Péninsule formaient un tout, dont les différentes parties, bien que séparées par une énorme dis-

tance, réagissaient les unes sur les autres et vivaient d'une vie commune.

Dans cet ensemble, l'influence qu'exerçait l'Amérique était immense. Le fait de sa possession par l'Espagne pesait d'un poids très lourd sur toute l'existence de la monarchie espagnole. Qu'il s'agit de politique extérieure ou de politique économique, le souci des colonies s'imposait toujours à l'esprit des gouvernants de Madrid. Au fond de toutes les questions, même les plus éloignées en apparence, il y avait la question américaine. Et il en était de même, pour les étrangers, quand ils traitaient avec l'Espagne. Tous les cabinets d'Europe visaient à travers la Péninsule le Nouveau Monde. Il était pour eux le véritable objectif et l'Espagne n'était à leurs yeux que la porte de l'Amérique. Il faut avoir ceci bien présent à l'esprit quand on étudie l'histoire de cette époque, et en particulier l'histoire économique.

Cette étroite solidarité entre les possessions lointaines et la métropole avait trouvé son expression — imparfaite d'ailleurs — dans un vaste système politico-commercial qui était la véritable armature du monde espagnol. Ce système ne s'était pas créé du premier coup, mais à partir de Philippe II on peut le considérer comme achevé.

Les principes du système.

On considérait les choses à Madrid d'un point de vue essentiellement financier¹. Toute la vie économique du pays était envisagée non pas dans l'intérêt de la nation, mais dans celui du trésor, en vue des dépenses de la cour, de l'armée et de la diplomatie. On pensait donc que le Roi devait *gouverner* la richesse publique pour bien gouverner

1. Forbonnais, *Considérations sur les finances d'Espagne*, Dresde, 1753.

ses finances. Il devait avoir en un mot une *politique économique*. Cette politique visait à attirer et à conserver les métaux précieux, considérés comme l'essence même de la richesse. Pour cela il fallait encourager les exportations et restreindre autant que possible les importations. Naturellement la sortie des métaux précieux était interdite.

Ces idées n'étaient pas particulières à l'Espagne. Elles étaient plus ou moins admises dans toute l'Europe, et plus ou moins mises en pratique. Mais ce qui différenciait l'Espagne des autres pays, c'était qu'elle possédait dans ses territoires la source principale des métaux précieux. C'était une situation privilégiée, qui, dans la pensée de ses gouvernants devait lui assurer pour toujours l'empire du monde, et qui n'avait fait que les confirmer dans leurs principes. A la politique industrielle et protectionniste, ils joignirent seulement une politique minière en Amérique, qui était destinée à accroître encore les avantages de l'Espagne, et ils accentuèrent l'exclusivisme pour réserver à leur pays seul le bénéfice des métaux américains.

On peut dire que l'exploitation de l'Amérique fut dominée par les préoccupations minières². En 1595 on lisait encore dans une ordonnance royale³ : « Nous ordonnons à tous les vice-rois, présidents et gouverneurs, de consacrer une attention toute particulière aux mines déjà découvertes, et d'encourager par tous les moyens la recherche et l'exploitation de nouvelles mines, car la richesse et la surabondance d'argent et d'or sont le levier principal d'où l'un comme l'autre de nos royaumes tirent

2. Cette idée a été mise en lumière par Arias Miranda, *Examen crítico-histórico del influjo que tuvo en el comercio, industria y población de España su dominación en América*. Madrid, 1854. Il montre notamment (p. 88) comment on a laissé la plus grande liberté à la recherche et à l'exploitation des mines pour les encourager.

3. *Recopilación de las leyes de Indias*, lib. VIII, tit. 11, l. I, citée par Dahlgren, p. 26.

leur force. » Les particuliers avaient unanimement répondu à cet appel. Les chefs de toutes les expéditions militaires n'avaient qu'une préoccupation : trouver des mines. La conquête s'est faite en suivant les métaux à la trace jusqu'à leurs centres de production. La colonisation a été intense au Pérou et à la Nouvelle-Espagne, pays miniers, relativement faible aux Antilles, en Floride et à la côte de Terre-Ferme, malgré l'ancienneté de la découverte, très tardive et très insuffisante au Chili et en Argentine, nulle dans le bassin du Mississipi et dans le nord de l'Amérique. Il est même arrivé dans les premières années du xvi^e siècle que des colons aient abandonné les terres sans métaux. On dut menacer de mort en 1526 ceux qui désertaient les Antilles, et en 1551 on se préoccupait de peupler les terres désertes de Saint-Domingue⁴. Le marquis de Villars, ambassadeur de France à Madrid, dans le dernier tiers du xvii^e siècle pouvait dire encore : « Les Espagnols ne se sont établis aux Indes qu'autant qu'il leur est nécessaire pour en tirer de l'argent⁵ ».

Cette politique avait pour complément un souci constant de ne rien laisser perdre au dehors des richesses produites. Le problème était compliqué quand il s'agissait de pays si lointains et si difficiles à garder et de sommes si propres à allumer toutes les convoitises. Il avait fallu organiser un système particulièrement sûr pour le transport des marchandises et des métaux à travers l'Atlantique. Il convient de nous y arrêter, car il a conditionné toute la vie économique du monde espagnol pendant trois siècles et a réagi fortement sur les échanges internationaux

4. Scelle, t. I, p. 110 et 111.

5. *Mémoire de la Cour d'Espagne*, édit. Morel-Fatio, p. 50. Il y eut cependant dans les premiers temps un certain effort de peuplement agricole. Mais le climat ne convenait pas au travail des blancs.

La Carrera de Indias⁶

L'Espagne n'admettait pas qu'aucun navire étranger eût le droit d'aborder dans ses colonies. Tant que sa marine fut puissante elle fit bonne garde. Dès 1514 elle avait entretenu des navires de guerre dans la mer des Antilles contre les pirates caraïbes, puis contre les pirates européens. Ceux-ci s'étant montrés plus hardis à mesure que l'Espagne devenait plus faible militairement, on avait créé en 1643 l'*Armada de Barlovente*, véritable escadre, chargée de garder les Indes; mais en 1647 on la rappela en Europe pour renforcer l'*Armada del Oceano* et les étrangers en profitèrent.

On vit se développer les entreprises des flibustiers et des contrebandiers. Mais l'Espagne protesta toujours contre la présence des étrangers en Amérique⁷.

Les transports entre la Péninsule et l'Amérique étaient l'objet d'une surveillance beaucoup plus vigilante. Pour la rendre plus facile on avait confié au port de Séville le monopole du commerce des Indes et la réglementation de celui-ci était très étroite⁸.

Aucun navire ne pouvait aller en Amérique isolément: Il fallait naviguer en flotte. Ce fut une conséquence de la piraterie et de la guerre, qui sévirent presque continuellement à partir de 1521. Plus tard, quand régna la paix,

6. Pour tout ce qui concerne l'organisation du commerce hispano américain, consulter l'ouvrage capital de Veitia Linage, *Norte de la Contratación de las Indias occidentales*, Séville, 1672, in-fol., qui constitue une véritable source. Voir aussi Antunez y Acevedo, *Memorias históricas sobre la legislación y gobierno de los Españoles con sus colonias en las Indias occidentales*, Madrid, 1797. Parmi les ouvrages récents, voir Artiñano y de Galdacano, *Historia del comercio con las Indias durante el dominio de los Austrias*, Barcelona, 1917, in-4° et Clarence Henry Haring, *Trade and navigation between Spain and the Indies in the time of the Habsburgs* (Harvard economics Studies, vol. IX), Cambridge, 1918, in-8°.

7. Haring, p. 251 et suiv. Artiñano, p. 103 et suiv.

8. Sur les origines du monopole de Séville et sur la tête de ligne de la navigation vers l'Amérique, voir mon étude sur la *Rivalité commerciale et maritime entre Séville et Cadix*.

les habitudes étaient prises. Ces flottes de vaisseaux marchands plus ou moins armés n'étaient pas escortées au début : on se contentait de faire croiser une escadre dans la partie dangereuse de la route, entre Séville et les Canaries. A partir de 1561 on adopta le système des flottes escortées tout le long du voyage. La cédula du 16 juillet 1561 établit deux flottes par an, l'une en janvier, l'autre en août. A l'arrivée en Amérique les bâtiments se séparaient en deux groupes, l'un allant en Nouvelle-Espagne, l'autre à Terre-Ferme. Ils se réunissaient pour le retour. A partir de 1582 la séparation se fit dès le départ : il y eut une flotte de Nouvelle-Espagne qui partait en mai, et une flotte de Terre-Ferme qui appareillait vers le 1^{er} août. Ces dates d'ailleurs changèrent dans la suite. Chaque flotte était escortée de vaisseaux de guerre la *Capitana*, montée par le Général, l'*Almiranta*, montée par l'Amiral, et un navire léger ou *patache*. Il y avait enfin une troisième escadre l'*Armada real de la Guardia de la Carrera de Indias*, entièrement constituée par des navires de guerre ou *galions*, et qui allait chercher le « trésor du Roi⁹ ». On appelait ainsi tout l'or et l'argent appartenant au Roi, provenant des impôts ou de la vente du mercure. Les Galions suivaient l'itinéraire de la Flotte de Terre-Ferme, parce qu'au début c'était le Pérou qui était le principal centre de production des métaux, mais ils n'étaient pas astreints à partir à date fixe comme la Flotte. En 1649 on trouva inutile d'envoyer à Terre-Ferme deux sortes de flottes, et l'on fusionna les Galions avec la Flotte de Terre-Ferme. Les Galions servirent d'escorte. Ils finirent même par remplacer la Flotte de Terre-Ferme car on les chargea de marchandises et non plus seulement d'argent¹⁰. On distinguait donc à la fin du xvii^e

9. Cela résulte des explications de Veitia, lib. II, p. 56 et suiv.

10. Antunez, partie II, art. IV, p. 82 et suiv. C'est en 1613 qu'on finit par autoriser de charger un certain tonnage de marchandises à bord

siècle les *Galions* qui allaient à Terre-Ferme et la *Flotte* qui allait en Nouvelle-Espagne. Les *Galions* abordaient à Porto Bello dans l'isthme de Panama où se tenait la foire. Les Péruviens y venaient du Callao par mer et traversaient l'isthme en utilisant les rivières et les routes de terre. La *Flotte* abordait à la Vera-Cruz d'où les marchands gagnaient Jalapa, dans l'intérieur, où se tenait la foire¹¹. Le voyage total des *Galions* durait de huit à dix mois, celui de la *Flotte* de douze à quatorze¹².

A côté de la *Flotte* et des *Galions* il y avait des navires isolés, dits *navires de registre* (*navios de registro*), qui passaient l'Océan avec l'une ou l'autre des flottes, et qui, une fois en Amérique, allaient desservir tel ou tel point trop éloigné des lieux de foire. Leur nombre et leur lieu de destination varia au cours des temps. En 1591 on signale des navires de registre pour Hispaniola, Puerto-Rico, Cuba, la Jamaïque, le Honduras, le Yucatán, sur le trajet de la *Flotte*; l'île de la Margarita, le rio de la Hacha, Santa Marta sur le parcours des *Galions*. Au xvii^e siècle on allait à Puerto-Rico, Tabago, Cuba, Saint-Domingue, Caracas, Maracaybo, Campêche, Honduras et enfin Buenos-Ayres.

Dans l'intervalle des flottes on envoyait des navires d'avis ou *avisos*, chargés de porter la correspondance du Roi et des commerçants et qui pouvaient emporter quel-

des navires de guerre. Mais ce tonnage fut toujours dépassé. Aussi on finit pour Terre-Ferme par supprimer les navires marchands et par tout charger à bord des *Galions* ou navires de guerre.

11. La foire avait eu lieu à la Vera-Cruz jusqu'en 1657 date à laquelle le pirate Lorencillo vint piller la ville. La foire fut dès lors transportée à Jalapa dans l'intérieur (*Riva Palacios*, II, p. 677).

12. Voir sur ces voyages *Mémoire sur le commerce de Cadix* (A. E. mém. et doc. suppl. France, 1922, fol. 149-195) et un autre (fol. 197-260), tous deux de 1686. *Route de commerce des Galions d'Espagne* (1680) (*ibid.*, France, 1993, fol. 13-40). *Voyage que les Flottes de Nouvelle-Espagne et Galions d'Espagne font aux Indes* (*ibid.*, fol. 41-47). *Mémoire sur le commerce d'Espagne aux Indes et voyage des flottes* (9 janvier 1679) (*ibid.* fol. 49-58).

ques marchandises. On en envoyait quatre par an au milieu du xvii^e siècle.

Enfin un dernier moyen de communication était les *Azogues* : c'étaient deux grands navires de guerre qui s'en allaient au Mexique porter le mercure (azogue nécessaire pour le traitement du minerai. C'était un service royal, le mercure appartenant au Roi, qui le vendait au vice-roi. Celui-ci le revendait *aux mineros*¹³.

L'Amérique communiquait encore avec le monde extérieur par la *hourque de Manille* (*horca de Manila*). C'était un bâtiment chargé de porter la solde à la garnison des Philippines et de la ravitailler en produits d'Europe. Le voyage n'avait lieu qu'une fois par an. Le tonnage des marchandises était limité à l'aller et au retour et seul le port d'Acapulco au Mexique était habilité pour ce commerce. Les Espagnols craignaient de voir s'échapper vers les pays manufacturiers d'Extrême-Orient, la Chine et l'Inde, leur stock de métaux précieux¹⁴.

Pour administrer la *Carrera* on avait créé en Espagne des organismes spéciaux, d'un caractère mi-politique, mi-commercial, qui soumettaient à un contrôle étroit les échanges entre l'Espagne et l'Amérique.

L'organe essentiel dont dépendait le commerce des Indes était la *Casa de Contratación de las Indias occidentales* à Séville¹⁵. Elle avait été créée en 1503 pour centraliser toutes les marchandises à envoyer en Amérique et recevoir les retours, qu'elle faisait vendre sur place ou expédier ailleurs. Mais très vite elle fut chargée d'organiser les flottes. Elle devint alors véritablement un organe

13. On n'en envoyait pas au Pérou, car le pays produisait du mercure.

14. Haring, p. 144 et suiv.

15. Sur la Casa de Contratación, outre les ouvrages généraux cités plus haut de Veitia Linage, Antunez, Artiñano et Haring, voir l'étude de Piernas Hurtado, *La Casa de Contratación de Indias* (dans la *Lectura*, année 1907, t. I et II). V. aussi A. E. Mém. et doc. Espagne, 82, fol. 4-89 (Mémoire concernant le commerce de la province d'Andalousie).

administratif, ce qui entraîna selon les idées du temps des attributions judiciaires. Elle finit par se diviser en deux chambres la *Sala de gobierno* et la *Sala de justicia*, sous un Président qui était soit un homme de robe, soit un fonctionnaire de cape et d'épée. La *Sala de gobierno* s'occupait de l'envoi et du retour des flottes et navires de registre, veillait à l'exécution des ordres du Roi et à l'observation des réglemens. Elle déléguait un commissaire à l'arrivée et au départ des flottes à l'occasion desquelles le Président lui-même se dérangeait. La *Sala de justicia* était un tribunal supérieur et avait rang d'*audiencia*. Elle jugeait au civil et au criminel tout ce qui concernait les gens de mer et les marchands pendant leur voyage aux Indes. Elle avait un rôle très important en matière de contrebande.

A côté de la Casa et au-dessous d'elle, était le *Consulado*¹⁶. C'était un tribunal commercial qu'on avait créé en 1543 pour aider la Casa de Contratacion dans sa fonction judiciaire. Il comprenait un prieur et deux consuls élus par leurs prédécesseurs, par un juge de la Contratacion et par trente négociants tirés au sort parmi ceux qui étaient inscrits sur la *matricula* du commerce des Indes. Mais son rôle n'était pas purement judiciaire. Etant l'émanation de la Corporation des marchands ou *Universidad de los mercaderes*, il était devenu comme l'intermédiaire entre la Couronne et le Commerce, ce qui lui conféra certaines attributions administratives et financières. C'était lui qui étudiait dans le détail ou proposait les mesures qu'ordonnait la Casa de Contratacion. C'était lui qui choisissait et présentait les vaisseaux marchands qui devaient composer les flottes. Tout le détail de leur organisation reposait en fait sur lui sous la haute autorité d'un fonctionnaire de la Casa. Mais surtout il

16. Sur le Consulado et le mode d'élection du Prieur et des Consuls, voir Veitia, I, ch. 17.

était l'intermédiaire nécessaire entre les commerçants et le Roi pour les questions de finance. Le Roi considérait en effet les retours des Indes comme l'encaisse métallique de l'Etat, et il s'ingéniait soit à lever des droits, soit à pratiquer des emprunts forcés sur le trésor des marchands. C'était le Consulado qui négociait avec le Roi sur ces délicates questions et qui se chargeait de répartir entre les commerçants et de percevoir les sommes accordées.

On fut obligé de créer à Cadix, qui servit très tôt d'avant-port à Séville, une sorte de succursale de la Casa de Contratacion. Ce fut le *Juzgado de Indias*, composé d'un juge unique qui remplissait pour Cadix la double fonction de la Casa¹⁷.

Telle était la voie par laquelle l'Amérique communiquait légalement avec l'Europe. Elle n'était pas large et elle était bien surveillée. Le monopole de Séville et le contrôle jaloux d'un corps nombreux de fonctionnaires en limitait le rendement d'une façon singulière. Voyons maintenant à quelles catégories de personnes elle était ouverte.

Les personnes admises au commerce.

Il faut distinguer le droit de faire du commerce avec les Indes et le droit d'y aller. Le droit de faire du commerce appartenait à tous les sujets des couronnes de Castille, Aragon et Navarre. Au début il semble qu'il ait été réservé aux seuls Castellans, mais dans la première moitié du xvi^e siècle il s'étendit à tous les autres Espagnols¹⁸. Ce fut, nous dit Herrera, « à condition qu'ils

17. Voir sur ce point mon étude sur la *Rivalité commerciale et maritime entre Séville et Cadix*.

18. Solorzano (*Politica indiana*) qui écrivait sous Philippe IV prétend qu'il n'a trouvé aucun texte en faveur des Aragonais. Cependant la cédula du 5 mars 1505 (citée par Piernas, I, p. 312) accorde aux non-Castillans le droit de vendre et de commercer à Hispaniola à condition de le faire

fussent naturels de Séville et y possédassent des biens-fonds et que ayant vécu quinze ou vingt ans à Séville, Cadix ou Jerez, ils fussent considérés comme naturels du pays. » Un Aragonais pouvait donc faire le commerce des Indes s'il était établi à Séville et ainsi assimilé à un Castillan d'origine.

Quant aux étrangers ils étaient exclus de ce droit. C'était une prescription très ancienne qui résulte des premiers textes législatifs concernant les Indes. Dans la suite Antunez cite un grand nombre de cédules qui prouvent l'exclusion des étrangers. A diverses reprises même on a précisé cette exclusion, en 1560 pour les Français, en 1571 pour les Génois et les Portugais, en 1608 pour les Hollandais, les Zélandais, les Allemands, les Français, les Anglais, les peuples du Nord, les Portugais et les Italiens, en 1568 et 1581 pour les gitanos¹⁹.

Cette discrimination conduit à se demander si les étrangers sujets du roi d'Espagne n'étaient pas traités différemment. Deux textes de Herrera tendent à le prouver. Après nous avoir dit qu'en 1506 on avait accordé le droit à tous les Espagnols d'envoyer des marchandises aux Indes à condition qu'ils fussent natifs de Séville ou domiciliés là, Herrera ajoute : « Ceux qui ne l'étaient pas (natifs d'Espagne) pouvaient aussi envoyer leurs marchandises en compagnie de naturels espagnols, à la

en compagnie de naturels de Castille. Herrera (déc. I, lib. 6, cap. 16) affirme de même qu'en 1506 on donna licence à tous les naturels d'Espagne d'envoyer leurs marchandises aux Indes « à condition qu'ils fussent naturels de Séville et y possédassent des biens-fonds, et que ayant vécu quinze ou vingt ans à Séville, Cadix ou Jerez, ils fussent considérés comme naturels du pays. La preuve que les Aragonais avaient fini par être admis se trouve dans deux cédules, l'une d'avril 1564 ordonnant d'expulser des Indes tous ceux qui ne seraient pas originaires de Castille et Aragon, l'autre de 1591 (Veitia, I, p. 237) exceptant d'une mesure analogue les sujets de Castille, Aragon, Valence et Catalogne. Pour les Navarrais il semble y avoir eu d'abord des permissions particulières. Mais la cédule du 28 avril 1553 leur ouvrit le commerce des Indes. D'après Veitia, elle fut renouvelée le 3 novembre 1581 et en 1593.

19. Antunez, part. V, p. 268 et suiv.

condition que ce fût sur des navires espagnols et que les *facteurs* fussent espagnols de naissance.» Plus loin, il affirme qu'en 1526 Charles-Quint donna une licence générale à tous ses sujets non espagnols. Ils auraient eu le droit, non seulement de faire du commerce, mais encore de passer aux Indes²⁰.

Ces deux textes ont été discutés. Antunez trouve bien invraisemblable qu'en 1506, Ferdinand, après la mort d'Isabelle, ait étendu le droit de commerce à des purs étrangers. Chose plus grave, les allégations de Herrera ne sont pas citées par Veitia Linage, qui est le mieux informé et le plus sûr des guides. Aucune trace non plus dans la collection de cédules de 1596. Antunez en conclut que Herrera s'est trompé.

Son témoignage est néanmoins troublant car il est formel et confirmé par certains faits. Veitia nous dit que les Napolitains revendiquèrent le droit de faire du commerce aux Indes, sous prétexte qu'ils n'étaient pas étrangers, aucune cédula ne leur ayant donné expressément cette qualité²¹. En 1528 l'Empereur a confié la colonisation du Venezuela à des Allemands. Deux autres Allemands reçurent en 1535 des privilèges pour faire au Mexique la culture du pastel et du safran. Une délibération du corps municipal ou *cabildo* de Buenos-Ayres nous apprend qu'il y avait là-bas des Flamands qui avaient établi un moulin à vent. Si ces étrangers avaient pu s'établir aux Indes, il est difficile d'admettre l'interdiction pour leurs semblables de faire simplement d'Espagne le commerce d'Amérique. Nous savons d'autre part que Charles-Quint se montra assez favorable à ses sujets non espagnols, notamment aux Flamands.

Nous croyons qu'il ne faut pas repousser à la légère le témoignage de Herrera. L'exclusion des étrangers était

20. Herrera, *déc.* I, lib. b, cap. 16 et *déc.* III, lib. 10, cap. 11.

21. Veitia, I, p. 238.

la règle, mais celle-ci pouvait fléchir dans certains cas particuliers. Sans doute prit-on l'habitude d'accorder des licences de plus en plus nombreuses à certains étrangers. L'existence de ces licences nous est attestée plus tard par la cédule du 4 septembre 1569. Il y est dit que les marchandises apportées par les flottes et appartenant à des étrangers qui les auraient confiées à des tierces personnes *sin nuestra licencia y permission* seraient confisquées. On est en droit de conclure que ces étrangers pouvaient agir ainsi, mais à la condition d'en avoir obtenu licence. De même la cédule du 13 janvier 1596 ordonne de traiter les fils d'étrangers nés en Espagne ou aux Indes comme ceux qui auraient reçu des déclarations de naturalité ou des licences pour commercer aux Indes²². Or du moment que les licences existaient, il est tout naturel d'admettre que les rois d'Espagne en aient fait bénéficier ceux des étrangers qui étaient leurs sujets, ou tout au moins leurs alliés. C'est ce qui a pu donner lieu à l'assertion de Herrera et c'est probablement dans cette mesure qu'elle est exacte.

Mais nous avons vu qu'on ne pouvait faire de commerce avec l'Amérique que de Séville ou par l'intermédiaire de marchands sévillans. Les étrangers titulaires des licences royales devaient donc être la plupart du temps des habitants de Séville. La concession de la licence eut donc une tendance à se confondre avec la naturalisation. Le plus souvent elle ne fut pas l'expression de la volonté arbitraire du Roi admettant par exception quelqu'un qui n'y avait aucun droit à l'exercice du commerce des Indes. Elle devint la consécration d'un état de fait, la résidence à Séville.

Nous voyons cette conception apparaître dans la cédule du 14 juillet 1561 et dans la provision royale du

22. Antunez, part. V, p. 268-274 et 278-285.

21 février 1562 : les étrangers résidant en Espagne ou aux Indes depuis dix ans, y possédant une maison et des biens-fonds, ayant épousé une femme du pays, espagnole ou indienne, étaient tenus pour naturels du pays²³. Comme ces garanties avaient paru insuffisantes, et pour limiter le nombre des naturalisations qui menaçaient de devenir trop nombreuses, la cédula du 2 octobre 1608 modifia les conditions : Il fallut vingt ans de résidence continue, dont dix comme propriétaire foncier ; et encore il fallait obtenir une déclaration du Conseil des Indes, que celui-ci ne délivrait qu'après une enquête approfondie. Cette déclaration conférait à la fois la naturalisation et le droit de faire le commerce aux Indes, ce qui montre bien que le seul intérêt de la naturalisation était un intérêt commercial. L'étranger même alors, ne pouvait se livrer à ce commerce qu'avec son seul capital, sans pouvoir emprunter d'argent à un non-naturalisé, sous peine de se voir confisquer tous ses biens, ceux de son associé, et de perdre la qualité de naturalisé. C'est pourquoi trente jours après qu'il avait reçu sa naturalisation, on faisait devant la justice l'inventaire de ses biens, faute de quoi la naturalisation était annulée. Toute naturalisation ne contenant pas expressément la permission de faire le commerce ne servait à rien.

Il arriva alors que les candidats à la naturalisation usèrent de faux témoins pour prouver l'existence de leurs biens-fonds. On ordonna donc par cédula du 11 octobre 1618 que ces biens-fonds devaient être d'au moins 4000 ducats de valeur et avoir été acquis par héritage, donation, achat dûment constatés par des écritures authentiques et non par des témoins.

Cette formalité de la naturalisation n'était pas exigée de ceux qui étaient nés en Espagne de pères étrangers.

²³. Veitia, I, p. 239. Les détails qui suivent sont donnés aussi par Veitia.

Cela résulte d'une cédula de 1565 qui se rapporte non au commerce des Indes mais à la collation des bénéfices ecclésiastiques et cela nous est confirmé pour le commerce des Indes par la cédula du 13 janvier 1596, que nous avons déjà citée. Cette cédula ordonne que « ceux qui seraient nés et auraient été élevés en Espagne, fils de pères étrangers et qui auraient passé aux Indes sans licence, devaient être traités, quand on ordonnerait de faire transiger les étrangers, comme ceux qui auraient reçu la naturalisation ou des licences pour le commerce des Indes²⁴ ».

Mais c'est la cédula du 14 août 1620 qui a réglé définitivement la question. Comme le vice-roi du Pérou s'était plaint à sept reprises différentes des inconvénients que présentait pour le commerce le fait que les fils d'étrangers nés en Espagne pussent prendre part au commerce des Indes, le Roi lui répondit par l'article 8 de la cédula du 14 août 1620 qu'après mûr examen, il jugeait qu'on ne devait pas revenir sur cette permission car « comme vous le savez, n'importe quel fils d'étranger né en Espagne en est véritablement originaire et natif ». Le Roi avait tranché la question en se conformant aux lois de Castille, car à cette époque aucune loi n'avait été promulguée pour l'Amérique²⁵.

Ainsi donc, et pour résumer ce qui précède, le droit de faire du commerce avec les Indes était accordé à tout Espagnol, qu'il fût de Castille, d'Aragon ou de Navarre, et à tout fils d'étranger né en Espagne. Les étrangers nés ailleurs pouvaient obtenir le même droit en vertu

24. Recop. Ind. L. 15, tit. 27 lib. 9, citée par Antunez, Part. V, p. 278-285. Faire *transiger* (*componer*) les étrangers consistait à exiger d'eux une somme d'argent en punition d'une inraction aux lois.

25. Antunez, part. V, p. 206. Son opinion est que cet état de choses date de 1620. Il interprète à tort les textes antérieurs que nous avons cités. Il est probable qu'on en est venu à la conception de 1620 par une transition insensible.

d'un acte de naturalisation qui ne leur était accordé qu'après vingt années de séjour ininterrompu, dont dix comme propriétaire foncier, et s'ils étaient mariés avec une femme du pays²⁶. Ce droit ne pouvait être exercé qu'à Séville, seul port ouvert au commerce du Nouveau Monde.

Quant au droit de passer aux Indes il était accordé avec encore plus de parcimonie que le droit d'y faire du commerce. Le gouvernement espagnol tenait du Pape Alexandre VI par la bulle du 4 mai 1493 le droit d'accorder à qui il voulait des licences pour aller aux Indes. Cela résultait directement du droit de propriété que lui reconnaissait le Pape au delà de la ligne de démarcation tracée par la bulle. Aussi personne ne pouvait-il faire le voyage, fût-il vice-roi, sans licence du Roi que délivrait le Conseil des Indes²⁷. En dehors du désir très naturel qu'il avait de contrôler le peuplement des terres nouvelles, le roi d'Espagne était dominé par une préoccupation surtout religieuse : il s'agissait de garantir le Nouveau Monde contre le danger de voir se corrompre la foi²⁸.

Il avait aussi le désir de ne pas encombrer la flotte de trop de passagers. En principe, outre les personnages officiels, les places étaient réservées aux marchands qui allaient aux Indes comme fondés de pouvoir (*factores*) des commerçants. Aussi pour en diminuer le nombre on exigeait un minimum : il fallait avoir embarqué sur la flotte, soit à son compte, soit au compte de clients une

26. Les naturalisés ne pouvaient pas voter ni être élus dans les élections au Consulado. Les non naturalisés, bien qu'exclus du commerce des Indes, concouraient cependant aux emprunts qu'on faisait pour l'expédition des flottes (Veitia, n. 15, c. 31, lib. I, cité par Antunez, part. V, p. 295).

27. Antunez, part. V, p. 306.

28. Cela est très sensible dans les instructions données en 1501 au premier gouverneur de Terre-Ferme, Fr. Nicolas de Ovando, qui reçut l'ordre de ne tolérer aux Indes ni les Maures, ni les Juifs, ni les hérétiques. Cette interdiction fut signifiée également à la Contratacion dans une instruction de 1510. Ces prescriptions furent fréquemment renouvelées (Antunez, part. V, p. 306 et suiv.).

cargaison valant au moins 300.000 maravedis de plate²⁹.

Le contrôle sur les passagers était exercé par la Casa de Contratacion. Personne n'avait le droit de monter à bord sans avoir présenté ses papiers aux fonctionnaires de la Casa, qui délivraient le *Despacho*, c'est-à-dire l'ordre d'exécuter la licence royale. On devait donner aux juges-officiers des renseignements pris au lieu de naissance de chaque individu et contresignés par les autorités judiciaires locales. La Casa avait fini par partager avec le Roi le droit d'accorder des licences. Pour certains cas bien déterminés et non douteux on trouvait inutile de déranger le Conseil des Indes³⁰.

Naturellement il y eut de nombreux abus. Ce qui le prouve c'est d'abord le grand nombre de textes relatifs à la répression, et l'augmentation régulière des peines; c'est ensuite la fréquence des allusions rencontrées dans les lois à l'existence de personnes passées aux Indes sans licence. Le nombre des fraudeurs alla grandissant à chaque départ de flotte. Il partait au XVII^e siècle une quantité de petites gens qu'on appelait *polizones* ou *llovidos* (les oubliés) et qui s'en allaient chercher fortune en Amérique³¹.

Comme on ne pouvait pas l'empêcher, l'idée vint d'assez bonne heure d'accorder après coup les permissions aux étrangers, mais moyennant finance. C'est ce qu'on appelle « faire composer — ou transiger — les étrangers. » Nous trouvons trace de cette coutume dans la cédula du 13 janvier 1596 qui s'exprime ainsi : « S'il convient au service du Roi de faire transiger les étrangers, et de réduire cette formalité à un effet de la grâce du Roi, sous les conditions qui paraîtraient convenables³²... » Sans

29. Veitia, lib. 1, cap. 29, n° 10, cité par Antunez, part. V, p. 315.

30. Antunez, part. V, p. 306-315.

31. Antunez, part. V, p. 315-324.

32. « Si al real Servicio conviniera hacer composición de extrangeros, y reducir esto a la gracia y merced real, con las calidades que parecieren convenientes... » C'est la loi 13, tit. 27, lib. 9 de la *Recopilación de Indias*.

doute cette mesure ne fut-elle que la consécration au profit des finances royales, d'un usage qui s'était établi illégalement au profit des vice-rois et des fonctionnaires. Les étrangers y trouvaient leur avantage, car les autorités locales devaient leur vendre cher une sécurité précaire et renouvelable. Le Roi retira de là des ressources et put contrôler les conditions de l'opération. Ce qui confirme notre hypothèse c'est la cédula du 2 décembre 1598, renouvelée le 28 octobre 1606, qui interdit de faire des *composiciones* sans l'ordre formel du Roi. C'est enfin la cédula du 14 décembre 1615, interdisant d'exiger de nouvelles sommes des étrangers qui auraient fait *composicion*³³.

La *Composicion* apparaît donc comme une mesure collective, prise de temps en temps par le Roi, comme une amnistie. Elle avait les effets de la naturalisation et elle était accordée dans la mesure où le bénéficiaire pouvait être considéré comme un habitant régulier de l'Amérique. Les vices-rois reçurent des instructions très précises à cet égard, qui distinguent avec beaucoup de soin les diverses catégories d'individus³⁴.

Les navires admis dans les flottes.

De même que les étrangers étaient exclus en principe du commerce des Indes, leurs navires n'étaient pas admis

33. Antunez, part. V, p. 324-330.

34. « Si habiendo mucho tiempo que pasaron aquellos a las Indias, hubieren servido en los descubrimientos o alteraciones, y estan casados, con hijos y nietos, aunque tengan la calidad de extrangeria, se pueda disimular en las composiciones, y se haga alguna mas comodidad a los que fuesen vasallos, respectivamente a los que no lo fueren. » (Cédula du 13 janvier 1596, loi 13, tit. 27, lib. 9 de la *Recopilación de Indias* citée par Antunez, *ibid.*) Les étrangers pauvres devaient être taxés avec modération, suivant leurs facultés. Les gens nés et élevés en Espagne, fils de pères étrangers étaient traités comme des naturalisés ou comme ceux qui avaient des licences pour faire le commerce des Indes. Ceux qui avaient des licences contestées (*licencias litigadas*) étaient traités avec encore plus de modération. Enfin pour les étrangers naturalisés, c'est-à-dire capables de faire le commerce, mais qui avaient passé aux Indes sans licence, on devait se montrer encore plus indulgent (Antunez, *ibid.*).

dans les flottes. Les navires marchands qui constituaient celles-ci devaient appartenir à des Espagnols et avoir été construits en Espagne. Cette législation protectionniste remontait à l'époque des Rois catholiques et elle n'était pas particulière alors au commerce américain. En vertu de la cédula du 3 septembre 1500 il était interdit de charger dans aucun port, pour n'importe quelle destination, aucun navire étranger, tant qu'il y aurait dans le port un navire espagnol non employé³⁵. Cependant la décadence de la marine marchande fit que l'on fut obligé, dès la seconde moitié du xvi^e siècle, d'envoyer aux Indes des navires loués à des étrangers, comme le prouvent trois cédulas de 1571, 1572, et 1573 qui renouvellent les prescriptions de la cédula de 1500. Une autre preuve se trouve dans la consulte du Conseil des Indes du 8 juillet 1608 qui traite des inconvénients qu'il y avait à donner des licences à des navires étrangers. Bien que le Roi eût prescrit de refuser désormais ces sortes de licences, l'abus continua, puisqu'il fallut qu'un décret du 22 mars 1613 renouvelât l'interdiction³⁶.

On cessa à la même époque, et pour les mêmes raisons, de n'employer dans les flottes que des navires construits en Espagne. Les armateurs espagnols prirent l'habitude d'acheter leurs navires à l'étranger, et nous voyons qu'en 1540 le Roi est déjà obligé de l'interdire. Les défenses se renouvelèrent sans être mieux respectées, et le Roi dûit accepter en 1599 que les navires qui allaient porter à Hispaniola des denrées de ravitaillement fussent de construction étrangère à condition qu'ils fussent la propriété d'Espagnols et montés par un équipage espagnol, permission qui fut confirmée en 1626³⁷.

35. Navarrete, *Colección de los viages...*, t. I, introd. p. 47 et suiv. Antunez, part. II, p. 41.

36. Antunez, part. II, p. 41-51.

37. Antunez. *ibid.*

Les navires avaient besoin, comme les personnes, d'une licence de la Casa de Contratacion, qui n'était accordée que s'ils remplissaient certaines conditions, et à la suite d'une visite. Ils ne devaient pas descendre au-dessous d'un certain tonnage, afin d'être capables de traverser l'Océan. Ils ne devaient pas non plus être trop grands afin de pouvoir franchir la barre du Guadaluquivir et celle de San Juan de Ulua à la Vera-Cruz. Les chiffres du tonnage varièrent : de 100 à 300 tonneaux en 1552, 400 en 1557; de 200 à 400 en 1609, à 624 en 1618, à 550 en 1628. La limite ne fut d'ailleurs pas respectée. Les navires ne devaient pas non plus être trop vieux; ils devaient être bien équilibrés³⁸.

Le tonnage total de chaque flotte n'était pas illimité. Il était fixé pour chaque voyage, ce qui limitait le nombre des navires. On voulait éviter par là l'exagération des envois aux Indes et l'avalissement des prix. Cette mesure doit dater de la seconde moitié du xvi^e siècle, car pendant la première moitié aucun texte n'en parle. Ce fut d'abord le Consulado qui fixa le tonnage et dressa la liste des navires. La Casa de Contratacion n'avait plus qu'à donner son approbation. Plus tard au xvii^e siècle cela changea: le Consulado proposait un chiffre d'après l'état du marché américain, la Casa donnait son avis et le Conseil des Indes décidait. Il confirmait généralement les propositions du Consulado³⁹.

La conséquence de cette limitation du tonnage fut que les propriétaires de navires exigèrent des commerçants un fret très élevé. On dut le taxer à différentes époques.

38. Antunez, part. II, p. 51-59. L'obligation de cette licence remontait à 1529. Antunez, part. II, p. 59 et suiv. Voir également sur cette question du tonnage des navires Artiñano, *La arquitectura naval española*, Madrid, 1920; Fernandez Duro, *Disquisiciones náuticas*, Madrid, 1876-1887; t. V. Sur l'importance de la question de la barre de Sanlúcar, voir mon étude sur la *Rivalité commerciale et maritime entre Séville et Cadix*, ch. V.

39. Antunez, part. II, p. 82-112. Veitia, I, I, cap. 17.

A la fin du ^{xvii}e siècle il était de 58 ducats de plate par tonneau payables à raison de 14 ducats au départ d'Espagne et de 44 ducats en arrivant aux Indes⁴⁰.

Les marchandises : le registre.

Les marchandises étaient aussi très étroitement surveillées. Sans doute bien peu étaient interdites ou soumises à l'obligation de la licence, aucune préférence n'était établie en faveur des marchandises espagnoles, et l'Amérique était libre de s'approvisionner de tout, mais c'était à la condition de le faire par la voie régulière et en se conformant aux règlements. Le Roi d'Espagne voulait être très exactement informé de ce qui se passait en Amérique et de ce qui arrivait en Europe. C'est à cette exigence que correspondait l'obligation d'enregistrer les marchandises.

Le registre était très ancien et il n'a jamais cessé. Il avait pour but de faciliter l'établissement des contrats de fret et la perception des droits. On enregistrait également les personnes et les moindres sommes d'argent, l'artillerie, les armes et les munitions. *Le registre* s'appliquait aux navires de guerre comme aux navires marchands. Il s'exécutait avec un grand luxe de précautions et les infractions étaient punies de peines sévères. Elles furent d'ailleurs insuffisantes. Aussi, à la fin du ^{xvii}e siècle, voit-on l'autorité royale transiger avec les fraudeurs. En 1560 on accorda un pardon général à tous ceux qui avaient fait passer des marchandises hors de registre, à

40. Le premier exemple de taxe des frets remonte à 1572. En 1582, on y renonça à cause du renchérissement général et pour permettre aux armateurs de retirer un profit de leurs navires. Mais les frets haussèrent tellement qu'en 1615 les commerçants de Nouvelle-Espagne réclamèrent, de nouveau la taxe, mais le Roi refusa. Il dut céder cependant peu après car au temps de Veitia (1671), il y avait longtemps que la taxe des frets avait été rétablie (Veitia, lib. II, cap. 16, §§ 2 et 3 cité par Haring, p. 284). V. également Antunez, part. III, p. 163 et suiv.

condition de le déclarer. Cette amnistie s'étendit même aux années précédentes et même à ce qu'on avait exporté dans les pays ennemis, comme la France et le Portugal, à condition de le rapporter en Espagne dans les quatre mois. Un pardon analogue fut accordé en 1593 pour les retours de cette année-là, un autre en 1595 pour les retours de quatre flottes. Cette modération eut aussi peu de résultats que la rigueur. Alors on eut recours tantôt à l'une tantôt à l'autre: en 1618 le Roi ordonna d'exécuter impitoyablement les lois, puis on recommença à accorder des indults⁴¹. En réalité au xvii^e siècle l'autorité fut de plus en plus débordée, et le registre ne fut plus qu'une faible image de ce que contenaient les flottes. A partir de 1660 on finit même par supprimer le registre pour les retours d'or et d'argent, en le conservant seulement pour les marchandises⁴². Cela entraîna pour les métaux l'exemption de tous droits à l'entrée en Espagne. Mais cette suppression fut compensée pour l'un des droits par le paiement d'une somme fixe répartie entre les commerçants d'Amérique et d'Andalousie, et pour les autres droits par la pratique de l'*indult*. C'était un procédé analogue à celui de la *composicion*, la vente d'une amnistie. Quand la fraude se développa au point de faire baisser fortement le produit des douanes, cette pratique devint régulière. Elle remplaça les droits d'entrée pour les métaux et c'est pourquoi on exigea toujours à l'arrivée en Espagne des *déclarations* de la part de leurs propriétaires, et elle compléta pour les marchandises des Indes soumises au registre les droits devenus insuffisants par suite de la fraude.

Aucun acte formel du Roi ne marque le moment où l'indult est devenu la règle au lieu d'être l'exception.

41. Antunez, part. III, p. 147-163.

42. Antunez, part. IV p. 177-207. Il s'agit de la cédula du 31 mars 1660.

Nous inclinons à penser que ce dût être vers l'époque de la déclaration de guerre à la France en 1635, époque où la fraude s'est accentuée. De plus un document postérieur nous dit que le commerce des Indes fut prospère dans les temps qui ont suivi son établissement, et en particulier pendant les soixante ans qui ont précédé l'année 1694 (*en particular de sesenta años hasta el de 1694*), parce qu'alors les contributions étaient douces (*suaves*) : c'étaient le droit d'*haberia* et l'*indult*⁴³. La généralisation de ce dernier remonterait donc aux environs de l'année 1634.

Le Roi exigeait au départ des Galions 400.000 piastres, au départ des Flottes 200.000, et autant à leur arrivée aux Indes. Pour les retours en Espagne la somme dépendait des besoins de l'Etat et de la richesse de la Flotte⁴⁴.

L'indult était imposé par le Roi à la communauté des négociants qui formaient le Consulado de Séville. Celui-ci se chargeait de répartir la somme à payer entre les différents marchands qui avaient chargé sur la Flotte. Tout se passait donc entre commerçants, et les agents du Roi n'intervenaient point, ce qui parut tout d'abord un grand avantage pour tout le monde, le Roi étant assuré de toucher sans peine un minimum, les négociants étant délivrés des agents du fisc. En fait la répartition se faisait avec beaucoup d'injustice. Le Prieur et les deux Con-

43. *Proyecto para establecer el comercio y la fé pública alterada en los negocios y carrera de las Indias*, s. d. (postérieur à 1712), par Juan Francisco de Fuentes (Madrid, A. H. N. Estado 3027).

44. *Mémoire touchant le commerce des Indes occidentales par Cadix*, s. d. (postérieur à 1684) (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, f. 32). D'après un autre mémoire signé de Patoulet du 28 mars 1680 (*Route de commerce des galions d'Espagne aux Indes occidentales* (*ibid.*, France, 1993, f. 19), l'argent du Pérou payait au retour un indult de 700.000 ducats de plate qu'on percevait à Porto-Bello, moyennant quoi il entrait librement en Espagne, et d'autre part les Péruviens faisaient entrer librement chez eux les marchandises d'Europe. Cette somme équivalait à 962.000 pesos. Cependant nous avons trop d'exemples à cette époque d'un indult perçu à l'arrivée en Espagne pour croire que ce renseignement corresponde à l'usage le plus répandu.

suls du Consulado imposaient chacun suivant une estimation de ses biens tout à fait approximative, si bien que les uns se trouvaient payer 10 % de leurs retours, les autres 20 %, alors que la somme totale demandée par le Roi représentait le plus souvent un taux de 2 à 3 %; de 8 % au plus. Les étrangers qui ne pouvaient pas protester, puisqu'ils ne chargeaient pas officiellement eux-mêmes sur les navires, se voyaient lourdement taxés en la personne de leurs hommes de paille. Le poids de l'indult s'explique en outre par l'avidité des gens du Consulado, des officiers de la Contratacion et même des membres du Conseil des Indes « à qui l'on devait rendre les comptes et qui n'en rendaient à personne ». Le commerce payait par exemple 1 million de pesos et il n'en revenait au Roi que 5 à 600.000⁴⁵.

L'Haberia.

Le système des flottes escortées coûtait cher. A aucun moment le Roi n'a envisagé que la protection du commerce était une des obligations fondamentales de l'Etat, et il a toujours cherché à se faire rembourser par les commerçants les frais d'escorte. Tel était l'objet du droit d'*haberia*, qu'il percevait sur les marchandises embarquées sur la Flotte. Ce droit servait à constituer la dotation (*haber*) de l'escadre de protection⁴⁶.

45. Voir divers documents des archives des Affaires étrangères à la fin du xvii^e et au début du xviii^e siècle, notamment Mém. et doc. Espagne, 80, f. 32; France, 1993, f. 69, 117, 143, 154, 163. En 1684, l'indult s'éleva à 33 1/3 p. 100, en 1694 à 60 p. 100 (Madrid, A. H. N. Estado 3027). Le consul de France, Catalan, dénonce l'abus de l'indult dans sa lettre du 15 juin 1698 (A. E. Consul, Cadix, III, f. 245).

46. Ce sens de *haberia* est donné par Veitia, lib. I, cap. 20, n. 1, et reproduit par Antunez, part. IV, p. 177. Solorzano (*Politica indiana*, lib. VI, cap. IX) indique un autre sens : ce serait le droit dont la perception permet de protéger les *haberes* ou biens des commerçants. Il indique également qu'on appelle *haberías* ou *averías* les rabais qu'on faisait en vue de la perception des droits sur l'évaluation des marchandises pour causes de perte ou de déchet. Haring, p. 67, note 1, donne le

Ce droit remontait à l'époque où, pour la première fois, on avait éprouvé le besoin de protéger par les vaisseaux de guerre les navires marchands. Herrera nous dit qu'en 1521 on avait formé une escadre de quatre à cinq vaisseaux pour faire la police des eaux territoriales; les frais en furent payés par la perception d'un droit au sou la livre sur les cargaisons de tous les navires arrivant aux ports d'Andalousie, de Grenade et de Murcie. Il y a dans cette mesure de circonstance tout le principe de l'*haberia*. On en vint à établir une escadre permanente qui devait croiser jusqu'aux Açores et l'on chargea un juge-officier de la Contratacion de percevoir le droit, assisté de députés des commerçants. Il se constitua donc dans le sein de la Casa une véritable administration de l'*haberia*. En 1533 et 1544 le Roi interdit à toute autorité de s'en mêler.

Puisque l'*haberia* était destinée à payer les frais de protection des flottes, elle était à l'origine essentiellement variable : en 1525 elle ne dépassait guère 1 %, en 1528 elle monta à 5 %; jusqu'à 1587 elle oscilla entre 4 et 5 %. Mais à partir du désastre de l'Invincible Armada (1588), les dangers croissant sur mer, les frais d'escorte en firent autant : en 1596 l'*haberia* monta à 14 %. La décadence du commerce et la fraude ayant coïncidé avec l'accroissement des dépenses, il fallut au XVII^e siècle transformer complètement l'*haberia* pour éviter d'écraser les commerçants. Le Roi dut prendre à sa charge une part des frais qui s'accrut tellement qu'en 1653, 99 % de l'*haberia* retombait sur le fisc. Voilà ce qui arrivait quand on voulait soulager les commerçants. Quand on voulait soulager le trésor on était condamné à écraser le commerce.

mot *averia* comme d'origine arabe avec le sens de dommage ou de perte. Les deux sens présentés par Solorzano paraissent assez éloignés l'un de l'autre, et il est assez difficile de trancher. Nous observerons que Veitia était trésorier de la Casa, très au courant de tout ce qui concernait le commerce des Indes et que son sens s'accorde avec les réalités. Peut-être y eut-il confusion de deux mots d'origine différente. Voir pour tous les détails qui suivent Antunez, part. IV, p. 177-207.

La raison de cette crise était le nombre de ceux qui fraudaient le registre. Les difficultés d'administration devinrent en même temps extrêmes : à l'origine la perception de l'*haberia* était affermée, soit au Consulado, soit à des particuliers. Mais à cause de la fraude l'affaire devint mauvaise pour les fermiers : en 1640 ils firent faillite : en 1644 on n'arriva pas à conclure de bail.

On finit en 1660 par remplacer l'*haberia* par une contribution fixe correspondant aux anciens droits sur les métaux précieux et répartie entre les commerçants des différentes parties de l'Amérique. Le fisc prenait à sa charge 150.000 ducats de plate sur les 790.000 du total. Après divers tâtonnements les 790.000 ducats furent répartis ainsi en 1667 : 150.000 ducats pour le fisc, 350.000 pour les commerçants du Pérou, ce qui faisait 500.000. Les 290.000 ducats restants se répartissaient ainsi : 125.000 pesos à la Nouvelle-Espagne, 40.000 à la Nouvelle-Grenade et à Carthagène, 150.000 à l'Andalousie à prendre sur les fruits d'Amérique, 83.750 pesos à prendre à Carthagène et à Porto-Bello sur les marchandises et fruits d'Europe. Cette organisation dura jusqu'au début du XVIII^e siècle⁴⁷.

Les droits royaux : alcabala et almojarifazgo.

L'*haberia*, était en quelque sorte un impôt privé. Il était destiné à payer les frais d'une organisation maritime particulière, mais il n'alimentait pas les caisses de

47. A côté de l'*haberia* on peut citer le droit de *tonelada* qui était de 1 real 1/2 de plate par tonneau et qui semble avoir été institué en 1608, à la place d'une retenue sur la solde des équipages, pour payer les frais de la corporation des gens de mer (*universidad de mareantes*). De même jusqu'en 1556 les marchands devaient payer à l'héritier de Colomb, en qualité d'*Almirante de Indias* le *diezmo* ou droit de 1/10. Le Roi racheta ce droit en 1556 moyennant une rente fixe (Antunez, part. IV, p. 250 et suiv.).

l'Etat. Les véritables droits royaux étaient l'*alcabala* et l'*almojarifazgo*.

L'*alcabala* était un impôt de 10 % sur les transactions. Toutes les fois qu'il y avait vente il était perçu. Il était seulement de 5 % en Amérique, et n'existait pas dans les foires de Porto-Bello et de la Vera-Cruz. En Espagne on y avait joint à différentes reprises dans le cours du XVII^e siècle quatre droits additionnels de 1 % si bien que le taux réel de l'*alcabala* montait à 14 %. On le percevait à Séville, d'avance, en même temps que les droits de douane⁴⁸.

L'*almojarifazgo* était un vieux droit de péage du temps des Maures qui se percevait en Andalousie entre la frontière de Portugal et Carthagène d'après la valeur des objets, à l'entrée ou à la sortie⁴⁹. Jusqu'en 1543 les marchandises du commerce des Indes en avaient été exemptes : à Séville on ne percevait rien sur elles ; c'était seulement à l'entrée en Amérique qu'on levait un droit de 7 1/2 % *ad valorem*, qu'on appelait l'*almojarifazgo de Indias*.

En 1543 le roi décida que tout ce qui entrerait en Espagne venant des Indes paierait l'*alcabala* et l'*almojarifazgo*. Les marchandises à destination des Indes devaient payer à la sortie 2 1/2 % et seulement 5 % en Amérique, ce qui ne changeait rien au total de 7 1/2 %. Mais le droit de sortie payable en Espagne se trouvait moins lourd, car il était calculé sur les prix d'Espagne.

Ces droits étaient modérés, mais les besoins des finan-

48. Desdevizes du Désert, *L'Espagne de l'Ancien Régime, les Institutions*, Paris, 1899, p. 376. Antunez, part. IV, p. 208-219. *Mém. sur le Commerce de Cadix et des Indes occidentales* (1686) (A. E. Mém. et doc. suppl. France, 1992, fol. 243 et suiv.). L'*alcabala* n'était perçue au début que lors de la première vente en Espagne, mais pour éviter la fraude on l'exigea, en même temps que les droits d'entrée (Séville, A. M. Sección especial, siglo XVIII t. 29, n° 17. *Copia del memorial que Francisco Baez Eminente dió contra Gaspar Pluys y Alberto Ancquelman...* (1666).

49. Sur l'*Almojarifazgo*, voir Desdevizes du Désert, *loc. cit.*, et Antunez, part. IV, p. 208-219.

ces poussèrent à les accroître. En 1566 le droit de sortie de Séville fut porté à 5 % au lieu de 2 1/2. Aux Indes les droits d'entrée furent aussi doublés et portés à 10 % et on perçut à la sortie 2 1/2 %. Sur le trajet d'Espagne aux Indes les marchandises avaient donc à supporter 15% de droits; sur le trajet de retour, y compris l'alcabala 17 1/2 %.

Plus tard on chargea la douane de Séville de percevoir à l'entrée une quantité de petits droits supplémentaires mis par la Casa pour rembourser des prêts faits au Roi. Le total de ces droits annexes monta à 28 1/3 %, ce qui, avec les 15% d'almojarifazgo et d'alcabala faisait un total de 43 1/3 % à payer à l'entrée à Séville⁵⁰. Si l'on voulait réexporter à l'étranger les marchandises arrivant des Indes, il fallait d'abord payer ces droits d'entrée et ensuite des droits de sortie. A Cadix, où dès la fin du xvi^e siècle eurent lieu beaucoup de retours, il fallait pour faire sortir de la ville à destination de l'intérieur les marchandises des Indes payer outre les droits d'entrée, un droit de sortie ou droit de *Saca*⁵¹. Il est vrai que les nombreux droits supplémentaires qu'on percevait à Séville n'y existaient pas.

La manière de percevoir les droits.

Pour se rendre compte des charges réelles que représentaient ces droits il ne suffit pas de connaître leur taux, il faut savoir aussi comment était faite l'évaluation des marchandises. Celle-ci, ou *aforo*, a en effet, dans le cas de droits *ad valorem*, presque plus d'importance

50. *Copia del memorial... de Eminente* (1666) déjà cité. Eminente était le fermier de la douane et les consuls flamand et allemand l'avaient accusé de favoriser Cadix aux dépens de Séville.

51. Réponse de Alonso Davalos au nom d'Eminente (1666). Séville, A. M. Seccion especial, t. 2^a, n° 15.

que le taux des droits. Voici, dans l'ensemble, comment l'on procédait.

Les fonctionnaires de la douane prenaient connaissance du registre de la Flotte. Pour l'entrée en Amérique ils s'efforçaient, en consultant des gens compétents et non intéressés, d'établir la valeur probable pour chaque article de la marchandise en gros. On procédait de même pour les retours à Séville. On n'ouvrait pas les ballots, on se contentait de la déclaration sous serment des marchands que le registre était bien exact : c'était une assez faible garantie, et la fraude était inévitable⁵².

Aussi les douaniers cherchèrent-ils toujours à étendre leurs moyens d'investigation. Le plus simple était d'ouvrir les ballots. Ils semblent l'avoir fait quelquefois. Un autre moyen consistait à exiger des marchands les factures commerciales (*encajes*) qui contenaient l'état au vrai des ballots. Un peu avant 1586 ils semblent avoir ainsi exigé des marchands les factures garanties sous serment. On appelait cela une *relación jurada*. Les commerçants protestèrent et le Roi interdit cette pratique, mais jamais les fonctionnaires de la Douane ne s'y résignèrent et ils récidivèrent à plusieurs reprises, comme le montrent diverses interdictions du Roi en 1596 et 1604, notamment. Il peut paraître étrange de voir l'Etat ligué avec les fraudeurs contre son service des douanes. Les motifs d'une pareille conduite sont exposés dans un rapport de la Casa de Contratacion du 18 septembre 1682 : « On a observé cette règle (de ne pas donner de *relaciones juradas*) depuis un temps immémorial, sans avoir laissé s'établir la règle contraire, eu égard aux graves inconvénients qui pourraient en résulter et dans l'intérêt supérieur du service de V. M... Car nous tenons pour certain que, si on ouvrait la voie à une pareille innova-

52. Antunez, part. IV, p. 232-240.

tion, cela aurait pour résultat d'empêcher le chargement des Flottes, de rendre impossible leur départ au moment fixé, comme le représente le Consulado, et de détruire le commerce, si on rendait publiques la nature et la quantité des marchandises chargées à destination des Indes, pour la célébration de leurs foires⁵³... »

Il y avait néanmoins quelque chose d'absurde dans un système de droits *ad valorem* dans lequel on refusait à la douane toute espèce de moyens d'investigation pour connaître le contenu et la valeur des ballots. On finit par s'en aviser. En 1624, le Consulado s'entendit au nom des commerçants avec les fermiers pour établir un nouveau régime. On distingua les marchandises d'après l'emballage. Les ballots et caisses régulières, dans lesquelles on enfermait d'ordinaire les marchandises de prix, reçurent une évaluation fixe et uniforme au poids, les caisses grossières (*cajones toscos*) d'après leur taille⁵⁴. Ainsi on aboutit à un tarif qui s'appliqua automatiquement après des constatations purement extérieures. L'évaluation obtenue, il devenait très facile de calculer le montant des droits.

Ce système semble s'être maintenu jusque vers 1695. Il n'était pas officiel, mais le Roi l'avait approuvé, puisque une cédula du 9 janvier 1629 adressée au Consulado en échange d'un subside de 200.000 ducats, lui accorde entre autres avantages « de modérer les droits sur les ballots et caisses à ce qu'on payait en l'année 1624⁵⁵... » C'était sans doute le Président de la Contratacion qui intervenait au nom du Roi lorsqu'il s'agissait de faire un nouveau tarif. Nous ne savons pas combien de temps les tarifs duraient. Nous voyons par la

53. Antunez, part. IV, p. 242.

54. Antunez, part. IV, p. 245.

55. Antunez, part. IV, p. 242. A partir de cette date, chaque arrobe pour Terre-Ferme fut estimée valoir 5.100 maravedis, et pour la Nouvelle-Espagne, 3.600 maravedis

cédula citée plus haut qu'il y avait eu un tarif en 1624, puis qu'il y en eut un autre et qu'en 1629 on revenait au premier. Celui-ci dura assez longtemps. Antunez nous dit, d'après Veitia, qu'il resta « inaltérable ». Il y eut toutefois des modifications partielles, pour les produits venant d'Amérique, en 1635, en 1636 et en 1645⁵⁶.

Vers 1680, il s'était déjà établi un usage en douane qui devait aboutir à transformer le mode de perception de *l'almojarifazgo de Indias*. Au lieu de peser les ballots on les estimait à l'œil, si bien que le volume remplaça peu à peu le poids comme base d'évaluation des marchandises. Pour la première fois en 1681 on fixa officiellement les droits d'après le volume, à raison de un real de plate par palme cubique. Ce procédé s'implanta peu à peu dans les habitudes et finit par devenir régulier vers 1695 au dire d'Antunez. Cela dura trois ans, jusqu'en 1698, date à partir de laquelle on paya les droits non plus d'après le volume, mais d'après le nombre des pièces contenues dans chaque ballot. En 1707 on revint au système d'évaluation par le volume. Mais *le palmeo*, comme on l'appelait, ne fut réglementé dans le détail que par le tarif de 1720⁵⁷.

Critique du système espagnol.

Le vaste système que nous venons de décrire et dans lequel tout était subordonné à la préoccupation d'acquérir et de conserver les métaux précieux, nous paraît aujourd'hui extraordinaire, mais aux ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles il étonnait moins qu'aujourd'hui. La croyance que les métaux précieux constituent l'essence de la richesse était alors générale. On pensait également que les colo-

56. Antunez, part. IV, p. 243.

57. Voir sur cette évolution mon étude sur la *Rivalité maritime et commerciale entre Séville et Cadix*.

nies étaient faites pour la métropole, qui avait seule le droit de leur vendre et de leur acheter. L'organisation des flottes n'était pas non plus sans analogue en Europe. Elle existait entre le Portugal et les Indes orientales. Elle apparaissait partout en temps de guerre : ainsi les vaisseaux hollandais se réunissaient en convois, pendant la partie dangereuse du voyage, pour aller aux Indes orientales ou dans le Levant. D'ailleurs, en Espagne, la réunion des navires en flottes n'avait été qu'un expédient de guerre, que la persistance de la guerre perpétua. L'administration de la *Carrera* peut d'ailleurs se comparer à une immense compagnie privilégiée sous le contrôle du Roi, et l'on sait que le *xvii^e* siècle ne conçut guère le commerce lointain que sous la forme d'une compagnie à monopole. Tout cela explique donc et justifie l'existence de cette énorme machine, mais il faut dire que la position particulière de l'Espagne en faisait la seule nation pour laquelle le système de l'exclusivisme était impraticable.

D'abord l'étendue de l'Amérique devait empêcher les Espagnols de l'occuper effectivement et d'en défendre partout l'accès aux étrangers. Aussi ceux-ci s'établirent-ils en certains points, sur la côte orientale de l'Amérique du Nord et dans les Antilles, où la résistance espagnole fut nulle ou insuffisante. En outre l'Espagne cessa très vite de pouvoir suffire aux demandes de ses colonies. La demande de celles-ci provoqua une hausse importante des prix, qui donna d'abord un coup de fouet à l'industrie de la Péninsule, puis qui s'accrut plus vite qu'elle. L'industrie devint donc bien vite inférieure aux exigences de la situation. Celle-ci fut aggravée par la nature des *retours* des Indes, presque entièrement constitués par les métaux précieux. Puisque l'Espagne tenait à les conserver chez elle, il eût fallu que sa production se développât dans la même proportion que le rendement

des mines. Or tel ne fut pas le cas. Jusqu'à la conquête du Mexique, c'est-à-dire, à peu près jusqu'à 1520, les entrées d'or et d'argent étant modérées, les territoires soumis étant peu étendus, la production espagnole avait suffi à les approvisionner et à faire équilibre aux stocks métalliques. Mais à partir de la conquête du Mexique et surtout de celle du Pérou (1534) l'afflux des métaux était devenu si considérable qu'il avait amené leur avilissement et la baisse de leur pouvoir d'achat. Ce fait, joint à la cause première du renchérissement venue des demandes de l'Amérique avait amené une telle hausse des prix que la vie économique de l'Espagne s'en était trouvée bouleversée. L'industrie de la Péninsule était devenue la plus chère d'Europe et ce mouvement ne faisait que s'accentuer. Ainsi l'écart entre les prix des marchandises étrangères et ceux des marchandises espagnoles ne pouvait que grandir et il était inévitable que le commerce étranger s'introduisît peu à peu dans l'approvisionnement de l'Amérique. Pour payer ces fournitures du dehors il était inévitable qu'on laissât sortir les métaux précieux.

Ainsi l'expérience aurait dû conduire les Espagnols à une politique opposée à celle de la reine Isabelle et de tous les autres peuples. Car la politique traditionnelle ne pouvait conduire qu'à la ruine de leur industrie. S'ils avaient raisonné d'après les faits, ils auraient abandonné leur exclusivisme pour sauver leur production. L'effet de renchérissement des métaux américains se serait plus rapidement répandu à travers le monde et leur aurait permis de résister à la concurrence étrangère. La suppression du monopole de Séville et de toutes les entraves aurait intéressé à la mise en valeur de l'Amérique l'Espagne tout entière. Mais il eût fallu, pour cela, une révolution dans les idées.

Charles-Quint semble l'avoir un instant compris.

Sans toucher aux lois, il les appliqua avec libéralisme, mais il se heurta à la tradition et à l'opinion publique. Celle-ci était particulièrement susceptible sur la question de la sortie des métaux, et l'Empereur l'avait bien vu lors de la révolte des *Comuneros* provoquée en partie par les exportations d'argent de ses favoris flamands. Le souvenir des événements de 1517 pesa durant tout son règne sur l'esprit du souverain et sur celui de ses sujets. Charles s'astreignit à ne plus jamais blesser sur ce point la susceptibilité castillane, et les Cortès y veillèrent jalousement. Après 1549, quand il eut abandonné l'Espagne au gouvernement de son fils Philippe II, les influences purement espagnoles l'emportèrent définitivement, et l'on s'efforça de résoudre les problèmes immenses que posait l'Amérique à la lumière de principes, et par des procédés mal adaptés.

L'afflux des étrangers

L'impossibilité pour l'Espagne de fournir à elle seule toute l'Amérique, jointe à l'exclusivisme jaloux des Espagnols, attira chez elle le commerce étranger. Jusque là elle avait été peu fréquentée par les marchands du dehors; c'étaient les siens qui allaient porter ses produits dans les autres pays. Mais à partir du xvi^e siècle elle devint, et elle resta, le lieu de rencontre de tous les commerçants européens.

Sans doute il y eut, à ce renversement des habitudes, d'autres causes : l'avènement d'une dynastie étrangère qui apporta dans la Péninsule les habitudes de magnificence de la maison de Bourgogne, les emprunts que le mauvais état des finances et les guerres obligèrent de faire à l'étranger, en Allemagne et à Gênes, et qui eurent pour résultat de faire passer sous le contrôle des prêteurs telle ou telle partie du Domaine, telle ou telle

branche des impôts⁵⁸. Mais la cause profonde fut l'attrait des métaux américains, malgré la prohibition de sortie, et plus tard la décadence industrielle espagnole qui faisait dépendre l'approvisionnement des Flottes des importations étrangères.

Au moment où se produisit ce phénomène, l'Espagne était engagée dans une lutte qui divisait en deux camps toute l'Europe. Il est naturel qu'elle ait favorisé ses alliés, et qu'elle se soit efforcée d'interdire ses ports à ses ennemis. Ceux qui profitèrent les premiers des richesses américaines furent donc les Gênois, les Flamands et les Allemands.

Les Gênois jouissaient depuis le XIII^e siècle d'une situation commerciale prépondérante en Castille et en Andalousie. Leur colonie de Séville était considérable et on les traitait presque comme des naturels du pays. Après la découverte du Nouveau Monde, ils cherchèrent tout naturellement à étendre à l'Amérique leur situation privilégiée. Par le moyen des licences ils firent sous Charles-Quint beaucoup de commerce avec les Indes. Mais ils étaient surtout spécialisés dans le commerce de l'argent, ce qui leur permettait d'accaparer les denrées et l'administration des impôts⁵⁹.

Les Flamands pouvaient compter sur la faveur de Charles-Quint. Les relations hispano-flamandes, déjà actives, s'amplifièrent après son avènement. En dehors des licences et des privilèges individuels concédés à des Flamands, le commerce d'importation des Pays-Bas en Espagne fut très actif jusqu'au moment de l'insurrection de ces provinces. Celle-ci troubla le trafic, mais il reprit avec les Pays-Bas catholiques, surtout à partir

58. Voir sur ce point l'ouvrage excellent d'Ehrenberg, *Das Zeitalter der Fugger*, Jena, 1896, 2 vol. in-8°.

59. Scelle, t. I, p. 150 et suiv.; Martinez de la Mata, apud Sempere, Biblioteca, p. CXCIV. Ehrenberg, I, p. 328 et suiv.

de 1609, et plus encore en 1623 quand la dénonciation de la trêve de Douze ans avec la Hollande força les Flamands à chercher du côté de l'Espagne un dédommagement. Une sorte de société fut établie qui groupa tout le trafic entre la Flandre et l'Espagne. La colonie flamande d'Espagne, et particulièrement en Andalousie, était considérable. En 1596, lors de l'attaque de Cadix par les Anglais, on put former pour la défense de la ville des compagnies entières de Flamands. Ils possédaient de nombreuses fondations pieuses soit à Séville, soit à Cadix. Le registre des décès de la Cathédrale à Séville fait apparaître leur colonie comme la plus importante⁶⁰.

Les Allemands ont joué en Espagne pendant le xvi^e siècle le rôle de banquiers de la Couronne. Ils n'apparaissent comme commerçants et marins dans les ports de la Péninsule qu'à la fin du xvi^e siècle et au commencement du xvii^e. Les intérêts commerciaux prirent alors le pas sur les intérêts financiers. Cela ne veut pas dire qu'auparavant les échanges n'eurent pas lieu entre les ports allemands et espagnols, mais ils se faisaient par l'intermédiaire du port d'Anvers où les Génois et les Hollandais prenaient les marchandises allemandes pour l'Andalousie et apportaient les retours d'Espagne. Les Allemands ne fréquentaient directement que Lisbonne. L'insurrection des Pays-Bas et la guerre entre l'Espagne et l'Angleterre privèrent les Allemands de leurs intermédiaires vers l'Espagne et les forcèrent à aller eux-mêmes à Séville. Des Hanséates se chargèrent d'aller chercher pour les ennemis de l'Espagne les produits de la Péninsule et des Indes et d'apporter aux Espagnols le bois et le chanvre nécessaires à leur marine. Cela les mettait

60. Fr. Thomas de Argüello, *Cinco tratados tocantes al consumo de la moneda de Vellon...* (1681), p. 137 (Madrid, A. H. N., mss. cc. 136). Finot, p. 276. Agustin de Orozco, *Historia de Cádiz* cité par Arias Miranda, app. XXVIII.

entre les deux camps dans une situation assez délicate. Pour y remédier, après de longues négociations, un traité fut signé en 1607 entre l'Espagne et la Hanse, accordant aux Hanséates d'importants privilèges, qui ont servi de modèle dans la suite à tous les autres traités avec les étrangers. Après la paix hispano-hollandaise de 1648 le trafic de la Hanse fut très atteint⁶¹.

A côté de ces trois peuples amis des Génois, des Flamands et des Hanséates, les Portugais occupent dans l'histoire d'Espagne une place intermédiaire entre les amis et les ennemis. Ils ont été d'abord des voisins sans hostilité, puis des sujets, puis des rebelles et des adversaires. La proximité de leurs territoires en Europe et en Amérique, leur qualité de marins consommés, et de possesseurs des comptoirs d'Afrique d'où l'on tirait les nègres, en firent par la force des choses les fournisseurs d'esclaves de l'Amérique et par ce moyen des contrebandiers. L'Amérique espagnole se trouva bientôt dans les premières années du xvii^e siècle inondée de Portugais. Une loi de Philippe IV du 17 novembre 1629 ayant suspendu l'interdiction pour les nouveaux chrétiens de sortir du Portugal, ceux-ci se dispersèrent dans le monde entier : les uns vinrent s'établir dans les ports d'Andalousie où ils participèrent plus ou moins directement au commerce des Indes, les autres passèrent en France, dans les Pays-Bas et dans les ports de la Hanse, d'autres enfin en Amérique. Vers 1640 il y avait deux mille négociants portugais à Séville, et le registre des décès de la Cathédrale confirma cet accroissement. A partir de 1629 l'exploitation portugaise remplaça pour l'Espagne dans tous les domaines l'exploitation génoise⁶².

61. Sur le rôle de banquiers des Allemands du Sud, voir l'ouvrage d'Ehrenberg. Sur le commerce des Hanséates, v. Stricker, p. 17 et suiv.

62. Scelle, t. I, p. 302 et 431 et suiv. Haring, p. 113. Pellicer, *Comercio impedido por los enemigos de esta monarquía*, 1639, in-4^o, § 1. Rebello da Silva, *Historia de Portugal nos seculos XVII, XVIII*, t. III, p. 391-393.

La plupart de ces Portugais étaient des Juifs plus ou moins dissimulés et en relations étroites avec leurs coreligionnaires de l'étranger. Ils devinrent donc les agents de l'ennemi dans la place et plus encore après le soulèvement du Portugal. Beaucoup d'entre eux en effet naturalisés en Espagne, continuèrent à entretenir des relations avec leurs compatriotes rebelles et émigrés. Les intérêts des commerçants ennemis trouvèrent en eux des intermédiaires infatigables⁶³.

Quant aux Hollandais ils n'apparurent qu'assez tard en Espagne, leurs principales relations étant orientées vers la Baltique. Mais au xvi^e siècle ils furent attirés par la Péninsule et surtout par Séville. Au moment de l'insurrection, il n'y eut pas de rupture commerciale, car l'Espagne avait besoin des bois du Nord et des grains de la Baltique, si bien qu'à la fin du siècle vingt-cinq à trente mille matelots vivaient de la navigation vers l'Espagne et le Portugal, et certains marchands s'étaient établis, malgré l'état de guerre, dans les ports d'Espagne⁶⁴.

En 1598 on finit par interdire le commerce avec la Hollande, mais en 1603 Philippe III permit aux Hollandais de trafiquer en Espagne moyennant un droit supplémentaire de 30 % sur les sorties. En 1609 vint la trêve de Douze ans qui ranima leur commerce et quand la guerre reprit, ils s'entendirent avec les gens de Saint-Jean-de-Luz et de Bayonne, puis avec les Portugais pour continuer leurs affaires. La paix leur ouvrit complètement en 1649 les ports espagnols en les faisant bénéficier des privilèges hanséatiques. Les années qui sui-

63. Pellicer, *Comercio impedido*, § I, II et III. Rodriguez Villa, *Los Judios españoles y portugueses en el siglo XVII* (Bol. Acad. historia, t. XLIX, p. 90).

64. Blok, *Geschichte der Niederlande*, Gotha, 1910, II, p. 619, III, p. 372, 552.

virent sont marquées pour leur commerce d'une prospérité extraordinaire⁶⁵.

Comme les Hollandais, les Anglais n'apparurent qu'assez tard sur les côtes de la Péninsule. C'est la politique de Henri VII, à la fois commerciale et matrimoniale, et le mariage de son fils avec Catherine d'Aragon, qui détermina les premiers voyages en Espagne⁶⁶. Les Anglais vinrent assez nombreux à Sanlucar et s'y établirent. Le divorce de Henri VIII et de Catherine d'Aragon marqua le début d'une longue période pendant laquelle, sauf sous Marie Tudor, il n'y eut plus de sécurité dans les rapports de l'Angleterre et de l'Espagne. Le commerce s'en ressentit et eut à subir des crises. Cependant les nécessités économiques furent plus fortes que les sentiments d'hostilité des gouvernements et des peuples, et le commerce anglo-espagnol, ouvertement ou secrètement pratiqué, resta très considérable. Il continua malgré la guerre, qui existe en fait à partir de 1584⁶⁷. D'ailleurs l'Ecosse et l'Irlande restèrent en relations avec la Péninsule⁶⁸. La paix fut signée par Philippe III et Jacques I^{er} en 1604, et elle dura, sauf une courte interruption en 1625-1626, jusqu'en 1655. Les relations commerciales se développèrent énormément, d'autant plus que les Anglais servirent à leur tour d'intermédiaires aux ennemis de l'Espagne⁶⁹. En 1645 leur crédit était si grand dans le royaume qu'ils obtinrent de Philippe IV des privilèges fort intéressants. La guerre civile porta un coup au trafic et la rupture

65. Abreu y Bertodano, I^{re} partie, p. 375; Blok, IV, p. 447.

66. Williamson, p. 19 et suiv.; Alberti et Chapman, *Introd. passim*.

67. Gerau de Spes au Roi, 27 février 1569 (cal. State Papers, Eliz., II, n° 83). V. aussi Mendoza à Zayas du 15 janvier 1579 (*ibid.*, n° 543).

68. Gerau de Spes au Roi, 25 juillet et 5 août 1569 et différentes autres lettres (Cal. State Papers Eliz. II, n°s 124, 130, puis 112, 124, 130, 181, 226, 229); du duc d'Albe au roi (n° 131); d'un agent de renseignements au duc d'Albe (n° 365).

69. Cunningham, *Growth of english industry and commerce, Modern time*, I, p. 187 (cite Roger Coke, *Discourse of Trade*, 1670).

de 1655 l'acheva. Il fallut attendre la Restauration et la politique habile de Charles II pour voir le commerce anglais se relever en Espagne⁷⁰.

Ainsi les Espagnols avaient constitué sur leurs domaines une grande voie de trafic mondiale. Ils en avaient bénéficié d'abord, leurs amis ensuite. A mesure que s'affaiblissait leur économie et leur force maritime, leurs ennemis eux-mêmes en tiraient profit. Tous les peuples doués de quelque vitalité venaient prendre sur leurs rivages leur part de fortune. Deux voyageurs étrangers, Brunel et Van Aerssen, ont bien caractérisé la position qu'avait déjà l'Espagne vers 1655 vis-à-vis des étrangers. « La meilleure partie (de ce qui vient des Indes) est à des particuliers de Flandres, de Hollande, de Gênes et de France, ce qui est pour le Roi est dû à diverses personnes qui y ont des assignations pour leur paiement. *S'il vient donc de l'or des Indes, l'Espagne n'est que le canal par où il passe et qui va tout droit se décharger dans la mer de l'abondance des autres pays.* Aussi dans la similitude du monde à un corps, on la compare pour cet égard à la bouche, qui reçoit toutes les viandes, les mâche et les prépare, mais les envoie aussitôt aux autres parties, et n'en retient pour soi que le simple goût, ou ce qui par hasard s'attache aux dents⁷¹. »

Nos voyageurs citent les Français parmi les bénéficiaires de la richesse espagnole. Nous n'en avons pas parlé jusqu'à présent. Il importe d'examiner de près maintenant ce qui les concerne.

70. Cunningham, I, p. 196.

71. Brunel et van Aerssen, p. 59.

CHAPITRE II

LES FRANÇAIS EN ESPAGNE JUSQU'À LA PAIX DES PYRÉNÉES

Les origines

Les relations entre la France et l'Espagne sont très anciennes. Le voisinage, le fait que le chemin des pèlerins de Compostelle traversait la France et que beaucoup de Français étaient pèlerins, que la politique des Rois de France se mêla souvent au moyen-âge des affaires des royaumes ibériques, tout concourait à rapprocher les deux pays. En dehors des provinces pyrénéennes c'étaient surtout les provinces maritimes qui communiquaient avec la Péninsule, en premier lieu la Bretagne et la Normandie, en second lieu la Provence et le Languedoc.

Les rapports hispano-bretons, qu'on signale dès le ^{xiii}e siècle¹, furent resserrés au ^{xiv}e par l'action des ducs de Bretagne en particulier avec la Biscaye, la Castille et le Léon². Nantes, Vitré, Rennes, Saint-Malo, Morlaix

1. Etienne de Fougères, qui vivait au milieu du ^{xiii}e siècle écrit : « Quand (le marchand) revient de France ou d'Espagne avec des emplettes, il est juste qu'il en tire profit et qu'il en vive ; mais il doit éviter toute tricherie... » (*Le livre des manières* cité par Mathorez, p. 4). Sur les pèlerinages bretons à Compostelle, v. Mathorez, p. 2.

2. Le duc Jean IV fit un traité avec les villes de Biscaye ; Jean V en fit d'autres en 1430 et 1435 avec la Castille et le Léon. Ils furent renouvelés sous Pierre II en 1452 et 1456 et sous François II en 1459. Les Rois de France, Charles VIII et Louis XII, en tant que ducs de Bretagne, continuèrent la même politique (Mathorez, p. 4, 5, 7). Louis XI avait déjà fait une convention avec l'Espagne le 9 octobre 1478 (A. E. Mém. et doc. Espagne, 97, fol. 173).

firent de grosses affaires avec Bilbao et la côte Cantabre. La Bretagne envoyait des toiles de toutes sortes, des vins de Touraine, d'Anjou, d'Aunis et de Saintonge, et du poisson. D'Espagne venaient de la laine et du fer. Nantes et Bilbao étaient les principaux ports intéressés³.

Les relations de la Normandie et de l'Espagne semblent dater de l'acquisition de l'Aquitaine par Henri Plantagenêt : de Bordeaux qui était pour les marins normands une terre amie, ils gagnaient facilement la Péninsule⁴. Ce commerce fut pratiqué surtout par Rouen qui échangeait des draps contre les laines espagnoles. Au XIII^e et au XIV^e siècle ce commerce se développa, car la laine anglaise s'exporta de moins en moins et la laine castillane tendit à la remplacer sur les marchés drapiers septentrionaux. L'Espagne envoyait en outre des vins et des produits tinctoriaux⁵.

En dehors de la Bretagne et de la Normandie, nos ports du Sud-Ouest, comme Bayonne et Bordeaux, ceux de la Méditerranée, comme Narbonne, Aigues-Mortes et Marseille, étaient en rapports avec la Biscaye ou la Catalogne. Mais les différences de productions n'étaient pas suffisantes pour déterminer de grands courants internationaux. C'était plutôt un commerce local et une navigation de caboteurs⁶.

Si l'on se place au point de vue qui nous intéresse,

3. Mathorez, p. 57 et suiv. On importait aussi du vin de Madère depuis le XV^e siècle. Pour les laines, en 1463, les fermiers du denier pour livre estiment que les Espagnols font entrer à Nantes 16 charges de laine par semaine. La charge valait 100 livres. D'après Verger (*Archives curieuses de Nantes*, t. III, p. 41), l'importation des laines se serait élevée à 5 à 6.000 balles par an. L'importance du commerce des fers espagnols est attestée par le fait que la corporation des casseurs d'acier était très importante à Nantes.

4. Sion, *Les paysans de la Normandie orientale*, p. 160.

5. Sion, p. 160, 161.

6. Dès le temps de la « Reconquête », les Espagnols de la côte méditerranéenne étaient entrés en rapports avec les Italiens et avec les Français. Ceux-ci avaient déjà au XIII^e siècle conclu avec eux des traités d'amitié et de protection (Capmany, cité par Haebler, *op. cit.*, p. 265).

celui des origines de la pénétration française dans la Péninsule et en particulier dans les ports d'Andalousie. deux faits sont à noter au moyen-âge. L'Andalousie ne joue pas un très grand rôle dans ces échanges, et les marins et commerçants français non plus. Ce sont en effet les régions les plus rapprochées de la France, surtout la Biscaye, qui trafiquent avec nos provinces, et les produits d'Andalousie ne leur arrivent que par l'intermédiaire des Biscayens dont les ports servaient d'*étape*. Quant au personnel il était généralement espagnol, et rares étaient les Français qui se risquaient en Espagne. Jusqu'au xvi^e siècle, à part quelques exceptions, comme les marins dieppois, qui découvrirent les Canaries et la route de la Guinée, les Français se montrèrent singulièrement casaniers, et ils préférèrent attirer chez eux les marchands étrangers⁷. Aussi voyons-nous ceux-ci, et en particulier les Espagnols, hanter les ports bretons et normands et dominer le trafic. Beaucoup d'entre eux s'y établissaient : dès 1493 à Nantes leur colonie était assez importante pour constituer une chambre de commerce particulière et avoir un Consul. Nombre de familles de négociants bretons ont une origine espagnole, comme celle des Magon à Saint-Malo. On avait pris l'habitude en Bretagne de compter en monnaie de Castille, par *henriques* et *réaux*⁸. Il en était de même à Rouen et à Bordeaux.

Le xvi^e et le xvii^e siècle

Au xvi^e siècle tout évolue : nous allons voir les échanges se développer peu à peu au point de représenter pour la France la branche la plus importante de son commerce

7. Voir sur ce point Mathorez, p. 7. Malvezin, t. II, p. 54. Frain de la Gaulayrie, *Les Vitréens et le commerce international*, p. 35.

8. Mathorez, p. 1 et 2; Frain, p. 35.

extérieur. L'Andalousie va prendre le pas sur les provinces du Nord. Les marins et les marchands français vont s'emparer du trafic. Les rapports politiques, qui, de bons devinrent mauvais, n'eurent pas une influence suffisante pour arrêter le développement des échanges.

Ces changements viennent de diverses causes : la France s'éveille à la vie industrielle et à la vie maritime; certaines circonstances, comme le mariage de Germaine de Foix avec Ferdinand le Catholique en 1505, assurent des privilèges aux Français⁹, mais la véritable raison fut le contre-coup de la découverte de l'Amérique. Nous avons vu que les étrangers furent fortement attirés vers la Péninsule par la perspective d'y acquérir les métaux précieux. Les Français firent comme les autres.

Cependant au xvi^e siècle, les anciens courants commerciaux subsistent encore. Ils reçoivent même une impulsion nouvelle. A Vitré, les échanges qui se partageaient entre les pays du Nord et du Midi, tendent à partir de 1560 à se diriger surtout vers l'Espagne¹⁰. A Nantes, il se forma une association entre marchands de la ville et marchands de Bilbao intéressés au commerce franco-espagnol qu'on appelle la Contractation. Ses membres étaient traités dans les deux ports comme les gens du pays. Les armateurs français et les courtiers espagnols de Nantes avaient fondé une société pour affréter les navires en commun : on l'appelait la *Compañía de los Señores del Salvoconducto*¹¹. En 1628 un mémoire de l'ambassadeur de France à Madrid nous permet de voir que le trafic de Nantes à Bilbao durait

9. Haebler, p. 267.

10. Frain de la Gaulayrie, p. 35 et 42. Ce renversement du commerce vitréen s'explique en partie par l'apparition de la Réforme en France : les huguenots restèrent en relation avec les pays du Nord, les catholiques, plus nombreux, se rabattirent sur l'Espagne.

11. Mathorez, p. 38 et suiv., p. 42.

toujours, ainsi que celui de Rouen et des ports français de la Méditerranée vers les ports espagnols¹².

Mais l'importance de l'Andalousie avait grandi. A l'abri des privilèges des Bilbainos, qu'ils partageaient grâce à la *Contractation*, les Nantais parurent à Séville, à Malaga, aux Canaries. Les Vitréens, à partir de 1560, développèrent leurs relations avec Cadix, le Puerto de Santa-Maria et Sanlucar de Barrameda¹³. Quant aux Normands, qui considéraient déjà Cadix ou Séville comme une étape sur la route des Canaries, ils s'y arrêtaient plus fréquemment à partir du xvi^e siècle : Cadix est souvent mentionné dans les contrats d'armement conservés dans les archives du tabellionage de Rouen¹⁴, et il est devenu la plupart du temps le point terminus du voyage. Au xvi^e siècle l'évolution est achevée : tous les documents s'accordent à mettre au premier rang les ports d'Andalousie pour le commerce avec la France.

Mais la découverte de l'Amérique a suscité une branche de commerce plus nouvelle encore, c'est le trafic direct avec le Nouveau Monde. L'étude de cette question ne rentre pas dans notre sujet, mais elle s'y rattache indirectement, car sans aucun doute ce sont les obstacles opposés par les Espagnols à cette navigation qui ont le plus contribué à maintenir à Séville et à Cadix le marché des échanges internationaux avec l'Amérique.

Si les courants commerciaux avaient changé à partir du xvi^e siècle, le personnel commercial et maritime en avait fait autant. Mais là encore le changement ne se fit que peu à peu. Les colonies espagnoles de France se défendirent longtemps. En 1618, les marchands de Rouen se plaignaient au Roi de ce que la navigation

12. A. E. Corr. polit. Espagne, 15, fol. 224-231.

13. Mathorez, *loc. cit.*; Frain de la Gaulayrie, *loc. cit.*

14. Gosselin, p. 165.

d'Espagne leur était peu lucrative; « pour les grands avantages qu'ont en leur trafic sur les Français les *quarcadores* (*cargadores*) et marchands d'Espagne ayant à Rouen leurs commis, qui achètent aux halles de la ville et autres endroits des toiles au même prix et avec semblable liberté que les bourgeois et habitants de Rouen¹⁵. » Un peu plus tard, vers 1624 un mémoire adressé au Roi répétait la même plainte¹⁶. Les représentants en France des marchands andalous trafiquant aux Indes arrivaient à vendre en France les marchandises d'Amérique et en Amérique celles de France à meilleur marché que les Français. Ils économisaient en effet *l'alcabala*, impôt espagnol sur les transactions, car les opérations de vente ou d'achat se faisaient en France, tandis que les Français n'ayant pas le droit de trafiquer eux-mêmes aux Indes, étaient obligés de vendre ou d'acheter en Espagne à des négociants espagnols. De plus, ce que les Espagnols venaient chercher en France équivalait à ce que les Français portaient en Espagne. Ceux-ci trouvaient donc à Séville une grande concurrence. Le mémoire ajoute que les négociants d'Andalousie excellaient à leur faire vendre à vil prix ou à perte leurs cargaisons, tantôt différant les achats jusqu'à la veille du départ des flottes, tantôt jetant sur le marché par quantités massives une partie des marchandises françaises qu'ils avaient fait venir eux-mêmes, pour racheter ensuite les cargaisons françaises dépréciées.

Et le mémoire concluait : « Voilà comment les Espagnols jouissent seuls des Indes. C'est la faute de nos gouverneurs et magistrats, auprès desquels ils sont aussi

15. Rouen, *Arch. com. Délibérations*, I, p. 288.

16. *Mémoires et avis donnés au Roi sur le fait de la navigation et commerce de l'Amérique et les ordres des armées d'Espagne* (non signé ni daté, mais vraisemblablement de 1624 (Paris, B. N. mss. Cinq cents Colbert, 203, fol. 162).

en grand crédit par les alliances qu'ils ont faites avec plusieurs grandes familles de Rouen et d'ailleurs. Ils jouissent des droits et privilèges des Français dans le trafic, si bien que tout le commerce sort des mains de la France et tombe dans celle des étrangers. Quelques Français, ayant des parents en Espagne et aux Indes même, font pour eux des achats en leur nom, au préjudice des Français, le tout pour gagner deux quinzièmes, sans oser de leur part entreprendre aucun trafic aux Indes en échange de celui qu'ils manient pour les Espagnols; et cela à cause de la rigueur exacte qu'il y a en Espagne et aux Indes sur les étrangers. »

En 1650, Thomas Le Fèvre, ancien lieutenant en l'Amirauté de France au siège de la Table de Marbre du Palais à Rouen, dans son *Discours sommaire de la Navigation et du Commerce*, dénonçait toujours les profits des commerçants espagnols en France¹⁷. Pour dix mille écus qu'ils gagnent, écrivait-il, ils font manquer aux Français un gain de deux cent mille écus. Ils ruinent par ce moyen la navigation de la France, se procurent à bon marché ses marchandises, « font tenir subtilement l'argent pour la solde des garnisons de Flandres et des pensionnaires d'Espagne et donnent les plus certains avis des occasions de nos troubles et mécontentements de nos princes et peuples, qu'ils observent d'autant plus soigneusement qu'ils y sont intéressés en leur particulier et qu'au premier mouvement on se saisit de leurs effets et marchandises ».

Tous ces témoignages sont peut-être un peu pessimistes, mais on ne peut pas les négliger et ils nous prouvent que jusqu'au milieu du xvii^e siècle les colonies de marchands espagnols étaient encore puissantes en France

17. Thomas Le Fèvre, p. 54-55.

et qu'elles détenaient toujours une part importante du commerce avec la Péninsule.

Mais il était apparu une colonie française en Espagne, en même temps que des vaisseaux français avaient pris le chemin de ses ports. Au xvi^e siècle les marchands de Vitré se rendent plus souvent que jadis en Espagne. L'un d'eux nommé Cholet, nous y est signalé en 1519. En 1589, quand Vitré eut été prise par les Huguenots, plusieurs marchands se réfugièrent au delà des Pyrénées, tandis que d'autres gagnaient Fougères, Saint-Malo, la Normandie ou l'île de Ré; preuve que l'Espagne leur était aussi familière qu'une province de France¹⁸. D'autres Bretons firent comme les Vitréens : nous savons qu'en 1530 un voyageur de commerce de Morlaix parcourait le nord de la Péninsule pour y vendre des toiles¹⁹. L'existence même de la *Contractation* entre Nantes et Bilbao prouve que les Nantais devaient hanter le pays basque autant que les Bilbainos le port de Nantes, sans quoi la clause de réciprocité ne s'expliquerait pas. Thomas Le Fèvre, signale qu'au début du xvi^e siècle plusieurs Français allèrent s'établir en Espagne, où ils s'enrichirent, et qu'en ce temps là le trafic se faisait par quantité de navires français²⁰. C'était surtout en Andalousie qu'ils se fixaient : à l'occasion de la conclusion avec le Roi Catholique d'un contrat d'haberia en 1592, le Consulado de Séville se plaignait du nombre croissant d'étrangers qui arrivaient à s'infiltrer dans le commerce des Indes, et il citait parmi eux les Français. Avec le temps, disait-il, ils acquéraient la nationalité espagnole, qui leur était assurée quand ils avaient dix ans de séjour et avaient une femme du pays. Cela leur conférait le droit de faire du commerce avec les Indes et ils servaient

18. Frain de la Gaulayrie, p. 35.

19. Mathorez, p. 7.

20. Thomas Le Fèvre p. 49 et suiv.

d'intermédiaires à leurs anciens compatriotes, qui leur fournissaient les capitaux²¹. La preuve qu'à la fin du siècle le nombre des Français d'Espagne était devenu important c'est la création des consuls de France dans plusieurs villes : à Cadix en 1575 ou 1581, à Séville en 1578, à Barcelone la même année, à Valence en 1593²². Nous en trouvons une autre preuve dans l'émotion soulevée à Nantes et à Rouen par les mauvais traitements infligés à nos marchands à cette époque²³.

La politique et le commerce. Le XVI^e siècle.

Le changement des rapports politiques entre la France et l'Espagne, à partir de Charles-Quint, a apporté des obstacles au développement des relations commerciales, sans pourtant réussir à l'arrêter. Au xvi^e siècle nous voyons le gouvernement espagnol et les autorités secondaires s'efforcer d'éluder constamment l'exécution des traités conclus avec la France.

Ces traités remontaient au temps de Louis XI et des Rois Catholiques, qui avaient conclu la convention du 9 octobre 1478, renouvelée en 1505 et en 1513. Cette convention était alors assez favorable à l'Espagne dont l'industrie était plus avancée et dont les nationaux étaient nombreux chez nous où ils importaient beaucoup de marchandises. Charles-Quint confirma encore et étendit ces traités, en 1516 et en 1526. Mais alors se produisit le renversement des courants commerciaux, en même temps que l'industrie française commença à faire

21. A. I. 15-3-1/12. Ce texte est cité dans le dossier d'une affaire de naturalisation contestée en 1666, concernant Juan de Leon à Cadix.

22. Simancas, Estado, 2067. Voir notamment *Relación de los consules que hay en el reino de Valencia*, s. d. Lettre du comte de Fuentes au Roi du 27 juillet 1621. Note de l'ambassadeur de France d'avril 1621. Cédule du Roi du 22 avril 1617.

23. Mathorez, p. 43 et 49

concurrence à l'industrie espagnole. La clause de réciprocité des traités commença donc à jouer en faveur de la France et l'Espagne eut intérêt à l'éluder. Ce qui le prouve c'est la clause nouvelle insérée dans le traité de Cateau-Cambrésis : en cas de déni de justice, la France pourrait s'assurer elle-même la satisfaction refusée et se payer sur les biens des sujets espagnols, sans que ces représailles fussent considérées comme des actes d'hostilité. On appelait cette procédure la concession de lettres de marque. On retrouve la même clause dans tous les traités postérieurs, depuis celui de Vervins en 1598 jusqu'à celui de Ryswick en 1697, sans qu'elle ait jamais empêché les Espagnols de porter atteinte aux droits des Français²⁴.

Le principal sujet de difficulté était l'exportation de l'or et de l'argent. L'Espagne l'interdisait toujours, comme au temps des Rois catholiques, alors qu'elle ne possédait pas les mines d'Amérique, et que c'était là pour elle le seul moyen d'augmenter son stock métallique. Elle exigeait des négociants étrangers qu'ils emportassent le prix de leurs marchandises en produits espagnols. C'était devenu une impossibilité, étant donnée l'importance des achats de l'Espagne et ce n'était pas non plus le désir des marchands étrangers. De là une fraude intense, à laquelle les autorités répondirent par une surveillance qui devint vexatoire et donna souvent lieu à des violences. Nous voyons ces faits se produire en 1566 en Biscaye, province où cependant les bons rapports avec la France étaient de tradition. Le juge des traites de Bilbao ordonna à tous les négociants étrangers de faire dès leur arrivée une déclaration de leurs marchandises avec leur valeur, et à leur départ une autre déclaration précisant ce qu'ils avaient vendu, à quel

24. A. E. Mém. et doc. Espagne, 97, fol. 173 (Mémoire du baron de Bois-le-Comte).

prix et ce qu'ils avaient acheté. Il voulait contrôler par là si le numéraire sortait du pays. Il se forma bientôt toute une administration, dite de la *Saca* (sortie), qui fut très gênante pour les Français. Deux marchands nantais Noël Breton et Louis Poullain furent emprisonnés. D'autres se virent contraints de s'enfuir dans la montagne ou de se réfugier dans les églises. Tout le commerce français s'en trouva troublé, et cela dura longtemps, puisqu'en 1578 le maire de Nantes protestait encore auprès de la municipalité de Bilbao, et que les Etats de Bretagne réclamaient des lettres de marque contre les Espagnols établis en France²⁵.

Il y avait également autre chose que les effets d'une certaine politique économique, il y avait une hostilité profonde qui grandissait entre les deux peuples et qui était le résultat des conflits politiques. De 1521 à 1559, l'Espagne et la France ont presque tout le temps été en guerre. Dans les intervalles de paix, les hostilités ne s'arrêtaient pas sur les routes du Nouveau Monde. François I^{er} même prescrivit à ses sujets par des ordonnances de 1517, 1537, 1543 de bien s'armer pour aller prendre leur part, au delà de la ligne, des richesses américaines auxquelles il prétendait qu'ils avaient autant de droits que les Espagnols. Pendant cette période, les relations commerciales n'étaient pourtant pas entièrement interrompues entre les deux peuples. Les Français avaient recours, la plupart du temps, aux bons offices des Anglais ou des Flamands qui servaient d'intermédiaires. Les retours s'effectuaient par Anvers ou par Amsterdam²⁶. La paix de 1559 vint mettre fin à cet état de choses, le commerce français parut au grand jour et prit tout de suite un essor remarquable²⁷. Ce

25. Mathorez, p. 43 et 49.

26. Thomas Le Fèvre, p. 49 et suiv.

27. Levasseur, *Hist. du commerce de la France avant 1789*, p. 2, 6. *Hist. des classes ouvrières*, 2^e édit., t. II, p. 50.

développement fut dû en partie dans la suite à la contrebande hollandaise et anglaise qui passa à son tour sous notre pavillon quand la Hollande s'insurgea et quand l'Angleterre se brouilla avec l'Espagne.

Le gouvernement de Philippe II, qui, à la faveur de la paix, pouvait désormais atteindre les Français directement dans ses ports, prit des mesures de plus en plus rigoureuses à leur égard : impôts extraordinaires sur les marchandises, interdiction de charger sur les navires français, mauvais traitements de toutes sortes, qu'exagérait la xénophobie des fonctionnaires. Par l'édit du 26 août 1567, Charles IX ordonna que les étrangers seraient traités en France comme les Français l'étaient dans leur pays. Les colonies espagnoles de Nantes et de Rouen furent donc inquiétées. Mais cela n'arrêta pas les violences que le soupçon de contrebande au profit des hérétiques accrut au contraire. Les guerres civiles furent une autre cause de trouble. A la fin du siècle la courte guerre que Henri IV fit à l'Espagne interrompit la navigation vers la Péninsule. Au dire de Thomas Le Fèvre cette navigation était complètement ruinée vers la fin du siècle, mais le trafic devait être tout de même assez considérable sous d'autres pavillons, car au moment de la paix de Vervins la France passait pour le plus gros fournisseur de l'Espagne.

Epoque de Henri IV

Les marchandises françaises représentaient alors une part de plus en plus importante des importations. Les marchandises hollandaises passaient également par les mains des Français, et le centre de cette contrebande était La Rochelle. Il en résultait une suspicion générale sur tous les Français et des violences de toutes sortes. La franchise de l'ambassade de France à Madrid fut

même violée par la justice espagnole. Aussi Henri IV défendit le commerce avec l'Espagne, puis l'autorisa de nouveau à la prière de l'Amiral de France (13 septembre 1599). Les violences continuèrent. A la fin de mai 1601 Henri IV tint conseil avec l'Amiral et « des personnes au fait du commerce et de la navigation » au sujet des représailles à exercer, et le 3 août il interdit de nouveau le commerce et ordonna de faire revenir en France ceux de ses sujets qui étaient établis dans les Etats de Philippe III. Le Roi Catholique fit alors publier dans les ports une ordonnance afin d'assurer un bon traitement aux Français, mais à la condition pour ceux-ci de ne pas apporter de marchandises hollandaises. Le 27 février 1603 il imposa un droit de 30 % *ad valorem* sur les marchandises françaises en Espagne et en Flandre, à l'entrée et à la sortie. Par déclaration du 6 novembre 1603 Henri IV riposta en établissant un droit semblable sur les marchandises en provenance ou à destination d'Espagne et de Flandre; puis il prononça de nouveau l'interdiction complète du commerce. (Déclaration de février 1604²⁸). Mais cette mesure fut inefficace, car malgré les précautions prises les Anglais, qui étaient alors en fort bons termes avec le Roi d'Espagne, enlevèrent en masse les produits français, surtout les toiles et les blés, pour les porter en Espagne sur leurs navires, ce qui menaçait de ruiner la navigation française. En outre, la contrebande française fut énorme. Toute la côte entre la Loire et la Garonne, principalement la région des Sables d'Olonne, qui dépendait du gouvernement du Poitou, dont Sully était gouverneur, devint le point de départ de nombreux voyages clandestins. Il y eut des gouverneurs de villes et même de province qui favorisèrent cette navigation. Il semble du

28. Abreu y Bertodano, I, p. 215.

reste que Henri IV ait prescrit lui-même aux autorités de laisser faire, pour éviter de voir passer tout le commerce aux Anglais. Officiellement même il accorda des licences. Aussi ce régime ne dura-t-il que quelques mois.

Henri IV recourut aux bons offices du Roi d'Angleterre Jacques I^{er}. Des négociations commencèrent à Londres entre les deux ambassadeurs de France et d'Espagne, et elles se continuèrent à Paris, où elles aboutirent à la signature d'un traité le 12 octobre 1604 : des deux côtés on retirait le droit de 30 %²⁹. Les rapports commerciaux reprirent. En 1606, la France obtint que les causes des Français fussent enlevées à la justice locale, qui se montrait trop passionnée contre eux, et déferées au conseil. D'autre part, Philippe III interdit à ses sujets tout commerce avec les Rochelais, qui, en leur qualité de protestants, restaient les irréductibles intermédiaires des Hollandais. Cette défense devait d'ailleurs tomber à partir de 1609, date de la conclusion d'une trêve de douze ans entre l'Espagne et la Hollande. Il ne faut pas d'ailleurs attacher une importance exagérée à toutes ces péripéties diplomatiques. Les commerçants avaient toujours trouvé le moyen de passer au travers des interdictions. Nous savons qu'à Rouen, pendant douze ans, jusqu'en 1612, les affaires avec l'Espagne atteignirent une prospérité extraordinaire. L'exportation portait sur un si grand nombre d'articles qu'on ne pouvait les énumérer. Rouen expédiait de la quincaillerie, de la mercerie, de la bimbeloterie, qui provenaient pour les trois quarts des industries de la région

29. Abreu y Bertodano, I, p. 286. Le traité de 1604 prenait diverses précautions contre la contrebande possible des marchandises hollandaises par les vaisseaux français. Philippe III renforça ces précautions par le *real orden* du 20 février 1605 (Abreu y Bertodano, I, p. 307), qui prescrivait que les marchandises venant des Pays-Bas espagnols à bord de vaisseaux étrangers amis devraient avoir, sous peine de confiscation, des certificats d'origine.

et pour un quart d'Allemagne. Ainsi, le règne de Henri IV fut pour le commerce français en Espagne, malgré le conflit, une époque de développement intense³⁰.

Epoque de Louis XIII.

Henri IV mort, Marie de Médicis, puis Luynes se rapprochèrent de l'Espagne. Mais après la mort de Luynes en 1621, la politique française redevint peu à peu hostile à la maison d'Autriche, surtout à partir de 1624, date de l'entrée de Richelieu au Conseil. A la même époque, à partir de 1621, de l'autre côté des Pyrénées, Olivarez s'efforça de donner plus de vigueur à la politique espagnole. Aussi après une période de trêve, le commerce français traversa-t-il de nouveau des jours troublés.

L'effort de redressement de l'Espagne se manifesta par la pragmatique de 1623 qui interdisait l'entrée des produits fabriqués à l'étranger, pour protéger l'industrie espagnole. Ne pouvaient entrer, avec les blés de France, que les toiles, les cordages et quelques articles de mercerie nécessaires aux Indes, les tapisseries de Flandre et divers tissus d'Allemagne, toiles, futaines, basins et treillis. La soierie française, la bimbeloterie, la quincaillerie, les livres et les papiers se trouvèrent frappés, tandis que la France continuait à acheter en Espagne les soies³¹. Ce régime douanier draconien fut complété plus tard par l'édit du 7 février 1626, qui

30. Pour le commerce sous Henri IV, Levasseur, *Hist. du commerce de la France avant 1789*, p. 265; Fagniez, *Le commerce extérieur de la France sous Henri IV* (*Rev. hist.*, 1880, p. 5 et 11); Mathorez, p. 50; Thomas Le Fèvre, p. 49 et suiv.; Gosselin, p. 109.

31. A. E. corr. polit. Espagne, 14, fol. 312. *Avis proposé au Roi et à Messieurs de son conseil ajusté sur l'état présent des affaires d'Espagne, envoyé à S. M. par son ambassadeur le XXNN^e août 1626* (Paris, A. N. Marine, B7, 204).

ordonnait à tous ceux qui feraient entrer des marchandises en Espagne par terre ou par mer d'en employer le prix dans un délai d'un an en marchandises d'Espagne, à l'exclusion de l'or et de l'argent dont la sortie était interdite sous peine de mort. Les marchands devaient donner caution et promettre de faire sortir des produits du pays, faute de quoi ils ne pouvaient être payés qu'en monnaie de cuivre, monnaie dépréciée que l'Espagne ruinée avait dû émettre, et sur laquelle on perdait 50 % à vouloir l'échanger contre de l'or ou de l'argent³².

Un coup plus dur encore fut porté au commerce français par le décret du 4 octobre 1624 créant à Séville une sorte de compagnie privilégiée sous le nom d'*Amirauté* (*Almirantazgo*). Elle était destinée à restaurer le commerce entre l'Espagne et ses sujets flamands et ses amis du Nord, mais surtout à ruiner le commerce des Hollandais, avec lesquels l'Espagne était de nouveau en guerre après l'expiration en 1621 de la Trêve de Douze Ans. La société comprenait tous les négociants flamands et hanséatiques établis dans la Péninsule, et tous ceux qui en Flandre ou dans les villes de la Hanse faisaient le commerce d'Espagne. Elle devait entretenir vingt-quatre navires armés pour assurer le transport des marchandises et escorter les navires marchands entre les ports du Nord ou de Flandre et Séville. C'était en somme le système des Flottes appliqué au commerce du Nord. Cette compagnie était dotée également de certains pouvoirs de police : ses vaisseaux avaient le droit de visiter dans les ports d'Andalousie et en mer tous les autres vaisseaux pour y saisir les biens des Hollandais ou de

32. A. E. corr. polit. Espagne, 14, fol. 333-334. *La différence qu'il y a du traitement que les Français reçoivent en Espagne et Flandres d'avec celui que les Espagnols et Flamands reçoivent en France* (ibid., fol. 312-315). *Avis proposé au Roi déjà cité.*

leurs alliés, et tous les objets dont la sortie d'Espagne ou l'entrée était prohibée. Le conseil qui l'administrait avait une juridiction absolue dans tous les cas de fraude avec appel à un conseil spécial établi à Madrid³³. La création de cette amirauté complétait admirablement les dispositions de la pragmatique de 1623. Ces deux mesures font partie d'un plan d'ensemble de guerre économique contre les Hollandais, et elles atteignaient par contre-coup la France, amie de la Hollande.

En effet, nos marins montaient souvent des navires achetés en Hollande. Les cargaisons de nos navires comprenaient beaucoup de marchandises hollandaises, comme cela avait été le cas avant la Trêve de Douze Ans, et beaucoup de marchandises françaises prohibées. La moindre infraction donnait lieu à la confiscation de toute la charge et à celle du navire. En outre cette police de la mer, faite tout le long de nos côtes sur notre propre navigation, et par des vaisseaux étrangers, avait quelque chose de vexatoire et d'humiliant. En Espagne même, l'Amirauté contrôlait tout le commerce étranger, car l'article 20 du décret d'établissement obligeait les marchands étrangers à passer par les mains de certains négociants flamands établis à Séville et dans les autres ports d'Andalousie et du royaume de Grenade, personnages de confiance, dont le gouvernement était sûr. C'était la ruine des commissionnaires français. Enfin l'article 23 obligeait les marchands à promettre sous caution de ne porter les marchandises sortant d'Espagne que dans des pays amis du Roi Catholique. Cela mettait fin pour les Français au fructueux courtage des marchandises hollandaises.

Le côté policier de l'Amirauté de Séville semble l'avoir emporté sur le côté commercial. Les plaintes sont vives

33. A. E. corr. polit. Espagne, 13, fol. 346-351. Texte imprimé du décret du Roi d'Espagne (en espagnol).

au sujet des tracasseries que les navires et les officiers de cette compagnie faisaient subir aux Français. Mais il ne semble pas que les marchands flamands y soient entrés en masse. Aussi pour la lancer, le Roi d'Espagne publia le 22 Septembre 1626 une ordonnance portant défense sous peine de confiscation de transporter aucunes marchandises d'Espagne en Flandre et réciproquement sur d'autres vaisseaux que sur ceux de l'Amirauté. Ce fut un grand murmure parmi les Flamands. « La plupart protestent d'aimer mieux quitter le pays que de hasarder leur bien sur des vaisseaux dont la route n'est point assurée. » Les autres proposèrent qu'on affectât simplement à l'escorte des vaisseaux marchands un bon nombre de galions espagnols, moyennant quoi ils chargeraient pour l'Espagne³⁴. L'envoyé français à Bruxelles, qui nous rapporte le fait, ajoutait que, malgré ses difficultés d'établissement, l'Amirauté de Séville lui paraissait néanmoins un projet dangereux qu'il fallait traverser autant que possible, « car si une fois elle prend cours, elle sera de préjudice à la France et à ses voisins plus grand que l'on ne pense. » Il représentait au Conseil du Roi tout le mal que pouvait faire « une armée navale allant et venant sous prétexte de marchandise. » Il montrait que le point terminus de cette navigation devait être reculé jusqu'en Holstein, où les Espagnols traitaient pour avoir un port qui devait s'appeler Philippstadt, et qu'ainsi, sous couvert de trafic, ils pourraient croiser continuellement devant les côtes hollandaises et ruiner le commerce des alliés de la France. La défense du 22 septembre 1626 ruinait de même le commerce français d'Espagne que les traités de paix reconnaissaient

34. A. E. corr. polit. Espagne, 14, fol. 462. Lettre du 19 octobre 1626 adressée probablement par l'envoyé français à Bruxelles auprès du gouverneur des Pays-Bas au Secrétaire d'Etat ayant le département de Calais (copie).

pourtant comme légitime³⁵. En effet les ports de Calais, Rouen, Saint-Malo, et autres chargeaient souvent sur leurs vaisseaux des marchandises en provenance des Pays-Bas espagnols. Il faut penser que depuis la pragmatique de 1623 le nombre des marchandises françaises permises avait diminué et que le commerce de Flandre pouvait fournir à nos vaisseaux un fret avantageux. Si ce commerce à son tour était interdit, la navigation française se trouvait durement frappée. Les marchands qui avaient dans leurs magasins des stocks d'articles flamands se voyaient donc obligés de les réexpédier à Dunkerque, alors espagnol, pour les faire transporter dans la Péninsule sur les vaisseaux de l'Amirauté³⁶.

La nouvelle politique d'Olivarez entraîna naturellement toutes sortes de persécutions contre les négociants et les marins français; les documents sont unanimes sur ce point. « La plus grande part des marchands français, qui voyagent et résident quelque temps en Espagne, lit-on dans un mémoire au Roi, postérieur à 1624, y laissent la meilleure partie de leurs fonds par les dites injustices qu'ils nomment *achagues*, de quoi les exemples et les prétextes sont infinis³⁷. Les marchands de Vitré s'émurent. Le 1^{er} avril 1625, la confrérie des marchands d'outre-mer à Vitré délibéra sur cette question. Le syndic avait été chargé auparavant de conférer avec la communauté de Saint-Malo et avec les autres commer-

35. *Ibid.*, fol. 466 V°. Lettre du 11 novembre 1626 de l'envoyé à Bruxelles (copie). Il ne semble pas qu'à Paris on ait été aussi ému que l'envoyé français comme le prouve le passage suivant de sa lettre : « Toutefois, s'il est trouvé que cela se doive tolérer, j'aurais mauvaise grâce de persévérer en une autre opinion... ».

36. *Ibidem*. L'envoyé à Bruxelles suggère dans sa lettre du 19 octobre et dans celle du 11 novembre d'utiliser le mécontentement des Flamands pour les attirer en France et les faire entrer dans la compagnie du Morbihan, qui était alors en voie d'organisation.

37. *Mémoire et avis donnés au Roi sur le fait de la navigation et commerce de l'Amérique et les ordres des armées d'Espagne* (Paris, B. N. mss. Cinq cents Colbert, 203, fol. 162 et suiv.).

cants de la province pour trouver des remèdes à la situation faite en Espagne aux Français; les réponses furent examinées dans cette séance et on décida d'envoyer procuration aux Malouins pour agir auprès du Roi³⁸.

Nous avons deux documents, tous deux de 1626, qui nous donnent une idée des vexations qu'avaient à subir les Français du fait des Espagnols. L'un est intitulé : *Mémoire sur les vexations que les marchands français souffrent en Espagne sur le fait du commerce* et semble avoir été envoyé à l'ambassadeur du Fargis pour le documenter en vue de réclamations à adresser au conseil d'Espagne³⁹. L'autre est intitulé : *La différence qu'il y a du traitement que les Français recoivent en Espagne et Flandres d'avec celui que les Espagnols et Flamands recoivent en France*⁴⁰. Il est envoyé probablement par le représentant de la France auprès de l'Infante à Bruxelles et vraisemblablement au secrétaire d'Etat d'Herbault.

Il résulte de ces documents que les Français étaient sous le coup de confiscations continuelles et abusives. Le prétexte le plus souvent invoqué, souvent avec raison, il faut le dire, mais souvent aussi avec légèreté, était le délit d'exportation des métaux précieux. Ce qu'il y avait d'abusif, c'est qu'à la différence des Anglais, auxquels on se contentait de prendre l'or et l'argent, parce qu'ils étaient « forts en la mer et en pourrait prendre revanche », on punissait les Français dans leur personne, leurs navires et tous leurs biens. On allait jusqu'à les mettre à la torture sur une simple accusation, on saisissait leurs livres et leurs papiers, on confisquait le navire et toute sa cargaison. L'usage de vaisseaux construits en Hollande était un autre prétexte à confiscation, même quand le propriétaire et l'équipage étaient

38. Frain de la Gaulayrie, p. 65.

39. A. E. Corr. polit. Espagne, 12, fol. 390-392.

40. *Ibid.*, Espagne, 14, fol. 312-315.

français. Il en était de même s'il y avait à bord d'un vaisseau français un pilote hollandais ou même de pays neutre. Les Espagnols ne reconnaissaient pas aux Français le droit de porter du blé aux ennemis de l'Espagne, et ils confisquaient bâtiments et cargaison, affectant de considérer le blé comme contrebande de guerre en toutes circonstances, même quand il était destiné à une ville non assiégée. Quand ils rencontraient en mer, hors des eaux territoriales de la Péninsule ou des Pays-Bas, des vaisseaux français, ils prétendaient que les marchands n'avaient pas acquitté les droits et qu'ils étaient sortis du territoire espagnol sans permission, et ils s'appuyaient sur cette prétention pour confisquer les marchandises, bien qu'ils n'eussent pas le droit de rechercher les faits de fraude hors des eaux espagnoles. Ils prétendaient juger de la validité des passeports et congés délivrés par l'Amirauté de France et leurs chicanes sur ce point conduisaient à de nouvelles saisies. Pour voir si les vaisseaux français ne portaient rien aux Hollandais, ils arrêtaient tous ceux qui allaient au Danemark, Suède et pays de la Baltique, ce qui ruinait cette branche du commerce, car, lorsqu'ils ne trouvaient aucune raison valable de faire adjuger les vaisseaux, ils les brûlaient en pleine mer et les coulaient.

Pour toutes ces exactions il suffisait de la dénonciation du premier coquin venu, gagné à prix d'argent ou menacé par eux, ou encore du moindre indice, et quelle que fût la faible importance du délit, vrai ou supposé, la peine entraînait toujours la confiscation totale du vaisseau et de la cargaison. Les objets indûment saisis étaient toujours très rapidement vendus et à vil prix, pour rendre plus difficiles les réclamations, si bien qu'en cas de restitution les propriétaires se trouvaient toujours gravement lésés.

Un autre grief des Français était l'abus des réquisi-

tions de vaisseaux et de matelots par le Roi Catholique pour son propre service, soit pour porter des munitions dans les présides d'Afrique, soit pour d'autres voyages éloignés. Les Anglais avaient obtenu d'être exempts de ces réquisitions, même si le Roi d'Espagne les payait. Mais pour les navires français, les Espagnols ne se gênaient pas : ils forçaient les patrons à fixer un prix de location, ou bien ils faisaient l'évaluation eux-mêmes, puis ils équipaient et armaient les bâtiments à leur convenance. De même pour les équipages : L'Espagne n'avait plus assez de matelots et elle avait recours aux matelots étrangers, même sur les Flottes et les Galions, malgré le souci qu'elle avait de fermer les Indes aux étrangers. Parfois il ne se présentait pas assez de volontaires, alors elle réquisitionnait les équipages des vaisseaux étrangers stationnant dans ses ports. Un moyen détourné consistait à détenir ces vaisseaux sous un prétexte quelconque de manière à amener parmi les équipages inoccupés des désertions dont profitait sa marine. Sans doute ces réquisitions étaient payées, et même parfois assez largement. C'est ainsi qu'en 1624, D. Fadrique de Toledo, se préparant à partir avec une escadre pour le Brésil afin de chasser les Hollandais, fit saisir trois navires de Saint-Malo pour les incorporer avec leurs équipages dans la flotte. L'ambassadeur ayant protesté, le secrétaire du conseil de guerre lui répondit avec une certaine naïveté cynique, qu'on avait agi ainsi dans un cas de nécessité absolue, qu'il ne se trouvait pas d'autres navires utilisables en Andalousie, « et que c'était chose usuelle en pareille occasion de faire des saisies de navires ». Il pensait, ajoutait-il, que « Sa Majesté Très Chrétienne approuverait que ses sujets servissent Sa Majesté Catholique, comme le font d'ordinaire n'importe quels étrangers, et que pour ne pas leur donner lieu de se plaindre justement on leur avait donné

d'avance quatre payes pour le fret des navires et la solde des gens et on leur avait fait le meilleur traitement possible ». D'ailleurs il était trop tard, écrivait-il encore, pour changer de navires sous peine de voir passer la saison favorable et d'empêcher la Flotte de partir, ce qui eût été un grave inconvénient. Le Roi de France ne voudrait pas refuser son concours au Roi Catholique en cette affaire, qui avait pour objet d'empêcher les Hollandais de porter atteinte à la religion sur la côte du Brésil. D'ailleurs on avait donné l'ordre au Capitaine général de ne pas embarquer plus d'hommes qu'il ne le fallait, de ne pas les employer à des actes d'hostilité et d'ajouter aux autres payes d'avance le montant approximatif des frais de voyage aller et retour⁴¹. Mais malgré ces ménagements et ce souci de justice, des actes aussi arbitraires ne pouvaient se justifier, et ils apportaient un trouble profond aux affaires des Français.

D'ailleurs ceux-ci semblent à cette époque être difficilement tolérés en Espagne. L'envoyé de France à Bruxelles dit que les Portugais peuvent résider dans toute la France et qu'en un an quatre-vingts d'entre eux ont obtenu la naturalisation, mais que les Français ne trouvent en Espagne aucune facilité de ce genre⁴². Ils y étaient soumis à la juridiction de l'Inquisition, dont les Anglais avaient su s'affranchir, et le prétexte religieux couvrait souvent des poursuites d'un tout autre caractère, que dictaient la haine ou la jalousie commerciale. Les procès qu'on leur faisait, devant quelque tribunal que ce fût, étaient toujours traînés en longueur et ils y consumaient leur bien. On les obligeait à tenir leurs livres en

41. A. E. Corr. polit. Espagne, 13 (vers la fin). D'après un autre document (*ibid.*, Espagne, 14, fol. 403-408), la plus grande partie des matelots moururent et l'on ne paya pas la solde de ceux qui revinrent, ni les frets des vaisseaux.

42. *Ibid.*, Espagne, 14, fol. 312-315. *La différence qu'il y a du traitement...*

espagnol pour donner aux autorités plus de facilité à pénétrer le secret de leurs affaires et malgré la difficulté, que beaucoup invoquaient, où ils étaient souvent d'user correctement de cette langue. Bref, tandis que les sujets du Roi d'Espagne trafiquaient paisiblement en France, tandis que les Anglais en Espagne étaient respectés, les Français y étaient molestés de toutes manières, comme si le dessein du gouvernement espagnol avait été de les éliminer du commerce de la Péninsule.

La tension politique qui se manifesta vers 1625 entre la France et l'Espagne provoqua alors un incident très grave, qui fut l'occasion pour les Français de persécutions ruineuses. C'est l'époque de l'incident de la Valtelline au cours duquel le marquis de Cœuvres, ambassadeur de France en Suisse, occupa cette vallée avec des troupes pour la soustraire aux entreprises du Pape allié de l'Espagne, tandis que le duc de Savoie, aidé du gouverneur du Dauphiné, Lesdiguières, attaquait la république de Gênes, également inféodée au parti espagnol. Au début de 1625 le duc de Guise⁴³, gouverneur de Provence, conçut le projet d'intercepter un envoi d'argent d'Espagne à Gênes qui devait être escorté par vingt galères espagnoles montées par 4.000 hommes de troupes. Cet armement inquiétait fort la province qui se sentait mal défendue⁴⁴. Le projet du duc de Guise, connu à Barcelone en janvier, semble avoir interrompu partiellement l'envoi de l'argent⁴⁵. Cependant, en mars,

43. Il s'agit de Charles de Lorraine, duc de Guise et de Joyeuse, fils du duc Henri de Guise, assassiné en 1588 par ordre de Henri III. Henri IV l'avait nommé gouverneur de Provence, et il possédait la charge d'amiral des mers du Levant. Il finit par se brouiller avec Richelieu à propos de cette dignité, et son attachement au parti de la Reine-Mère provoqua sa disgrâce. Il se retira à Florence avec sa famille et mourut à Coni, dans le pays de Sienne, le 30 septembre 1640.

44. Voir un résumé d'une lettre de Guise au Roi du 9 janvier 1625 (A. E. Corr. polit. Espagne, 14, fol. 50).

45. Cela résulte de la lettre de du Fargis à d'Herbault du 29 février 1625 (Corr. polit. Espagne, 14, fol. 68).

trois barques gènoises ou *laudes*, chargées d'argent, s'étant arrêtées dans une rade déserte aux environs de Marseille, furent capturées par une galère française, en vertu des ordres du Roi et des décisions du Parlement d'Aix, qui interdisaient aux navires de s'arrêter dans des ports inhabités⁴⁶. L'incident fit un effet énorme en Espagne et entraîna par mesure de représailles la confiscation des biens des Français.

Si nous en croyons l'ambassadeur du Fargis, dès 1624 Olivarez avait envisagé cette mesure comme un moyen de châtier les Français de la contrebande qu'ils faisaient des marchandises hollandaises. L'incident de Marseille entraîna la décision du gouvernement espagnol⁴⁷. Le 2 avril 1625 Philippe IV ordonna la saisie des biens des Français dans les ports jusqu'à concurrence d'une somme de 160.000 ducats. Ils devaient être rendus en échange de l'argent pris aux Gênois⁴⁸.

L'incident pouvait être désastreux. Les biens des Français en Espagne, au dire de du Fargis, pouvaient monter alors à quatre millions d'or. Dès la première nouvelle de la capture des *laudes*, l'ambassadeur avait averti les marchands français, en les invitant à mettre leurs biens à l'abri, et il pria le Roi de France de retenir à Saint-Malo deux navires valant plus d'un million d'or qu'on lui avait annoncés⁴⁹.

A Cadix le gouverneur fit saisir tout ce qui apparte-

46. Voir sur cet incident la lettre de Guise au Roi du 27 mars 1625 (A. E. Corr. polit. Espagne, 14, fol. 90), celle d'un agent français en Espagne, Drevet, à d'Herbault du 1^{er} avril (*ibid.*, fol. 93), la lettre de représailles du Roi d'Espagne du 2 avril (fol. 99), celle de du Fargis à d'Herbault du même jour (fol. 100). V. aussi la note qui accompagne la Déclaration de Louis XIII du 29 avril dans Abreu y Bertodano, III, p. 469.

47. Du Fargis à d'Herbault, 8 avril 1624 (A. E. Corr. polit. Espagne, 13, fol. 253).

48. A. E. Corr. polit. Espagne, 14, fol. 99.

49. Du Fargis à d'Herbault, 2 avril 1625 (*ibid.*, fol. 100-108). Le document est en mauvais état et difficile à lire.

nait aux Français et en fit emprisonner plusieurs, il fit mettre l'embargo sur leurs navires et arrêter les capitaines et une partie des matelots. A Séville, on fit d'abord de même, puis on donna mainlevée de ce qui appartenait aux Français établis dans la ville, et l'on ne retint que ce qui appartenait à leurs correspondants de France. A Sanlucar et à Jerez on fit comme à Cadix. En dehors de l'Andalouse les saisies s'exécutèrent également⁵⁰.

Louis XIII riposta par l'interdiction du commerce d'Espagne le 29 avril, et par la saisie des biens des sujets de Philippe IV et des Génois qui se trouvaient dans les ports français⁵¹. Cette riposte entraîna la saisie générale dans toute l'Espagne et un véritable déchaînement de violences contre les Français. En France on saisit à Calais un autre navire avec de l'argent appartenant aux Génois⁵².

On négocia. Mais les négociations traînèrent, et l'affaire ne fut réglée que par le traité de Monçon, en même temps que celle de la Valteline (5 mars 1626). Cependant l'exécution du traité traîna encore un an. Ce ne fut que le 17 mars 1627 que le Roi d'Espagne ordonna la mainlevée des saisies⁵³.

Après le premier moment de surprise le commerce d'Espagne avait repris, d'abord clandestinement, puis, après le traité, officiellement⁵⁴.

50. Lettres des marchands français de Cadix à l'ambassadeur du 13 avril 1625, et de ceux de Séville du 15 (A. E. Corr. polit. Espagne, 14, fol. 116 et 117). V. aussi du Fargis à d'Herbault, 26 avril 1625 (fol. 121).

51. A. E. Corr. polit. Espagne, 14, fol. 125. Abreu y Bertodano, III p. 472.

52. A. E. *ibid.*, fol. 138; du Fargis à d'Herbault, 26 et 13 juin 1625 (*ibid.*, fol. 172, 143, 160). Lettre des marchands français de Séville à l'ambassadeur du 10 juin 1625 (fol. 158).

53. A. E. Corr. polit. Espagne, 15, fol. 45 (traduction de l'ordonnance).

54. Du Fargis à d'Herbault, 3 décembre 1625 (A. E. Corr. polit. Espagne, 14, fol. 298 verso). Mémoire envoyé à M. du Fargis sur la fin du mois de mai 1626 (A. E. *ibid.* fol. 443 verso).

A la suite de cette alerte la situation des Français dans la Péninsule resta assez menacée. Il suffisait du plus faible incident pour ranimer la vieille haine de la nation contre tout ce qui venait de France. C'était là une conséquence de la politique de Richelieu, qui tenait tête à ce moment partout en Europe à la diplomatie espagnole, et qui s'acheminait peu à peu vers la guerre. Voici deux incidents significatifs.

En septembre 1630, il y eut à Milan une épidémie qu'on disait être de peste, et le bruit courut à Madrid que des étrangers allaient venir en semer les germes dans la capitale. Aussi fut-il prescrit par édit du 28 septembre 1630 d'expulser un grand nombre de suspects. Tous les étrangers nouvellement arrivés durent se faire inscrire devant les juges conservateurs de chaque nation. Or, l'Espagne se trouvait encore une fois en difficultés avec la France, on était au plus fort de l'affaire de Casale et de la discussion pour la succession de Mantoue. On attribua donc tout naturellement le crime de ces étrangers à des Français. On disait que quatre d'entre eux devaient venir à Madrid semer les germes de la maladie au moyen d'une poudre fabriquée à Genève. Il en résulta un redoublement de haine contre les Français. Il leur devint impossible de circuler dans la rue sans se faire insulter. Même les autorités inférieures en emprisonnèrent plusieurs. On ne les remit en liberté qu'à condition de quitter le royaume dans les quinze jours⁵⁵.

Le secrétaire de l'ambassade de France, Pény, qui nous donne ces détails, ajoutait dans une autre lettre, le 22 octobre: « Puisque je n'ai de bonnes nouvelles à vous entretenir, je vous ferai part des déplaisirs que nous avons par degà pour les mauvais traitements que les

55. Copie d'une lettre du 10 octobre 1630 adressée à « M. Hotman, Sieur de Villers à Paris » probablement par Pény, secrétaire de l'ambassade de France (A. E. Corr. polit. Espagne, 16, fol. 86).

Français reçoivent en Espagne. Encore que la haine que les Espagnols nous portent fût extrême, elle semble néanmoins s'accroître tous les jours, pour les cruautés qu'ils pratiquent sur les Français qu'ils trouvent à la campagne. Il les volent et assassinent dans le plat pays avec toute l'inhumanité qu'on (ne) vous saurait représenter, sans que les plaintes que M. l'ambassadeur en a fait aient pu faire apporter quelque remède à telles injustices. Certainement la condition de nos compatriotes qui sont ici est grandement déplorable, puisqu'ils ne peuvent demeurer ni s'en aller avec sûreté, et qu'ils sont toujours en l'appréhension d'un égorgement ou quelque autre pire traitement. Dieu y veuille remédier et donner au Roi une parfaite santé pour y pourvoir⁵⁶.

Le 30 janvier 1631 cette crise de gallophobie durait toujours. Pény écrit en effet : « On ne veut admettre à demeurer par deçà les Français qui y viennent de nouveau pour quelques affaires et fins que ce soit et quelles satisfactions qu'ils puissent donner de leurs personnes⁵⁷ »

Cela dût gêner considérablement le commerce. Il est vrai que Pény voyait les choses à Madrid, et que dans les ports d'Andalousie la situation pouvait être différente. Voici cependant un autre fait qui nous prouve que l'hostilité des Espagnols contre les Français n'était pas uniquement limitée à Madrid⁵⁸. En 1632, le Roi d'Espagne, toujours à court d'argent, s'empara par une sorte d'emprunt forcé dont il avait l'habitude, de l'argent venu sur la Flotte au profit des particuliers. Les marchands désireux de recevoir leur argent, offrirent au Roi d'entretenir pendant six ans 500 hommes de pied, si le Roi leur rendait leur bien. Il finit par le faire

56. *Ibid.*, fol. 103.

57. A. E. *ibid.*, fol. 241.

58. Pény à Hotman, 2 juillet 1632 (*ibid.*, fol. 404).

moyennant un droit de 60 %, et il n'était pas question de rembourser les sommes empruntées précédemment. Les marchands trouvèrent ces charges excessives : ils révoquèrent leur proposition concernant les 500 hommes de pied, refusèrent de toucher leur argent dans ces conditions et renoncèrent au trafic des Indes. La Flotte ne partit pas; les seize galions d'escorte qui étaient prêts, restèrent à l'ancre. Cette grève du commerce des Indes risquait de faire perdre au Roi en droits divers une grosse somme, aussi finit-il par céder⁵⁹. On transigea, et moyennant un droit de 40 % les particuliers rentrèrent en possession de leur argent. Mais les Français naturalisés qui avaient une licence pour trafiquer aux Indes, et les fils de Français nés en Espagne et que l'on considérait pourtant comme de vrais Espagnols, se virent retenir leur argent sans qu'on leur donnât de motif. Ce traitement rigoureux à l'égard de particuliers devenus légalement les égaux des Espagnols et en réalité presque complètement hispanisés en dit long sur l'état des relations commerciales entre les deux peuples à cette époque.

La déclaration de guerre de 1635.

En 1635 l'état des affaires d'Allemagne amena Richelieu à se déclarer ouvertement contre la Maison d'Autriche.

Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, ce fut contre l'Espagne que le Cardinal s'engagea tout d'abord. Il n'est pas défendu, d'imaginer que le souci des intérêts commerciaux dans la Péninsule contribua à l'incliner vers cette tactique. En effet une rupture avec l'Empereur, précédant la rupture avec l'Espagne, aurait donné l'éveil à cette dernière et risqué de la pousser à attaquer

59. Pény à Holman, 18 août 1632 (*ibid.*, fol. 416 verso).

la France. Or, si l'Espagne avait eu l'initiative de l'attaque elle aurait réalisé sur les biens des Français un coup de filet beaucoup plus fructueux que si l'initiative était venue de la France, car dans ce cas celle-ci pouvait prendre des mesures préventives et choisir son heure.

La capture était d'ailleurs déjà préparée depuis quelque temps. Le secrétaire d'ambassade Pény, qui était chargé des affaires de France à Madrid depuis le départ de du Fargis, se tenait en relations avec les riches négociants français d'Espagne. Il avait essayé de leur monter la tête contre les Espagnols et les avait poussés à se retirer en France avec leurs biens pour éviter les injustices des fonctionnaires espagnols. Il semble avoir eu tout d'abord peu de succès. Quand la guerre approcha il les avertit sous main et il ne leur dissimula pas que le Roi Catholique confisquerait leurs biens. Cette fois il fut écouté. Un certain nombre d'entre eux firent passer leurs biens en France et se retirèrent, confiant une partie de leur avoir à Pény. C'étaient pour la plupart des objets de valeur que le chargé d'affaires trouva le moyen de faire passer en France, soit par les courriers diplomatiques⁶⁰, soit par des vaisseaux français, qu'il faisait aborder en différents points des côtes. D'autres négociants, anciennement établis en Espagne où ils s'étaient mariés, ou bien qui craignaient de risquer leur avoir dans ce transfert aventureux, ne bougèrent pas.

Mais Pény ne semble pas seulement avoir visé la sécurité des biens des Français. Il semble avoir poursuivi aussi l'affaiblissement économique de l'Espagne à la veille de la guerre en la vidant de ses capitaux et en la privant des hommes d'affaires expérimentés qui vivaient sur son territoire. Il était entré en communication avec

60. Le fait est confirmé par Pellicer (*Comercio impedido*) qui dénonce comme exportateurs de métaux précieux les courriers ordinaires qui allaient en France.

des Juifs résidant en Portugal ou en Castille, gens inquiets, toujours sous le coup de la loi, et qui passaient leur vie dans la défiance. Il les persuada de se retirer en France, où ils vivraient libres, et d'où ils pourraient facilement, s'ils le voulaient, passer dans ce lieu d'asile qu'était la Hollande. Il facilita le passage de leurs capitaux en France, comme pour les Français. « Ainsi, dit un document espagnol, c'est en quantité incroyable que les capitaux appartenant aux personnes susdites ont passé en France, venant des royaumes et Etats de V. M. par l'ordre, les pratiques et le conseil de ce diplomate⁶¹ ».

Deux jours après la signature du traité de Compiègne. le 30 avril, Louis XIII interdit le commerce avec l'Espagne et ordonna la saisie des biens des sujets espagnols en France. L'ordre du Roi fut suivi d'un décret du Parlement de Paris du 21 mai prescrivant la saisie, et le même jour le Roi déclara la guerre au Cardinal Infant, gouverneur des Pays-Bas. Le 9 juin deux manifestes du Roi indiquèrent les causes de la rupture. Le Roi d'Espagne riposta le 23 juin par une cédula ordonnant la confiscation générale des biens des Français et chargeant une

61. Tous ces détails sont tirés du procès-verbal dressé par le S^r Gerónimo Villanueva, protonotaire d'Aragon et secrétaire d'Etat d'Espagne sur l'emprisonnement du S^r Pény, secrétaire du Roi, résidant pour son service en Espagne (A. E. Corr. polit. Espagne, 18, fol. 489, 513 v^o). Pény fut arrêté par ordre du Roi d'Espagne en novembre 1635. Le décret du Roi l'accuse d'avoir poussé à la guerre, d'accord avec Richelieu, et en correspondant avec lui par dessus la tête de l'ambassadeur, et d'avoir fait passer en France des capitaux pour vider l'Espagne de ses richesses. Le Conseil d'Etat, consulté trouva la mesure trop rigoureuse et répondit au décret du Roi par une consulte favorable à l'élargissement de Pény. La Reine étant intervenue également, le Roi par décret du mois de décembre 1635, consentit à le libérer et le Conseil d'Etat approuva cette mesure. Mais des lettres de France, de Flandre et de Hollande révélèrent que Pény envoyait des renseignements défavorables à l'Espagne. En janvier 1636, le Roi demanda de nouveau l'avis du Conseil qui, cette fois, fut d'avis de le retenir provisoirement. Le 18 octobre 1636, Pény adressa un mémoire au Roi et aux membres du Conseil et ce dernier lui donna raison en principe, mais fut d'avis de ne pas le libérer tout de suite. Le nonce fit des instances en sa faveur, mais en 1637 il était toujours emprisonné. Il communiquait pourtant avec la France par l'intermédiaire du nonce et de l'ambassadeur vénitien.

junte spéciale de trancher les doutes qui se produiraient dans l'exécution de cette mesure et de prendre toutes les décisions qui la concerneraient. Le 25 juin une autre cédula interdit tout commerce avec la France, et une troisième précisa les conditions dans lesquelles se feraient les opérations de saisie. Ces actes furent complétés par une cédula du 11 septembre qui ordonnait de vendre les biens saisis et prescrivait les règles à observer pour cela, et par une autre cédula du 2 octobre interdisant l'entrée en Espagne sous pavillon neutre de tous les navires construits en France avec leur cargaison, comme on faisait déjà pour les navires construits dans les Pays-Bas rebelles⁶².

Il y avait longtemps que le gouvernement espagnol jetait sur les biens des Français des yeux de convoitise. Du Fargis l'avait signalé dès 1624 et l'incident de Marseille de 1625 avait fourni au Roi Catholique un prétexte suffisant, mais les choses avaient fini, nous l'avons vu, par s'arranger, et la saisie de 1625 se trouva n'avoir été que la répétition générale de celle de 1635. L'embargo s'appliqua à tous les Français, de quelque condition que ce fût, dans toutes les provinces et à toutes sortes de biens, marchandises, biens-fonds, créances et salaires⁶³. Ce pouvait être une opération fructueuse pour le Roi d'Espagne, à un moment où la guerre accroissait ses besoins d'argent.

Les représentants de la France avaient prévu cette catastrophe et ils s'étaient efforcés de l'éviter ou de l'atténuer. Déjà en 1626, instruit par l'expérience de 1625, et préoccupé des avanies de toutes sortes dont souffraient les Français, l'ambassadeur avait conseillé au Roi d'empê-

62. Voir Abreu y Bertodano, t. V, 79, 91, 93, 112, 114.

63. Voir les relations partielles et totales de la valeur des saisies à Simancas, Contaduría del Suelo, 2^e série, legajos 150 et 151. *Efectos embargados a Franceses en diferentes ciudades, villas y lugares del Reino, 1635 en adelante.*

cher ses sujets d'aller porter eux-mêmes leurs marchandises dans la Péninsule, et de transporter au contraire en territoire français le marché des échanges franco-espagnols. Il aurait suffi d'après lui d'établir dans deux ou trois villes maritimes des étapes pour les marchandises dont l'Espagne avait un besoin absolu, et d'en permettre l'exportation en ces points seulement aux Français, aux Espagnols et aux étrangers, en faisant payer par les acheteurs de gros droits de sortie. Ainsi les Français, auraient touché sans risque, en argent liquide rendu en France, le produit de leurs ventes. Leurs échanges auraient peut-être été moins intenses, mais le résultat en aurait été plus sûr, enfin les marchands n'auraient plus été tentés de se fixer et de se marier en Espagne, ce qui peuplait et enrichissait un pays avec lequel la France avait toujours tant de choses à démêler⁶⁴.

Cette politique, sur les inconvénients de laquelle il est inutile d'insister, n'avait pas été adoptée par Richelieu, mais nous avons vu les efforts tentés par la diplomatie française pour sauver de l'orage les biens des Français. Cependant il y avait encore en Espagne au moment de la rupture assez de capitaux pour que le coup fût rude.

Nos négociants s'ingénierent à se tirer d'affaire. Il y eut une multitude de réclamations qu'examina lentement, avec le formalisme, la lenteur et sans doute aussi la faculté de corruption ordinaire, la *junte de représailles* créée le 23 juin. La plupart des Français de quelque importance qui étaient restés en Espagne y étaient établis depuis longtemps et s'y étaient mariés. Leur statut n'était pas très net, et beaucoup pouvaient invoquer des lettres de naturalisation, ou bien se trouvaient dans les conditions pour en recevoir. Ils revendiquèrent la natio-

64. *Avis proposé au Roi et à Messieurs de son conseil ajusté sur l'état présent des affaires d'Espagne, envoyé à Sa Majesté par son ambassadeur le XXnn^e août 1626* (Paris, A. N. Marine, B7, 204).

nalité espagnole, comme cet Antonio Matheo, horloger de Madrid, qui renonça à sa qualité de Français et se vit, le 4 mars 1644, reconnaître la qualité d'Espagnol, après un long procès, par le conseil de la Guerre, qui lui fit rendre ses biens. D'autres faisaient réclamer les leurs par leurs femmes, qui étaient espagnoles. Dans ce cas les biens restaient en dépôt entre les mains du mari, moyennant caution. On invoquait aussi des privilèges, des dettes fictives, on substituait aux Français des Espagnols complaisants, qui prenaient la qualité de propriétaires devant l'autorité. Cinq Français de Séville cherchèrent à désarmer le Roi en lui offrant un *Servicio* de 140.000 livres. On fraudait aussi sur l'évaluation des biens saisis, sur la vente qu'on en faisait, sur la quantité même qu'on saisissait, grâce à la connivence payée des fonctionnaires. Ce fut une mine de procès, et vers 1638 il en restait encore beaucoup à liquider. Comme toujours dans l'Espagne d'alors, le Roi profita moins de la mesure qu'il avait prise que ses fonctionnaires et ses magistrats⁶⁵.

Il y eut donc certainement beaucoup de Français qui sauvèrent quelque chose de leurs biens, et ils restèrent en Espagne. Comme ils étaient industriels et habiles, ils reconstituèrent peu à peu leur fortune au cours même de la guerre, et ils s'organisèrent pour la mettre à l'abri.

65. Tous ces détails sont tirés des relations partielles ou générales citées plus haut (Simancas, leg. 150 et 151). Pellicer, *Comercio impedido*, § 4°, donne également quelques détails sur les procédés de fraude. L'un d'eux consista à se dire Bourguignon, c'est-à-dire Franc-Comtois, comme ce Jacques Bernal, qui obtint gain de cause auprès de la Junta de représailles (Simancas, Contaduria del Suelo, 2^e série, leg. 150). Brunel et van Aerssen (p. 122) disent que les Français pénétrèrent en Espagne pendant la guerre en se disant Wallons, Bourguignons, Lorrains ou Flamands. La même excuse dut être invoquée pour sauver les biens.

Le commerce franco-espagnol pendant la guerre.

Le commerce ne fut jamais complètement interrompu entre la France et l'Espagne. D'abord en Biscaye et en Aragon des arrangements locaux, qui étaient de tradition en pareil cas, le maintinrent ouvert⁶⁶. Ensuite, si le Roi d'Espagne l'interdit tout d'abord, Louis XIII, si nous en croyons Pellicer, n'interdit les échanges qu'aux marchands espagnols, mais pas aux Français⁶⁷. Nous en avons la preuve dans les curieuses lettres patentes adressées le 25 juillet 1635 aux six corps de marchands de la Ville de Paris. Le Roi avait en effet accordé par égard pour le Pape, que tous les mois un courrier irait d'Espagne à Rome et inversement à travers le territoire français, et il tolérait de même un autre courrier vers la Flandre. Dans les premiers temps ce service avait mal fonctionné et le Pape s'était plaint. Louis XIII écrivit alors aux marchands de Paris qu'il n'avait pas été dans son intention de supprimer cette facilité et il ajoutait :

« Nous ayant été représenté que cette liberté est nécessaire pour la commodité de plusieurs marchands et autres particuliers de nos sujets, nous voulons et entendons qu'elle soit continuée à l'avenir, n'ayant point entendu par la déclaration que nous avons fait publier sur l'ouverture de la guerre d'empêcher cette opération (?) pourvu que les marchands qui s'en serviront ne traitent que de leurs affaires et négoce particuliers, sans parler de celles qui

66. Le fait est attesté par deux voyageurs qui visitèrent l'Espagne en 1655, Brunel et van Aerssen (*Voyage d'Espagne curieux, historique et politique fait en l'année 1655*, Paris, 1655, in-4°, p. 123). Entre le pays basque et le pays de Labourd était conclu au début de chaque guerre un « traité de bonne correspondance » qui était ratifié par les deux gouvernements. C'était nécessaire à cause du manque de blé du pays basque. Quant à l'Aragon, nous avons une nomination de consul de France à Majorque — qui dépendait de la couronne d'Aragon — datée du mois de janvier 1657 (A. E. Corr. polit. Espagne, Suppl. 5, fol. 408).

67. Pellicer, *Comercio impedido*, § 4°.

regardent l'Etat, et nous aurons bien agréable que vous leur fassiez savoir cette notre intention, à ce qu'ils ne craignent pas en usant de cette liberté d'encourir les peines portées par la dite déclaration laquelle ne se doit entendre qu'au commerce que nos sujets pourraient avoir avec les ennemis au préjudice de l'Etat, et non de celui où il ne s'agit que du négoce ou affaires particulières⁶⁸ ».

Les motifs de la conduite du Roi de France apparaissent donc très clairement. Il ne veut pas que la guerre prive ses sujets des rentrées d'or et d'argent que leur procure le commerce d'Espagne, et c'est pourquoi il a si facilement accordé le droit de passage en France aux courriers d'Espagne; il savait bien que les particuliers mettraient à profit pour leur correspondance commerciale cette facilité.

Mais le Roi d'Espagne lui-même, pour d'autres raisons, atténua son intransigeance. L'Espagne avait un besoin extrême de quelques-uns des articles du commerce de France, les toiles, les blés, les cordages et les matériaux utiles à la marine. Elle ne pouvait donc pas maintenir la prohibition absolue des articles français, et l'on vendit des licences aux Français qui leur permettaient d'importer certaines quantités de marchandises de France. Ce

68. A. E. Corr. polit. Espagne, 18, fol. 171. Voir sur la question des courriers le mémoire adressé au Roi par le chevalier de Jant (A. E. Corr. polit., Suppl. Espagne, 5, fol. 393), et la commission qui lui fut donnée de capitaine des gardes frontières (4 mars 1654), *ibid.*, fol. 388 et suiv.). Le courrier de Rome emportait la correspondance des Espagnols pour Naples et Milan. Outre celui-ci et celui de Flandre, dits *courriers ordinaires* tolérés par la France, les Espagnols en envoyaient d'autres déguisés en marchands amis de la France. Des officiers et des personnages importants passèrent de même. Jant était au courant de tout cela, car il avait fait un long séjour à Madrid pour les affaires du duc de Guise. Il est probable que des marchands espagnols pénétraient aussi en France par une frontière aussi mal surveillée. On ne s'en était pas aperçu jusqu'à ce que le chevalier de Jant l'eût signalé en 1654. On lui donna la charge de surveiller la frontière et il a intercepté à partir de cette date beaucoup de courriers secrets et arrêté des personnages importants. Pour son salaire, il percevait la rançon des prisonniers de guerre, la moitié de l'or et de l'argent saisi et la totalité des marchandises de contrebande.

fut surtout à Séville et à Sanlucar que se fit ce commerce⁶⁹. D'après un état de 1638, le droit de licence rapporta pour toute l'Espagne 95.797.500 maravedis de plata, soit 255.460 ducats⁷⁰. Le Roi d'Espagne percevait encore sur les marchandises françaises un droit spécial, dit du dixième denier, dont on trouve la trace dès 1636, et qui venait s'ajouter aux droits ordinaires⁷¹.

En 1650, le régime des licences prit fin⁷². A sa faveur et malgré les défenses et l'aggravation des peines, le commerce avec la France et le Portugal avait continué en contrebande. Les fraudeurs, de l'aveu même du Roi, étaient devenus très forts par la résistance qu'ils opposaient et par les relations étendues qu'ils entretenaient dans la Péninsule. La surveillance qu'on avait renforcée dans les ports et sur les frontières de terre, les juges qu'on avait nommés, tout avait été inutile. Le Roi Catholique réunit donc une junta, comprenant des membres du Conseil de guerre et d'autres fonctionnaires, pour examiner les mesures à prendre.

Il fut résolu de publier une nouvelle loi ou Pragmatique sur la matière. Elle fut promulguée par le Conseil de Castille, par lequel on expédiait d'ordinaire les Pragmatiques, le 31 janvier 1650. Tout commerce avec la France fut cette fois interdit sous peine de confiscation des marchandises de contrebande, des navires et moyens de transport utilisés, et de tous les biens du détenteur. L'introducteur des marchandises devait être puni de mort et

69. Séville, A. M. Procura mayor de Sevilla, t. III, n° 5, Mémoire présenté par Séville en 1726, § IV.

70. *Relación del estado que tiene la hacienda del embargo y represalia de bienes de Franceses* (1638). Non daté, mais le papier timbré porte cette date (Simancas, Contaduria del Sueldo, 2^e série, leg. 151).

71. Allusion à ce droit qui existait encore en Catalogne en 1698, dans le *Mémoire... pour le marquis d'Harcourt*, 1698 (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80). Brunel et van Aerssen (p. 122) font également allusion à un droit de licence et un droit du dixième denier sur les marchandises de France.

72. Mémoire présenté par Séville en 1726 cité plus haut.

de la perte de tous ses biens. On interdit de même le commerce avec le Portugal, qui fut assimilé au crime de lèse-majesté. Un délai de deux mois fut accordé aux commerçants pour écouler leurs stocks. Passé ce délai, on devenait passible des peines énoncées plus haut, sauf si l'on déclarait et si on faisait enregistrer les marchandises non vendues. Au bout des deux mois, on devait faire à Madrid et en province une visite de toutes les boutiques et maisons des marchands et des courtiers et les marchandises qu'on trouverait devaient être vendues aux enchères sans qu'aucun marchand ni courtier en pût acheter. Pour savoir si les marchandises trouvées lors de la visite étaient de contrebande ou non, on devait procéder à une expertise par les soins des deux experts, dont l'un était nommé par l'administration et l'autre par le marchand; un superarbitre nommé par l'administration devait les départager. On renouvelait en outre les lois anciennes qui rendaient obligatoire la tenue des livres en espagnol et leur présentation tous les quatre mois ou à toute réquisition aux *veedores del Contrabando* ou aux autorités qui en tiendraient lieu. Aucun privilège ne pouvait être invoqué contre cette loi⁷³.

Elle fut communiquée à tous les fonctionnaires par une cédula du 27 février, et suivie, le 8 juin, d'une liste détaillée de tous les objets qui devaient être considérés comme étant de France, de Lorraine ou de Portugal. Les marchandises qui se fabriquaient à la fois en pays ennemi et en pays ami devaient venir avec un certificat d'origine, qu'on devait produire devant les *Veedores del Contrabando*⁷⁴.

73. Voir Abreu y Bertodano t. VIII, p. 32.

74. Abreu y Bertodano, t. VIII, p. 37 et suiv. Voir aussi au Depósito hidrográfico, Colección Vargas Ponce, t. 6; n° 132, *Relación y declaración de las mercaderías prohibidas y de contrabando contenidas en las cédulas reales y premática publicada por ley sobrecartada por el Consejo de Guerra en 27 de febrero de 1650, publicada en 8 de marzo del dicho año, que van especificadas en la manera siguiente, con distinción de los que son géneros de Francia y Portugal.*

Pourquoi ce changement d'attitude? D'après une note rédigée en espagnol par un commerçant français qui avait l'expérience des choses d'Espagne⁷⁵, on disait dans la Péninsule que la mesure aurait été provoquée par un incident : le capitaine d'un vaisseau de guerre français aurait pris à Sanlucar deux vaisseaux de Hambourg appartenant à des marchands de Rouen, et qui contenaient 2 millions en or et en argent. Le Roi de France se serait servi de cet argent pour faire la guerre, et le Roi d'Espagne aurait eu l'attention attirée sur les gros profits retirés par la France du commerce d'Espagne, ce qui tendait à prolonger les hostilités. D'autres disaient, et avec plus de raison, au dire de notre document, qu'il fallait voir là l'influence d'une intrigue hollandaise. Les Hollandais, en paix avec l'Espagne depuis 1648, désiraient accaparer tout son commerce extérieur. Le commerce français, malgré la guerre et par le moyen de la fraude, était très prospère; l'auteur du document estime qu'il rapportait à la France par an 15 millions en or et en argent. Les Hollandais auraient voulu éliminer la concurrence française.

La fraude en effet semble avoir été immense pendant la guerre. Tant qu'elles existèrent, les licences furent l'objet d'un véritable trafic entre les fonctionnaires et les marchands et ce trafic continua même après 1650, si nous en croyons le témoignage de Brunel et van Aerssen, qui virent l'Espagne en 1655 : « Ceux qui gouvernent les affaires de ce pays-là, écrivaient-ils, font fort bien les leurs, et le comte de Pigneranda (*sic*), qui est Président du Conseil, tire de grandes sommes pour les licences qu'il donne aux marchands français. J'en ai connu un qui, pour en avoir une pour cent cuirs de l'Ile de Santo-Domingo de dessus les Galions qu'on attend, a donné dix pistoles⁷⁶. Ces licences, achetées si cher, soumises en outre au droit

75. A. E. Corr. polit. Espagne, 30, fol. 292.

76. Brunel et van Aerssen, p. 122.

de licence au profit du Roi, au dixième denier, et aux droits ordinaires d'entrée ou de sortie, devaient rapporter gros pour que l'opération fût avantageuse; on les dépassait donc et elles servaient seulement de masque à la fraude. Il arrivait aussi que les marchands importaient les articles français sans permission, et ils trouvaient toujours quelque confrère pour attester qu'il s'agissait d'articles anglais ou flamands. Ils utilisaient là, en faveur du commerce français, un procédé que l'administration espagnole avait employé autrefois contre lui. Avant la guerre, en effet, il arrivait peu de chargements de France où l'on ne fit quelque confiscation, sous prétexte que les marchandises venaient de Hollande. « On avait, disent Brunel et van Aerssen⁷⁷, un ou deux témoins flamands appostés, qui déposaient qu'elle n'était point marchandise de France, mais de Hollande, et aussitôt le fisc se l'appropriait. Les Français avaient profité de la leçon, mais pour se garantir des faux témoins et des violences de la répression douanière, ils avaient fait mieux. Ecoutez nos voyageurs : « Le temps et l'adresse ont remédié à ce mal, et il n'y a plus personne qui osât témoigner contre eux qui ne s'en trouvât mal. Un présent de quelque chapeau de castor ou autre marchandise estimée les met sous la protection de quelque grand, qui ferait mal passer le temps à des témoins ».

Nous avons un exemple de ces grands seigneurs protecteurs de la fraude dans le duc de Medina-Celi. Il possédait de grands domaines sur la baie de Cadix, notamment le petit port du Puerto de Santa-Maria. Il y attira les étrangers et favorisa leur commerce. Le Puerto devint peu à peu la capitale des fraudeurs⁷⁸.

77. *Ibid.* On avait conseillé au Roi d'Espagne, pour éviter cette fraude, de supprimer le droit de licence et du dixième denier, car les marchands auraient renoncé à la fraude et payé du moins les droits ordinaires.

78. Brunel et van Aerssen, p. 123 : « Leur commerce est principale-

Ainsi donc pendant la guerre, la colonie française d'Espagne continua à vivre dans le pays, à l'abri de certaines fictions juridiques et de certaines protections. Elle continua son commerce, en grande partie par fraude, avec l'Amérique et avec la France. Parfois même elle profita grandement de la guerre, comme ces banquiers de Saragosse que rencontrèrent Brunel et van Aerssen en 1655. La plupart des banquiers de cette ville étaient en effet des Français du Languedoc et du Béarn. Ils en avaient connu un, D. Pedro Miranda, originaire d'Oloron, qui avait épousé une femme du pays, et qui était très riche. Il était abonné aux gazettes de Paris et à d'autres avis écrits à la main qu'il communiquait seulement à ses amis particuliers. La guerre était avantageuse pour les Français d'Aragon car « le passage des troupes, l'amas des munitions avaient fait rouler l'argent du Roi dans les principales villes⁷⁹ ». Il n'est pas défendu de penser que nos Français devaient être quelque peu fournisseurs des armées.

Mais à côté de cette colonie fixée en Espagne et à peu près hispanisée, qu'étaient devenus les Français de passage qui venaient auparavant ? Il en venait toujours ; Pellicer qui écrivait en 1639, dit en effet qu'il ne faut pas avoir d'égards pour les navires de Saint-Malo, Rouen, et autres ports français qui viennent chargés de toiles pour la Flotte⁸⁰. Brunel et van Aerssen remarquent également en 1655 que « la plupart des Français qui trafiquent en Espagne en emportent tout ce qu'ils veulent et y apportent de même toutes leurs marchandises en se disant Wallons, Bourguignons, Lorrains ou Fla-

ment dans l'Andalousie et ils y ont trouvé un lieu de franchise qui leur est aussi commode que Cadix, à savoir le Puerto de Santa-Maria, petite ville appartenant au duc de Medina Celi qui les y protège et y attire un grand trafic, aux dépens des villes de Séville et de Cadix. »

79. Brunel et van Aerssen, p. 295.

80. Pellicer, *Comercio impedido*, § 4°.

mands⁸¹ ». Les marchands d'Oloron et de Toulouse fréquentaient Saragosse. Voici une histoire assez curieuse qui montre à quel point, même après l'interdiction de 1650, la rupture économique était peu observée⁸².

Quand les Anglais eurent mis la main sur la Jamaïque, le commerce des Flottes fut gravement troublé. L'une d'entre elles, en 1658, au cours de son voyage de retour, vint toucher à bout de forces aux Canaries, et une partie des vaisseaux s'échoua sur les rochers. On débarqua ce qu'on put de l'argent et des marchandises les plus précieuses, et l'on fut ensuite très embarrassé pour faire passer les retours des Indes en Espagne. Il fallait redouter en effet que les vaisseaux qui les transporteraient fussent attaqués par les Anglais ou par les Français et la nouvelle de l'accident s'étant répandue, les parages des Canaries, devaient être très surveillés par l'ennemi. Des particuliers cependant se risquèrent à faire charger leurs effets sur des vaisseaux hollandais, car l'Espagne depuis 1648 était en paix avec la Hollande; mais Cromwell était justement en guerre avec elle et deux ou trois de ces vaisseaux tombèrent entre les mains des Anglais. Alors on en vint à cette chose extraordinaire de recourir à des ennemis, aux Français eux-mêmes.

L'initiative vint d'un marchand français, nommé Furnes, qui avait justement sur la Flotte sous le nom d'un Espagnol des marchandises et de l'argent qu'il ne savait comment tirer de là. Il négocia à Madrid. Supposant que le Roi d'Espagne était fort anxieux de toucher l'argent

81. *Op. cit.*, p. 122 et suiv. et p. 295. Beaucoup de Français s'étaient fait naturaliser Hollandais depuis que la Hollande avait fait la paix avec l'Espagne. Le fait est signalé dans une plainte de l'ambassadeur d'Espagne en Hollande du 30 avril 1653 (cf. *Recueil des mémoires et plaintes de l'ambassadeur d'Espagne aux Etats Généraux qu'il a faites cette année 1653*, à Amsterdam, chez Pierre le Roy, l'an 1653, in-4).

82. Les détails suivants sont tirés d'un mémoire adressé à Mazarin par un sieur Thévenot en 1658 sur le commerce des Espagnols en Amérique (A. E. Corr. polit. Espagne, 25, fol. 326-330).

qui lui venait des Indes, il lui offrit de lui faire tenir cent mille écus à Gênes, pourvu qu'on lui permit de tirer des Canaries pour lui sur le trésor du Roi d'Espagne une pareille somme, avec 14 % pour le risque. Son offre fut acceptée. Il se présenta aux Canaries sur une frégate de Saint-Malo, le *Saint-Jean*, bon bâtiment, fin voilier, et à force de présents il obtint du gouverneur des îles que la somme lui fût remise et qu'il eût loisir de faire son chargement à sa commodité. Il chargea sur le navire non seulement l'argent, mais encore ses propres marchandises et celles de beaucoup d'autres marchands qui lui payèrent un grand fret. On estimait qu'il avait porté des Canaries à Saint-Malo plus de 650.000 écus en argent, beaucoup de marchandises fines et qu'il avait touché personnellement sur le fret 15 ou 20.000 écus, car sa part dans l'armement était considérable.

Cet exemple fut suivi. D'autres frégates, comme la *Sainte-Hélène*, le *Saint-Louis*, vinrent aux Canaries, et emportèrent à Saint-Malo, au plus fort de la guerre avec l'Espagne, une grande partie de l'argent de la Flotte. Elles ne couraient que peu de risques : la France était l'alliée de l'Angleterre et l'amie de la Hollande. Sa seule ennemie, l'Espagne, par détresse et pour toucher ses retours des Indes, avait fermé les yeux. Si le Roi d'Espagne lui-même consentait à de semblables trafics, on juge les facilités que devaient trouver les Français auprès des autorités secondaires.

La guerre apporta pourtant une grave gêne au trafic sous pavillon français. La piraterie s'était en effet développée à l'occasion des hostilités, et la marine du Roi de France comptait peu. Elle ne faisait pas comme les vaisseaux de guerre anglais, hollandais et suédois, qui escortaient les vaisseaux marchands de leur nation. Aussi vers 1654 le trafic désertait-il peu à peu le pavillon

français pour passer sous des pavillons mieux protégés⁸³. Pellicer nous dit que les Portugais, au moment de leur rupture avec l'Espagne en 1640, étaient devenus les maîtres de l'importation des toiles françaises et de l'exportation de la laine espagnole⁸⁴. Ces Portugais dont il parle sont très probablement des juifs ou des nouveaux chrétiens, car le mot a ce sens-là chez lui, ces gens avaient des relations de famille et d'affaires très étroites avec leurs coreligionnaires d'Angleterre et surtout de Hollande et ils devaient utiliser surtout les vaisseaux de ces deux nations. Ce qui le prouve, c'est qu'en 1657, l'Espagne demanda à la Hollande d'empêcher ses sujets d'apporter chez elle des marchandises françaises, anglaises et portugaises. L'ambassadeur hollandais M. de Reede, répondit que son gouvernement avait l'habitude de laisser ses sujets exporter ce qui leur appartenait, mais il écrivit le 25 avril 1657 aux Etats-Généraux que l'on confisquerait certainement en Espagne les marchandises ennemies, même si elles appartenaient à des Hollandais⁸⁵.

La conséquence de tout cela c'est que le pavillon français se fit plus rare sur mer. La prospérité de Saint-Malo dont l'anecdote citée plus haut est un exemple, était une exception en France. Un mémoire, envoyé à Mazarin par les marchands de Lyon postérieurement à 1654, prétend, avec un peu d'exagération sans doute, qu'il n'y avait plus à la fin de la guerre aucun marchand français qui possédât des vaisseaux de gros tonnage. Ainsi, si le commerce des marchands de France était en

83. *Mémoire des marchands de Lyon sur la diminution de son commerce*, s. d. (postérieur à 1654) adressé à Son Eminence (Paris, B. N. mss. Cinq Cents Colbert, 203, fol. 385).

84. *Comercio impedido*, § 2°.

85. Lettre de M. de Reede, ambassadeur de Hollande à Madrid aux Etats Généraux le 25 avril 1657 (traduction française) (A. E. Corr. polit. Espagne, 36, fol. 89-90).

Espagne, plus actif que jamais à la veille de la paix, il se faisait de plus en plus suinterpardes vaisseaux neutres.

La prohibition de 1650 eut pour résultat d'accélérer une évolution commencée depuis longtemps et qui s'accroissait surtout depuis 1635, le transfert du commerce étranger de Séville à Cadix pour le plus grand profit de la fraude⁸⁶. Celle-ci était en effet plus facile dans la vaste baie de Cadix que dans la rivière du Guadalquivir, à Séville, à cent kilomètres dans les terres, ou même à Sanlucar au fond de l'estuaire. Nous voyons commencer, à l'occasion de la guerre avec la France, et par le fait des Français, une rivalité qui va mettre aux prises les deux ports andalous pendant près d'un siècle et se terminera par la défaite de Séville et l'éclatante victoire de Cadix.

Ces changements survenus dans le commerce d'Andalousie expliquent que, malgré la guerre, le commerce français en Espagne se soit prodigieusement développé dans les années qui précédèrent le traité des Pyrénées. En 1686 on rappelait cette époque et celle qui avait suivi, comme une espèce d'âge d'or⁸⁷. C'étaient les Français qui avaient pratiqué la brèche dans la défense commerciale de l'Espagne, ce furent eux qui en profitèrent. La concurrence étrangère fit disparaître peu à peu l'industrie espagnole pour le plus grand profit de l'industrie française⁸⁸. A la veille du Traité, de même

86. Mémoire présenté par Séville en 1726 (Séville, A. M. Procura mayor de Sevilla, t. III, n° 5).

87. *Mémoire sur le commerce des Hollandais dans les Indes espagnoles* (1686) (A. E. Mém. et doc. Supplément, France, 1992, fol. 119-137).

88. Séville avait autrefois d'après un mémoire de 1726, 20.000 métiers de taffetas doubles et simples, et de diverses étoffes de soie, ou brodées d'or et d'argent. Elle en fournissait les Indes. Plus de 100.000 personnes vivaient de la soie, depuis l'élevage du ver à soie jusqu'au tissage des étoffes. De même le reste de l'Espagne envoyait au grand port andalou des tissus de toute espèce, soie ou laine. Il en venait d'Ecija, de Cordoue, de Grenade, de Tolède, de Priego, de Jaen, de Valence et de Murcie pour la soie, d'autres tissus d'Avila, de las Navas, de Palencia, d'Ampudia,

qu'elle était victorieuse sur les champs de bataille, la France l'emportait sur le terrain économique.

des draps de Ségovie, Bejar, las Navas, des bas d'étame. En ce temps-là, Séville fournissait l'Amérique, l'Espagne et l'étranger. Cela dura jusqu'à 1640 (Seville A. M. Procura mayor, t. III, n° 5, p. 57-58). De même dans leur *Representación* de l'année 1700, les 17 Corporations ou *gremios* de Séville font allusion au nombre considérable « de métiers de soie » qu'il y avait dans la ville vers 1630. En 1700, il existait encore des Sévillans qui avaient connu des marchands entretenant à eux seuls 500 métiers de toutes étoffes. Cinquante-trois ans auparavant, en 1647, il y avait encore à Séville 10.000 métiers (Seville, A. M. Sección especial, xviii^e siècle, t. 14, n° 2). Tout cela disparut peu à peu au cours du xvii^e siècle.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION JURIDIQUE DES ÉTRANGERS

La paix des Pyrénées

Une des raisons du développement considérable du commerce des étrangers en Espagne était l'étendue de leurs privilèges. Mais c'était en même temps la conséquence de la dépendance où se trouvait l'économie espagnole vis-à-vis d'eux, si bien qu'il y avait là un cercle vicieux : les privilèges s'étaient accrus parce que l'Espagne ne pouvait se passer des autres pays, et d'autre part les étrangers avaient pénétré d'autant plus profondément dans la vie de la péninsule que les privilèges étaient devenus plus importants. Leur existence apparaît donc comme la consécration juridique d'une supériorité des étrangers sur l'Espagne. Plus un peuple était puissant économiquement ou politiquement, plus il cherchait à s'assurer des privilèges importants, et à mesure qu'une nation arrivait à modifier en sa faveur l'équilibre européen, elle cherchait à participer aux privilèges des autres et à les étendre. Les Français ne pensaient pas autrement. Les progrès de leur puissance en Europe au ^{xvii}e siècle leur apparaissaient comme devant se traduire dans la Péninsule par une situation privilégiée, qui les mit sur le même pied que les plus avantagées d'entre les nations. Pour mesurer la valeur de cet enjeu, il faut donc exa-

miner d'abord quels étaient les avantages dont jouissaient les autres, nous verrons ensuite quels efforts les Français firent pour les acquérir et quel en fût pour eux le résultat.

Organisation des colonies étrangères en Espagne. Les consuls.

La grande affaire pour des marchands étrangers qui viennent trafiquer dans un pays, c'est d'avoir la sécurité des personnes et des biens, et, éventuellement, quelques facilités particulières. Le grand danger qu'ils ont à redouter réside en effet dans les avanies des autorités, et les mauvais traitements de la part des individus. Aussi tous les traités antérieurs à Philippe II que nous possédons entre l'Espagne et les différents Etats stipulent l'amitié, le droit d'aller, venir et trafiquer librement, et, accessoirement, quelques avantages douaniers; la réciprocité est de règle.

Mais de bonne heure les étrangers ne se sont pas contenté de ces stipulations générales et abstraites; ils se sont organisés pour la défense en constituant des communautés avec des chefs reconnus par tous pour parler en leur nom, et qui groupaient, soit tous les étrangers, soit ceux d'une même nationalité. C'est une solution à laquelle on a dû arriver tout naturellement très tôt et des deux côtés¹ dans une société où l'esprit corporatif était la règle depuis le moyen âge. Il ne nous est pas très facile de dire quand cet événement s'est produit.

Les groupements d'étrangers avaient à leur tête des consuls, chargés de parler en leur nom, de les défendre

1. D'après un document de Simancas (Estado, 2867) daté de mars 1616, l'ambassadeur espagnol à Paris, D. Inigo de Cardenas, rapportait qu'il y avait eu des consuls espagnols en France avant la guerre, mais que pendant la guerre ils avaient disparu et qu'à la paix de Vervins on ne les avait pas rétablis.

auprès des autorités, de faire respecter les traités, et aussi de servir d'arbitres entre eux. Ils percevaient sur les marchands et les marins des droits qui servaient à les rémunérer. Cette institution des consuls, qui doit remonter au moyen âge, nous apparaît au xvi^e et même au xvii^e siècle en pleine transformation. Rien ne paraît fixé, ni leur origine, ni leur caractère, ni leur nationalité, ni leurs pouvoirs. Voici ce que nous pouvons tirer des documents.

Les consuls apparaissent le plus souvent comme les chefs des commerçants d'une nationalité, mais il existe des cas où ils sont les chefs de tous les étrangers d'un port. Ainsi en 1625, il y avait un *consul de toutes les nations* à Denia et un autre à Malaga². Le mode de nomination des consuls, quel que fût leur titre, était variable. Certains sont nommés par les commerçants : c'est le cas du consul anglais de Sanlucar en 1532, de Manuel de Bues, consul de France à Séville, nommé en 1578 par le Roi de France et par *la nation*, de Guillaume Layné, élu après sa mort par la nation, d'Alonso Cortejo, capitaine espagnol, qui se prévaut à Carthagène en 1620 d'une nomination par les Français, de Juan Escones, consul anglais et de Jayme Juan de Velasco, consul catalan à Cadix, du consul des Flamands et de celui des Irlandais au Puerto de Santa Maria, qui vers la même époque tiennent leur titre de leurs compatriotes³. Dans ce cas, le titre est

2. *Relación de los consules que hay en el Reino de Valencia* (s. d., probablement janvier 1624). Consulte du 10 septembre 1625, avis du marquis de Montesclaros dans la consulte du 17 décembre 1625 (Simancas, Estado, leg. 2867). La plupart des documents que nous allons citer se trouvent dans cette liasse. Nous ne répéterons pas cette indication dans les notes suivantes.

3. Lettre du duc de Medina-Sidonia au Roi sur la prétention du Roi d'Angleterre de nommer un consul général à Séville en 1612. Lettre du comte de Fuentes au Roi du 27 juillet 1621 au sujet des consuls de France à Séville. *Pretensiones del consulado de la nación francesa en Cartagena por muerte de Julian Launay* (s. d.). Consulte du Conseil d'Etat du 21 juin 1625.

ratifié par le souverain étranger et en tous cas toujours par le Roi d'Espagne ou son représentant.

D'autres consuls sont nommés par leur souverain avec ratification du Roi d'Espagne, ou à son défaut, des autorités locales. Les exemples de ce mode de nomination sont très nombreux. Il y a certainement là une coutume plus récente, qui tend à remplacer la nomination par la nation, et qui est la conséquence des progrès de l'idée monarchique. Ainsi en 1532 le consul anglais de Sanlucar est nommé par la nation, et en 1612 le Roi d'Angleterre, prétend nommer un consul général à Séville.

A partir de 1578 les rois de France tendent à nommer eux-mêmes les consuls français en Espagne⁴. Cependant il arrive que pour des raisons de fait la nomination par le Roi étranger n'a pas lieu. C'est alors le Roi d'Espagne qui s'en charge. Ce fut le cas de Nicolas Barlamont à Lisbonne, sous Henri IV, qui protesta, de Damian Barrera à Barcelone en 1618, conformément à d'autres précédents, de Jérôme Garibo à Cadix en 1617. Vers 1625 les consuls à Cadix et à Gibraltar des Allemands et Flamands, celui d'Ecosse à Cadix, celui de France à Gibraltar, ceux de France, d'Angleterre, de Gênes et des Flamands à Alicante avaient tous été nommés par le Roi d'Espagne seul⁵.

La fonction de consul a, au début du xvii^e siècle, une tendance à se transformer en un office qu'on acquiert à titre onéreux. Déjà en 1596 le consul de France à Séville étant mort, il fut remplacé par Pierre Ybos, à qui il avait cédé sa charge, tandis qu'Arnaud de Fau préten-

4. V. la lettre du duc de Medina-Sidonia; la note de l'ambassadeur de France d'avril 1621.

5. Note de l'ambassadeur de France d'avril 1621. Titre de propriété accordé par le Roi d'Espagne de l'office de consul de France à Cadix (22 avril 1617). Consulte du Conseil d'Etat du 21 juin 1625. *Relación de los consules que hay en el Reino de Valencia*.

doit l'avoir achetée également d'un certain Jean de la Clau, à qui le Roi de France l'avait donnée. En 1620 le consul de France à Carthagène légua sa charge à un Espagnol, Juan Gonzalez de Sepulveda, qui prétendit lui succéder. Un nommé Maldonado, ayant reçu la même charge du Conseil de Guerre au nom du Roi d'Espagne, prétendit la céder à son gendre, comme dot de sa fille. Dans un rapport de 1618 le duc d'Albuquerque, vice-roi de Catalogne, insinue que les ambassadeurs étrangers et leurs secrétaires trouvaient leur intérêt à multiplier les postes de consuls, voulant dire sans doute qu'ils les vendaient. Nous possédons enfin un contrat de 1644, en vertu duquel une autorité française qui pourrait être l'Amiral de France, délivre à un sieur Duchalard des lettres de nomination de consul avec le nom en blanc pour l'Espagne, le Portugal, et la côte du Maroc, à charge de les établir à ses frais, de les vendre ou de les donner à bail et de payer une redevance⁶.

Les titulaires des consulats ne sont généralement pas espagnols, mais ils le sont parfois. La qualité d'Espagnol ne semble pas un obstacle. Nous voyons notamment à Carthagène vers 1620 le capitaine Vicente Imperial pourvu du consulat d'Angleterre et de celui des Allemands et Flamands; le capitaine Francisco Bermudez Solis, consul de Gênes et de Raguse; Maldonado finit par recevoir le consulat de France. Il y a là une conception analogue à celle des agents consulaires d'aujourd'hui.

Le caractère et les pouvoirs des consuls à la fin du xvi^e et au commencement du xvii^e siècle sont en train de se transformer. Les consuls tendent à devenir des

6. Lettre du comte de Fuentes au Roi du 27 juillet 1621 au sujet des consuls de France à Séville. *Preiensiones del consulado de la nación francesa en Cartagena...* Consulte du 17 décembre 1625, et une autre, non datée, qui semble être de 1626. Lettre d'Albuquerque au Roi du 15 décembre 1618. Le contrat de 1644 est aux A. E. Corr. polit. Espagne, 24 fol. 238.

officiers mais ne sont pas encore des *diplomates*. Cependant l'idée qu'ils participent à la fonction diplomatique commence à être soutenue⁷. A l'origine ils sont faits pour défendre leurs nationaux contre les avanies de l'administration locale, mais ils tendent de plus en plus à être des arbitres entre leurs compatriotes. Ils ont le droit de régler les différends entre les commerçants et les capitaines de navires pour les questions de fret et d'avaries aux marchandises, et de même les contestations entre les capitaines et les matelots au sujet des gages⁸.

La plupart des peuples étrangers avaient en Espagne des consuls. Les documents citent les Anglais, les Ecossois, les Irlandais, les Français, les Allemands, généralement unis aux Flamands, les Gênois. Les ports où l'on en trouvait étaient vers 1625 Cadix, le Puerto de Santa Maria, Gibraltar, Alicante, Carthagène, Vinaroz, Denia et Valence. Il faut aussi citer Séville, Sanlucar, Lisbonne, Barcelone. Les étrangers cités plus haut n'entretenaient pas de consuls dans tous ces ports, mais parmi les autres nationalités les Français paraissent avoir été dès cette époque assez abondamment représentés⁹.

Les privilèges. — Leur origine.

Jusqu'au règne de Philippe II les avantages particuliers dont jouissaient les étrangers en Espagne ne

7. Dans une note sans date ni signature de l'ambassadeur de France adressée au Roi d'Espagne (Simancas, Estado, 2867), on trouve l'idée que l'office de consul est de la même nature que celui d'ambassadeur.

8. *Négociations entre la France et l'Espagne au sujet de leur commerce réciproque depuis l'année 1659 jusqu'en 1716* (A. E. Mém. et doc. Espagne, 153, fol. 449).

9. Voir la consulte du Conseil d'Etat du 21 juin 1625 et la *Relación de los consules que hay en el Reino de Valencia* déjà cités. Voir également *Relación de lo que consta por los libros de la Secretaría de Estado, parte de España, en orden a que por el consejo de Estado y dha Secretaría se han dado los títulos de consules de naciones extrañas, y las cédulas de aprobación, así para los Reinos de la Corona de Aragon, como para los demas de España de que hay muchos exemplares y se sacan aquí algunos* (s. d., probablement de 1661) (Simancas, Estado, 4191).

semblent pas avoir été excessifs. Ce fait correspond à la force et à la prospérité de l'Espagne. Tous les traités que nous possédons entre elle et les différents Etats stipulent des relations d'amitié et pour les étrangers le droit d'aller venir et trafiquer librement, ainsi que quelques avantages douaniers. On dit souvent qu'ils doivent être traités comme les naturels du pays et la réciprocité est de règle.

Mais à partir du règne de Philippe II, les choses changèrent peu à peu. L'Espagne commença à cette époque à être tellement à la merci de certains étrangers, qu'elle fut obligée de leur accorder une situation exceptionnelle. Les autres s'efforcèrent d'acquérir les mêmes avantages et l'Espagne n'eut pas la force de leur résister.

Ce furent les marchands de la Hanse Teutonique qui ouvrirent la brèche. Ils possédaient en Portugal des privilèges très étendus, plus étendus même qu'en Espagne et, lorsqu'en 1580, ce royaume fut annexé par Philippe II, ils demandèrent au Roi de les confirmer et de les étendre à la Castille. Philippe II le fit, en reconnaissance des services que le commerce des Hanséates lui rendait¹⁰, car il tirait d'eux du blé, des bois de constructions navales, des agrès, des armes et des munitions. Le commerce avec les Hanséates apparaît surtout, à cette époque, comme une nécessité militaire et navale, comme une opération de guerre, et l'on n'hésite pas d'ordinaire devant le prix dont il faut payer dans ces circonstances les services de ce genre. Voilà qui explique la condescendance de Philippe II.

Mais le trafic de la Hanse était alors intimement mêlé à celui des Hollandais; aussi l'état de rébellion de ceux-ci rendit-il très difficile l'observation de ces privilèges, car

10. *Privilèges des sujets des villes hanséatiques en Espagne* (par le S^r Le Dran, chef du Dépôt des Affaires étrangères) (A. E. Mém. et doc. Espagne, 32, fol. 7-14).

l'Espagne avait mis un droit de 30 % à la sortie sur toutes les marchandises destinées à la Hollande. Nous avons vu plus haut que les Hanséates s'efforcèrent par des négociations qui durèrent longtemps de remédier à cet inconvénient. Il en était de même pour les Anglais, qui, comme eux, cherchèrent, lors du rétablissement de la paix avec l'Espagne sous Jacques I^{er}, à échapper au droit de 30 % et à s'assurer dans la Péninsule une position privilégiée. Ils y parvinrent plus vite : en 1604, Jacques I^{er} signa avec Philippe III et les archiducs, gouverneurs des Pays-Bas, un traité de paix, d'alliance et de commerce, qui dégageait le commerce anglais de toute connexion avec le commerce hollandais et lui assura certains privilèges précieux. Le 15 juin 1605, le Roi d'Espagne précisa par une déclaration les droits des Anglais dans ses Etats en matière de religion.

La position des Anglais dans la Péninsule risquait donc de devenir prépondérante et cela ne fut certainement pas sans influence sur les négociations qui se poursuivaient avec les Hanséates, et qui finirent par aboutir en 1607 à un traité, par lequel la Hanse promettait de ne plus faire de contrebande entre la Hollande et l'Espagne. Une déclaration de Philippe III de la même année précisa alors les privilèges des Hanséates. Mais nous avons vu que le traité de 1607 ne fut pas ratifié formellement par les villes de la Ligue et il ne fut pas strictement exécuté. Il existait pourtant, et il offrait un modèle de privilèges qu'on ne devait plus oublier, et qui excita dans la suite la convoitise des autres nations. C'est ainsi que les Hollandais pendant la trêve de douze ans, de 1609 à 1621, s'en assurèrent le bénéfice.

Les Anglais, qui avaient été les premiers à obtenir pratiquement une situation privilégiée, s'efforcèrent de la conserver et même de l'améliorer, pour garder le premier rang. Après une courte période de rupture avec

l'Espagne, ils obtinrent en 1630, par un nouveau traité, le renouvellement de celui de 1604. En outre d'une manière officieuse et pour ainsi dire privée, ils s'efforcèrent de se placer sur le même pied que les Hanséates. En 1645, le consul anglais d'Andalousie, agissant au nom de la colonie anglaise, offrit au Roi Catholique 2500 ducats de plata en échange d'une cédula précisant et étendant les privilèges des Anglais dans cette province. Philippe III leur accorda la cédula du 19 mars 1645, mais l'Audience de Séville fit des objections et refusa de l'exécuter. Les Anglais durent faire auprès du Roi une nouvelle démarche, offrir une nouvelle somme d'argent de 1500 ducats, et ils obtinrent une nouvelle cédula au mois de novembre de la même année, qui réduisait l'étendue des concessions faites par la première, mais qui leur en assura pourtant l'exécution.

Les négociations de Munster donnèrent l'occasion à trois villes hanséatiques, Lübeck, Brême et Hambourg, de reprendre la question des privilèges de leurs nationaux en Espagne imparfaitement réglée en 1607. Par un traité conclu en 1647 elles se firent confirmer l'ancien, et une déclaration de Philippe IV, plus détaillée, suivit cette confirmation. Peu de temps après les Hollandais firent avec l'Espagne une paix séparée, ce qui rétablit entre les Pays-Bas et la Péninsule les anciens courants commerciaux, dont l'interruption plus ou moins complète avait jusque là profité aux Hanséates et aux Anglais. Mais les privilèges que ceux-ci avaient obtenus pour faire pièce à la Hollande ne furent pas abrogés pour cela. La Hollande même les revendiqua pour elle, comme elle avait déjà fait en 1609. Le traité de paix avec l'Espagne, signé à Munster le 30 janvier 1648, fut suivi d'un article particulier sur la contrebande de guerre du 4 février 1648, et d'un traité explicatif de cet article, signé à La Haye le 17 décembre 1650. La Hollande, dont la supériorité

commerciale était déjà écrasante, participa désormais à tous les privilèges des Anglais et des Hanséates et en obtint de nouveaux.

Ainsi plusieurs nations avaient apporté leur contribution au statut des étrangers en Espagne. Les avantages qui étaient accordés à ceux-ci avaient peu à peu, dans la première moitié du siècle, fait boule de neige en même temps que le nombre des bénéficiaires s'accroissait. Avec le temps l'intérêt qu'il y avait à les obtenir devenait plus grand, d'abord par ce que ceux qui en étaient exclus étaient de moins en moins nombreux, et aussi parce que leur contenu était devenu de plus en plus avantageux¹¹.

Les Privilèges. — Leur contenu.

A la base des privilèges se trouve le droit stipulé dans tous les traités de trafiquer librement dans la Péninsule¹². Mais on ne se contentait pas de cette formule générale et de nombreux articles la précisaient.

D'abord la navigation était mise à l'abri de la façon la plus nette, et parfois la plus détaillée, des actes d'arbitraire de l'administration espagnole et des attaques des particuliers. Les bâtiments étrangers pouvaient entrer dans tous les ports¹³. Ils ne pouvaient pas être visités, et si l'on voulait envoyer des gardes à bord pour sur-

11. On trouvera tous ces textes dans l'ouvrage de Abreu y Bertodano, *Colección de tratados de paz, alianza, neutralidad, garantía, protección... comercio, navegación, etc... hechos por los Reyes y Principes de España con las... potencias de Europa y otras partes del mundo...* Madrid, 1740-1751 (12 vol. in-fol.). Voir les tomes I, IV, VII et VIII. Voir aussi A. del Cantillo, *Tratados de Paz y comercio*, Madrid, 1843, p. 137. Pour les Anglais, *Extraits des traités de commerce passés par l'Angleterre* (anonyme) (Paris, A. N. Marine B7, 483).

12. Notamment Angl. 1604, 9, 1630, 7. Droit de trafiquer sans sauf-conduit ni licence, sur terre, sur mer, et sur les rivières, à condition de payer les droits ordinaires. Holl. 1609, 4, 1648, 8, 9, 10.

13. Hans. 1607, 17; Décl. 1607, 1.

veiller la contrebande, ce devait être aux frais des autorités, si néanmoins on était amené à ordonner la visite¹⁴ les frais devaient être à la charge de l'administration espagnole.

Mais là où l'on trouvait les garanties les plus précises concernant la liberté de la navigation, c'était dans les traités avec les Hollandais. Le Roi d'Espagne leur reconnaissait le droit de trafiquer avec les neutres ou même les ennemis de sa couronne, sauf s'il s'agissait de porter à ceux-ci de la contrebande de guerre¹⁵. Celle-ci était définie par les article 6 et 7 du traité additionnel de 1650. Cette question de la contrebande de guerre, qui devait naturellement intéresser ces courtiers universels qu'étaient les Hollandais, entraîna toute une réglementation qui ne se trouve pas dans les privilèges des Hanséates et qui fait l'objet de l'article du 4 février 1648, précisé plus tard par les articles 8 à 15 du traité de 1650.

Quand les Hollandais entraient dans un port espagnol et devaient passer ensuite dans un port ennemi de l'Espagne, ils devaient montrer aux autorités leurs passeports et leurs connaissements, attestés par l'Amirauté de leur port d'origine. On pouvait ainsi contrôler s'ils portaient à l'ennemi les armes, les munitions, les chevaux et les harnachements à quoi se limitait la contrebande de guerre. En pleine mer ou dans les rades, quand ils ne voulaient pas rompre charge, ils n'étaient pas tenus à cette formalité, sauf si l'on avait des raisons de les soupçonner. Cependant l'article 11, qui était quelque peu contradictoire, donnait le droit aux vaisseaux espagnols rencontrant des bâtiments hollandais en mer ou dans les rades, de leur envoyer une chaloupe et de faire monter à bord deux ou trois personnes pour examiner les papiers du bord. Si l'on trouvait de la contre-

14. Hans. 1607, 2, 3; Décl. 1647, 22.

15. Holl. 1609, 1650, 1, 2, 3, 4, 5.

bande de guerre, elle devait être confisquée seule, sans que le navire ou le reste de la cargaison fussent saisis¹⁶.

Cette question de la contrebande des armes et des munitions se relie à celle des prises. On n'était jamais d'accord sur le principe qui devait régler les prises. Le traité de 1650 par ses articles 13 et 14, trancha la question conformément au principe que le pavillon couvre la marchandise : les marchandises hollandaises à bord de bâtiments ennemis étaient considérées comme de bonne prise, et les marchandises ennemies à bord de bâtiments hollandais étaient respectées. Ces clauses s'appliquaient par réciprocité aux Espagnols (art. 15).

Nous avons vu que le Roi d'Espagne avait pris l'habitude de réquisitionner pour son service les navires et les matelots étrangers qui se trouvaient dans ses ports. Il fut stipulé qu'il n'en aurait le droit que sous certaines conditions¹⁷. De même une vieille loi de Castille prescrivait de ne charger dans les ports les vaisseaux étrangers qu'à défaut de navires espagnols : il fut bien entendu par les privilèges des Hanséates qu'ils pourraient charger leurs marchandises sur les navires de leur choix¹⁸.

La liberté de navigation fut complétée par des avantages douaniers. Les Hanséates furent exemptes du droit de 30 % mis par le Roi Catholique sur les marchandises des étrangers non amis¹⁹. On ne devait lever aucun droit sur l'or, l'argent, le blé, les bois de construction

16. Des dispositions analogues se trouvaient dans les traités anglais (1604, 22 et 1630, 20) et à l'article 13 du Traité hanséatique de 1607 : Si une marchandise de contrebande était découverte à bord, seule elle devait être confisquée et le coupable seul puni, à l'exclusion de toute autre confiscation et de toute autre punition.

17. Hans. 1607, 16. Le Roi d'Espagne pouvait cependant louer ces navires aux capitaines en payant le frêt qu'ils exigeaient. Angl. 1604, 26, 1630, 24. Le Roi d'Espagne ne pourrait le faire sans aviser auparavant le Roi d'Angleterre. C'était là une garantie moins grande que celle dont bénéficiaient les Hanséates. Holl. 1609, 8 ; 1648, 20. Pas de réquisitions de navires, d'hommes ou de marchandises.

18. Hans. Décl. 1607, 34 ; Décl. 1647, 13.

19. Hans. 1607, 5 ; Décl. 1607, 32.

navales, les agrès, les armes et les munitions nécessaires à leur usage; ils ne payaient pas à Séville l'alcabala pour la boisson, la nourriture et les vêtements et pour les enveloppes de leurs marchandises : ils pouvaient donc vivre en Espagne à meilleur marché que les autres. Pour les marchandises de leur commerce, ils payaient 8 % d'alcabala au lieu de 10 % et 5 % d'almojarifazgo à l'entrée et à la sortie²⁰. Les fermiers des douanes étaient invités à ne pas estimer au delà de leur valeur leurs marchandises, comme on le faisait autrefois, ce qui revenait à dire que toute latitude leur était laissée pour abaisser encore les droits par ce procédé indirect²¹. Le paiement des droits d'alcabala devait se faire en marchandises, avec obligation pour les agents du fermier de rembourser en argent la valeur qui serait en surplus²². Pour le paiement de ce droit on devait les faire passer avant tout le monde, et ils pouvaient entrer librement à leur gré dans les bâtiments de la Douane²³. Quant aux Anglais ils avaient obtenu seulement par les articles 12 et 13 du traité de 1604 et l'article 11 de celui de 1630 l'exemption du droit de 30 % à l'entrée et à la sortie à condition de ne pas servir d'intermédiaire entre l'Espagne et ses ennemis. Cet avantage tomba d'ailleurs à rien après que l'Espagne eût fait sa paix avec la Hollande.

Une fois en Espagne, les étrangers pouvaient aller et venir sans contrainte et sans formalités spéciales, en employant des mules, des chevaux ou des voitures à leur gré et cela dans tout le royaume²⁴.

Leurs opérations commerciales devaient être entièrement libres, et l'on ne pouvait pas intervenir dans la fixation des prix, ce que faisait continuellement le Roi,

20. Hans. Décl. 1607, 6, 7, 8, 32.

21. Hans. Décl. 1607, 9; Décl. 1647, 23.

22. Hans. Décl. 1607, 9.

23. *Ibid.*, 5; Décl. 1647, 19.

24. Hans. 1607, 1; Décl. 1607, 10, 14; Décl. 1647, 6, 18, 24.

quand il s'agissait de ses sujets ou des autres étrangers²⁵. On ne pouvait pas plus réquisitionner leurs marchandises que leurs navires, sinon en se mettant auparavant d'accord avec eux²⁶. Ils ne pouvaient pas être forcés de passer par l'intermédiaire des courtiers (*corredores*) et, s'ils le faisaient, ce devait être de leur plein gré et en les choisissant librement²⁷. Quand un marché était conclu avec eux, il devait être exécuté et le prix payé sans tenter de le rabattre, à moins que dans un délai de trois jours l'acheteur ne se plaignît²⁸. Ils pouvaient remporter d'Espagne leurs marchandises invendues après avoir payé l'alcabala²⁹.

Sur la délicate question des métaux précieux, les Hanséates avaient d'abord obtenu en 1607 une concession, qui, lorsqu'on pense à la législation espagnole, paraît véritablement exorbitante : c'était le droit d'emporter tout l'or et l'argent provenant de leurs ventes, « car tout ce qu'ils auront amassé de monnaie d'or et d'argent leur viendra soit de l'or et de l'argent (qu'ils auront fait frapper) soit du blé, soit des munitions qu'ils auront vendues ». Ils pouvaient emporter aussi en numéraire l'intérêt de l'argent qu'ils n'auraient pas employé³⁰. Mais en 1647, Philippe IV revint en arrière et ne leur reconnut plus que le droit d'emporter le surplus non employé de la monnaie de leur pays qu'ils auraient apportée en Espagne, après l'avoir déclarée et fait enregistrer.

Mais la partie la plus importante des privilèges était peut-être celle qui concernait le statut des personnes et leur protection, car à l'abri de ces clauses pouvait se développer une contrebande insaisissable.

25. Hans. 1607, 2; Décl. 1607, 13; Décl. 1647, 25.

26. Hans. 1607, 3.

27. Hans. 1607, 4; Décl. 1607, 12; Décl. 1647, 10.

28. Hans. Décl. 1607, 16.

29. *Ibid.*, 31.

30. *Ibid.*, 35, 36.

Nous avons vu que les différentes nations étrangères avaient une tendance à former en Espagne des colonies organisées encadrées par leurs consuls et défendues à la cour par l'ambassadeur de leur souverain. Les Hanséates s'étaient vu reconnaître ce droit formellement par les deux déclarations de 1607 et 1647. Ils avaient un agent à la cour et des consuls de leur nation, nommés par la Hanse et confirmés par le Roi d'Espagne³¹. Ils pouvaient avoir aussi un juge conservateur, magistrat espagnol désigné par le Roi, et qui avait seul le droit de les juger au civil et au criminel. Cette question des juges conservateurs a donné lieu plus tard à des discussions assez vives et son importance mérite d'attirer un moment notre attention.

C'est dans le traité et la déclaration de 1607 concernant les privilèges des Hanséates qu'on trouve pour la première fois mention de juges spéciaux pour juger les procès des Hanséates entre eux ou avec les autres étrangers et avec les Espagnols³². Leur compétence s'étendait au civil et au criminel, sauf pour les procès relatifs à la perception de l'alcabala et des droits royaux, pour lesquels ils relevaient du Tesorero Mayor. Cet avantage fut limité au début à la ville de Séville et à sa banlieue dans un rayon de six lieues (Décl. 1607, 21). Les Hanséates pouvaient en profiter qu'ils fussent demandeurs ou défendeurs (*actores* ou *reos*), sauf en cas de procès avec des personnages privilégiés dans lequel ceux-ci seraient défendeurs. Dans ce cas seulement le procès devait être jugé par la juridiction dont relevait le défendeur. Les appels devaient être portés devant les tribunaux de la Hanse quand il s'agissait d'un conflit entre deux Hanséates, et devant le « conseil civil » (Audience ?) de Séville, avec appel définitif au Conseil

31. Hans. 1607, 8, 9; Décl. 1607, 43, 44; Décl. 1647, 2, 3.

32. Hans. 1607, 15; Décl. 1607, 18, 43.

du Roi pour les litiges entre un Hanséate et un autre étranger ou un Espagnol. Au-dessous d'une valeur de 100 ducats le juge conservateur devait juger sans appel. Les procès des Hanséates devaient être expédiés rapidement et sans retard³³. L'institution du juge conservateur apparaît donc comme un moyen d'assurer, dans le port le plus important pour leurs affaires, aux sujets de la Hanse, une justice plus rapide et aussi plus équitable que celle des tribunaux ordinaires, dont le formalisme, la lenteur, l'avidité et la xénophobie étaient redoutables.

Nous savons que le traité de 1607 ne fut pas appliqué strictement et nous ignorons s'il le fut sur ce point. Nous savons seulement qu'en 1633 le conseil de Camara du Conseil de Castille fut sollicité par « les étrangers de Malaga » d'établir dans cette ville un *tribunal de Consulado* qui connût de leurs causes, ce qui fut fait en échange d'une somme d'argent (*Servicio*³⁴). Ainsi l'idée avait été lancée par les Hanséates et pour Séville. D'autres la reprenaient pour Malaga et au profit de toutes les nations, non plus par une voie officielle, mais par un accord privé avec les autorités espagnoles. En 1645, le consul anglais d'Andalousie, Ricarte Antonio (*sic*) obtint de la Camara de Castille, de la même manière, au prix de 2.500 ducats de plate, un juge conservateur pour ses compatriotes dans les villes de Séville, Malaga, Cadix et Sanlucar de Barrameda. Les juges de Malaga, Cadix et Sanlucar n'étaient que des délégués de celui de Séville. Ce dernier devait être nommé par les marchands anglais qui devaient payer son salaire. D'après la cédule du 19 mars 1645 la compétence de ce juge s'étendait à tous

33. Hans. 1607, 22, 23, 24, 25.

34. Simancas, Estado, 4191, d'après un résumé sans titre ni date, mais remontant probablement à 1673 des résolutions du Roi touchant les consuls et les juges conservateurs depuis 1631.

les procès où les Anglais étaient impliqués, qu'ils fussent demandeurs ou défendeurs (*con fuero activo y pasivo*). Mais l'Audience de Séville fit des objections et il fallut que les Anglais offrissent encore 1.500 ducats pour obtenir une deuxième cédula au mois de novembre 1645 qui réduisit la compétence aux cas où les Anglais seraient défendeurs (*reos convenidos*). Les appels étaient portés au Conseil d'Etat³⁵.

Les arrangements de 1633 à Malaga et de 1645 en Andalousie étaient purement privés. Ils furent exécutés, tandis que le traité de 1607 avec les Hanséates restait lettre morte. Ceux-ci obtinrent un deuxième traité, comme nous l'avons vu, en 1647, qui fut précisé la même année par une déclaration du Roi, dans laquelle nous retrouvons les clauses sur le juge conservateur³⁶.

C'est ainsi que s'introduisit peu à peu dans la justice espagnole l'institution du juge conservateur, qui exerçait sur des étrangers une juridiction exceptionnelle et exclusive. Nous avons quelques preuves de son fonctionnement réel : par cédula du 26 juin 1645 le Roi nomma juge des Anglais D. Francisco de Medrano, qui était juge à l'Audience de Séville et qui fut remplacé le 22 novembre 1648 par D. Jerónimo del Puyo Araciél, qui siégeait au même tribunal³⁷. Nous savons qu'à Sanlucar un certain D. José de Bracamonte paya 33.000 réaux de vellon la charge de *protector de naciones* et qu'il présenta son titre de propriété au conseil municipal le 23 novembre 1646³⁸. En 1649, D. Diego Serrano

35. Simancas, Estado, 7,601; note non datée se rapportant à une note de l'évêque de Rennes, ambassadeur de France du 8 mai 1745. Voir aussi Madrid, A. H. N. Estado, 661, consulte du 13 septembre 1712. *Ibid.*, Estado, 611, *Resumen de lo que a pasado en la conservaduria de la nación francesa*. *Ibid.*, Estado, 619, minute de la consulte du 16 juin 1714 de la *Junta de dependencias de los Franceses*.

36. Décl. 1647, 11, 15, 26, 27, 28.

37. La cédula se trouve dans A. E. Corr. polit. Espagne, 27, fol. 517.

38. Guillamas y Galiano, *Historia de Sanlucar*, p. 236.

y Trillo, *oidor* de l'Audience de Grenade, fut nommé juge des Hanséates et des Hollandais pour Grenade et Malaga³⁹.

Cette juridiction exceptionnelle semble avoir fonctionné avec intensité, car il y eut tellement de réclamations de la part des étrangers à propos de contraventions commises contre les traités, que beaucoup de procès se trouvèrent pendants, les uns au Conseil de Castille, les autres au Conseil de Guerre, qui les recevaient en appel, sans que leur compétence fût bien délimitée. Cette compétence pour les appels finit par être attribuée au Conseil d'Etat en 1655 pour tous les procès jugés par les juges conservateurs, après que tous les titres de juges eussent été ramassés par mesure générale pour être réexpédiés par ordre du Roi par la voie du Conseil d'Etat⁴⁰.

Mais si cette institution semblait bien vivante, on peut observer que c'est surtout en vertu des arrangements particuliers conclus par les étrangers à titre onéreux, plutôt qu'en vertu du traité solennel conclu avec les Hanséates. Les privilèges obtenus par ceux-ci ne semblent pas avoir été beaucoup plus observés après 1647 qu'après 1607. En 1652 une cédula du 30 mars fut expédiée pour ordonner qu'on respectât leurs privilèges. Un document de 1661 affirme que le plus ancien titre de juge conservateur accordé aux Hanséates en vertu des traités date de 1658⁴¹.

Non seulement les étrangers avaient obtenu des dé-

39. Simancas, Estado, 4191.

40. *Ibid.* Voir le résumé sans titre de 1673, cité plus haut, des résolutions du Roi touchant les consuls et les Juges conservateurs.

41. Madrid, A. H. N. Estado 619, minute de consulte du 16 juin 1714. Sévilla s'opposa, paraît-il, à l'observation des privilèges des Hanséates et les fonctionnaires du Roi n'exécutèrent pas les traités en invoquant contre eux la loi de *Parida*, c'est-à-dire la vieille législation castillane. On faisait valoir non sans raison que ces privilèges risquaient de détruire le commerce des Espagnols.

fenseurs mais encore leur statut personnel avait été précisé : les Hanséates et les Anglais avaient obtenu de n'être pas inquiétés pour leur religion⁴². Les Hanséates ne pouvaient pas être arrêtés hors de la présence du juge conservateur ou de son représentant et cela seulement pour des motifs importants, seul le juge conservateur pouvait exécuter le jugement⁴³. Ils jouissaient du droit de propriété foncière, ayant le droit de construire des maisons et des boutiques, qui étaient exemptes du logement des gens de guerre⁴⁴. Leurs maisons et leurs boutiques étaient inviolables, et les magistrats ordinaires ne pouvaient pas plus les visiter sans contrôle que leurs navires, privilège capital, qui les mettait à l'abri de bien des exactions, et qui favorisait ceux qui voulaient frauder. Pour qu'une visite pût avoir lieu il fallait que la justice eût des soupçons sérieux et que le juge conservateur ou son représentant y assistât. Dans un seul cas, quand un malfaiteur en fuite se réfugiait chez eux, la justice pouvait pénétrer immédiatement dans leur domicile⁴⁵. On a vu plus haut que la répression de la fraude était limitée à la confiscation de la marchandise frauduleuse et à la punition du coupable; les Anglais avaient obtenu en outre par la cédule de 1645 la suppression de la prison préventive en cas de dénonciation. De même on avait pris l'habitude de leur faire produire leurs livres dans les procès, ce qui entraînait des vexations infinies : par la cédule de 1645 le Roi donna aux Anglais le droit de ne jamais s'en dessaisir. Ils pouvaient les garder chez eux et les montrer là seulement, et pour les passages qu'on leur demandait d'examiner, sans qu'on pût rien faire d'autre.

Quand ils étaient établis en Espagne, les Hanséates

42. Angl. 1604, 21; Angl. Décl. 1605; Hans. 1607, 14; Angl. 1630, 19.

43. Hans. Décl. 1607, 26, 27; Décl. 1647, 29.

44. Hans. Décl. 1607, 28; Décl. 1647, 1.

45. Hans. Décl. 1607, 19 et 20; Décl. 1647, 12, 16.

étaient exempts de toutes charges civiles, comme les tutelles, curatelles et autres charges personnelles ou patrimoniales, et de toutes charges publiques, comme les impôts de *servicio* ordinaire et extraordinaire, ainsi que du service militaire sur terre et sur mer⁴⁶. Les Anglais s'étaient assurés en 1645 un privilège analogue, peut-être encore plus complet, puisqu'ils étaient exempts de toutes charges de receveurs, trésoriers, et autres fonctions touchant aux finances, et que le Roi d'Espagne s'interdisait de leur réclamer des emprunts, des dons, ou des souscriptions de rentes (*juros*) et de prendre leurs revenus, leurs chevaux et leurs esclaves.

Quand les étrangers mouraient, l'inventaire de leurs biens était fait par les soins du consul et de deux anciens de la colonie, d'accord avec le juge conservateur, puis on mettait les scellés et l'héritage était remis plus tard aux héritiers⁴⁷.

Enfin en cas de rupture de leur pays avec l'Espagne ils avaient un certain délai pour retirer leurs biens du pays et en sortir eux-mêmes, et ils n'avaient à redouter aucun séquestre et aucune représaille⁴⁸.

Tel était le corps de privilèges qui s'était constitué peu à peu en faveur des étrangers et par la collaboration de divers peuples. D'après la déclaration de 1647, signée en faveur des Hanséates par Philippe IV, ils devaient toujours être interprétés à leur profit. Les Hanséates paraissent les plus favorisés. Les clauses sur la liberté du trafic, mais surtout leur statut personnel, et en particulier les articles sur la visite des navires et celle des maisons et des boutiques, leur donnaient un énorme avantage

46. Hans. Décl. 1607, 29; Décl. 1647, 4 et 5.

47. Hans. 1607, 15; Décl. 1607, 30; Décl. 1647, 17; Angl. 1604, 23; 1630, 21.

48. Hans. Décl. 1607, 37, 38; Décl. 1647, 9, 30; Angl. 1604, 22; 1630 20. Le délai avait été fixé pour les Hanséates à un an en 1607 et un an et demi en 1647, et pour les Anglais dans leurs deux traités à six mois

sur leurs concurrents espagnols et sur les étrangers non privilégiés. Les Anglais jouissaient en Espagne de droits analogues, mais il n'était question pour eux ni de l'inviolabilité du domicile, ni de la limitation du droit de visite sur leurs navires. Mais c'étaient les Hollandais qui avaient peut-être ouvert la brèche la plus large dans la législation espagnole : outre des précisions très avantageuses concernant la contrebande de guerre, ils avaient obtenu, par les articles 7 du traité de trêve de 1609 et 16 et 17 du traité de paix de 1648, la clause du traitement de la nation la plus favorisée, clause redoutable pour l'Espagne, qui allait faire de tous les privilèges un seul bloc et mettre automatiquement dans la main des plus forts les armes accordées parfois inconsidérément à de plus faibles. L'Espagne perdit ainsi le contrôle des étrangers sur son territoire. Il lui fut de plus en plus difficile de réprimer la fraude et d'enrayer sa décadence économique.

Il ne faudrait pas croire cependant que tous ces textes de traités eussent été appliqués rigoureusement et complètement dès leur signature. Les autorités secondaires, guidées par le souci de leurs intérêts, et le gouvernement lui-même semblent avoir respecté les privilèges dans la mesure où ils ne pouvaient pas faire autrement. Les Hanseates qui n'étaient pas une grande puissance politique, n'avaient obtenu leurs avantages qu'en fonction de la haine espagnole contre la Hollande; une fois la paix faite avec les Provinces-Unies, l'Espagne n'eut plus intérêt à les favoriser. Il en fut de même pour les Anglais. Les arrangements les plus solides et les mieux exécutés furent donc, moins les traités solennels que les contrats privés, obtenus à titre onéreux d'une administration besogneuse par les colonies étrangères. Le type de ces arrangements est celui que conclut en 1645 le consul anglais d'Andalousie, et qui semble avoir été mieux respecté que

les deux traités hanséatiques⁴⁹. Mais même si l'observation des traités était imparfaite, l'existence des traités fournissait une arme à ceux qui auraient la force de s'en servir. Les Anglais « qui étaient forts en la mer », comme disait autrefois du Fargis, en tiraient profit. Les Hollandais, qui étaient alors la plus redoutable puissance maritime et commerciale, surent les utiliser et c'est peut-être à cela qu'il convient d'attribuer l'extraordinaire développement de la pénétration économique étrangère après 1648.

Efforts de la France pour améliorer sa position juridique.

Voilà ce qu'il faut savoir pour se rendre un compte exact de la situation de la France en Espagne. Tous ses progrès elle les a réalisés sous le régime du droit commun et souvent en pleine guerre. La guerre d'ailleurs n'était pas un obstacle absolu pour elle, car elle pouvait recourir aux bons offices des Hanséates, des Anglais ou des Hollandais. On peut expliquer en partie par là la croissance extraordinaire du commerce français en Espagne à partir de 1635 et surtout de 1648. Cependant il y aurait eu pour la France un intérêt majeur à sortir de cette situation juridique inférieure et à devenir comme d'autres une nation privilégiée. Le 8 avril 1624, l'ambassadeur du Fargis écrivait au secrétaire d'Etat d'Herbault : « Il y a chaque jour contre eux (les fonctionnaires inférieurs espagnols) mille plaintes entre lesquelles les miennes sont d'ordinaire les moins considérées, pour

49. Ce qui explique ce fait, c'est que les Anglais devaient payer tous les quinze ans le droit de *media anata* pour une valeur d'abord fixée à 35.150 maravedis, puis par la cédula de novembre 1645, à 21.093 reales de plata. Les Anglais payèrent cinq fois la *media anata*, ce qui représente une période de soixante-quinze ans. Le Trésor espagnol était donc intéressé à l'observation des privilèges (Madrid, A. H. N. Estado, 619, minute de consulte du 16 juin 1714).

*n'avoir pas le fondement des traités particuliers et fort bien expliqués pour ce regard qu'ont les Anglais et avaient les Hollandais pendant la trêve*⁵⁰... » C'est pourquoi, dès cette époque, Richelieu se préoccupa d'améliorer le statut du commerce français en Espagne.

Quand les difficultés politiques relatives à la Valteline furent réglées avec l'Espagne par le traité de Monçon, l'heure lui parut venue de négocier sur le terrain commercial. Notre ambassadeur à Madrid, le sieur du Fargis, comte de la Rochepot, reçut donc à la fin de 1626 une documentation détaillée sur les vexations que les Français subissaient partout. Il existe aux Archives des Affaires étrangères à Paris des traces de ce dossier : nous avons notamment deux mémoires, l'un intitulé *Mémoire sur les vexations que les marchands français souffrent en Espagne sur le fait du commerce*, qui a été visiblement rédigé en France, l'autre *La différence qu'il y a du traitement que les Français reçoivent en Espagne et Flandres d'avec celui que les Espagnols et Flamands reçoivent en France*, qui semble avoir été rédigé par l'envoyé français à Bruxelles. Un troisième est intitulé *Articles que le comte de la Rochepot, ambassadeur de France, propose par ordre particulier du Roi Très-Chrétien, son seigneur, à Sa Majesté Catholique, pour l'établissement du trafic et commerce des sujets des deux couronnes*. C'est la traduction d'une note diplomatique dont nous possédons par ailleurs le texte espagnol⁵¹. Ces documents sont marqués de la même écriture par des lettres de classement, A pour les *articles* de la Rochepot, C pour le *mémoire sur les vexations*, et H pour celui de l'envoyé de Bruxelles. D'après les allusions que contiennent ces trois textes on peut da-

50. A. E. Corr. polit. Espagne, 13, fol. 253.

51. *Ibid.*, Espagne, 12, fol. 384-389. Le texte espagnol se trouve dans Espagne, 14, fol. 403-408, un autre exemplaire au fol. 426. Le *mémoire sur les vexations* est dans Espagne, 12, fol. 390, 392, le *mémoire* de l'envoyé de France dans Bruxelles se trouve dans Espagne, 14, fol. 312-315.

ter le dossier de la fin de 1626, postérieurement au 19 octobre. Il y eut sans doute d'autres pièces annexes, mais elles ne nous sont pas parvenues.

Les demandes de la France furent les suivantes :

I. Quand les Français seraient surpris à faire sortir des métaux précieux ou d'autres objets dont l'exportation serait interdite, qu'on ne procédât pas contre leurs personnes et leurs biens, mais qu'on se bornât à confisquer ce qui aurait été appréhendé.

II. Suppression pour les vaisseaux français des clauses de l'acte d'établissement de l'Almirantazgo qui étaient contraires à la liberté du commerce : par exemple celle qui prescrivait la confiscation du navire et de la cargaison quand on trouvait à bord des marchandises hollandaises.

III. Suppression pour les Français de la clause interdisant de monter des vaisseaux construits en Hollande, à condition qu'ils puissent justifier qu'ils en étaient vraiment propriétaires.

IV. Les Français ne seraient plus obligés de donner caution en partant d'Espagne qu'ils n'iraient pas porter leur cargaison aux Hollandais.

V. Suppression de la visite faite en mer des vaisseaux français par les vaisseaux espagnols. Les Espagnols devaient se contenter de pièces justificatives établissant la nationalité française du navire.

VI. En cas de saisie de marchandises de contrebande destinées aux Français d'Espagne, l'Almirantazgo ou les corsaires de Saint-Sébastien devaient les délivrer sous caution à leurs destinataires, en attendant qu'on vérifiât le bien ou mal-fondé de la saisie.

VII. Les fonctionnaires de l'Almirantazgo ne devaient pas pouvoir, sur les vaisseaux français, arrêter les personnes, saisir les papiers, ouvrir les ballots (sauf à la douane); ils pouvaient visiter les vaisseaux et, en cas

de saisie de contrebande, ils devaient procéder comme il est dit à l'article II. Il en était de même pour les autres fonctionnaires espagnols.

VIII. Aucun navire, ni rien dans le matériel naval, les vivres, les marchandises appartenant aux Français ne devait être réquisitionné pour le service du Roi catholique sans le consentement des propriétaires et sans en payer le prix fixé d'accord avec eux.

IX. Aucun juge ou fonctionnaire ne devait pouvoir visiter les maisons des Français, les emprisonner, saisir leurs biens, prendre leurs papiers, sans qu'il y eût auparavant enquête suffisante à la requête de parties, on ne devait admettre aucune dénonciation sans que le dénonciateur donnât caution. Ces conditions étant réalisées, si l'on saisissait les biens, le propriétaire pouvait toujours se les faire rendre sous caution. Le dénonciateur convaincu d'erreur devait être condamné à des dommages-intérêts et aux frais du procès.

X. Droit pour les Français négociant en Espagne de tenir leurs livres et d'écrire leur correspondance en français.

XI. Les Français étaient exemptés de l'obligation d'enregistrer leurs marchandises à l'entrée en Espagne, et de donner caution d'en employer le prix, dans le délai d'un an, en fruits de la terre (loi du 1^{er} février 1626).

XII. Même exemption vis-à-vis de la loi nouvelle qui ordonnait aux marchands de vendre aux prix de l'année 1624.

XIII. Au conseil d'Etat, au conseil de Guerre et au conseil de l'Almirantazgo il devait y avoir une séance par semaine réservée aux procès des Français, pour éviter de faire traîner indéfiniment les procès.

XIV. Le Roi de France pouvait nommer des consuls dans tous les ports et partout où il voudrait, comme son ambassadeur l'avait déjà demandé.

XV. Pour la conservation de ces articles et de tous autres il devait y avoir à Séville et tous autres endroits, un juge privatif, on devait appeler de sa sentence directement au Roi.

Ces quinze articles constituaient un projet de traité de commerce qui s'inspirait visiblement du traité anglais de 1604 et peut-être du traité hanséatique de 1607. C'est l'époque où Richelieu commence à avoir l'attention attirée vers la marine et le commerce : la création de la compagnie du Morbihan est de 1625 et c'est en 1626 que le Cardinal se fit nommer « Grand maître, Chef et Surintendant de la navigation et du commerce ». Nous avons une lettre à lui adressée par du Fargis, le 19 janvier 1627, d'où il résulte qu'il avait demandé à l'ambassadeur des mémoires sur le commerce d'Espagne pour se documenter⁵². Nous en possédons un de ce dernier daté de 1628⁵³. Cette nouvelle orientation de l'activité du Cardinal fit alors sensation en Europe : « Le bruit de vos compagnies, écrivait du Fargis le 20 novembre 1626⁵⁴, n'y donne point tant dans la vue de cette nation que la conduite que Monseigneur le Cardinal de Richelieu en a prise; ils croient qu'il a le cœur français et la tête espagnole, qu'il est haut en ses entreprises et ferme en exécution. La place qu'il tient dans la cour leur donne d'autant plus de crainte qu'ils présument aisément qu'il y a peu d'apparence qu'il en eût pris le soin, s'il n'eût vu l'esprit de son maître disposé à reprendre sur mer la puissance que ses voisins ont usurpée, à la honte et à l'oppression de ses sujets. » Le projet de traité de commerce pour redresser la situa-

52. A. E. Corr. polit. Espagne, 15, fol. 3.

53. *Ibid.*, fol. 224-231. Il se présente sous la forme de la réponse à un questionnaire. Nous l'avons déjà cité plus haut.

54. Voir Paris, A. N. Marine B7, 484, fol. 126. Il y a plusieurs extraits de lettres d'ambassadeurs de la fin de 1626 qui rapportent l'émotion ressentie à l'étranger.

tion des Français d'Espagne fait donc partie d'un ensemble destiné à donner à la France dans le domaine économique le rang que le Cardinal s'efforçait de lui assurer dans le domaine politique.

Mais la cour l'Espagne était si experte à traîner les choses en longueur, le Cardinal avait tant d'affaires sur les bras, et surtout les relations franco-espagnoles devinrent peu à peu si mauvaises, que cet arrangement commercial ne put se conclure. La guerre survint sur ces entrefaites en 1635, et pendant plusieurs années il n'en fut plus question.

Les origines des clauses commerciales du Traité des Pyrénées

La guerre tourna contre l'Espagne. La victoire française offrit enfin à Mazarin l'occasion de régler de façon avantageuse, par un traité solennel, la situation du commerce français dans la Péninsule. Les historiens qui ont étudié jusqu'ici les négociations de cette époque ont laissé dans l'ombre tout ce qui n'est pas la grande politique. Aussi bien cette dernière occupe-t-elle dans les préoccupations des diplomates une place prépondérante. Mais il ne faudrait pas croire que le problème économique y a été complètement négligé. Par certains côtés le traité des Pyrénées est un véritable traité de commerce inclus dans un traité politique. La diplomatie française se montra sur ce point très attentive, et, si les documents sont rares pour nous retracer les péripéties de ces négociations, c'est que la résistance espagnole fut moins forte là qu'ailleurs.

Il n'est pas inutile de rappeler les étapes de cette longue lutte diplomatique, qui suivit parallèlement pendant plusieurs années la lutte militaire. Dès le 25 décembre 1641, par le traité de Hambourg, les belligérants

s'étaient entendus pour entamer des négociations de paix et organiser le futur congrès. Mais ce dernier ne se réunit effectivement dans les villes de Munster et d'Osnabrück que le 10 avril 1644. En ce qui concerne la France et l'Espagne la négociation finit par aboutir en mars 1646 à un accord partiel, et à ce moment on put se croire en France près de conclure. Mais l'Espagne cherchait moins à signer une paix qu'à détacher la Hollande de l'alliance française, ce qu'elle parvint à réaliser en concluant avec les Etats-Généraux, la paix séparée du 30 janvier 1648. Ce succès fut d'ailleurs contrebalancé aussitôt par un succès français autrement important, la paix entre la France et l'Empereur, qui abandonna l'Espagne par le traité du 24 octobre 1648, connu sous le nom de traité de Westphalie. La première phase de la négociation franco-espagnole se termina aussitôt après le traité hollandais : les Etats-Généraux, agissant comme médiateurs entre leurs anciens ennemis et leurs anciens alliés, ne purent réussir à lever les dernières difficultés, et les plénipotentiaires espagnols se retirèrent de Munster au début de 1648. Néanmoins ce premier travail est très important : une base de négociation avait été trouvée, et, en ce qui concerne les clauses commerciales, une grande partie des conditions définitives fut acquise à cette époque.

Dans la suite on essaya de renouer la négociation à diverses reprises et en divers lieux, à Paris, à Bruxelles, à Cambrai, mais l'Espagne comptant sur les troubles intérieurs de la France, résista avec ténacité aux exigences de Mazarin. Certains revers français d'ailleurs l'y encouragèrent, et à un moment même, à la fin de 1649, elle alla jusqu'à revenir sur les conditions déjà acceptées à Munster. En réalité le second pas ne fut fait qu'une fois la Fronde terminée et l'alliance franco-anglaise conclue, lors de la mission de Lionne à Madrid

en 1656. Un troisième progrès, le plus important, fut accompli par la négociation de Pimentel à Paris de février à mai 1659, cette fois on aboutit à la signature d'un texte presque complet. Enfin la quatrième et dernière étape est représentée par la négociation de Mazarin et de Don Luis de Haro dans l'île des Faisans. Pour ce qui regarde les clauses commerciales les étapes importantes sont la négociation de Madrid en 1656 et celle des Pyrénées au mois d'août 1659⁵⁵.

Nous avons peu de documents sur les prétentions de la France en matière économique et sur les fluctuations qu'elles purent subir au cours de ces longs débats. Nous en avons moins encore sur les discussions auxquelles elles donnèrent lieu. Ce silence des documents s'explique par le fait que les Espagnols n'accordèrent en somme aux Français que des privilèges dont jouissaient déjà d'autres nations, ce qui leur rendit les concessions plus faciles. De plus l'éducation économique de leurs plénipotentiaires était médiocre et ils avaient l'esprit beaucoup plus attentif aux questions politiques qu'aux questions commerciales. Les plénipotentiaires français au contraire semblent avoir été plus documentés, avoir présenté leurs demandes avec habileté et ils obtinrent sans beaucoup de discussion des résultats très importants.

En 1646, au moment où l'on croyait approcher d'une

55. Voir l'introduction de l'ouvrage de Valfrey, *Hugues de Lionne, ses ambassades en Espagne et en Allemagne, la paix des Pyrénées*, Paris, 1881; *Histoire des Traités de paix et autres négociations du XVII^e siècle*, Amsterdam, 1755, in-fol, tomes I et II *passim*. A propos des négociations de Lionne à Madrid en 1656 il est dit (II, 141) : « M. de Lionne divisa ensuite les articles en trois classes. Il unit dans la première ceux qui avaient été arrêtés à Munster et qui étaient d'un avantage ou désavantage commun, comme la cessation des hostilités, le rétablissement du commerce et autres semblables sur lesquels il ne pouvait pas y avoir de difficultés, il mit dans la seconde ceux qui concernaient le Portugal, la Catalogne, la Lorraine et les conquêtes et y ajouta pour cinquième les intérêts du prince de Condé, et dans la troisième les autres points moins importants et qu'il était néanmoins nécessaire d'ajouter... »

conclusion, Mazarin consulta des gens compétents dans les affaires de commerce. Nous en avons la preuve dans un mémoire, intitulé *Articles touchant le commerce et navigation entre France et Espagne*, qui fut remis au Roi à Fontainebleau au mois de septembre par un M. de Saint-Pé⁵⁶. Il y a sans doute quelque rapport entre le personnage et un sieur « Juan de San Pé » dont la nomination vers 1616 comme consul à Lisbonne avait donné lieu à un incident entre la France et l'Espagne. Quoi qu'il en soit il semble très au courant des affaires dans la Péninsule. Ce mémoire nous éclaire assez bien sur les désirs des commerçants français, et il dut étayer de façon précise les demandes des plénipotentiaires.

Il comprend sept articles et se présente sous la forme d'un texte de traité. L'article I stipulait le rétablissement de la paix et du libre commerce en deçà du tropique du Cancer; en outre la révocation des représailles ordonnées lors de la rupture et la restitution des biens séquestrés de part et d'autre. L'article II traitait à fond la question des consuls : ils devaient être nommés par le Roi de France et confirmés par le Roi d'Espagne, ils devaient être les « protecteurs et les directeurs du commerce et navigation » des Français et des étrangers navigant sous pavillon français; ils les jugeaient dans leurs différends, ils jouaient le rôle d'officiers publics ayant un greffier et un notaire consulaire pour dresser toutes les procédures et passer toutes les écritures, tant publiques que privées, ils assuraient aux capitaines et aux marchands les services d'un interprète. Ils devaient

56. A. E. Corr. polit. Espagne, 25, fol. 352-354. Sur le dernier feuillet au verso ce document porte la mention suivante : *Mémoire de plusieurs choses concernant le commerce examinées pour en insérer quelque chose dans le traité de paix entre France et Espagne. Donnée par M. de Si-Pé en septembre 1646 à Fontainebleau*. Sur l'incident de 1616, voir une note de l'ambassadeur de France d'avril 1621 et deux minutes de consultes du Conseil d'Etat de Madrid, l'une de 1616, l'autre du 24 juillet 1620 (Simancas, Estado, 2867).

être libres de percevoir leurs droits et émoluments et d'exercer leurs fonctions sans obstacle, et jouir, en leur qualité d'officiers publics « de tous les privilèges et franchises de quoi jouissent par le droit des gens tous ambassadeurs et résidents ».

L'article III prenait des précautions contre les excès des fonctionnaires de l'Almirantazgo, du Contrabando et de la Douane : visites de navires, pose de gardes à bord aux frais des marchands, condamnation de marchandises de France sous prétexte qu'elles sont de provenance ennemie, obligation pour les navires réfugiés dans les ports par mauvais temps ou pour fuir les corsaires de décharger leurs cargaisons ou de donner caution du paiement ultérieur des droits. Désormais toutes ces pratiques devaient être interdites. Si à l'entrée ou à la sortie on trouvait des marchandises, de l'argent ou des pierres précieuses non déclarées, ces objets devaient être confisqués seuls à l'exclusion du reste et sans qu'il y eût de peine corporelle contre les personnes. Enfin les vaisseaux de guerre espagnols devaient s'abstenir de molester les vaisseaux de commerce français en mer ou dans les ports.

L'article IV était relatif à la liberté et à la sécurité des transactions. Les Français devaient pouvoir circuler, acheter et vendre librement sans se voir imposer de prix ou l'intermédiaire de courtiers. Ils devaient être exemptés de l'obligation de rapporter sous caution une attestation du lieu où ils auraient porté les marchandises tirées d'Espagne. On ne pourrait exiger la production de leurs livres et papiers. Les affaires relatives à leurs créances en Espagne devaient être jugées par les consuls de France, nonobstant tout privilège contraire. Comme les importations françaises dépassaient les importations espagnoles en France, on reconnaissait aux Français le droit de faire la moitié de leurs retours en or et en argent

moyennant 2 % de droits de sortie; pour les retours des blés, ils pouvaient le faire entièrement en argent, sans payer de droits, « ainsi qu'il est accoutumé ».

Par l'article V on mettait obstacle à l'abus de la réquisition des vaisseaux et des marchandises pour le service du Roi d'Espagne. Pour limiter les dénonciations et les emprisonnements arbitraires qui en résultaient, il était stipulé que le dénonciateur devait fournir deux témoins ou une bonne caution garantissant le paiement de dommages-intérêts en cas d'erreur. L'accusé devait être jugé en présence du consul de France, qui avait voix délibérative et un délai de trois jours pour examiner les faits entre l'instruction et le jugement. L'accusé pouvait être mis en liberté sous caution; à défaut de caution il devait pouvoir garder dans sa prison ses livres et papiers pour faire ses comptes; ses biens devaient être administrés par deux de ses amis selon ses ordres.

L'article VI stipulait qu'en cas de mort *ab intestat*, le consul devait dresser l'inventaire des biens et les faire déposer entre les mains de personnes solvables choisies par la nation pour les faire remettre aux ayants droit.

Enfin l'article VII prévoyait le cas de rupture de la paix: il donnait six mois aux consuls et aux marchands des deux nations pour se retirer avec leurs biens, leurs femmes, leurs enfants et leurs serviteurs. Pendant ce délai ils ne devaient pas être inquiétés, et à la fin ils devaient recevoir les passeports nécessaires à leur voyage par terre ou par mer.

Ce projet de traité reproduit dans leurs traits essentiels les *Articles* de la Rochepot de 1626. On y retrouve également le souvenir des traités anglais et hanséate. Certains points pourtant sont précisés avec plus de détails, comme l'institution et les pouvoirs des consuls; d'autres sont plus négligés, comme la question de la visite des maisons et celle du juge conservateur dont on ne

parle pas. Mais l'esprit de tous ces documents reste le même et les garanties qu'auraient données aux Français les Articles de M. de Saint-Pé sont analogues à celles qu'avaient obtenues les Anglais et les Hanséates.

Il faut considérer le mémoire de Saint-Pé comme un modèle dont, à Munster, les plénipotentiaires se sont manifestement inspirés, mais les articles sur lesquels ils tombèrent d'accord sont moins précis et moins étendus. Ces articles sont ceux qui figurent dans le texte définitif sous les numéros V, VI, VII, VIII, IX, XXIII et XXVI, ce dernier sous une forme différente. Par contre un des articles signés à Munster et relatif aux marchandises de contrebande, a disparu dans le texte définitif pour être remplacé par plusieurs articles plus détaillés. Voici les résultats auxquels on est arrivé à Munster⁵⁷.

L'article V stipulait la liberté pour les marchands des deux nations d'aller, venir, demeurer, trafiquer et s'en retourner librement en se conformant aux lois et en payant les droits. Ils devaient être « soutenus et défendus » comme les naturels du pays. C'est une clause classique, qu'on retrouve dans tous les traités, même les plus anciens.

L'article VI était, pour les Français l'article capital : ils devaient jouir en Espagne et dans les autres Etats espagnols des mêmes privilèges que les Anglais, ils ne devaient pas payer de plus grands droits que ceux qui

57. Sur la concordance des articles définitifs avec ceux des différents projets, voir dans A. E. Mém. et Doc. Espagne, 53, fol. 53 et suiv. une note qui accompagne les *Articles de la paix comme ils doivent être présentés par M. de Lionne à Madrid* (à la suite des instructions du 1^{er} juin 1656. Ne figurent pas dans le volume des *Instructions aux ambassadeurs*). Cette note a été certainement écrite après la paix des Pyrénées. On peut se rendre compte également de l'origine de chacun des articles du traité définitif dans Dumont (*Corps diplomatique*) qui indique si chaque article figurait dans le texte de Munster, dans les instructions à Lionne de juin 1656, dans le texte signé à Paris, le 4 juin 1659, ou seulement dans le traité définitif.

étaient payés par les Anglais avant la rupture, ou que payaient présentement les Hollandais ou autres étrangers le plus favorablement traités. Ce traitement était accordé par réciprocité aux sujets du Roi Catholique en France. mais il profitait surtout aux Français d'Espagne. C'est la clause de la nation la plus favorisée, clause de sauvegarde, qui permettait de remédier à tout oubli, et de maintenir privilégiée la situation des Français quelles que fussent les modifications à venir dans le régime des étrangers en Espagne. A la rigueur cet article aurait pu suffire, mais les plénipotentiaires français trouvèrent bon de le préciser par les articles suivants :

Un des abus les plus désastreux pour le commerce était l'habitude qu'avaient prise les juges espagnols de faire supporter en cas de fraude aux personnes et aux biens la peine du délit. La peine pouvait être ainsi disproportionnée, et surtout des gens innocents, qui avaient confié leurs biens à l'auteur de la fraude, se trouvaient entraînés dans sa ruine. Les Anglais et les Hollandais s'étaient mis à l'abri de ce danger. L'article VII précisa que les Français sur ce point seraient traités comme eux, et que les procès et recherches relatives à cet objet seraient arrêtés.

L'article VIII autorisait les Français à emporter le prix de vente de leurs blés, comme cela se pratiquait avant la guerre. Ce n'est là que le retour à une tradition, précieuse pour les Français, car c'était le seul moyen légal qu'ils avaient de faire sortir d'Espagne de l'or et de l'argent. Les plénipotentiaires n'avaient pas osé revendiquer, ou pu faire accepter le droit, demandé par M. de Saint-Pé (art. IV), de faire sortir en argent la moitié de la valeur de leurs retours.

L'article IX précise également l'interdiction pour l'Espagne de réquisitionner les bâtiments, les équipages, les marchandises et les denrées des Français, pour quel-

que cause que ce soit, sauf avec leur consentement et en payant comptant ce qu'ils demanderaient. On exceptait naturellement de cette clause les saisies, et les arrestations prononcées par arrêt de justice pour dettes ou obligations valables. C'était là un vieil abus dont souffraient tous les étrangers et particulièrement les Français.

L'article XXIII était relatif aux actions intentées pour prises, dépouilles et représailles. Elles devaient être renvoyées devant les tribunaux de la nationalité du défenseur.

Enfin l'article XXVI était relatif à l'institution des consuls. Il était beaucoup plus vague que celui que prévoyait M. de Saint-Pé. Il n'était pas question notamment d'assimiler les consuls aux agents diplomatiques et l'on ne précisait ni leur mode de nomination ni leurs attributions, on se contentait de se référer à l'usage antérieur.

Nous avons vu que le second effort important fait en vue de la paix fut la mission de Lionne à Madrid en 1656. Sur les affaires de commerce, voici comment s'exprimaient les instructions du 1^{er} juin 1656 qu'on lui donna : « L'on peut présupposer avec raison que la plupart des articles du traité de paix concernant le commerce, la cessation des hostilités et représailles, la restitution dans les biens, et autres semblables qui ont été ajustés ci-devant à Munster, subsistent encore, puisqu'ils sont presque conformes à ceux des traités précédents, et qu'il n'y a eu de changement que pour s'accommoder au temps présent et remédier à quelques désordres qui sont arrivés depuis ce temps-là... » Dans les *Articles de la paix comme ils doivent être présentés par M. de Lionne à Madrid*, qui sont annexés aux instructions du 1^{er} juin figurent donc les articles de Munster que nous venons d'analyser. Mais ils sont complétés par des articles nouveaux, qui sont passés généralement tels quels dans le

texte définitif sous les numéros XXII, XXIV, XXV et XXVII. Un seul de ces nouveaux articles est tombé : il traite du droit de visite des vaisseaux en mer et dans les ports, mais il a été repris et étendu dans la négociation des Pyrénées. Il semble que ces articles nouveaux aient été admis dès 1656, car si on les retrouve tels quels dans le texte établi par Pimentel à Paris en mai 1659, on n'en trouve à cette époque aucun autre nouveau. La négociation de mai 1659 n'a donc fait qu'entériner au point de vue commercial les résultats acquis en 1656. Voici quels résultats a apportés l'effort de Lionne à Madrid.

L'article XXII stipulait la restitution des marchandises confisquées à la déclaration de guerre et le règlement des dettes privées, sauf dans certains cas. L'article XXIV prévoyait le cas de rupture et accordait six mois aux marchands pour retirer librement leurs effets et se retirer eux-mêmes où ils voudraient. Par l'article XXV il leur était permis de choisir les avocats, notaires et hommes de loi qu'ils voudraient et de tenir leurs livres et leur correspondance dans la langue qui leur conviendrait. Enfin l'article XXVII suspendait toutes lettres de marques et de représailles et limitait l'emploi de cette procédure pour l'avenir.

C'étaient là des acquisitions importantes : la restitution des biens saisis intéressait les marchands, ainsi que le droit de tenir leurs livres en français. Le délai de six mois en cas de rupture garantissait le commerce contre des ruines comparables à celles de 1625 et de 1635. C'étaient là d'ailleurs des clauses déjà obtenues par les Hanséates et les Hollandais et que le mémoire de Saint-Pé avait réclamées.

Le traité fut mis sur pied en mai 1659 et paraphé, comme nous dirions aujourd'hui, par Pimentel le 4 juin. Il était achevé sur presque tous les points, sauf certains

qui ne devaient être réglés que dans l'entrevue des deux premiers ministres. Parmi ces derniers figuraient certains articles, sur lesquels Pimentel estimait n'avoir pas d'instructions suffisantes. C'est pourquoi l'on signa le même jour une convention particulière qui énumérait les points restés en suspens. L'un d'eux, qui concerne la contrebande de guerre, intéresse le commerce. L'article I de la convention précisait en effet qu'on ajouterait au traité définitif une déclaration particulière précisant les marchandises qui devaient être tenues pour contrebande. Elle ajoutait plus loin (art. 13) que, comme on n'avait pas envoyé à Pimentel copie des articles relatifs à la réciprocité déjà arrêtés à Munster, tout en lui prescrivant de les accepter, il l'avait fait de bonne foi devant l'assurance qui lui avait été donnée que le texte qu'il signait était conforme à la lettre à celui de Munster. Cependant si l'on découvrait en Espagne des différences, on devait les corriger. En outre le traité de Marine, conclu entre l'Espagne et la Hollande à Munster, étant postérieur aux articles arrêtés avec la France, Pimentel avait déclaré qu'il était bien entendu que les Français ne devaient pas participer à ses avantages, à moins qu'il n'en fût décidé autrement par les deux premiers ministres⁵⁸.

Le traité et la convention du 4 juin 1659 devaient être ratifiés par le Roi d'Espagne avant le départ de Mazarin pour les Pyrénées. En fait le Cardinal n'attendit pas et il reçut la ratification en chemin, entre Blois et Amboise⁵⁹. Sur la frontière, voici quelle fut la méthode de travail. Les deux premiers ministres conféraient directement ensemble dans l'île des Faisans, tandis qu'à Hendaye Lionne et le secrétaire d'Etat D. Pedro

58. A. E. Corr. polit. Espagne, 38, fol. 34, 79.

59. *Histoire des traités de paix...* Amsterdam, 1755, t. II, p. 154.

Coloma rédigeaient par écrit les points dont Mazarin et D. Luis de Haro étaient convenus. Tous les jours Lionne rendait compte à Mazarin de l'état des travaux. Les deux premiers ministres revoyaient ensuite le texte ensemble pour voir s'il y avait quelque chose à ajouter ou à retrancher⁶⁰.

En matière commerciale, nous avons vu qu'il y avait deux points à régler, la définition des marchandises de contrebande et la question de savoir si le traité de marine hispano-hollandais de 1650 serait étendu aux Français. Ces deux questions étaient connexes, car le traité de marine s'occupait précisément de la contrebande. Pimentel, à Paris, n'avait pas voulu s'engager à accorder aux Français le bénéfice de ce traité qui était très bien fait, très circonstancié et très avantageux pour les étrangers. On avait dû discuter pas mal là-dessus. Aux Pyrénées, il ne semble pas que Mazarin s'en soit occupé, du moins personnellement : il laissa ce soin à Lionne. Ce dernier, le 23 août, dans une conversation avec D. Pedro Coloma, à propos de la contrebande, posa la question et obtint gain de cause. Il écrivit aussitôt à Mazarin à huit heures du soir :

« Discourant ce matin avec D. Pedro Coloma du point des marchandises de contrebande, j'ai mis sur le tapis une chose dont nous tirerons grand avantage si elle a suite, qui est de nous conformer tous au traité de marine fait par l'Espagne avec les Hollandais. D. Pedro l'a approuvé et dit qu'il le chercherait, et D. Luis, à qui j'ai proposé la même chose, soit qu'il n'en sache pas la conséquence ou autrement, a encore plus donné là-

60. Mazarin à Le Tellier, 19 août 1659 (A. E. Mém. et doc. Espagne, 57, fol. 29). D'après un mémoire de 1697 rédigé probablement par Delagney en vue de la paix de Ryswick, Mazarin aurait fait venir aux Pyrénées quelques-uns des principaux négociants de Rouen et de Saint-Malo pour discuter les matières commerciales (Paris, A. N. Marine B7, 498, fol. 318 verso).

dedans, et dit que les Hollandais, comme plus intelligents en ces matières là, y auront mieux regardé que nous ne saurions faire nous-mêmes. Il faudra, à mon avis, de notre part, prendre le prétexte, pour poursuivre notre point, que nous voulons prévenir pour l'avenir toutes sortes d'embarras et de discussions entre les couronnes, ce qui est fort plausible. Nous avons... à désirer que D. Christoval ne sache rien de ce qui se passe en cette affaire, car il m'a toujours parlé de ce traité de marine avec les Hollandais comme de la plus grande infamie que l'Espagne ait jamais faite, en ce qu'elle leur donne des avantages indicibles⁶¹. »

Les articles ainsi ajoutés aux Pyrénées portent sur les points suivants : les Français avaient le droit de trafiquer librement sans être inquiétés avec les pays ennemis de l'Espagne qui étaient en paix avec la France, exception faite du Portugal (art. X). Cette liberté s'appliquait à toutes sortes de marchandises, sauf celles d'Espagne qui auraient pu servir contre ce pays au cours de la guerre, et sauf les marchandises de contrebande (art. XI). Ces dernières étaient limitées aux armes, munitions, chevaux, harnais et équipements militaires (art. XII). Traité de Marine avec la Hollande (art. VI). Étaient exclues de la contrebande de guerre les blés, légumes, huiles, vins et en général tous les aliments, sauf pour les places assiégées (art. XIII, Marine, art. VI).

Ces principes une fois établis voici comment, dans la pratique, la navigation était réglementée. Les bâtiments

61. Corr. polit. Espagne, 38, fol. 154. D. Christoval était le secrétaire de D. Luis de Haro pour les langues étrangères d'après une lettre de Mazarin à Le Tellier du 30 août 1659 (A. E. Mém. et doc. Espagne, 57, fol. 95). Il était allemand et né en Carinthie; il était d'un caractère emporté et très contraire aux conditions de la paix. Il touchait de Condé une pension de 1.200 livres. Lionne écrivit à Mazarin le 29 août (Espagne, 38, fol. 167 v°) : « ...On travaille de part et d'autre fortement au traité en forme, c'est-à-dire au préambule et aux vingt-trois premiers articles, auxquels il en sera encore ajouté douze autres qui contiennent la substance du traité de marine des Hollandais. »

français désireux de passer d'un port espagnol dans un port ennemi de l'Espagne, devaient montrer aux autorités leur passeport certifié par les autorités françaises, contenant l'indication de leur cargaison et de sa destination, ceci fait, on ne devait pas les inquiéter (art. XIV, Marine, VIII). En cas de simple relâche s'ils ne voulaient pas rompre charge dans le port espagnol, ils étaient exemptés de cette formalité, sauf si on les soupçonnait de contrebande de guerre (art. XV, Marine, IX). En ce cas ils devaient montrer leurs passeports (art. XVI, Marine, X). En mer ou dans les rades, les vaisseaux espagnols devaient se tenir à une portée de canon des bâtiments français et se contenter d'envoyer à leur bord deux ou trois hommes pour examiner les passeports, auxquels ils devaient ajouter foi absolument; pour qu'on ne pût les falsifier, on devait convenir de certaines marques (art. XVII, Marine XI). Si l'on trouvait à bord des marchandises de contrebande, elles devaient être déchargées et confisquées seules, le reste et le navire devant rester libres (art. XVIII, Marine XII). Le pavillon devait couvrir les marchandises, c'est-à-dire que les marchandises françaises sous pavillon ennemi étaient de bonne prise, et les marchandises ennemies sous pavillon français devaient être respectées (art. XIX, Marine XIII et XIV). Ces conditions étaient applicables par réciprocité aux sujets espagnols dans les ports français (art. XX, Marine XV). Si des abus étaient commis par les officiers des deux Rois, le dommage devait être aussitôt réparé. Si dans l'avenir on trouvait des inconvénients auxquels on n'eût pas suffisamment pourvu, on devait amender le traité sur ces points, sans que le reste devint caduc (art. XXI).

Telles furent les étapes du règlement économique après lequel aspiraient les Français depuis si longtemps. Si nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur les résultats

obtenus nous constatons qu'ils étaient considérables. Ils aboutissaient à rendre pour les Français la sûreté plus grande qu'auparavant, égale à celle dont jouissaient leurs principaux concurrents, bien plus ils rendaient pour eux la fraude moins dangereuse, et pour les Espagnols la répression plus difficile. La clause de la nation la plus favorisée leur permettait de suivre automatiquement tous les progrès qui seraient faits par les autres peuples. Ils regagnaient donc d'un seul coup, et au delà, le retard dans lequel ils avaient vécu jusqu'à présent. Les articles autres que le fameux article VI, qui à lui seul aurait pu suffire, nous montrent ce qui alors intéressait le plus les Français, et ce qui leur avait paru mériter une stipulation expresse : des mesures de réparation d'abord (restitution des biens confisqués, liquidation avec des garanties de justice des procès relatifs aux biens privés), des mesures de sûreté pour l'avenir (limitation de la procédure des lettres de marques, limitation de la confiscation à l'objet de la fraude, délai de six mois pour quitter l'Espagne en cas de rupture), garanties de liberté pour la navigation et limitation du délit de contrebande — certains privilèges précis dans l'ordre commercial (droit de tenir les livres en français, de retirer en argent le produit des blés) — enfin des moyens de défendre leurs droits : l'institution de consuls.

Nous remarquons qu'il n'est pas parlé du statut des Français établis en Espagne et de l'inviolabilité de leur domicile, il n'est rien dit non plus des juges conservateurs. Cela semble à cette époque intéresser moins les Français, mais l'article VI (clause de la nation la plus favorisée) comblait cette apparente lacune. Aucun article ne stipule non plus d'avantage douanier, mais là encore l'article VI intervenait. De plus les questions douanières dépendaient plus en réalité du fermier que du

Roi Catholique, enfin la facilité de frauder valait tous les abaissements de droits qu'on aurait pu obtenir. En réalité, et ce sera notre conclusion sur cette étude, les Français ont obtenu au Traité des Pyrénées tout ce qu'ils ont voulu. Leur victoire économique est plus complète encore que leur victoire politique.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE IV

L'EXPLOITATION DU TRAITE

Au lendemain de la paix, la France se trouvait en possession d'un instrument diplomatique capable de servir grandement son commerce dans la Péninsule. Elle s'employa activement à en tirer tout le bénéfice possible. Pour cela, elle chercha à faire passer dans les faits les droits que lui reconnaissait le traité et même à les étendre, en même temps ses représentants veillèrent, avec une grande vigilance, à la protection du commerce en s'appuyant sur les textes diplomatiques qui leur manquaient autrefois. Même le gouvernement n'hésita pas à montrer la force, et la diplomatie française fut constamment appuyée jusqu'à la fin du ^{xvii}^e siècle par l'activité de la marine de guerre. Extension des privilèges, protection juridique et militaire des intérêts français, voilà ce qui caractérisa désormais la politique de Louis XIV à l'égard du commerce d'Espagne.

Il trouva en face de lui un adversaire qui s'affaiblissait et se désorganisait de plus en plus, mais qui luttait contre l'ascendant de l'étranger avec une ténacité inébranlable. L'Espagne usait de l'arme des faibles, la force d'inertie : elle s'efforça constamment de transgresser les stipulations des traités, laissant violer les privilèges qu'elle n'avait accordé que sous l'empire de la nécessité, faisant traîner en longueur les affaires et

ne répondant pas aux réclamations. Il s'ensuit que l'histoire de la période comprise entre 1660 et 1700 ressemble par certains côtés à la période précédente, où la diplomatie française se débattait contre les vexations espagnoles. Mais cette fois les Français apparaissent comme des plaideurs qui invoquent la loi, et qui cherchent parfois à en imposer l'observation, tandis qu'autrefois ils négociaient sans appui de droit. Cela donne à cette histoire un caractère procédurier qui est nouveau, et qui durera, même sous le régime des Bourbons et de l'alliance franco-espagnole, jusqu'à la grande rupture de la Révolution française.

Organisation des consulats.

Le premier soin du Roi fut de pourvoir de consuls les principaux ports d'Espagne qui n'en avaient plus. Lors de la paix une liste en avait été établie, qui nous permet de constater l'ampleur de l'expansion commerciale française¹. Dès la fin de 1659 une série de commissions de consuls furent envoyées à divers particuliers².

Nous avons vu précédemment quelle confusion avait existé pendant la première moitié du siècle dans les consulats. Après le traité on constate un effort de plus en plus efficace des deux autorités monarchiques française et espagnole, pour y mettre de l'ordre en luttant contre la négligence des autorités locales et les intérêts parti-

1. A. E. Corr. polit. Espagne, 4°, fol. 162. Voici cette liste : Saint-Sébastien, Bilbao, Ribedieu (Rivadeo ?), La Corogne, Bayonne de Galice, Saint-Lucques, Séville, Cadix, Gibraltar, Malgue (Malaga), Montrie (Motril ?), Cartagène, Denie (Denia), Valence, Armerie (Almeria ?), Alicand (Alicante). On remarquera que Barcelone et Majorque n'y figurent pas. Or nous verrons qu'à Barcelone le fils du consul décédé avait remplacé son père, et à Majorque un consul français avait été installé pendant la guerre. D'ailleurs cette liste ne comprend pas non plus les ports du Royaume de Naples, de la Sicile et de la Sardaigne.

2. Cf. Arrêt du conseil du 20 janvier 1660 (A. E. Corr. polit. Espagne, 39, fol. 12).

culiers des consuls. Les vice-rois et les gouverneurs continuaient à admettre les consuls étrangers à exercer leurs fonctions sans qu'ils eussent une confirmation du Roi Catholique. Il y avait une rivalité de compétence entre le Conseil de Castille ou celui d'Aragon et le conseil d'Etat au sujet de l'envoi de ces confirmations : le Roi d'Espagne avait tranché la question en faveur du conseil d'Etat, mais cette décision ne s'imposa pas sans peine, et même après la paix des Pyrénées le conseil d'Etat vit ses attributions méconnues par les autorités locales. Il dut faire au Roi un rapport que celui-ci approuva et qui est daté du 21 mars 1661. Conformément à sa suggestion, et à ce qu'on avait déjà fait en 1633, on ramassa les titres de tous les consuls qui n'avaient pas d'approbation royale : les uns étant en possession de titres réguliers de leurs souverains furent confirmés par Philippe IV, les autres qui n'en avaient point se virent refuser l'approbation royale (septembre 1661³). Malgré cela ces mauvaises habitudes se perpétuèrent, et en 1666 il fallut recommencer⁴.

L'autorité royale alla plus loin dans cet ordre d'idée. Après chaque période d'hostilité elle tint la main à ce que les confirmations du Roi d'Espagne fussent renouvelées et le gouvernement français l'y aida. C'est ainsi qu'à la fin de 1685, après la conclusion de la trêve entre la France et l'Espagne, l'ambassadeur de France signala que dans beaucoup de ports il y avait des consuls français qui n'avaient pas de *despachos* réguliers « car on ne les a pas renouvelés après la trêve, comme cela doit se faire et s'est fait ». Le Roi Catholique fit faire une enquête et fit suspendre de leurs fonctions ceux qui n'étaient

3. Simancas, Estado, 4191, Consultes du Conseil d'Etat du 21 mars 1661 et du 13 septembre 1661.

4. *Ibid.* Consulte adressé à la Reine régente le 8 juin 1666.

pas en règle et fixer aux autres un délai pour s'y mettre⁵. Seuls étaient en règle les consuls de Cadix et des postes dépendants de Séville et de Sanlucar, celui de Malaga et celui de La Corogne; tous les autres étaient en défaut. Après le traité de Ryswick la même prescription fut envoyée par une circulaire du mois d'avril 1698⁶.

Du côté français l'emprise monarchique ne fut pas moins nette. Le but du Roi fut de relever la fonction et d'en assurer le recrutement dans des conditions honorables. « Si l'on fait un règlement des droits des consuls et des fonctions de leurs charges, dit un document⁷, elles seront recherchées par des gens de bien et qui auront moyen de financer. » Cette double préoccupation d'avoir des agents qui lui fassent honneur et de tirer de l'argent de la vente des charges, fut très certainement à l'origine du droit de 1/2 % primitivement accordé aux consuls sur la valeur des marchandises appartenant aux Français qui entreraient ou sortiraient dans les ports de leur résidence. Mais les commerçants protestèrent : jamais en Espagne rien de pareil n'avait existé, c'était seulement dans les consulats français de la république de Gênes que le Roi avait essayé de l'établir par les déclarations du 17 janvier 1633 et du 29 mai 1634 et il avait dû y renoncer par celle du 14 février 1639 pour établir un droit spécifique par catégorie de navire. En Espagne on avait toujours procédé ainsi. Le Roi dut donc par arrêt du conseil du 20 janvier 1660 révoquer les premières commissions de consuls et ordonner d'en envoyer de nouvelles fixant les émoluments des consuls pour cha-

5. Circulaire du 6 décembre 1685 (Simancas, Estado, 4192). Voir à la suite *Memoria de los Consules franceses y substitutos que hay en estos reinos de los que se tiene noticia*.

6. Simancas, Estado, 4192.

7. *Liste des consulats qui sont vacants en Espagne auxquels il faudra pourvoir après la paix pour la direction du commerce des sujets du Roi* (1662) (date peu probable), A. E. Corr. polit. Espagne, 40, fol. 162.

que port en tenant compte du genre de trafic, des dépenses qu'il fallait y faire et de chaque type de navire. Le droit devait être perçu lors du déchargement, du chargement ou de la relâche du bâtiment, comme cela se faisait avant la guerre⁸.

Un peu plus tard un autre arrêt du conseil du 22 juin 1662 ajouta à ces droits une taxe de 1/4 % sur la valeur des marchandises, destinée à payer les frais des chapelles de Saint-Louis, hôpitaux et autres fondations pieuses françaises existant en Espagne. Cette taxe était perçue à l'entrée et à la sortie sur les marchandises appartenant aux Français et transportées sur les vaisseaux français⁹.

Ainsi le Roi intervenait comme arbitre entre les commerçants et les Consuls pour faire prévaloir une solution moyenne capable à la fois d'assurer une représentation digne sans trop grever le commerce. Il faut dire que cette question devait être jusqu'à la fin de l'Ancien Régime un éternel sujet de récriminations, les consuls se plaignant d'être mal payés, et les commerçants d'être les victimes des exactions des consuls. Si le Roi n'avait pas pu faire prévaloir une solution nouvelle et uniforme, favorable au prestige de ses agents et à la valeur vénale de leurs charges, il n'en avait pas moins réglé un point délicat. D'ailleurs certains consuls, notamment celui de Cadix avaient fini par s'arranger à l'amiable avec les commerçants qui leur avaient consenti des indemnités supplémentaires. Le Roi accordait aussi quelques gratifications. Enfin ils faisaient des affaires¹⁰.

Un mémoire de Catalan, consul à Cadix, du 6 juillet 1699 nous apprend encore que le 2 juillet 1662 le Roi de

8. A. E. Corr. polit. Espagne, 39, fol. 12-14. Les droits furent de 24 réaux de plate par navire ou barque en Biscaye ou en Galice, 66 par navire et 32 par barque à Huelva, Sanlucar, Séville, Puerto de Santa-Maria, Cadix, 36 réaux de plate par navire et 24 par barque dans les ports du Détroit et de la Méditerranée jusque et y compris la Catalogne.

9. A. E. Corr. polit. Espagne, 40, fol. 138.

10. Voir plus bas, ch. XII, *La colonie française d'Andalousie*.

France avait accordé à son prédécesseur Guillaume Eon, et probablement à tous les autres consuls, le droit de mettre ses armes sur leur porte, ce qui en faisait des officiers royaux. Il n'était pas question de cela dans le Traité, mais ce devait être l'usage. A Cadix les consuls étrangers en usaient tous ainsi et Eon avait fait comme eux. Mais son successeur ne le suivit pas, car la dépêche du Roi de France n'avait pas été communiquée à la cour d'Espagne, et il craignait les incidents, toujours possibles avec la populace. Il se contenta de les mettre dans la cour de sa maison mais de façon qu'elles fussent visibles de la rue. Il déclare que ces armes donnaient une grande autorité à la personne du consul, que l'on considérait à Cadix « comme un ministre public établi pour le Roi¹¹ ».

Le contrôle royal sur les consuls s'affirma surtout quand Colbert fut chargé du secrétariat d'Etat de la Marine en 1669. Cette année là, il demanda au sieur Eon, ancien consul à Cadix, de lui envoyer la liste de tous les consuls établis en Espagne, en Portugal, et en Afrique, en marquant le temps de leur établissement, s'ils avaient des provisions du Roi de France, s'ils dépendaient les uns des autres, et si leurs provisions étaient à titre onéreux ou non¹². A la même époque fut envoyée une circulaire aux consuls qui leur prescrivit ce qu'ils avaient à faire. Le marquis de Villars, ambassadeur à Madrid, envoya à Colbert, le 17 avril 1669, une relation de tous les consuls qui lui avait été certainement demandée

11. A. E. consul. Cadix, t. III, fol. 332.

12. Colbert à Eon le 15 mars 1669 (Paris, B. N. Mss. Cinq cents Colbert, 204, fol. 4 v^o). Nous avons la réponse de Eon (*ibid.*, fol. 38) : *Mémoire envoyé par le Sr Guillaume Eon des consuls qui sont établis, et de ceux qui ne le sont point, tant en Espagne, Portugal, qu'en Afrique*, s. d. Il en résulte qu'il y avait alors en Espagne quatre postes vacants sans compter celui de Barcelone, où le fils du consul décédé exerçait la charge de son père, sans provision du Roi. En Biscaye, le consul Noël n'avait pu, malgré la confirmation du Roi Catholique, se faire reconnaître des autorités locales, qui invoquaient les privilèges de la province.

par le ministre¹³. Pour remplacer le sieur Eon, qui avait dû quitter son poste lors de la rupture de 1667 et qui ne voulait plus y retourner, Colbert écrivit le 3 mai 1669 à son correspondant de Rouen, le marchand Fermanel, pour qu'il s'informât auprès de tous les marchands de Rouen en relation avec l'Espagne de la capacité de Catalan qu'on lui avait recommandé, car disait-il, « le Roi ne veut donner ces charges qu'à ceux qui peuvent en faire exactement toutes les fonctions ». Il demandait en outre à Fermanel d'indiquer les droits que le consul de Cadix prenait sur tous les vaisseaux pour sa subsistance afin qu'on pût les mentionner dans les lettres de provision et pour empêcher le consul de faire aucune vexation¹⁴. En 1686 au moment de la nomination de Delagny comme Directeur du commerce, une circulaire fut envoyée à tous les consuls par le Secrétaire d'Etat d'abord, par Delagny ensuite pour les en aviser, et leur demander à chacun un mémoire sur son consulat¹⁵. Plus tard en 1699, nous voyons de même Pontchartrain, par une circulaire adressée aux consuls d'Espagne et d'Italie, demander à chacun d'eux un mémoire exposant l'étendue de son consulat, ses appointements, ses prérogatives, honneurs et privilèges, la situation des vice-consuls et celle des consuls étrangers¹⁶.

Les consuls furent exactement subordonnés à l'ambassadeur, avec lequel ils devaient entretenir une correspondance fréquente pour le renseigner, ce qui les faisait sortir de leur rôle commercial pour en faire les auxiliaires de la diplomatie. L'ambassadeur était leur chef et appréciait leur conduite : « Monsieur, écrivait l'arche-

13. Paris, B. N., Mss., Mélanges Colbert, 151bis, fol. 602.

14. *Ibid.*, Cinq cents Colbert, 204, fol. 73 v°.

15. Lettres du 25 mars et du 18 avril 1686 (Paris, A. N. Marine B7, 58).

16. Paris, A. N. Marine B7, 66.

vêque d'Embrun à Lionne le 31 juillet 1664¹⁷, vous m'avez recommandé si souvent d'entretenir correspondance pour les nouvelles avec les consuls français des ports de ce royaume, que je suis obligé de vous en faire ici un détail... » Dans les provisions nommant Catalan consul à Cadix le 21 mai 1669, il est dit que le marquis de Villars devra s'informer de ses mœurs et de sa religion, recevoir de lui le serment, le mettre en possession de son consulat et lui assurer sa protection. Le consul devait, en cas de difficultés, en référer à Villars et au ministre pour obtenir la protection de l'autorité du Roi¹⁸.

Malgré ce double effort monarchique, en France et en Espagne, vers l'uniformité et la discipline, on trouve encore quelques traces de l'individualisme tenace qui avait caractérisé l'âge précédent. Ainsi dans les Etats de la couronne d'Aragon, jusqu'à la fin du xvii^e siècle, on conserva l'habitude de donner à des Espagnols le titre de *Consul des nations étrangères* : cela existait à Majorque et c'était le conseil d'Aragon qui expédiait le titre. Il est probable que ce consul des nations étrangères coexistait avec les consuls particuliers de chaque nation car nous savons qu'il y avait un consul français à Majorque. Le Conseil d'Etat d'Espagne combattit cette prétention et rappela en 1686 qu'on ne devait nommer consul aucun Espagnol. Cette règle n'était pas très ancienne : l'Espagne l'avait admise en 1679 par un ordre du Roi Catholique daté du 9 mars, adressé à tous les ambassadeurs espagnols à l'étranger, leur prescrivant de demander aux souverains de ne pas proposer comme consuls des sujets du Roi d'Espagne¹⁹.

17. A. E. Corr. polit. Espagne, 49, fol. 410.

18. Paris, B. N. Mss., Cinq cents Colbert, 204, fol. 109. Se trouve aussi dans Paris, A. N. Marine B7, 52.

19. Simancas, Estado, 4191.

Chez les Français cet individualisme se marque encore par la résistance que firent les marchands de chaque port à l'idée d'un droit de consulat uniforme. On l'observe également par la persistance de la vénalité des charges. C'est d'ailleurs là un phénomène général de l'administration française auquel le Roi trouvait son avantage, car il en tirait de l'argent. C'était néanmoins une cause de faiblesse pour l'autorité monarchique, qui pouvait plus difficilement à cause de cela tenir ses agents en main, témoin ce fils du consul de France à Barcelone qui succédait à son père par droit d'héritage et sans prévenir personne²⁰.

Les attributions des consuls consistaient d'abord à défendre les marchands auprès des autorités locales et à faire respecter les privilèges, ensuite à donner assistance aux vaisseaux du Roi quand il s'en présentait, soit pour leur ravitaillement, soit pour leur réparation, soit pour la transmission des ordres. Enfin ils devaient renseigner le Roi sur tout ce qui concernait le commerce et la guerre sur mer. Cadix était à cet égard le poste le plus important, à cause de la grande activité du trafic et de la proximité du détroit de Gibraltar²¹. Le consul apparaît également comme un juge entre les Français. A Cadix

20. Cette habitude de la vénalité des charges favorisait parfois des trafics scandaleux et de véritables escroqueries comme celle dont, peu après le traité des Pyrénées, fut victime Guillaume Eon, consul à Cadix. Il s'était laissé persuader par un sieur de Saint-Martin, qui semble avoir appartenu à l'entourage de l'ambassadeur, de lui acheter l'ordre de Saint-Michel et une patente de M. de Vendôme, Amiral de France, le qualifiant de « Commissaire des mers d'Andalousie » ou plutôt de « Commissaire des armées navales du Roi ». Le brevet ne portait la signature ni du Roi ni d'aucun Secrétaire d'Etat. Le tout avait été payé 11.000 livres, dont 8.000 comptant, avancés par Pierre Catalan, alors marchand à Madrid. Saint-Martin leur avait fait croire qu'il avait acheté à la cour « ces denrées », comme les appelle l'archevêque d'Embrun. L'affaire finit par se découvrir et l'ambassadeur en écrivit à Lionne. (Voir sur cette affaire les lettres de Eon à l'ambassadeur du 13 octobre 1663 et de celui-ci à Lionne du 10 octobre, voir aussi Eon à Lionne du 3 juin, A. E. Corr. polit. Espagne, 45, fol. 321-349 v°, 83.)

21. Colbert à Catalan le 22 mai 1669 (Paris, B. N. Mss., Cinq cents Colbert, 204, fol. 111 v°).

notamment, il a pour cela un chancelier qu'il paie et qui est chargé des actes de procédure. Ainsi des affaires secrètes qui ne peuvent pas sans inconvénient passer devant la justice locale, passent devant le consul, qui s'efforce d'abord de les arranger. Si les parties ne s'accordent pas, *elles plaident devant lui*. De sa sentence elles pourraient en appeler au Parlement de France le plus proche et le plus commode pour elles, mais cela n'arrive jamais. Catalan nous dit qu'il est toujours arrivé à ajuster les affaires entre les Français²².

Le prestige des consuls français vis-à-vis des Espagnols était très variable. Il dépendait essentiellement de l'homme. Comme l'écrivait Catalan à Cadix en 1699, « étant honnête homme et qu'il sache ce qu'il doit faire, en s'acquittant bien de son devoir, il est considéré comme un ministre public établi par le Roi. » Ce fut le cas pour lui à Cadix. Par contre à Saint-Sébastien, vers 1664, le consul était ignoré et on refusait de le reconnaître. Il n'avait pu se faire accepter qu'en s'effaçant²³. C'était, il est vrai, un cas assez exceptionnel.

Après la paix des Pyrénées il apparaît que les consuls de France en Espagne ont une circonscription bien délimitée correspondant à une province ou à un groupe de provinces. Dans cette étendue, parfois assez vaste, ils avaient la faculté de *substituer*, c'est-à-dire de nommer des vice-consuls. Vendaient-ils ces charges ? C'est peu probable car, au dire de Catalan, les droits qu'ils percevaient représentaient peu de chose et ne leur permettaient pas de vivre. Il fallait souvent que le consul y ajoutât de sa poche une *ayuda de costa* ou subvention annuelle, et il était parfois assez difficile de trouver des candidats. On les recrutait parmi les commerçants fran-

22. *Mémoire des fonctions du consul de France dans Cadix depuis l'année 1669...* (6 juillet 1699), A. E. consul. Cadix, III, 332).

23. L'archevêque d'Embrun au Roi le 31 juillet 1664 cité plus haut,

gais établis dans le pays, ou à leur défaut parmi les commerçants étrangers ou même les Espagnols. Ce qui les décidait le plus souvent c'était la situation honorifique et la facilité que leur donnait cette fonction vis-à-vis des autorités pour leurs affaires. La nomination des vice-consuls ne dépendait que du consul, qui demeurait civilement responsable de leurs actes, comme il est dit dans la provision de nomination de Catalan du 21 mai 1669. Mais ces agents ne pouvaient exercer qu'après avoir reçu une commission du Roi de France et une confirmation du Roi d'Espagne les accréditant auprès des autorités locales. Les vice-consuls ne plaçaient point les armes du Roi sur leur porte, ce qui indique qu'on ne leur reconnaissait pas le caractère d'un officier public²⁴. Voici quelles furent, dans la seconde moitié du siècle, les circonscriptions consulaires de France en Espagne²⁵.

L'Andalousie formait la plus importante à cause du commerce des Indes et de la richesse de la province. Le consul y prenait le titre de consul général et résidait

24. Voir les provisions nommant Catalan consul à Cadix, le 21 mai 1669 (Paris, B. N. Mss., Cinq cents Colbert, 204, fol. 109) et le *Mémoire de Catalan*, déjà cité, du 6 juillet 1699. Voir aussi la ratification accordée par le Roi d'Espagne le 13 janvier 1690 au vice-consul de Séville (Paris, A. N. Marine B7, 55).

25. Les détails qui suivent sont tirés des documents suivants : *Mémoire envoyé par le Sr Guillaume Eon des consuls qui sont établis et de ceux qui ne le sont point, tant en Espagne qu'en Portugal qu'en Afrique*, s. d. (1669) (Paris, B. N. Mss., Cinq cents Colbert, 204, fol. 38). *Mémoire des consulats de la Nation française établis aux pays étrangers* (1664) (*Ibid.*, fol. 32 et suiv.). *Consuls par le Roi établis dans le royaume d'Espagne depuis le traité de paix des Pyrénées* (envoyé par le marquis de Villars avec une lettre du 17 avril 1669) (Paris, B. N. Mss., Mélanges Colbert, 151bis, fol. 602). *Memoria de los consules franceses y substitutos que hay en estos Reinos de los que se tiene noticia*, s. d. (Réponse à une enquête ordonnée le 6 décembre 1685) (Simancas, Estado, 4192). *Etat et noms des Consuls pourvus par le Roi* (1686) (Paris, A. N. Marine B7, 58, fol. 1). *Memoria de lo que consta por los papeles de la Secretaria de Estado en orden a los parages donde ha havido substitutos de consules* (postérieur à 1714) (Madrid, A. H. N. Estado, 647). Voir aussi le *Mémoire de Catalan* déjà cité (*Mémoire des fonctions du Consul de France dans Cadix*, du 6 juillet 1699); les provisions du 21 mai 1669 nommant Catalan consul et citées plus haut; leur renouvellement le 13 juillet 1672 (Paris, A. N. Marine B7, 55).

à Cadix. A partir de 1662 jusqu'à la rupture de 1667 ce fut le sieur Guillaume Eon de Villegille.

Après la guerre de Dévolution le poste fut donné en 1669 à Pierre Catalan. Il avait le droit de « substituer » à Séville, Sanlucar et le Puerto de Santa Maria, Gibraltar dépendait de lui également bien qu'il ne fût pas cité dans la provision du Roi. Catalan fut d'abord nommé pour trois ans et le 13 juillet 1672 ses pouvoirs furent renouvelés. Il resta consul à Cadix jusqu'à sa mort survenue en 1700.

Eon avait nommé vice-consul à Séville, Michel Frostel. Catalan nomma en 1670 Luis de Salamanque, un Français presque hispanisé, depuis longtemps établi dans le pays. En 1679 nous savons qu'il fit ratifier par le Roi d'Espagne la nomination du licencié D. Beltran Salubias de Fuentes, qui semble bien un pur Espagnol. Mais en 1699 le vice-consul en fonctions était Pierre Mirande, un Français né à Sainte-Marie d'Oloron en Béarn. A Sanlucar, Eon avait nommé le Français Jean du Val ou del Valle, que Catalan maintint en place. Plus tard, en 1682, il nomma Jean Yriarte. Nous ne savons qui était au Puerto mais il y en eut certainement un, puisque en 1686 le vice-consul du Puerto nous est signalé comme n'ayant pas retiré son *exequatur*. A Gibraltar, port peu actif, Eon avait nommé un Espagnol, dont Catalan était assez mécontent en 1670 et qu'il songeait à révoquer. Il songeait pour le remplacer, à défaut de Français, à un Flamand de Lille (*sic*) qui savait bien le français, D. Diego de los Reyes. En 1686 le titulaire en était Julien Fournier. En 1698 il put nommer un Malouin, Pierre Dufaur, qui était encore en fonction l'année suivante.

La circonscription de Malaga et de la Côte de Grenade était assez petite. Elle comprenait Malaga ou « Malgue » où résidait le consul, Almeria où le vice-consul était Pierre Cadix en 1686, et peut être d'autres ports moins

importants comme Motril (*otros que no hay noticia* dit un document). Gibraltar en dépendit en 1686. Le consul de Malaga fut à partir de 1684 François Trouin, de Saint-Malo.

Le royaume de Valence et la côte de Carthagène et de Levante formaient peut-être la circonscription consulaire la plus importante après celle d'Andalousie. La résidence du consul était à Alicante et non pas à Valence, car ce port était le centre commercial le plus actif pour les Français. Le consul fut Robert Pregent ou Préjean, de Morlaix, qui fut nommé aussitôt après le Traité des Pyrénées, et à partir de 1679, un sieur Jolivet. Nous avons la trace de ses nominations de vice-consuls à Valence (J. B. Ducru en 1679 et 1698), au Grao (1679), à Carthagène (François Dolard 1679 et 1699) où il n'y en avait pas en 1699; à Denia (1688 et 1698). Sa circonscription comprit d'abord la Catalogne, car nous l'y voyons nommer en 1661 un vice-consul qui résidait sans doute à Barcelone, mais cette province devint plus tard une circonscription indépendante avec un consul nommé par le Roi, car elle nous est signalée comme telle dans un document de 1686. Elle ne fit ainsi que revenir à sa situation antérieure. Le consul de Barcelone avait sous ses ordres plusieurs substituts dont les documents ne nous indiquent pas les résidences.

Il y avait aux Baléares un petit consulat dont le siège était à Majorque. Il fut donné à François Ségouin, de Saint-Malo, et plus tard à un sieur Barbier; il avait des vice-consuls à Minorque et à Iviça.

Enfin la Biscaye et la Galice, c'est-à-dire toute la côte Nord, formèrent d'abord une immense circonscription consulaire. Elle fut beaucoup plus théorique que réelle, car les Basques avaient opposé à la nomination régulière du sieur François Duplessis Noël leur prétention de n'avoir point chez eux de consuls étrangers,

prétention qu'ils appuyaient sur une longue tradition et qu'ils faisaient rentrer dans leurs privilèges, bien qu'ils eussent reçu un consul anglais et un hollandais. Noël, après de multiples difficultés, se contenta d'habiter Bilbao et d'y faire ses affaires, sans faire aucun acte de consul. Nous savons qu'il y eut deux substituts, nommés l'un à Laredo en 1661, l'autre à Saint-Sébastien en 1662, mais ils ne durent pas plus se faire reconnaître qu'à Bilbao. En juillet 1687 Feuquières demanda que le Roi d'Espagne envoyât des ordres en Guipuzcoa pour faire accepter le consul. Après lui, le chargé d'affaires Le Vasseur réitéra la réclamation. On lui répondit que « les traités devaient être expliqués suivant les privilèges des nations ». Le Roi Catholique ne pouvait obliger les Guipuzcoans à recevoir un consul français malgré leurs privilèges. Quant aux consuls anglais et hollandais, on les avait tolérés, à charge pour eux de ne percevoir aucun droit. L'Anglais ayant contrevenu à cette condition, on était en train de lui faire un procès et on était près de le déposer. Plus tard, le comte de Rebenac réclama encore, mais aucun résultat n'était obtenu lorsque commença la guerre de la Ligue d'Augsbourg. La question n'était pas résolue à la fin du siècle²⁶.

A La Corogne, port important par sa position commerciale et surtout maritime et stratégique, il n'y eut d'abord aucun représentant du consul de Bilbao. Mais en 1664, l'archevêque d'Embrun, sollicité par un marchand français du pays, proposa à Lionne de créer en Galice une circonscription consulaire indépendante. Ainsi se trouva tournée la difficulté résultant de l'obstination des Basques et de l'indolence de Noël. En 1686, d'après un document espagnol, le poste existait; il avait pour titu-

26. *Mémoire des affaires concernant le commerce que les ambassadeurs de France ont poursuivies en Espagne depuis le traité de Nimègue jusqu'à la rupture arrivée en 1689* (A. E. Corr. polit. Espagne, 63 fol. 219).

laire depuis un an le sieur Valleton; il avait trois ou quatre vice-consuls à sa nomination²⁷.

Il ne semble pas y avoir eu de consuls à Madrid. Aussi le 23 septembre 1662 le Roi créa auprès de l'ambassadeur un poste de secrétaire interprète pour servir les marchands dans leurs démêlés avec les autorités espagnoles. Ce personnage ne devait pas simplement traduire les requêtes des marchands et les réponses qu'ils recevaient, mais encore guider les Français au milieu des rouages compliqués d'une administration étrangère. Ce fut un marchand français, depuis longtemps établi à Madrid, Pierre Catalan ou Catelan, qui fut nommé²⁸.

Après la guerre de Dévolution il ne semble pas que la charge de secrétaire interprète ait été rétablie tout de suite ni dans les mêmes conditions. Le 21 juin 1669, Colbert écrivait au marquis de Villars : « Il serait assez difficile de pouvoir obliger tous les propriétaires des effets qui sont retenus en Espagne d'aller à Madrid pour en solliciter la mainlevée, mais j'estime qu'il serait plus à propos que quelque Français établi en cette ville-là prit ce soin près de vous et fit les sollicitations nécessaires par vos ordres. Si vous connaissiez quelqu'un qui en soit capable, je vous prie de me le mander afin que je le puisse proposer aux marchands qui y sont intéressés²⁹ ».

Il résulte de ce texte qu'en 1669 il n'y avait plus personne pour s'occuper des affaires contentieuses des Français, et que Colbert envisageait la création, non d'un agent royal comme auparavant, mais d'un fondé de

27. L'archevêque d'Embrun à Lionne, 31 juillet 1664 (A. E. Corr. polit. Espagne, 49, fol. 410); *Memoria de los consules franceses y substitutos...* (1686) et *Etat et noms des consuls pourvus par le Roi*, cités plus haut.

28. A. E. Corr. polit. Espagne, 40, fol. 160. Catalan était correspondant d'une maison de Paris, la maison Simonnet, d'après ce que dit l'ambassadeur dans une lettre à Lionne du 10 octobre 1663 (*ibid.*, Espagne, 45 fol. 349 v°).

29. Paris, B. N. Mss., Cinq cents Colbert. 204, fol. 151 v°.

pouvoirs des marchands, choisi et payé par eux. Bien que Catalan, l'ancien secrétaire interprète de 1662, eût été nommé le 21 mai consul à Cadix, Colbert songea à lui pour remplir cette fonction. Il prescrivit à Villars le 26 juillet de demander pour lui aux marchands « quelque moyen de subsister ». Il aurait nommé à sa place le sieur Montaud qui gérait provisoirement le consulat³⁰. Il consulta sur cette combinaison le marchand Fermanel, son correspondant auprès des commerçants de Rouen et ceux-ci l'agrèèrent³¹. On n'attendait plus que le règlement de la question de son salaire et l'agrément des marchands pour son remplaçant à Cadix. Mais la combinaison n'aboutit pas. Le choix des marchands se porta pour Madrid en juin 1670 sur un certain Jean de la Borde que nous trouvons encore en fonction en 1685³².

Il y eut donc à côté de l'ambassadeur une sorte d'attaché commercial d'un caractère officieux, nommé et payé par les marchands. Bien que la dépense ne fût pas considérable, le Roi avait tenu à ce qu'elle retombât sur les marchands, et le 21 juillet 1670 il avait prescrit à l'ambassadeur de les assembler pour régler leur contribution³³. Ce service prit une assez grande extension, car en 1680 Jean de la Borde avait deux secrétaires et tous trois avaient fort à faire. Ils faisaient de bonne besogne : « Je peux, Sire, écrivait Villars le 11 juillet 1680, lui rendre ce témoignage (à La Borde), qu'on ne peut

30. Cela résulte des lettres de Colbert à Villars du 28 juin (*ibid.*, fol. 163) et du 26 juillet 1669 (*ibid.*, fol. 200 v°).

31. Colbert à Fermanel le 13 et le 27 septembre 1669 (*ibid.*, fol. 245 v° et 252 v°). Cependant le 15 octobre Catalan était encore à Madrid (Colbert à Catalan, 9 novembre 1669, Cinq cents Colbert, 204, fol. 293 v°).

32. Cela résulte d'une lettre de Colbert à l'archevêque de Toulouse, ambassadeur de France, du 6 juin 1670 (Paris, A. N. Marine B7, 51), d'un *Mémoire pour affaires du commerce laissé au Sr Dupré par M. l'archevêque de Toulouse* (1671) (*ibid.*, 490), et d'une lettre de Feuquières au Roi du 11 octobre 1685 (A. E. Corr. polit. Espagne, 71, fol. 275).

33. Colbert à l'archevêque de Toulouse, 21 juillet 1670 (Paris, A. N. Marine B7, 51).

avoir plus d'application et d'intelligence, que je ne peux lui donner qu'une médiocre subsistance à lui et à deux personnes qui sont accablées de travail ». Il rappelait donc la petite gratification qu'on avait fait espérer à Jean de la Borde de la part du Roi³⁴. Tout cela nous montre qu'à cette date toute la dépense de ce service était retombée entièrement à la charge de l'ambassade. D'ailleurs pour ces sortes de dépenses les marchands faisaient la sourde oreille. Comme ceux de Cadix avaient beaucoup d'affaires à solliciter à Madrid en cette même année 1680, le Roi avait manifesté le désir de les voir désigner, sans s'arrêter à La Borde, un représentant particulier. « Je serais fort aise, Sire, écrivit Villars le 25 janvier 1680, que les marchands de Cadix choisissent un homme pour solliciter leurs affaires, que je préférerais à La Borde, mais ils n'en feront pas la dépense, de laquelle ils se déchargent volontiers sur moi. Je fais faire leurs écritures, sollicite leurs procès et j'en paie le plus souvent les frais³⁵ ». Jean de La Borde est le précurseur des Agents généraux du commerce et de la marine qui prirent une si grande importance au XVIII^e siècle.

Etablissement des Juges conservateurs.

A côté des consuls dont l'institution était très ancienne, les Français par une disposition nouvelle du Traité avaient, comme d'autres nations, le droit d'avoir en Espagne, pour garantir leurs privilèges, des juges spéciaux, les juges conservateurs. Il ne semble pas qu'on se soit beaucoup pressé d'organiser cette juridiction. En effet, ce n'est qu'en 1662 qu'on trouve une cédula nommant un juge conservateur à Madrid. Dans une consulte du con-

34. A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 424.

35. Le Roi à Villars, 5 janvier 1680 et la réponse de Villars du 25 (A. E. Corr. polit. Espagne, 63, fol. 129 et 64, fol. 244).

seil de Castille du 10 septembre 1663, citée par une autre du conseil d'Etat du 20 octobre de la même année³⁶, on trouve une allusion à la cédula du 30 novembre 1662 nommant D. Fernando Altamirano. Mais elle ne dut pas avoir d'effet, car c'était une opinion admise qu'il n'avait pas existé de juge conservateur des Français en Espagne avant 1663³⁷. Il fallut une série d'incidents, survenus à Madrid, et la réclamation des Français de cette ville, pour émouvoir les autorités et faire enfin appliquer le traité sur ce point. Le 11 août 1663, le Conseil d'Etat représenta au Roi la nécessité d'observer les traités avec la France, et le 25 août le Roi signa un décret attribuant au Conseil de guerre la connaissance des affaires des Français au civil et au criminel, quand même ils auraient renoncé à leurs privilèges actuels ou futurs. Ce furent les Français de Madrid qui désignèrent le Conseil de guerre à la nomination du Roi, et celui-ci ne fit qu'accéder à leur demande. Ils s'appuyèrent sur les articles 6 et 7 du Traité des Pyrénées et sur les privilèges des villes hanséatiques et de la Hollande : le Roi admit parfaitement alors cette prétention qu'il devait repousser plus tard³⁸.

Mais ce privilège, qui soustrayait les étrangers à la justice ordinaire, justice lente, coûteuse, avide, et hostile, était naturellement mal vu de celle-ci : elle opposa à l'ordre du Roi une résistance chicanière. Le Conseil de

36. Madrid, A. H. N., Estado, 661.

37. Le 19 août 1711 un fonctionnaire espagnol envoyant à un autre le texte des cinq plus anciennes cédules de nomination affirma qu'avant 1663 il n'y en a pas eu (Madrid, A. H. N. Estado, 661).

38. Madrid, A. H. N. Estado, 661. Il en existe une traduction aux Archives des Affaires étrangères à Paris (Mém. et doc. Espagne, 12, fol. 134). D'après une note qui se trouve à la suite, la juridiction exclusive du Conseil de guerre pour les affaires des Français remonterait assez loin : « Quoique cet ordre soit le premier qu'on ait trouvé établissant un juge conservateur de la nation française, il n'est pas douteux que cette prérogative n'ait été antérieurement stipulée dans les traités de 1493 et 1498 entre la France et l'Espagne. » C'est la seule indication qu'on trouve de ce fait, et elle est assez vague.

guerre dut lui disputer le procès qu'un certain Doria faisait à Pierre Catalan, alors marchand français à Madrid, et le Conseil de Castille demanda au Roi de ne pas « embarrasser le Conseil de guerre de ces affaires des Français ». En outre le 10 septembre 1663, il représenta au Roi que, lors de la nomination en 1662 de D. Fernando Altamirano, il avait déjà signalé les inconvénients qui pourraient en résulter pour l'administration de la justice dans une ville comme Madrid, où les Français étaient très nombreux. Le Roi n'ayant pas répondu, le Conseil de Castille en avait conclu qu'il approuvait ses conclusions. A propos de la désignation du Conseil de guerre comme Juge conservateur des Français, il faisait observer en outre que n'importe quel étranger allait se dire français et que l'intervention du Conseil de guerre allait arrêter partout le cours naturel de la justice. Malgré ces arguments, le Conseil d'Etat conclut le 11 septembre en faveur du maintien de la juridiction des Français au Conseil de guerre. D'autre part on avait consulté sur les inconvénients de cette mesure le marquis de Velada, « protecteur des nations du Nord » ayant des traités avec l'Espagne, et, le 18 juillet 1663, il avait conclu, qu'en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, la France avait parfaitement droit à un juge conservateur.

Mais le Conseil de guerre semble avoir été très lent à juger. Les Français se plaignirent. Toute l'affaire fut encore une fois examinée par le Conseil d'Etat, qui déclara le 20 octobre 1663 que la plupart des causes intéressant les commerçants étaient des causes civiles et non point des causes criminelles, que leur expédition serait plus rapide si elle se faisait par les soins d'un seul fonctionnaire, plutôt que par ceux d'un conseil comme le Conseil de guerre. Il proposait donc qu'on nommât un juge unique, et que les appels seuls fussent renvoyés au

Conseil de guerre. Le Juge conservateur connaissait des causes civiles et des causes relatives aux droits du Roi, pour éviter les inconvénients signalés par le Conseil de Castille dans les affaires criminelles, celles-ci seraient remises à la justice ordinaire³⁹. C'était une rectification restrictive des privilèges des Hanséates, qui, en vertu du Traité de 1607, avaient obtenu la juridiction civile et *criminelle*. Mais il n'avait probablement jamais été appliqué.

Le Roi se conforma à cet avis et le 14 novembre 1663 il donna la qualité de Juge conservateur des Français à Madrid à D. Garcia de Torres y Silva, membre du Conseil de Castille et assesseur au Conseil de guerre; les appels devaient aller au Conseil de guerre siégeant comme cour de justice⁴⁰. Le choix du magistrat, qui occupait un siège à la fois au Conseil de Castille et au Conseil de guerre était bien fait pour apaiser les susceptibilités de la justice ordinaire, et cette tradition fut conservée dans la suite. Torres étant mort, il fut remplacé le 30 avril 1664 par D. Joseph Pardo de Figueroa, qui avait les mêmes qualités⁴¹. Il fut remplacé lui-même par D. Antonio de Vidania le 28 mai 1670⁴², puis, à la mort de celui-ci par D. Alonso de los Rios le 15 octobre 1672⁴³. Toutes les cédulas de nomination sont faites dans les mêmes termes que la première et comportent les mêmes pouvoirs : juridiction exclusive en première instance dans les procès civils des Français établis ou de passage à Madrid, même s'ils ont renoncé à leur statut, appels

39. Tous ces détails sont empruntés à la consulte du 20 octobre 1663 (Madrid, A. H. N. Estado, 661). Voir aussi A. E. Mém. et doc. Espagne, 12, fol. 134.

40. Madrid, A. H. N. Estado, 661. Il en existe une copie aux Archives des Affaires étrangères, fonds des Consulats, Madrid, carton n° 1 intitulé *Décrets et règlements du Roi d'Espagne*.

41. A. E. consulats, *ibid.* Voir également Simancas, Estado, 4191 et Madrid, A. H. N. Estado, 661 (en espagnol).

42. Madrid, A. H. N. Estado, 661.

43. *Ibid.*, et Simancas, Estado, 4191.

au Conseil de guerre, procès criminels jugés par la justice ordinaire.

Il y eut également des juges conservateurs dans les provinces, à Valence, à Cadix et à Séville. A Valence ce fut le marquis d'Astorga, vice-roi de la province, à Cadix D. Antonio Pimentel, gouverneur de la ville⁴⁴. Pour Séville, nous ne savons s'il y en eut avant la rupture de 1667, mais après la paix d'Aix-la-Chapelle, nous voyons Colbert presser le consul de Cadix, Catalan, de solliciter à Madrid l'établissement d'un juge conservateur pour Séville⁴⁵. Catalan demanda à l'ambassade d'appuyer D. Juan Nuñez de Villavicencio. Il avait été désigné par les Français et Colbert tenait essentiellement à ne pas laisser tomber ce droit de désignation⁴⁶. Mais cette candidature suscita un incident : la Reine régente refusa de nommer D. Juan Nuñez et opposa une fin de non-recevoir absolue à toutes les instances de l'ambassade. Colbert s'entêta : le 28 mars 1670 il prescrivit au nouvel ambassadeur, l'archevêque de Toulouse, de reprendre les instances à ce sujet, « car, disait-il, c'est une grâce qui a été accordée à toutes les autres nations qui font quelque commerce en Espagne⁴⁷ ».

La raison de ce refus était que D. Juan avait été dési-

44. Cela résulte d'une consulte du 2 janvier 1683 (Simancas, Estado, 4191). Pimentel était gouverneur vers 1664 comme le prouve une lettre de lui relative à Eon (A. E. Corr. polit. Espagne, 49, fol. 412).

45. Colbert à Catalan, 16 décembre 1669 (Paris, B. N. Mss., Cinq cents Colbert, 204, fol. 336). Dès le 9 août 1669, Colbert, dans une lettre à Villars, en avait approuvé l'idée mais il demandait qu'on s'informât avant toute démarche du mode de rémunération du juge des Flamands et des Allemands : les marchands le payaient-ils ou levait-il des droits ? (*ibid.*, fol. 218).

46. Colbert à Dupré, le 14 février 1670 et à Catalan à la même date (Paris, A. N. Marine B7, 51). Colbert demande au consul si la désignation a été faite par les Français ou par les fonctionnaires espagnols. Voir la lettre de Catalan à Colbert du 16 février 1670 (A. E. consul Cadix, t. I, fol. 25).

47. Catalan à Colbert le 16 février 1670 et le 22 mars 1670 (*ibid.*); Colbert à l'archevêque de Toulouse, 28 mars 1670 (Paris, A. N. Marine B7, 51).

gné par les Français. Pour montrer qu'elle ne refusait pas de leur donner un juge conservateur elle nomma D. Bernardino de Castejon, mais les marchands refusèrent de lui allouer des gages. Malgré les instances du consul et de l'archevêque de Toulouse, ils s'entêtèrent. Ils disaient qu'à tout prendre la protection du Roi de France et l'activité de ses représentants rendaient inutile la dépense d'un pareil juge. Le consul était d'un avis différent, et il trouvait cette institution utile dans certains cas de procès civils ou criminels qui arrivaient souvent sans qu'il pût les éviter. Enfin il fallait songer non seulement aux marchands mais « à une infinité de Français » qui gagnaient leur vie en travaillant de différentes façons⁴⁸.

Malgré les objections du gouvernement espagnol et l'entêtement de la nation dont les divisions rendaient pénible la tâche de Catalan, on finit par tomber d'accord en 1671. Au moment où l'archevêque de Toulouse quitta Madrid, il laissait cette affaire en bonne voie. La Reine avait surmonté toutes les difficultés faites par le Conseil de Castille à ce sujet, elle avait ordonné au Conseil d'Etat de lui faire un rapport sur trois candidats : on parlait de D. Gil de Castejon, fort recommandé à l'ambassade par le marquis de Mondejar, de D. Sebastian Infante, et d'un parent du comte de Peñaranda, D. Alonso Marquez. Sur la question du droit de désignation on avait trouvé une formule satisfaisante : l'ambassadeur pensait qu'en avertissant officieusement de ses préférences le marquis de la Fuente, qui était chargé des rapports avec l'ambassadeur de France, la nation obtiendrait la nomination de son candidat. Enfin celle-ci s'était engagée par écrit à payer des gages à son juge conservateur⁴⁹.

48. Catalan à Colbert le 13 juillet 1670 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 71).

49. *Mémoire pour les affaires du commerce laissé à M. Dupré par M. l'archevêque de Toulouse* (1671) (Paris, A. N. Marine B7, 490).

Un autre point contesté à côté de celui du mode de nomination des juges, fut la question de la juridiction criminelle. Nous avons vu que primitivement les juges conservateurs l'avaient eue et que l'Espagne la leur avait retirée. La France, forte des privilèges des autres nations, la revendiqua en vertu de la clause du traitement de la nation la plus favorisée⁵⁰.

Sur ces entrefaites survint la rupture de 1673. Après Nimègue, le marquis de Villars, d'après les instructions de Colbert, s'attacha à restaurer les privilèges des Français et notamment l'usage des Juges conservateurs. Il fit revivre l'ancien décret par lequel on avait nommé autrefois le conseil de la Guerre Juge conservateur de la nation avec compétence civile et criminelle. Le 15 décembre 1679, il écrivait au Roi : « Nous en sommes présentement en possession à Madrid⁵¹ ». Mais il sollicita alors le droit pour ce conseil de déléguer ses pouvoirs à des magistrats dans les ports de mer. Cette politique n'était pas tout à fait celle du Roi qui lui écrivit le 5 janvier 1680 : « Je désire que vous fassiez instance pour obtenir un juge conservateur des privilèges des Français, mais il est nécessaire que sur le choix de ce juge vous preniez l'avis des principaux marchands français ou correspondants des Français qui sont à Cadix, n'estimant pas que le Conseil de guerre qui est actuellement à Madrid, soit propre pour cette fonction, d'autant que le principal commerce se fait à Cadix, et qu'il n'y a aucune comparaison du commerce qui se fait en cette ville-là à celui qui se fait à Madrid ou dans toutes les autres villes d'Espagne⁵². » Villars répondit le 25 janvier qu'il n'avait pas demandé qu'on donnât le conseil de Guerre aux Français comme juge conservateur pour toute l'Espa-

50. Colbert à Villars, 9 juillet 1672 (Paris, A. N. Marine B7, 55).

51. A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 210 v°.

52. A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 217.

gne, mais seulement que ce conseil, qui était juge des Français de Madrid, pût subdéléguer dans les autres villes un magistrat qui le remplacerait. Il doutait d'ailleurs du succès. Cela ne l'empêcha pas d'ailleurs d'insister pour l'obtenir⁵³.

Les efforts de Villars furent enfin couronnés de succès et cela sur toute la ligne. Déjà le 13 mars 1680 un décret du Roi d'Espagne avait nommé juge des Français dans le royaume de Grenade D. Joseph Ortega, conseiller du Roi, alcalde del crimen de la Chancellerie de Grenade. Il devait « examiner et faire observer les traités et privilèges des Français et avoir juridiction privative *au civil et au criminel* ». Il avait le droit de déléguer ses pouvoirs dans d'autres villes de la province, ce qui était une extension des privilèges, du moins dans les textes officiels⁵⁴. Le 30 octobre 1680 le Roi d'Espagne nomma juge conservateur des Français à Madrid D. Francisco Bravo de Sobremonte, conseiller du Roi, alcalde de casa y corte⁵⁵. C'était le principal magistrat de la juridiction locale à Madrid. Nous trouvons également dans la cédula de nomination des changements significatifs : la juridiction criminelle lui était confiée expressément et il était spécifié que les Français relèveraient de lui dans tous leurs procès, qu'ils fussent demandeurs ou défendeurs (*siendo actores como reos*). Si nous nous reportons aux instructions du Roi de France, il est probable que Sobremonte

53. *Ibid.*, fol. 244. Nous trouvons trace de sa démarche dans une note qu'il adressa au Roi Catholique en 1680 au sujet de 14 instances faites par lui (*ibid.*, fol. 237), et dans une lettre récapitulative adressée au marquis de los Balbases, du 21 mai 1680 communiquée au Roi de France le 31 mai (*ibid.*, fol. 383).

54. A. E. consul. Madrid, décrets et règlements du Roi d'Espagne, carton n° 1. Nous savons qu'il délégua le 24 septembre ses pouvoirs pour Almeria et sa circonscription à D. Lorenzo Manuel Puche, regidor et alguazil mayor perpétuel de cette ville.

55. Voir un exemplaire imprimé de la cédula de nomination dans Madrid, A. H. N., Estado, 859. On la trouve également aux A. E. consul. Madrid, décrets et règlements du Roi d'Espagne, carton n° 1.

a été désigné par les Français. En demandant comme juge un magistrat de la justice ordinaire ils avaient manœuvré fort habilement, car ce dernier, en vertu des précédents était obligatoirement leur juge au criminel, et en en faisant leur juge conservateur ils réunissaient dans la même main le civil et le criminel. Ils créaient donc un précédent sur lequel ils pourraient s'appuyer plus tard pour faire passer au Juge conservateur, quel qu'il fût, la juridiction criminelle. Notons également qu'on a spécifié la compétence du Juge conservateur même quand les Français seraient demandeurs, alors que précédemment on laissait la chose dans le vague. Il y a là une extension des privilèges. Nous avons vu que la cédule de 1645 n'accordait aux Anglais que le *fuero pasivo*. C'était un point sur lequel il pouvait y avoir discussion et la France faisait trancher la question en sa faveur.

Pour Séville, bien que la nomination fut postérieure de près d'un an, le principe dut en être accordé en même temps, car Villars écrivait au Roi le 31 octobre 1680⁵⁶. « L'affaire des juges conservateurs après vingt ans de sollicitations est consommée avec toutes les circonstances que j'ai demandées. On a accordé à Madrid et à Séville les juges qu'on désirait avec attribution du criminel et une autorité qui met en sûreté les commerçants français ». Par la cédule du 23 septembre 1681, le Roi Catholique ratifiait le choix qu'avaient fait les Français (et il le disait) en la personne de D. Andrés de la Concha y Zapata, conseiller du Roi et Régent de l'Audience, c'est-à-dire président du tribunal supérieur de la province d'Andalousie. Il était chargé, comme à Grenade, d'examiner les traités et de les faire respecter, et de juger, à l'exclusion de tous autres magis-

56. A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 492.

trats, les causes civiles et *criminelles* entre les Espagnols ou les étrangers résidant en Espagne et les Français, que ceux-ci fussent demandeurs ou défendeurs (*actores como reos*⁵⁷).

Pour Cadix, Villars demanda comme juge conservateur le gouverneur de la ville, suivant une tradition qui remontait loin, mais on lui répondit que le gouverneur se trouvant en même temps capitaine général des côtes d'Andalousie, il y avait des inconvénients à ce qu'il assumât cette charge. On le pria donc de désigner un autre candidat⁵⁸.

Ainsi la France l'emportait sur un point essentiel⁵⁹. « Je suis, Sire, écrivait Villars au Roi le 12 décembre 1680, fort content du juge conservateur. La justice ordinaire avait arrêté ces jours passés deux Français que je n'avais pu faire relâcher. Dès que leur procès lui a été remis entre les mains, il me les a renvoyés. » C'était le résultat de longs efforts qui duraient depuis la paix des Pyrénées. L'Espagne avait essayé de réagir, de se réserver la nomination, de restreindre la compétence des Juges conservateurs. La pression française l'avait fait céder peu à peu, d'abord officieusement, puis expressément. En 1680 le droit de nomination était reconnu aux Français, la compétence des juges étendue au criminel comme au civil, aux causes où les Français étaient demandeurs comme à celles où ils étaient défendeurs. On voit même apparaître le droit pour les juges de déléguer leurs pouvoirs dans une circonscription déterminée, comme les consuls avaient déjà le droit de le faire. En multipliant ces magistrats, on rapprochait la justice privilégiée des

57. Simancas, Estado, 4192.

58. *Copia que el marqués de los Balbases ha participado de orden del Rey Catholico al embajador de Francia sobre la instancia de diferentes expedientes de la embajada*, jointe à la dépêche de Villars du 4 octobre 1680 (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 476 v°).

59. *Ibid.*, fol. 524 v°.

justiciables étrangers, et on opposait partout à la justice ordinaire un réseau défensif de tribunaux d'exception. C'est en 1680 que craqua la défensive espagnole : c'est l'époque de la plus grande faiblesse de l'Espagne et de la plus grande puissance de la France. Il est intéressant de voir se traduire sur ce point de détail le déséquilibre des forces.

Mais c'est précisément aussi à partir de cette époque que commencèrent à se manifester les premiers symptômes de relèvement de la nation espagnole. Dans divers domaines, notamment dans l'administration économique, on remarque dans les vingt dernières années de Charles II des tentatives de redressement qui préparent l'œuvre de Philippe V. L'abus des privilèges des étrangers entraîna, de la part de l'Espagne, une certaine réaction. Nous en trouvons la trace, pour la question qui nous occupe, dans la consulte du conseil d'Etat du 2 janvier 1683, à propos de la nomination faite à la demande de l'ambassadeur en juillet 1682 comme juge conservateur des Français de Cadix, de D. Manuel Henriquez de Figueroa, regidor de la ville et lieutenant général de l'artillerie et des châteaux de la baie⁶⁰.

Cadix était en effet pleine d'étrangers et, si les procès qu'ils avaient entre eux et avec les Espagnols passaient devant les juges conservateurs, la justice ordinaire se trouvait en fait dépossédée de sa fonction. C'était donc là que l'abus de la juridiction privilégiée se faisait le plus sentir. Vers 1682 il dut devenir particulièrement grave, car c'est l'époque où la pénétration étrangère en Andalousie arrive au suprême degré. La justice ordinaire protesta par la voix de l'Alcalde mayor qui eut

60. La nomination fut faite par le Roi à la suite de la consulte du conseil d'Etat du 24 juillet 1682. On la trouve ainsi que la consulte du 2 janvier 1683 dans Simancas, Estado, 4191. Les détails qui suivent sont empruntés à ce dernier document.

recours à une argumentation capable de toucher le Roi. Il fit valoir dans un rapport au conseil de Hacienda que la dépossession de la justice ordinaire amenait une moins-value sensible dans les revenus du Roi, car le produit des amendes et les frais de justice constituaient un des éléments des revenus du Trésor. L'Alcalde mayor ne contestait pas le droit pour les étrangers d'avoir des juges conservateurs, mais il était d'avis de restreindre leur compétence pour ne pas miner la justice ordinaire. Le Conseil de Hacienda fit un rapport au Roi dans ce sens. D'autre part le gouverneur de Cadix, Juan de la Carrera, écrivit le 6 septembre 1682 à D. Manuel de Lira, secrétaire du Conseil d'Etat, pour l'aviser qu'il n'avait pas exécuté deux ordres du Roi nommant D. Manuel Henriquez de Figueroa juge conservateur des Français et des Anglais. Il avait voulu auparavant représenter les inconvénients de ces nominations et il répétait la même chose que l'Alcalde mayor. Ainsi on se trouvait, de la part de diverses autorités espagnoles, en présence d'une véritable offensive contre les juges conservateurs. Elle était très certainement provoquée par l'abus du privilège étranger, qui s'étendait comme une lèpre, sur l'administration du Royaume.

Les ambassadeurs de France et d'Angleterre insistèrent pour qu'on exécutât les cédulas de nomination de Figueroa et le 22 septembre 1682, l'affaire fut remise au Conseil d'Etat aux fins de décision. La Secrétairerie d'Etat examina d'abord les traités; elle constata que les Français avaient droit à des juges conservateurs là où ils voudraient; en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, les Hollandais, les Français et les Anglais participaient aux privilèges des Hanséates, lesquels avaient le droit de mettre des juges conservateurs « dans tous les domaines du Roi⁶¹ ». Mais il n'était dit nulle

61. Nous avons vu plus haut qu'en vertu de l'article 21 de la Décla-

part que le Roi Catholique devait se contenter d'*approuver* une nomination faite par les étrangers, car les traités disaient au contraire qu'il devait leur *donner* un juge. Seuls les Anglais, par un contrat privé entre le consul anglais d'Andalousie et la Camara du Conseil de Castille avaient en 1645 obtenu le droit de nommer eux-mêmes leur juge en Andalousie, mais il n'était pas question d'un pareil droit pour les autres provinces. Cette cédule de 1645 n'avait d'ailleurs jamais été complètement exécutée⁶².

Dans le cours de la discussion, les arguments principaux furent présentés par D. Pedro de Aragon qui appuya le rapport de la Secrétairerie. Il affirma que le Roi avait toujours nommé lui-même les juges conservateurs, sauf le cas exceptionnel des Anglais en Andalousie. Le fait était vrai : nous pouvons remarquer en effet que, si en 1663 les Français ont demandé, et si le Roi leur a accordé la juridiction du Conseil de guerre, dans la suite tous les juges conservateurs de Madrid, dont nous avons les cédules, ont été, du moins en apparence, librement nommés par le Roi. Au contraire la nomination faite à Séville en 1681 de D. Andrés de la

ration de 1607 le juge conservateur est prévu pour Séville et sa banlieue à six lieues à la ronde. Cet article paraît en contradiction avec l'opinion exprimée ici, mais celle-ci s'appuie sur les articles 11 et 17 de la Déclaration de 1648. Ces articles ont un caractère général qui peut faire supposer que les Hanséates ont le droit d'avoir des juges conservateurs dans toute l'Espagne.

62. Du moins, d'après le marquis de Mancera, membre du Conseil d'Etat, qui exprima cette opinion au cours de la discussion. L'affaire semble d'ailleurs s'être compliquée de questions de personnes. C'est non seulement contre les étrangers mais aussi contre Figueroa, que semble dirigée l'attaque des autorités de Cadix. Il semble qu'on ait trouvé abusive la nomination d'un personnage absolument étranger au corps de la justice ou de l'administration. Figueroa était en effet officier d'artillerie, et en outre regidor de la ville, c'est-à-dire membre du conseil municipal. La secrétairerie dans son rapport fait valoir que les charges de juges conservateurs ont toujours été données à des personnages d'un rang élevé, ce qui laisse entendre qu'elle trouve Figueroa un bien mince personnage pour se voir gratifier d'un poste aussi important, aussi lucratif, et qui dépossède à ce point la justice ordinaire.

Concha y Zapata est bien nettement faite par les Français⁶³. Le cas de Figueroa à Cadix est un autre exemple de changement de méthode. Tout le conseil fut donc d'avis de revenir à la tradition. Le marquis de Mancera proposa même que le Roi révoquât la cédule de 1645 que les Anglais avaient payé 4.000 ducats, quitte à restituer cette somme au besoin. Dans le cas particulier de Figueroa, on décida de le rappeler de Cadix pour faire disparaître sa candidature et rendre au Roi en fait, sans poser la question de principe, le droit de nommer le juge conservateur. (Consulte du 2 janvier 1683.)

Ainsi fit-on. Le marquis d'Astorga, capitaine général de l'Artillerie, accorda un congé à son subordonné, le lieutenant-général de Figueroa, qui vint à Madrid. Il y eut alors un de ces incidents où la rivalité de personnes ou de corps tient plus de place que le souci de l'intérêt public : le Conseil de guerre ordonna à Astorga de renvoyer Figueroa à Cadix, et Astorga se plaignit au Conseil d'Etat du manque d'égards envers lui du Conseil de guerre. Le Conseil d'Etat lui donna raison le 6 juillet 1683, et on nomma à la place de Figueroa le 12 octobre comme juge conservateur des Français, D. Francisco Lorenzo de San Millan, juge *oficial* de la Casa de Contratacion⁶⁴.

Un peu plus tard, en 1685, il y eut une longue compétition entre l'Alcalde mayor de Cadix et le même D. Francisco de San Millan, agissant comme juge conservateur des Hollandais. A Malaga, en 1686, les Anglais eurent à lutter également pour faire approuver la nomination faite par eux d'un juge. On voit donc que le mouvement est général : ce ne sont pas seulement les Français qui sont visés en tant qu'adversaires de l'Espa-

63. Le texte même de la cédule le prouve : « L'ambassadeur de France... m'a demandé... de daigner approuver la nomination qu'ils (les négociants français) ont faite... »

gne, mais tous les étrangers, même ses amis, même les Anglais, que la cédula de 1645 aurait dû mettre plus que les autres à l'abri de la réaction espagnole. D'ailleurs nous avons vu le marquis de Mancera demander en janvier 1683 la révocation de cette cédula; plus tard en juillet de la même année, dans une autre séance, le prince de Gonzague insista dans le même sens. Le Roi fit même à ce propos faire une enquête auprès de la Camara de Castille sur les motifs de la concession de la cédula. Mais on ne sait ce qui en résulta.

Plus tard en 1700, les dix-sept Corporations ou *Gremios* de Séville, dans une représentation qu'ils adressèrent au Roi, se plaignirent de l'existence des juges conservateurs. Ils contestèrent leur légalité, en se fondant sur divers articles de traités qui assimilaient les étrangers aux naturels. Ils en concluaient que les affaires des étrangers devaient être jugées, comme celles des Espagnols, devant les *Consulados*, ou tribunaux commerciaux. Mais ajoute la *Representación*, les étrangers ont gagné subrepticement le 17 juin 1679 une provision royale empêchant le Conseil des Indes et le Consulado de Cadix de se mêler de leurs affaires et réservant leurs causes à leurs juges conservateurs⁶⁵.

Ceux-ci se trouvèrent supprimés lors de la rupture de 1683. Après la conclusion de la trêve de Ratisbonne en 1684, Feuquières s'efforça de les faire rétablir, mais en mai 1687 il se plaignait encore qu'on refusât aux Français cet avantage. Puis vint la rupture définitive de 1689⁶⁶. Après Ryswick, on rétablit ce privilège pour les marchands français. A la fin du siècle, les juges conservateurs des Français en Andalousie furent le marquis

64. Simancas, Estado, 4191. La nomination de San Millan se trouve au legajo 4192.

65. Séville, A. M. Sección especial, siglo XVIII, n° 14.

66. *Mémoire des affaires concernant le commerce...* (1698), A. E. Corr. polit. Espagne, 63, fol. 223 v°.

de Narros, président de la Contratacion, pour Séville et pour tous les délits que ses employés appréhenderaient à Cadix; D. Francisco Miguel del Pueyo, gouverneur de Cadix, pour cette dernière ville avec faculté de sub-déléguer à Sanlucar, le Puerto de Santa Maria, Malaga et autres lieux, sauf à Séville⁶⁷.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que cette institution des juges conservateurs ne paraît pas avoir été très populaire chez les commerçants français. Les agents du Roi de France y tenaient beaucoup plus que les particuliers. Nous avons vu plus haut que déjà en 1670 les commerçants de Cadix avaient déclaré à Catalan que cette juridiction ne leur paraissait pas utile. Nous retrouvons l'écho de la même opinion en 1688 dans une lettre du marchand malouin de la Lande-Magon à Seignelay. Il avait écrit à ses correspondants de Cadix pour savoir s'il leur était utile d'avoir un juge conservateur, et ils lui avaient répondu qu'aucun de ceux de la nation ne le souhaitait et que ce serait « non seulement de l'argent très mal employé, ne leur pouvant rendre aucun service, mais encore une occasion pour lever sur le commerce le double de ce qu'on lui promettait⁶⁸.

Il est certain que cette forme de protection du commerce faisait un peu double emploi avec celle des consuls. Imaginée à une époque où les consuls avaient peu de prestige, et par un peuple, les Hanséates, de faible puissance, on comprend qu'elle ait séduit d'abord les commerçants. Mais la protection efficace des agents de Louis XIV devait la rendre moins nécessaire. Elle n'était pourtant pas inutile et ce qu'avait à lui reprocher les commerçants c'est qu'elle coûtait cher. Là est certainement le secret de leur hostilité.

67. *Memoria de los conservadores que por ahora se tienen por convenientes se les despachen cédulas* (A. I. cons. de Indias, 136-6-19) (1698).

68. De La Lande-Magon à Seignelay, le 4 janvier 1688 (Paris, A. N. Marine B7, 495).

La réaction espagnole contre l'institution des juges conservateurs ne fut pas très efficace. La France resta en possession d'une solide juridiction privilégiée à l'usage de ses nationaux, du moins en temps de paix. Plus tard sous Philippe V devenue l'alliée de l'Espagne, elle reprit sur ce point, et avec plus de force encore, la tradition fondée sur les traités. Nous en avons la preuve dans la consulte du 16 juin 1714, adressée au Roi par la *Junta de dependencias de Franceses*, à une époque où l'Espagne vivifiée, reprenait elle aussi, et même contre ses amis, l'œuvre de son affranchissement et de son relèvement économique⁶⁹.

L'organisation de la fraude.

Théoriquement les privilèges étaient destinés à garantir les étrangers contre les avanies de l'administration et de la justice espagnoles. Mais si ces avanies étaient dues parfois à l'avidité ou à la xénophobie des fonctionnaires, elles étaient le plus souvent provoquées par l'existence de la fraude. Limiter la faculté d'intervention des fonctionnaires, c'était donc en définitive assurer l'impunité aux fraudeurs. Ainsi derrière la question des privilèges c'est celle de la fraude qui est en jeu; c'est à propos de celle-ci que se sont produits tous les conflits d'ordre juridique et qu'ont été prises les mesures économiques, douanières, politiques et navales. Nous avons vu plus haut que c'était à partir de 1635, date de la guerre avec la France, que s'était peu à peu développée la contrebande dans les ports d'Andalousie, principalement à Cadix, et qu'après 1648 la paix avec la Hollande et l'affaiblissement de l'Espagne avaient encore accentué le phé-

69. L'original et le dossier complet des pièces annexes se trouve à Simancas, Estado, 7585 (antiguo). La minute est à l'Archivo historico nacional de Madrid, Estado, 619.

nomène. Après la paix des Pyrénées, ce fut pis encore. Il importe donc d'étudier de près dans quelles conditions et dans quelle mesure on fraudait⁷⁰.

On a vu que les étrangers n'avaient pas le droit de se livrer au commerce des Indes, mais leurs marchandises y étaient admises. Ils devaient donc, régulièrement, les vendre aux Espagnols, qui eux-mêmes les envoyaient sous leur nom en Amérique. C'est ce qui se pratiqua surtout dans la première moitié du XVIII^e siècle. Mais le fait que les marchandises étrangères n'étaient pas exclues des colonies, permit aux négociants étrangers de tourner la loi, cela se produisit surtout à partir de 1660. Il leur suffisait de simuler une vente à un Espagnol, qui leur servait de prête-nom. On disait que ces marchandises étaient données en *dépôt sous le nom de vente* (*fiadas debajo et título de venta*). En réalité elles étaient simple-

70. Les renseignements que nous avons là-dessus se trouvent dans l'ouvrage de Fr. Juan de Castro, *Memorial sobre la perdida de España y su comercio*, impr. 1668, dans le *Mémoire sur le commerce des Français dans les Indes espagnoles et des moyens de l'entretenir* (octobre 1670), Paris, A. N. Marine B7, 207), mais surtout dans une série de mémoires de l'époque de Charles II rédigés entre 1680 et 1686 par M. Patoulet, commissaire de la Marine envoyé en mission en Espagne en 1686 :

1^o *Route de commerce des galions d'Espagne aux Indes occidentales*, signée Patoulet et datée de Paris le 28 mars 1680 (A. E. Mém. et doc. France, 1993, fol. 13-40; copie dans la Corr. polit., supplément Espagne, 7, fol. 389).

2^o *Mémoire touchant le commerce des Indes occidentales par Cadix*, s. d., postérieur à 1684, non signé (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22-38, copie résumée, *ibid.*, 81, fol. 18-34).

3^o *Mémoire sur le commerce de Cadix et des Indes*, 1686, non signé mais probablement de Patoulet (*ibid.*, Suppl. France, 1992, fol. 197-260, copie dans Corr. polit. Espagne, 70, fol. 222-273).

4^o *Mémoire sur le commerce de Cadix et des Indes*, non datée, non signée (A. E. Mém. et doc., Suppl. France, 1992, fol. 149-195; une copie indiquant comme auteur Patoulet et datée de Saint-Malo le 2 janvier 1686 dans Corr. polit. Espagne, 70, fol. 183-218). En dehors de cet ensemble de documents, voir également *Mémoire concernant le commerce de la province d'Andalousie*, s. d., postérieur à 1743 et antérieur à 1748, non signé (A. E. Mém. et doc. Espagne, 82, fol. 4-89; une copie, *ibid.*, 81, fol. 82-94 et 104-155). Il renferme quelques indications rétrospectives. On trouvera aussi des détails à l'Archivo de Indias à Séville, conséjo de Indias, 136-6-19, et dans la *Representación* présentée au Roi par les Dix-Sept Gremios ou Corporations de Séville en 1700 (Séville, A. M. Seccion especial, siglo XVIII, t. XIV, n^o 2);

ment confiées aux Espagnols (*encomendadas*) qui touchaient 9 à 10 % de commission, et elles restaient la propriété du commerçant étranger, qui courait tout le risque, mais avait aussi tout le bénéfice de l'opération.

Ce qui facilitait ces combinaisons c'est que les Espagnols n'avaient pas assez de capitaux pour financer leur commerce américain. A mesure que s'était développée l'Amérique, l'entreprise avait dépassé les moyens des capitalistes espagnols, et cette disproportion s'était accentuée avec la ruine du pays. Aussi le commerce de Cadix était-il passé pour la plus grande part entre les mains des étrangers et les Espagnols ne pouvaient espérer en tirer quelque profit qu'à la condition de se faire leurs auxiliaires pour tourner la loi. Voici comment les choses se passaient.

Les facteurs ou représentants des maisons étrangères à Cadix ne vendaient guère que ce qui était destiné à la consommation de la Péninsule, ce qui était peu de chose. Le reste était emmagasiné dans l'attente d'un départ pour l'Amérique; ce n'était que dans le cas où ce départ tardait trop, qu'ils liquidaient ces stocks chez les marchands de boutique, lesquels les écoulaient en Espagne. Dès qu'on publiait la date du départ des flottes, galions, navires de registres, azogues, navires d'avis, les capitaines cherchaient de l'argent à emprunter pour faire leur approvisionnement, et les *navegantes* ou commerçants destinés à s'embarquer, en cherchaient pour l'employer en marchandises. C'est alors qu'intervenaient les facteurs étrangers : ils tâchaient de savoir par les courtiers (*corredores de lonja*) quels étaient ceux qui étaient les plus gênés par le manque de capitaux, et quels capitaines étaient sans cargaison. Par l'intermédiaire de ces courtiers, ils leur offraient la somme dont ils avaient besoin, mais en marchandises. Ainsi les *navegantes* trouvaient une pacotille et les capitaines une cargaison. On trouvait

un Espagnol qui signait les connaissements pour le capitaine du navire, les déclarations en douane, les factures, c'est-à-dire les pièces que l'on confiait au facteur ou commissionnaire. Il devait avoir une fortune en rapport avec la valeur des marchandises, pour que cela ne parût pas invraisemblable. En général on ne lui donnait rien, « c'était un ami du négociant étranger, qui lui faisait ce plaisir pour d'autres qu'il avait reçus de lui ou d'autres personnes de sa nation ». Après qu'il avait signé la facture on donnait au véritable propriétaire un papier reconnaissant que les marchandises lui appartenaient, et il les confiait à des commissionnaires espagnols, qui faisaient le voyage, et qui se chargeaient de les vendre aux Indes et d'en employer le produit en marchandises de retour. On faisait quatre exemplaires de cette reconnaissance, le propriétaire en gardait une et donnait les trois autres à des commissionnaires, dont le premier seul comptait, et dont les autres n'étaient que des suppléants en cas de décès. Au retour le commissionnaire rendait ses comptes directement à l'étranger, sans passer par l'intermédiaire de l'Espagnol qui avait signé la facture. Moyennant ces précautions on enregistrait les marchandises sans difficultés pour l'Amérique à Séville comme à Cadix. On risquait la confiscation en cas de découverte du subterfuge, ou la perte du capital en cas d'infidélité du commissionnaire, mais ceux-ci, comme les capitaines d'ailleurs, avaient tellement besoin des étrangers qu'ils étaient généralement fidèles⁷¹.

Ce genre de fraude formait le fond du commerce des Indes par Cadix. C'était pour ainsi dire une fraude régulière qui ne portait pas préjudice aux droits du Roi et qui était même avantageuse à l'Espagne, puisque sans elle le commerce n'eût presque pas existé. Mais il y en

71. Mémoire de Patoulet du 2 janvier 1686. Voir aussi un mémoire anonyme du début du XVIII^e siècle, Madrid, B. N. Mss., 18.657.

avait d'autres qui lésaient directement le Trésor : on fraudait les droits de douane à l'entrée et à la sortie et on n'enregistrait pas ce qu'on embarquait sur les Flottes et les Galions.

Les droits perçus à l'entrée allaient jusqu'à 23 % à la fin du ^{xvii}e siècle. On juge de l'intérêt qu'avaient les étrangers à ne pas les payer. Aussi quand un navire français, par exemple, arrivait à Cadix, la Douane envoyait-elle à bord un garde pour empêcher qu'on débarquât rien secrètement. Mais les privilèges portaient que le garde ne pouvait être reçu à bord sans un billet du consul, et celui-ci mettait parfois trois ou quatre jours à le donner. Pendant ce temps rien n'empêchait de débarquer la nuit tout ce qu'on voulait. En outre on corrompait le garde assez facilement. C'était réglé : on lui donnait deux écus pour chaque ballot de toile, et quatre pour chaque ballot de soieries débarqué frauduleusement⁷². Puis le capitaine rendait compte au consul de son voyage et lui remettait son livre de bord. Les particuliers intéressés dans la cargaison étaient appelés chez lui et chacun convenait du chiffre fictif de ballots qu'il voulait déclarer. Un état était dressé en gros, qui ne spécifiait ni la quantité, ni la qualité de la marchandise : ce n'était parfois que la vingtième partie du chargement que l'on déclarait ainsi et qui était enregistrée à la Douane. Les négociants allaient alors chercher les expéditions ou *despachos* au bureau de la Douane, et ils déclaraient cette fois la quantité de marchandises que représentaient les ballots. Munis de ces *despachos*, ils pouvaient se rendre à bord, prendre leurs effets et les apporter à la Douane, où les ballots devaient être ouverts. Si par hasard on les visitait, et si la quantité déclarée se trouvait inférieure à la quan-

72. A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22-38.

tité réelle, on ne confisquait pas le surplus, on se contentait de percevoir dessus les droits. On n'encourait la confiscation que lorsqu'on était surpris en train de débarquer les marchandises sans passer par la Douane. ou quand des marchandises de fraude étaient surprises dans Cadix hors des maisons des Français. Autant dire qu'il n'y avait pas de sanctions. Mais d'ordinaire on n'ouvrait pas les ballots; on mettait un sceau sur la toile qui leur servait d'enveloppe, seules les soieries et les batistes étaient ouvertes et plombées, pièce par pièce. Dès que les marchandises déclarées étaient portées à terre, le consul faisait rappeler par la Douane le garde mis sur le bâtiment et qui avait servi à si peu de chose, et cela quand même il fût resté les deux tiers de la cargaison. On se bornait à dire que c'était pour un autre port et « il n'en fallait pas davantage pour les conten-ter⁷³. »

Où toutes ces marchandises venaient-elles s'emmagasiner? Ici il faut donner quelques indications sur la disposition des lieux.

Cadix est sur un plateau rocheux formant îlot parallèlement à la côte à une distance d'au moins quatre ou

73. Ces renseignements sont confirmés par un mémoire de Pierre Catalan consul de France à Cadix adressé à Colbert le 25 mai 1670 sur le commerce de son consulat (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 53 et suiv.) Grâce à la fraude, le taux réel des droits se trouvait ramené en fait à 5 % au lieu de 25 %. Aussi quand le consul offrit aux marchands de négocier pour eux un accommodement qui abaisserait pour eux les droits à 10 % ceux-ci se récrièrent. L'abus de la fraude finit d'ailleurs par provoquer la défiance des douaniers. Dans une lettre du 1^{er} octobre 1670 adressée à Colbert (*ibid.*, fol. 83 v^o), Catalan nous dit que les douaniers ont fini par ne plus accepter les déclarations des capitaines. Il fallait que le consul fît plusieurs instances pour les faire recevoir. Cela tenait à ce que les capitaines français abusaient. Au lieu d'apporter au consul dès leur arrivée leur livre de bord avec l'indication de tout le chargement et de laisser au consul le soin de faire « avec prudence et justice » le départ de ce qu'il devait déclarer à la Douane, ils lui apportaient un mémoire du tiers du chargement dont on ne déclarait que la moitié. Catalan finit par faire admettre par la Douane les déclarations des Français, grâce à des ordres du Capitaine général d'Andalousie et même de la Reine. (Lettre à Colbert du 3 février 1672 (*ibid.*, fol. 114).

cinq kilomètres. Ce rocher, comme celui de Saint-Malo et celui de Gibraltar, est réuni à la terre ferme par un pédoncule de sable qui peut avoir dans sa partie la plus étroite quelques mètres de large. Cette longue presqu'île orientée vers le Nord-Ouest, isole de la haute mer une vaste baie largement ouverte au nord de la ville, et étranglée en son milieu par l'avancée du delta du Guadalete d'une part, et d'une ramification de la presqu'île, le point des Puntales, d'autre part. La partie intérieure de la baie, celle qui se trouve en deçà des Puntales, forme une rade à l'abri, sinon des vents, du moins de toute entreprise du dehors contre laquelle la protègent les forts des Puntales et de Matagorda. Elle baigne les localités de Puerto-Real, la Carraca, et San Fernando, où au XVIII^e siècle la marine de guerre espagnole a installé ses chantiers et ses arsenaux. La partie extérieure de la baie est celle sur laquelle donne le port même de Cadix, elle est largement ouverte vers le Nord-Ouest et est exposée à la fois aux vents de cette direction et aux attaques du dehors. Elle baigne sur le continent le Puerto de Santa Maria, petit port situé à l'embouchure d'un bras du Guadalete à neuf kilomètres de Cadix. Sur le même rivage, mais dans la direction de la haute mer et dans le prolongement même de la presqu'île, est la petite ville de Rota. Au nord débouche l'estuaire du Guadalquivir, qui a plus de trois kilomètres de large, et où l'on rencontre successivement en remontant le fleuve Chipiona, Sanlucar de Barrameda et le mouillage de Bonanza. Enfin au sud, à la naissance de la presqu'île de Cadix et donnant sur la haute mer est la petite ville de Chiclana.

Tout ce qui ne passait pas dans Cadix sous l'œil nonchalant des douaniers, à l'abri de la déclaration mensongère, était introduit pendant la nuit : des barques allaient décharger les ballots au pied des murailles où

des gens apostés les hissaient. Le plus souvent ces marchandises restaient sur les navires qui les avaient apportées, et, quand ceux-ci étaient près de partir, on les déposait dans des magasins prévus dans les environs, ou à bord de navires spéciaux qui servaient à cet usage⁷⁴. Les étrangers avaient pris l'habitude de maintenir dans la rade de Cadix en vue de la ville des navires-magasins, qui étaient censés faire relâche, mais qui ne portaient jamais. Cette habitude existait déjà avant le traité des Pyrénées et un document y fait allusion pour l'année 1657⁷⁵. En 1700, les *gremios* de Séville dans leur *Representación* au Roi s'en plaignaient encore. Ces navires, disaient-ils, ont le privilège de ne pas être soumis à la visite et de ne pas recevoir de gardes à bord. Les bâtiments d'Europe y déposaient leurs marchandises les plus précieuses pour y attendre une bonne occasion de frauder, moyennant un ou deux peso par mois de garde et par ballot. De là on les transportait, sans passer par la Douane, soit dans les localités de Chiclana, Puerto-Real, Rota, quand elles étaient destinées à l'intérieur de l'Espagne, soit directement à bord des navires des Flottes et Galions, quand on voulait les envoyer en Amérique.

Le commerce d'importation dans la Péninsule se développa à mesure que tombait l'industrie espagnole. En corrélation avec ce phénomène, on vit alors grandir l'activité commerciale des localités qui entouraient la baie. Le Puerto de Santa-Maria notamment, qui était admirablement situé, juste en face du port de Cadix, était particulièrement bien placé pour servir d'entrepôt

74. *Mémoire sur le commerce des Français dans les Indes espagnoles* (1670) déjà cité.

75. Une consulte du conseil de guerre du 22 mars 1660 nous dit qu'en 1657 un navire français pénétra dans la baie et essaya de s'emparer d'un navire hollandais qui servait de magasin, et, comme il ne put y arriver, il y mit le feu (Simancas, *Apendice de Estado* (Suelos 1º), 2.687 (nuevo)).

au commerce de l'intérieur. Vers 1670 ce n'était encore qu'un lieu d'hivernage pour les galions et un petit port d'embarquement des denrées alimentaires pour Cadix : en 1700, il était devenu le centre le plus important de distribution des marchandises étrangères pour l'Andalousie, et il faisait sur ce point à Séville une concurrence redoutable. En trente ans la population s'y était accrue des deux tiers. C'était là que venaient se réassortir les détaillants de toute la région, et que venait s'approvisionner le public lui-même, car les étrangers y avaient construit des magasins, des boutiques de vente au détail, et des résidences parfois luxueuses, qui subsistent encore aujourd'hui, mais qui sont délabrées et habitées par une population misérable.

Cette prospérité du Puerto, comme on l'appelait couramment, s'explique par les habiles procédés avec lesquels les étrangers éludaient les droits. Nous avons vu qu'on payait dans les ports d'Andalousie à l'entrée et à la sortie le vieux droit mauresque d'almojarifazgo; mais pour faire passer les marchandises de la ville maritime qui les avait reçues, vers l'intérieur, il fallait payer encore un droit de *Saca* ou de sortie de la ville. Sous prétexte qu'ils ne faisaient qu'entreposer leurs marchandises au Puerto, les étrangers, à la fin du siècle ne payaient que l'almojarifazgo — encore on a vu avec quelle inexactitude — et ils ne payaient pas le droit de *Saca*. Les gens de l'intérieur qui venaient acheter aux étrangers au détail ne le payaient pas non plus, car l'étranger était censé ne commercer qu'en gros, et c'était au moment de la revente au marchand de détail qu'on exigeait la *Saca*. Or, comme on supprimait indûment cette opération intermédiaire, le Roi se trouvait frustré. C'est là ce qui explique le succès du Puerto et des marchands étrangers en face de leurs concurrents, les marchands détaillants espagnols qui payaient, eux, le droit de *Saca*.

Les étrangers avaient fait mieux encore. Ils avaient envoyé dans les bourgs et les villes de l'intérieur des jeunes gens de leur nation chez des commerçants locaux, sous prétexte de leur faire faire leur apprentissage. Quand ils étaient au courant, ils leur avaient installé à leurs frais, dans des lieux importants de la Basse, et même de la Haute-Andalousie, des entrepôts où ils envoyaient des marchandises. Ils disaient 'qu'ils envoyaient ces articles dans des magasins qu'ils possédaient dans l'intérieur et où ils désiraient les mettre en dépôt et ils éludaient par là le droit de *Saca*. Naturellement elles n'y restaient point et les droits du Roi se trouvaient encore frustrés.

On s'avisa de la fraude au Puerto de Santa-Maria et on la réprima. Les étrangers recommencèrent alors à Puerto-Real. Ce système d'entrepôts à longue distance dans l'intérieur pénétra assez loin, le plus souvent à une ou deux journées de voyage. Les gremios de Séville, qui nous rapportent le fait, en signalent jusqu'à Zafra et dans d'autres localités de l'Estramadure, ainsi qu'à Huelva, petit port voisin de la frontière portugaise.

Mais le grand marché de l'Andalousie n'en restait pas moins Séville pour tous les besoins de la population de la province. Les étrangers s'étaient efforcés aussi de l'atteindre et de la conquérir. Leurs navires remontaient le Guadalquivir, faisant parfois deux ou trois voyages par an, et ils séjournaient à Séville un ou deux mois pour introduire dans la ville leurs marchandises. Ils vendaient au détail directement au public sur le navire même ou dans la rue, ce qui économisait les frais généraux et les intermédiaires. Ceci nous paraît aujourd'hui assez légitime : il est de mode de préconiser la vente directe du producteur au consommateur, mais à cette époque cette façon d'agir apparaissait comme déloyale et frauduleuse, car elle contrevenait à la loi. La hiérar-

chie commerciale était en effet fixée : il fallait que l'étranger vendît en gros à un marchand *de reventas*, qui lui-même vendait au public. Le Roi y avait intérêt car il percevait à chaque fois l'alcabala.

Ces pratiques jouissaient de l'impunité : les navires étrangers avaient, en effet, le privilège de n'être pas visités à la Douane, on s'en rapportait à la déclaration des marchands qui ne disaient que ce qu'ils voulaient sur leur cargaison et se dépêchaient de vendre à bord ce qui était défendu. Pour plus de sûreté parfois, ils s'arrêtaient dans le fleuve à une ou deux lieues de la ville, sous prétexte que les hauts fonds les empêchaient de remonter plus haut. Ce n'était qu'une mauvaise excuse, car dans certains cas, quand ils y avaient intérêt, les hauts fonds ne les gênaient plus. En Douane, ils usaient encore d'un stratagème : ils avaient apporté de leur pays des connaissements avec les noms des acheteurs en blanc, quand ils avaient vendu à bord leurs marchandises, ils mettaient sur les connaissements les noms de leurs acheteurs, ce qui prouvait que la marchandise appartenait déjà au destinataire au moment où elle avait fait le voyage. Cela faisait disparaître un acte de vente sujet à l'alcabala.

La plupart des étrangers établis à Séville achetaient ainsi à bord des navires, soit dans la baie de Cadix par leurs correspondants, soit dans la rivière. Les Espagnols, qui ne suivaient point leur exemple et qui passaient par les voies traditionnelles du commerce, se trouvaient donc grevés de plus de droits. Ainsi le commerce de la métropole andalouse passait aux mains de la colonie étrangère.

Mais c'était surtout dans ce qui touchait au commerce des Indes que la contrebande était formidable et les fraudeurs impudents.

Nous avons vu que tout ce qui allait aux Indes devait

être enregistré, car c'était d'après le registre qu'on percevait les droits. Or, une quantité énorme de marchandises allait hors registre sur les navires marchands, sans même passer par la Douane. Ce n'était pourtant pas faute de précautions. Avant le départ, les officiers de la Contratacion assignaient un terme pour les enregistrements sous peine de confiscation. Le Président et quatre juges de la Casa venaient à ce moment là à Cadix et ils mettaient des gardes aux portes de la ville et sur les Galions, mais la corruption fermait tous les yeux et les marchandises s'embarquaient encore après la fermeture du registre. Le double de ce dernier était envoyé aux Indes pour qu'on pût exercer un contrôle à l'arrivée, et celui des Indes au retour était envoyé à Cadix. On chargeait aussi hors de registre sur les navires de guerre de l'escorte, ou Galions, bien qu'il fût interdit d'embarquer des marchandises à leur bord, car ils étaient destinés primitivement à défendre les navires marchands et, au retour, à porter le Trésor du Roi. Les officiers de la Contratacion les visitaient, comme les navires de commerce, avant le départ, mais ils n'allaient point voir les parties du vaisseau sujettes à caution, et les officiers de la marine de guerre se laissaient corrompre. Le Roi avait fini par ratifier indirectement ces habitudes en exigeant des candidats au commandement de ses vaisseaux des prêts assez lourds remboursables aux Indes sur les fonds des caisses royales, et en mettant à leur charge certains frais de mise en état du navire. Il leur fallait donc se rattraper et les Galions étaient souvent chargés au point d'être incapables de combattre, s'il l'avait fallu⁷⁶.

76. *Proyecto para establecer el comercio y la fé pública, alterada en los negocios y carrera de las Indias*, par Juan Francisco de Fuentes (s. d., post. à 1712), Madrid, A. H. N. Estado, 3.027; *Mémoire touchant le commerce des Indes occidentales par Cadix* (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 27).

Au retour, les memes fraudes se produisaient à l'embarquement en Amérique, et avec d'autant plus de profit qu'il s'agissait de dissimuler surtout les métaux précieux, dont la sortie d'Espagne était interdite. Ceux-ci aux yeux des commerçants, couraient en outre à Cadix des dangers divers : ils avaient à payer les droits, puis, quand ils se présentaient sous la forme de barres ou de lingots, il fallait les porter à la Monnaie de Séville et le monnayage coûtait cher. Le Roi catholique ne donnait pour un marc d'argent que 68 réaux $1\frac{1}{2}$ de plata, c'est-à-dire 3 ou 4 % de moins qu'on n'en donnait aux Indes; à Cadix même on en donnait 74,75 et parfois 76 réaux. Enfin les délais de paiement de la Monnaie de Séville étaient infinis.

Mais le péril le plus grave que courait l'argent était d'être saisi par le Roi. « Il y a quelques années, écrivent dans leur relation de voyage en 1655 Brunel et van Aerssen, que Sa Majesté Catholique ayant faute d'argent, fit mettre la main sur celui qui était aux marchands. On le prit bien par forme de prêt, mais, outre que les affaires des marchands ne souffrent pas le plus souvent ces emprunts forcés, on ne (le) leur a point rendu. Tellement qu'afin qu'on ne leur joue plus de pareils traits, ils aiment mieux s'exposer à perdre tout qu'à se le voir saisir, lorsqu'ils ont fait leur compte de l'avoir au débarqué. Ainsi il y en a beaucoup qui ne font point enregistrer ni l'or ni l'argent qui leur vient, et frustrent le Roi du revenu qui lui est dû, aimant mieux s'entendre avec les capitaines, bien qu'il leur en coûte davantage, que de courir risque de ne rien recevoir que de belles paroles⁷⁷. »

77. Brunel et van Aerssen, p. 67. L'habitude de saisir l'argent des particuliers au retour des flottes par un emprunt forcé remontait assez loin. L'ambassadeur de France Forquevaux signale déjà le fait en 1567 dans une lettre au Roi de France citée par Forneron (I, p. 246). L'ambassadeur d'Angleterre Hopton écrivait en 1637 : « Les commerçants espa-

Ce qui se passait déjà au temps du traité des Pyrénées ne fit que se développer depuis, et les retours des Indes passaient pour la plus grande partie, hors de registre⁷⁸.

Le moment délicat était le débarquement à Cadix. Un cérémonial aussi impressionnant qu'au départ avait lieu à l'arrivée. Quand la Flotte était signalée, le Président de la Contratacion s'avancait jusqu'à trois lieues en mer. Il montait avec quatre juges à bord du Galion amiral, la Capitana, et il faisait publier la défense de sortir des navires pour tout homme ou marchandise. De sa personne il restait sur la Capitana, un juge allait s'établir sur l'Almiranta ou navire vice-amiral, un autre sur le Gouvierne, ou navire contre-amiral, et les deux autres sur les Galions les plus richement chargés. D'autres fonctionnaires de confiance se répartissaient sur les autres bâtiments de guerre ou de commerce. Puis on examinait le registre et on recevait les déclarations. Cela donnait lieu à des contestations et des manœuvres infinies. En 1680, Patoulet rapporte que lors de l'arrivée des derniers Galions, on était resté huit jours avant d'autoriser le débarquement.

Les marchands ne déclaraient guère, en argent ou en marchandises, plus de la moitié de ce qu'ils avaient. Patoulet raconte que pour les Galions mentionnés ci-

gnols estiment qu'il ne vaut pas la peine de continuer à avoir une flotte. Le Roi, en effet, garde à la *Contratacion* tout l'argent et tout l'or ils s'est d'abord réservé les douanes puis une moyenne de 47 p. 100, et il se refuse à dire ce qu'il entend faire du reste » (cité par Hume, *La cour de Philippe IV et la décadence de l'Espagne*, trad. française p. 248). Sur la flotte de D. Jerónimo Gomez Sandoval (1630), le Roi a pris 500.000 ducats aux particuliers. Il leur a remboursé cette somme en monnaie de vellon, monnaie dépréciée, avec une prime de 50 %, quand la prime de l'argent sur le vellon dépassait 90 %. En 1641 sur la flotte de D. Roque Centeno, le Roi prit 70.000 ducats, qu'il remboursa en vellon, avec une prime de 90 % au lieu de 200 %. Sur l'armada de D. Francisco Diaz Pimienta (1642) le Roi prit les deux tiers de l'argent des particuliers qu'il remboursa en vellon avec une prime de 165 % au lieu de 200 (Acad. de l'Histoire, col. Jesuitas, 43, n° 185, Mémoire imprimé de Séville au Roi).

78. Comme nous l'avons vu à partir de 1660 un nouveau système de perception ne comporte plus le registre pour l'or et l'argent.

dessus, la Capitana avait dix millions d'écus en barres, mais qu'on n'en déclara d'abord que deux ou trois millions. Le lendemain on déclara 500.000 écus de plus et chaque jour on ajouta 100.000 écus. Le Président finit par s'impatienter et menaça de faire une visite générale. Alors on déclara la moitié de la somme réelle, soit un peu plus de onze millions d'écus en barres, au lieu de dix-neuf millions et plus, sans compter l'or brut, les pignes d'argent et tout ce qu'on dissimule d'ordinaire dans les caisses de sucre et dans les ballots de laine de vigogne, qui pouvait valoir plus de quatre millions d'écus. Sur la Flotte de Nouvelle-Espagne on déclara la même année onze millions d'écus en barres d'argent, en or, en vaisselle et en piastres, y compris l'argent du Roi. Or, elle portait, sans les marchandises, pour plus de dix-huit millions d'écus⁷⁹.

Les marchands déclaraient presque toujours les sommes monnayées et la vaisselle, parce qu'on avait le droit de les emporter tout de suite chez soi, tandis qu'on ne déclarait ni l'argent en barres, ni les *pignes* (piñas). Pour les barres, gros lingots d'argent estampillés par le fisc en Amérique après avoir payé le *quint*, mais soumises obligatoirement à Séville au monnayage à un taux désavantageux, nous voyons pourquoi; il fallait ajouter une autre raison, les risques du voyage à Séville. Les pignes étaient des lingots non estampillés, qui n'avaient pas payé le *quint* et ne pouvaient pour cette raison être déclarés sans danger. Une fois la déclaration faite, on pouvait disposer de ses effets. On prenait donc une *guia* ou permis de transporter, délivré par la Douane, et l'on portait son bien à Cadix. Naturellement la *guia*

79. *Route de commerce des galions d'Espagne aux Indes occidentales* (1680) par Patoulet (A. E. Mém. et doc. France, 1993, fol. 28).

servait à couvrir des quantités de marchandises ou de métaux précieux bien supérieures⁸⁰.

Il s'agissait ensuite de faire sortir de Cadix l'or et l'argent pour les porter à bord des navires étrangers ancrés dans la baie. Pour cela on avait recours à des *metedores*⁸¹. C'étaient des gens du meilleur monde, officiers, gentilshommes du pays, cadets de bonne famille qui se chargeaient de transporter à bord des vaisseaux étrangers ce qu'on voulait y faire passer en fraude. De grands personnages même se livraient à ce trafic et les fonctionnaires n'osaient pas intervenir contre eux. Ils allaient jeter les barres et les lingots par dessus les remparts sur le bord de la mer, d'où l'expression *pasar por alto*, qu'on employait pour signifier passer en contrebande. D'autres *metedores* les recueillaient et les portaient dans la chaloupe du vaisseau étranger. Les *metedores* avaient même répandu des histoires terrifiantes, concernant un serpent qui hantait la nuit la partie de la plage qui leur était le plus commode pour leurs opérations : c'était un moyen grossier d'assurer la liberté de leurs mouvements⁸². Outre ces *metedores* de qualité, il y en avait d'autres, appartenant au bas peuple. Tous ces gens percevaient un tant pour cent qui servait à rémunérer leurs services et à corrompre ceux à qui il était nécessaire de fermer les yeux, les sentinelles, les douaniers, et parfois jusqu'à l'Alcalde mayor et au Gouverneur. Ils étaient d'une honnêteté scrupuleuse dans

80. *Mémoire concernant le commerce de la province d'Andalousie*, s. d., xviii^e siècle (A. E. Mém. et doc. Espagne, 82, fol. 4).

81. Sur les *metedores*, voir le *Mémoire sur le commerce des Français dans les Indes espagnoles et des moyens de l'entretenir* (octobre 1670) et les mémoires de Patoulet *Mémoire touchant le commerce des Indes occidentales par Cadix*, s. d., post. à 1684 (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22-38); *Mémoire sur le Commerce de Cadix et des Indes* (2 janvier 1686) (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 189-191). Voir aussi le *Mémoire concernant le commerce de la province d'Andalousie* (s. d., xviii^e siècle) (A. E. Mém. et doc. Espagne, 82, fol. 4).

82. *Mémoire* imprimé, sans titre, présenté par Séville au Roi en 1726 (Séville, A. M. Procura mayor, t. III, n^o 5).

leur métier : « Il n'est jamais arrivé le moindre manquement là-dessus, dit Patoulet, et il paraît surprenant que les Espagnols, qui ont naturellement plus de vénération pour le nom de leur Roi que les autres peuples, se fassent un point d'honneur de le tromper comme ils font dans ces occasions-là, car il faut compter qu'un Espagnol serait déshonoré et déchiré par ses compatriotes s'il avait manqué de foi aux marchands avec lesquels il s'est engagé⁸³. »

Le plus simple était encore de transborder les caisses directement des vaisseaux de la Flotte sur les navires étrangers sans passer par la Douane, ni par Cadix. C'était ce qu'on faisait pour l'argent transporté sur les navires de guerre. Quand les Flottes arrivaient la nuit, on se hâtait de décharger les vaisseaux de cette manière, et parfois quand le Président de la Contratacion montait à bord, la Flotte était déjà à moitié déchargée. Les chaloupes des contrebandiers accostaient le premier navire étranger qu'elles rencontraient et y déposaient leur charge en hâte contre le reçu de l'écrivain. Puis les propriétaires prenaient leurs dispositions et faisaient transporter leur bien dans d'autres bâtiments suivant leur destination. Tout cela se passait souvent la nuit pour dépister la surveillance des bateaux de la Douane, qui, bien armés, parcouraient la baie en tous sens⁸⁴.

La contrebande n'avait d'ailleurs pris d'aussi vastes proportions que parce qu'elle rencontrait chez ceux qui étaient chargés de la réprimer de coupables complicités. Sans doute les privilèges des étrangers, notamment le droit qu'ils avaient de ne subir de visite ni dans leurs maisons, ni sur leurs navires, gênaient la répression,

83. A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22-38.

84. *Route de commerce des galions d'Espagne aux Indes occidentales* par Patoulet du 28 mars 1680 (A. E. Mém. et doc. France, 1993, fol. 13-40).

mais si les hommes avaient eu la volonté inflexible d'appliquer les règlements, on eût obtenu des résultats. Or, il n'en était rien : depuis le modeste garde que l'on plaçait à bord d'un vaisseau jusqu'au Président de la Contratacion et même au Gouverneur de Cadix, tout le monde plus ou moins se laissait fléchir. Nous avons vu en effet, que la complaisance des gardes était si connue qu'elle était pour ainsi dire tarifée. Au départ pour les Indes, on avait beau clore le registre et mettre sur la Flotte des gardes pour empêcher les embarquements clandestins, « avec de l'argent, nous dit Patoulet, on aveugle là-dessus et les juges et leurs gardes⁸⁵. » Les officiers des navires de guerre prélevaient 1 ou 2 % sur les ballots qu'on leur confiait malgré la défense⁸⁶. En 1668, Fr. Juan de Castro nous dit qu'il y avait des batailles entre les *metedores* et les gardes « bien que maintenant on prenne un meilleur moyen pour éviter les morts d'hommes, car les gardes eux-mêmes se font *metedores* ». Au sujet des barques de surveillance dans la baie, le Gouverneur de Cadix, D. Miguel Francisco de Pueyo, écrivait encore le 23 juin 1698 : « L'expérience m'a enseigné que les barques des Rentes aident plus à la fraude qu'elles ne la gênent⁸⁷. » Les *compradores de oro y plata*, ou, comme les appelaient les Français, les *marchands de plate*, qui se chargeaient d'affiner les métaux précieux, de même que les employés de la Monnaie de Séville où l'on transformait les lingots en piastres, ne traitaient pas la huitième partie de ce qu'on leur envoyait; ils en vendaient la plus grande partie aux étrangers au taux de 74,75 ou 76 réaux le marc d'argent, tandis qu'ils n'en donnaient selon la loi que 68 1/2 aux propriétaires,

85. A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22-38.

86. *Ibid.*, suppl. France, 1992, fol. 149-195; Mémoire du 2 janvier 1686.

87. A. I. Conseil des Indes, 136-6-19.

mettant la différence dans leur poche, au double détriment du Roi et des marchands⁸⁸.

Enfin nous avons vu que les *metedores* se chargeaient à forfait de corrompre les différentes autorités, depuis les sentinelles des remparts jusqu'à l'Alcalde mayor et au Gouverneur. « Il est constant, écrit en 1662, un magistrat espagnol... que le gouverneur de Sanlucar, les administrateurs de la Douane de Séville et de Cadix et l'Alcalde qui s'occupe de l'envoi de la Flotte dans la baie de Cadix ont fait charger sur les navires qui vont de conserve avec la Flotte une grande quantité de pièces d'étoffe et de marchandises, en les tirant en fraude (*por allo*) des navires étrangers mouillés dans la baie, sans *guia ni despacho* d'aucune sorte, de nuit comme de jour, en fraudant les droits de registre, d'*haberia*, de *consulado*, et d'entrée aux Indes. » Les barques de la Douane, ajoutait-il, ne pouvaient rien faire, pas même les reconnaître, car ils s'étaient précautionnés d'armes à feu et de piques, se trouvaient en nombre et s'aidaient les uns les autres⁸⁹.

D'ailleurs les seigneurs propriétaires des fiefs de la côte favorisaient les étrangers, avec d'autant plus de facilité que la charge de capitaine général des côtes d'Andalousie leur était généralement confiée. Successivement elle appartint à la maison des ducs de Medina-Sidonia, propriétaire de Sanlucar, et à celle des ducs de Medina-Celi, propriétaire du Puerto de Santa-Maria. Avant le traité des Pyrénées, la capitainerie était entre les mains du duc de Medina-Sidonia, qui s'en servit

88. A. E. Mém. et doc. France, 1993, fol. 13-40, Mémoire du 28 mars 1680.

89. *Relación de la culpa individual que resulta de los autos fulminados por el Alcalde D. Diego Venegas de Valenzuela, en virtud de su comisión despachada por el real Consejo de las Indias contra Nicolas Beltrán y Nicolas Robin, de nación francesa, comerciantes en la Ciudad de Cádiz y presos sus casas por carcel* (septembre 1662) (Madrid, A. H. N. Estado, 2.340).

pour favoriser Sanlucar en y attirant le commerce par sa complicité. Un peu avant la paix on l'éloigna et la charge de capitaine général passa au duc de Medina-Celi, qui s'en servit au profit de Cadix, dont le Puerto était voisin. Les Medina-Celi remplacèrent donc les Medina-Sidonia dans l'office de protecteur officieux des étrangers contre la loi⁹⁰, et d'après un mémoire de 1670, ils tiraient un grand profit des magasins qu'on y avait établis. En 1677, en pleine guerre avec la France, nous voyons le marquis de la Laguna, frère du duc et capitaine général des côtes d'Andalousie, protéger si scandaleusement la contrebande des commerçants français, que le Roi publia un édit obligeant ceux-ci à se tenir dans l'intérieur du pays à vingt lieues de la côte. « Plusieurs croient même, écrivait alors le consul de France, que le Roi d'Espagne joindra à son domaine le Puerto de Santa-Maria, en donnant en échange une autre ville au duc de Medina-Celi qui en est le seigneur. On en parle fort⁹¹. »

Quand on ne trouvait pas de facilités par le moyen de la corruption on recourait à la force. Voici quelques incidents symptomatiques.

En 1683, le Gouverneur de Cadix étant intervenu en personne pour procéder à la saisie de marchandises frauduleusement débarquées, on lui résista à main armée et un de ses serviteurs fut blessé. En 1685, on tua la corregidor du Puerto de Santa-Maria. En 1686,

90. Bertaut, *Etat de l'Espagne*, Paris, 1669, in-4°, p. 414. Cet ouvrage se trouve inclus dans le *Journal du Voyage d'Espagne* du même auteur (pp. 251-422). La première édition est de 1664.

91. Catalan au ministre, Ayamonte, 8 août 1677 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 224 et suiv.). Déjà en 1664 la puissance des ducs de Medina Celi avait porté ombrage au Roi, et l'archevêque d'Embrun écrivait, à la date du 31 juillet 1664 (A. E. Corr. polit. Espagne, 49 fol. 405) : « L'on croit que l'on voudrait fort le tirer par ce poste (de vice-roi de Naples) de celui qu'il a de Capitaine général en Andalousie, où il est fort établi, comme étant seigneur de grandes terres et du Port Sainte-Marie où il demeure... » Il s'agissait surtout à cette époque moins de contrebande que d'intrigues politiques en Portugal.

on fit subir le même sort au *guardia mayor* des almojarifazgos du Puerto et à d'autres fonctionnaires qui l'accompagnaient, ceux qui étaient restés dans la baie furent traités de même⁹². En juillet 1697, une embarcation de la Douane surprit une chaloupe chargée du navire danois l'*Eléphant doré* : celle-ci se réfugia auprès d'un navire de guerre hanséate dont l'équipage prit les armes et tira un coup de fusil contre les gens de la Douane. Dans la nuit du 13 août 1697, trois chaloupes chargées d'argent montées par beaucoup de monde accostèrent un navire gênois et un vaisseau de guerre anglais mouillés l'un près de l'autre. La barque de surveillance n'osa pas les attaquer. Dans la nuit du 14, pendant sa ronde, elle essuya du navire anglais un coup de feu accompagné de la sommation d'avoir à s'éloigner. Le 15, l'incident se renouvela, l'Anglais ayant même détaché une chaloupe pour porter sa sommation, et comme la conversation durait trop longtemps, le capitaine anglais menaça la barque de la Douane de deux coups de canon. Le 3 septembre 1697, un caïque de surveillance, ayant réussi à visiter une embarcation qui venait du navire marchand anglais, le *Roi Guillaume*, fut cerné par deux chaloupes anglaises armées et contraint de restituer les objets qu'il avait confisqués. Le 5 août 1698, une saisie d'argent fut faite dans la baie par un bâtiment de la Douane, au moment où cet argent qui avait une *guia* pour le Puerto de Santa-Maria, était amené à un des vaisseaux étrangers. Le propriétaire de l'argent, un nommé Andres Perez de Ribera, était un Gaditain qui se réfugia avec ce qu'il avait de plus précieux dans un lieu d'asile inviolable, l'église du couvent de San-

92. *Memorial que se dió a Su Majestad el Rey Nuestro Señor D. Carlos II deste nombre por parte de la esta ciudad de Sevilla sobre el comercio que hay en la de Cádiz* (Depósito hidrográfico, Collec. Navarrete, t. XXIX, ms n° 10 (1686))

Francisco. On prononça la confiscation de ses biens, mais l'affaire se termina par un accommodement : moyennant 20.500 écus partagés entre le Conseil des Indes, l'administration de la Douane et le Gouverneur, et moyennant le paiement de leur prime à ses dénonciateurs, il fut amnistié et put sortir de son église⁹³.

Tous ces faits se répétaient continuellement, montrant à la fois la puissance des fraudeurs, leur nombre et le mépris où ils tenaient l'autorité. Il n'est donc pas étonnant que le petit nombre d'agents fidèles qui tentaient de faire respecter la loi, ait été débordé et n'ait le plus souvent pas osé réprimer des délits commis ouvertement et sous le patronage même des navires de guerre étrangers.

Tout ce que nous venons de dire au sujet de la fraude concerne tous les étrangers, les Français comme les autres. Jamais les documents ne font de distinction entre les nationalités. D'ailleurs le traité des Pyrénées en conférant aux Français les mêmes privilèges qu'aux autres, les poussait dans la même voie : la contrebande fut pour eux, comme pour leurs rivaux, le meilleur moyen de tirer parti des privilèges.

93. Les faits qui précèdent sont tirés de la correspondance du Gouverneur de Cadix, Pueyo, avec le conseil des Indes et d'une consulte de ce conseil (A. I. Cons. de Indias, 136-6-19).

CHAPITRE V

LA REACTION ESPAGNOLE

Contre la fraude étrangère et contre les facilités que lui procuraient les privilèges, l'Espagne réagit. Elle le fit progressivement, à mesure que le mal se développa, et par différents moyens, les uns directs, les autres indirects, mais les résultats furent médiocres, car les hommes qui détenaient l'autorité ou qui appliquaient les règlements se laissaient trop souvent corrompre à leur tour.

L'organisation répressive.

Dès 1624, elle établit une organisation répressive spéciale dont fut chargée la Compagnie de l'Almirantazgo¹. Cette compagnie avait reçu la mission d'assurer les relations commerciales entre l'Espagne, la Flandre, l'Allemagne et les Pays du Nord. On lui avait donné en outre des pouvoirs de police et de justice contre la contrebande qui apparaissait déjà alors comme très grave. L'Almirantazgo avait ses tribunaux dont les jugements étaient portés en appel à une junte spéciale

1. On trouvera tous les textes relatifs à l'organisation de l'Almirantazgo dans l'ouvrage de Abreu y Bertodano aux tomes III et IV. Il existait encore à la fin du XVIII^e siècle. La cédula du 27 février 1650 mentionne les *cedores y ministros del Almirantazgo y Contrabando* (Abreu, t. VIII, p. 37). Une consulte du Conseil d'Etat du 10 juin 1670 fait également allusion au *Juez del Almirantazgo* d'Alicante (Madrid, A. H. N. Estado, 680).

siégeant à Madrid. La fonction commerciale de la compagnie semble s'être effacée assez vite devant sa fonction judiciaire. Il y avait donc dans les provinces côtières des *veedores del contrabando*² pour la surveillance, des *jueces del contrabando* pour prononcer les peines, et à Madrid la *junta de los fraudes*, qui jugeait en dernier ressort. Celle-ci fut un moment supprimée vers la fin du siècle et ses attributions furent transmises au Conseil des Finances, sous le prétexte que « la principale mission du Conseil des Finances était de veiller à la bonne administration, au bon rendement et à la bonne perception de celles-ci³ ». Mais quelques années plus tard, en 1692, on rétablit pour intensifier la répression, une *junte*, qui siégea chez le cardinal Portocarrero. Comme tous les conseils espagnols elle était à la fois un organe consultatif et un tribunal⁴.

Cette préoccupation de donner à la répression des fraudes une attention particulière se marque encore par la nomination du duc d'Albuquerque, alors *Capitán general del Mar Oceano, Costas y ejercito de Andalucía*, comme *protecteur de l'Almojarifazgo* pour éviter et réprimer la contrebande (24 juin 1698⁵).

Dans certaines circonstances exceptionnelles des personnages importants, magistrats ou autres, étaient envoyés en mission spéciale pour faire une enquête et intensifier la répression. Ainsi, à la suite de fraudes particulièrement graves qui s'étaient commises en 1660, lors du départ de la Flotte de Nouvelle-Espagne sous

2. Un *veedor* était déjà un personnage considérable. Un document de 1660 nous apprend que la *veeduría* de Cadix était exercée par D. Antonio de Salinas, fiscal de la Casa de la Contratacion. Le fiscal, dans un tribunal espagnol, remplit le rôle de ministère public (Simancas, Apendice de Estado, 2.687 nuevo, Consulte du Conseil de la Guerre du 22 mars 1660).

3. Cédule du 4 mars 1687 (Madrid, A. H. N. Consejos suprimidos, leg. 3096E, Libro registro de resoluciones de S. M., 1683-1708).

4. Cédule du 20 décembre 1692 (*ibid.*).

5. Arch. de la Delegación de Hacienda de Cádiz, Lib. I, Ordenes.

D. Adrian Pulido Pareja, nous voyons l'alcalde D. Diego Venegas de Valenzuela chargé par le conseil des Indes d'une mission spéciale. Elle dura de longs mois et son rapport ne fut adressé au conseil qu'en septembre 1662⁶. De même le 10 octobre 1666, le consul de France à Cadix, Guillaume Eon, signala à Colbert l'arrivée imminente d'un autre de ces juges extraordinaires, ou *juges de commission*, comme on les appelait⁷. C'est probablement l'Adelantado de la Florida, qui nous est signalé par un mémoire de 1685 comme ayant fait subir au commerce français de lourdes pertes en 1667. Le même document mentionne encore la mission de D. Juan de Montalvo en 1674, de Feliaga en 1678, et du marquis de Mancera en 1682⁸. Dans ces cas-là le magistrat enquêteur avait tous les pouvoirs et l'on ne pouvait invoquer contre lui aucun privilège de juridiction et aucune compétence. Ce n'était d'ailleurs parfois de la part du Roi qu'un moyen d'effrayer les négociants et d'obtenir d'eux une somme d'argent, en échange de la révocation de l'ordre d'enquête. C'est ce qui arriva notamment en 1682, où le marquis de Mancera, personnage considérable envoyé de Madrid avec des pouvoirs étendus et l'intention affichée de saisir l'argent des particuliers arrivant sur les Galions et de rechercher les fraudes des étrangers, transigea avec les négociants pour une somme de cinq cent mille piastres. Une affaire analogue eut lieu encore en 1689¹⁰.

6. Voir *Relación de la culpa individual que resulta de los autos fulminados por el alcalde D. Diego Venegas de Valenzuela...* (Madrid, A. H. N. Estado, 2.340).

7. Paris, B. N. Mss., Mélanges Colbert, 141, fol. 232.

8. *Mémoire pour le commerce de France* (sur la taxe du Mexique de 1685) (Paris, A. N. Marine B7, 211).

9. Voir sur cette affaire la correspondance de La Vauguyon avec le Roi (A. E. Corr. polit. Espagne, 68, fol. 93, 141, 145, 153 v°, 155, 157 v°, 174), et celle de Catalan (*ibid.*, consul. Cadix, II, 43, 46, 48, 57).

10. La Lande Magon à Seignelay, 2 nov. 1689 (Paris, A. N. Marine, B7, 495), Catalan, 15 et 28 novembre 1689 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 231, 234).

Ce qui importait surtout pour la répression de la contrebande c'était moins l'organisation judiciaire que l'organisation policière, et les échelons supérieurs moins que les échelons inférieurs qui étaient en contact direct avec les délinquants. Cette partie essentielle de la surveillance était surtout entre les mains de ceux qui avaient le maniement des droits de Douane. Il dépendait d'eux, en effet, d'avoir plus ou moins d'agents, de les choisir et de les rémunérer de façon convenable. En 1645, D. Jerónimo de San Vitores de la Portilla, administrateur de la Douane, fit pour cela les dépenses nécessaires et il obtint à Cadix de bons résultats¹¹. Mais il devait être tentant pour un fermier de faire des économies sur ce chapitre, et dans la suite le personnel de surveillance ne se montra plus suffisant.

Voici comment nous pouvons nous figurer, d'après des documents de la fin du siècle, l'organisation de surveillance à Séville et à Cadix.

A Séville les marchandises qui venaient de l'intérieur n'avaient qu'une entrée, la *Puerta de las Aduanas*, celles qui venaient du dehors arrivaient par la rivière du Guadalquivir, dont les quais étaient faciles à surveiller. Nuit et jour dans l'intérieur de la ville circulaient des agents et au dehors des gardes à cheval, qui longeaient les murailles pour surveiller les *metedores*, ou qui suivaient les chemins par où l'on arrivait à la ville. Des barques de garde sillonnaient le fleuve sur tout son cours inférieur jusqu'à l'embouchure¹².

11. *Respuesta de Gaspar Pluyms y Alberio Ancuelman... al memorial de Francisco Baez Eminente...* (8 juin 1666) (Séville, A. M. Sección especial, XVIII^e siècle, t. XXIX).

12. *Memorial que se dió a S. M. el Rey... Carlos II... por parte de la ciudad de Sevilla, sobre el comercio que hay en la de Cádiz* (Dépôt hydrographique, Colecc. Navarrete, t. XXIX, Mss. n° 10). Dès 1667, le Conseil des Finances prescrivait par lettre du 8 novembre à D. Alonso de Paz y Guzman, administrateur général des almojarifazgos de Séville, de préparer quatre bateaux armés qui iraient jusqu'à Bonanza faire des rondes de jour et de nuit (Madrid, A. H. N. Consejos suprimidos 3096E, Libro registro de resoluciones de S. M., 1683-1708).

A Cadix, il y avait trois portes, toutes trois gardées, la *Puerta de Tierra*, vers l'isthme, la *Puerta de la Aduana* et la *Puerta de Sevilla* sur la baie. Des gardes faisaient des rondes sur les remparts. La grande affaire était de faire la police de la baie pour éviter les transbordements clandestins d'un navire à un autre et les débarquements frauduleux vers les localités voisines. La surveillance avait mis à profit la division de la baie en deux par l'avancée des Puntales : deux forts commandaient l'entrée de l'arrière-baie, celui des Puntales et celui de Matagorda, le fond de la baie était commandé par un troisième fort, celui de Sancti Petri. En 1697, il y avait, deux bateaux de garde à la hauteur des Puntales, c'étaient des bâtiments d'un certain tonnage, capables de détacher pour des missions spéciales de poursuite ou d'estafette des embarcations légères ou caïques. Dans l'avant-baie, en face de la ville et du port de Cadix, un autre bateau appartenant au Roi avait été placé par le Gouverneur de la ville, dont il dépendait. En outre un bateau appartenant à la Douane et un autre appartenant à l'administration de l'Haberia faisaient des rondes dans la baie. Tous pouvaient détacher des caïques¹³.

Le port de Cadix donne sur la partie la plus large et la plus ouverte de la baie. Il était donc plus naturel pour les navires étrangers de se tenir là, à la vue de la ville, plutôt que de pénétrer au fond de la baie au delà des Puntales, dans un bassin presque fermé éloigné

13. Voir la correspondance du Gouverneur de Cadix, Pueyo avec le Conseil des Indes en 1697 et 1698 (A. I. Cons. de Indias 136-6-19 *passim*). Le bâtiment appartenant au Roi ne fut d'ailleurs placé qu'en 1697 pour surveiller particulièrement la fraude de l'argent, à la suite de l'autorisation d'exporter les métaux moyennant 3 %, qui fut accordée cette année-là. Mais dès le 23 juin 1698, Pueyo réclamait une réorganisation de l'administration du 3 % qui lui permit d'entretenir le bateau elle-même, car il ne pouvait plus continuer à en faire la dépense. Cela semble s'être produit à la fin de 1698. Il résulte de cela qu'avant 1697 la surveillance de la baie était assurée uniquement par les bateaux de la Douane et de l'Haberia.

à la fois de la passe et de la ville. Il est vrai que le mouillage dans la baie n'était pas très sûr, car on y était exposé à des coups de vent violents, et aussi à des attaques du dehors : l'entrée vers la pleine mer est en effet, très large et en temps de guerre il était arrivé que des corsaires avaient pénétré jusqu'en vue de Cadix et attaqué des navires au mouillage dans la baie. Mais, outre la proximité de la ville, l'avant-baie offrait aux étrangers l'avantage de les mettre moins sous la dépendance des autorités qu'au delà des Puntales, et de fournir des conditions plus favorables à la fraude. Aussi la baie extérieure était-elle toujours pleine de navires, venant de tous les pays et elle était le théâtre de toutes sortes de trafics irréguliers.

Après le traité des Pyrénées il semble qu'on ait pris des mesures assez rigoureuses et assez efficaces pour enrayer la fraude, devenue depuis 1648, par le fait des Hollandais, un véritable fléau. C'est ce qui résulte d'une lettre adressée le 4 mars 1660, au secrétaire du Conseil de la Guerre par le *Veedor del Contrabando* de Cadix, D. Antonio de Salinas. Celui-ci proposa, pour les compléter, de forcer tous les navires marchands à aller faire leur déchargement à l'intérieur des Puntales, où se ferait la visite. Celle-ci pourrait ainsi se faire avec plus de rigueur et sans délai, car les navires étrangers seraient sous le feu des forts. Le Conseil de la Guerre approuva cette suggestion, le Conseil d'Etat également et il ajouta l'interdiction de monter à bord et de trafiquer sur les navires ancrés dans la baie extérieure. Toutes les opérations commerciales devaient donc être reportées à l'intérieur des Puntales. Le Roi approuva et donna des ordres en conséquence¹⁴.

14. Consultes du Conseil de la Guerre du 22 mars 1660 et du Conseil d'Etat du 7 avril (Simancas, Apend. de Estado, 2.687 nuevo).

Mais il ne semble pas que cette règle ait été observée. Le trafic continua dans l'avant-baie. A la fin du ^{xvii}e siècle, l'arrière-baie était réservée au stationnement des vaisseaux des Indes, qui entraient entre Puntales et se tenaient séparés des vaisseaux étrangers. Cette séparation, qui d'ailleurs n'exista pas toujours, ne fut pas toujours complète. Nombreuses furent les flottes qui n'entrèrent pas au fond de la baie. Souvent aussi elles n'y entraient pas tout entières, laissant leurs navires marchands dans l'avant-baie, ou bien elles n'y entraient pas tout de suite, permettant ainsi aux fraudeurs de débarquer dès l'arrivée, caisses et ballots. Enfin la séparation elle-même telle qu'elle existait vers 1697, n'empêchait pas les transbordements frauduleux¹⁵.

La politique douanière.

Contre les progrès croissants de la contrebande, l'Espagne ne tenta pas seulement de lutter par des mesures directes de surveillance et de répression, mais encore par certains procédés indirects, destinés à rendre moins profitable ou plus difficile l'activité des fraudeurs.

On chercha de plus en plus à compenser les pertes dans la perception des droits de douane par la pratique de l'*Indult*, contribution globale payée par la corporation des Cargadores en Europe et en Amérique pour acheter le pardon des fraudes. Elle était ensuite répartie entre les individus par les soins de leurs fondés de pouvoir naturels, les autorités du Consulado. Nous avons vu que la généralisation de l'*Indult* doit remonter aux environs de 1635¹⁶.

On chercha à réformer les procédés de perception des droits eux-mêmes de façon à limiter le tort causé au

15. Voir la correspondance de Pueyo en 1697 et 1698 citée plus haut.

16. Voir plus haut, ch. I.

Trésor. Pour l'*almojarifazgo de Indias*, nous avons vu qu'à partir de 1624 on remplaça la perception suivant la valeur des marchandises par la perception suivant le poids : on fixa une fois pour toutes une certaine valeur à l'arrobe, ou unité de poids, pour les marchandises de prix dont l'emballage était soigné. Pour les autres, emballées dans des caisses grossières, on payait suivant le volume. Cette réforme diminua les occasions de conflit avec les marchands et rendit plus sûre la levée des droits. A partir de 1660 on substitua dans la perception de l'*Haberia* le principe du forfait à celui de la répartition proportionnelle des frais de la Flotte entre les intéressés : les corporations de *Cargadores* d'Europe et d'Amérique payèrent une contribution fixe¹⁷.

On s'efforça d'enrayer le mouvement qui tendait à transporter le centre des opérations commerciales de Séville, où la fraude était plus difficile, à Cadix où elle l'était moins¹⁸. Cette évolution avait des causes diverses, d'ordre nautique et douanier principalement. En effet l'entrée dans l'estuaire du Guadalquivir était délicate, la remontée du fleuve le devint par suite de la croissance du tonnage et de l'ensablement, si bien que la tête de ligne des flottes tendit à se fixer à Cadix. En outre une certaine inégalité douanière s'était établie, au profit de Cadix, entre ce port et Séville. Primitivement les droits n'étaient perçus qu'à Séville : on se rap-

17. *Ibid.*

18. Pour toute cette question et la question connexe des rabais en Douane, voir mon étude sur *La Rivalité maritime et commerciale entre Séville et Cadix*, ch. III et IV. Les principaux documents à consulter sur les tarifs et les rabais douaniers se trouvent aux Archives municipales de Séville (Sección especial, siglo XVIII, t. XXIX, n° 17). Notamment des mémoires du fermier de la Douane et les pièces de son procès avec les consuls flamand et allemand de Séville. Il y a aussi des documents aux Archives des Affaires étrangères (Mém. et doc. France et divers Etats, 494, fol. 122-129, *ibid.*, Espagne, 82, fol. 4-89 et 153, fol. 242; *ibid.*, consul. Cadix, t. II, fol. 371) (Madrid à l'Archivo histórico nacional Estado 5042, Mémoire joint à la lettre d'Izquierdo à Floridablanca du 7 avril 1782).

pelle que c'étaient l'*almojarifazgo* à l'entrée ou à la sortie (5 %) auquel on joignait l'*alcabala* ou impôt sur les transactions (10 %) et un droit de sortie de Séville vers l'intérieur du Royaume (*Saca*) qui semble avoir été de 2 1/2 %. A partir de 1617, le commerce s'étant porté vers Cadix, on avait mis dans cette ville une douane qui percevait l'*almojarifazgo* et le droit de *Saca*; mais l'*alcabala* conformément à ce qui se passait dans le reste de la Castille, et contrairement à l'usage local de Séville, ne fut pas perçu par la Douane, mais par une administration particulière. Cet impôt ne retombait donc pas, à Cadix, sur l'importateur étranger, mais sur l'acheteur espagnol, ce qui était un premier avantage pour Cadix. De plus dans la suite, à diverses dates, le commerce sévillan se vit grevé de droits accessoires perçus par la Douane, et destinés à rembourser des contributions extraordinaires consenties au Roi par le *Consulado* ou la municipalité, ce qui constituait un deuxième motif d'inégalité. Ainsi en 1635 à la Douane de Séville, l'ensemble des droits montait déjà à 19 % au lieu de 7 1/2 à Cadix, en 1645 il était de 22 %, vers 1666 et 33 1/3 %.

C'est en 1645 qu'on commence à voir apparaître une tentative pour ramener le commerce à Séville. Les Douanes d'Andalousie étant administrées en régie pour le Roi, l'Administrateur, D. Jerónimo de San Vitores de la Portilla, abaissa le taux des droits à Séville en accordant un certain nombre de faveurs. En même temps il renforça la surveillance à Cadix. Mais cette politique ne fut pas continuée par ses successeurs, qui généralement furent des fermiers, et qui favorisèrent Cadix. Beaucoup plus tard, devant les progrès de la fraude le Roi reprit cette politique : par la cédule du 25 janvier 1661 il prescrivit une baisse des droits et leur péréquation dans les différents ports d'Andalousie. A partir de la même année sous la pression des réclamations de

Séville, on constate une évolution de la Royauté dans un sens hostile à Cadix. En 1664 et de nouveau en 1666 l'ordre fut donné d'effectuer désormais tous les départs et tous les retours des Flottes à Sanlucar, à l'embouchure du Guadalquivir, et non plus à Cadix. La faveur de Séville dura jusqu'en 1679-1680 date à laquelle, devant les nécessités techniques maritimes et commerciales, et grâce aux intrigues des Gaditains, la tête de ligne des Flottes revint avec le commerce définitivement à Cadix.

Mais qu'il s'agit de l'un ou de l'autre port, on utilisa contre la fraude à partir de 1661 une arme nouvelle, l'abaissement des droits. La cédula du 25 janvier 1661 ramena l'*almojarifazgo de Indias* à l'entrée en Espagne à la moitié, et à la sortie d'Espagne au tiers; l'*almojarifazgo mayor* (entrées et sorties pour les provenances et destinations autres que l'Amérique) subit des rabais différents suivant les marchandises et les pays d'origine; le droit de *Saca* fut abaissé d'un tiers. La cédula de 1661 ne fut pas appliquée complètement par le fermier de la Douane, Eminente, en ce sens qu'il n'égalisa pas les droits entre Séville et Cadix comme le voulait le Roi, mais il les abaissa à Cadix pour décourager la fraude. Il est probable qu'il eût recours pour cela à un abaissement des estimations de la valeur des marchandises. Ces estimations étaient fixées une fois pour toutes pour la durée du bail du fermier et publiées sous forme de tableau, l'*aforo*. Eminente publia un *aforo* très modéré. A Cadix le taux réel des droits s'en trouva abaissé à 2 1/2 % et le droit de *Saca* à 1 1/2 %. Le total était donc de 4 % pour les marchandises destinées à la Péninsule et 2 1/2 % seulement pour celles qui étaient destinées aux Indes.

A partir de 1667 vraisemblablement, les rabais en douane à Cadix furent obtenus par la combinaison de deux procédés, le *cuarto de Tabla* ou rabais de 1/4 sur

l'évaluation de la marchandise (*aforo*) et la *gracia del pie de fardo*, ou rabais variable, suivant les articles, sur la quantité de la marchandise. Ainsi par exemple, sur 100 pièces de toile, on n'en taxait que 60 et on ne les évaluait qu'aux trois quarts de leur valeur.

A partir de 1679 le fermier établit ses rabais d'après une nouvelle méthode. Il conclut avec les commerçants de chaque nationalité des conventions, particulières ou *convenios*, pour un certain nombre d'articles seulement. Il y eut des *convenios* avec les Français et les Anglais, les Flamands du Pays conquis par la France, et avec les Espagnols. Les marchandises sur lesquelles portaient le *convenio* payaient des droits spécifiques différents pour chacune d'elles, les autres continuèrent à être soumises au système des *gracias* (*cuarto de Tabla* et *gracia del pie de fardo*).

Une autre tentative contre la fraude fut faite dans les dernières années du siècle. On finit par s'aviser que l'interdiction d'exporter les métaux précieux était impraticable, puisque la balance commerciale de l'Espagne était déficitaire et que l'or et l'argent étaient les articles essentiels de la production des Indes. Le 28 octobre 1696 un décret autorisa l'exportation de l'argent venu sur la flotte de D. Ignacio de Barrios Leal, moyennant licence du Roi et paiement d'un droit de sortie de 3 %. La mesure était limitée à Cadix : pour Séville, Sanlucar et le Puerto de Santa-Maria des dispositions très vagues étaient prévues¹⁹.

Le prieur du Consulado de Séville, D. Ramon de Torrezar, écrivit au président de la Contratacion, marquis de Narros, pour lui présenter des objections. Il fit valoir que Séville, Sanlucar et le Puerto continueraient la contrebande des métaux précieux sans payer le 3 %.

19. Les détails qui vont suivre sont tirés de l'Archivo de Indias, Consejo de Indias, leg. 136-6-19.

D'ailleurs la surveillance sur les murailles et aux portes de Cadix était très difficile, car les gens à qui on se fiait pour cela se laissaient gagner et se changeaient en *mete-dores*. En outre le grand nombre de bateliers qui sillonnaient la baie et les équipages des navires à l'ancre continueraient à emporter dans la doublure de leurs vêtements les réaux de plate et l'or qu'ils faisaient passer par petites quantités. La suite des événements allait justifier ces critiques.

Le système des licences d'exportation pour les métaux précieux, d'abord appliqué au retour d'une Flotte, se consolida dans les années suivantes. Le Conseil prescrivit en 1697 à D. Francisco Miguel de Pueyo, gouverneur de Cadix, de faire bonne garde dans la ville et sur les remparts pour forcer les négociants à prendre des licences et à payer le 3%. Pueyo répondit le 19 août qu'il trouvait le taux de 3 % trop élevé, et qu'il conviendrait de faire là-dessus quelque *grâce*. Sans doute, il il avait là maintenant une voie régulière ouverte à l'exportation de l'argent, mais le droit avait très peu rapporté à Séville et au Puerto, parce qu'il y avait là des facilités pour ne pas le payer. Il était donc à craindre que les marchands ne fissent passer leur argent à Séville pour le faire sortir par là en fraude. Voici d'ailleurs comment ils s'y prenaient : ils expédiaient leur argent de Cadix au Puerto ou à Séville avec des *despachos* ou feuilles d'expédition régulières, comme s'ils voulaient le faire passer dans l'intérieur. Ainsi ils ne payaient pas le 3 %. Le mouvement avait été si général que les barres avaient fini par valoir 1 % de plus au Puerto, parce qu'on n'y payait pas le 3 % et les marchands de Cadix allaient jusqu'à en acheter dans ce port d'où ils l'exportaient ensuite en fraude.

Pueyo arriva pourtant par sa surveillance à amener presque tous les étrangers à faire enregistrer leur argent

et à leur faire payer à Cadix le 3 %. Mais pour les quantités qui se trouvaient au Puerto et à Séville il déclina toute responsabilité pour les fuites qui pourraient s'y produire. Il proposa au Conseil le 30 septembre 1697, de rendre l'enregistrement des métaux obligatoire partout et de percevoir sur tous les lingots le droit de 3 % sous peine de confiscation. Cela aurait facilité sa tâche, mais le droit n'aurait plus été un droit de sortie, et le Conseil refusa. Pueyo fit alors valoir qu'il ne savait comment exécuter l'instruction autorisant l'exportation de l'argent en même temps que les règlements publiés à l'arrivée des Flottes et qui prescrivaient la confiscation de l'argent trouvé au pouvoir des particuliers. Il s'agissait sans doute là de l'argent qu'on trouvait en ville pendant son transport d'une maison dans une autre. La chose était interdite et l'argent ne pouvait être porté que de la Douane à une maison particulière ou réciproquement; tout autre transport était soupçonné d'être fait en vue de la fraude par des *metedores*. Ce règlement était contradictoire avec l'autorisation d'exporter. En effet beaucoup de commerçants, pour ne pas figurer en nom dans les remises d'espèces, les faisaient passer par l'intermédiaire d'autres maisons, qui les déclaraient à la sortie sous leur nom, et il arrivait qu'on les rencontrât dans la rue en train de les transporter d'une maison à l'autre. Comment savoir si les gens qu'on surprenait ainsi allaient faire enregistrer leur argent ou les portaient à des *metedores* ?

Un autre moyen de fraude consistait à envoyer régulièrement de Séville, avec un *despacho* pour Cadix et sans payer pour cela le 3 %, de l'argent qu'on répartissait dans des ballots de marchandises, munis eux aussi de *despachos* réguliers à destination de navires ancrés dans la baie. Si l'on rencontrait les barques de visite on montrait les *despachos* relatifs aux marchandises et à

bord des navires on remettait l'argent en même temps que le reste. Pour éviter cela Pueyo suggéra que l'*Asistente* de Séville signât tous les *despachos* de sortie d'argent et qu'il l'en avisât en mentionnant le nom de l'envoyeur et celui du batelier. Ce dernier devait comparaître devant Pueyo et lui présenter l'argent, pour bien prouver qu'il ne l'avait pas transbordé en route. Il demandait aussi qu'on refusât les *despachos* de Séville au Puerto par la rivière, car le trajet traversait en partie la baie de Cadix et pouvait donner l'occasion de transbordements frauduleux.

Dans la baie de Cadix en effet on ne pouvait pas assurer la surveillance. Les vaisseaux de guerre étrangers faisaient par leurs chaloupes une grande contrebande de métaux précieux. Même si l'on surveillait le passage des Puntales qui commandait l'entrée de la baie intérieure avec deux barques commandées par des *cabos* sûrs, même si l'on obtenait que l'argent ne pût sortir des navires sans *despachos*, il y avait de la fraude tout de même. On prenait en effet un laissez-passer ou *guia* pour Cadix, le Puerto ou Séville et quand on avait passé les Puntales et qu'on se trouvait dans la partie large de la baie, on transbordait l'argent à bord d'un vaisseau étranger en cours de route. Pueyo le 14 octobre 1697 suggéra des mesures de surveillance plus rigoureuses.

L'année suivante le Roi afferma le droit de 3 % pour 220.000 écus par an à un certain D. Gabriel de Campos, secrétaire du Roi, qui vivait à Madrid, et qui envoya sur place quelqu'un pour gérer sa ferme. Ce dernier fut du même avis que Pueyo, il comprit tout de suite que s'il maintenait le droit à 3 % il ne découragerait pas la fraude et ne percevrait rien, et il agit comme Eminente. Il alla voir le consul de France et lui offrit un rabais pour les Français. Après discussion, on tomba d'accord sur un taux de 2 % pour les lingots et la monnaie, le consul

aurait désiré 1 1/2 % pour la monnaie et les négociants 1/2. On payait aux *metedores* 1 1/2 % pour les lingots et 1 % pour la monnaie. Les marchands français finirent par se déclarer satisfaits et utilisèrent cet accommodement. Une partie d'entre eux et tous ceux des autres nations continuèrent à frauder²⁰.

En même temps Campos demanda au Roi d'instituer des *tornaguías*, c'est-à-dire des acquits à caution. Comme au retour des Galions, en 1698, on ne débarqua à terre, que le tiers à peine des métaux précieux et que tout le reste fut transbordé dans la baie sans payer de droits, le 20 septembre de cette année on institua des *tornaguías*²¹.

Campos demanda encore qu'il fût interdit de transporter des métaux par terre ou par mer sans les faire auparavant enregistrer à son administration, et sans donner caution qu'on irait en droite ligne à la destination indiquée; avant de débarquer on enregistrerait l'argent à nouveau. Ainsi seraient rendues impossibles les déclarations insuffisantes à la faveur desquelles une quantité non déclarée était déposée en route à bord des vaisseaux étrangers. En attendant la réponse de la cour à ces propositions, le déchargement de la Flotte fut interdit, à la grande irritation des marchands. Le Conseil donna son approbation au début de novembre 1698 et le déchargement de la Flotte commença²².

Malgré ces précautions, Pueyo signala quatre détournements en cours de route (*extravíos*) comprenant 43 caisses à destination de navires français et hollandais. Le Consul de France signala également à partir de décembre 1698 que les Français, qui avaient d'abord régulière-

20. Voir sur toute cette question du droit d'extraction de l'argent la correspondance de Catalan avec le Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères (A. E. consul. Cadix, t. III).

21. A. I. Cons. de Indias, leg. 136.6.19.

22. *Ibid.*, Consulte du Conseil des Indes (septembre 1698). Catalan, 27 octobre et 10 novembre 1698 (A. E. consul. Cadix t. III).

ment payé le droit de 2 % s'étaient remis à frauder. Ils utilisaient les officiers et les matelots des navires marchands qui faisaient passer des sommes variables dans la doublure de leurs habits, ou en escomptant une tolérance de 100 écus par personne. Il arriva des incidents parfois violents, comme celui auquel donna lieu l'équipage d'une chaloupe qui, pour dégager son pilote arrêté, attaqua les gardes à coups de fusil et de pistolet. Catalan dont l'autorité était grande à Cadix, arriva souvent à faire restituer l'argent et à arranger les choses, mais il blâmait les marchands : « Si nos marchands ne sont plus sages, écrivait-il au ministre le 8 décembre 1698, il arrivera des accidents que je ne pourrai remédier. » Il chapitrait les marchands, suivant les ordres de Pontchartrain, il les menaçait de leur refuser sa protection s'ils continuaient à frauder, et il la leur donnait tout de même, quand il le pouvait²³.

En réalité Pueyo et Campos avaient vu juste : le taux de 3 % était trop élevé, et même celui de 2 %, car la fraude ne coûtait que 1 %. Si le droit avait été fixé à ce taux il aurait été efficace, car cela eût forcé le contrebandier à se contenter de 1/2 %, ce qui ne lui aurait pas permis de se tirer d'affaire. Il devait en effet payer là-dessus la connivence des gardes, qui étaient nombreux aux portes et dans la baie, et dont un seul suffisait à amener l'échec de l'entreprise²⁴.

Aussi Campos demanda-t-il à la Cour l'abaissement du droit. Mais le Consulado de Séville s'y opposa parce qu'il avait l'intention de se charger d'administrer la ferme (novembre 1699). Là-dessus le fermier mourut et le Consulado proposa au Roi de prendre sa suite. Le Consulado aurait eu plus de facilité qu'un particulier pour le

23. Catalan, 8 décembre 1698, 16 février, 11 mai, 25 mai 1699.

24. *Le Commerce des Indes par les Flottes et les Galions*, par Masson de Plissay, 1732 (A. E. Mém. et doc. France, 1993, fol. 134).

percevoir avec exactitude, car il l'aurait levé au moment même du déchargement des flottes. Mais en avril 1700 on préféra supprimer un droit qui rendait si peu, à cause du mauvais usage que toutes les nations en faisaient. On rétablit sous peine de mort l'interdiction absolue de faire sortir des métaux précieux²⁵.

La lutte contre les privilèges.

Au fond, ce qui faisait la force des fraudeurs et l'impuissance de la répression c'était l'existence des privilèges des étrangers. Aussi l'Espagne s'efforça-t-elle de les diminuer par une série d'empiètements successifs ou en employant la force d'inertie. Elle utilisa pour cela toute la latitude que lui donnait une interprétation restrictive des textes, et même elle les viola sans scrupule. Il est vrai que les étrangers se servaient des privilèges avec une égale mauvaise foi, ce qui justifie la conduite des autorités espagnoles.

D'ailleurs quand à ce propos on parle de l'Espagne, comme s'il s'agissait d'une volonté unique, on commet une erreur. En ces sortes d'affaires, il faut distinguer les

25. Catalan, le 23 novembre 1699, le 17 janvier et le 5 avril 1700 de La Lande-Magon à Pontchartrain, 25 avril 1700 (Paris, A. N. Marine, B7, 109, f. 343). Cette même année 1700, une affaire d'*extraction d'argent* survenue au Puerto donna lieu à une décision de principe assez avantageuse pour les étrangers. On arrêta au début de juillet un patron de barque espagnole et le commis d'un marchand français qui portait 260 écus. Le commis allait dans la baie prendre à bord de certains navires des marchandises dont il devait payer le frêt. L'argent était également destiné à payer la Douane. On l'accusa de vouloir le faire sortir frauduleusement. Catalan réclama, prétendant que de tout temps l'argent du frêt avait été excepté de l'interdiction générale de sortie des métaux précieux. L'accusé fut condamné mais Catalan porta l'affaire devant le Conseil à Madrid. L'affaire se termina à la fin de décembre 1700 par un arrêt du Conseil qui cassa la sentence et défendit à l'avenir de porter à bord d'aucun navire aucune somme pour payer le frêt sans l'avoir déclarée à la Douane. « Ce jugement est tout à fait favorable, écrivait le Consul le 26 décembre; il facilitera le transport de l'argent. Sous prétexte du fret, il en passera d'autre » (A. E. consul. Cadix, III, 401, 412, 432).

fonctionnaires, jaloux des étrangers et très sévères à leur égard, et le Roi, plus sensible aux considérations de politique générale. L'archevêque d'Embrun, ambassadeur de France à Madrid, dans sa dépêche du 24 octobre 1663, établissait avec beaucoup de justesse cette distinction : « Ce n'est pas, écrit-il, que le Roi Catholique ne désire absolument tout le bon traitement possible des Français, et qu'il ne donne des ordres très pressants pour cela aux différents conseils qui prennent connaissance des affaires, et V. M. peut le faire témoigner à M. le Marquis de la Fuente (ambassadeur espagnol à Paris) si elle le juge ainsi à propos, mais ces Messieurs des Conseils gardent toujours leurs maximes, ou plutôt ils ne se départent point de leurs intérêts. Ainsi cette bonne volonté qui m'est connue, en toutes occasions, demeure sans aucun effet, et je ne sais s'il ne serait pas permis de la faire valoir par quelque coup d'autorité²⁶ ».

Parmi les fonctionnaires supérieurs, il y avait des différences : le Conseil de Castille ou le Conseil des Finances voyaient les choses autrement que le Conseil d'Etat, qui était responsable de la politique extérieure. On eut des exemples de ces états d'esprit opposés à propos de l'institution des consuls et des juges conservateurs. Le particularisme provincial agissait aussi comme un élément d'hostilité à l'égard de ces étrangers protégés par Madrid. Les Basques opposaient aux privilèges étrangers leurs propres privilèges et l'on avait rencontré de grandes difficultés pour faire admettre un consul de France à Bilbao. Le Conseil d'Aragon, protecteur du statut des pays de l'ancien royaume, entra en conflit avec le Conseil d'Etat en 1669, au sujet de la visite des navires étrangers²⁷.

26. L'archevêque d'Embrun au Roi, 24 octobre 1663 (A. E. Corr. polit. Espagne, 45, fol. 370).

27. Le *Mémoire concernant le commerce et les colonies pour servir d'instruction à M. le Marquis d'Harcourt*, 18 janvier 1698 (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 4) indique bien ce rôle du particularisme dans la résistance de l'Espagne aux étrangers.

Enfin les fonctionnaires inférieurs étaient tous hostiles aux privilèges des étrangers. Ils participaient plus directement, étant au contact du peuple, à la passion xénophobe qui faisait le fond du caractère national ; ils considéraient les privilèges qui soustrayaient les étrangers à leur autorité comme un vol que le Roi commettait à leur détriment. Enfin ils voyaient en eux des dérogations inadmissibles à la coutume. Le consul de France à Cadix Guillaume Eon, écrivait à Colbert le 1^{er} mars 1665 : « Il ne se gouverne ici que par coutume²⁸ ». Mot profondément juste et qui explique bien des choses. C'est pourquoi il ajoutait : « Ainsi il ne faut rien souffrir », voulant dire par là, que tout empiètement toléré sur les traités serait immédiatement consolidé par la tradition.

L'application des traités se présentait donc en Espagne, à cause de cela, comme une création continue. Les articles trop neufs des privilèges devaient recevoir de la pratique et du temps la patine qui les rendrait vénérables. Il fallait les faire entrer peu à peu dans la coutume.

La France joua dans ces discussions un rôle de premier plan, et c'est contre elle surtout que fut dirigé l'effort espagnol : elle était l'adversaire traditionnel, elle était la dernière venue parmi les puissances privilégiées, enfin son armure juridique avait des trous. La protection du Traité des Pyrénées, que l'on avait crue complète au moment de la signature, se révéla à l'usage moins parfaite qu'on ne pensait. En 1659 les négociateurs français avaient fait surtout porter leur effort sur la réparation des préjudices passés, les garanties pour l'avenir contre les confiscations et les représailles, la liberté de la navigation et la réglementation de l'épineuse question de la contrebande de guerre, enfin l'institution des con-

28. Eon à Colbert, 1^{er} mars 1665 (Paris, A. N. Marine, B7, 206).

suls. Pour tout le reste, à quelques rares exceptions près, ils s'étaient reposés sur l'article VI, qui leur accordait la clause de la nation la plus favorisée, et dont ils espéraient grand profit. Mais avec des partenaires, aussi chicaniers et aussi têtus que les Espagnols, aussi attachés qu'eux à leurs coutumes, une clause aussi vague se révéla inefficace. « Les termes généraux des traités n'ont causé que des difficultés, lisons-nous vers 1668 dans un mémoire des négociants de Saint-Malo²⁹, il faut préciser ». Si l'on fait abstraction de cet article VI, il y avait un trou énorme dans les stipulations du Traité : rien sur le statut personnel des Français en Espagne, rien sur l'inviolabilité de leur domicile, de leurs boutiques et de leurs magasins, rien sur les juges conservateurs, presque rien sur les visites des vaisseaux. Tous ces points importants n'étaient couverts que par l'article 6, qui rendait applicables aux Français les privilèges des Hanséates et des Anglais.

Aussi dans les premières années qui suivent le rétablissement de la paix, l'archevêque d'Embrun signale-t-il de nombreuses infractions à l'article VI. Il eut à faire de nombreuses instances en faveur des marchands français. De même Eon à Cadix : en 1665 il écrivait à Colbert qu'il poursuivait pour les Français, en vertu de cet article, le privilège dont jouissaient les navires anglais et hollandais de n'être point visités. Cela indique que ce

29. *Mémoire pour servir au commerce de France au présent traité de la paix entre la couronne et celle d'Espagne, dont les négociants français requièrent très humblement qu'il soit fait considération, et articles audit traité pour le bien général du Royaume et des particuliers* (Paris, A. N. Marine, B7, 489). Au dos se trouve l'indication suivante : « Mémoire des marchands de Saint-Malo concernant les traitements qu'ils demandent leur être fait en Espagne (octobre 1670) ». Ce mémoire semble avoir été rédigé en vue de la négociation de la paix d'Aix-la-Chapelle. Il serait donc de 1668. La date d'octobre 1670 ne s'explique que si nous sommes en présence d'une copie postérieure qu'on aurait utilisée pour documenter le ministre ou l'ambassadeur.

droit n'était pas reconnu alors aux Français³⁰. En 1664 les consuls et les députés des nations française, hanséatique et hollandaise se plaignirent de ce que l'article 30 du traité signé à Munster en 1648 avec les Hanséates n'était pas exécuté ; il était relatif aux inventaires et à la transmission des biens des marchands morts sans testament, et les consuls prétendaient qu'il devait être étendu aux Français et aux Hollandais, en vertu des traités de paix conclus avec ces nations. Le Roi Catholique dut expédier en juillet 1664 une cédule pour ordonner à tous ses agents d'observer cet article inviolablement pour les sujets des trois nations³¹.

La rupture avec la France en 1667 ne vint pas arranger les choses, et, quand les relations furent rétablies après la paix d'Aix-la-Chapelle, les privilèges des Français furent plus que jamais méconnus. Le nouvel ambassadeur de France, marquis de Villars, reprit la tâche entreprise par l'archevêque d'Embrun, et, après plusieurs représentations, il obtint de la Reine Régente la Déclaration du 6 mars 1669, qui s'efforçait de remédier au défaut de précision de l'article 6 des Pyrénées³².

La Reine déclarait formellement son intention de faire profiter les Français des privilèges accordés aux Hanséates et aux Anglais, et elle précisait la portée de cette déclaration en se référant à un certain nombre d'articles. Elle visait les articles 28 et 29 de la Déclaration de 1607 en faveur des Hanséates (droit de construire des maisons et des boutiques, de vivre à l'abri de toutes vexations dans leurs personnes et leurs biens, exemption de tous offices patrimoniaux ou personnels, de tous tributs et

30. Voir les lettres citées plus haut de l'archevêque d'Embrun du 24 octobre 1663 et de Eon du 1^{er} mars 1665.

31. La minute est datée du 10 juillet 1664 (Simancas, Estado, 4192).

32. *Négociations entre la France et l'Espagne au sujet de leur commerce réciproque depuis l'année 1659 jusqu'en 1716* (A. E. Mém. et doc. Espagne, 153, fol. 4-49).

services militaires), l'article 22 de la Déclaration de 1648 (aucune rémunération aux fonctionnaires qui visiteraient les vaisseaux, l'entretien de gardes à bord aux frais de la Douane), l'article 10 du traité anglo-espagnol de 1667 (les bâtiments anglais dans les eaux espagnoles exempts de la visite des juges du *Contrabando*, défense à aucun soldat de monter à bord pour les garder avant qu'ils soient déchargés, interdiction d'arrêter les capitaines, limitation à trois des fonctionnaires de la Douane qu'on pourrait mettre à bord pour éviter les débarquements clandestins, obligation pour le capitaine en cas de déchargement de déclarer sa cargaison à la Douane, mais une fois le déchargement effectué, si l'on découvre à bord des effets non déclarés, délai de huit jours pour compléter la déclaration, passé ce délai les marchandises en surplus seront confisquées, mais celles-là seulement), les articles 18 et 19 de la déclaration de 1607 en faveur des Hanséates (Privilège de n'être justiciable que du Juge conservateur, qui seul pourra visiter les maisons et les boutiques, sauf le cas où un malfaiteur en fuite s'y serait réfugié). Cette cédule semble avoir été au début assez efficace. Le 21 août, Villars écrivait à Colbert que les Français commençaient à en ressentir les heureux effets dans les ports d'Espagne³³. Mais cela ne semble pas avoir duré bien longtemps. Dans les Etats de la couronné d'Aragon la déclaration fut systématiquement ignorée : les autorités locales s'abritèrent derrière le particularisme, donnant comme prétexte que les ordres d'exécution, n'avaient pas été promulgués (*sobrecartados*) par le Conseil d'Aragon. Ce conseil requis de s'exécuter, représenta au Roi l'inconvénient qu'il y avait à Alicante à exécuter la défense de visiter les bâtiments anglais et français, et l'affaire fut déferée au Conseil d'Etat. Celui-

33. Cela résulte d'une lettre de Colbert à Villars du 13 septembre 1669 (Paris, B. N. Mss., Cinq cents Colbert, 204, fol. 244 v°).

ci le 20 septembre 1669 se prononça au contraire pour l'exécution ponctuelle des traités, mais ce fut en vain. A Alicante le juge de l'Almirantazgo chargé de réprimer la contrebande, ne se gêna pas pour continuer ses visites de navires, disant que pour les suspendre il n'avait pas d'ordre émanant des « seules autorités qu'il reconnût pour ses supérieurs. » Quand il n'avait pas de prétexte pour visiter les bâtiments, il se livrait à des extorsions illégales, comme celle qu'il commit le 19 mai 1670 sur un capitaine de La Rochelle, qui venait de Lisbonne avec un chargement de sucre pour l'Italie : il le fit arrêter à sa descente à terre et ne le relâcha que contre le paiement des droits qu'il revendiquait. Le 29 mai Villars protesta à Madrid et demanda qu'on expédiât dans le royaume de Valence de nouveaux ordres. Le Conseil d'Etat donna au Roi un avis favorable sur cette requête³⁴.

D'ailleurs les violations de privilèges ne furent pas spéciales aux pays de la Couronne d'Aragon. Le mémoire des marchands malouins de 1668 donne sur ce point des indications valables pour toute l'Espagne. Aussi la diplomatie française attachait-elle beaucoup d'importance à ce genre d'affaires surtout sous l'impulsion de Colbert. Ordre fut donné par lui à tous les consuls d'avertir l'ambassade de toutes les avanies faites aux Français et de toutes les faveurs faites aux étrangers, pour qu'on pût obtenir réparation des unes et revendiquer les autres. Il félicita l'archevêque de Toulouse, ambassadeur de France, des résultats obtenus et l'encouragea à persévérer : « Comme cette nature d'affaires n'avait jamais été poursuivie au nom du Roi, lui écrivait-il le 21 juillet 1670³⁵, je suis bien persuadé que vous aurez beaucoup de

34. Voir sur tout ceci la consulte du Conseil d'Etat du 10 juin 1670 (Madrid, A. H. N. Estado, 680).

35. Colbert à l'archevêque de Toulouse, 9 mai et 21 juillet 1670 (Paris, A. N. Marine, B7, 51).

peine à faire jouir nos marchands des mêmes avantages qui sont accordés aux Anglais et Hollandais ». Il ne doutait pas pourtant de l'y voir arriver par son opiniâtreté, après quoi il n'aurait plus qu'à maintenir cette tradition. Ce qui compliquait la tâche de l'ambassadeur c'était la désunion des marchands français, qui donnait aux Espagnols le moyen de maltraiter la nation. Mais Colbert les excusait; il faisait remarquer que « n'ayant eu ci-devant aucune protection du Roi, ils se sont tirés comme ils ont pu des demandes qui leur ont été faites, soit pour leur commerce en général, soit pour celui qu'ils ont fait en particulier dans chaque ville, et que dans la crainte que la protection qu'on leur donne ne continue pas toujours, ils résisteront eux-mêmes à faire les choses nécessaires pour recevoir les avantages que vous leur procurez, mais enfin il ne faut pas se rebuter de toutes ces difficultés, et pour le succès d'une affaire aussi importante que celle de l'établissement de la liberté de notre commerce dans tous les Etats du Roi d'Espagne, il faut travailler à surmonter la résistance même que les marchands ont à leur propre bien, ce qui sera à la fin le plus facile, particulièrement s'ils voient dans tous les ports d'Espagne quelque exemple d'une protection effective, par la punition de quelque excès commis contre eux par les officiers de guerre ou de justice du Roi Catholique³⁶ ». D'ailleurs le marquis de La Fuente, ambassadeur à Paris, avait fait espérer pour les Français d'Espagne un traitement égal à celui des Anglais et des Hollandais.

36. L'assertion de Colbert relative au manque de protection des Français de la part du Roi doit être comprise d'une façon toute relative. Le Roi est certainement intervenu à plusieurs reprises en faveur des marchands avant cette époque, mais son intervention n'a été ni aussi continue, ni aussi énergique. Le nom du Roi n'a pas été engagé sur ces questions comme il l'était sur les questions politiques. Il n'est pas défendu de penser non plus que Colbert, qui n'a pris que depuis quelques mois le Secrétariat de la Marine, a une tendance à méconnaître ce qui a été fait avant lui.

La vigoureuse attitude de la France finit par arriver à un résultat. Catalan écrivait déjà le 24 août 1670 : « Il est certain que les Français aujourd'hui ont plus de protection et sont mieux traités que quelque nation que ce soit et par ce moyen le commerce s'y augmente tous les jours³⁷ ». Le 2 décembre 1670 la Reine régente publia une ordonnance qui confirmait l'article VI du traité des Pyrénées relatif au traitement de la nation la plus favorisée, et en précisait de nouveau le sens. Comme dans la déclaration de 1669 elle énumère les articles accordés aux Hanséates et aux Anglais dont l'observation rentrait dans cet article, elle est plus complète et plus avantageuse que la Déclaration : elle prescrit notamment que les Français soient même plus favorablement traités qu'il n'est porté dans les articles invoqués³⁸.

Les Français devaient profiter des articles suivants : l'article 34 du traité anglo-espagnol de 1667 d'après lequel les biens des Anglais morts *ab intestat* en terre espagnole devaient être inventoriés, ainsi que leurs papiers, par le consul et déposés entre les mains de deux ou trois marchands nommés par lui, sans aucune intervention des magistrats espagnols; l'article 16 de la déclaration de 1607 en faveur des Hanséates, d'après lequel les marchandises vendues par eux devaient être réputées bonnes, qu'on ne pourrait les rendre ni en faire rabattre le prix par voie d'autorité, sauf à la suite d'une plainte de l'acheteur faite dans les trois jours; les articles 18, 19 et 29 de la Déclaration de 1607, l'article 22 de celle de 1648 déjà cités dans la déclaration de 1669, l'article 40 de la déclaration de 1607 (Si le Roi Catholique a besoin des navires hanséates, le général de l'Ar-

37. A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 73 v°.

38. Voir le mémoire cité plus haut *Négociations entre la France et l'Espagne*.

mada devra en informer le consul et obtenir le consentement des capitaines, puis, ce dernier obtenu, faire un contrat équitable, fixer les salaires et les rations et les payer régulièrement, enfin évaluer les navires et en rembourser le prix en cas de perte); enfin l'article 47 qui prévoyait pour les Hanséates une interprétation de leurs privilèges dans le sens le plus favorable.

Cette ordonnance fut expédiée à toutes les autorités et notamment au gouverneur de Cadix, D. Martin de Cayas y Bazan, qui la fit connaître le 9 octobre 1671 à tous ses subordonnés. Il ajoutait que les Français et leur consul Pierre Catalan en avaient demandé et obtenu copie. Tout fonctionnaire coupable d'infraction devait payer une amende de 2.000 ducats de plate au profit du Roi et du Conseil d'Etat, et en outre des dommages-intérêts aux Français, enfin il serait destitué à jamais de sa charge³⁹.

L'ordonnance de 1670 fut complétée le 30 janvier 1671 par un ordre de la Reine obtenu par l'ambassadeur de France au sujet des expéditions en Douane (*despachos*) des marchandises appartenant aux Français : dans les ports de Séville, Cadix, Sanlucar et le Puerto de Santa-Maria, les Français devaient recevoir à la Douane les mêmes *despachos* que ceux que l'on délivrait aux Anglais⁴⁰.

Ainsi l'Espagne avait engagé la lutte contre les privilèges, et elle avait subi un échec. Les ordres donnés par la Reine en 1669 et 1670 constituaient de véritables additions au Traité des Pyrénées, et ils aggravaient pour elle les conséquences de la défaite. La diplomatie française, d'un point de vue formel, pouvait s'enorgueillir de son succès. Mais il faut rappeler le mot de Guillaume Eon : « Il ne se gouverne ici que par coutume. » Ce n'était

39. A. E. Consul. Madrid. Décrets et règlements du Roi d'Espagne, carton n° 1.

rien d'obtenir des chiffons de papier signés d'un souverain, si l'on ne parvenait pas à les faire exécuter. Et comment obtenir cette exécution quand on avait contre soi toute une nation butée contre cette idée ?

C'est ainsi que le 17 août 1672, Villars se plaignait qu'aucune réponse ne fût faite à toutes ses instances au sujet de la violation des traités. Les vexations dont étaient victimes les Français augmentaient tous les jours, malgré les plaintes de l'ambassadeur, sans que les ordres du Roi Catholique pussent les empêcher. Cette situation était donc due très certainement à la faiblesse du gouvernement espagnol, et Colbert s'en rendait bien compte. Il l'indique dans sa réponse à Villars mais ne lui prescrit pas moins de continuer ses démarches, dont il espère toujours quelque résultat⁴¹.

Cette faiblesse avait d'ailleurs servi les Français, qui avaient obtenu grâce à elle des concessions importantes. Elle les desservait maintenant, quand il s'agissait de l'exécution, ce qui était très naturel. D'ailleurs si la Reine s'était laissé arracher des textes législatifs favorables aux Français, elle s'en laissa arracher d'autres par ses fonctionnaires. Ainsi par une cédule du 6 septembre 1672, expédiée à la suite d'un rapport du Conseil en date du 1^{er}, il fut prescrit de donner les ordres convenables en la meilleure forme pratiquée avec les navires espagnols, pour réprimer les fraudes et introductions de

40. A. E. consul., *ibid.*

41. Villars au Roi, 17 août 1672 (A. E. Corr. polit. Espagne, 61, fol. 191). Colbert à Villars, 18 septembre 1672 (Paris, A. N. Marine, B7, 55). L'état des relations diplomatiques entre la France et l'Espagne avait aussi de l'influence. On le voit notamment dans la période qui précède la guerre de Hollande et pendant la première partie de celle-ci. « Les ministres d'Espagne étant alors avertis (en octobre 1671) des grandes levées de troupes que le Roi faisait faire au dedans et au dehors de son royaume, ils commencèrent à se rendre difficiles sur les moindres choses, et les vexations redoublèrent contre les marchands français dans les villes et dans les ports d'Espagne, sans qu'on pût en tirer aucune justice. » (*Cérémonial pour les ambassadeurs qui vont en Espagne* (fin 1673), Paris, A. N. Marine, B7, 207.)

marchandises *por allo*. Et la cédula ajoutait « que ceci fût observé avec les nations sans modification, ni nouveauté⁴². » Il n'est pas question là-dedans des privilèges. Un mémoire de 1698, rédigé pour l'instruction du marquis d'Harcourt, va même jusqu'à accuser la cour d'Espagne de duplicité. « Souvent, dit l'auteur, le Conseil de Madrid a envoyé des ordres secrets contraires aux autres⁴³. »

La rupture de 1673 entraîna d'ailleurs l'effondrement de toute la jurisprudence si laborieusement échafaudée depuis 1659. Après le traité de Nimègue, il fallut reprendre tout le travail et l'on se heurta aux mêmes difficultés : hostilité profonde du peuple espagnol et des magistrats inférieurs, faiblesse et mauvaise volonté du gouvernement central.

Dès les premiers mois de 1679, Catalan, qui s'était tenu à proximité de son poste, et qui était rentré à Cadix aussitôt la paix signée, commença avec activité à agir auprès des autorités locales et même auprès de celles de Madrid, mais en son nom personnel « en attendant qu'il y ait quelqu'un de la part du Roi⁴⁴. » Le commerce avait alors fortement besoin d'être protégé et l'idée lui vint de profiter de la victoire pour asseoir les privilèges sur des bases plus solides et plus homogènes. Tout reposait en effet sur des textes assez divers, le Traité des Pyrénées, qui était incomplet, les traités conclus par des puissances étrangères et dont les Français devaient bénéficier en vertu de l'article VI, enfin les ordonnances de la Reine régente de 1669 et de 1670, qui précisaient la portée de cet article. Cette situation avait des incon-

42. Madrid, A. H. N. Consejos suprimidos, 3096E, Libro registro de resoluciones de S. M. (1683-1708).

43. *Mémoire concernant le commerce et les colonies pour servir d'instruction à M. le Marquis d'Harcourt*, 18 janvier 1698 (A. E. Mém. et doc Espagne, 80, fol. 4-20).

44. Catalan à Colbert, 27 février 1679 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 240). Le 28 décembre 1679, il est à Madrid où il est venu solliciter pour le commerce (*ibid.*, fol. 311 v°).

vénients, car les Espagnols opposaient aux réclamations une force d'inertie, qui était à moitié involontaire, et un esprit de chicane intraitable.

« Les Conseils, écrivait Villars le 20 septembre 1680, expédient avec plus de lenteur que jamais, et on ne peut venir à bout de tirer des secrétaireries les expéditions des affaires résolues. Les commis ne sont à leur bureau qu'à 9 heures en été et à 10 en hiver, et ils dorment jusqu'à 4 heures l'après-dîner⁴⁵. » Et Catalan avait déjà écrit huit mois plus tôt : « Les ministres de ce pays ne sauraient se corriger de leur lenteur. Ils ne répondent à rien qu'après des trois à quatre mois, et l'on a toutes les peines du monde d'avoir raison d'aucune chose⁴⁶. » L'article VI qui avait déjà été l'objet des infractions espagnoles après la paix d'Aix-la-Chapelle, redevint le centre de la discussion. Les Espagnols prétendaient que la clause de la nation la plus favorisée n'était applicable qu'aux traités antérieurs à 1659 et que le traité anglais de 1667 qui était fort avantageux, n'était pas visé par cet article⁴⁷.

Catalan à qui l'objection fut tout de suite faite, suggéra, dans une lettre à Colbert du 28 décembre 1679,

45. Villars au Roi, 20 septembre 1680 (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 456).

46. Catalan à Colbert, 10 janvier 1680 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 270).

47. *Ibid.* La recrudescence d'hostilité à l'égard des Français après Nimègue a été remarquée par tous les contemporains. Patoulet, chargé de mission en Espagne à cette époque, l'attribue au désir de D. Juan d'Autriche de se laver de l'accusation lancée par ses ennemis qu'il était d'intelligence avec la France (Mémoire du 28 mars 1680 (A. E. Corr. polit. Espagne, 7, fol. 360). Il en donne aussi une autre explication : ce seraient eux qui auraient poussé D. Juan. Patoulet, rapporte le bruit d'origine hollandaise qui courut en 1679 à propos des mouvements de l'escadre du comte d'Estrée, qu'on disait partie pour aller attaquer la flotte et les galions. Ces bruits causèrent du tort aux Français d'Espagne (*Commerce des Hollandais dans les Indes espagnoles* (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 119).

de faire un véritable traité de commerce. « Par ce moyen, disait-il, nous ne serions plus obligés de nous servir des traités des autres nations, comme il a fallu faire jusqu'à aujourd'hui⁴⁸. » C'était depuis longtemps le point de vue des commerçants, comme le prouve un mémoire des négociants de Saint-Malo, rédigé au moment de la paix d'Aix-la-Chapelle⁴⁹. En cette année 1679 le projet semble avoir été repris avec quelque précision, comme l'indique un document intitulé *Mémoire et observations faites touchant le commerce*, rédigé par articles et en forme de traité, et qui émane vraisemblablement d'un milieu commerçant⁵⁰. Le 10 janvier 1680, dans une lettre à Colbert, Catalan revint à la charge sur ce sujet⁵¹.

Mais les diplomates semblent n'avoir pas envisagé la chose tout à fait de la même façon. Le 12 janvier 1680, Villars écrivit au Roi : « Il est impossible que les articles de paix puissent être assez étendus pour pouvoir comprendre tout ce qui tombe en dispute dans le commerce. Chacun les interprète à son avantage, d'où résulte une infinité de chicanes, dont les Anglais, Hollandais et Hanséates ont leur part. Si votre Majesté jugeait de son service que l'on proposât d'entrer en quelques explications, l'article 21 des Pyrénées en donne l'ouverture. Il porte expressément que, au cas que dans la suite des temps l'on découvre qu'il y ait des fraudes ou inconvénients dans le commerce ou navigation où l'on n'ait pas pourvu, l'on pourra y ajouter de nouveau les précautions que l'on jugera nécessaires. J'ai fait faire des mémoires par Jean de la Borde, depuis le temps que

48. Catalan, 28 décembre 1679 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 311 v°).

49. *Mémoire pour servir au commerce de France au présent traité de la paix* (1668) (Paris, A. N. Marine, B7, 489).

50. *Mémoires et observations faites touchant le commerce* (d'une autre écriture : sur le traité de Nimègue entre la France et l'Espagne, 1679) (A. E. Corr. polit. Espagne, 63, fol. 190-205).

51. A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 270.

Votre Majesté me fait l'honneur de m'employer en cette cour, qui éclaireront presque toutes les difficultés qui se rencontrent dans le cours du commerce, et si V. M., Sire, avait agréable de les faire examiner, je me donnerais l'honneur de les y (*sic*) envoyer, pour y ajouter ou diminuer ce qu'elle trouverait à propos⁵² ». Le 30 janvier Louis XIV approuva cette suggestion. L'ambassadeur pourrait donc demander des commissaires pour éclaircir l'interprétation des traités des Pyrénées, d'Aix-la-Chapelle et de Nimègue sur les points concernant le commerce, étant bien entendu qu'on n'abandonnerait pas la clause du traitement de la nation la plus favorisée⁵³. Ainsi ce n'était pas un traité de commerce nouveau, comme le voulait Catalan, qu'il s'agissait de négocier, mais des éclaircissement sur les anciens traités qu'il fallait obtenir. C'était toujours la méthode de 1670.

Villars s'y employa dès le mois de février 1680. Il demanda qu'on expédiât une confirmation de la déclaration de la Reine régente du 2 décembre 1670 au sujet des privilèges des Français, mais en y insérant de nouveaux articles. Il ne put jamais l'obtenir. On lui répondit d'abord qu'on étudiait la question, mais le 31 mai il n'avait encore aucune résolution et le 4 octobre on lui assura qu'on *allait* lui donner satisfaction⁵⁴. En juillet 1685 Feuquières suggéra à Louis XIV d'imposer à

52. A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 228.

53. *Ibid.*, fol. 233.

54. Villars écrivait au Roi le 22 février 1680 : « Dès que le gouvernement aura changé de face, ce que l'on attend d'un jour à l'autre, je proposerai, Sire, comme Votre Majesté l'approuve, de venir à un éclaircissement plus ample des articles de la paix des Pyrénées, qui jettent par les différentes interprétations qu'on leur donne, les marchands dans de perpétuels embarras... sans se départir de l'article qui porte que les sujets de Votre Majesté seront traités aussi favorablement qu'aucune autre nation étrangère. » (Corr. polit. Espagne, 64, fol. 278). Voir aussi une lettre de D. Pedro Coloma à D. Vicente de Gonzaga du 29 février 1680 (*ibid.*, fol. 315), une lettre en espagnol de l'ambassadeur au marquis de los Balbases du 21 mai 1680 (fol. 383), une lettre de ce dernier à Villars du 4 octobre (fol. 476 v°).

l'Espagne, alors très faible, un traité « qui ajusterait toutes choses à l'avantage de son service ». Mais le Roi lui répondit qu'il devait s'en tenir aux ordres qu'il lui avait fait donner⁵⁵. Beaucoup plus tard, après la guerre de la Ligue d'Augsbourg, en 1698, un mémoire destiné à l'instruction du nouvel ambassadeur de France s'exprimait ainsi : « Il est très nécessaire que l'ambassadeur de France en Espagne fasse en sorte de recouvrer une copie en bonne forme de cette ordonnance (du 2 décembre 1670) et travaille pour son rétablissement et son exécution, et qu'il en envoie une copie au Roi, afin qu'on puisse tirer les inductions convenables⁵⁶. » Ainsi depuis 1679 aucun instrument diplomatique ou législatif nouveau ne fut obtenu par les Français. Les anciens textes restèrent la base de leurs privilèges et ils se bornèrent seulement à en exiger l'observation. Sur ce point à la fin du siècle la pression française a donc été contenue.

On peut même penser que les Espagnols étaient prêts à passer à une certaine offensive diplomatique. A un moment donné, en 1686, ils parurent disposés à négocier un traité de commerce, qui aurait repris la question des privilèges dans son ensemble. Le marquis de los Velez en fit la proposition à Feuquières, mais Louis XIV n'y consentit pas. Il estimait, avec beaucoup de raison, qu'un *nouveau* traité ne pourrait jamais être aussi avantageux aux Français que les articles des anciens traités et la Déclaration du 2 décembre 1670⁵⁷.

55. Feuquières au Roi le 5 juillet 1685 et la réponse du Roi le 29 (A. E. Corr. polit. Espagne, 71, fol. 143 v° et 155).

56. *Mémoire des affaires concernant le commerce que les ambassadeurs de France ont poursuivies en Espagne depuis le traité de Nimègue jusqu'à la rupture arrivée en 1689 (1698)*. (A. E. Corr. polit. Espagne, 63, fol. 210 v°.) Il y a une table des matières.

57. *Ibid.*, fol. 217. Le mémoire en question (fol. 229 v°) mentionne cependant une proposition de los Balbases au comte de Rebenac qui aurait pu améliorer la situation des Français : elle consistait à suspendre, quand il s'agissait d'eux l'exécution des sentences jusqu'à la révision qui en serait faite à Madrid dans le Conseil d'Etat, et à donner le droit

Ainsi, dans la lutte qui mettait aux prises la représentation espagnole contre les privilèges des Français, la France avait gardé une situation avantageuse au point de vue théorique : elle avait même jusqu'à 1670 consolidé sa position. Cependant dans la suite elle n'avait plus fait de progrès. Mais dans la pratique l'Espagne avait fortement entamé la position de la France par la violation continuelle des privilèges. On pourrait appliquer à toute la période qui s'écoule entre 1659 et 1700 cette phrase que nous trouvons dans un mémoire français de 1679⁵⁸ : « Les Espagnols sont tellement accoutumés à faire impunément insulte aux Français dans leurs personnes et dans leurs biens, qu'il n'est pas possible de les en empêcher, si l'on ne les oblige à des réparations et dédommagements convenables ». Nous aurons l'occasion de voir, en étudiant les différentes sortes de conflits, comment Louis XIV défendit en Espagne les intérêts de ses sujets.

à l'ambassadeur d'avoir connaissance de la procédure. En 1698 on indiquait cet avantage comme utile à obtenir. Il n'avait point été donné suite à cette proposition, et il ne semble pas qu'on l'ait fait davantage en 1698. A cette date, Louis XIV était toujours hostile à la conclusion d'un nouveau traité de commerce. Il l'indique dans un mémoire destiné à servir d'instruction à d'Harcourt du 18 janvier 1698 (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 4-20).

58. *Mémoire à Mgr le Marquis sur le commerce d'Espagne*, 9 mai 1679 (Paris, A. N. Marine, B7, 209). Ce mémoire semble avoir été rédigé pour l'instruction de Seignelay.

CHAPITRE VI

CONFLITS RELATIFS AUX PRIVILÈGES

Les points sur lesquels la politique française d'exploitation du Traité entra en conflit le plus constamment avec la politique défensive de l'Espagne sont la question de la visite des navires et celle de la visite des maisons et des boutiques. D'autres privilèges furent également violés et donnèrent lieu à des incidents moins fréquents et moins importants. Il importe d'examiner ces conflits d'un peu plus près.

Les visites de navires.

La question de la visite des navires français par les Espagnols avait une importance capitale. L'archevêque d'Embrun l'a bien marqué dans une lettre au Roi du 24 octobre 1663 : « Si cette visite des vaisseaux français arrivant dans les ports d'Espagne pouvait avoir lieu sous prétexte même du transport d'argent, le commerce de la France, qui est beaucoup plus avantageux en ce royaume qu'en aucun autre étranger, serait entièrement ruiné, et l'on peut voir manifestement cette vérité dans l'arrivée de la Flotte des Indes, où les vaisseaux de Saint-Malo chargent de bord à bord quantité de barres d'argent que l'on pourrait confisquer par l'assujettissement de cette visite, si les vaisseaux entraient à leur

retour dans les ports d'Espagne par un vent contraire où pour leurs affaires¹. » Quel que fut le prétexte, comme les Français fraudaient presque toujours, le droit de visite risquait de ruiner leur commerce.

Aussitôt après la paix des Pyrénées, tant que le Portugal resta en guerre avec l'Espagne, c'est-à-dire jusqu'en 1668, les Espagnols eurent un prétexte tout trouvé pour exercer ce droit, ce fut de prétendre que les navires français allaient en Portugal ou en venaient. Le Traité avait bien accordé aux Français le droit de trafiquer avec les ennemis de l'Espagne, mais pas avec le Portugal (art. X). Il est vrai que l'article XVII excluait en toutes circonstances la visite : en mer ou dans les rades de la Péninsule, les vaisseaux du Roi d'Espagne devaient se tenir à une portée de canon des bâtiments français, et se contenter de leur envoyer une chaloupe avec deux ou trois hommes pour examiner les papiers du bord auxquels ils devaient ajouter foi absolument. Ces papiers contenaient l'indication de la cargaison et de sa destination par les autorités françaises (art. XIV). En cas de simple relâche cette formalité était même supprimée, sauf s'il y avait soupçon de contrebande (art. XV).

L'interdiction de trafiquer avec le Portugal et celle de la visite étaient deux exigences contradictoires, surtout pour les navires français qui se rendaient à Cadix et qui devaient longer la côte portugaise. Aussi dans les premières années de la paix, les corsaires de Galice se mirent à visiter les vaisseaux étrangers et surtout les français, ce qui donna lieu à des violences et à des confiscations plus ou moins justifiées. On s'efforça de trouver un *modus vivendi* en établissant une zone interdite au large du Portugal, zone dans l'intérieur de laquelle

1. A. E. Corr. polit. Espagne, 45, fol. 370.

les Espagnols auraient le droit de visite, mais hors de laquelle ils devaient se borner aux clauses du Traité². Le *modus vivendi* n'aboutit à aucun résultat : les visites, avec leur cortège d'exactions, continuèrent comme par le passé, et le commerce retomba dans l'anxiété. Cela venait de la faiblesse du Roi catholique, qui était incapable de se faire obéir des autorités inférieures et des particuliers. Les Conseils eux-mêmes soutenaient les corsaires, parce qu'ils étaient intéressés dans les prises. Louis XIV finit par décider de maintenir, comme les Hollandais, une escadre à proximité des ports de Galice³. Le malheur voulait que les bâtiments continuassent à se risquer dans la zone interdite, soit par insouciance, soit dans le dessein d'aller vraiment en Portugal. Il en résulta certains incidents⁴. La question de la contrebande avec le Portugal gêna donc énormément à cette époque le commerce français de Cadix.

Les Espagnols pourchassaient à bord des vaisseaux français d'autres ennemis de l'Espagne que les Portugais : ainsi vers 1671, on saisit à Cadix la cargaison de la *Fortune* qui allait de Salé à Lisbonne, sous prétexte qu'elle appartenait à des Juifs. De même en 1680, on n'obtint qu'à grand peine la restitution de deux navires où il y avait des marchandises appartenant à des Juifs

2. Le fait de ravitailler le Portugal était puni comme un crime. A Sanlucar, le patron français d'une barque de pêche, ayant été accusé faussement par vengeance d'être allé à Lisbonne, fut arrêté et condamné à la pendaison, ses biens furent confisqués. Son complice fut condamné à six ans de galères et à la confiscation des biens. Heureusement, le Gouverneur de Cadix, Pimentel, s'opposa à l'exécution de la sentence et le consul écrivit à l'ambassadeur (Guillaume Eon à l'archevêque d'Embrun le 12 novembre 1662 (A. E. Corr. polit. Espagne, 44, fol. 243). Voir sur le *modus vivendi*, l'archevêque d'Embrun au Roi, le 7 novembre 1662 (*ibid.*, fol. 115 v°). Le premier ministre Medina aurait voulu 50 lieues de largeur pour la zone.

3. L'archevêque d'Embrun au Roi, 25 avril et 24 mai 1663 (A. E. Corr. polit. Espagne, 44, fol. 485 et Espagne, 45, fol. 53 v°).

4. Voir en juillet 1663 par exemple, l'arrestation d'une barque de La Rochelle et d'une autre de Port-Louis en Bretagne (lettre de l'archevêque d'Embrun au Roi du 12 août 1663 (*ibid.*, Espagne, 45, fol. 215 v°).

d'Alger et du blé espagnol pour Tunis⁵. C'était absolument contraire au traité des Pyrénées, qui stipulait à l'article XIX que le pavillon couvrait la marchandise. C'était de plus très dangereux pour le commerce français du Levant ou de Barbarie, pays perpétuellement en hostilité avec l'Espagne⁶.

La législation intérieure espagnole fournit également des prétextes pour visiter les navires. Aussi quand les relations étaient tendues les autorités s'appuyaient-elles sur ces lois pour violer les traités. C'est ainsi que l'Inquisition avait le droit de visiter tous les navires à leur arrivée pour voir s'ils n'apportaient pas de livres dangereux. En 1670, le consul de France à Cadix reçut un jour notification de la décision suivante : sous peine d'excommunication et d'une amende de mille ducats de plate, il devait aviser l'Inquisition de l'arrivée de tous les navires français, pour que les autorités ecclésiastiques pussent les visiter en sa présence. Elles devaient être accueillies à bord par une salve d'honneur et recevoir pour salaire deux pesos par navire. Le consul saisit l'ambassadeur de cette prétention, qui fut émise aussi à Séville, mais nous ne savons pas ce qui en résulta. Nous voyons seulement qu'en 1682, l'Inquisition faisait arrêter les capitaines français et ne les relâchait qu'après en avoir tiré certains droits⁷.

Mais c'était surtout le soupçon de fraude qui donnait lieu aux visites. Ce soin incombait alors aux juges de

5. *Mémoire pour les affaires du commerce laissé au Sr Dupré par M. l'archevêque de Toulouse* (1671) (Paris, A. N. Marine, B7, 4-0). Voir aussi *Négociations entre la France et l'Espagne* (A. E. Mém. et doc. Espagne, 153, fol. 4-69).

6. *Mémoire... pour servir d'instruction à M. le Marquis d'Harcourt* (1698) (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 4).

7. Voir Juderias, p. 212. Catalan à Lionne, 22 mars, 24 août 1670, 11 janvier 1671 (A. E. consul. Cadix, t. I, p. 35, 73, 94). *Resumen de las respuestas que el Sr Embajador de Francia hace sobre diferentes resoluciones de Su Magd...* (A. E. Corr. polit. Espagne, 70, fol. 23 et suiv.) (8 juillet 1682).

l'*Almirantazgo*. La Déclaration de Philippe III en 1607 en faveur des Hanséates avait bien interdit, par l'article 2, la visite de leurs navires, mais l'article 22 de celle de 1647 avait paru l'admettre, puisqu'elle stipulait que les fonctionnaires espagnols *qui visiteraient les navires hanséates* devraient le faire gratuitement. Le traité de marine hollandais de 1650, avait exclu la visite en mer ou dans les ports des vaisseaux hollandais ayant des marchandises à destination de pays ennemis de l'Espagne, puisque dans ce cas les Espagnols devaient se contenter d'examiner les papiers du bord. *A fortiori* devait-il en être ainsi pour les vaisseaux qui n'allaient pas en pays ennemi. Le traité des Pyrénées avait entériné ces diverses clauses, celles des privilèges hanséatiques par l'article XV (traitement de la nation la plus favorisée), celles du traité de marine par les articles XV et XVII qui s'en étaient inspirés. Il y avait donc une tradition et des textes contraires au droit de visite, mais il y en avait d'autres en sa faveur. Les Espagnols utilisèrent cette circonstance pour tâcher d'établir ce droit par l'usage.

C'est ainsi que l'archevêque d'Embrun signale le 24 octobre 1663 dans une lettre au Roi une affaire de visite survenue en Catalogne⁸. En 1665, Guillaume Eon, consul à Cadix, mentionne dans une lettre à Colbert des visites de vaisseaux français, qu'il s'efforce d'empêcher en invoquant les privilèges étrangers⁹. Cette pratique continua de plus belle au lendemain de la guerre de Dévolution, qui avait réveillé l'hostilité du peuple espagnol à l'égard des Français, bien que depuis

8. Le Vice-Roi avait fait fouiller au port de Litges une barque d'Agde où l'on avait confisqué 2.500 patagons d'argent et 5 rouleaux de tabac, sous le prétexte que l'argent ne pouvait sortir d'Espagne et que le tabac venait de Portugal, pays ennemi (A. E. Corr. polit. Espagne 45, fol. 32 et 380).

9. Eon à Colbert, 1^o mai 1665 (Paris, A. N. Marine, B7 206).

1667 la signature du traité anglo-espagnol fût un argument de plus pour la thèse française. Ce traité stipulait en effet, à l'article X l'exemption de la visite pour les bâtiments anglais, et la France devait bénéficier de ce privilège en vertu de l'article VI des Pyrénées. Aussi, en 1668, un mémoire des marchands de Saint-Malo, rédigé en vue de la négociation du traité d'Aix-la-Chapelle, demanda que l'on stipulât ceci : les vaisseaux, barques, tartanes, saéties et bâtiments français ne seront nullement visités et troublés par les vaisseaux et galères d'Espagne, en mer ou dans les ports, même s'ils vont chez les ennemis de l'Espagne, *il n'y aura pas de visite dans les ports de la part des fonctionnaires espagnols sous quelque prétexte que ce soit*; aucun garde ne sera mis à bord; en cas de contravention il sera permis aux bâtiments français de repousser par la force les gardes et les fonctionnaires chargés de la visite; s'ils sont les plus faibles les juges leur feront promptement justice et le tort causé sera réparé¹⁰.

Il n'en fut rien et les visites continuèrent¹¹. Aussi, Louis XIV finit-il par recourir aux moyens énergiques. Accédant au désir des Malouins, il signa le 21 juillet 1670 une ordonnance portant défense à tous ses sujets trafiquant en Espagne de souffrir aucune visite de leurs bâtiments et maisons par les officiers du Roi d'Espagne. Il ressort de ce texte que la plupart des capitaines se soumettaient aux exigences espagnoles et qu'il risquait de s'établir ainsi une tradition contraire aux privilèges et du consentement même des intéressés. Le Roi frappait de 500 livres d'amende pour la première fois, et de punition corporelle en cas de récidive, les capitaines

10. Paris, A. N. Marine, B7, 489.

11. Voir *Mémoire du Roi au Sr évêque de Béziers nommé à l'Archevêché de Toulouse*, 21 juillet 1670 (Paris, A. N. Marine, B7, 51). Catalan à Lionne, 22 mars 1670 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 34).

coupables de trop de mollesse¹². L'ordonnance fut publiée dans tous les sièges d'amirauté en France et communiquée en Espagne à tous les consuls. Nous verrons plus loin qu'elle eut un jour des conséquences tragiques.

Satisfaction fut donnée à la France par l'ordonnance de la Reine du 2 décembre 1670, qui confirmait et étendait la déclaration du 6 mars 1669. Cette dernière avait stipulé notamment que les Français seraient exempts de la visite des navires en vertu de l'article X du Traité anglais de 1667. Il semble y avoir eu également un ordre de la Reine du 13 avril 1671, relatif aux visites de navires¹³. Mais les fonctionnaires espagnols n'abandonnèrent pas pour cela la partie.

C'est ainsi qu'un jour au Puerto de Santa-Maria la barque marseillaise *Jésus-Maria-Joseph* fut visitée après avoir déchargé sa cargaison, la Douane prétendant qu'elle avait le droit de le faire quand les bâtiments avaient rompu leur charge. On saisit à bord diverses marchandises sous prétexte qu'elles avaient été achetées en Espagne sans avoir payé les droits. L'affaire eût pu constituer un précédent gênant; ce n'était rien en effet d'être exempt de visite dans certains cas, si on y restait soumis dans d'autres, de plus les bâtiments se trouvaient le plus souvent dans le cas de la barque marseillaise, chargeant leurs retours aussitôt après avoir déchargé leurs marchandises, et l'on risquait toujours de trouver parmi eux des caisses d'argent dont l'exportation était interdite. Admettre la prétention espagnole, c'était rouvrir la porte à toutes les exactions¹⁴.

Aussi Colbert écrivit-il à Dupré le 31 juillet 1671 :

12. Paris, A. N. Marine, B7, 51.

13. Catalan y fait allusion dans sa lettre du 28 juin 1671 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 102), et Colbert dans une lettre à Dupré du 31 juillet 1671 (Paris, A. N. Marine, B7, 54).

14. Catalan à Lionne, 28 juin 1671.

« Nous connaissons fort bien que la faiblesse du gouvernement d'Espagne fait que les ordres de la Reine Catholique ne sont pas si ponctuellement exécutés qu'il serait à désirer, mais il faut que la force du gouvernement du Roi notre maître supplée à ce défaut, et, qu'en portant la parole d'un aussi grand prince que le nôtre, vous pressiez si fortement, en gardant toutefois les mesures convenables, que vous obteniez l'exécution des points qu'il est juste que l'on accorde aux sujets de Sa Majesté en exécution des traités. » Dupré était moins convaincu de son bon droit. Il faisait remarquer que les traités ne défendaient pas la visite des navires, ils réglaient seulement la manière de la faire. La suppression de toute visite rendait impossible la perception des droits. Mais Colbert maintint son point de vue et le nouvel ambassadeur, marquis de Villars, reçut le 13 mai 1672 l'ordre de faire les plus vives instances pour que la Reine fit exécuter les ordres qu'elle avait donnés¹⁵.

C'est au milieu de ces négociations que se produisit à Cadix un incident très grave. Le 13 octobre 1672, le vaisseau malouin le *Saint-Jacques* sauta dans la baie, tandis qu'il résistait par la force à une tentative de visite. La Reine avait en effet ordonné au duc de Veraguas, général de l'Armada d'Espagne, de réprimer énergiquement les fraudes commises à Cadix par les vaisseaux étrangers. On avait signalé au duc que le *Saint-Jacques*, mouillé dans la baie depuis trois mois, servait de navire-magasin. Il ordonna donc de le visiter au besoin par la force. Le navire fut cerné par trois navires de guerre espagnols, et le *Veedor general* chef de l'organisation chargée de réprimer la contrebande et qui était monté sur l'un d'eux, somma trois fois le

15. Colbert à Villars, 13 mai 1672 (Paris, A. N. Marine, B7, 55).

capitaine français de laisser visiter son navire. Celui-ci envoya chercher le consul et refusa, alléguant les ordres de Louis XIV, et il menaça de se faire sauter si l'on passait outre. Après la troisième sommation la fusillade et la canonnade éclatèrent, sans qu'on pût savoir qui avait commencé, et tout à coup le bâtiment français sauta, par la volonté de son capitaine, semble-t-il, Le consul, qui avait couru chez le duc de Veraguas, ne put faire modifier les ordres de ce dernier, et il assista impuissant des fenêtres du duc à la catastrophe¹⁶.

Il est très probable que le *Saint-Jacques* était dans son tort, et qu'il servait en effet de magasin. En tous cas il avait beaucoup d'argent à bord : les Français chargèrent même leurs canons avec des piastres qui blessèrent plusieurs personnes¹⁷. Colbert, écrivant le 2 novembre à Eon, son correspondant à Saint-Malo, semble admettre la culpabilité du capitaine, car il blâme à propos de cet incident la témérité et le cynisme des capitaines malouins à Cadix¹⁸. Mais on peut observer que les autres étrangers agissaient de même : à la même date il y avait à Cadix des Génois, des Hollandais, des Ostendais et des Anglais qui en faisaient autant et qu'on n'avait pas inquiétés. C'était sur les Français seuls qu'on avait fait porter la répression : le premier acte avait été l'affaire de la barque marseillaise au Puerto, le second celle du *Saint-Jacques*¹⁹.

16. Voir sur cet incident la lettre de Villars du 9 novembre 1672 qui comprend une copie de la lettre du duc de Veraguas à la Reine (A. E. Corr. polit. Espagne, 61, fol. 267-270), deux notes du comte de Molina, ambassadeur à Paris du 31 octobre et du 18 novembre 1672 (*ibid.*, fol. 273 et 283), les lettres de Catalan du 16 octobre 1672 au Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères et à l'ambassadeur à Madrid (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 132, et Corr. polit. Espagne, 61, fol. 240).

17. On a d'abord dit qu'il y avait 300.000 écus à bord, puis au moins 600.000 (Catalan à Pomponne, le 23 octobre 1672 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 136).

18. Paris, A. N. Marine, B7, 55.

19. Catalan à Pomponne le 16 octobre 1672 (A. E. consul. Cadix t. XXXII).

Comme l'indique Villars au Roi le 30 octobre, il faut chercher la raison de ce fait dans la situation diplomatique. A ce moment on est en pleine guerre de Hollande. Les adversaires de Louis XIV cherchent à nouer contre lui une coalition et à entraîner l'Espagne. L'Empereur fait pression à Madrid. Le gouvernement espagnol cherche un moyen de plaire à l'Empereur et aux Hollandais sans rompre avec Louis XIV. On a eu d'abord l'idée de saisir l'argent de la Flotte, ce qui aurait porté un coup au commerce français. Puis on se réduisit à pratiquer à Cadix une politique de vexations, dont l'affaire du Puerto et celle du *Saint-Jacques* furent les manifestations²⁰.

L'affaire fit une sensation énorme. A Cadix on crut à la guerre et les négociants se hâtèrent de mettre leurs biens à l'abri. A Madrid, Villars adressa une réclamation, mais en France Louis XIV se montra singulièrement prudent. Répondant à Villars le 20 novembre, il lui prescrivit de continuer à protéger les Français, mais il ajouta : « *Cependant je me réserve à prendre encore une connaissance plus exacte de toute cette affaire avant que de former ma résolution*²¹. » C'est qu'il avait le sentiment de la culpabilité de ses sujets et aussi qu'il ne tenait pas à précipiter l'Espagne du côté de la Hollande. A toutes les réclamations de Villars l'Espagne répondit par un refus. L'ambassadeur suggéra à Louis XIV de se saisir de Bilbao ou de Santander, pour atteindre l'Espagne quelque part sans inquiéter l'Europe, mais le Roi écarta poliment cette idée. Tout ce qu'on put obtenir, ce fut la mise en liberté des matelots français prisonniers, et encore au bout de longs mois. Là-dessus en septembre

20. A. E. Corr. polit. Espagne, 61, fol. 263.

21. A. E. Corr. polit. Espagne, 61 fol. 286. Souligné dans le texte. Sur les craintes de guerre à Cadix, voir la lettre de Catalan à Pomponne du 16 octobre 1672 déjà citée.

1673, survint la guerre avec l'Espagne. Après Nimègue Louis XIV tenta de reprendre la discussion mais l'Espagne ne l'admit pas et l'affaire n'eut pas de suite²².

L'affaire du *Saint-Jacques* marque donc sur la question des visites de navires un premier fléchissement de la France. Celle-ci n'a pas obtenu satisfaction. De plus au cours de la discussion elle se contente de protester, non contre la visite mais contre le procédé employé. Elle semble donc admettre implicitement le droit de visite en cas de soupçon de fraude.

Nous en voyons la preuve dans une affaire survenue à Malaga en 1682. Le gouverneur de la ville fit visiter les navires français sans procéder auparavant à une instruction judiciaire pour fraude. L'ambassadeur protesta et il lui fut répondu qu'on enverrait des ordres généraux pour interdire la visite à moins qu'il n'y eût un commencement de procédure qui fit soupçonner une fraude²³. L'Espagne tirait ainsi la conséquence de l'affaire du *Saint-Jacques* et prenait un avantage sur les traités. L'article XV des Pyrénées, en effet, n'admettait la visite qu'en cas de soupçon de contrebande de guerre et pas simplement de fraude douanière. Quand l'Espagne était en paix, le délit de contrebande de guerre n'existant plus, il ne restait aucun prétexte pour visiter. La France semble avoir admis la thèse espagnole, car l'ambassadeur La Vauguyon ne dit pas un mot de la contrebande de guerre.

Il y eut encore quelques incidents notables dans la suite. En 1683, une tartane française chargée de vin

22. Villars au Roi, 9 novembre 1672 (A. E. Corr. polit. Espagne, 61; fol. 277). Pomponne à Villars, 1^{er} décembre 1672 (fol. 293). Villars au Roi, 19 mai 1673 et Catalan, 11 juin 1673.

23. *Resumen de las respuestas que el Sr Embajador de Francia hace...* (A. E. Corr. polit. Espagne, 70, fol. 23). *Extracto de las resoluciones que en nombre de S. M. Catholica participa el Sr Marques de los Balbases...* (1683) (*ibid.*, fol. 97). *Mémoire des affaires concernant le commerce...* (1698) (*ibid.*, Espagne, 63, fol. 224).

des Canaries fut abordée dans la baie par plusieurs bâtiments de surveillance, la cargaison fut pillée et débarquée, l'équipage maltraité, le consul de France à Sanlucar, qui était à bord, fut arrêté. Le prétexte fut le transfert de quelques pipes de vin sur un autre bâtiment à destination de Tanger. Grâce à ses efforts, Catalan arriva à faire restituer la cargaison²⁴.

En 1688, le comte d'Aguilar, gouverneur de Cadix fit visiter une barque française au moment où elle déchargeait des marchandises à bord d'un navire. Les Espagnols soutinrent que c'était un bâtiment de pêche, et que seuls les bâtiments de commerce étaient exempts de visite. Catalan prétendait que tous les bâtiments français devaient participer aux privilèges de la nation. En réalité, l'Espagne cherchait à restreindre indirectement l'effet des traités : il y avait, en effet, dans la baie beaucoup de barques françaises occupées à la pêche, mais qu'on employait aussi au cabotage et aux transports dans la baie. Les soumettre à la visite, c'était rendre plus difficile les transports frauduleux dans la baie²⁵.

Un autre moyen qu'imagina le comte d'Aguilar fut de visiter les chaloupes des navires étrangers au cours de leurs allées et venues. Cette prétention jeta le trouble dans le commerce, car elle risquait plus encore d'annuler l'effet des traités. Tous les consuls protestèrent et le Gouverneur, tout en refusant de céder, promit de ménager dans la pratique les Français²⁶.

L'Espagne prit même l'offensive : elle se plaignit en 1688 à Louis XIV de l'asile donné aux fraudeurs espagnols à bord des vaisseaux français. Le Roi préféra interdire aux capitaines de pratiquer ainsi le droit d'asile,

24. Catalan au ministre, 8 et 22 février 1683 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 120).

25. Lettres de Catalan du 2 février et du 29 mars 1688 (*ibid.*, Cadix, t. III, fol. 98 et 110).

26. Lettre de Catalan du 12 avril 1688 (*ibid.*, Cadix, t. III, fol. 113).

plutôt que donner prétexte à la Douane de visiter les bâtiments français²⁷.

Un grave incident qui survint en 1699 donna la mesure des progrès que l'Espagne avait faits dans la question du droit de visite²⁸. A la fin de mai, à l'approche du retour de la Flotte, la surveillance se resserra dans la baie. Cela irrita les matelots du navire malouin le *Saint-Claude*, qui se prirent de querelle avec l'équipage d'une barque de garde, commandée par un gradé énergique du nom de Machin. Il y eut échange de coups de feu et d'injures. Dans la suite, Machin rencontra le canot du *Saint-Claude* qui ramenait le capitaine Duchené-Macé. Il le visita, ne trouva rien, et néanmoins arrêta le capitaine. En revenant à terre, il rencontra plusieurs canots français, dont les occupants insistèrent pour qu'il relâchât son prisonnier et qui, sur son refus, le suivirent. A terre on parla et le prisonnier fut relâché. Mais les esprits étaient très montés de part et d'autre. Un Espagnol furieux tira sans l'atteindre sur Duchené-Macé, un autre réussit à l'abattre. Alors près de la porte de Séville, il y eut une véritable bataille entre Français et Espagnols. Ceux-ci cédèrent le terrain devant quelques grenades qu'on jeta. Catalan demanda satisfaction au gouverneur et l'on arrêta Machin, qui était du reste grièvement blessé. A Madrid le comte d'Harcourt obtint la promesse qu'on châtierait les coupables. De son côté, Catalan réprimanda les capitaines en blâmant l'emploi des armes. Il leur prescrivit de ne plus mettre sur leurs chaloupes d'armes apparentes. Ce qui facilita les choses

27. Lettre de Catalan, 2 août 1688 (*ibid.*, fol. 143).

28. Voir sur cette affaire la lettre de Catalan du 7 juin 1699 à laquelle sont jointes une lettre privée datée de Cadix le 31 mai 1699, et la copie du mémoire donné par Catalan au duc d'Albuquerque le 31 mai 1699 (A. E. consul. Cadix, t. III). Voir également la correspondance d'Harcourt (A. E. corr. polit. Espagne 82), notam. la lettre du 10 Juin 1699, la réponse du cardinal de Cordova du 13 juin, et la lettre d'Harcourt du 17 juin.

ce fut qu'en 1699 l'atmosphère était meilleure qu'en 1672 entre la France et l'Espagne. Mais tout de même, l'incident dénotait de la part des Espagnols le désir de ne plus se laisser faire.

La prétention qu'avaient les Espagnols de visiter les navires en entraîna d'autres plus ou moins connexes. L'une d'elles fut celle d'obliger les capitaines à débarquer toute leur cargaison ou à déclarer la destination de ce qu'ils conservaient à bord. Il s'agissait à Cadix d'empêcher le débarquement clandestin de la partie gardée à bord²⁹. Le traité qui avait touché à cette question avec le plus de précision était le traité anglo-espagnol de 1667. L'article X interdisait toute visite et toute installation de gardes à bord avant le déchargement, mais il les admettait après, que le déchargement fût complet ou non. Le capitaine devait déclarer toute sa cargaison, si après l'avoir mise à terre il restait encore quelque chose à bord, il avait huit jours pour compléter sa déclaration. Tout ce qu'on trouverait ensuite non déclaré devait être confisqué. Ainsi l'article X était favorable à la prétention espagnole. Mais l'article XI corrigeait cette rigueur : le navire qui avait des marchandises pour un autre port pouvait sortir sans être complètement déchargé, sans faire enregistrer le reste et sans rien payer pour cela³⁰. En 1668, les négociants français auraient voulu qu'on précisât ce privilège dans le sens le plus avantageux. Ainsi il n'aurait subsisté aucun prétexte pour justifier d'une façon plus ou moins détournée le droit de visite.

L'Espagne souleva une autre controverse au sujet des relâches de navires étrangers dans les ports espagnols

29. Cela ressort du *Mémoire pour servir au commerce de France au présent traité de la paix...* (1668) par les marchands de Saint-Malo (Paris, A. N. Marine, B7, 489).

30. Voir Abreu y Bertodano, t. I, p. 159.

en cas de mauvais temps, de poursuite par les pirates ou les ennemis, ou de toute autre nécessité. Vers 1680, elle avait pris l'habitude en cas de relâche forcée (*arribada*) de visiter les navires français et de leur faire payer un droit. Cette visite risquait de révéler la présence de métaux précieux et d'entraîner des confiscations. Cette pratique était absolument contraire à l'article XV des Pyrénées, et Villars demanda au Roi d'Espagne de l'interdire. Les ordres avaient été donnés lors de la paix de Nimègue, mais n'avaient pas dû être exécutés. Ils furent renouvelés³¹.

Mais en 1685, à une époque de tension politique, l'Espagne exigea des navires français qui relâchaient dans un port espagnol, après en avoir touché un autre, la preuve qu'ils y avaient acquitté les droits de douane, faute de quoi il y avait soupçon de fraude et on les visitait. Naturellement quand on trouvait de l'argent à bord on le confisquait. C'était une manière de tourner l'article XV des Pyrénées, lequel interdisait la visite et même la production des connaissements en cas de relâche forcée. En effet, le capitaine n'avait pas toujours de certificats délivrés par la Douane.

C'est ainsi qu'en septembre 1685, le duc d'Uceda, vice-roi de Galice, fit visiter la *Sainte-Marie* et la *Notre-Dame de Lombardie*, de Dunkerque qui venaient de Cadix et avaient relâché à La Corogne par vent contraire et pour se ravitailler. Comme on trouva à bord du premier bâtiment une somme de 45.000 pesos et 60.000 pesos sur l'autre, les navires furent saisis. Un jugement condamna le capitaine de la *Sainte-Marie* à huit ans de

31. Cela résulte d'une lettre de D. Pedro Coloma du 29 février 1680 à D. Vicente Gonzaga, commissaire de l'ambassade de France jointe à la lettre de ce dernier à Villars du 7 mars 1680 (A. E. Corr. polit. Espagne 64, fol. 315), et également d'une lettre de Villars au marquis de los Balbases du 21 mai 1680 (fol. 383). V. aussi le *Mémoire des affaires concernant le commerce pour servir d'instruction au marquis d'Harcourt* (18 janvier 1698) (*ibid.*, Espagne, 63, fol. 232).

bannissement d'Espagne, confisqua l'argent, donna un délai de quarante jours pour prouver que la laine et l'indigo avaient payé les droits, laissant libre le navire et le reste de la cargaison.

Le capitaine fit appel au Conseil de Guerre à Madrid, Feuquières intervint diplomatiquement, et Louis XIV menaça l'Espagne de saisir les biens des sujets espagnols propriétaires de terres dans le Pays conquis de Flandre. Il mit sa menace à exécution le 31 octobre 1685. L'affaire prenait donc une tournure assez grave et elle pouvait mener à des représailles contre les Français d'Espagne. Il n'y en eut pas cependant. Le nonce du Pape à Madrid s'employa à arranger les choses d'abord avec Feuquières. Il fallut assez de temps : le duc d'Uceda avait touché sa part des confiscations, il ne voulait rien restituer, et ses amis agissaient dans le Conseil, de plus l'Espagne ne voulait pas avoir l'air de céder à la force. Tout finit par être arrangé au début de 1686³².

Néanmoins, nous voyons que la question des visites de navires, quel qu'en fût le prétexte, est restée jusqu'à la fin du siècle une question brûlante. La France a dû céder un peu de terrain : à l'intransigeance du début, qui a amené le drame du *Saint-Jacques*, a succédé après Nimègue un accord tacite, admettant la visite en cas de soupçon de *fraude* et non plus seulement de *contrebande de guerre*, et moyennant une instruction judiciaire préalable. De même l'Espagne a circonscrit le champ du privilège d'exemption en faisant rentrer dans le droit commun les barques de pêche et les chaloupes des vaisseaux. Malgré les protestations de la France, elle a maintenu et appliqué cette interprétation des traités. On a fini par s'entendre pour laisser sommeiller les principes et pour éviter pratiquement les incidents.

32. Voir sur cette affaire aux Archives des Affaires étrangères de Paris la correspondance politique, Espagne 71 *passim*.

Il ne faudrait pas croire pourtant que les visites aient été aussi fréquentes qu'il le semble d'après cette étude. A condition de garder quelques ménagements, il était facile aux Français de les éviter. C'était d'ailleurs ce qu'avaient toujours recommandé Colbert et Catalan aux capitaines, et beaucoup se conformaient à ces sages principes. Si l'on fait le compte des incidents, on trouve qu'ils furent relativement rares et généralement liés à des périodes de crise en rapport avec la politique générale. L'impression des contemporains était que la sécurité des vaisseaux français était assez grande. Elle était due aux privilèges, à la vigilance des ambassadeurs, mais surtout à l'appui de la marine de guerre. Constantement des escadres, sous prétexte de surveiller les Barbaresques, venaient croiser sur les côtes d'Espagne, et même stationner à Cadix au moment du retour des Flottes. Leur présence modérait l'ardeur de la répression espagnole.

La visite des maisons et des boutiques.

Après la visite des navires, l'abus le plus gênant dont se plaignent les Français est la visite de leurs maisons et boutiques. C'est que la fraude étant toujours plus ou moins à la base du commerce d'Espagne, ils étaient toujours plus ou moins fautifs. De plus les agents espagnols abusaient volontiers de leur autorité.

Les Français n'avaient sur ce point aucun texte les concernant directement; ils s'appuyaient sur l'article VI des Pyrénées qui leur assurait les privilèges des autres nations. La visite des maisons était réglementée par les deux déclarations de 1607 et de 1647 en faveur des Hanséates. La première n'accordait le droit de visiter les maisons qu'au juge conservateur de la nation; mais, si un malfaiteur en fuite se réfugiait dans la maison d'un Hanséate

la justice ordinaire pouvait requérir qu'on lui en ouvrît la porte (art. XIX). En cas de soupçon de fraude visant le marchand étranger, on pouvait aussi pénétrer chez lui, mais seul le juge conservateur ou son représentant assisté d'un notaire public, pouvait opérer la visite (art. XX). La Déclaration de 1647 était moins avantageuse, mais par son article XII elle exigeait encore que la visite, en cas de soupçon de fraude, fut effectuée *en présence* du juge conservateur ou de son représentant³³.

En dehors de ces textes diplomatiques les étrangers avaient eu recours, pour s'assurer ce privilège, à un procédé plus simple qui consistait à obtenir du Roi d'Espagne un ordre adressé aux autorités locales. Cette concession était sans doute la récompense d'un service en argent, comme c'était l'habitude alors. Bien qu'il n'y eût là de la part du Roi Catholique qu'un acte unilatéral, l'effet n'en était ni plus ni moins efficace que s'il y avait eu traité officiel. Nous voyons ainsi l'ensemble des étrangers de Malaga obtenir le 9 août 1611 une cédule de Philippe III sur ce sujet. Ils s'étaient plaints en effet, de ce que les autorités judiciaires pénétraient arbitrairement chez eux, sans faire aucune procédure préliminaire, et qu'elles visitaient leurs maisons et leurs boutiques, examinant leurs livres et leurs papiers, puis quand elles avaient trouvé matière à procès, elles lançaient contre eux diverses inculpations. Pour se libérer de ces attaques et retrouver leurs papiers, ils étaient obligés de donner aux magistrats de grandes sommes d'argent. Le Roi par la cédule du 9 août 1611 interdit ces pratiques et il n'autorisa la visite des maisons et l'examen des papiers qu'en cas de procès régulier. Cette cédule ne fut pas toujours observée, et les étrangers de Malaga en obtinrent une autre le 10 octobre 1619 qui

33. Voir ces textes dans Abreu y Bertodano, t. I et VIII.

la confirmait. Plus tard, le 16 décembre 1621, toujours pour Malaga, une troisième cédula fut expédiée à la demande du Roi d'Angleterre, et une quatrième le fut le 9 juin 1661 à la demande de tous les étrangers³⁴.

Les Anglais avaient procédé de même. Nous savons que le 19 mars 1645 le Roi d'Espagne avait interdit la visite de leurs maisons à Malaga, Sanlucar et Cadix; une disposition analogue avait été prise également en faveur des Anglais de Séville. Le 9 novembre 1645 la provision royale du 19 mars fut confirmée par une dépêche du Roi, et en 1667, l'article IX du traité anglo-espagnol stipula le maintien de ce privilège, ainsi que des autres dont jouissaient les Anglais³⁵.

La traité de paix de 1648 avec les Hollandais qui entraînait pour eux la clause de la nation la plus favorisée, et l'article VI du traité des Pyrénées, qui avait la même portée pour les Français, étendirent encore le nombre des nations exemptes de visites.

Mais les Espagnols s'affranchirent souvent de cette règle. En 1666, le fermier de la Douane, Eminente, fit subir une visite domiciliaire au consul flamand à Séville, Gaspard Pluym. Il agit de même chez plusieurs négociants de Séville sans recourir auparavant à aucune procédure judiciaire. Ses commis ouvrirent tous les paquets, même ceux qui avaient été vus et marqués par la Douane. Ils fouillèrent les armoires, les coffres à vêtements, les secrétaires et ils causèrent de grands dégâts³⁶. La Reine interdit ces visites par la cédula du

34. Voir la cédula de la Reine du 6 février 1670 qui retrace l'historique de la question, jointe à la lettre de Catalan du 24 août 1670 (A. E. consul. Cadix, t. 1, fol. 77).

35. Voir l'*Extrait du second Mémorial qui a été présenté par le Sr Catalan, consul à Cadix, avec d'autres papiers à M. le duc de Guastalla, capitaine général des côtes d'Andalousie...* (1687) (A. E. consul. Cadix, t. 111, fol. 39).

36. Voir la *Querela de Gaspar Pluym* citée plus haut.

23 avril 1667³⁷. Cette fois il n'est pas question des privilèges étrangers. Pluymys avait beau être flamand, il était sujet espagnol. D'autres marchands, purs Espagnols ceux-là, avaient aussi subi des visites, et la cédule de 1667 vaut pour tout le monde. Malgré cela, les marchands de Saint-Malo, au moment de la paix d'Aix-la-Chapelle en 1668, se plaignaient encore des visites domiciliaires³⁸.

En 1670, le consul de France à Cadix, Pierre Catalan, dut adresser sur ce sujet une supplique à la Reine régente, et le 6 février 1670 une nouvelle cédule confirma les cédules de 1611, de 1619, de 1621 et de 1661³⁹. Elle ne semble pas avoir été mieux observée que les précédentes. Nous voyons en effet, en 1671 l'administrateur des droits royaux au Puerto de Santa-Maria visiter les maisons des marchands étrangers⁴⁰, et la même question faire encore en 1672 l'objet d'un échange de correspondance entre Colbert, Catalan et Villars. Cette année là en effet, un des principaux marchands français de Cadix subit une visite domiciliaire de la part du Gouverneur de la ville lui-même. Ce dernier, après avoir reçu quelque présent, laissa entendre qu'il ne passerait pas outre à condition que l'on ne portât pas plainte à Madrid. C'était

37. Seville A. M. Escribania de Cabildo, t. XI, n° 28 : « Que no se pueda entrar en las lonjas ni casas hacer reconocimientos de las mercaderias sin que primero constase de fraude y precediese mandamiento de juez competente. » Pluymys invoquait une cédule du 15 mars 1645 prescrivant d'observer les lois du Royaume et celles du Consulado. D'après ces textes, on ne pouvait confisquer les marchandises à l'intérieur de Séville, car elles étaient présumées avoir été expédiées en douane. On ne pouvait pas non plus visiter les maisons des commerçants, sauf en cas de soupçons motivés de fraude et après enquête et sur mandat d'un magistrat. Outre Pluymys, d'autres marchands avaient subi la visite, notamment D. Pedro Sanchez Riscos, qui semble bien espagnol.

38. *Mémoire pour servir au commerce de France au présent traité de la paix...* (Paris, A. N. Marine, B7, 489).

39. A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 77. Voir également le mémoire joint à la lettre de Catalan du 25 mai 1670 (fol. 53).

40. *Mémoire pour les affaires du commerce laissé au Sr Dupré par M. l'Archevêque de Toulouse* (1671) (Paris, A. N. Marine, B7, 490),

reconnaître le bon droit de la France et manifester en même temps que cette pratique n'avait d'autre but pour les autorités espagnoles que d'extorquer quelque argent aux marchands. Bien qu'à cette époque la tension politique fût grande entre la France et l'Espagne, Colbert fut d'avis de se plaindre à Madrid, car ce pouvait être un précédent fâcheux pour l'avenir⁴¹.

Ce qui rendait assez délicates cependant les protestations de la France, c'était l'état d'esprit et les habitudes des commerçants français. « Je dois vous dire, écrivait Colbert à Catalan le 26 février 1672, que les marchands français se trouvant presque toujours en fraude dans ces sortes de visites, il est bien important que vous preniez garde qu'ils n'y soient pas surpris, et même que vous leur fassiez bien connaître que le fondement le plus solide pour l'établissement de leur commerce est la sincérité et la bonne foi. » Le même jour, il répétait la même chose à Villars, mais il ajoutait : « Comme le commerce de ce royaume-là a toujours été conduit avec cet esprit, les Anglais et les Hollandais reçoivent dans les Etats du Roi Catholique un traitement qui leur est beaucoup plus favorable qu'aux sujets du Roi, par des articles qui ne sont point compris dans leurs traités de paix, et même qui ne sont établis que par un usage qui leur est avantageux. Il est bien important que vous vous appliquiez à obtenir les mêmes grâces pour les dits marchands français et que vous fassiez toujours les instances les plus vives et les plus pressantes que vous pourrez, pour faire confirmer par Sa Majesté Catholique les ordres que Mgr l'Archevêque de Toulouse a ci-devant obtenus et dont je vous envoie copie. »

Mais les efforts de la France pour faire respecter les maisons des Français furent interrompus par la rup-

41. Colbert à Catalan le 26 février 1672 et à Villars à la même date (Paris. A. N. Marine, B7, 55).

ture de 1673 et tout fut à recommencer après la paix de Nimègue. En 1679, un mémoire adressé à Seignelay pour son instruction, oppose toujours la situation des Anglais qui sont en sûreté chez eux, protégés par une cédule particulière, et celle des « pauvres Français toujours exposés à la friponnerie d'une infinité de petits juges qui les vexent journellement pour en tirer des sommes considérables et les ruiner⁴². » C'est pourquoi au début de 1680 nous trouvons la trace d'une réclamation de Villars protestant contre les visites de maisons françaises par le juge de *Sacas*, et demandant une cédule semblable à celle de 1671 pour les interdire et les empêcher d'enlever aux Français leurs livres et papiers sous aucun prétexte. On lui promet satisfaction sous peu, ce qui était une manière de l'éconduire poliment⁴³. La preuve c'est qu'en 1682, le Gouverneur d'Alicante continuait à visiter les maisons des Français à toute heure et sous les plus légers prétextes sans procéder auparavant à aucune formalité judiciaire et que Villars continuait toujours à demander des cédules sur ce sujet⁴⁴. Catalan nous confirme d'ailleurs la persistance de cet abus à cette époque, d'abord par sa lettre du 12 janvier 1682, en réponse à une enquête de Colbert, puis le 1^{er} novembre 1683 en réponse à Seignelay qui venait de remplacer son père dans les affaires de commerce⁴⁵.

42. *Mémoire à Mgr le Marquis sur le commerce d'Espagne* (19 mai 1679) (Paris. A. N. Marine, B7. 209).

43. *Resumen de los memoriales que el Sr embajador de Francia pone en las manos de S. E. el principe D. Vicente Gonzaga...* (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 242, 383 et 388). Un document espagnol s'exprime ainsi dans une annotation relative à cette demande de Villars : « Voici dix mois que se répètent les mémoires sur cette instance » (*Copia de carta escrita del Sr marques de los Balbases al embajador de Francia en que le avisa diferentes resoluciones de S. M. por otra del Sr marques de Canales. secretario de Estado* (12 juin 1680) (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 411).

44. *Resumen de las respuestas que el Sr embajador de Francia hace sobre diferentes resoluciones de S. M.* (*ibid.*, Espagne, 70, fol. 23 et suiv.).

45. A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 9 v° et 181 v°.

Cette année là, la question de la visite des maisons parut sous un jour nouveau par suite de l'initiative réformatrice du gouvernement espagnol. Ce dernier se préoccupe en effet alors de relever l'industrie du pays par une réglementation appropriée. Pour en contrôler l'exécution on ordonna de visiter les maisons et les boutiques de tous les négociants espagnols ou étrangers, et de vérifier la qualité des marchandises qui s'y trouvaient. Celles qui ne cadraient pas avec les règlements devaient être rejetées d'Espagne.

Le Gouverneur de Cadix fit donc appeler tous les consuls pour leur demander la liste des marchands de leur nation. Les consuls s'étaient concertés et ils refusèrent de fournir aucun nom afin d'empêcher une visite qu'ils estimaient contraire aux traités. En même temps ils adressèrent à Madrid une protestation et demandèrent au Gouverneur de surseoir à toute visite jusqu'à la réponse de la Cour. Ce dernier, après quelques difficultés y consentit. Malgré les démarches, au mois de juin 1683, l'ordre arriva de visiter les maisons des étrangers comme celles des Espagnols, afin de vérifier les poids et mesures des marchandises, et dès la fin du mois les visites commencèrent à Cadix. Le Gouverneur se rendait en personne chez les marchands. Il agit d'ailleurs pratiquement avec beaucoup de douceur et il ne résulta pas grand chose de cet événement. Mais c'était un empiètement tout de même sur les privilèges des étrangers⁴⁶.

Il nous faut encore signaler trois incidents à propos des visites de maisons, survenus en 1686, en 1687 et en

46. Voir les lettres de Catalan du 5 avril, du 14 juin, du 12 juillet 1683 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 146, 158, 163). Il écrivait le 23 août : « Les Espagnols n'ont rien entrepris de nouveau sur le projet qu'ils ont fait pour régler leur commerce à l'égard des manufactures depuis la reconnaissance qu'ils ont fait faire de celles des étrangers. Je crois qu'ils se laisseront à la fin et que les choses demeureront au même état qu'elles étaient par ci-devant, par le peu de disposition que leurs sujets ont au travail et les grands droits dont ils sont chargés. » (*Ibid.*, fol. 172.)

1688. Ils se terminèrent bien pour les étrangers, mais n'en sont pas moins symptomatiques de la persistance des prétentions espagnoles sur ce point.

En 1686 à Séville, le fermier des almojarifazgos, ayant appris qu'on avait introduit chez le marchand français Pierre du Tremblay des marchandises qui n'avaient pas payé les droits, visita la maison en compagnie de l'*escribano de descaminos* (greffier des confiscations). Ils ne trouvèrent rien et se retirèrent sans aucune autre formalité. L'ambassadeur protesta, on fit une enquête auprès de l'*Asistente* de Séville et celui-ci, sur l'ordre du Roi, blâma l'administrateur et l'*escribano* procéda contre eux judiciairement pour avoir visité, contrairement aux traités, la maison d'un marchand français. C'était là un éclatant succès pour la France et Feuquières le fit savoir à tous les consuls français⁴⁷.

En 1687 survint au Puerto de Santa-Maria une affaire plus grave. Le 21 avril à minuit le Gouverneur de Cadix se rendit chez Antoine de Baise, négociant français, et le somma d'ouvrir. Sur son refus, il fit escalader la maison, pénétrer sur la terrasse, dont on brisa la porte, et par là dans l'intérieur. On visita la maison et l'on y saisit six petites caisses de dentelles. Catalan protesta. On lui répondit que la visite avait eu lieu à l'occasion de la poursuite d'un délinquant, cas prévu par les traités. Catalan, qui niait le délit, fit appel au duc de Guastalla, capitaine général d'Andalousie, et celui-ci demanda un rapport au Gouverneur, comte de Fernan Nuñez. Il résultait de ce rapport que l'origine de l'affaire n'était pas du tout un soupçon de contrebande, mais la poursuite d'un accusé, un nommé Balthazar de los Reyes,

47. Réponse à M. de los Balbases touchant une visite faite à Séville dans la maison d'un marchand français, 27 mars 1686 (A. E. Corr. polit. Espagne, 70, fol. 219); *Mémoire des affaires concernant le commerce...* (1698) *ibid.*, Espagne, 63, fol. 220. Voir également Simancas (Estado, 4 191).

fugitif et réfugié chez le marchand français. On n'avait pas cerné d'abord sa maison, mais la voisine, où l'on n'avait rien trouvé. Ce n'était qu'au cours de la poursuite sur les terrasses, qu'on avait signalé le fugitif chez le Français et qu'on avait été amené à pénétrer chez lui. On n'y trouva pas l'homme, mais — et c'est là que les privilèges étaient violés — on en avait profité pour examiner ce qui s'y trouvait. On avait ainsi rencontré six caisses de dentelles non plombées et plus de cent chapeaux de castor en deux caisses également non plombées. Une nouvelle affaire — de fraude celle-là — se greffa donc sur la première. Le Gouverneur, averti que le propriétaire était français, envoya trois fois aviser par un soldat le consul et l'administrateur de la Douane, mais le Français supplia le Gouverneur de ne pas les faire appeler et déclara qu'il ne faisait aucune objection à la saisie des caisses. Celles-ci furent portées chez le Gouverneur, car, à cette heure, la Douane était fermée. Tout s'était passé sans violence et conformément aux Traités qui donnaient le droit de poursuivre un fugitif⁴⁸.

Catalan contesta la thèse du Gouverneur. Il fit valoir qu'il invoquait à faux des articles des Privilèges des Hanséates. Il fit surtout valoir que les ordres particuliers donnés autrefois en faveur des Anglais interdisaient toute visite et qu'ils avaient été confirmés par le traité anglo-espagnol de 1667 et rendus applicables aux Français par l'article VI des Pyrénées. Enfin il affirmait, en invoquant le registre de la Douane, que les marchandises saisies avaient payé les droits. Le duc de Guastalla prit l'avis de l'Auditeur général, qui répondit le 30 avril 1687 par un rapport favorable à la thèse française. Le

48. Voir sur cette affaire la correspondance de Catalan aux archives des Affaires étrangères (Arch. consul. Cadix, t. III (lettre du 28 avril 1687, sa plainte au duc de Guastalla du 25, la réponse du comte de Fernan Nuñez du 27).

duc fit rendre les marchandises à leur propriétaire et interdit pour l'avenir de semblables visites⁴⁹.

Les tentatives de répression espagnoles se heurtèrent encore en 1688 à l'inviolabilité des maisons étrangères. Cette année-là le comte d'Aguilar, Gouverneur de Cadix, fit publier une ordonnance qui prescrivait à tous les marchands étrangers de Cadix, le Puerto, Sanlucar et Séville de faire enregistrer dans un délai de quarante jours toutes les marchandises qui leur étaient restées depuis le départ de la Flotte ou qui étaient arrivées depuis. On devait leur appliquer de nouveaux sceaux. La mesure était destinée à empêcher l'écoulement frauduleux en Espagne de ce qui n'avait pas pu être embarqué sur la Flotte. Cela comportait une visite générale des maisons. Tous les consuls s'unirent contre une prétention qui leur paraissait porter atteinte aux privilèges et ils adressèrent au Roi une longue représentation. Ils obtinrent un nouveau délai de quarante jours pour avoir le temps d'agir à Madrid et ils obtinrent du Roi un ordre de surséance⁵⁰.

49. *Extrait du second mémorial qui a été présenté par le Sr Catalan... et ensuite la résolution prise par le dit M. le duc de Guastalla...* (ibid., Cadix, t. III, fol. 39-42). Feuquières avait du reste agi à Madrid. On lui répondit tout d'abord qu'aucun traité n'empêchait la police d'entrer dans les maisons des étrangers pour y chercher des criminels, ni d'y enlever des marchandises qui n'avaient pas payé les droits, cependant le Roi Catholique consentait *par grâce* à faire rendre les marchandises. Mais Feuquières tint bon; il soutint que les Français avaient ce privilège en vertu des traités, de divers décrets et d'une infinité de précédents. Quant au fait même, il avait l'attestation que les droits avaient été payés. Le Roi finit par se déclarer prêt à observer les articles XII et XVIII des Privilèges hanséatiques (*Mémoire des affaires concernant le commerce...*, 1698 (A. E. Corr. polit. Espagne, 63, fol. 220).

50. Catalan, 7 juin 1688 (A. E. consul. Cadix, t. III, fol. 128). *Mémoire concernant le commerce et les colonies pour servir d'instruction à M. le Marquis d'Harcourt* (18 janvier 1698) (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 4-20). Une mesure analogue avait été tentée à Séville en 1686 par le fermier de l'almojarigazgo. D. Bernardo de Paz y Castañeda. Il avait voulu faire plomber toutes les marchandises entrant aux Douanes et même celles qui étaient emmagasinées chez les commerçants. Il aurait fallu faire enregistrer celles-ci dans un certain délai. Alors aussi les consuls avaient protesté (Simancas, Estado, 4191).

On le voit, à la fin du siècle, les étrangers et en particulier les Français, défendaient avec ténacité l'inviolabilité de leurs maisons et ils réussissaient souvent à l'assurer, même quand les cas étaient douteux. Il n'est pas défendu de penser que les ordres favorables qu'ils obtenaient n'étaient pas gratuits, et que si l'avidité des juges subalternes leur suscitait des incidents, celle des autorités supérieures leur servait à en sortir victorieux. Mais il y a une chose qu'il faut retenir, c'est que la question renaît constamment. Après Ryswick dans les instructions au marquis d'Harcourt le 18 janvier 1698, et en 1700, dans un mémoire des négociants de Saint-Malo, on signale toujours la question de la visite des maisons comme une cause de trouble qu'il convient de faire disparaître⁵¹.

Autres violations de privilèges

Les maisons des consuls n'étaient pas à l'abri de ces violences, et les consuls eux-mêmes risquaient parfois la prison à vouloir trop bien défendre les intérêts de leurs nationaux⁵². Après la paix de Nimègue, le comte de la Vauguyon, ambassadeur de France, demanda à Madrid que l'on donnât des ordres pour interdire d'arrêter les

51. *Mémoire... pour servir d'instruction à M. le Marquis d'Harcourt* (18 janvier 1698) cité plus haut. V. aussi le *Mémoire des affaires concernant le commerce...*, 1698 rédigé en vue des instructions à donner à d'Harcourt (A. E. Corr. polit. Espagne, 63, fol. 220). Vœux des marchands de Saint-Malo dans la série de mémoires dressés par les députés du commerce en décembre 1700 (A. E. Mém. et doc. France, 2017, fol. 174). Ces visites domiciliaires n'étaient pas mieux vues des négociants espagnols. Dans la séance du conseil municipal de Cadix du 22 novembre 1675, un regidor se plaignit des visites que faisait à cette époque D. Juan Jimenez de Montalvo, alcalde de casa y corte, envoyé à Cadix en mission extraordinaire (Cadix A. M., siglo XVII, t. XLI, fol. 430).

52. *Mémoire pour servir au commerce de France au présent traité de la paix* (1668) (Paris, A. N. Marine, B7, 489); *Mémoire pour affaires du commerce laissé au Sr Dupré par M. l'Archevêque de Toulouse* (1671) (*ibid.*, 490); Villars au Roi, 17 août 1672 (A. E. Corr. polit. Espagne, 61, fol. 191).

consuls et vice-consuls français et de visiter leurs maisons. Il faisait valoir qu'il était juste de leur reconnaître un traitement exceptionnel « comme étant les ministres de S. M. dans les matières de commerce ». On finit par lui répondre que cela ne se pratiquait avec aucune nation et qu'en agissant comme elle le faisait, l'Espagne ne contrevenait pas aux traités de paix⁵³. L'habitude d'emprisonner les consuls persista donc et Feuquières s'en plaignit encore en 1687. La situation n'avait pas changé à la fin du siècle, bien que cet abus se produisît assez rarement : dans les instructions du marquis d'Harcourt en 1698, on distingue les cas où les consuls agissent en tant que simples particuliers, et où ils sont responsables de leurs dettes et de leurs crimes, ce qui rend leur arrestation légitime, et ceux où ils agissent comme représentants du Roi, et où ils doivent être couverts par l'immunité diplomatique. On prescrit à l'ambassadeur de tenir ferme à l'observation de ce dernier point⁵⁴. En ce qui concerne Cadix, il n'y eut jamais d'arrestation du consul.

Les Français se plaignent aussi très souvent de ce que les autorités s'emparent de leurs livres et de leurs papiers sous divers prétextes pour y chercher des traces de fraude, et de ce qu'elles les conservent indéfiniment, ce qui gêne le commerce. A plusieurs reprises les ambassadeurs protestèrent contre cette habitude et demandèrent la restitution des livres et papiers⁵⁵.

53. *Extracto de las resoluciones que de orden de S. M. catholica ha comunicado el Sr Marqués de los Balbases al Sr embajador de Francia por papel de 26 de junio de 1682* (A. E. Corr. polit. Espagne, 70, fol. 19 et suiv., 23 et suiv.). *Extracto de las resoluciones que en nombre de S. M. Catolica participa el Sr marqués de los Balbases al embajador de Francia por papel de 22 de Enero deste año 1683* (*ibid.*, fol. 97 et suiv.); *Mémoire des affaires concernant le commerce* (1698) (*ibid.*, Espagne, 63, fol. 217 v°).

54. A. E. Corr. polit. Espagne, 63, fol. 218.

55. Voir le mémoire des Malouins en 1668 ; lettre de D. Pedro Coloma du 29 février 1680 (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 315); *Mémoire des affaires concernant le commerce...* (A. E. Corr. polit. Espagne, 63, fol. 234).

On essaya aussi d'imposer aux Français l'intermédiaire de certains courtiers (*corredores*) ce qui était encore un moyen de surveiller leurs opérations. Ils demandèrent en 1680 de pouvoir se servir de courtiers de leur choix⁵⁶.

Ils eurent à se plaindre également d'abus en matière de douane. L'un des plus tenaces consistait à faire payer aux marchandises françaises les droits d'entrée toutes les fois qu'elles entraient dans un port, même si elles les avaient déjà payés dans un autre. Les Anglais avaient su s'en préserver et, en vertu de l'article VI des Pyrénées, les Français auraient dû bénéficier du même privilège. Mais on le leur refusait et les Malouins s'en plaignaient déjà en 1668. Il en était de même encore en 1679 et en 1700, bien que Villars eût obtenu gain de cause en 1680⁵⁷.

Pendant la guerre de Hollande l'Espagne avait établi un droit de 10 % sur les marchandises du Levant apportées par les Français, ce qui gêna beaucoup, après Nimègue, les capitaines et les marchands par les formalités auxquelles sa perception donnait lieu. Aussi dès le début de 1679, Catalan, revenu à Cadix, s'efforça-t-il de faire supprimer ce droit, dit de *Contrabando*, en agissant

56. A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 242-243 et 315.

57. Paris, A. N. Marine, B7, 489. Cela résulte également d'une circulaire de Colbert datée de Saint-Germain le 15 mars 1670. Le Roi ayant été informé de ce qu'on exige en Espagne de nouvelles taxes sur les Français, prescrit que les capitaines souffrent la prison plutôt que de les payer, en cas de violence les consuls devront avertir l'ambassadeur et Colbert (Paris, A. N. Marine, B7, 51). Voir aussi le *Mémoire à Mgr le Marquis sur le commerce d'Espagne* (19 mai 1679) (*ibid.* B7 209) la lettre de Villars à los Balbases du 21 mai 1680 (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 383-388), le *Mémoire des affaires concernant le commerce...* (1698) (*ibid.*, Espagne, 63, fol. 231), les vœux des marchands de Saint-Malo en décembre 1700 (A. E. Mém. et doc. France, 2017, fol. 174). Il ne faut pas confondre le privilège de ne payer qu'une fois les droits d'entrée avec l'exemption du droit de *saca*, obtenue par Catalan en 1686 sous le nom de *despacho de remision*. Les Français jouissaient du second et pas du premier. S'ils débarquaient une caisse à Cadix ils payaient d'abord les droits d'entrée, et s'ils la faisaient sortir pour la faire rentrer par un autre port, ils devaient payer de nouveau les droits, ce à quoi les Anglais n'étaient pas tenus. S'ils la faisaient sortir de Cadix vers l'intérieur, il y avait un droit de *saca* que les Français ne payaient plus depuis 1686.

auprès du Gouverneur de la ville et à Madrid auprès du Conseil d'Etat. Il invoqua l'article de Nimègue qui rétablissait les choses comme avant la guerre. De même Villars, dès son arrivée à Madrid, s'en plaignit, mais sans résultat⁵⁸.

Il se plaignit aussi en 1680 de ce que, en vertu d'une cédula récente obtenue par le fermier de la Douane par dérogation à une autre du 30 janvier 1671 obtenue par les Français, on ne traitât pas ces derniers aussi favorablement que les Anglais pour l'expédition des *despachos*. Il y avait là un effort pour retirer aux Français le bénéfice du traité anglo-espagnol de 1667. L'Espagne répondit que la clause de la nation la plus favorisée ne s'appliquait qu'aux traités antérieurs à 1659 et Villars s'éleva vigoureusement contre cette interprétation⁵⁹.

Pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, la Douane du Puerto de Santa-Maria établit une formalité nouvelle: elle obligea les marchands étrangers à porter à la Douane après chaque transaction, les factures qui attestaient la vente, et ils recevaient en échange la permission de transporter la marchandise d'une maison à une autre. Après Ryswick cette mesure subsista et Catalan dû réclamer en 1698 auprès du Capitaine général⁶⁰.

Comme on le voit, c'est surtout après Nimègue que les atteintes aux privilèges furent nombreuses de la part de l'Espagne. C'est qu'il se produit chez elle à partir de cette époque un effort de réaction contre la décadence. L'effort de relèvement dans l'ordre économique, qui ne devait donner des résultats que sous Philippe V, commence

58. Lettre de Catalan du 27 février 1679 (A. E. consul. Cadix, t. I, 240). Lettre de Villars à los Balbases du 21 mai 1680 (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 383-388). Note de Villars en espagnol au Roi Catholique en réponse aux résolutions prises sur 14 mémoires de lui (1680) (*ibid.*, fol. 237).

59. V. la note de Villars en espagnol citée plus haut (8^e mémoire).

60. Lettre de Catalan du 21 juillet 1698 (A. E. consul. Cadix, t. III, fol. 252). Lettre du 24 novembre 1698 (*ibid.*, fol. 286).

à cette époque. C'est ainsi qu'en 1683, par une cédula du 4 mars, Charles II résolut de donner la conduite du commerce à une Junte de cinq membres dont l'activité entra souvent en conflit avec les privilèges des étrangers et en particulier des Français. Le 9 mars la Junte ordonna que toutes les marchandises étrangères fussent examinées dans les ports et douanes et à Madrid, pour en vérifier le poids, le compte et la marque, en relation avec les lois du Royaume. Celles qui n'étaient pas conformes aux lois avaient un mois pour sortir du Royaume, et passé ce délai, devaient être brûlées⁶¹. A Cadix le marquis de Santa-Cruz, Capitaine général, exécuta l'ordre avec une certaine douceur.

En 1687 un règlement définit la qualité, la largeur et le poids que devaient avoir les étoffes pour être admises en Espagne. Il visait surtout les soieries de France, prononçant la confiscation même si elles avaient payé les droits. Feuquières protesta. On lui répondit que la liberté du trafic qu'il invoquait d'après les traités, restait soumise à l'obligation d'observer les lois du pays. Louis XIV prescrivit à son ambassadeur de conformer sa conduite à celle des autres ambassadeurs et de protester vigoureusement dans le cas où les Français seraient traités moins favorablement que les autres nations⁶².

Pour éviter l'exportation de l'argent l'Espagne s'était avisée de remettre en vigueur de vieilles lois castillanes qui obligeaient les étrangers à employer le produit de leurs ventes en achats de marchandises espagnoles. Un contrôle fut établi en 1679 à ce point de vue sur les opéra-

61. Voir une traduction de cette cédula dans A. E. consul. Madrid Décrets et règlements du Roi d'Espagne, carton n° 1. Elle est jointe à la lettre de la Vauguyon du 15 avril 1683. A la suite se trouvent l'ordre de la Junte du 9 mars et la proclamation du marquis de Santa-Cruz, Capitaine général d'Andalousie, du 17 mars 1683.

62. *Mémoire des affaires concernant le commerce...* (1698) (A. E. Corr. polit. Espagne, 63, fol. 235 v°).

tions des étrangers. Des juges spéciaux *jueces de sacas* furent envoyés en mission pour faire des enquêtes et, en décembre 1679, Catalan signale la présence à Séville d'un de ces magistrats, qui devait faire tout le tour de l'Andalousie. Il alla le voir et l'avertit qu'il n'avait pas à s'occuper des Français dont la liberté de trafic devait être entière, d'après les traités⁶³. La même prétention reparut en 1687. Les Français n'avaient même pas le droit d'employer leur argent en lettres de change. Feuquières protesta, mais la rupture de 1689 survint avant qu'il pût obtenir satisfaction⁶⁴.

Toujours pour lutter contre la fuite de l'argent Charles II prit certaines mesures monétaires. La pragmatique du 14 octobre 1686, *haussa* les monnaies, c'est-à-dire accrut le nombre d'unités monétaires contenues dans un certain poids d'argent⁶⁵. Cela revenait à avilir l'unité monétaire, et cela entraîna une hausse des prix. Les Français haussèrent leurs prix comme les autres, mais la justice espagnole taxa leurs marchandises au prix ancien, ce qui leur faisait perdre environ 20 %. Feuquières invoqua les traités qui donnaient aux Français le droit de fixer librement le prix de leurs marchandises, et il eut gain de cause. Cependant des ordres secrets circulèrent dans toute l'Espagne pour empêcher la hausse des prix. Ils furent observés partout sauf à Cadix, à

63. Lettre de Catalan du 28 décembre 1679 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 311 v°).

64. *Mémoire des affaires concernant le commerce...* (1698) (A. E. Corr. polit. Espagne, 63, fol. 236 v°). Pendant la guerre en 1693, le Conseil de Castille fit une consulte demandant qu'on observât les lois et pragmatiques anciennes, suivant lesquelles les négociants devaient donner caution dans les ports qu'ils exporteraient des marchandises espagnoles en retour de celles qu'ils avaient importées de l'étranger. Cette consulte fut approuvée par le Roi et par le Conseil d'Etat (Madrid. A. H. N. Estado. 700).

65. Voir le texte de la pragmatique dans A. E. consul. Madrid. Décrets et règlements du Roi d'Espagne, carton n° 1, et aussi dans la Corr. politique, Espagne, 69, fol. 335.

cause de l'intervention de Catalan⁶⁶. Une difficulté surgit à propos des ventes à crédit. Les Espagnols prétendaient s'acquitter en payant strictement la somme fixée bien que la loi eût fait perdre à la monnaie un cinquième de la valeur réelle. Sur la réclamation de Feuquières, on donna le choix aux Français entre la restitution des marchandises où le paiement en espèces nouvelles. Le gouvernement espagnol se refusa à aucune autre concession. D'ailleurs l'affaire intéressait moins les Français que les autres étrangers de Cadix, car les Français trafiquaient le plus souvent aux Indes directement sous le nom d'un Espagnol, tandis que les autres étrangers vendaient aux marchands espagnols pour les besoins de la Péninsule. Le commerce anglais et hollandais pour l'Amérique passait plutôt par la voie du commerce interlope que par celle de Cadix⁶⁷.

Le dessein de réduire le commerce des Français se manifesta après Nimègue par deux incidents, l'un localisé dans l'Aragon, l'autre d'une portée plus générale. Le 22 janvier 1686 les Etats d'Aragon publièrent une ordonnance interdisant aux Français non mariés avec des femmes espagnoles de faire d'autre commerce que celui des bestiaux, ceux qui étaient mariés dans le pays ne pouvaient avoir de garçons de boutique français, tous les autres devaient sortir d'Espagne sous trois mois. Les discussions n'étaient pas encore terminées en 1698. L'Espagne sut éluder l'observation des traités en s'appuyant sur les privilèges particuliers de l'Aragon⁶⁸.

66. *Mémoire des affaires concernant le commerce...* (1698). V. aussi le *Mémoire pour M. de Lagny suivant ses ordres du 14 novembre 1686, par Catalan*, du 23 décembre 1686, in fine (Paris, A. N. Marine B7. 211).

67. Voir la réclamation de Feuquières du 27 novembre 1686 (A. E. Corr. polit. Espagne, 69, fol. 353); *Mémoire des affaires concernant le commerce...* (1698), fol. 235; *Mémoire pour M. de Lagny* (à la fin).

68. Voir le *Mémoire des affaires concernant le commerce...* (1698) et le *Mémoire concernant le commerce et les colonies pour servir d'instruction à M. le Marquis d'Harcourt* du 18 janvier 1698. V. aussi les *Négociations entre la France et l'Espagne au sujet de leur commerce réciproque depuis l'année 1659 jusqu'en 1716* (A. E. Corr. polit. Espagne, 63, fol. 211; *Mém. et doc. Espagne*, 80, fol. 4-20; *ibid.*, Espagne, 153, fol. 9).

Ce conflit n'eut pas de contre-coup en Andalousie et nous ne le citons que pour mémoire. Le second intéressait l'Andalousie. Ils'agissait de supprimer le commerce des marchands ambulants (*Cajeros* ou *buhoneros*) dont beaucoup étaient Français. Villars en 1680 protesta en leur faveur. Il obtint, semble-t-il, gain de cause, mais après lui Feuquières et Rebenac firent plusieurs démarches sur le même sujet, ce qui prouve que la question renaissait à chaque instant. Comme nous le verrons plus loin, en fait on n'arrivera pas à supprimer le commerce ambulant⁶⁹.

Quant au statut personnel des Français en Espagne, qui était mal défini par le traité, il était interprété par les autorités d'une manière très restrictive. Vers 1668, au dire des Malouins, les Français de Cadix étaient, contrairement aux privilèges, contraints au service de garde ou à une taxe de remplacement⁷⁰. On les embarquait parfois de force à bord des Galions, on réquisitionnait leurs navires pour le service du Roi Catholique. Quand ils mouraient sans testament l'autorité prenait leur bien. A cet égard même, si nous en croyons un document de 1679, la situation s'aggrava : « Autrefois, les Français étaient plus considérés qu'à présent en Espagne. Ils étaient exempts d'aubaine, en sorte que, quand il mourait un Français, soit qu'il eût fait un testament ou qu'il n'en eût point fait, le Roi d'Espagne ni la Cruzada ne pouvaient rien prétendre sur le bien et les effets du mort en aucune manière. » Il n'en était plus ainsi en 1679 et cela était de grande conséquence, car la plupart des Français d'Espagne étant des commission-

69. Voir *Copia de la carta que el embajador de Francia escribe al Sr. marqués de los Balbases...* Su fecha de 27 mayo 1680 (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 383-388). *Négociations entre la France et l'Espagne...* (fol. 12). *Mémoire des affaires concernant le commerce...* (1698). Voir plus loin le chapitre sur la colonie française d'Andalousie.

70. Paris, A. N. Marine, B7, 489. Voir aussi la lettre de Catalan du 13 avril 1570 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 37 v°).

naires, et ne pouvant à cause de l'éventualité des visites, tenir leurs livres aussi régulièrement que dans d'autres pays, l'autorité espagnole saisissait à leur mort le bien de leurs correspondants en même temps que le leur⁷¹.

Les ruptures.

Le Traité des Pyrénées stipulait qu'en cas de rupture un délai de six mois serait donné aux commerçants français pour liquider leurs biens et se retirer. Cette clause que l'on retrouve dans tous les autres traités, ne fut jamais exécutée. Lors de toutes les ruptures, l'Espagne s'efforça de saisir les biens des Français, comme cela avait eu lieu en 1625 et en 1635. Naturellement ceux-ci s'efforcèrent de tourner la loi, avec la complicité de leurs correspondants espagnols et même des autorités.

C'est ainsi qu'en 1667, à l'ouverture de la guerre de Dévolution, nous voyons la Reine Régente ordonner de saisir immédiatement par représaille les biens des Français dans tous les territoires de la Monarchie. L'ordre s'appliquait aux biens placés sous le nom des Français, même s'ils étaient naturalisés Espagnols⁷², ou sous le nom de tiers, même s'ils étaient Espagnols. En 1673, après la déclaration de guerre de Louis XIV

71. *Mémoire à Mgr le Marquis sur le commerce d'Espagne* (19 mai 1679) (Paris, A. N. Marine, B7 209). Villars signale au Roi le 23 août 1680 un incident à Alicante à propos du recrutement de la milice bourgeoise. Le Gouverneur voulut y faire incorporer les Français. Sur leur refus, il en fit emprisonner quelques-uns et menaça le consul du même traitement. Or Villars avait obtenu autrefois sur ce point un décret de la Reine conforme aux privilèges des Hanséates (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 437).

72. Les Français naturalisés pouvaient cependant porter leur cas devant la Junte de la représaille qui déciderait; en attendant, ils pouvaient garder leurs biens en donnant caution et en se considérant comme de simples dépositaires (*Instrucción de la forma en que se ha de ejecutar el embargo y represalia...* (1^{er} septembre 1667) (Madrid, B. N. Mss., 8180). V. aussi Abreu y Bertodano, ch. II, part. I, p. 235 et suiv.

du 20 octobre, la Reine donna des ordres analogues, notamment le 8 novembre à D. Gonzalo Fernández de Córdoba, Président de la Contratacion. En décembre 1683, à la suite de la rupture provoquée par la question des Réunions, nous voyons Catalan annoncer à Colbert une représaille semblable. Après la rupture de la trêve de Ratisbonne en 1689, Louis XIV déclara officiellement la guerre le 15 avril, et le 7 juin Charles II riposta par une déclaration d'hostilité et une représaille sur les biens des Français. C'est donc une règle qui s'établit par la coutume et malgré la lettre des traités⁷³.

La confiscation est d'ailleurs complétée chaque fois par l'interdiction de tout commerce avec la France, et de l'introduction des marchandises françaises, ce qui était le meilleur moyen de faciliter les confiscations et de porter préjudice aux Français⁷⁴. En outre tous les Français négociants étaient expulsés, on ne conservait en Espagne que les ouvriers et artisans et ceux qui étaient au service de quelqu'un. Cette catégorie d'individus était en effet indispensable pour travailler la terre ou faire marcher l'industrie et le commerce intérieur⁷⁵.

Chaque fois que la représaille fut ordonnée on créa une junta formée de fonctionnaires tirés de divers Conseils pour diriger les opérations de l'embargo et juger les procès qui y seraient relatifs. C'est ainsi que le 21 août 1667 une telle junta fut constituée par une cédule royale qui lui conférait des pouvoirs administratifs et judiciaires. La junta déléguait des représentants partout

73. Abreu, ch. II, part. III, p. 194, 214, 228. Catalan à Colbert, 27 décembre 1683 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 189).

74. Pragmatique du 26 janvier 1674. Elle renouvelait les cédules et pragmatiques d'autrefois surtout celles du 31 janvier 1650 et du 11 septembre 1657 (V. Abreu, ch. II part. II p. 3). Cédule du 19 février 1684 (Abreu, ch. II, part. III, p. 50). Cédule du 7 juin 1689 renouvelée sur c. point le 13 avril 1690 et le 9 janvier 1691 (Abreu, *ibid.*, p. 214, 254, 280).

75. Cédule du 11 avril 1674 expliquant la pragmatique du 26 janvier 1674 (Abreu, ch. II, part. II, p. 38). Cédule du 7 juin 1689, citée plus haut.

où c'était nécessaire pour surveiller les opérations et juger en première instance. Siégeant à Madrid elle se réservait les appels et les procès de première instance de la capitale⁷⁶. En 1673 on prit les mêmes mesures. Nous voyons notamment que le 8 novembre D. Gonzalo Fernández de Córdoba, président de la Contratacion, fut chargé de s'occuper de la représaille en Andalousie. Il subdéléguait à Séville D. Tomás de Oño fiscal de l'Audience de Panama et lieutenant de l'*Asistente* de Séville; à Sanlucar D. Juan Tello; à Cadix D. Juan Ignacio de Truxillo. Les pouvoirs de Córdoba et de ses agents devaient être aussi étendus que possible et la justice ordinaire avait ordre de ne pas les contrecarrer. Le 30 novembre la Reine nomma une junta à Madrid analogue à celle de 1667. Córdoba était placé sous sa dépendance⁷⁷. Nous n'avons pas d'indication sur ce qui s'est passé à cet égard en 1683 et en 1689, mais il est probable qu'on a dû procéder de même.

Les prescriptions les plus minutieuses étaient généralement données pour la recherche des biens des Français. Nous possédons dans cet ordre d'idées les instructions du 26 août 1667, les cédulas adressées à Córdoba le 8 et le 9 novembre 1673, la cédula du 30 novembre 1673 créant la junta, la pragmatique du 26 janvier 1674 interdisant le commerce avec la France, la cédula du 19 février 1684 expédiée avec le même objet et la cédula du 7 juin qui la reproduit.

Prenons comme exemple l'instruction du 26 août 1667. Il y était dit qu'on devait recourir à tous les moyens pour découvrir les biens des Français : examiner les livres des commerçants français, tous leurs autres papiers

76. Copie d'un décret et d'une instruction de la Reine régente du 1^{er} septembre 1667 au sujet de la représaille. Le décret fait allusion à la création de la junta du 21 août (Madrid, B. N. Mss., 8180).

77. A. I. Contratacion, 12-6-68, 3.

pour connaître leurs créances et leurs relations, les registres d'entrée des douanes, les livres de tous les négociants *espagnols* soupçonnés d'avoir des affaires avec les Français. On devait s'informer auprès des domestiques et des voisins des Français des biens qu'ils possédaient et des correspondants qu'ils avaient. On devait même intercepter les courriers et examiner la correspondance de France. Tous les écrivains (*escribanos*) devaient donner dans les trois jours certificat de tous les papiers qu'ils possédaient dans leurs archives concernant les Français. Toute personne qui se trouvait détenir des biens leur appartenant devait le déclarer dans les trois jours par devant un *escribano*. Ceux qui aideraient à cacher les biens français encouraient la perte des leurs. Par contre tout dénonciateur recevait le dixième de ce qu'on percevrait. On ne devait laisser aux Français que leur vêtement ordinaire et leur lit. Les biens confisqués devaient être gardés en dépôt par des gens sûrs, sauf les denrées périssables qui devaient être vendues, ainsi que celles qui coûtaient à entretenir comme les animaux. On devait vendre également les navires⁷⁸.

Dans la cédule du 30 novembre 1679 on ajouta que la junta devait examiner tout particulièrement les actes passés par les Français un mois auparavant, surtout à Madrid, Séville et Cadix, pour céder leurs biens ou se constituer débiteurs d'autres personnes. Il y avait là, en effet, un moyen d'échapper à la confiscation. Comme la chose avait une importance particulière pour Cadix et Séville, à cause des envois aux Indes, le Président de la Contratacion chargé de la représaille fut requis d'envoyer là-dessus un rapport à la junta et l'ordre lui fut réitéré le 11 et le 15 décembre 1673⁷⁹.

78. Madrid, B. N. Mss., 8180. Décret du 1^{er} septembre 1667 qui résume la législation antérieure et accompagne l'instruction du 26 août. V. également Abreu, ch. II, part. I, p. 253.

79. A. I. Contratacion, 12-6-68, 3.

L'interdiction du commerce avec la France entraîna de nouvelles prescriptions. La pragmatique du 26 janvier 1674 ordonnait de visiter dans un délai de trois ou quatre mois toutes les boutiques et tous les entrepôts des marchands qui faisaient le commerce avec la France, quelle que fût leur nationalité; chez les particuliers non commerçants de pareilles visites étaient permises, mais seulement sur dénonciation. La pragmatique établissait les règles suivant lesquelles on prouverait l'origine française des marchandises. On devait recourir à deux experts (*reconcedores*) nommés contradictoirement par le juge et par le propriétaire, que départagerait le cas échéant un troisième expert nommé par le juge. En fait le juge était tout-puissant. Les marchandises saisies sur dénonciation devaient être non pas entreposées, comme celles qui étaient saisies par représaille, mais vendues à l'encan immédiatement au profit de la Caisse du Contrabando. On ne pouvait les vendre qu'au consommateur et non à des marchands. Le délai de consommation autorisé était fixé à deux mois, au bout desquels on devait déclarer ce qui resterait et le faire enregistrer.

Les marchandises venant de pays neutres, amis ou alliés devaient avoir un certificat d'origine. On devait visiter les navires, ouvrir les emballages, examiner les papiers du bord. Les marchandises d'Extrême-Orient devaient être accompagnées d'un certificat de la Alfundiga de Portugal ou des compagnies des Indes anglaises ou hollandaises. Pour le cacao on devait prouver qu'il venait des Indes espagnoles ou des îles anglaises. Les marchandises venant de Navarre, d'Aragon et de Valence devaient être accompagnées de certificats d'origine à cause des facilités existant dans ces pays pour les relations avec la France.

Des peines très sévères étaient prévues : la mort et la confiscation des biens pour les introducteurs de mar-

chandises françaises, la confiscation des biens pour les détenteurs de mauvaise foi. La compétence de ces affaires revenait non à la junte de la représaille mais aux juges du Contrabando et à la juridiction ordinaire⁸⁰.

Toutes ces prescriptions furent renouvelées lors des deux autres ruptures de 1684 et de 1689.

Mais la législation n'est rien. Ce qui importe c'est la manière dont elle est appliquée. Les Français trouvèrent-ils le moyen de sauver leurs biens? Le commerce avec la France put-il être interrompu? Nous n'avons pas beaucoup de documents sur l'exécution de la représaille aux différentes dates. Il est à présumer pourtant que les Français purent mettre à l'abri une partie de leurs biens, soit en les vendant fictivement à des Espagnols⁸¹, soit en se déclarant débiteurs vis-à-vis d'eux. Les précautions qu'on trouve à cet égard dans la cédule du 30 novembre 1673 le prouvent, et nous ne voyons pas comment on aurait pu les en empêcher. La naturalisation dut fournir à plusieurs Français une autre échappatoire, car nous voyons que si les biens des naturalisés sont confisqués, ceux-ci peuvent après discussion se les faire rendre par la junte. Ceux qui étaient mariés avec des Espagnoles ont pu, comme cela avait eu lieu en 1625, abriter leurs biens sous le nom de leur femme.

Nous avons un exemple de cas où la naturalisation a été invoquée, c'est celui de Simon Salet, qui en 1667 a argué de sa nationalité lorraine pour se faire rendre la somme qu'il avait payée afin de se racheter de la représaille⁸². Il ne dut certainement pas être isolé. En 1673

80. Abreu, ch. II, part. II, p. 3. Voir p. 38 une cédule du 11 avril 1674 qui complète la pragmatique.

81. Dans une lettre du gouverneur de Cadix à la Reine datée du 14 janvier 1674, il est question d'un Français de Sanlúcar qui avait vendu fictivement en 1666 sa maison à un Espagnol, qui le dénonça en 1674 (Simancas, Contaduria del Suelo, 2^e série, leg. 149).

82. La colonie française s'était rachetée de la représaille pour les biens qu'elle avait à bord des galions moyennant une somme de 212.000 pesos

lors de la saisie effectuée à Sanlucar par le Gouvernement de la ville, le procès-verbal de l'opération indique plusieurs personnes qui ont invoqué une erreur de nationalité : deux qui se prétendent biscayens et auxquels on rendit leurs biens, un autre qui se dit anglais, un qui se prétendit lorrain, un autre qui invoqua une origine wallonne, et un autre qui prétendit être de Lille, deux se dirent bourguignons et un luxembourgeois⁸³.

Il y eut aussi des arrangements avec les autorités principalement à Cadix pour le commerce des Indes, où l'usage de l'indult était enraciné. En 1667 les Français conclurent le 31 octobre à Sanlucar, à l'arrivée des Galions, un accord avec le Président de la Contratacion, en vertu duquel on renonçait à exercer la représaille sur les biens qu'ils avaient à bord des Galions, moyennant un présent de 212.000 pesos. En 1683 une exception analogue fut faite à la représaille pour les biens français venus par la Flotte de Nouvelle-Espagne, moyennant 500.000 pesos. De même dans la province d'Aragon, la représaille comporta toujours certains ménagements : en 1667 le vice-roi, prince de Squillace, faisait lui-même observer que le pays étant très mal défendu et les Français très nombreux, il pouvait être dangereux de procéder à la saisie, car les Français pouvaient résister. En 1689 il en fut de même et le conseil d'Etat proposa qu'on remplaçât la représaille par un *donativo* des commerçants français de Saragosse et de tout le royaume, payable soit en une fois, soit chaque année tant que durerait la guerre. Cette pratique, si l'on en croit Catalan,

dont Simon Salet avait payé sa part. Il fit un procès à la colonie pour se la faire restituer. Voir sur cette question le mémoire de Dupré à la Reine régente du 19 janvier 1670 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 23), et celui de François Moreau à Seignelay du 30 avril 1685 (Paris, A. N. Marine, B7, 211), ainsi que la correspondance de Dupré en 1670.

83. Procès-verbal daté de Sanlucar le 1^{er} septembre 1674 de toutes les saisies faites en cette ville le 9 novembre 1673 (A. I. Contratacion, 15-4-17,2).

avait été en 1684 adoptée au Puerto de Santa-Maria et à Cadix⁸⁴.

Il dut y avoir en outre des arrangements moins corrects entre les Français et les fonctionnaires. A Cadix le Président de la Contratacion, D. Gonzalo Fernández de Córdoba, chargé de la représaille pour le commerce des Indes, se plaignit du Gouverneur de la ville, D. Diego Cavallero. C'était, disait-il, un homme d'épée, qui, pour les affaires de plume, devait prendre les avis de gens « qui ne le valaient pas » et, grâce à leurs suggestions, il traînait tout en longueur et paralysait l'action des fonctionnaires chargés de la représaille. Cavallero fut accusé de n'avoir pas taxé, ni fait vendre le navire français le *Soleil Doré* en 1674. Requis par la junte de la Représaille de Madrid de faire un rapport sur les confiscations exécutées, il n'avait pas répondu. Celle-ci chargea alors d'une enquête le licencié Juan Ximenez de Montalvo, alcalde de casa y corte, pour tirer au clair la manière dont la représaille avait été faite à Cadix, rechercher les fraudes commises et faire un rapport sur l'état des confiscations. En novembre 1676 elle n'avait pas encore obtenu de résultat. Nous entrevoyons, à l'occasion de ces plaintes, la possibilité de collusion entre les fonctionnaires et les Français⁸⁵.

Nous avons pourtant quelques détails sur les efforts sincères accomplis en 1673 par le Président de la Contratacion, D. Gonzalo Fernández de Córdoba, pour exécuter strictement les ordres royaux dans une branche essentielle du commerce, celui des Indes. Córdoba avait

84. Simancas, Estado, leg. 1041 cité par Juderias, p. 114. Catalan, 10 janvier 1684 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 195). Les Français devaient se présenter dans les quinze jours pour se faire enregistrer. « On croit, dit Catalan, qu'on les taxera à tant par jour comme on l'a fait au Puerto. »

85. Rapport à la Reine régente du 28 août 1674 (A. I. Contratacion, 12-6-68/3. Consulte de la Junte de représaille du 28 novembre 1676 (Madrid, A. H. N. Estado, 1016).

été chargé de la représaille par des cédules du 8 et 9 novembre 1673, puis par une commission du 7 juillet 1674. Il fit observer le 31 juillet que ses nombreuses occupations au moment de l'arrivée de la Flotte ne lui permettraient pas de mener à bien cette tâche nouvelle, mais la Reine ayant confirmé sa nomination, il s'inclina et s'efforça de s'acquitter de sa charge avec conscience. Il suggéra l'idée d'admettre les dénonciations secrètes, ce qui fut accepté, et le 21 août Córdova l'organisa, en promettant le tiers des marchandises confisquées pour le dénonciateur. Par contre ceux qui dissimuleraient les biens des Français devaient être assimilés à des traîtres, frappés de la confiscation des biens et de six ans de *presidio cerrado* en Afrique, et même de l'excommunication⁸⁶.

Son subdélégué à Cadix, Truxillo, ayant demandé à tous les *escribanos* de déclarer tous les contrats intéressant les Français passés devant eux depuis le 1^{er} janvier 1671, il lui avait été répondu qu'il n'y en avait pas. Le 21 septembre 1674 Truxillo insista demandant relation de toutes les écritures concernant un certain nombre de personnes suspectes nommément désignées, et Córdova le 5 octobre, réclama encore sur ce point des éclaircissements supplémentaires.

Mais c'est à l'occasion de l'arrivée de la Flotte de Nouvelle-Espagne de Pedro Corbet que la Représaille vit s'intensifier la lutte avec la Fraude. Le 28 août 1674 défense fut faite à aucun étranger de descendre aux ports d'Andalousie avant le vingtième jour qui suivrait l'arrivée de la Flotte. Seuls les Espagnols pouvaient le faire, et parmi eux seuls pourraient monter à bord des navires certaines catégories de gens, comme les anciens Prieurs et Consuls, les *Consiliarios* ou électeurs de ces

86. Tous ces documents se trouvent dans A. I. Contratacion, 12-6-6843.

derniers, les quatre *compradores de oro y plata*, et un certain nombre assez limité d'autres personnes. Les autres Espagnols devaient demander licence pour aller à bord aux juges, Président ou *oficiales* de la Contratacion, et se présenter aux juges de la Représaille. A Cadix, son délégué, Truxillo, entra en conflit avec le Gouverneur, D. Diego Cavallero. Córdova dut ordonner que les ordres de Truxillo s'exécuteraient malgré l'opposition du Gouverneur (28 août 1674). En même temps, il adressa un rapport à la Reine : « La matière, écrivait-il, est pleine de difficultés. On connaît celles que doivent occasionner l'intérêt des Français, celui de leurs confidents Espagnols et des *metedores*, et celui de tout le peuple qui déteste de pareilles affaires, mais, si l'on y joint d'autres difficultés provoquées par les fonctionnaires de V. M., je perdrai tout espoir d'aboutir à aucun résultat avantageux pour le fisc royal. » Grâce à la mauvaise volonté du Gouverneur et de son entourage, on risquait de se trouver, en cas d'arrivée de la Flotte, dépourvu des indications nécessaires à la réussite de la représaille. Il demandait qu'aucun juge ou tribunal ne pût prendre connaissance des décisions de Córdova ou de ses délégués en invoquant la procédure comme d'abus (*por vía de exceso*). Le 5 septembre 1674 la Reine lui donna satisfaction⁸⁷.

De même les commerçants anglais se plaignirent de l'ordre qui interdisait aux étrangers de descendre aux ports. Cela paralysait tout le commerce d'importation dans la Péninsule. Córdova répondit que les Anglais servaient d'intermédiaires aux Français, leur place de Tange étant devenue un entrepôt de contrebande française. Cependant il prescrivit à l'Asistente de Séville D. Carlos Ramirez de Arellano y Herrera, à qui il donnait

⁸⁷ 1-2 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

87. Consulte du 28 août 1674 (*ibid.*).

tous pouvoirs à cet effet, d'examiner chaque cas particulier et de donner des licences à ceux des Anglais qui paraîtraient avoir des raions sérieuses. Mais de toutes façons ils ne devaient pas monter à bord de la Flotte.

Córdoba prit encore d'autres précautions; il interdit aux habitants de Cadix d'aller à Sanlucar ou au Puerto à partir du moment où la Flotte serait en vue, ni d'aller à bord, sans licence de lui (11 septembre). Il prescrivit de mettre l'embargo à Sanlucar sur toutes les barques de la plage, et interdit à toute embarcation de sortir cinq jours après l'arrivée de la Flotte (12 septembre). Il fit distribuer à bord des navires, quand elle arriva, un ordre prescrivant la publication des édits relatifs à la représaille, interdisant à toute embarcation de l'accoster, et à toutes les personnes du bord de descendre à terre; tous les capitaines devaient donner la liste de tous leurs passagers, faire fermer les écoutilles et clouer les portes des batteries (13 septembre). Plus tard, le 16 septembre et le 28 octobre 1674, il dressa une liste de suspects qui devaient être recherchés à bord des navires, et il compléta ses prescriptions par d'autres plus minutieuses pour organiser la délation à bord. Des ordres analogues furent expédiés le 17 mars 1676 en vue de l'arrivée des Galions et de la Flotte de Terre-Ferme de D. Nicolas Fernández de Córdoba⁸⁸.

Quand les fonctionnaires ne s'entendaient pas avec les Français, le Roi n'était pas pour cela mieux servi. Il semble y avoir eu de l'infidélité dans les comptes. Nous avons vu l'inquiétant silence du gouverneur de Cadix, D. Diego Cavallero; requis le 11 juin 1674 par la junta de représaille de donner des comptes, il ne fit rien. Il ne répondit pas davantage à un nouvel ordre du 14 novembre. Le 3 décembre 1675 le licencié D. Juan Xime-

88. Lettre de Córdoba du 1^{er} septembre 1674. Voir son ordre de la même date à Arellano (A. I. Contratacion, 12-6-68/3, 69/4 et 70/5).

nez de Montalvo fut envoyé à Cadix pour s'enquérir de l'état des embargos, enquêter sur les fraudes commises et prendre des sanctions contre ceux qui avaient volé le fisc : le 28 novembre 1676 Ximenez n'avait pas encore fait son rapport, ni rien récupéré des biens signalés comme détournés, et il fallut que la Junte lui réitérât ses ordres⁸⁹.

De même le Dépositaire général de la représaille à Cadix, D. Martin de Vera, donna le 20 avril 1676 des comptes insuffisants de ce qu'il avait perçu et payé au titre de la représaille. Ximenez fut également chargé le 28 novembre de les vérifier. Martin de Vera rendit ses comptes le 4 janvier 1677. Le contador chargé de l'enquête par Ximenez fit son rapport le 7 et le 8 et ne se trouva pas d'accord avec lui : Vera se trouvait encore redevable au Roi de 3.764 1/2 reales de plata et de 6.826 1/2 reales de vellon. Il mit un an à les payer. En décembre 1678 on fut obligé de mettre à ses frais deux gardes chez lui, à 500 maravedis par jour, pour l'obliger à s'acquitter. Il ergota, se réfugia dans la procédure, mais finit par s'exécuter en janvier 1679⁹⁰.

Tout cela nous montre que la représaille, si elle apporta un grand trouble au commerce, n'a peut-être pas été aussi redoutable qu'elle semblait devoir l'être, et en tous cas qu'elle n'a pas profité au Roi d'Espagne autant qu'elle aurait dû. Tout ce que nous connaissons des mœurs administratives du pays et du temps nous fait croire qu'il dut en être ainsi à chaque rupture. Quant à l'interdiction du commerce français, qui relevait non de la junte de représaille, mais des juges du *Contrabando* et

89. Voir la consulte de la Junte de la représaille du 28 novembre 1676 (Madrid, A. H. N. Estado, 1016).

90. *Ibid.* Voir les comptes de Martin de Vera du 4 janvier 1677 et ceux du contador D. Manuel de Muguia du 7 et 8 janvier ainsi que tous les documents concernant cette affaire dans Madrid, A. H. N. Estados 1016.

de la justice ordinaire, elle ne semble pas avoir été plus efficace. Devant l'abondance des marchandises originaires de France, le gouvernement n'osa pas pousser les confiscations à la rigueur pour ne pas ruiner les commerçants. Aussi le délai de deux mois accordé pour les écouler par la pragmatique du 26 janvier 1674 fut-il renouvelé périodiquement pendant le cours de cette année et même, le 15 février 1675, il fut porté à six mois à dater du 21 janvier. Ce qui resterait au bout de ce temps devait être enfermé dans des magasins et écoulé petit à petit sous le contrôle du propriétaire et d'un fonctionnaire. On devait vérifier chaque mois si le dépôt n'était pas réapprovisionné frauduleusement en marchandises françaises⁹¹. Nous avons vu plus haut que Tanger servait d'entrepôt⁹². Nous savons également que le Portugal, surtout le port frontière de Faro, jouait le même rôle.

En 1689 l'interdiction n'eut pas plus d'effet, si nous en croyons les ordres répétés qui se succédèrent pour la confirmer, le 13 avril 1690 et le 9 janvier 1691⁹³. L'article premier de la cédula du 13 avril 1690 avoue nettement l'insuccès des défenses par suite, soit de l'habileté des Français, soit de la négligence des magistrats. On indique notamment comme frontière suspecte la frontière du Portugal, pays où il entre beaucoup de marchandises françaises et qui en consomme peu; de même les frontières de Navarre, Aragon, Valence et l'entrée d'Alicante. On signale des entrepôts de contrebande dans la Manche, le royaume de Murcie et les lieux voisins de la Navarre. De là les marchandises gagnaient Madrid et les centres importants de consommation. Dans Madrid

91. Abreu, ch. II, part. II, p. 38 et 162.

92. Voir notamment l'ordre de Córdova à D. Carlos Ramirez de Arelano y Herrera, Asistente de Séville et son délégué à la représaille (1^{er} septembre 1647, A. I. Contratacion, 12-6-68/3).

93. Abreu, ch. II, part. III, p. 254 et 280.

les couvents, protégés par leurs privilèges, servaient de lieux de recel. Des femmes allaient de maison en maison proposer des marchandises prohibées. Les courriers des postes servaient d'introducteurs pour des objets légers, comme les éventails, les montres et les rubans. Les ambassadeurs en recevaient dans leurs paquets diplomatiques.

Quant aux expulsions de Français elles ne furent pas non plus complètes. En 1667 l'expulsion accompagna la confiscation des biens. Mais pendant la guerre de Hollande la cédule du 11 avril 1674 permit aux Français de rester en Espagne à condition de ne pas se livrer au commerce, qui venait d'être interdit avec la France. Cependant le Gouverneur de Cadix chassa les Français, mais ce dut être un effet de son humeur plutôt que des ordres de Madrid, car beaucoup se retirèrent au Puerto de Santa-Maria, où le Gouverneur leur accorda sa protection⁹⁴. Par contre en 1677 il fut ordonné que tous les Français des ports se retirassent à vingt lieues dans les terres. La loi fut appliquée même aux ecclésiastiques. Cela revenait à les expulser, car la plupart ne tiraient leurs moyens d'existence que de la vie des ports. Beaucoup restèrent cachés sur place. Beaucoup d'autres passèrent en Portugal et en France. « Il n'est pas croyable, écrivait à Colbert le consul de Lisbonne le 26 mars 1675, la quantité de Français qu'on voit aller et venir de tous côtés, ce qui fait que je crois véritablement, Monseigneur, qu'on ne saurait s'occuper plus utilement au service dans un pays étranger que de ramasser ces gens-là comme je fais, pour les remettre dans le royaume.»

Il en avait toujours chez lui attendant des occasions de passage. Au mois d'août 1677, il en avait encore 200 à embarquer. Beaucoup d'autres passaient par

94. Abreu, ch. II, part. II, p. 38. Lettre d'Aubeville, ministre à Lisbonne, à Colbert du 8 octobre 1674 (A. E. consul. Lisbonne, t. III).

Saint-Jacques-de-Compostelle et le territoire espagnol, malgré les risques, et revenaient en France par le chemin du pèlerinage⁹⁵.

Lors de la rupture de 1683, la représaille fut suivie d'une expulsion des commerçants dans le délai de vingt jours. Une cédule du 19 février 1684 leur avait d'abord permis de rester en s'occupant de besognes purement personnelles et à condition de ne pas se livrer au commerce, mais en mars vint l'ordre d'expulsion sauf pour ceux qui étaient employés dans des métiers « serviles ». La même mesure fut prise en juin 1689 après la déclaration de guerre. Cependant les principaux marchands purent se cacher dans les couvents et chez leurs amis d'où ils continuèrent à surveiller leurs affaires⁹⁶.

Si nous essayons de résumer l'impression que laisse l'étude des faits particuliers, nous sommes obligés de convenir que rien, en 1700, n'était résolu des litiges, qui avaient mis aux prises, depuis 1659, les deux diplomaties de la France et de l'Espagne. L'Espagne ne se résignait pas à accepter comme définitifs les privilèges des étrangers et en particulier des Français. Son effort pour les diminuer, loin de faiblir, s'était montré, à partir de 1680, plus ingénieux et plus efficace. La France avait dû abandonner quelques positions, notamment à propos de la visite des navires, elle avait surtout échoué dans ses tentatives pour faire appliquer en toutes circonstances l'article VI des Pyrénées qui lui assurait le traitement de la nation la plus favorisée. Mais elle avait conservé l'essentiel et sa diplomatie avait fait preuve d'une vigilance active, qui, dans la pratique et pour de nom-

95. Lettre de Desgranges consul à Lisbonne du 25 août 1677 (A. E. consul. Lisbonne, t. IV). De même le 26 mars 1675 (*ibid.*, t. III).

96. Abreu, ch. II, part. II, p. 50-64. Lettre de Catalan du 3 avril 1684 (A. E. consul. Cadix, II, 20). Cédule du 7 juin 1689 (Abreu, *ibid.*, p. 214). Lettre de La Lande-Magon du 12 juin 1689 (Paris, A. N. Marine, B7, 495).

breux cas particuliers, lui avait souvent donné le succès. Cependant sa position restait toujours discutée et elle devait le rester toujours.

Cela tient à ce qu'elle était pour l'Espagne l'*ennemie* et que le gouvernement espagnol ou ses agents n'étaient pas disposés à se relâcher pour elle de leurs prétentions, comme ils le faisaient pour les Anglais et les Hollandais. En outre, à la fin du siècle, l'Espagne tend à se relever, et cette politique nouvelle est incompatible avec le maintien des privilèges. Cette dernière cause continuera à agir au XVIII^e siècle, après que la première aura cessé de le faire par suite de l'avènement d'un Bourbon sur le trône des Habsbourgs.

Nous remarquerons également que, dans cette perpétuelle discussion, l'attitude de Louis XIV fut, à quelques exceptions près, singulièrement patiente. Les représailles furent rarement employées. Deux moyens semblent avoir été mis en œuvre de façon régulière : la présence continuelle de vaisseaux de guerre sur les côtes de la péninsule, étalage discret de la force qui permit d'en éviter l'emploi, et les instances diplomatiques. Ces dernières sont multipliées inlassablement et finissent parfois par être couronnées de succès. Cette méthode était la seule juste et la seule efficace avec un peuple comme le peuple espagnol, entêté, fier, irréductible jusqu'à la folie quand on le menace, et d'autre part accessible au raisonnement et aux bons procédés, surtout quand ils lui viennent de personnes connues et jouissant chez lui d'un certain crédit⁹⁷. Il est certain que des

97. « Il ne faut jamais user de menaces, quelque délicates qu'elles puissent être, en traitant avec les Espagnols, si on ne veut les rebuter et les mettre au désespoir. On doit les vaincre par la raison, mais dès qu'ils s'aperçoivent qu'on veut leur donner de la terreur, c'est alors qu'ils se raidissent contre ce qu'on souhaite d'eux, et qu'ils se déterminent à périr plutôt que de se rendre, car ils sont assez vains pour croire qu'il n'y a rien à leur apprendre sur ce qu'ils ont à craindre ou à espérer. » (Cérémonial pour les ambassadeurs qui vont en Espagne (1673), Paris, A. N. Marine, B7, 207.)

agents de second ordre, comme le consul à Cadix, Pierre Catalan, qui est resté trente ans à son poste, ont dû fortement contribuer à atténuer les heurts et à apaiser les conflits.

L'attitude de Louis XIV s'explique donc par une connaissance approfondie de l'art de négocier avec les Espagnols, mais aussi par le sentiment qu'il avait des torts de ses sujets. Le Roi savait que les Français étaient d'incorrigibles fraudeurs et que d'ailleurs dans le commerce d'Espagne il était difficile de faire autrement. Les privilèges n'étaient au fond qu'une espèce d'autorisation de frauder, abusivement arrachée en des temps malheureux à un gouvernement faible. Ils n'en étaient que plus difficiles à justifier en droit dans les discussions. Dans quelques circonstances nous avons vu que les agents de la France, tout en soutenant leurs nationaux, s'en rendaient compte.

On ne peut citer qu'un cas où le Roi de France mobilisa tout l'appareil de la force, pour faire plier l'Espagne, ce fut quand le commerce des Français aux Indes, par Cadix, se trouva menacé. C'est qu'alors il s'agissait de vastes intérêts et d'une atteinte très grave, et surtout que l'origine du conflit était peut-être plus politique que juridique. C'est ce point qui nous reste à examiner dans l'histoire de l'exploitation par la France du Traité des Pyrénées.

CHAPITRE VII

L'EFFORT DE L'ESPAGNE CONTRE LE COMMERCE DES FRANÇAIS AUX INDES

Le principal avantage que se proposaient les Français en développant leurs relations commerciales avec l'Espagne était de participer au commerce des Indes par l'intermédiaire des Espagnols. Mais c'était une entreprise précaire parce qu'elle avait fini par s'exécuter en marge des lois et qu'elle n'était protégée que d'une manière très indirecte par les privilèges. Au fond son succès ne dépendait que de l'honnêteté des commissionnaires espagnols. Il y avait là pour l'Espagne, dans sa lutte économique contre la France, une condition trop favorable, pour qu'elle n'en profitât pas. C'est ce qu'elle fit quand les rapports s'aggravèrent entre les deux pays, c'est-à-dire après la guerre de Dévolution, et surtout dans les années qui précédèrent la rupture de 1689. Nous avons sur ce point plusieurs témoignages¹. L'offensive économique de l'Espagne en cette matière fut favorisée par une circonstance que signale Villars au Roi en 1680,

1. *Mémoire touchant le commerce des Indes occidentales par Cadix* (probablement par Patoulet en 1686) (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22, 38); *Mémoire donné par les marchands au sujet de ce qui est arrivé à la Nouvelle-Espagne*, envoyé à Feuquières de Versailles le 6 mai 1685 (Paris, A. N. Marine, B7, 211); *Mémoire des négociants de Tours* du 29 avril 1685 (*ibid.*, Marine, B7, 492); *Mémoire des négociants de Paris, Rouen, Saint-Malo* du 12 mars 1686 (*ibid.*, Marine, B7, 211).

c'est la disparition de l'honnêteté chez les commissionnaires espagnols : « On ne trouve plus parmi les Espagnols, dit-il, cette bonne foi dont nos marchands se sont loués pendant le cours des guerres passées. C'est un effet de l'extrême pauvreté où est réduite l'Espagne². » Ainsi la seule garantie qui protégeait le commerce des Français avec l'Amérique s'affaiblissait au moment où le gouvernement de Madrid redoublait d'efforts pour le ruiner.

Premières atteintes.

En 1667 les marchands français de Cadix, craignant de voir à l'arrivée des Galions leurs retours confisqués par représaille, comme l'étaient alors leurs autres biens, firent présent au Roi de 212.000 pesos, qui furent pris sur les effets leur appartenant dans la cargaison, moyennant quoi, par un accord conclu à Sanlucar le 31 octobre 1667 avec le Président de la Contratacion, ils obtinrent une amnistie et l'on ne fit aucune recherche sur ce qu'ils avaient à bord. C'était la première fois qu'une nation était l'objet d'une mesure particulière, en temps de guerre, en ce qui concernait son commerce aux Indes. Les Hollandais, les Anglais, avaient été en guerre avec l'Espagne sans qu'on eût recherché ce qu'ils avaient sur les Flottes, car ils étaient censés ne rien avoir, puisque ce commerce était interdit aux étrangers. De même les *indults* que le Roi d'Espagne avait imposés étaient toujours retombés sur *tous* les commerçants, espagnols ou non. Le fait que les Français ont cru utile de devancer par un présent une mesure de représaille contre leurs intérêts aux Indes prouve qu'en 1667 le danger se précise³.

2. Villars au Roi le 25 janvier 1680 (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 244).

3. Mémoire de François Moreau à Seignelay du 30 avril 1685 (Paris A. N. Marine, B7, 211); Mémoire en espagnol adressé à la Reine régente

Il s'accrut dans la suite. Sous le ministère de Valenzuela, plusieurs particuliers, dont Fr. Juan de Castro, moine jacobin, conseillèrent à la Régente d'écarter les étrangers du commerce des Indes. Mais l'apathie des dirigeants ajourna cette mesure. Par contre, quand D. Juan d'Autriche eut remplacé Valenzuela, il en alla différemment, et les Français furent les premiers à en souffrir.

On avait fait courir le bruit que D. Juan était vendu à la France. Pour se disculper, et surtout pour procurer de l'argent au Trésor, il fit en juin 1678, saisir les effets des Français et prohiber les marchandises de France. On était encore en guerre à cette date et la mesure était légitime. Le Président de la Contratacion, Filoaga, exécuta ses ordres avec rigueur⁴. A Cadix, au moment du départ de la Flotte et des Galions, qui partaient ensemble, on confisqua 780 ballots de marchandises de France, et au Puerto de Santa-Maria 404. Ordre fut donné de rechercher aux Indes les marchandises françaises qui seraient restées à bord après la visite.

Cette fois la menace était nette. Les commerçants recoururent à la même manœuvre qu'en 1667. Les *cargadores* espagnols, qui avaient chargé ces marchandises, soit après les avoir achetées aux Français, soit comme commissionnaires de ceux-ci, offrirent au Roi 200.000 pesos pour obtenir une amnistie, un *indult*. Cette somme devait être répartie sur les marchandises originaires de France qu'on trouverait aux Indes à la suite d'une recherche faite par les marchands eux-mêmes

d'Espagne par Etienne Dupré, chargé d'affaires de France le 19 janvier 1670 (A. E. consul. Cadix, I, fol. 23). Il a été en réalité rédigé par Catalan. Cet indult de 212.000 pesos provoqua dans la colonie française des discussions et des procès. Plus tard la France en réclama la restitution sous prétexte que la représaille était contraire à l'article XXIV du traité des Pyrénées.

4. Mémoire de Patoulet du 28 mars 1680 (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 79 (copie dans Corr. polit. Suppl. Espagne, 7, fol. 360).

sans intervention des fonctionnaires du Roi. Mais ceux-ci voulaient participer à l'enquête, pour voir si la valeur totale de ces marchandises ne dépassait pas 200.000 pesos. Le Roi trancha le différend en exigeant 230.000 pesos payables aux Indes sur les marchandises françaises, après enquête laissée aux soins des négociants. L'*indult* étant ainsi acquis, les Français embarquèrent frauduleusement aussitôt pour près de un million de pesos en marchandises françaises, escomptant que la répartition serait d'autant plus légère que la masse imposée serait plus grande⁵.

Mais ce n'en était pas moins un coup pour le commerce français aux Indes. Il était désormais nettement visé, et Catalan, qui se cachait à Cadix à bord d'un navire neutre, écrivit à Colbert le 17 juillet 1678 : « A mon avis, on ne trouvera pas (pour ce commerce) toutes les facilités que ci-devant, si on ne tâche de l'affermir avec plus d'assurance et de le précautionner des dispositions malicieuses de ces gens-ci⁶. » Dans ses instructions du 30 avril 1679, Louis XIV prévoyant des difficultés au retour des Galions, prescrivit à Villars, envoyé comme ambassadeur à Madrid, de donner tous ses soins à cette affaire, « d'aller au-devant des nouveautés qu'il verrait que l'on voudrait apporter au commerce des Français, d'appuyer fortement les marchands et d'employer en leur faveur l'adresse et l'autorité, lorsqu'elle sera nécessaire, selon qu'il verrait que l'on voudrait traverser, soit dans le trafic de leurs marchandises, soit dans le recouvrement des sommes qu'ils ont accoutumé de retirer au retour des Flottes de Cadix⁷. »

5. Lettres de Catalan datées de Cadix à nord de l'*Abigail* le 17 juillet 1678 (A. E. consu^r. Cadix, I, fo^l. 235-237). En cette occasion le total des pertes des Français s'éleva à 2 millions de pesos y compris les confiscations et l'indult de 230.000 pesos.

6. *Ibid.*, fol. 235 v.

7. *Recueil des Instructions aux ambassadeurs*, t. XI, *Espagne*, t. I, p. 287 (Instruction du 30 avril 1679).

Le voyage de 1678-1679 fut désastreux pour les Français. D'abord la contribution de 230.000 pesos consomma le tiers de la valeur des marchandises de France. En outre beaucoup de commissionnaires espagnols usèrent de mauvaise foi avec leurs commettants français, profitant de ce que ceux-ci ne pouvaient les attaquer en justice⁸.

Ceci était grave. Si aux mauvaises dispositions du gouvernement espagnol venait s'ajouter l'infidélité des commissionnaires, le commerce des Français aux Indes par Cadix risquait de s'effondrer. Villars, aidé de Catalan, qui était venu le seconder à Madrid, demanda que les Français pussent poursuivre en justice les commissionnaires espagnols infidèles, et que ces procès fussent portés devant le duc de Ciudad-Real, Capitaine général des côtes d'Andalousie. Il faisait valoir qu'une telle demande ne concernait que les faits survenus pendant la guerre de Hollande, sans que cela pût tirer à conséquence pour l'avenir. Sans doute les Français avaient contrevenu aux lois d'Espagne, mais ce délit était amnistié, comme tous les autres, par le traité de paix. On ne pouvait donc pas les poursuivre pour cela. Dès lors ils devaient pouvoir agir comme s'ils avaient eu le droit de négocier aux Indes et traîner en justice leurs commissionnaires infidèles. Le raisonnement était spécieux. La question fut portée devant le Conseil d'Etat, qui répondit favorablement, mais le Conseil des Indes refusa d'admettre la thèse française. Le 12 juin 1680 le marquis de Canales, secrétaire du Conseil d'Etat, fit communiquer à Villars la réponse définitive du Roi d'Espagne : elle était négative et opposait à la demande de l'ambassadeur les lois traditionnelles⁹.

8. Catalan, 28 août 1679 et 10 janvier 1680 (A. E. consul. Cadix, I, fol. 253 et 270).

9. Catalan, 9 septembre 1680 (A. E. consul. Cadix, I, 303). *Resumen de los memoriales que el Señor Embajador de Francia pone en las manos de S. E. el Sr Principe D. Vicente Gonzaga* (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 242, 315, 383, 411). Voir aussi *Mémoire des affaires concernant le commerce*, rédigé pour d'Harcourt en 1698 (*ibid.*, Espagne, 63, fol. 223 v°).

L'incident de 1682.

En 1682 le gouvernement de Madrid fit contre les commerçants étrangers intéressés sur les Flottes et Galions une nouvelle entreprise, et naturellement les Français devaient en être les principales victimes. C'était peu de temps après le scandale des Réunions et l'occupation de Strasbourg et de Casal (septembre 1681). L'Europe s'agitait : la Suède et la Hollande venaient de conclure un traité pour maintenir contre les empiètements de la France le traité de Nimègue (30 septembre), et cette entente était devenue le noyau d'une véritable ligue contre Louis XIV. L'Empereur y avait adhéré en février 1682, l'Espagne devait faire de même en mai. Dès le début d'avril des bruits de guerre circulèrent parmi les marchands. A Cadix comme toujours en ces circonstances, les appréhensions des Français étaient très vives sur le sort des retours que devaient leur apporter les Galions. Catalan, se fondant sur les dépêches reçues de France, s'efforça de les rassurer, mais il écrivait en même temps à Paris : « Je ne doute pas que l'escadre que commande M. de Preuilly ne soit ici dans ce temps-là pour favoriser le commerce et favoriser l'embarquement des retours des sujets de sa Majesté, qui seront très considérables. Cette protection est absolument nécessaire pour éviter que les Espagnols n'insultent nos vaisseaux marchands, car assurément les dits Galions entreront avec les navires de guerre d'Espagne qu'on arme présentement, lesquels pourraient bien prendre résolution de visiter nos dits marchands, quand ils les trouveront sans protection des navires du Roi¹⁰. »

Catalan voyait juste. En prévision d'une guerre, l'Espagne cherchait à se procurer de l'argent, et quoi de

10. Catalan, 6 avril 1682 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 32).

plus tentant que d'en tirer, par la menace d'une enquête, du commerce des Indes ? En avril le marquis de Mancera, grand maître de la maison de la Reine-mère et membre du Conseil d'Etat, partit pour remplacer le duc de Ciudad-Real comme Capitaine général des côtes d'Andalousie. Il avait des ordres secrets pour faire une enquête sur le commerce frauduleux des étrangers¹¹.

Il arriva à Cadix le 4 mai et sa présence et ses premières démarches portèrent l'émotion à son comble, aussi bien chez les Espagnols que chez les étrangers. Le bruit courait qu'il allait « se jeter sur tout l'argent » embarqué sur les Galions¹². S'il en était ainsi, les commerçants ne pourraient pas trouver les fonds nécessaires pour charger la Flotte de Nouvelle-Espagne qui devait partir. On ne le cacha pas à Madrid et cette menace qui risquait de priver l'Espagne un an plus tard des rentrées de métaux qui la faisaient vivre, fit céder le gouvernement. Le 9 juin, on envoya un courrier à Mancera pour « restreindre les ordres qu'il avait pour l'arrivée des Galions¹³. » En même temps le 8 arrivait à Cadix le marquis de Preuilly avec quatre vaisseaux de guerre français. Or il y avait déjà dans la baie quinze frégates françaises de commerce bien armées et une escadre anglaise. La saisie du trésor allait donc être assez difficile.

La cour d'Espagne démasqua son plan : elle demanda aux commerçants de Cadix une contribution de 5 à 600.000 pesos à prendre sur le chargement des Galions. Tout le monde respira. Les marchands calculèrent que cela ferait un prélèvement de 2 à 3 %, ce qui n'était pas un trop lourd sacrifice pour sauver les retours¹⁴.

11. A. E. Corr. polit. Espagne, 68, fol. 93. Lettre de Catalan du 20 avril 1682 (*ibid.*, consul. Cadix, t. II, fol. 40).

12. Catalan, 18 mai 1682 (*ibid.*).

13. La Vauguyon au Roi, 11 juin 1682 (A. E. Corr. polit. Espagne 68, fol. 141).

14. Catalan, 15 juin 1682 (*ibid.*, consul. Cadix, t. II, fol. 46).

Mais on ne s'entendit pas tout de suite. Finalement après un certain marchandage, le Roi abaissa ses prétentions à 400.000 pesos. On prétextait pour justifier cet indult la fraude des étrangers et le gouvernement renonça à ce prix à rechercher les biens qui pouvaient leur appartenir¹⁵. Ainsi d'une mesure d'expropriation, ou d'emprunt forcé assez discutable, on faisait une mesure de grâce pour un délit, acceptable pour les commerçants espagnols. Mais pour les étrangers, et en particulier pour les Français, toujours visés en leur qualité d'ennemis de l'Espagne et de principaux intéressés, le précédent d'une pareille recherche pouvait être dangereux dans l'avenir. C'est ce qu'indique Catalan le 29 juin : « Il y a apparence, écrit-il que les Espagnols voudront toujours faire de semblables taxes sous le prétexte mis en avant aujourd'hui de rechercher les biens des étrangers. Beaucoup de gens se rebuteront de ce commerce, puisqu'il n'y aura jamais de sûreté, à moins qu'on n'y apporte quelque remède¹⁶ ».

Bien que la situation fut moins inquiétante, elle le parut encore assez à Louis XIV pour qu'il envoyât le 1^{er} juillet à son ambassadeur à Madrid, La Vauguyon, des instructions précises et énergiques¹⁷ : qu'il s'informe auprès des marchands français des actes du marquis de Mancera, s'il se saisit du trésor des Galions, qu'il fasse au duc de Medina-Celi, premier ministre espagnol, la déclaration suivante : « Que jusqu'à présent j'ai ordonné à tous les commandants de mes vaisseaux, que j'ai envoyés dans l'Amérique, non seulement de ne rien faire qui pût préjudicier au commerce et à la navigation de la Nouvelle-Espagne, mais aussi d'assister en

15. La Vauguyon au Roi, 25 juin 1682 (*ibid.*, Corr. polit. Espagne, 68, fol. 153 v°).

16. Catalan, 29 juin 1682 (*ibid.*, consul. Cadix, t. II, fol. 48).

17. A. E. Corr. polit. Espagne, 68, fol. 145.

toute occasion ceux qui y sont employés, que j'ai même fait défendre aux flibustiers qui sont sous le commandement du gouverneur de la Tortue, de faire aucune course ni pillage sur les sujets, pays, et vaisseaux appartenant au Roi Catholique et que mes ordres ont été déjà exécutés à cet égard, mais que si on prétend rompre le commerce que mes sujets ont fait jusqu'à présent à Cadix, aussi bien que toutes les autres nations de l'Europe, on doit être assuré que, comme il n'y a point de paix établie au delà de la ligne, j'y enverrai de si nombreuses escadres, qu'il leur sera facile de ruiner en peu de temps tout le commerce que les Espagnols font dans l'Amérique. »

Le Roi informait en outre l'ambassadeur que le marquis de Preuilly, chef d'escadre, avec quatre vaisseaux avait ordre de protéger le retrait des effets des Français à Cadix; en cas de saisie du trésor par le marquis de Mancera, il lui était prescrit de se rendre maître de quelques-uns des Galions pour servir de gage aux biens des Français. Cette mesure ne devait pas être considérée comme une rupture et les Galions devaient être rendus avec toute leur charge dès qu'on aurait restitué leur bien aux Français. Le Roi recommandait le secret sur ces instructions.

Le 9 juillet La Vauguyon rassura le Roi : il ne croyait pas à une entreprise du marquis de Mancera. Mais à Cadix, où l'alerte avait été chaude, on resta longtemps assez ému. Tant que les Galions n'étaient pas là, tant qu'on n'avait pas la preuve tangible que toute menace était écartée, on n'osait pas se lancer dans le chargement de la Flotte de Nouvelle-Espagne, qui dut être remis à l'année suivante. Les Français de Cadix ne voulurent pas laisser partir Preuilly, qui après avoir consulté le 14 juillet l'assemblée des capitaines marchands et des négociants, décida de rester à Cadix. Pourtant à la fin

de juillet le calme se rétablit. Le marquis de Mancera ne s'occupait plus des affaires des Indes, il partit le 10 août, sa mission étant terminée. Preuilly avait fini par partir aussi en laissant deux bâtiments dans la baie¹⁸.

Les Galions arrivèrent enfin au début de septembre. Leur voyage avait été « le plus malheureux qu'on ait encore vu depuis qu'on navigue aux Indes¹⁹. » Il y avait eu des naufrages, trois Galions étaient restés en arrière, les marchandises s'étaient fort mal vendues. Le Consulado invoqua ces circonstances pour demander au Roi un adoucissement à l'indult qui avait été finalement fixé à 412.000 pesos, mais le Roi refusa²⁰. Les commerçants espagnols prétendirent alors qu'il ne les concernait pas, et qu'il devait frapper seulement les étrangers. La répartition fut faite en conséquence. Elle se fit proportionnellement au volume des ballots, ce qui fut désavantageux pour les marchandises françaises, qui comprenaient surtout des objets volumineux, comme les toiles, tandis que les Génois et autres Italiens grands exportateurs de soieries, s'en tiraient mieux. L'indult représenta donc pour les Français un prélèvement de 10 % qui vint s'ajouter aux droits. Aux Indes on leur avait imposé un autre indult de 65 pesos par ballot de toiles. Tout compte fait le Roi d'Espagne percevait plus du tiers de la valeur des marchandises françaises, et les particuliers espagnols environ 20 %, tant pour le fret que pour la commission. Catalan fit à titre d'exemple, le

18. La Vauguyon au Roi, 9 juillet 1682 (*ibid.*, fol. 157 v.). Le Roi exprima sa satisfaction le 19 juillet. Voir la lettre de Catalan des 13 et 27 juillet et du 10 août 1682 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 50, 57 et 59). Voir à la suite le procès-verbal de l'assemblée.

19. Catalan, 7 septembre 1682 (*ibid.*, fol. 63). L'un des Galions avait péri dans la traversée de Carthagène à La Havane, mais on put sauver les hommes et l'argent, un autre resta à La Havane incapable de naviguer, un troisième arriva à Cadix au début d'octobre (Catalan, 5 octobre 1682 (*ibid.*, fol. 86).

20. Tel était le chiffre définitif auquel on était arrivé à la suite des négociations du mois de juin.

compte de ce qu'avait dû supporter un ballot de toiles de Rouen de 1600 aunes, valant 1600 livres en France. Il en résultait que le marchand français subissait 25 % de perte. Seuls quelques articles du commerce de France avaient rapporté un faible bénéfice²¹.

D'ailleurs les fonctionnaires espagnols du Consulado avaient levé beaucoup plus que les 412.000 pesos de l'indult, et l'on ne savait pas s'ils ne demanderaient pas encore une nouvelle contribution à l'arrivée des trois Galions demeurés en Amérique. « Tous les commerces étrangers, écrivait Catalan, sont en consternation de ce procédé. Chacun tâche cependant à recouvrer des retours le mieux qu'il se peut. Quand tout sera en sûreté, il faudra aviser pour porter quelque plainte contre les fonctionnaires qui ont manifestement excédé les ordres²² ». Au début d'octobre il entama son action : il demanda communication de l'ordre royal relatif aux 412.000 pesos pour savoir si la répartition visait bien les seuls étrangers. Le Consulado répondit par l'affirmative, mais refusa de montrer le texte. Aux plaintes du Consul à propos de l'inégalité de la répartition les Députés du Commerce d'Espagne répondirent que cela ne les regardait pas, que c'était aux étrangers à s'entendre entre eux²³.

Au début de décembre, Colbert s'émut : il écrivit à Catalan le 4 pour lui demander d'examiner tous les obstacles et empêchements « que rencontraient les Français dans leur commerce en Espagne et aux Indes, et il le pria de lui donner son sentiment sur les remèdes à apporter à cette situation. Il lui prescrivait seulement de

21. Voir les deux lettres de Catalan du 21 septembre 1682 (A. E. consul, Cadix, t. II, fol. 81 et 84). Voir aussi le *Compte de ce qu'il revient à Sa Majesté Catholique et à ses sujets sur un ballot de toiles de Rouen de 1.600 aunes, embarqué sur les Galions valant en France 1.600 livres* (*ibid.*, fol. 83).

22. Catalan, 21 septembre 1682 (*ibid.*, fol. 84).

23. Catalan, 5 octobre 1682 (*ibid.*, fol. 86).

ne rien proposer qui nécessitât « d'appliquer la puissance de Sa Majesté et la force de ses armes » et de « ne rien demander qui ne soit conforme aux lois d'Espagne ou à l'usage que le Conseil d'Espagne a été obligé de laisser en faveur des nations étrangères²⁴ ».

Les idées de Catalan sur ce point étaient arrêtées depuis longtemps. Nous avons vu qu'en 1680 il avait essayé avec Villars de faire reconnaître le droit pour les Français de charger sur la Flotte et les Galions. Dès le 12 janvier 1682 il indiquait « qu'il faudrait obtenir le droit de donner des marchandises et de l'argent à la grosse aventure aux Espagnols sur des contrats pour payer au retour. » Il y revenait le 24 août dans une lettre à Colbert²⁵. Sur l'invitation du ministre, il rédigea le 22 janvier 1683 un court *Mémoire sur ce qui se passe dans le commerce que les nations étrangères font aux Indes occidentales*²⁶. Après avoir décrit le fonctionnement de ce commerce et exposé les raisons pour lesquelles le gouvernement, qui le connaît, ferme les yeux, il conclut qu'il faut faire entendre aux ministres d'Espagne les abus qui se commettent à cause de l'interdiction aux étrangers de charger sur les Flottes : il y a là une invitation permanente aux commissionnaires à manquer à la bonne foi. Ces abus finiront par ruiner le commerce des Indes par Cadix. On pourrait sans déroger aux lois permettre aux Français de vendre leurs marchandises à crédit, payables aux Indes ou au retour des Flottes, et pour cela leur permettre de les confier en commission à des Espagnols. Cela leur donnerait le moyen, en cas de malversations, de poursuivre le commissionnaire, et les Espagnols resteraient tout de même les maîtres de ce commerce. Colbert inscrivit en marge :

24. Colbert à Catalan, 4 décembre 1682 (*ibid.*, fol. 104).

25. A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 9 v° et 61.

26. Joint à sa lettre du 22 janvier 1683 (*ibid.*, fol. 113).

« A M. de Bellinzani, qu'il n'en parle ». Mais il n'en résulta rien. La rupture de 1683 empêcha sans doute que la négociation fût jamais entreprise.

A dire vrai, si la proposition de Catalan était ingénieuse et loyale, elle avait des inconvénients aux yeux du Roi d'Espagne. En effet tant que les étrangers étaient officiellement exclus des Flottes, le Roi pouvait toujours réquisitionner l'argent au retour par un emprunt forcé. Du jour où les étrangers seraient juridiquement admis à charger sur les Flottes, les réquisitions royales entraîneraient des réclamations de la part des princes étrangers.

D'ailleurs tout le monde ne voyait pas la situation des Français en Espagne avec autant de pessimisme que Catalan. L'auteur d'un mémoire anonyme destiné à documenter La Vauguyon, et qui date probablement du début de 1683, rejette en partie la responsabilité des derniers mécomptes des Français sur leur maladresse. Il analyse assez finement l'état d'esprit des Espagnols²⁷.

Sans doute, avoue-t-il, l'Espagne cherche à exclure les étrangers, surtout les Français, mais elle ne peut se passer des marchandises de France. La plupart des mesures qu'elle prend visent à se procurer par des marchandages de l'argent liquide. [Lors de la confiscation ordonnée par D. Juan à Cadix, si les marchands avaient pu envoyer des députés à la Cour pour offrir 100 à 200.000 écus, l'ordre aurait été révoqué à l'instant. C'était ce que voulait D. Juan, qui manquait d'argent pour continuer la guerre avec la France, mais le Président de la Contratacion alla si vite qu'on n'eût pas le temps. On en vint ensuite à un compromis, mais on aurait pu le conclure plus tôt et moins cher. L'indult payé à l'occasion du voyage du marquis de Mancera avait été proposé avec

27. *Mémoire du commerce d'Espagne pour écrire à M. de la Vauguyon* (s. d.) (Paris, A. N. Marine, B7, 209).

tant de hâte et d'imprudence par les Français, que la Cour d'Espagne « ouvrit alors de si grands yeux qu'il semblait qu'elle allait tout engloutir ». Elle fit des demandes si extravagantes qu'après la conclusion du traité les Espagnols s'en sont moqué les premiers. Si l'on n'avait rien dit, prétend l'auteur anonyme, Mancera n'aurait rien fait « car il est comme impossible que l'Espagne puisse se jeter tout d'un coup à une arrivée de Flotte sur les effets des étrangers, quelque querelle qu'elle ait contre la France et l'Angleterre ».

Le gouvernement espagnol avait mal manœuvré sur le conseil de gens, comme il y en a partout, qui se plaisent à donner aux ministres de mauvais avis. Il y avait parmi ces gens-là même des Français, gens pauvres et qui pensaient se relever par là. Mais au fond les Espagnols ne s'occupent guère de pénétrer dans les affaires des étrangers, si on ne les y pousse. « Ils sont bons avec les bons, méchants avec les méchants ». Un exemple de cela se rencontre dans ce qui s'est passé lors des dernières guerres : les Hollandais révélèrent aux Espagnols, les commerces secrets que les Français faisaient en Espagne et aux Indes. Cela retomba sur les Hollandais, car dans les confiscations on ne put jamais distinguer les intérêts de chaque nation.

Il résulte de ce document que la politique économique de l'Espagne n'était dirigée que par le souci de procurer de l'argent au Trésor : c'était une série de tentatives de chantage destinées à susciter des contributions. Elle était mise en action aussi par la haine des Hollandais contre la France, et peut-être par les intérêts particuliers de quelques donneurs de conseils ou *arbitristes*, comme il y en avait toujours eu en Espagne, qui espéraient tirer du Roi quelque gratification en récompense de leurs avis. Elle ne procédait donc pas d'un dessein obstinément poursuivi, et elle ne pouvait pas aboutir, car la force des choses s'y opposait.

Cependant l'état des affaires européennes allait donner à l'Espagne une nouvelle occasion de frapper le commerce français de Cadix.

La crise de 1683-1686. — L'action de l'Espagne.

Depuis 1681 l'affaire du Luxembourg envenimait les rapports franco-espagnols. L'Espagne, malgré l'occupation par la France du territoire contesté, refusait de céder. Désireux de brusquer les choses, Louis XIV finit par adresser au gouverneur des Pays-Bas espagnols un ultimatum et, le 31 août 1683, il fit envahir et ravager la Flandre. Le 26 octobre l'Espagne finit par déclarer la guerre à la France²⁸.

Ceci entraîna dans la Péninsule des représailles contre les Français. Notamment à Cadix dès l'arrivée de la Flotte de Nouvelle-Espagne de D. Diego de Saldivar, survenue le 14 décembre 1683, le duc de Guastalla, Capitaine général, et le marquis de Santa-Cruz, Gouverneur de la Place, se rendirent à bord pour saisir tout ce qui appartiendrait aux Français, mais ils n'obtinrent aucun résultat. En effet la Flotte rapportait peu de chose, car elle était arrivée à la Vera-Cruz au moment où les pirates étaient en train de piller la ville; elle n'avait pas osé les attaquer, s'était éloignée et n'avait abordé qu'après leur départ. Devant le désordre de la ville, le

28. Comme on le voit, elle ne s'y résolut pas tout de suite. Il résulte d'une lettre de La Vauguyon du 14 octobre 1683 (A. E. Corr. polit. Espagne, 68, fol. 488) que le Conseil d'Etat était divisé. Tandis que la majorité du Conseil inclinait vers une rupture immédiate, le duc de Medina-Celi, premier ministre, et le marquis de los Balbases qui était chargé des rapports avec l'ambassadeur de France, firent tout ce qu'ils purent pour retarder la rupture, et notamment la représaille sur les biens des Français. Ils faisaient remarquer qu'il valait mieux attendre pour rompre que les alliés de l'Espagne fussent en état de la soutenir. Ils avaient raison : l'isolement de l'Espagne la força à signer le 15 août 1684 la trêve de Ratisbonne.

Vice-Roi et le Général avaient décidé de ne pas laisser se tenir la Foire. On avait donc débarqué les marchandises, que l'on devait écouler à loisir pendant l'année suivante, et l'on avait embarqué en hâte sur les deux navires de guerre d'escorte l'argent du Roi et ce qui était prêt de l'argent des particuliers. C'était là peu de chose, et notamment les Français ne se trouvaient pas avoir sur la Flotte au retour de grandes sommes²⁹.

Cela tombait très mal pour le Roi d'Espagne, qui, besogneux comme toujours, avait prescrit au duc de Guastalla de prendre sur les retours 500.000 pesos. Il comptait profiter de la rupture avec la France pour faire retomber ce prélèvement sur les seuls Français : au lieu de tout leur confisquer, comme il se considérait en droit de le faire, il leur vendrait son pardon contre un indult de cette valeur. Ils y auraient eu encore avantage, car on estimait à Madrid qu'ils avaient dû embarquer 2 millions de pesos. L'indult se serait donc élevé au quart de leurs retours. Mais les Français, au dire des marchands, se trouvaient n'avoir à bord que 100 à 150.000 pesos³⁰. Il fallait donc toucher aux biens des Espagnols.

Le Consulado de Séville protesta. Il refusa de rien *donner*, mais il répondit que le Roi était toujours maître de tout *prendre*. Seulement, s'il agissait ainsi, les négociants espagnols ne chargeraient plus rien pour l'Amérique, notamment sur les Galions dont on préparait le départ. Le Consulado envoya à Madrid des députés pour exposer ces raisons au Roi. Alors celui-ci lui reconnut le droit de rechercher aux Indes les biens des Français, pour rembourser les Espagnols; le surplus qui serait

29. Catalan, 27 décembre 1683 (A. E. consul. Cadix, II, fol. 189). Voir le Mémoire de François Moreau adressé à M. Morel, Directeur du commerce, le 30 avril 1685 (Paris. A. N. Marine, B7, 211).

30. Catalan, 10 et 20 janvier 1684 (*ibid.*, fol. 195 et 200). Voir aussi la lettre de Julien Eon, datée de Saint-Malo le 30 janvier 1684. celle du Sieur de Breil-Gris, autre négociant malouin de la même date (Paris, A. N. Marine, B3, 45, fol. 292, 293).

découvert au delà de 500.000 pesos reviendrait au Roi, si l'on ne découvrait rien on répartirait l'indult sur toute la Flotte, tant sur ce qui était arrivé que sur ce qui était resté aux Indes³¹. La discussion entre le Roi et le Consulado se prolongea un mois : la Flotte était toujours en rade, toute chargée avec les coffres des matelots, des soldats et de tous les particuliers enfermés sous les écouteilles. A la fin le Capitaine général finit par faire débarquer tous les métaux précieux qu'on enferma dans le port des Puntales : on trouva 4 millions 1/2 de pesos, dont 1.600.000 pour le Roi. L'argent ne fut délivré aux particuliers que moyennant un indult³².

C'est que le Consulado avait fini par céder, dans la crainte que le Roi ne prît tout. Ainsi il donnait tout de suite 500.000 pesos, à charge pour lui de se dédommager sur les biens des Français demeurés aux Indes. Mais la recherche de ceux-ci ne lui paraissant pas pratique, informé d'autre part que les Français avaient peu de bien en Amérique, et « voulant aussi se conserver quelque réputation de bonne foi », il résolut de répartir l'indult sur tout ce que la Flotte venait d'apporter, non seulement sur l'argent, mais encore sur ce qu'on appelait les « fruits », c'est-à-dire les produits des Indes. Pour aller vite on procéda ainsi : on commença par prendre 25 % de l'argent comptant, et au fur à mesure que les *fruits* se vendraient et qu'on pourrait faire une répartition sur eux on accorderait une ristourne aux propriétaires de métaux qui se trouveraient avoir trop payé. On laissait même espérer que l'on ferait contribuer les effets restés aux Indes, que deux navires de guerre allaient chercher. Ainsi on arriverait à abaisser le taux de l'indult à

31. Voir *Mémoire et représentation des négociants français à Cadix adressé à Mgr le Marquis de Seignelay...* (31 mars 1685) (Paris, A. N. Marine, B7, 211).

32. Lettres de Catalan du 10 et 20 janvier 1684 citées plus haut.

7 ou 8 % ce qui était acceptable. Le commerce français n'aurait donc pas été particulièrement frappé. Après de fortes alarmes Catalan se rassurait³³.

Les deux navires de guerre partirent en avril 1684, mais avec un ordre du Roi de rechercher les biens des Français au Mexique. On eut recours à des moyens de pression extraordinaires; on alla même jusqu'à menacer d'excommunication ceux qui dissimuleraient les biens des Français. Malgré ces menaces on n'obtint aucun résultat, grâce à la fidélité des commissionnaires espagnols. Ceux-ci avaient pu parfois se montrer peu scrupuleux dans leur reddition de comptes, mais ils n'avaient pas intérêt à tuer la poule aux œufs d'or en dénonçant leurs commettants. Alors en octobre et novembre les commissaires du Consulado changèrent de méthode : ils évaluèrent arbitrairement ce que chaque particulier espagnol pouvait avoir de marchandises françaises, et ils les taxèrent en conséquence. Cette mesure retomba surtout sur 18 ou 20 Espagnols soupçonnés d'être les commissionnaires des Français. Ces taxes furent faites sans discernement, les unes avec exagération, les autres de manière plus modérée. Le total s'en éleva d'après certains documents à 600.000 pesos; d'après d'autres à 1 million³⁴.

33. Lettres de Catalan du 31 janvier, du 6 mars, du 3 avril 1684 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 204, 208, 210). V. aussi le *Mémoire donné par les marchands au sujet de ce qui est arrivé à la Nouvelle-Espagne*, envoyé à Feuquières le 6 mai 1685 (Paris, A. N. Marine, B7, 211). Lettre d'Eon datée de Saint-Malo le 16 février 1684 (*ibid.*, B3, 45, fol. 296). En prenant 25 % de l'argent on dépassa le chiffre de 500.000 pesos, on rendit donc tout de suite 9 % ce qui ramena le taux de l'indult à 16 % avant tout prélèvement sur les fruits.

34. *Mémoire que François Moreau donne à M. Morel...* du 30 avril 1685 (Paris, A. N. Marine, B7, 211). Le chiffre de 1 million est donné par le *Mémoire et représentation des négociants français à Cadix adressé à Mgr le marquis de Seignelay* (*ibid.*) (31 mars 1685). Voir aussi la lettre de Catalan du 6 août 1685 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 287), et un *Mémoire pour le commerce de France* (Paris, A. N. Marine, B7, 211), qui donne le chiffre de 3 millions de livres, c'est-à-dire 1 million de pesos. Le chiffre de 600.000 pesos est donné par le *Mémoire donné par les marchands au sujet de ce qui est arrivé à la Nouvelle-Espagne envoyé à M. de Feuquières le 6 mai 1685* (Marine, B7, 211). Cette divergence s'explique par le fait

Bien que la trêve de Ratisbonne eût été conclue le 15 août 1684, en octobre on continuait encore au Mexique à rechercher les effets des Français et l'on menaçait d'exécuter la taxe. La nouvelle de son exécution fut apportée par un navire d'avis qui arriva à Cadix à la fin de mars 1685³⁵.

C'était pour le commerce français dans le moment un rude coup et pour l'avenir une grave menace. En effet, depuis l'indult de 500.000 pesos pris à Cadix sur la flotte de Saldivar, on avait continué à envoyer des marchandises de France en Espagne sur des navires anglais et hollandais, et après la trêve sous pavillon français. Les unes étaient parties sur les Galions de 1684, sur lesquels on les avait admises par faveur spéciale malgré la rupture³⁶, les autres sur des navires isolés, et le prix en était encore dû par les Espagnols. Il y en avait pour plus de 8 millions de pesos, et la seule garantie qu'avaient les Français était la parole de leurs commissionnaires. Or, après avoir été aussi fortement taxés au Mexique, ceux-ci allaient se dédommager sur les retours des Français. Chose plus grave, l'avenir même était compromis, car personne ne voudrait plus se charger de marchandises susceptibles d'attirer de pareils inconvénients. Cela revenait à interdire le commerce de France.

que le Roi avait donné au Consulado latitude de saisir les biens des Français pour se rembourser jusqu'à concurrence de 540.000 pesos, le supplément représentant les intérêts de 500.000 pesos pendant un an. Le chiffre de 600.000 n'est donc qu'approximatif. Mais *en réalité*, les documents sont d'accord pour dire qu'on a saisi effectivement 1 million de pesos, c'est-à-dire plus que ce à quoi le Consulado pouvait prétendre. Le supplément au delà de 540.000 pesos devait profiter au Roi (lettre de Catalan du 20 août 1685) (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 293).

35. Superviela, vice-consul à Cadix, le 2 avril 1685 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 257). Feuquières au Roi Catholique, le 21 mai 1685 (*ibid.*, Corr. polit. Espagne, 69, fol. 223).

36. Catalan, 2 juillet 1684 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 229 v°). Le Roi demande 300.000 pesos tant pour la permission de charger les marchandises de France que pour l'indult au départ.

Premières négociations.

Les commerçants français agirent vigoureusement. Dès le 31 mars 1685 ceux de Cadix s'assemblèrent sous la présidence de Supervielle, le vice-consul, en l'absence de Catalan³⁷, et ils adressèrent un mémoire à Seignelay. Le 29 avril ceux de Tours firent de même. Seignelay prit conseil des marchands parisiens intéressés dans le commerce d'Espagne, et envoya sur le sujet le 6 mai un mémoire à Feuquières, tandis que Croissy, le 20 mai, prescrivait à l'ambassadeur de demander au Roi d'Espagne prompt réparation, faute de quoi le Roi de France aurait recours à des moyens plus efficaces pour protéger ses sujets jusque dans « les Indes³⁸ ».

Feuquières commença ses démarches dès le 21 mai. Il exposa ceci : ou bien la taxe faite au Mexique était un indult, ou bien c'était un acte d'hostilité. Dans le pre-

37. Les Français avaient été expulsés probablement en mars 1684. Catalan s'efforça de rester dans le pays. Il est à Cadix encore le 12 juin, à Jerez le 25, le 9 juillet il est à bord d'un navire anglais en rade de Cadix. Le vice-consul Fernando Superviela, un Français à demi hispanisé, était à Cadix pour continuer à renseigner Seignelay. Il fut obligé lui aussi de se réfugier dans les environs et ne put rentrer dans la ville que par autorisation spéciale du Gouverneur et à condition de rester enfermé chez lui. Catalan ne revint à Cadix que vers le 7 avril 1685. (Voir la correspondance consulaire dans A. E. consul. Cadix, II, *passim*.) Voir aussi le *Mémoire et représentation des négociants français à Cadix adressé à Mgr le Marquis de Seignelay pour l'informer de l'état présent des affaires de la nation en leur commerce des Indes* (31 mars 1685) (Paris, A. N. Marine. B7 211) envoyé par Superviela le 2 avril 1685.

38. *Mémoire des négociants de la ville de Tours* (29 avril 1685) (*ibid.*, B7, 491); *Mémoire que François Moreau donne à M. Morel*... (30 avril 1685) (*ibid.*, B7, 211). Voir également trois mémoires non datés mais vraisemblablement du mois d'avril 1685 sur la même affaire (*ibid.*, B7, 209 et 211). *Mémoire donné par les marchands au sujet de ce qui est arrivé à la Nouvelle-Espagne* envoyé à M. de Feuquières à Madrid, Versailles le 6 mai 1685 (*ibid.*, B, 211). La lettre de Croissy à Feuquières du 20 mai se trouve dans A. E. Corr. polit. Espagne, 71, fol. 92. Il semble qu'à ce moment et depuis quelque temps déjà on ait envisagé à Paris une opération de représaille contre les Flottes. M. Morel, le collaborateur de Seignelay, lui avait transmis en effet dès le 13 mars 1684 trois mémoires des Sieurs Delaunay-Moreau et du Halde relatifs à un plan d'attaque (Paris, A. N. Marine, B7, 209).

mier cas, pourquoi la faire retomber sur les seuls Français ? C'était contraire à la fois aux traités et à la tradition. Dans le second cas, c'était contraire à la trêve de Ratisbonne, qui portait (art. I) que les actes d'hostilité cesseraient dès la signature (15 août 1684), et à l'article XXII des Pyrénées qui stipulait la restitution des objets saisis non encore vendus. Or la recherche des effets des Français était postérieure à la trêve³⁹.

La réponse de l'Espagne fut donnée à Feuquières le 9 juin. Le Roi d'Espagne niait que la répartition des 500.000 pesos sur les biens des Français fût contraire aux traités, car les étrangers n'avaient pas le droit de faire le commerce des Indes et ils encouraient de ce fait la confiscation. Elle ne contrevenait pas non plus aux art. VI et XXII des Pyrénées, qui stipulaient l'égalité, de traitement pour les marchandises françaises et espagnoles, car le traité n'avait jamais eu en vue les commerces interdits. Il n'y avait pas eu d'acte d'hostilité ou de représaille, car ce n'en était pas un que de saisir des marchandises illicites. Même si c'était un acte de représaille, on était mal fondé à invoquer l'article XXII des Pyrénées sur la restitution des marchandises non liquidées, car l'acte de répartition pouvait être considéré comme une sentence qui avait attribué au Roi ces marchandises. Il concluait par un dilemme : ou bien les Français avaient porté des marchandises aux Indes, et ils tombaient sous le coup de la loi, ou ils n'en avaient pas porté, et la perte ne retombait pas sur eux⁴⁰.

Catalan vint à Madrid appelé par Feuquières, pour l'aider dans la négociation. Leur impression à tous deux fut que l'argumentation espagnole était assez forte, et

39. V. les lettres de Catalan des 15 avril et 11 juin 1685 (A. E. consul. Cadix, II. fol. 260 et 269), la lettre de Feuquières au Roi d'Espagne du 21 mai 1685 (A. E. Corr. polit. Espagne, 69, fol. 223).

40. *Ibid.*, fol. 228.

que sur le terrain où se plaçait l'Espagne, il y avait peu de chance de la faire céder. C'était aussi l'impression des diplomates étrangers. Il fallait donc se placer sur un autre terrain. C'est ce que Feuquières et Catalan firent dans un mémoire du 15 juin 1685⁴¹.

L'ambassadeur admettait le droit de confiscation du Roi d'Espagne, s'étonnant seulement que les Français fussent seuls à en souffrir. Mais il faisait valoir qu'ils n'avaient pas d'effets au Mexique puisqu'on n'en avait pas trouvé. Néanmoins la politique de l'Espagne leur causait un tort certain, d'abord parce qu'on pouvait craindre que les Espagnols qui avaient acheté à crédit des marchandises françaises fussent insolvables, ensuite parce que ce précédent pourrait dégoûter les Espagnols des produits français. Il fallait donc cesser toute recherche au Mexique et répartir l'indult sur l'ensemble de la cargaison de la Flotte. L'affaire perdait ainsi tout caractère politique. Mais la réponse de l'Espagne survenue le 9 juillet, après avoir affirmé l'intention de traiter les Français comme les autres étrangers, refusa ce que demandait Feuquières. On devait attendre le résultat des recherches faites au Mexique⁴².

En juillet 1685 la négociation est donc arrivée à un point mort : on attend les nouvelles d'Amérique. Pendant ce temps-là à Cadix les affaires étaient paralysées. Les commissionnaires espagnols étaient dans l'impossibilité de rendre leurs comptes, ne sachant pas si les 500.000 pesos saisis à Cadix seraient couverts ou non par les saisies faites sur les Français au Mexique. Alors Catalan, qui était revenu à Cadix, tenta d'aboutir à une solution par des moyens officieux. Il essaya d'abord de

41. *Ibid.*, Espagne, 71, fol. 130 et suiv., Espagne, 69, fol. 230.

42. Feuquières au Roi le 19 juin 1685 citée plus haut et Catalan à Seignelay le 17 juin (A. E. consul. Cadix, II, fol. 271); A. E. Corr. polit. Espagne, 70, fol. 153.

persuader les hommes de paille espagnols, qui prêtaient leur nom aux Français, de réclamer au Consulado la restitution de la taxe faite au Mexique : ils refusèrent dans la crainte de se signaler⁴³. Puis à la fin de juillet après l'arrivée de la Flotte, il entra en négociation avec le Consulado. Celui-ci offrit de restituer, sur ce qui aurait été pris au Mexique, tout ce qui dépasserait la somme de 540.000 pesos ; somme que le Roi l'avait autorisé à lever pour se rembourser des 500.000 pesos saisis à Cadix et de leurs intérêts à 8 %. C'était évidemment adoucir le coup porté au Mexique, où l'on avait saisi pour 1 million de pesos de marchandises, mais c'était toujours maintenir le principe que l'indult devait retomber sur les biens des seuls Français. En outre le Consulado demandait qu'on lui fit connaître par un mémoire détaillé ce que les Français avaient eu à supporter de l'indult de Cadix. Les marchands français consultés par Catalan, finirent après quelques résistances, par accepter cette solution, mais le Roi d'Espagne s'opposa à ce projet⁴⁴.

Pendant ce temps Feuquières, à Madrid, poursuivait une autre négociation en s'appuyant sur la promesse espagnole du 9 juillet. En effet la Flotte, arrivée à la fin de ce mois, avait apporté le renseignement auquel le Roi Catholique avait subordonné sa décision ; on savait désormais qu'on n'avait pas trouvé au Mexique de biens appartenant à des Français. Feuquières lui demanda donc le 1^{er} septembre de supprimer la taxe imposée en Amérique aux détenteurs de marchandises françaises, et de forcer les acheteurs espagnols à payer leurs dettes à l'égard des Français⁴⁵. Cette démarche fut appuyée le 5 septembre à Cadix par M. de Preuilly, chef d'escadre,

43. Catalan, 22 juillet 1685 (A. E. consul. Cadix, II, fol. 279).

44. Catalan, 20 août, 3 septembre, 20 octobre 1685 (*ibid.*, fol. 293, 296 et 308).

45. A. E. Corr. polit. Espagne, 70, fol. 162.

qui séjournait dans la baie depuis le milieu de juillet et qui, sur l'ordre de Louis XIV, déclara au Capitaine général, au Gouverneur de la Place et au Président de la Contratacion qui si l'on ne répartissait pas les 500.000 pesos de l'indult sur toute la cargaison de la Flotte, et si l'on ne rendait pas justice aux Français, il prendrait en mer tout ce qu'il rencontrerait appartenant aux Espagnols. Preuilly s'éloigna le 7 septembre mais annonça qu'il reviendrait pour savoir la réponse définitive⁴⁶.

Ni Feuquières, ni Preuilly n'eurent de réponse. A vrai dire on ne croyait pas à la menace de ce dernier, et, bien qu'elle fût authentique, l'événement montra qu'elle n'était pas très sérieuse, car le chef d'escadre n'avait pas l'ordre d'attaquer. Mais en réalité si le gouvernement espagnol restait muet, c'était parce que tout y était dans la confusion⁴⁷. Le 28 octobre Feuquières adressa un nouveau mémoire qui faisait ressortir le tort fait aux importations françaises par la taxe du Mexique⁴⁸. Il ne put obtenir, le 22 décembre 1683, qu'une réponse qui n'était qu'un procédé dilatoire⁴⁹. Il en tira pourtant parti avec habileté : il proposa de donner les noms des marchands français qui avaient vendu à crédit des marchandises françaises à des Espagnols et auxquels leurs acheteurs avaient fait supporter le poids de la taxe faite au Mexique. Le Roi d'Espagne qui s'offrait à les dédommager verrait qu'après les premiers exemples il s'en révélerait beaucoup d'autres. Ceux qui ne réclameraient pas seraient les fraudeurs. Mais il demanda par contre une autre mesure, c'était une déclaration en justice de tous ceux qu'on avait taxés au Mexique sur de simples soup-

46. Catalan, 16 septembre 1685 (A. E. consul. Cadix, II, fol. 299).

47. Feuquières au Roi les 13 et 27 septembre et 11 octobre 1685 (A. E. Corr. polit. Espagne, 71, fol. 254 et 265). Preuilly semble avoir été inférieur en forces.

48. A. E. Corr. polit. Espagne, 69, fol. 258 ou 70, fol. 162.

49. A. E. Corr. polit. Espagne, 70, fol. 163 v.

cons parce qu'ils détenaient des marchandises françaises. Ainsi les coupables des deux côtés seraient découverts et punis, les fraudeurs français auraient à supporter la taxe, et les députés du Consulado qui avaient abusé de leurs fonctions devraient restituer les sommes indûment perçues⁵⁰.

Nouvelles négociations. — La mission de Patoulet.

C'est probablement dans les premiers jours de janvier 1686 que Louis XIV se résolut à recourir à la force et à exiger purement et simplement la restitution de la taxe faite au Mexique et la répartition de l'indult de 500.000 écus sur tous les commerçants de la Flotte. Le 5 janvier Seignelay avertit Feuquières que le Roi allait faire un armement considérable pour empêcher de sortir de Cadix la Flotte de Nouvelle-Espagne. Comme les Espagnols avaient besoin, pour conserver leurs colonies, de ne pas interrompre le commerce avec elles, ils seraient obligés de céder⁵¹.

A partir de ce moment apparaît entre Seignelay et Feuquières une certaine divergence au sujet des conditions à exiger. L'idée de Feuquières de faire payer les Français non coupables par leurs correspondants, préalablement exemptés de taxes, ne paraissait pas pratique au ministre. A son avis cela ne devait produire que des procès contre ceux des Espagnols qui s'y refuseraient, procès qui seraient jugés par des juges partiaux et hostiles aux Français. Il préférerait la solution simple d'une restitution globale en s'appuyant sur cet argument que de pareilles taxes sur les marchandises françaises étaient préjudiciables à leur commerce. Quant à l'indult

50. *Ibid.*, fol. 164.

51. Paris, A. N. K. 1359.

levé en 1683 il fallait en obtenir la répartition sur tous les effets de la Flotte⁵². Feuquières par contre défendait son point de vue. S'il évitait de demander la répartition générale, ce n'était pas qu'il la désapprouvât, mais il pensait qu'elle s'imposerait d'elle-même, tandis que, si l'on voulait l'imposer aux Espagnols : « ils se raidiraient à l'encontre ». La solution d'autre part aboutissait à ne punir de confiscation que les contrevenants et de donner satisfaction à ceux qui étaient réellement lésés. En outre elle constituait pour les Français à l'avenir « un moyen établi pour trafiquer sûrement aux Indes en faisant des contrats de vente avec les Espagnols, ce qui serait infiniment plus avantageux que de sauver aujourd'hui tous les 500.000 écus. J'ai ouï dire, ajoutait-il, que ceux de Saint-Malo entrent dans ce sentiment, et je soupçonne, non sans sujet, ceux qui s'y opposent d'être rebutés du commerce et de ne plus songer qu'à s'en retirer et sauver une partie de leur taxe particulière par une taxe générale, ce qui ne serait pas du service du Roi⁵³ ».

Est-ce à cause de cette divergence entre l'ambassadeur et le ministre, que celui-ci crut bon d'adjoindre à Feuquières un agent bien informé de tout le commerce d'Espagne et des volontés du Roi ? C'est très possible. Le 15 mars 1686, Seignelay écrivit à Patoulet, intendant de la Marine à Dunkerque, qui se trouvait en Espagne en mission d'études, de demeurer à Madrid auprès de Feuquières pour suivre avec lui la négociation. Cette lettre éclaire parfaitement l'attitude de Louis XIV vis-à-vis de l'ambassadeur et des Espagnols. La voici⁵⁴ :

« Le Roi m'ordonne de vous écrire par le courrier exprès qu'il envoie à M. de Feuquières que, comme Sa

52. Seignelay à Feuquières, 7 février et 3 mars 1686 (*ibid.*).

53. Feuquières, 14 mars 1686 (*ibid.*).

54. Paris, A. N. K. 1359. Le même jour, il écrivit à Feuquières à peu près la même chose.

Majesté a pris des nouvelles résolutions sur les affaires d'Espagne, et que le dit sieur de Feuquières aura besoin d'un homme instruit de ce qui regarde le commerce et des intérêts des marchandises dans les instances vives et pressantes qu'il a ordre de faire pour la restitution des marchandises saisies au Mexique, Sa Majesté désire que vous demeuriez à Madrid auprès de lui, jusqu'à ce que cette affaire soit entièrement terminée, et que vous me rendiez compte par tous les ordinaires de tout ce qui s'y passera.

« Je vous explique quelles sont les intentions de Sa Majesté sur ce sujet afin de pouvoir sur cela régler votre conduite. Elle est absolument résolue d'obliger les Espagnols, par la négociation où par la force, à rendre justice à ses sujets sur cette restitution, étant persuadée que si cette affaire demeurerait dans l'état où elle est, elle causerait la perte entière du commerce de France et l'exclusion de ses manufactures.

« Elle désire cependant que la négociation de M. de Feuquières puisse réussir, afin de n'en pas venir à la force ouverte, qui ne laisserait pas d'apporter quelque dommage au commerce que les Français doivent faire au retour des Galions, mais il y a lieu de croire que la crainte du puissant armement que le Roi fait déterminera les Espagnols à consentir à la répartition de cette saisie sur toutes les nations par manière d'indult. Que si les Espagnols, pour ne pas accorder précisément ce que Sa Majesté demande, trouvaient quelque autre expédient que celui de cette répartition, Sa Majesté veut qu'il soit accepté sans difficulté, pourvu qu'il produise le même effet et qu'il répare pleinement le tort que les Espagnols ont voulu faire aux Français, en les traitant par cette saisie d'une manière plus dure que les autres nations ».

Patoulet était intendant de la Marine à Dunkerque quand il fut chargé, en décembre 1685, d'une mission

commerciale en Espagne, avec le titre de « Chargé des affaires de la Marine et du commerce à Madrid⁵⁵ ». A cette époque, le Roi s'était ému de la décadence du commerce français en Espagne et des incidents qui s'y étaient multipliés, et il désirait être informé d'une manière impartiale, complète et rapide de tout le détail de cette matière. D'après ses instructions, datées du 11 décembre 1685⁵⁶, il devait se rendre d'abord à Saint-Malo, et faire une première enquête auprès des marchands intéressés, de là il devait gagner Madrid, se mettre au courant auprès de Feuquières de l'état des affaires, puis se rendre à Cadix où il devait compléter et terminer son enquête. Celle-ci devait s'étendre à tout ce qui pouvait éclairer la question, le gouvernement des Indes et l'organisation de leur commerce, les divers intérêts étrangers, les diverses opérations de commerce à Cadix, la contrebande directe en Amérique, les privilèges des Français, les causes économiques particulières et générales de la décadence des échanges avec l'Espagne. Cela dépassait donc largement l'affaire de l'indult, qui n'avait aucun rapport avec la mission de Patoulet. Il l'avait ponctuellement exécutée : dès le 2 janvier 1686, il avait envoyé un premier mémoire de Saint-Malo puis il était passé à Madrid où il avait provoqué une vive curiosité chez le Nonce et chez les ambassadeurs de l'Empereur et de Venise, tandis que les Espagnols concevaient quelques craintes⁵⁷. A Cadix son incognito avait vite été percé et il avait été obligé d'aller faire visite au Capitaine général, duc de Guastalla, au Gouverneur et au Comte d'Aguilar, commandant de l'armée navale, qui l'avaient reçu

55. D'après la note qui précède onze lettres de Patoulet (Paris, A. N. Marine, B7, 211).

56. A. E. consul. Cadix, II, fol. 313.

57. Voir le mémoire dans A. E. Corr. polit. Espagne, 70, fol. 183, 218 ou dans Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 149-195. Patoulet à Seignelay, 5 février 1686 (Paris, A. N. K. 1359).

magnifiquement, et lui avaient fait visiter l'arsenal et les vaisseaux de l'escadre. Il avait envoyé de nouveaux mémoires, puis il avait quitté Cadix le 16 mars pour arriver le 28 à Madrid, où l'arrêtait l'ordre de Seignelay⁵⁸. Sa mission changeait donc de caractère : d'une mission d'étude elle devenait une mission diplomatique.

Malgré le secret, le bruit d'un grand armement français s'était répandu en France et en Espagne. Il avait provoqué ici une grande consternation, là malgré quelques notes discordantes, une joie très vive. D'après une lettre de Patoulet, dès le 23 février la population de Cadix était au courant et s'inquiétait des effets des bombes, l'escadre espagnole se préparait à la résistance. Dans le commerce, Espagnols et étrangers étaient consternés et regrettaient qu'on n'eût pas réparti l'indult sur tout le monde⁵⁹. Quant aux Français la plupart étaient satisfaits. Le 4 mars un correspondant à Cadix du marchand parisien François Moreau lui écrivait que, si le Roi n'envoyait pas une forte escadre de 32 vaisseaux, jamais on n'obtiendrait la restitution de l'indult. Les négociants de Paris, Rouen et Saint-Malo, dans un mémoire présenté à Seignelay le 21 mars, approuvaient l'envoi d'une forte escadre. François Moreau, souvent consulté par Seignelay, s'exprimait de même, et il déclarait que dans toutes leurs lettres les négociants français d'Espagne suppliaient le Roi d'envoyer ses vaisseaux. Les négociants de Rouen disaient : « Il est

58. Patoulet à Seignelay les 23 février, 4 et 28 mars 1686 (Paris, A. N. Marine, B7, 211 et K 1359). Les mémoires de Patoulet sont très probablement le *Mémoire touchant le commerce des Indes occidentales par Cadix* (s. d., non signé) (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22-38), et le *Mémoire sur le commerce de Cadix et des Indes occidentales* (*ibid.*, Suppl. France, 1992, fol. 197-260 ou dans Corr. polit. Espagne, 70, fol. 222-273).

59. Patoulet à Seignelay, 23 février 1686 (Paris, A. N. Marine, B7, 211), le 10 mars 1686 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 331). *Mémoire des négociants de Paris, Rouen et Saint-Malo sur l'état présent du commerce de France avec l'Espagne présenté à Seignelay* le 12 mars 1686 (Paris, A. N. Marine, B7, 211).

constant qu'il n'y a plus que la crainte des armes de France qui puisse obliger le Consulat de Séville à restituer l'indult. » Le 27 mars le marchand malouin de la Lande-Magon écrivait à Seignelay que la joie était vive à Saint-Malo⁶⁰.

Mais tous attiraient l'attention du Roi sur la méthode à suivre pour que l'opération navale fût efficace et sans danger pour le commerce. Il fallait que l'armée navale partît dans les premiers jours d'avril pour que l'affaire fût réglée avant le retour des Galions de Terre-Ferme, qu'on attendait, et qu'ainsi les Français n'eussent rien à craindre pour les retours qu'ils en espéraient. Il fallait aussi que l'on pût charger sur la Flotte de Nouvelle-Espagne, qui devait partir au plus tard le 15 juillet, car, si l'affaire n'était pas résolue alors, les Espagnols empêcheraient l'embarquement des marchandises françaises, ce qui amènerait de grosses pertes. L'Espagne avait au contraire avantage à faire partir la Flotte avant l'arrivée du maréchal d'Estrées, car ainsi elle lui échapperait et cela leur permettrait de proscrire le chargement des marchandises françaises. Il fallait que l'armée navale française fût très considérable, car en 1682, Preuilly, s'étant trouvé inférieur à l'escadre espagnole, n'avait rien pu faire. Les Espagnols avaient présentement 16 ou 17 vaisseaux de guerre à Cadix qu'ils étaient en train d'armer, et les Hollandais inquiets pour les intérêts qu'ils avaient sur les Galions, en armaient 10 ou 11 pour les envoyer à Cadix. Si l'Espagne ne cédait pas et qu'on fût dans l'obligation d'attaquer les Galions à leur arrivée, les marchands suppliaient le Roi d'avoir égard aux effets

60. Copie d'une lettre écrite à François Moreau de Cadix, le 4 mars 1686. *Mémoire des négociants de Paris, Rouen et Saint-Malo, etc...* déjà cité. *Mémoire du Sr Moreau sur le commerce d'Espagne* (1686). *Mémoire des négociants de Rouen sur le commerce des Français en Espagne* (1686) (joint à la lettre du Sr Moreau). Tous ces documents se trouvent dans Paris, A. N. Marine, B7, 211. De La Lande-Magon à Seignelay, 27 mars 1686 (*ibid.*, B7, 492).

qu'ils y avaient, et ils lui demandaient de recevoir sur ce point leurs déclarations, pour qu'on pût leur restituer leur bien. Cependant certains marchands, très engagés en Amérique, voyaient même l'armement avec crainte, car ils redoutaient qu'en représaille l'Espagne ne leur confisquât ce qui leur appartenait⁶¹. Ils suggéraient donc de retarder la démonstration navale, et Louis XIV semble avoir été un instant sensible à leurs raisons. Mais à la fin de mars il prit sa résolution définitive⁶².

Les gens de Saint-Malo, informés par leur compatriote, M. de la Lande-Magon, approuvèrent cette résolution et ce dernier écrivait à Seignelay, le 27 mars 1686, qu'ils étaient revenus des sentiments où ils étaient en faveur d'un retard dans l'exécution des desseins du Roi⁶³. Ainsi la majorité de l'opinion française semblait être avec le Roi, même quand elle n'était pas d'accord avec lui sur le moment d'agir⁶⁴.

A Madrid, la négociation diplomatique avait reçu une impulsion nouvelle. Catalan avait transmis à Feuquières le texte des décrets du Roi d'Espagne du 10 janvier, du 12 février et du 24 mars 1684 concernant les opérations de la taxe du Mexique, et ces précisions lui avaient servi à rédiger un nouveau mémoire qu'il remit le 2 mars au marquis de los Balbases. Il résultait en effet des décrets que la taxe sur les marchandises françaises avait été faite à titre de *représaille*; comme on faisait sur des biens appartenant à des ennemis, on n'avait procédé que *por juicio imaginario y noticias extrajudiciales*, c'est-à-dire

61. Le 2 janvier 1686 dans son mémoire envoyé de Saint-Malo, Patoulet signalait déjà ces craintes des Français qui désiraient avoir le temps de charger pour les Indes les 8 ou 10 millions qu'ils avaient en marchandises à Cadix, avant que l'armement français ne fût envoyé. Voir également le mémoire de François Moreau.

62. Seignelay à Patoulet le 28 mars 1686 (Paris, A. N. K. 1359, n° 3).

63. Paris, A. N. Marine, B7, 492.

64. A. E. Corr. polit. Espagne, 69, fol. 289. Voir ce qu'il en dit dans sa lettre à Seignelay du 14 mars (Paris, A. N. K. 1359).

en vertu d'un procès de tendance et en dehors de toutes les garanties judiciaires. L'ambassadeur admettait cette représaille pendant la rupture, mais il ne l'admettait plus une fois la trêve signée. Or les ordres du Roi Catholique n'avaient commencé à avoir leur effet que deux mois après la signature de la trêve, qui était du 15 août. Il voyait dans une pareille conduite et dans la série d'incidents qui se renouvelaient à chaque instant contre les Français un dessein prémédité d'interdire indirectement le commerce de France, au détriment de l'égalité de traitement entre les Français et les autres étrangers que stipulaient les traités. Cette fois Feuquières fut approuvé par Louis XIV, qui était bien résolu à traiter l'incident d'un point de vue politique et à ne pas entrer, comme le voulait l'ambassadeur, dans des chicanes juridiques⁶⁵.

Le 3 avril nouveau mémoire de Feuquières à los Balbases pour expliquer les raisons de la conduite de Louis XIV. Le roi de France, disait-il en substance, prépare un armement et il a interdit l'envoi d'aucunes marchandises en Espagne pour la Flotte des Indes afin de défendre ses sujets contre les vexations continuelles des Espagnols. Il exposait une fois de plus le tort fait au commerce français et réclamait la répartition de l'indult sur toutes les nations étrangères. Dès qu'elle sera faite, l'armée navale du maréchal d'Estrées se retirera. En cas de refus, l'exécution par les vaisseaux français des ordres du Roi ne devra pas s'entendre comme étant une atteinte à la trêve que Louis XIV continuera à observer au contraire inviolablement⁶⁶.

C'était un véritable ultimatum, et il produisit un grand effet à Madrid. Les esprits en furent aigris contre la France, et l'ambassadeur de l'Empereur en profita

65. Seignelay à Feuquières, 28 mars 1686 (Paris, A. N. K. 1359, n° 3).

66. A. E. Corr. polit. Espagne, 69, fol. 292.

pour exciter Charles II contre Louis XIV. On alla même jusqu'à pressentir l'ambassadeur hollandais pour savoir si l'on pouvait compter sur une aide navale. Cependant los Balbases laissait entrevoir plus d'optimisme⁶⁷. Le 16 avril, il répondit aux trois mémoires de Feuquières du 31 décembre 1685, du 2 mars et du 3 avril 1686. L'Espagne soutenait toujours son point de vue, invoquant la défense générale faite aux étrangers de trafiquer en Amérique et l'état de guerre entre elle et la France. Les Français tombaient donc en vertu des lois sous le coup de la confiscation, et à cause de la guerre, sous le coup de la représaille. Répondant à l'assertion de Feuquières que la taxe du Mexique avait eu lieu après la trêve, los Balbases affirmait le contraire : la taxe s'était faite le 24 janvier 1684. Sept mois avant la trêve les commerçants qui avaient avancés fonds de 500.000 pesos et qui avaient reçu un *despacho* les autorisant à le récupérer sur les effets des Français, avaient fait la répartition en juillet 1684, un mois avant la trêve. La France invoquait l'article XXII des Pyrénées, pour réclamer la restitution des effets non encore attribués, mais cet article ne concernait que les restitutions à faire à cette époque, dans le cas présent le traité de trêve se référait à l'article XXII de Nimègue qui disait que tout ce qui avait été confisqué pendant la guerre ne pourrait pas être réclaté. Les saisies avaient donc été faites à juste titre, et l'on était mal fondé à en réclamer la restitution.

Autre point : la France se plaignait de ce qu'on frappait les marchandises françaises de manière à interdire en fait le commerce français en Espagne. C'était inexact : les saisies du Mexique avaient eu lieu « à raison des fonds et effets appartenant aux Français ». C'était en connaissance de cause et sur des indices certains (*con*

67. Patoulet à Seignelay, 10 avril 1686 (Paris. A. N. Marine. B7. 211).

supuestos fijos y arreglados al caudal que a cada uno pertenece) et non point « par un jugement imaginaire et par une connaissance extra-judiciaire » que les députés avaient procédé à la saisie. C'est que les Députés étaient informés de l'intérêt que les Français avaient sur la Flotte : c'étaient là des choses connues entre commerçants et le Roi avait laissé au Commerce, moyennant un indult de 500.000 pesos la connaissance de cette affaire. S'il avait usé de toute la rigueur des lois cela aurait coûté beaucoup plus cher aux Français.

Enfin la France se plaignait de ce que ses sujets étaient traités plus durement que les autres. C'était faux : quand les motifs avaient été pareils on n'avait excepté aucune nation. En 1684 il n'y avait pas de raison de guerre pour poursuivre les autres étrangers. Cependant l'Espagne consentait à suspendre l'exécution de la taxe. Le Roi donnait l'ordre de former une junte qui réglerait la part de chacun dans l'indult, avec l'avis du Consulado, et en dédommageant ceux qui auraient payé indûment⁶⁸.

Dans ce mémoire la thèse espagnole était exposée avec autant de rigueur que le premier jour : malgré la menace d'une démonstration navale, l'Espagne ne cédait pas d'un pouce. Nous serions fort embarrassés pour juger ce conflit, si Patoulet et, d'après lui, Feuquières ne nous avaient laissé des éléments précieux d'information.

Les 3, 4 et 5 avril 1686, Patoulet a écrit à Seignelay trois lettres fort intéressantes, dont Feuquières a repris la substance dans une lettre au Roi du 6 avril⁶⁹. Elles donnaient partiellement raison aux Espagnols et elles

68. A. E. Corr. polit. Espagne, 69, fol. 295. Voir la traduction fol. 297, et un autre exemplaire, Paris, A. N. K. 1359, n° 3.

69. Paris, A. N. Marine, B7, 211 et K 1359.

étaient susceptibles de modifier la ligne de conduite de Louis XIV.

D'après l'enquête qu'il avait faite à Cadix, Patoulet estimait que les Malouins étaient mal informés ou que, lors de son passage à Saint-Malo, ils avaient voulu lui cacher la vérité. En effet les Français jouissaient à Cadix d'une situation morale très avantageuse : depuis l'affaire du Saint-Jacques en 1672, il n'y avait eu aucun incident dont le consul n'eût obtenu satisfaction, tandis qu'on n'aurait pas pu en dire autant des autres étrangers. Si en 1678, au départ des Galions, les juges de la Contratacion avaient confisqué des marchandises françaises à bord, sans inquiéter celles des autres pays, c'était qu'on était encore en guerre. « On n'en doit donc blâmer que l'impudence et l'avidité de nos négociants. » Quant à l'indult, Patoulet ne croit pas à une résolution prise par le Conseil d'Espagne de ruiner le commerce français, comme le disaient les négociants. « J'ai pénétré dans le fond de leur intérieur, et j'ai connu qu'ils en avaient déguisé les circonstances pour engager plus promptement le Roi à leur en faire faire la restitution, et que c'est elle uniquement qui leur a fait publier l'interdiction de notre commerce avec tant de bruit et d'éclat. Ils ont bien jugé que Sa Majesté prendrait sur cette interdiction des résolutions extrêmes. Ils ont raisonné sur sa puissance et sur la faiblesse des Espagnols, et ils se sont persuadés que dès qu'Elle leur présenterait la force de ses armes, ils se rendraient à ses volontés, et ordonneraient la restitution de la taxe qui avait été imposée sur leurs commissionnaires. C'est sur cette persuasion qu'ils ont aigri le Roi et qu'ils ont donné à cette affaire cette fâcheuse explication, et c'est dont ils sont convenus avec moi en particulier et en commun, et que s'il n'en avait jamais été parlé que comme d'un effet de guerre, ils auraient dans le temps de la paix continué leur commerce avec la

même liberté que par le passé. Ils sont à présent bien fâchés, et ils craignent que l'engagement où ils ont mis Sa Majesté ne soit une occasion de rupture entre les deux couronnes, et que ce grand armement qu'ils ont demandé avec tant d'instance pour faire seulement peur aux Espagnols, ne dépense ces esprits orgueilleux, et qu'ils n'aient mieux courir les risques de tous les événements qui en pourraient arriver que d'avouer leur faiblesse par la restitution d'une chose qui leur est demandée avec tant de hauteur et de menaces. »

Quant aux conséquences de cette affaire pour le commerce, elles n'étaient pas aussi désastreuses qu'on l'avait dit au Roi. Les marchandises françaises ne se trouvaient pas du tout boycottées, pour user d'un mot moderne. Les Français continuaient à en faire passer aux Indes, et les étrangers en achetaient déjà en vue de la prochaine Flotte.

Ces constatations étaient graves. Que pouvait-on faire pour sortir de cet incident avec honneur ? Patoulet estimait que maintenant qu'on était engagé il fallait obtenir une satisfaction. D'ailleurs l'ambassadeur s'y employait avec un esprit très juste. Mais le but essentiel à atteindre était la paix, qui est le principal intérêt du commerce. Si dans le passé ce dernier avait été troublé « ce n'a été que par la suite des diverses guerres que le Roi a entreprises contre l'Espagne. » Patoulet ajoutait : « Je crois qu'il n'y a rien d'aussi important pour rendre à ce commerce ses premiers avantages que de rétablir la confiance par des assurances effectives de la paix. » Sans doute il fallait s'efforcer d'obtenir une satisfaction entière, « mais tout ce qu'on pourra faire pour l'obtenir entière n'aura pas de meilleur effet qu'un accommodement quelconque. » Tous les négociants étaient d'accord là-dessus « à l'exception de deux ou trois qui perdent considérablement dans la répartition de la taxe, qui

voudraient que les choses se poussassent à toute extrémité. »

Et comme morale de cette histoire, Patoulet mettait en garde le ministre contre les commerçants « qui se plaignent volontiers et qui engagent aisément Sa Majesté dans une affaire particulière, comme si elle était générale, et lui donnent ordinairement le tour qu'ils croient qui doit plus tôt leur faire recevoir satisfaction, sans se soucier d'en donner au Roi les connaissances certaines de ces circonstances, n'ayant point d'autre fin que leur intérêt particulier. Ainsi, Monseigneur, vous devez toujours être en garde contre les plaintes qu'ils vous font sur ce sujet. »

Feuquières n'était pas moins affirmatif. Sa lettre pleine de considération pour Patoulet, serait à citer tout entière⁷⁰. Il accusait les commerçants français d'avoir affirmé une chose fausse, à savoir que la taxe avait été faite depuis la Trêve, tandis que l'Espagne soutenait le contraire, « ce qui change beaucoup l'affaire, laquelle n'aurait été qu'un effet de la guerre, sans conséquence pour l'avenir, au lieu qu'ils l'ont fait passer pour une entreprise sur les traités, de laquelle Votre Majesté avait sujet de se ressentir, en quoi il y a une grande différence. »

Il ajoutait : « Il est si faux que la taxe décrédite les Français et empêche le débit de leurs marchandises comme ils l'ont publié, que jamais le commerce ne s'est mieux fait ni si hautement qu'à présent. Preuve de quoi, Sire, et qui marque bien que le débit n'est point empêché c'est qu'un vaisseau d'avis qu'on envoyait depuis quelques mois de Cadix aux Indes, n'ayant pas eu le temps de charger de marchandises françaises, et s'étant arrêté aux Canaries pour les attendre, ces mêmes gens y en ont

70. Elle se trouve dans Paris, A. N. K. 1359.

envoyé la charge d'un bâtiment français qu'ils ont frété exprès, sous le nom de leurs commissionnaires espagnols, et ils en frètent encore présentement un autre à la même fin, avec une hardiesse indicible, contre-venant au vu et au su de toute l'Espagne non seulement aux ordonnances qui défendent aux étrangers de trafiquer aux Indes, mais aussi fraudant les droits de la Douane de Cadix. »

Il s'expliquait avec précision sur la participation des Français au commerce des Indes, qui était en Espagne un secret connu de tous : « Elle est connue en détail dans tout le pays et dans les Indes encore qu'il n'en faille jamais parler pour y fonder un droit, mais seulement il est impossible de la découvrir juridiquement, à cause que ceux de la Contratacion et Consulat de Séville, et généralement tous ceux du pays qui s'enrichissent, aident à le couvrir; jusque là que l'excommunication n'y fait rien et qu'un homme exposerait son honneur et sa vie, s'il avait révélé en justice ce prétendu secret. Et cela, Sire, va si avant que, lorsqu'on veut faire un indult, les députés du Consulat qui en ont la commission s'adressent aux commissionnaires mêmes, et ceux-ci leur communiquent et mettent entre les mains les livres de facture sur lesquels on fait la taxe proportionnellement à l'intérêt que chacun a à la Flotte ou Galions. Et jamais il n'est arrivé que sur cette connaissance personne, quoique coupable contre les ordonnances, ait été inquiété, non plus que sur sa confession sacramentelle⁷¹. »

Il achevait en défendant une fois de plus le projet de solution juridique du conflit qu'il avait proposé et que Louis XIV avait condamné : « C'est une des raisons pour lesquelles je n'ai pas cru qu'on me prit au mot, quand j'ai ouvert l'expédient de procéder juridique-

71. Il revient sur ce sujet dans une lettre à Seignelay du 7 avril 1686, *ibid.*).

ment contre les coupables, et non pas *por juicio imaginario*. » Cet expédient ne ferait pas durer l'affaire plus longtemps que si l'on poursuivait la restitution de l'indult. Au contraire cela la terminerait, parce que l'acceptation de ce principe arrêterait le paiement des taxes qui n'étaient pas encore payées. Pour celles qui l'étaient déjà, ce ne serait que des affaires particulières, quin'empêcheraient en rien dès lors le cours du commerce. En outre cette procédure juridique montrerait aux étrangers un moyen assuré de trafiquer à l'avenir sans danger aux Indes. Il suffirait de laisser chez les notaires des contrats de vente ou d'échange des marchandises. Cette procédure ne serait d'ailleurs pas aussi avantageuse au Roi d'Espagne que les indults, qui lui assuraient un revenu certain sur le plus clair du profit de tous les négociants.

Ainsi les agents d'exécution se retournaient respectueusement vers le Maître pour désapprouver sa politique. Sous la forme volontairement atténuée, on sentait une opposition très nette, et cette tendance, qui existait depuis longtemps chez l'ambassadeur n'avait été que confirmée par celui-là même que l'autoritarisme de Seignelay avait placé près de lui pour le documenter, le pousser en avant, et le contrôler⁷². On imagine l'effet que dut produire sur le Louis XIV des Chambres de Réunions et sur ses ministres dociles et durs, Croissy et Seignelay, la leçon d'un petit commissaire de la Marine qui osait dire : « La guerre à différentes reprises a été la seule cause de perte pour le commerce depuis 1667. Le commerce a besoin de la paix. Tout ce

72. Certains marchands de Cadix avaient déjà dénoncé le modérantisme de Patoulet et de Feuquières. On lit en effet dans la lettre du 4 mars 1686 adressée par un de ses correspondants à François Moreau et citée plus haut : « M. Patoulet est toujours ici. Il est porté pour la modération et M. l'Ambassadeur plus que lui. »

que le roi pourra faire pour la restitution des 500.000 écus ne vaudra pas un bon accommodement⁷³. »

La réponse ne se fit pas attendre : c'était un blâme formel : « Je ne puis m'empêcher de vous dire écrivait Seignelay à Patoulet le 19 avril 1686⁷⁴, qu'il y a une infinité de choses dans lesquelles vous raisonnez d'une manière que le Roi n'a pas trouvée juste, et, pour commencer par ce qu'il y a de plus important, vous écrivez que les marchands ont excité Sa Majesté par des intérêts particuliers à faire le puissant armement auquel elle s'est résolue, et que jamais les Espagnols n'ont donné plus de liberté au commerce qu'ils en donnent à présent, que la saisie faite au Mexique a été faite pendant la guerre, et qu'ainsi elle ne doit être regardée que comme un acte d'hostilité que la guerre autorisait, et vous assurez à cet égard que les Espagnols n'ont point eu de mauvaise intention dans cette occasion, et que les marchands français sont convenus avec vous qu'ils auraient gagné de ne point exciter Sa Majesté à faire ce grand armement. Sur tout ce grand raisonnement je vous dirai premièrement qu'il est extraordinaire que vous ayiez pu penser que les marchands français aient eu une si grande part à la résolution que sa Majesté a prise, et vous devez être persuadé que cela a été résolu en grande connaissance de cause, et que sa Majesté l'a estimé absolument nécessaire, dans l'état auquel était le commerce des Français en Espagne, puisque nonobstant ce que vous dites, il n'y a rien de plus certain que les vexations continuelles qu'on a exercées en Espagne, contre les sujets de Sa Majesté, même depuis la Trêve⁷⁵.

73. Patoulet à Seignelay, le 5 avril 1686.

74. Paris, A. N. K. 1359, n° 3. Seignelay écrivit le même jour un court billet à Feuquières le renvoyant à la lettre adressée à Patoulet.

75. C'est faux. Le 6 mai 1686, Patoulet écrivait qu'aucune vexation ne s'était produite à Cadix depuis la trêve (Paris, A. N. Marine, B7, 211).

A l'égard de la saisie faite au Mexique, il n'est pas question d'examiner si elle a été faite avant ou après la publication de la Trêve, puisque cette saisie ne peut jamais être prise comme une représaille ou comme une confiscation d'effets appartenant à des ennemis, n'y ayant rien qui ait été plus fortement recommandé à M. de Feuquières, ni qui vous ait été plus précisément expliqué que de ne jamais parler de ces effets saisis comme appartenant aux Français, mais comme appartenant aux Espagnols, qu'ils ont achetés des mains des Français à Cadix, et d'appuyer toujours la demande qu'on fait de la part de Sa Majesté de cette restitution, sur la raison que les Espagnols ne voudraient plus acheter des marchandises françaises à Cadix, s'ils avaient à craindre que de cela seul qu'elles auraient été manufacturées en France, elles fussent sujettes aux saisies, même dans le Mexique, et qu'ainsi ce serait donner une exclusion aux Français, que les autres nations n'ont point, ce qui est formellement contraire au Traité des Pyrénées⁷⁶.

A l'égard des plaintes, des marchands français que vous dites, qui ne sont pas toujours bien fondées, le Roi en est informé comme vous, et en examine bien la vérité avant que de prendre aucune résolution en conséquence. Enfin le Roi niait que l'armement dût conduire à la guerre. Il se déclarait partisan de tout accommodement équivalent à la répartition de l'indult » pourvu que cela aille à ôter la distinction désavantageuse aux Français ». Il recommandait enfin de pousser vivement la négociation pour que les Français pussent débiter leurs marchandises avant le départ de la Flotte. Patoulet devait rester à Madrid tant que Feuquières l'estimerait à propos.

76. Le raisonnement de Seignelay n'est pas juste. Même si l'on affecte de considérer les marchandises françaises comme propriété des Espagnols, la mesure prise contre elles changeait de caractère suivant qu'elle avait été exécutée avant ou après la trêve.

Ainsi la France continuait à réclamer la restitution totale des saisies du Mexique et l'Espagne à la refuser au nom des lois des Indes. La controverse entre les envoyés français et leur gouvernement n'avait pas fourni de moyen de sortir de l'impasse. Avant d'avoir reçu le blâme royal, Feuquières continuant à agir d'après les instructions précédentes, écrivit le 19 avril à Los Balbases pour lui accuser réception de la réponse espagnole et lui déclarer qu'elle n'était pas satisfaisante : elle ne concluait rien en effet. Le Roi d'Espagne se contentait de nommer une junte, ce qui était un moyen de traîner encore l'affaire en longueur. Feuquières demandait une proposition positive qu'il pût envoyer à son maître et il renouvela sa demande le 22 avril, différant toujours d'envoyer à Versailles le texte de la réponse espagnole du 16. Il obtint une réponse le 25⁷⁷.

L'Espagne offrait de rendre 250.000 pesos sur les 500.000, d'abord en ne levant pas ce qui restait à lever au Mexique de la taxe, puis en payant le reste moitié au retour des Galions qu'on attendait, moitié au retour de la Flotte qui allait partir. En échange de cette restitution, Louis XIV devrait rendre les biens des Flamands qu'il avait saisis, en représaille tant pour l'affaire du Mexique, que pour celles des navires détenus à La Corogne et à Malaga et qui venaient d'être réglées. En outre les Espagnols ne seraient inquiétés nulle part par l'armée navale de France ou les troupes de terre.

Cette réponse arriva le jour où Patoulet venait d'écrire à Seignelay pour l'engager à accepter même une restitution partielle. Le lendemain, après avoir pris connaissance de la réponse espagnole, il confirma sa lettre de la veille. Il était d'avis d'accepter les 250.000 pesos et

77. A. E. Corr. polit. Espagne, 69, fol. 299. Voir la traduction de la réponse espagnole dans A. E. Corr. polit. Espagne, 70, fol. 221 ou Paris, A. N. K. 1359, n° 3.

demandait une prompte déclaration sur les intentions du Roi, afin de rassurer le commerce de Cadix, qui, dans la crainte d'une rupture, se trouvait presque paralysé. Le 7 mai il revint à la charge pour recommander de céder, faute de quoi les Français couraient le risque de perdre tout ou partie de ce qu'ils avaient sur les Galions et de manquer par l'ajournement du départ de la Flotte de gros bénéfices, bien supérieurs à la somme de 250.000 pesos qu'on sacrifierait. Puis Patoulet quitta Madrid peu après⁷⁸.

Mais le Roi resta ferme dans son point de vue. Dans sa réponse du 6 mai, il maintint sa demande de restitution entière, parce que la saisie du Mexique avait été faite *après* la trêve, en octobre et en novembre 1684, par des députés du Consulado qui, excédant leurs pouvoirs, avaient saisi *toutes* les marchandises originaires de France, au lieu d'une somme de 500.000 pesos seulement sur les biens appartenant aux Français. Il contredisait donc nettement l'assertion de Los Balbases qui prétendait que la saisie avait été partiellement exécutée en juillet. En outre l'offre de restitution de 250.000 pesos lui paraissait illusoire, car la partie de cette somme qui serait représentée par les taxes non encore payées pourrait toujours être exagérée à dessein par les Espagnols, et parce que les modalités de paiement offertes pour le reste paraissaient bien trop éloignées. Il maintenait donc la menace de démonstration navale, laquelle entraînant le refus des marchands étrangers de charger sur la Flotte, risquait d'empêcher celle-ci de partir, et de priver ainsi l'Espagne dans l'avenir de ses seules ressources financières. Ces arguments furent exposés par Feuquières à Los Balbases dans un mémoire du 17 mai 1686⁷⁹.

78. Paris, A. N. Marine, B7, 211.

79. La réponse française est contenue dans deux lettres à Feuquières

La démonstration navale et la fin de la crise

Pendant que ces négociations avaient lieu en Espagne, on préparait en France l'armement destiné à faire céder les Espagnols.

Tous les mémoires des commerçants français que nous avons cités au début de 1686, sont unanimes sur la nécessité d'envoyer une très forte escadre, de manière à obtenir le maximum d'effet, et à décourager les Espagnols dans leur résistance et les Hollandais dans leur intention de les soutenir.

Tous insistaient aussi sur la nécessité d'agir vite, *avant* l'arrivée des Galions, qu'on attendait en mai ou juin, afin que tout fût réglé avant cette date, et que les commerçants français, qui avaient des effets à bord, pussent les recevoir, afin de pouvoir aussi menacer d'attaquer les Galions si l'affaire n'était pas résolue. De même il fallait tout terminer avant juillet, date extrême du départ de la Flotte de Nouvelle-Espagne, afin de permettre aux Français d'y charger leurs marchandises.

Dans ses instructions aux chefs d'escadre, Louis XIV tint le plus grand compte de ces indications⁸⁰. Il envisagea deux opérations conjuguées : une démonstration à Cadix et une attaque des Galions à leur arrivée en Europe. Le maréchal d'Estrées, vice-amiral de France, à qui devait incomber le commandement en chef, devait partir de Brest, après avoir envoyé aux Açores et aux Canaries deux frégates pour s'informer de l'approche des Galions. Son escadre devait être renforcée par deux

l'une du Roi, l'autre de Seignelay plus développée (Paris, A. N. K. 1359¹ n° 3). Voir le mémoire de Feuquières dans la Corr. polit. Espagne, 69, fol. ou dans Paris, A. N. K. 1359, n° 3.

80. On trouvera celles du maréchal d'Estrées, de Villette-Mursay et de Preuilly dans Paris, A. N. K. 1359, n° 4. Les plus longues et les plus intéressantes sont celles du maréchal d'Estrées. Elles ne sont pas datées mais sont vraisemblablement du mois de mars 1686.

navires qu'on armait au Havre. D'autre part, de Toulon devait partir le 8 avril au plus tard le duc de Mortemart avec sept vaisseaux, tandis que M. de Villette-Mursay devait partir de Rochefort. Ces trois escadres devaient se concentrer à Cadix. Elles étaient suffisantes pour faire équilibre à l'armée navale d'Espagne, qu'on armait en deçà des Puntales (seize vaisseaux), à trois vaisseaux attendus de Hollande, à six vaisseaux Hollandais que le prince d'Orange avait obtenu des Etats généraux, et à l'escadre hollandaise du comte de Stirum (quatre vaisseaux).

En outre on armait encore dans les ports du Ponant dix vaisseaux, sous le marquis de Preuilly, pour croiser sous les caps Finisterre et Ortegal et y attendre les Galions, pour le cas où ils auraient reçu l'ordre de gagner La Corogne ou Santander. Preuilly devait se tenir en contact avec d'Estrées et lui obéir. L'amiral devait le renforcer s'il apprenait que les Galions se dirigeaient de son côté avec une escorte supérieure à lui.

A Cadix, dès son arrivée, d'Estrées devait convoquer à son bord le consul et l'envoyer avec un de ses officiers expliquer au Gouverneur de la Place et au Commandant de l'armée navale espagnole les raisons de sa présence. Il devait déclarer qu'aussitôt que la saisie faite au Mexique aurait été changée en un indult réparti sur toutes les nations, il se retirerait laissant au commerce liberté entière. Le Roi lui prescrivit de se poster dans la baie de manière à empêcher la sortie de l'escadre espagnole, sans pourtant se mettre sous le canon de la ville ou des Puntales. Si les Espagnols voulaient sortir avant d'avoir donné satisfaction, il devait leur livrer bataille et les détruire. S'ils se contentaient de refuser satisfaction, il devait demeurer devant Cadix tout le temps nécessaire pour empêcher la Flotte de Nouvelle-Espagne de partir cette année-là. Si le comte

de Stinm venait à Cadix, il devait lui interdire d'opérer la jonction avec les Espagnols, et lui permettre seulement de mouiller hors de la baie, à une distance suffisante pour que les vaisseaux français ne fussent pas entre deux feux. S'il refusait de se conformer à cette invitation il devait le combattre. Afin de ne pas compliquer la situation avec les Espagnols, Louis XIV permettait à d'Estrées de ne pas soulever avec eux la question du salut, qui était toujours ouverte, mais il devait le faire avec les Hollandais et les combattre pour cela au besoin.

Si les Galions arrivaient à Cadix, il devait les attaquer, soit en détachant contre eux quelques vaisseaux, soit en opérant lui-même. S'il s'en emparait (et nous retrouvons les mêmes prescriptions dans les instructions données à Preuilly) il devait avant tout éviter le pillage, faire sceller par deux commissaires les écoutilles, et faire restituer entre leurs mains ce qui dans le feu de l'action aurait pu être dérobé. Il devait ensuite conduire les Galions sous escorte à Brest.

Si les Espagnols cédaient et quand ils auraient donné des garanties certaines de l'exécution de leurs promesses, sur l'avis de Feuquières et des marchands, il pourrait quitter Cadix, disloquer l'armée navale et la faire rentrer dans les ports pour désarmer, non sans avoir laissé 5 vaisseaux à Cadix sous Gabaret, afin de protéger l'embarquement des retours des Français venus par les Galions. Des instructions concordantes furent données de même à Villette-Mursay et à Preuilly.

Les Espagnols étaient très inquiets. Ils s'efforçaient fiévreusement d'armer le plus de vaisseaux possible, mais ils manquaient de matelots. Aussi battaient-ils le rappel de tous ceux qu'ils pouvaient trouver, même parmi les étrangers et ils en faisaient venir de Biscaye avec

des vaisseaux⁸¹. Les matelots des tartanes françaises, qui faisaient la pêche ou le cabotage autour de Cadix, se laissèrent même tenter, malgré les efforts du Consul, par l'offre qu'on leur faisait de leur avancer six payes d'un coup. Mais une fois payés beaucoup désertaient.

La panique avait gagné la population à cause de la menace des galiotes à bombes, dont l'effet avait été terrible à Gênes. Les étrangers sollicitaient vivement le Consulado de Séville de répartir la taxe sur tout le monde, comme le demandait la France, pour éviter le bombardement. Les plus inquiets étaient les Italiens « qui, dit un document ont la mémoire récente des effets des bombes ». Une dizaine d'entre eux avaient même rédigé une supplique au gouvernement espagnol dans ce sens mais on leur fit remarquer qu'en se mêlant trop activement de cette question, ils révéleraient l'intérêt qu'ils pouvaient avoir sur les Flottes et les Galions, et ils ne l'envoyèrent pas. Ils se contentèrent d'écrire au Nonce à Madrid pour le prier d'intervenir en faveur d'un accommodement⁸². Quant aux négociants français, ils craignaient le déchaînement contre eux d'un mouvement populaire, et ils commencèrent à quitter leurs maisons et à se retirer sur les navires marchands dans la baie⁸³.

Ce fut M. de Villette-Mursay qui arriva le premier de Rochefort avec 3 vaisseaux et un brûlot (21 avril). Son arrivée accrut l'inquiétude et persuada les plus incrédules. On décida alors de retarder le départ de la Flotte de Nouvelle-Espagne. Le 8 mai entra dans la baie à son tour le duc de Mortemart avec l'escadre de Toulon, et le 11 enfin le maréchal d'Estrées. L'armée navale française comptait en tout 40 gros vaisseaux, 20 galiotes à bombes,

81. La Lande-Magon à Seignelay, 21 avril 1686 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 340). Voir également sa lettre du 5 mai et celle qu'il écrivit à Villette le 24 avril (*ibid.*, fol. 347 et 343).

82. La Lande-Magon à Seignelay, 28 avril 1686, déjà cité.

83. Voir les lettres de Catalan citées plus haut.

9 brûlots et de nombreux bâtiments auxiliaires⁸⁴. A la fin d'avril on avait eu l'avis que les Galions, attendus en juin, n'arriveraient pas avant le mois d'août au plus tôt. L'opération projetée contre eux tombait donc, et Preuilly, qui se préparait à Brest, reçut le 1^{er} mai l'ordre de rallier d'Estrées à Cadix; il devait seulement à la première nouvelle du retour des Galions, rejoindre son emplacement de croisière au cap Finisterre. Cependant comme on signalait un vaisseau isolé venant de Nouvelle-Espagne chargé de 4 millions d'or, la *Thérèse*, qui pouvait aussi bien gagner les ports du Nord que Cadix, et comme les Espagnols faisaient venir des vaisseaux de Saint-Sébastien et de Santander pour renforcer leur escadre de Cadix, Forant fut détaché avec 4 vaisseaux et 2 barques pour croiser devant les caps Finisterre et Ortegal afin de les attendre et de les intercepter⁸⁵.

Malgré les ordres pressants de la Cour et l'activité qu'il déployait, malgré l'argent que lui avaient prêté les commerçants espagnols, le comte d'Aguilar n'était pas arrivé à équiper plus de 10 navires. La concentration rapide des Français avait prévenu la jonction des Espagnols et des Hollandais. L'inégalité des forces était donc considérable. Aguilar se proposait de porter sa flotte au chiffre de 23 vaisseaux avec 4 brûlots, mais il était toujours ralenti par la difficulté de former des équipages complets et homogènes, malgré l'argent qu'il dépensait pour cela. Le 24 mai il lui fallait encore douze ou quinze jours, et la Cour le pressait de sortir des Puntales et d'aller se porter à l'entrée de la baie ce qui devait provoquer l'attaque du maréchal d'Estrées⁸⁶. Le dénouement ap-

84. Voir la correspondance de Catalan et les lettres de Delagny, directeur du commerce à M. Chabert, consul de France à Amsterdam, le 6 mai 1686 et à La Lande-Magon le 8 mai (Paris, A. N. Marine, B7, 58). Voir également les Mémoires du Marquis de Villette (Soc. hist. de France), Paris, 1844, p. 78-90. Il exagère un peu son rôle.

85. Tous ces ordres sont dans Paris, A. N. K. 1359, n° 4.

86. Catalan à Seignelay, 24 mai 1686 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 353).

prochait donc et tout le monde était dans la fièvre à Cadix, le consul de France était seul de sa nation à être resté dans la ville avec sa famille⁸⁷.

L'arrivée de la flotte française à Cadix fit également à Madrid un effet décisif. Au fond, comme l'indique Feuquières, le gouvernement espagnol ne croyait pas à la réalité de l'armement français. Il y crut désormais et l'étonnement de tout le monde fut profond « à la vue d'une si grande et si agile puissance qui a paru plus tôt qu'on n'a pu croire qu'elle se préparât ». Au reçu du mémoire de Feuquières du 17 mai qui, d'après les ordres de Louis XIV maintenait la demande de remboursement total des 500.000 pesos, le Roi d'Espagne tint trois conseils qui durèrent jusqu'à 2 et 3 heures du matin. Enfin le 21 mai Los Balbases vint apporter à Feuquières la nouvelle de l'acceptation de l'Espagne⁸⁸. La taxe de 500.000 pesos devait être répartie également sur toutes les nations y compris les Français; la somme serait payée à la prochaine venue des Galions sans attendre celle de la Flotte; on en déduirait les quotes-parts qui n'avaient pas encore été payées. L'Espagne donnerait cette assurance par écrit en échange de la promesse de Feuquières de faire retirer les vaisseaux français; une fois ceux-ci retirés l'Espagne exécuterait sa promesse. En effet Los Balbases avait refusé par point d'honneur de donner la promesse écrite tant que l'armée navale était à Cadix, pour ne pas avoir l'air de céder à une menace. Or l'ambassadeur n'avait promis le retrait des vaisseaux qu'après l'exécution de la promesse : il y avait donc là une difficulté. Feuquières aurait sur ce point cédé volontiers, mais il y en avait une autre. L'Espagne pouvait en exagérant la valeur des quotes-parts de taxe non encore

87. Catalan à Seignelay, 12 mai 1686 (*ibid.*, fol. 349).

88. Feuquières au Roi, 19 et 22 mai 1686 (Paris, A. N. K. 1359, n° 3 et Marine, B7, 211).

payées, diminuer considérablement par là la somme à restituer. L'ambassadeur fit observer que le Consulado avait pris 130.000 pesos en plus sur des marchandises françaises et cette somme était à peu près équivalente au total des quotes-parts impayées qu'on évaluait à 128.000 pesos. Les deux sommes se compensaient donc à peu près et la France pouvait maintenir sa prétention de toucher 500.000 pesos tout en acceptant la proposition espagnole de tenir compte des quotes-parts impayées. Néanmoins Feuquières demanda sur ce point, le 22 mai les instructions de Louis XIV⁸⁹.

Une lettre de Seignelay datée du 29 mai se croisa avec les siennes : elle l'informait que d'Estrées avait l'ordre de se retirer dès que le Conseil d'Espagne aurait consenti à la restitution de la somme totale des 500.000 pesos, mais on prescrivait à l'ambassadeur d'exiger les sûretés suivantes : il devait demander un procès-verbal de la résolution prise par le Roi d'Espagne et des copies signées des ordres envoyés au Consulado de Séville. Pour couper court aux manœuvres dilatoires, d'Estrées avait ordre, si le 25 juin il n'avait pas de nouvelles d'un accommodement définitif, d'entrer en hostilités et de « tenter toutes les entreprises qu'il estimera possible ». Le 30 mai Seignelay répondit au courrier de Feuquières du 22 : Louis XIV consentait à ce que d'Estrées levât l'ancre en *même temps* que Los Balbases remettrait la promesse écrite de l'Espagne. Si cette concession ne suffisait pas, il fallait céder plutôt que d'envoyer encore un courrier demander des ordres. Sur la question des quotes-parts

89. *Ibid.* Feuquières écrivit aussi le même jour à Seignelay pour le prier de hâter l'envoi des instructions de manière à conclure la négociation le plus vite possible. Le résultat politique une fois obtenu, il fallait, en effet, ne pas empêcher de partir la flotte de Nouvelle-Espagne et éviter son renvoi à l'année suivante. Or elle devait partir au plus tard, à cause des vents du golfe du Mexique du 10 au 12 juillet. Voir également sur cette négociation la lettre de Feuquières à Seignelay par courrier ordinaire du 24 mai (*ibid.*).

non payées, le Roi donnait aussi des instructions conciliantes : c'est que le temps pressait pour l'envoi de la Flotte de Nouvelle-Espagne, qui ne pouvait se décider qu'après l'accommodement et pour lequel tous les marchands faisaient des vœux. En conséquence, le même jour, le 30 mai, Louis XIV donna à d'Estrées l'ordre de partir pour Tanger, mais huit jours après il devait envoyer une frégate prendre à Cadix les lettres de Feuquières : Si les ordres du Roi d'Espagne n'avaient pas été exécutés, l'amiral devait revenir à Cadix et y rester jusqu'à ce que l'ambassadeur lui eût envoyé copie des ordres. Si l'exécution avait eu lieu il devait rentrer en France et désarmer⁹⁰.

L'affaire finit par se conclure le 10 juin 1686 par un échange de lettres entre Los Balbases et Feuquières⁹¹. L'Espagne renonçait à discuter sur la date de la représaille, elle promettait de faire une taxe générale de 500.000 pesos sur les retours des Galions qu'on attendait. Avec cette somme on rembourserait les personnes qui avaient été taxées au Mexique en 1684 pour avoir apporté en 1683 des marchandises françaises. Les taxes non encore payées seraient annulées. Tous les Espagnols bénéficiaires de ce remboursement étaient tenus de payer leurs créanciers sur lesquels ils avaient fait retomber la taxe. Tout cela devait être exécuté deux mois après l'arrivée des Galions. Par contre immédiatement le Roi de France consentait à retirer ses vaisseaux et à ne porter aucun préjudice direct ou indirect aux domaines ou aux navires espagnols.

C'était enfin la tranquillité pour le commerce, mais elle arrivait trop tard pour permettre d'envoyer cette année-

⁹⁰. Seignelay à Feuquières les 29 et 30 mai 1686; Le Roi au maréchal d'Estrées les 29 et 30 mai 1686 (Paris, A. N. K. 1359, n^o 3 et 5).

⁹¹. On en trouve le texte dans A. E. Corr. polit. Espagne, 69, fol. 312 et dans Paris, A. N. Marine, B7, 211.

là la Flotte en Nouvelle-Espagne. On en remit le départ au mois de mars 1687, et l'on se contenta d'envoyer deux navires d'azogues pour transporter le vif-argent nécessaire aux mines et amener un nouveau Vice-Roi⁹².

D'Estrées partit de Cadix le 17 juin pour Tanger. Le comte d'Aguilar sortit trois jours après pour aller attendre les Galions vers le cap Saint-Vincent⁹³. Mais dans le nord de la Péninsule un incident surgit : Forant, qui croisait près du cap Finisterre, et qui ignorait encore l'accommodement, captura le 28 juin deux Galions espagnols expédiés de Santander à Cadix et les conduisit en France. Peu auparavant un vaisseau hollandais chargé de cordages et d'agrès pour la marine espagnole avait été arrêté au port de Camarinas en Galice. Louis XIV les fit tous les trois relâcher⁹⁴. Quant au remboursement de l'indult, il eut lieu après l'arrivée des Galions en septembre. Cependant certaines contestations traînèrent jusqu'en avril 1687⁹⁵.

La conclusion qu'on pouvait tirer de cette retentissante affaire, c'était que le Roi de France avait fait reconnaître définitivement le principe de l'égalité de traitement des sujets avec les autres nations dans le commerce des Indes. Mais le procédé employé devait laisser subsister quelque rancune en Espagne et quelque hostilité en Europe. En outre la rupture qui survint entre la France et l'Espagne en 1689 donna aux Espagnols l'occasion de remettre en question le résultat acquis.

92. Catalan à Seignelay, 16 juin 1686 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 360).

93. Catalan à Seignelay, 24 juin 1686 (*ibid.*, fol. 363).

94. A. E. Corr. polit. Espagne, 69, fol. 314 et suiv.

95. Voir le *Mémoire sur l'affaire du Mexique par le Sr Catalan* (1686), Paris, A. N. Marine, B7, 211; la note de l'ambassadeur au marquis de los Velez du 15 avril (*ibid.*, Marine, B7, 212). Lettre de Cadix du 25 avril 1686 communiquée à Delagny; voir une autre adressée à F. Moreau à Saint-Malo de Cadix, le 25 août (Paris, A. N. Marine, B7, 211).

L'incident de 1689-1692⁹⁶.

Les Français, de nouveau confiants dans l'avenir, avaient fait venir de France une grande quantité de marchandises qu'ils avaient confiées, comme d'ordinaire, à leurs commissionnaires espagnols. Même après la rupture du 15 avril 1689, elles furent chargées sur les Galions librement parce qu'elles étaient arrivées en Espagne au temps de paix, qu'elles avaient payé les droits de douane et qu'elles semblaient appartenir à des Espagnols. Mais le gouvernement de Madrid, qui avait ordonné une saisie générale des biens des Français, chercha à découvrir ceux qui étaient engagés dans le commerce des Indes. Pour cela il fit ouvrir les lettres de quatre malles postales destinées à la Flandre et à l'Italie, et il se convainquit par là que les Français avaient conservé de gros intérêts sur les Galions. Menaçant d'exercer son droit de représaille, il envoya donc à Cadix un juge extraordinaire, qui conclut avec toutes les nations un accommodement, par lequel moyennant une somme de 420.000 pesos, le Roi fermerait les yeux sur la présence des effets des Français. En outre un indult supplémentaire de 200.000 pesos fut accordé pour les marchandises qui avaient été embarquées en fraude, sans payer les droits. Le Consu-

96. Les détails qui suivent sont empruntés aux documents suivants : *Représentation faite par le commerce de France établi à Cadix à Monseigneur de Ponchartrain, ministre et Secrétaire d'Etat* (12 août 1692). *Mémoire sur le commerce d'Espagne à l'occasion de l'indult des Espagnols en ladite année et de leur contravention et entreprise faites au préjudice des Français* (joint à la lettre de M. de la Guiole du 21 août 1692). *Mémoire sans titre sur le droit d'indult* (joint à la lettre de M. Guyole (*sic*) à Cadix du 19 août 1692). *Mémoire sur le fait de l'indult qui s'est exécuté en Espagne en 1692 sur les effets arrivés à Cadix en 1691 par les galions pour se venger de celui de 500 mille écus que le Roi les obligea à restituer en 1686 dans un même cas et qui avait été exigé en temps de guerre comme celui-ci* (1693 ou plutôt fin 1692). Tous ces mémoires se trouvent à Paris, A. N. Marine, B7, 216.

lado donna l'ordre à ses députés d'exiger les deux sommes aux Indes sur les commissionnaires qui portaient des articles de France, moyennant quoi ceux-ci devaient être exempts de toute espèce de recherche. Il y avait là un procédé analogue, à celui qu'on avait pratiqué en 1678 dans les mêmes circonstances, par lequel malgré la confiscation générale des biens des Français, une exception était faite pour le trafic américain. Cet accord était tellement accepté par le Conseil des Indes, que, quatre mois avant l'arrivée des Galions à Cadix, on publia dans toutes les villes maritimes de l'Andalousie un décret royal autorisant les marchands à s'en aller chez eux dès leur débarquement avec leurs effets, sans être soumis à aucun registre, car le Roi reconnaissait « qu'ils avaient payé tous les droits et contributions qu'ils devaient ».

Mais en novembre 1691, quand arrivèrent les Galions, le gouvernement espagnol avait changé d'avis. Désireux d'intercepter l'argent destiné aux Français et ayant besoin lui-même de grosses sommes pour payer ce qu'il avait promis à Guillaume III et aux autres Etats de la Ligue d'Augsbourg, il envoya à Cadix un juge extraordinaire qui se substitua au Président de la Contratacion dans la réception des Galions.

Le Juge passa à bord avec le Prieur et les Consuls de Séville. On mit des gardes sur tous les navires et l'on chercha un prétexte pour lever un indult considérable. On voulait lever 6 millions de pesos. Mais il n'y avait aucune contravention à punir, puisque le Roi avait vendu d'avance son pardon aux marchands pour l'emploi des marchandises françaises. Le seul prétexte qu'on aurait pu exploiter retombait sur les Espagnols, car il y avait pour 15 millions de pesos en lingots d'or et d'argent non estampillés, qui n'avaient pas payé aux Indes l'impôt sur les métaux précieux. Mais on ne voulait pas se servir de ce prétexte parce qu'on n'aurait pas pu frap-

per particulièrement les étrangers. On se contenta donc de lever sur les Espagnols détenteurs de ces lingots une contribution qui varia de 4 à 7 ou 8 % et l'on chercha autre chose pour atteindre les étrangers.

On s'avisa de prendre la somme dont on avait besoin à titre de représaille sur les intérêts des Français, et en violant la convention signée au départ. Il n'est pas défendu de voir là le résultat d'une action diplomatique anglo-hollandaise. Le Juge fit des recherches très minutieuses pour trouver trace des participations françaises, mais les commissionnaires espagnols ne les dénoncèrent pas. Il rendit compte à Madrid. On lui ordonna de prendre la somme en question sur les Génois, qui servaient alors d'intermédiaires aux Français pour leurs opérations en Espagne, on espérait que les Génois frappés par la taxe, se hâteraient de révéler ce qui était aux Français. Ce procédé échoua à son tour.

Alors le Conseil des Indes s'adressa au Consulado de Séville, c'est-à-dire à la corporation qui groupait tous les négociants espagnols du commerce des Indes. Il lui demanda une somme de 5 millions de pesos à prendre en premier lieu sur les biens des Français, à défaut, sur ceux des Génois, et si cela ne suffisait pas, sur les biens des autres nations et enfin sur ceux des Espagnols. Le Consulado résista d'abord⁹⁷. Dans une assemblée de généraux et de fonctionnaires tenue à Séville, il représenta que si le Roi ne respectait pas les traités conclus, il ne contribuerait plus désormais au chargement des Flottes et des Galions. La confiscation des biens des Français et des Génois était une violation manifeste des promesses faites, car on avait convenu que sous aucun prétexte on ne prendrait un plus gros indult que d'ordinaire. Il

97. Lettre de Cadix du 9 décembre 1691 citée par La Lande-Magon dans une lettre à Pontchartrain du 6 janvier 1692 (Paris, A. N. Marine, B7, 496).

finit pourtant par proposer le chiffre de 2 millions de pesos. Le Conseil des Indes réitéra plusieurs fois ses ordres. On finit pourtant en mars 1692 par s'entendre sur ce chiffre et le Consulado s'engagea en outre à payer l'armement naval et des salaires de matelots ce qui porta son sacrifice à 3.200.000 pesos selon les uns, 4 millions selon les autres. Mais ce fut à la condition que le Consulado seul fût chargé de lever cette somme et de la répartir. Le déchargement put avoir lieu. Comme les Galions avaient apporté plus de 40 millions, il aurait suffi d'une taxe générale de 8 % environ pour obtenir la somme.

Au début on put espérer que cette méthode équitable de répartition serait adoptée. Les commerçants espagnols les plus sensés étaient de cet avis et le Prieur du Consulado, D. Lorenzo de Zerza n'en était pas éloigné. Mais alors s'exerça l'influence du Conseil des Indes de Madrid. Préoccupé à la fois de procurer au Roi de l'argent et de ruiner la France commercialement pour mieux l'atteindre politiquement, il fit pression sur le Consulado. Il lui fit comprendre que le salut de la monarchie espagnole était entre ses mains : le Prieur et les Consuls pouvaient assurer à l'Etat de grosses sommes en les prenant sur les biens des étrangers et en particulier sur ceux des Français. Ils se laissèrent convaincre « ils oublièrent dit un document, leur qualité de défenseurs et pères du commerce, pour devenir les restaurateurs de la monarchie ». Ils décidèrent de faire une taxe non plus de 4 millions, mais de 10 à 12 millions de pesos. Pour y arriver ils intimidèrent les *navegantes*, c'est-à-dire les marchands qui avaient fait le voyage et joué le rôle de commissionnaires, leur montrant que s'ils ne révélaient pas les intérêts des étrangers, ils en souffriraient dans leur bien propre. Ils leur représentèrent également, d'autre part, qu'ils pouvaient bien leur révéler ce secret à eux, qui étaient les protecteurs du commerce, commerçants eux-mêmes

et non pas fonctionnaires du Roi. En même temps ils retinrent aux *navegantes* tantôt le tiers, tantôt la moitié, tantôt les $\frac{2}{3}$ de leurs retours, et, pour le leur faire accepter, ils disaient que ces taxes n'étaient que provisoires, et qu'après le déchargement des Galions et l'examen de ce qui appartenait à chacun, on leur ferait les restitutions équitables.

Naturellement les *uavegantes* se refusèrent à remettre aux Français ce qui leur revenait, étant incertains sur ce que le Consulado leur laisserait en définitive. Les uns cependant délivrèrent le quart, d'autres le tiers, d'autres la moitié de ce qui appartenait aux Français⁹⁸. En même temps ils se laissèrent persuader de révéler au Consulado le secret de leurs affaires avec les étrangers.

Ainsi armé, celui-ci laissa encore quelque temps planer le doute sur la manière dont serait faite la répartition. On était au mois de mai 1692 : un grand armement français, sous Tourville, se disposait à escorter en Irlande des secours pour Jacques II et l'on attendait dans toute l'Europe une grande bataille navale dont dépendrait la maîtrise de la mer. Le Consulado se souvenait de la visite du maréchal d'Estrées en 1686, et, si Tourville était victorieux, une pareille démonstration restait possible, tandis qu'on pourrait tout se permettre à Cadix contre les Français s'il était battu. L'échec de la Hougue (29 mai-3 juin 1692) vint rassurer les Espagnols. On attendit encore le départ de la Flotte de Nouvelle-Espagne, pour lui éviter toute représaille, et pour ne pas déterminer, par l'étalage d'exigences financières énormes, une paralysie de l'importation des marchandises étrangères qu'elle devait emporter. Dans cette période d'attente, parmi les étrangers chacun s'efforça de faire retomber la menace suspendue sur tous de préférence sur ses

98. Voir les mémoires cités plus haut, voir aussi La Lande-Magon à Pontchartrain le 30 mars 1692 (Paris, A. N. Marine, B7, 496).

ennemis. Les ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande à Madrid faisaient tous leurs efforts pour qu'on traitât bien leurs deux nations et qu'on surchargeât la France. Ils menaçaient leur alliée l'Espagne de représailles et répandaient des fausses nouvelles sur les événements militaires. Ils cherchaient à persuader l'Espagne de l'efficacité contre la France de la rigueur dans les affaires de commerce. D'autre part les commerçants français, notamment le Malouin de la Lande-Magon par ses correspondants à Cadix, représentaient au Prieur et aux Consuls qu'il était dangereux de pousser les choses à l'extrême, car le Roi de France, pour protéger ses sujets, pouvait les en faire repentir; ils agitaient la menace d'attaques contre les Flottes et d'un bombardement de Cadix. Ils cherchaient par là à les retenir dans la méthode d'un traitement égal de tous les étrangers⁹⁹.

Les biens des Espagnols se trouvèrent frappés de taxes comprises entre 2 et 8 %, ceux des autres nations entre 20 et 25 % et ceux des Français entre 38 et 60 %. On tira d'eux et des Flamands du pays conquis la somme de six millions de livres soit environ deux millions de pesos. Il y avait, sur la Flotte de Nouvelle-Espagne qui venait de partir, des marchandises françaises pour une valeur égale et l'on pouvait s'attendre au retour à un pareil traitement¹⁰⁰.

C'était donc l'incident de 1683 qui se renouvelait. C'était, outre une perte pour le présent et une menace de perte pour l'avenir, un coup mortel porté au commerce français de Cadix, car personne ne voudrait plus désormais acheter des marchandises françaises, ni en temps de guerre, à cause de la menace de semblables taxes,

99. La Lande-Magon à Pontchartrain le 27 juillet 1692, citant des lettres de Cadix du 23 juin (*ibid.*).

100. Voir les mémoires cités plus haut et La Lande-Magon à Pontchartrain le 24 août et le 16 novembre 1692 (*ibid.*).

ni en temps de paix parce que la guerre pouvait toujours venir et qu'on n'avait pas respecté les conventions faites pendant la paix.

Aussi dès le 12 août 1692 les principaux négociants français de Cadix adressèrent à Pontchartrain un mémoire qui lui fut transmis le 19 octobre par son correspondant à Saint-Malo, M. de la Lande-Magon. Ils demandaient la protection du Roi afin que les Espagnols fussent forcés de restituer ce qu'ils avaient pris. Un commerçant de Cadix, le sieur de la Guiole proposa dans un autre mémoire une mesure d'attente : c'était que tous les négociants intéressés dans le commerce des Indes par Cadix fissent la déclaration des taxes qu'ils avaient subies, tant pour l'indult perçu aux Indes que pour celui qu'on venait de leur imposer à Cadix. Il suggérait également que le Roi d'Angleterre¹⁰¹ fit expédier par son secrétaire une ordonnance semblable. Cette mesure aurait eu pour résultat d'avertir le Consulado qu'on demanderait un jour satisfaction de cet abus et le déterminerait peut-être à réserver une partie de la somme perçue pour donner un jour satisfaction aux Français.

La suggestion du sieur de la Guiole de faire déclarer à toutes les victimes de la taxe le montant des sommes qu'on leur avait prises fut adoptée par Pontchartrain. Cela résulte d'une lettre du ministre au sieur de la Carbonnaye, syndic des marchands de Saint-Malo en date du 1^{er} novembre 1692¹⁰². On aurait réclamé ensuite la restitution de ces sommes à la paix. Cette mesure conservatoire elle-même parut trop dangereuse aux gens de Saint-Malo, qui craignirent de révéler par là leur participation au commerce des Indes. Ils demandèrent qu'on attendît que leurs comptes fussent liquidés et

101. Il ne peut s'agir que de Jacques II et non de Guillaume III.

102. Paris, A. N. Marine, B7, 62.

que les retours leur fussent délivrés après l'arrivée de la Flotte. Le 1^{er} novembre 1692, Pontchartrain ordonna donc au syndic de suspendre toutes les diligences commencées en vue de recevoir les déclarations. Quand les commerçants estimeraient le moment favorable on les reprendrait. En fait Saint-Malo ne devait jamais être très favorable à ces mesures. Ses marchands s'étaient organisés pour continuer le commerce d'Espagne en temps de guerre, grâce à des intermédiaires neutres et des complicités espagnoles, et, comme l'écrivait au secrétaire d'Etat de la Marine le 16 novembre 1692 M. de La Lande-Magon¹⁰³ : « Permettez-moi, Monseigneur, de vous représenter que nous avons encore de trop gros engagements avec les Espagnols et que nous en faisons tous les jours de nouveaux en continuant, comme vous voyez par l'envoi de cette frégate, notre commerce avec eux, pour qu'il soit temps présentement de rien faire par ces déclarations qui nous puisse être utile. Votre Grandeur aura la bonté de les faire supercéder jusques à la paix ou dans une conjoncture plus favorable et de nous faire ressortir pour lors votre protection ». Nous ne retrouvons plus trace de cette affaire dans la correspondance de Pontchartrain, et il est probable que l'influence de Saint-Malo suspendit jusqu'à la fin de la guerre toute entreprise du Roi¹⁰⁴.

103. Paris, A. N. Marine, B7, 496.

104. D'autres moyens plus violents avaient été préconisés : le 24 août 1692, La Lande-Magon suggérait une attaque de la flotte à son retour de Nouvelle-Espagne, ou bien l'envoi de corsaires aux Indes. Un mémoire anonyme qui date probablement de la fin de 1692, tout en déconseillant une entreprise immédiate sur Cadix, où il n'y avait rien à prendre alors, préconisait une attaque de cette ville en novembre 1693, date probable du retour de la flotte avec 18 ou 20 millions de pesos. La présence d'une escadre anglo-hollandaise ne devait pas être un obstacle et l'on pourrait venger là la défaite de la Hougue. Un autre moyen consistait à aller attendre la flotte aux Açores à son arrivée en Europe. Enfin un troisième moyen était tout simplement de demander satisfaction lors du traité de paix, en s'appuyant sur les promesses du Roi d'Espagne pour lesquelles le commerce avait déboursé 620.000 pesos (*Mémoire sur le fait de l'indult qui s'est exécuté en Espagne en 1692...*, Paris, A. N. Marine, B7, 216). Le Roi ne retint pas ces suggestions, soit qu'il fût hors d'état de les exécuter, soit que les commerçants y fussent peu favorables.

Tout ce que nous avons vu jusqu'à présent des vexations auxquelles fut soumis le commerce français à diverses époques depuis le Traité des Pyrénées, soit par la violation de ses privilèges, soit pour l'empêcher de participer au trafic des Indes, soulève une double question : pourquoi Louis XIV n'a-t-il pas usé des représailles si efficaces qu'aurait constitué l'attaque des Flottes ? Pourquoi d'autre part, les Français n'ont-ils pas abandonné la voie de Cadix, pour faire aux Indes à la manière anglaise et hollandaise, un fructueux commerce de contrebande ? La réponse détaillée à ces deux questions nous entraînerait au delà des bornes de notre sujet. Nous pouvons cependant donner pour conclure quelques indications.

La question de l'attaque des Flottes ne peut guère se poser avant Colbert parce que la marine du Roi et celle des marchands sont restées longtemps inférieures à celle de l'Espagne. En 1667, au moment où les rapports s'aggravent avec les Espagnols, on commence à penser à une opération en Amérique et éventuellement contre les Flottes. Mais cette pensée mit de longues années à se préciser et ce n'est qu'en 1678 que Louis XIV se décida à faire reconnaître les eaux américaines, et préparer une documentation à ce sujet¹⁰⁵. Les incidents de 1682 et de 1683 mirent ce projet au premier plan, mais le Roi ne voulut rien faire sans consulter des commerçants. Les sieurs de Launay-Moreau et du Halde consultés en 1684 furent d'accord pour désapprouver ce projet au nom des intérêts du commerce¹⁰⁶. Cepen-

105. Voir les instructions données le 1^{er} octobre 1667 au sieur de Treillebois (*Lettres Instructions et Mémoires de Colbert*, éd. Clément, t. III, 2, p. 398 et suiv.) le 5 septembre 1668 au comte d'Estrées (de La Roncière, t. V, p. 487), le 16 septembre 1668 à M. de Baas, Gouverneur des Îles françaises (*Lettres, Instructions...*, t. III, 2, p. 414), le 30 septembre 1678 à Gabaret (*ibid.*, t. III, Marine et Galères (*suite*), p. 132).

106. A la date du 14 novembre 1683 a été rédigé un *Mémoire sur la navigation des Espagnols dans les Indes d'Occident et de ce qui pourrait*

dant nous avons vu qu'en 1686 lors de la démonstration navale du maréchal d'Estrées, on fut à deux doigts d'attaquer les Galions : leur retard et le règlement du conflit furent les seules causes qui empêchèrent cet événement. En 1692, on y pensa encore¹⁰⁷, mais il faut attendre 1696 pour voir s'exécuter, non pas l'attaque des Flottes, mais celle du littoral américain. Et d'ailleurs à cette date, les commerçants, par la plume de M. de la Lande-Magon, correspondant de Pontchartrain à Saint-Malo, s'y montrent nettement hostiles, à cause du trouble apporté au commerce de Cadix. De hauts fonctionnaires comme Delagny, Directeur du commerce, pensent de même¹⁰⁸. Les entreprises de Renau d'Elisagaray et de Gennes en Amérique en 1696 eurent en effet pour résultat de paralyser la Carrera et d'attirer sur les Français de Cadix la colère des Espagnols. Les commissionnaires espagnols eux-mêmes se tournaient contre eux et les opérations commerciales s'arrêtèrent. On fit savoir au Consulado que les menaces françaises n'étaient que la conséquence des mauvais traitements contre les Français de Cadix, et au début de 1697, celui-ci fit répondre qu'il agirait auprès du Roi Catholique pour qu'au retour des Flottes on ne chargeât pas les effets des Français de plus d'indult que ceux des autres

être exécuté contre eux en cas de guerre (Paris, A. N. Marine, B7, 209). Il n'est pas signé. Il pourrait être de Gabaret. Sur la consultation des commerçants, voir la lettre de Morel à Seignelay du 13 mars 1684 (*ibid.*). Du Halde remit deux mémoires, Delaunay-Moreau un. Tous trois sont dans le dossier qui accompagne la lettre. Le travail le plus intéressant est celui de du Halde.

107. Voir le mémoire du 19 août 1692 de M. de la Guiole (Paris, A. N. Marine, B7, 216). Lettre de La Lande-Magon à Pontchartrain du 24 août (*ibid.*, B7, 496). *Mémoire sur le fait de l'indult qui s'est exécuté en Espagne en 1692...* (déjà cité) (*ibid.*, B7, 216).

108. La Lande-Magon à Pontchartrain, 12 septembre 1696 (Paris, A. N. Marine, B7, 497); Delagny à M. de la Touche, commerçant à Nantes le 28 février 1696 et à La Lande-Magon le 27 novembre 1696 (*ibid.*, B7, 63).

étrangers¹⁰⁹. C'est donc l'existence de puissants intérêts français sur la place de Cadix qui protégea ces convois jusqu'au dans les circonstances les plus critiques.

Quant à la question du commerce direct en Amérique, on peut dire qu'il fut d'abord paralysé par la supériorité sur mer des Espagnols. Plus tard, quand elle disparut, ce furent les flibustiers et non les commerçants réguliers qui en profitèrent. Cependant on parla souvent au xviii^e siècle d'établir le commerce direct avec l'Amérique espagnole, mais on ne sortit pas des projets et des tentatives isolées. En novembre 1680, le Roi essaya de le constituer en commerce privilégié au profit du sieur d'Angennes de Maintenon pour quatre ans¹¹⁰. Vers 1685 et 1686 on parla beaucoup de la nécessité d'encourager *le commerce à la longueur de la pique*, comme on l'appelait, et des instructions furent même données à ce sujet aux gouverneurs des Antilles. Mais les tentatives restèrent toujours peu nombreuses et peu considérables. Ce n'est qu'à partir de 1698 que les Malouins commencèrent à fréquenter assidument les côtes du Pacifique¹¹¹.

Ce n'est donc qu'avec une grande répugnance et très tard, que les Français s'engagèrent dans le commerce direct avec l'Amérique espagnole. Ils restaient malgré les mécomptes inébranlablement attachés à la voie de

109. La Lande-Magon le 19 août, le 12 septembre, le 11 novembre 1696 (*ibid.*, B7, 497); Réponse de Pontchartrain du 21 novembre, lettres de La Lande-Magon du 25 novembre 1696, du 10 mars 1697 (*ibid.*, et B7, 498).

110. Seignelay au comte de Blenac, 2 novembre 1680 (Paris, A. N. Marine, B7, 50). On appelait ce commerce de contrebande avec les côtes espagnoles, *le commerce à la longueur de la pique* parce qu'on abordait dans les rades écartées en se tenant éloigné du rivage de la longueur d'une pique de manière à être toujours en état de s'éloigner rapidement (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22-38).

111. Voir sur cette question l'ouvrage de Dahlgren, *Les relations commerciales et maritimes entre la France et les côtes de l'Océan Pacifique*. T. I : *Le Commerce de la Mer du Sud jusqu'à la paix d'Utrecht*, Paris, 1909.

Cadix. C'est que les vexations et les pertes qu'ils y subissaient n'étaient peut-être pas aussi graves que le disaient les commerçants.

C'est aussi que l'activité des Français en Amérique était tournée plutôt du côté de la flibuste que du commerce et qu'il était difficile de rompre avec cette tradition et d'inspirer confiance aux Espagnols. Enfin les Français étaient en matière de négoce singulièrement plus timides et plus retardataires que les Anglais et les Hollandais.

Ce traditionnalisme, cette prudence les maintint attachés à l'exploitation de leur position à Cadix et les empêcha de bénéficier au même degré que les autres puissances maritimes des richesses du Nouveau-Monde. Ce fait n'a pas peu contribué à ralentir l'évolution de la France dans le sens du capitalisme.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE VIII

LES IMPORTATIONS FRANÇAISES EN ESPAGNE. PRODUITS DE FRANCE

Après avoir examiné le commerce français de Cadix au point de vue chronologique, il nous reste à l'étudier d'un point de vue économique. Il s'agit de préciser quels étaient les objets d'échange et quelles régions de France y étaient intéressées, à quelles opérations commerciales ce commerce donnait lieu, enfin par quelles voies et de quelle manière les marchandises s'acheminaient soit vers l'Espagne, soit vers la France.

Nous avons vu plus haut qu'au moyen âge les articles essentiels de l'exportation française étaient le blé de Normandie et de Bretagne, sans lequel les provinces basques, la Navarre, la Galice et le Portugal n'auraient pas pu subsister, puis les toiles de Bretagne et les draps normands. Nous constatons au ^{xvi}^e siècle dans les objets d'échange, comme dans tout le reste, un grand changement. On continua à exporter les mêmes articles mais en plus grande quantité, et de nouveaux articles vinrent s'y ajouter. Il en fut de même pour les retours d'Espagne en France : on continua à tirer de ce pays des matières premières, comme la laine de Castille, le fer de Biscaye, les peaux, le suif, l'alun et la garance; des aliments comme les fruits, l'huile et le vin d'Andalousie et de la côte méditerranéenne, le sucre de l'Andalousie

et des Canaries, le safran, le poisson, certaines marchandises de luxe comme les draps fins d'Aragon et de Castille, les cuirs fins de Séville et de l'Estremadure. Mais on en rapporta, en outre, des soies écruës, des soieries, des chevaux andalous et surtout des produits coloniaux, des pierreries, des perles, de l'or et de l'argent. Les métaux précieux prirent même surtout à Cadix, la première place, et l'on peut dire que ce fut autour de ce commerce particulier que tourna presque toute l'activité des étrangers. La grande révolution apportée par le xvi^e siècle dans les objets d'échange consista donc à faire de l'Espagne le principal producteur et distributeur de l'or et de l'argent dans le monde. C'est cette circonstance qui intensifia et élargit son commerce extérieur.

Les Toiles.

Parmi les exportations françaises, les documents sont unanimes à placer les toiles au premier rang. C'était un article de première nécessité, qu'il servit à fabriquer le linge des classes pauvres, celui des classes riches, les vêtements des populations coloniales, les emballages ou les voiles de navires. Il n'était pas sujet aux changements de la mode¹. Au xvii^e siècle où les cotonnades ne jouaient pas encore dans le monde le rôle immense qu'elles jouent aujourd'hui, c'était la toile de lin ou de chanvre, ainsi que les lainages bon marché qu'on utilisait, et la place que tiennent aujourd'hui les usines du Lancashire était en partie occupée par les régions toilières de France. Moncada le dit déjà en 1619². En 1624,

1. *Sur le fond du commerce entre la France et l'Espagne*, par Le Dran le 31 décembre 1720 (A. E. Mém. et doc. Espagne, 153, fol. 136-141).

2. Dr Sancho de Moncada, *Restauración política de España*, 1619, publ. dans Sempere, *Biblioteca española económica política*, t. II, CC III et suiv., cap. 13.

un mémoire français signale les toiles comme l'article le plus nécessaire pour les Indes, et indique qu'on ne les fabriquait qu'en France; celle de Holande, de Flandre ou d'ailleurs ne se portant guère aux Indes³. Un mémoire espagnol de 1661 place les toiles en tête des importations françaises en Espagne⁴. « Le plus grand commerce de France pour l'Espagne ce sont les toiles, dit un document de 1669. C'est un nombre infini ce qu'il en vient de France, tant pour l'Aragon, Catalogne, Navarre et Valence, que pour toute la Castille et l'Andalousie et aussi pour les Indes. La France en fournit plus que toute l'Europe. En Espagne il y a fort peu d'ouvrage de cette sorte de marchandise. La Galice en fournit quantité mais ce sont toutes grossières⁵. » On a la confirmation de ce fait dans les documents relatifs à la saisie des biens des Français en 1673⁶. En 1679, un mémoire de Bellinzani adressé à Seignelay dit encore que les Espagnols ne veulent que des toiles de France⁷. En 1686, les mémoires adressés par Patoulet, bien qu'indiquant une certaine décadence de ce commerce, nous le montrent encore comme très important, et à la fin du siècle, les documents confirment la primauté des toiles françaises⁸. Le fait était d'ailleurs pour la France

3. *Mémoire et avis donné au Roi sur le fait de la navigation et commerce de l'Amérique* (Paris, B. N. Mss. Cinq Cents Colbert, 203, fol. 162 et suiv.).

4. *Relación de las mercaderías mas principales y que comunmente se han iraido a este reino de España...* (1661) (Madrid, B. N. Mss. 18722, n° 7).

5. *Commerce des marchandises qui se consomment en Espagne* joint à une lettre de Villars du 17 avril 1669 (Paris, B. N. Mss. Mélanges Colbert, 151bis, fol. 604).

6. On trouvera une statistique des marchandises consignées à des Français et arrivées à la baie de Cadix du 15 mai 1673 au 27 juillet de la même année, au moment du départ de la flotte de Nouvelle-Espagne (A. I. 12-6-69/4).

7. *Mémoire sur le commerce d'Espagne aux Indes et voyage des flottes* par M. de Bellinzani, 19 janvier 1679 (Paris, A. N. Marine, B7, 209).

8. A. E. Mém. et doc. suppl. France, 1992, fol. 149-195 et 197-260.

de grande conséquence, car l'industrie de la toile était la plus importante du royaume⁹.

Les régions intéressées étaient la Normandie, la Bretagne et accessoirement le Cambrésis.

En Normandie, la culture du lin était traditionnelle sur les plateaux du Lieuvin et du Roumois, sur les rives de la Risle. Les toiles étaient fabriquées dans les campagnes pendant l'hiver, et au ^{xvi}e siècle quand l'industrie de la toile se développa énormément en France, cette région se plaça au premier rang. Sous Henri IV et sous Louis XIII cette industrie se spécialisa : les environs de Saint-Georges du Vièvre, dans un rayon d'une ou deux lieues, produisirent ce qu'on appelait les *rouens*, les *fleurets* et les *blancards*, toiles de grosseur moyenne qu'on blanchissait aux environs de Rouen et sur la Risle, et qui servaient à faire des chemises pour les habitants de l'Amérique espagnole. On appelait plus particulièrement *fleurets* les pièces les plus fines choisies parmi les *blancards*¹⁰.

Cette fabrication se développa beaucoup au ^{xvii}e siècle à mesure que se peuplait l'Amérique espagnole, dont la demande s'accrut, et aussi sous l'influence de Colbert. Vers 1684, elle était la principale occupation des gens du Lieuvin et du Roumois, surtout autour de Saint-Georges du Vièvre. D'autres toiles apparurent à cette époque qu'on appelait *bourettes*, étoffes un peu claires, qui servaient à doubler les coffres et les malles ou à confectionner la lingerie commune pour les ouvriers. On en envoyait aussi beaucoup dans l'Amérique espagnole.

9. En apostille à un mémoire de 1712, Desmaretz écrivait : « La manufacture des toiles étant la plus grande et la plus essentielle du Royaume, il faut maintenir la défense de sortir les chanvres et les lins. » (A. E. Mém. et doc. France, 2015, fol. 117.)

10. Sion, *Les Paysans de la Normandie orientale*, Paris, 1908, p. 170. Montier, *Recherches sur le commerce et la fabrication dans le Lieuvin aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles des toiles de lin*, Pont-Audemer, 1874.

Enfin, dans les environs de Louviers et d'Evreux on fabriquait des toiles fines, dites toiles de coffre, qui servaient à faire des chemises plus chères et dont le débit en Amérique était peu considérable¹¹.

Rouen était le grand marché et le port d'embarquement des toiles du Lieuvin et du Roumois, ainsi que de celles de Louviers et d'Evreux.

Nous pouvons nous faire une idée des quantités de toiles normandes envoyées en Espagne. Farin, dans son *Histoire de la Ville de Rouen* qui date de 1668, dit que l'on débitait toutes les semaines dans la halle aux toiles pour plus de soixante mille livres de marchandises dont la plupart étaient destinées à l'Amérique espagnole¹². Cela donnerait 3.120.000 livres par an. D'après un mémoire de M. Morel, inspecteur des manufactures à Rouen, vers 1676 la vente des toiles fortes montait chaque année à 3 millions 500.000 ou 3.6000.000 livres, en outre celle des blancards s'élevait à seize, dix-sept, et parfois dix-huit cent mille livres. Le total oscillait donc entre 5.100.000 livres et 5.400.000 livres¹³. Cela représentait environ 5.000 ballots, contenant 75 à 80.000 pièces, dont 3.000 ballots à destination du Pérou et 2.000 du Mexique¹⁴. Vers 1686, la valeur totale des toiles exportées de Rouen pour Cadix était tombée à 4.600.000 livres. C'étaient les fleurets et les blancards

11. Montier, p. 9.

12. Farin, *Histoire de la ville de Rouen*, Rouen, 1668, t. I, p. 58.

13. Cité par Montier, p. 15.

14. *Mémoire touchant le commerce*, 1696 (Paris, A. N. Marine, B7, 219). Une lettre datée de Saint-Malo le 8 juillet 1696 signée de Laña, semble se rapporter à ce mémoire. Ce Laña avait déjà adressé de Cadix un mémoire daté du 15 novembre 1693 (*ibid.*, B7, 216) dont une copie datée de Saint-Malo le 20 mai 1696 fut renvoyée au ministre (*Mémoires du sieur de Lans* (sic) *sur le commerce des manufactures de France en Espagne* (*ibid.*, B7, 497). La lettre du 8 juillet 1696 signée de Laña fait allusion à ces deux mémoires et semble être la lettre d'envoi du *Mémoire touchant le commerce* lequel embrasse le commerce de France en Espagne et à Saint-Domingue. Ce Laña était candidat au poste de consul de France à Cadix au cas où l'on signerait la paix.

qui faisaient l'objet du plus important commerce : on en envoyait pour 2.400.000 livres à Porto-Bello, et pour 1.800.000 livres en Nouvelle-Espagne. Les *louviers* ou toiles de coffre plus chères, se consumaient à la fois en Espagne et en Amérique, mais les Galions n'en prenaient guère que pour 400.000 livres à chaque départ¹⁵. Vers 1696, la décadence de ce commerce s'était affirmée, en grande partie à cause de la guerre, et aussi pour d'autres raisons. Un commerçant affirmait, en effet, que sans la guerre, on n'aurait pas vendu en Espagne la moitié de ce qu'on y vendait autrefois¹⁶. Piganiol de la Force, qui écrivait au début du XVIII^e siècle, estimait que les retours en or et argent de toiles de Rouen s'élevaient à plus d'un million de livres par an¹⁷. Sans doute ce chiffre n'est pas comparable aux précédents, car ceux-ci expriment non la valeur des retours, mais la valeur des toiles au départ de France, et ils ne comprennent pas le bénéfice réalisé, il faut observer aussi que les retours, bien que constitués surtout par des métaux précieux, comprenaient aussi quelques marchandises. Mais même en tenant compte de tout cela on peut retirer du chiffre de Piganiol de la Force l'impression d'une certaine décadence.

Un autre centre très important, et peut-être plus ancien, de fabrication et d'exportation de la toile pour l'Espagne était la Bretagne et les régions voisines¹⁸.

15. *Mémoire sur le commerce de Cadix et des Indes occidentales*, 1686 (par Patoulet) (A. E. Mém. et doc. suppl. France, 1992, fol. 197-260).

16. *Mémoire touchant le commerce* (par de Laña), 1696.

17. Piganiol de la Force, t. V, p. 65.

18. Voir sur les toiles de Bretagne l'article non signé intitulé *De l'industrie linière dans le Finistère* (*Annuaire de Brest et du Finistère pour 1850*, Brest, 1850, p. 144); Piganiol de la Force, *Description de la France*, Paris et Amsterdam, 1718, t. IV, p. 432 et suiv. Surtout Bourdais et Durand, *L'industrie et le commerce de la toile en Bretagne au XVIII^e siècle* (Comité des travaux historiques, Section d'histoire moderne et contemporaine, fasc. VII, 1922). Les renseignements qui suivent sur la répartition des cultures et des industries sont empruntés à ce travail; qui peut servir dans une certaine mesure pour le XVII^e siècle.

On cultivait le chanvre autour de Rennes, de Vitré, de Fougères et dans le diocèse de Dol, près d'Antrain et de Bécherel, en outre dans les environs de Tréguier, dans l'évêché de Quimper, entre la rade de Brest et la côte sud de la Bretagne, enfin dans l'évêché de Vannes, entre Vannes et Quiberon. Le lin se cultivait dans ce qu'on appelle la *ceinture dorée* de la Bretagne, c'est-à-dire sur toute la côte nord entre les monts d'Arrée et la mer, autour de Saint-Pol-de-Léon et dans tout l'évêché de Tréguier. On le cultivait aussi dans la région de Laval.

La culture du chanvre et du lin avait fait naître de bonne heure l'industrie de la toile. Elle est mentionnée en Bretagne dès 1365 et elle est déjà prospère au x^v^e siècle, époque à laquelle nous avons la preuve d'une exportation en Espagne. Cela continua aux xvi^e et xvii^e siècles, et jusqu'à la fin du xviii^e. D'après les comptes d'un Breton, voyageur de commerce en Espagne vers 1530, les toiles bretonnes venaient des localités suivantes : Daoulas, près de Brest, Locronan, Pontivy, Tréguier, Morlaix et Merdrignac au sud de Saint-Brieux¹⁹. Au xvi^e siècle, la ville de Vitré était le centre d'une fabrication très intense et d'un commerce très actif qui se faisait vers la Flandre par Saint-Malo et vers l'Espagne par Nantes. Les Vitréens vendaient non seulement leurs toiles, mais encore celles de Morlaix, Fougères, Rennes et Merdrignac²⁰.

A la fin du xvii^e siècle on trouvait quatre zones de production intensive : 1^o de Morlaix aux portes de Brest, et de la mer aux monts d'Arrée, pour les toiles de lin propres à faire le linge ; 2^o dans l'évêché de Quimper à Carhaix, le Faou, Concarneau, Pont-Croix, Locro-

19. Voir *Compte d'un Breton voyageur de commerce en Espagne* (1530) publ. par Tempier dans le *Bulletin de la Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, 1903, t. XLI, p. 161. Il y est question de toiles de Daoulas, de Pontivy, de Tréguier, de Locronan, de Morlaix.

20. Frain de la Gaulayrie, *Les Vitréens et le commerce international*, Vannes, 1893 (extr. de la *Revue historique de l'Ouest*),

nan pour les toiles de lin et même de chanvre, (les olones à Locronan); 3^o dans l'évêché de Saint-Brieuc, de la côte jusqu'à Pontivy, dans les bourgs de Quintin, Uzel et Loudéac pour la toile de lin la plus fine; 4^o enfin dans l'évêché de Rennes, à l'est de cette ville pour les toiles d'emballage, coutils et toiles à voile. Ces quatre centres de production exportaient beaucoup en Espagne et en Amérique.

Les toiles de la région armoricaine comprenaient les catégories suivantes : parmi les toiles de chanvre d'abord les *noyales*, ainsi nommées du bourg de Noyal, à deux lieues de Rennes, dont on faisait les grandes voiles de navires. Elles firent l'objet d'une grande exportation pendant le xvi^e siècle et les deux tiers du xvii^e. La valeur des ventes au dehors monta jusqu'à 400.000 livres²¹. Mais en 1665 on en interdit la sortie pour la Hollande et ce pays maritime en établit chez lui la fabrication. Il arriva à une telle perfection que les noyales hollandaises concurrencèrent celles de Rennes en Espagne. Vers 1686 on n'y vendait plus que pour 30.000 livres de ces toiles²².

Les toiles de Vitré servaient à faire les petites voiles et les emballages. Le principal article était la toile dite de *Canavas*. Elles avaient été très demandées à l'étranger au xvi^e siècle. De 1570 à 1575, la moyenne annuelle de l'exportation fut de 723.662 aunes, de 1575 à 1580, 1.152.890 aunes, en 1586 elle fut de 1.545.400 aunes, ce qui représentait une valeur en monnaie de France de

21. Piganiol de la Force, t. IV, p. 476.

22. *Mémoire touchant le commerce des Indes occidentales par Cadix*, 1686 (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22-38); *Placet au Roi des Députés des Etats de Bretagne* (1687), (Paris, A. N. Marine, B7, 492). *Mémoire sur le commerce de Cadix et des Indes occidentales*, 1686 (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 197-260). Très important, contient des chiffres très précis. C'est à ce document que nous nous référons toutes les fois que nous citons des chiffres d'exportation à Cadix pour 1686.

424.975 livres²³. La production tomba pendant le xvii^e siècle car Piganiol de la Force estime en 1718 la production de Vitré à 40 ou 50.000 livres. En 1686, l'exportation vers le seul port de Cadix valait encore de 80 à 100.000 livres²⁴.

Les toiles de Fougères étaient des *canevas* qui servaient pour l'habillement des paysans et comme toiles d'emballage. Elles pouvaient représenter en 1686 une exportation vers Cadix de 30 à 40.000 ballots de 1.000 aunes chacun, ce qui, à 10 ou 12 sols l'aune, faisait 55 à 60.000 livres. Les toiles de Dinan étaient assez analogues. Elles représentaient à la même époque à Cadix 30 à 35.000 livres. Les toiles de Coutances étaient également des toiles grossières utilisées surtout dans les emballages. Les Galions en emportaient 150.000 aunes, la Flotte autant, et l'Espagne en absorbait de 40 à 50.000 aunes, le tout valait 235.000 livres²⁵. L'exportation vers Cadix avait été plus considérable avant 1686, car à cette date elles étaient fortement concurrencées par les toiles hollandaises. Les toiles de Locronan, près de Brest, étaient soit des toiles à voile, soit des toiles à sac appelées *olones*. Celles-ci se fabriquèrent à Locronan pendant tout le xvii^e siècle et donnèrent lieu à une exportation active, puis elle diminua et la fabrication se restreignit aux toiles à voile qu'utilisait la marine française²⁶.

23. Frain de la Gaulayrie, p. 29.

24. La décadence de l'exportation du xvi^e à la fin du xvii^e siècle manifestée par ces chiffres est d'autant plus forte que le prix de l'aune de Vitré monta avec le temps. Frain nous apprend, d'après l'inventaire de Jean Le Fort, qu'en 1636 l'aune valait en Espagne 10 sols au lieu de 5 sols 5 deniers en 1586. Les prix en France avaient dû suivre une progression analogue.

25. Delagny, dans une lettre à M. Havart, commis à l'inspection des toiles en Normandie, du 20 avril 1688 donne les chiffres suivants : 200.000 aunes pour les Galions et environ 500.000 aunes pour l'Espagne (Paris, A. N. Marine, B7, 58).

26. Bourdais et Durand, *op. cit.*

Toutes ces toiles étaient si recherchées en Espagne au XVIII^e siècle que les marchands espagnols de l'intérieur se faisaient recommander auprès des marchands français de Cadix pour en avoir, et ceux-ci ne leur en donnaient jamais sans y joindre d'autres assortiments moins recherchés²⁷.

Les toiles de lin qu'on vendait blanchies comprenaient les catégories suivantes : les toiles de Quintin, Loudéac, Uzel, Alliéval et Pontivy, qui étaient les plus fines et les plus estimées. Il en existait trois qualités : les *ordinaires*, les *trois-quarts*, et les *deux-tiers*. Les plus fines étaient les *trois-quarts* dont on faisait le linge fin et qui firent naître le proverbe américain « *Caballero español camisa de Bretaña*. » A Uzel on tissait de beaux mouchoirs, grands comme des serviettes et inusables. Les toiles de Pontivy étaient aussi très fines. En 1686, la qualité ordinaire donnait lieu à une exportation par les Galions d'au moins 400.000 pièces de cinq aunes chacune à 16 ou 25 sols l'aune, par la Flotte de 200.000 pièces, pour la Péninsule de 50 à 60.000 pièces, la valeur totale pouvait monter à trois millions de livres. La qualité supérieure, les *trois-quarts*, représentait 40 à 50.000 pièces de six aunes chacune, valant de 25 à 40 sols l'aune, pour les Galions, 15 à 20.000 pièces pour la Flotte et autant pour l'Espagne. Le total valait 750.000 livres. Les *deux-tiers* n'avaient plus guère de débouché à Cadix.

On désignait sous le nom de *créés* ou de *morlaix* les toiles fabriquées autour de cette ville, dans le Léon et jusqu'à Brest. On distinguait les *créés larges*, utilisées pour les draps, les serviettes et le linge de toutes sortes, les *créés communes* et les *créés rosconnes*, assez grosses, dont on faisait du linge pour les pauvres gens, les *créés*

27. *Mémoire concernant les manufactures de France qui se débitent en Espagne et aux Indes* (par de Lañá), Cadix, le 15 novembre 1693 (Paris, A. N. Marine, B7, 216).

grassiennes également grossières et qui servaient à l'habillement du peuple. Les toiles de Morlaix formaient encore en 1686 un très important article d'exportation pour Cadix. La Flotte emportait de mille cinq cents à deux mille pièces de *crées larges*, valant chacune de 30 à 35 écus, les Galions trois ou quatre cents pièces pour le royaume de Santa-Fé, car elles étaient trop lourdes pour Lima. L'Espagne en consommait de mille cinq cents à deux mille pièces. L'ensemble valait 360.000 livres. Les *crées communes* et *rosconnes* formaient un objet d'un million de livres à elles deux. Elles comprenaient plus de 20.000 pièces de 124 à 144 aunes, valant 50 à 60 livres la pièce. On les consommait uniquement en Espagne. Les *crées grassiennes* (1.000 à 1.500 pièces) étaient utilisées en Espagne également et représentaient une valeur de 60.000 livres.

Quant aux toiles de Laval elles comprenaient trois qualités, la *laize de Rouen*, la plus chère et la plus fine; la *haute laize* et la *basse laize*, cette dernière servant à faire des chemises aux gens du peuple. Elles étaient très recherchées. La *basse laize* se débitait uniquement en Espagne où l'on en consommait par an huit cents ballotins de 500 livres chacun, soit pour un total de 400.000 livres. Les *hautes laizes* étaient emportées par les Galions (600 ballotins) et par la Flotte (400 ballotins) pour une valeur de 750.000 livres. La *laize de Rouen* allait également en Amérique (100.000 livres). C'était la plus chère, elle valait de 19 à 20 sols l'aune, tandis que la *basse laize* ne valait que 12 à 14 sols²⁸.

Les principaux ports d'exportation des toiles de Bretagne étaient Nantes pour les *noyales* et les *vitrés*, Saint

28. La fabrique des toiles de Laval s'étendait vers Le Mans, Mayenne, Château-du-Loir, mais on n'y faisait que de grosses toiles écruës. A Laval, elles étaient fines et blanchies. En Espagne on les appelait souvent des *umaines*, corruption de l'expression *toiles du Maine* (Piganiol de la Force, t. V, p. 202).

Malo pour toutes les toiles de Bretagne; de Coutances et de Laval, Morlaix pour les toiles blanches de Quintin-de Pontivy et du Léon, Landernau, Daoulas et Brest, pour ces dernières²⁹. Peu à peu du reste ce commerce tendit à se concentrer. Nantes se désintéressa du commerce des toiles, car les *noyales* perdirent à la fin du XVII^e siècle leur débouché espagnol. Landernau, Daoulas, et Brest se virent évincées par Morlaix. Mais le centre principal fut de plus en plus Saint-Malo qui était en relations par mer avec tous les centres de tissage de la Bretagne et même de toute la France, et qui pratiquait en grand le commerce d'Espagne³⁰.

Les autres régions toilières intéressées par le commerce d'Espagne étaient moins importantes. On fabriquait dans le Cambrésis des batistes très estimées qui trouvaient un débouché à la fois en Espagne (6.000 pièces) et aux Indes (10.000 pièces sur les Galions, et 3.000 sur la Flotte). Chaque pièce de 16 varres valant de 25 à 30 livres, l'ensemble représentait 475.000 livres en 1686. On cite enfin quelquefois les toiles du Poitou dont le débouché était La Rochelle. L'ambassadeur du Fargis en parle dans un mémoire en 1628³¹ et Patoulet aussi en 1686, mais il ne les distingue pas de celles de Quintin, ce qui fait supposer qu'elles étaient analogues et concentrées à Saint-Malo avec elles. On cite aussi les toiles de Saint-Quentin, mais nous n'avons aucune donnée sur l'importance de leur exportation. Enfin, vers 1650, il est question des *treillis* de Lorraine comme d'un article souvent mêlé à l'exportation française en Espagne³². Il n'en est plus question en 1686.

29. Voir *Compte d'un Breton voyageur de commerce en Espagne*, cité plus haut.

30. Piganiol de la Force, t. IV. Voir le chapitre consacré à la province de Bretagne.

31. A. E. Corr. polit. Espagne, 15, fol. 224-231.

32. *Relación y declaración de las mercaderías prohibidas...* (1650). Depósito higrográfico, col. Vargas Ponce, t. VI, n° 132.

La valeur totale de l'exportation des toiles françaises en Espagne était évaluée en 1628, par l'ambassadeur de France, à cinq millions d'écus d'or, soit quinze millions de livres³³. Ce chiffre est valable pour toute l'Espagne, et pas seulement pour les ports d'Andalousie, mais l'ambassadeur observe que les principaux ports d'importation étaient Sanlucar, Cadix et Séville. En 1640, un auteur espagnol, Pellicer, donne le chiffre de trois millions et demi de pesos, ce qui ferait de sept à neuf millions de livres³⁴. La diminution est forte : il est vrai qu'à cette époque la guerre bat son plein entre la France et l'Espagne; il est vrai aussi que le chiffre de Pellicer n'a qu'une valeur très approximative. En 1686, d'après les chiffres donnés par Patoulet, qui reposent sur une enquête sérieuse, la valeur des toiles françaises apportées à Cadix, seulement montait à 11.955.000 livres, et indiquait que déjà ce commerce avait diminué. Il ne s'agit pas là d'un chiffre annuel, car à cette époque les départs des Flottes pour l'Amérique n'avaient lieu que tous les deux ans et les arrivages de toiles étaient liés aux départs des Flottes. Il faudrait donc diviser ce chiffre par deux : en le fixant à environ six millions de livres par an, on ne serait pas loin de la vérité.

Si nous admettons que le commerce des toiles était pratiquement presque entièrement concentré à Cadix, les trois chiffres que nous venons de citer sont comparables. Ils indiqueraient une chute assez sérieuse pen-

33. Mémoire cité plus haut, L'ambassadeur répondait à une enquête: L'écu d'or valait plus de 3 livres à cette époque.

34. Pellicer, *Comercio impedido*, déjà cité. Il est dit que pour les seules toiles de France chaque flotte rapporte à destination de la France un million et demi, sans compter deux autres millions qui correspondent à la consommation des toiles en Espagne. Il s'agit donc de la valeur des retours, forcément plus élevée que celle des toiles en France. Le peso, en 1624 valait environ 2 livres : dans le *Mémoire et avis donné au Roi* cité plus haut, l'ambassadeur dit en effet que chaque peso vaut 40 sols. Mais en 1640 la valeur de la livre avait baissé du fait de la guerre,

dant toute la durée du XVII^e siècle. Un mémoire de 1696 que nous avons déjà cité, confirme le fait. Il dit qu'à cette époque le commerce des toiles de Rouen en Espagne avait baissé de la moitié, et celui des autres toiles aussi³⁵. Cependant, en 1686, les toiles représentaient encore un article considérable par rapport aux autres objets d'échange entre la France et l'Espagne par Cadix, car Patoulet estimait la valeur totale des marchandises françaises arrivant par ce port à neuf ou dix millions de livres par an³⁶. Si l'on admet pour les toiles le chiffre de cinq à six millions, cet article aurait donc constitué à Cadix plus de la moitié des importations françaises.

Si l'on veut ranger par ordre d'importance les toiles françaises d'après le mémoire de Patoulet en 1686, on arrive, en groupant sous une même catégorie les qualités voisines, au tableau suivant :

Fleurets et blancards de Rouen...	4.200.000	livres
Toiles de Quintin.....	3.750.000	—
Crées (Morlaix)	1.420.000	—
Laval	1.250.000	—
Cambrai.....	475.000	—
Coutances	235.000	—
Vitré.....	100.000	—
Fougères	60.000	—
Dinan.....	35.000	—
Noyales	30.000	—

La prépondérance des toiles de Rouen est donc manifeste. Mais si l'on envisage le commerce non plus par qualité de toiles mais par province d'origine et par port

35. *Mémoire touchant le commerce* (1696) par de Laña.

36. *Mém. sur le commerce de Cadix et des Indes* (2 janvier 1686) par Patoulet (A. E. Corr. polit. Espagne, 70, fol. 183-218 ou *Mém. et doc. Suppl. France*, 1992, fol. 149-195). Un autre mémoire touchant le commerce des Indes occidentales par Cadix (*ibid.*, Espagne, 80, fol. 22-38) donne le chiffre de 20 millions et indique qu'il faut le diviser par 2 pour avoir le chiffre annuel.

d'embarquement, on trouve que la province de Bretagne et ses annexes immédiates (Cotentin et Maine) dont le trafic passait presque tout entier par Saint-Malo, l'emportait de beaucoup sur la région de Rouen, puisqu'elles pouvaient opposer une valeur de 6.880.000 livres aux 4.200.000 livres des toiles de Rouen.

Les toiles françaises s'écoulaient, soit dans la totalité du monde espagnol, soit aux Indes seulement, soit en Espagne. Dans le premier cas étaient les louviers ou toiles de coffre, les toiles de Quintin, les créés larges, les coutances, les cambrais, c'est-à-dire les qualités les plus fines; ne se vendaient qu'en Amérique, les fleurets et blancards de Rouen, les hautes laizes de Laval, les laizes de Rouen produites à Laval, qui étaient aussi des toiles fines. Les qualités qui ne se vendaient qu'en Espagne étaient les plus grossières, les basses laizes de Laval, les créés communes, rosconnes et grassiennes, et les toiles de chanvre de Dinan, de Fougères, de Vitré, ainsi que les noyales.

L'influence du marché hispano-américain était très forte sur les prix des toiles en France. L'auteur d'un mémoire de 1680 dit qu'à la suite des persécutions subies par le commerce français en Espagne et de la concurrence étrangère dans ce pays, le prix des toiles a baissé à Rouen. Les rouens valaient couramment de 90 à 100 livres les 100 aunes, au lieu de 140 à 150 livres autrefois³⁷. En 1684, par suite de différentes circonstances, les toiles françaises expédiées aux Indes se vendirent fort bien. Au retour des Galions, en 1686, le bénéfice fut extraordinaire. Cela entraîna immédiatement des commandes en Bretagne et à Rouen³⁸. Au début du XVIII^e siècle d'après Piganiol de la Force, le prix des toiles de

37. A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 119-137.

38. *Mém. sur l'arrivée des Galions de 1686* (Paris, A. N. Marine, B7 211).

Quintin était uniquement réglé par la consommation américaine.

Les documents sont unanimes pour signaler la décadence à la fin du siècle des exportations de toiles françaises vers Cadix. On signale comme causes principales de ce fait le taux élevé des droits de sortie en France, la mauvaise fabrication et la concurrence des toiles étrangères.

Certains documents nous ont transmis les plaintes des marchands de Rouen à propos de l'exagération des droits de sortie qui n'avaient fait que croître depuis le début de la guerre en 1635³⁹. Ces droits n'étaient, en effet, en 1631 que de 4 livres 18 sols 2 deniers pour un poids de 100 livres. Ils étaient monté vers 1660 à 16 livres 15 sols 2 deniers, somme dans laquelle l'emballage figurait pour 20 sols pour 100 livres. En outre, les commis se faisaient payer les acquits ou reçus qu'ils donnaient. Un autre document non daté, parle d'un droit de 12 livres 1 sol 8 deniers du cent pesant, auquel venait s'ajouter un droit de 6 sols 11 deniers par livre tournois, ce qui fait à peu près le même compte. Le document indique que les toiles autres que celles de Normandie étaient traitées de même. D'après le mémoire de Laña, cité plus haut, en 1696, les droits sur les toiles de Rouen étaient encore de 10 livres 10 sols et sur celles de Laval de 12 livres du cent pesant soit 9 % de leur valeur. L'auteur réclamait la diminution des droits. Mais rien ne fut fait, car en 1700 un mémoire donne les mêmes chiffres et il conclut : « Le trafic considérable des toiles que les Normands faisaient autrefois en Espagne, en Angleterre, et dans plusieurs provinces de France n'a été ruiné que

39. *Mémoire contenant les causes de la situation de la France dans la fabrique des manufactures*, s. d. (entre 1660 et 1664), Rouen, Arch. munic., 434-2. *Mémoire des marchands de Rouen en faveur du commerce*, s. d. (vers 1660), *ibid.* *Mémoire touchant le commerce* (1696), par M. de Laña. Paris, A. N. Marine, B7, 219.

par le droit de sortie qu'on a imposé sur cette denrée⁴⁰. »

La mauvaise fabrication des toiles nous est dénoncée comme datant déjà de quelques années dans un arrêt du conseil du 18 janvier 1664, portant règlement pour la fabrication et le commerce des toiles de Normandie. On mêlait du chanvre et de l'étoupe au lin et on trichait sur les dimensions. Un nouveau règlement promulgué le 14 août 1676 ne remédia pas au mal. Celui-ci parut assez grave en 1682 : l'exportation vers l'Espagne par Rouen avait diminué et l'on ne trouva cette année là sur le marché ni la quantité, ni la qualité nécessaire pour charger les Galions. Un nouvel arrêt du conseil du 10 avril 1683, au sujet de la visite des toiles, expédié à la suite d'une assemblée des principaux négociants trafiquant en Espagne, puis un autre arrêt du 17 juillet 1684 interdisant de mêler dans les ballots pour l'Espagne des toiles de différentes qualités, n'eurent aucun résultat. Il en fut de même de l'arrêt du 7 avril 1693. Les choses durèrent ainsi jusqu'à la fin du siècle⁴¹.

L'« altération » des manufactures de toiles nous est signalée également en Bretagne pour les toiles de Quintin et de Morlaix, et dans les pays de Laval et de Coutances. Les plaintes sont particulièrement nettes vers 1686⁴². La correspondance administrative marque en 1687, et surtout en 1688, un effort sérieux en Bretagne et aussi en Normandie pour réformer la fabrication et

40. A. E. Mém. et doc. France, 2018, fol. 91 v°. Ce mémoire a été rédigé par les députés du commerce en décembre 1700. En 1701, le chevalier de Clerville se plaignait aussi dans un rapport des excès de zèle des commis de la Douane qui défaisaient les ballots et gâtaient la marchandise à Rouen (Bréard, Soc. hist. de Normandie, Mélanges, 1^{re} série, t. I, p. 288).

41. Voir Montier, p. 2, 5, 12, 15, 17. On trouvera les textes des arrêts de 1664, 1676, 1683 et 1701 dans Arch. de Seine-Inférieure, série C, 154.

42. Voir les mémoires de Patoulet (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 149-195 et Espagne, 80, fol. 22-38).

enrayer la décadence de l'exportation⁴³. Il ne semble pas avoir réussi, car en 1693, d'après M. de Laña, les toiles de France, au lieu d'être également bien tissées dans toute leur longueur, l'étaient seulement sur une longueur de quatre ou cinq doigts et l'extrémité de la pièce enroulée à l'intérieur était particulièrement mal tissée et étroite, formant une *queue* inutilisable. Les pièces n'avaient ni la longueur ni la largeur réglementaire, les toiles blanches avaient été souvent brûlées au blanchissage et ne présentaient aucune solidité, dans les ballots on introduisait des pièces entières de mauvaise qualité à côté d'autres meilleures⁴⁴.

Ces défauts avaient dégoûté les Espagnols et donné l'idée aux étrangers de contrefaire les toiles françaises ou de les concurrencer avec les leurs. Nous avons vu plus haut que l'interdiction de la sortie des noyales avait suscité cette industrie en Hollande, la décadence de la fabrication des autres toiles eut le même résultat. Les étrangers furent aidés en outre par l'émigration des ouvriers protestants : c'est ainsi que les Hollandais imitèrent les *coutances*, les Allemands autour de Hambourg, en Silésie et en Brunswick contrefirent les *quintins*, les *morlaix* et les *laval*, les habitants du Brabant imitèrent les *rouen*⁴⁵. L'industrie de la toile s'établit même en

43. Voir les lettres de Seignelay à M. de Nointel et au duc de Chaulnes du 12 avril 1687, pour signaler la mission de l'inspecteur des toiles Collart et demander pour lui des instructions et des secours, celles de Delagny à Collart et au marchand malouin Eon de la Villebague du 8 juin 1687; celle de Seignelay à Colbert du 17 juin, celle de Delagny au sieur Havart, inspecteur des toiles en Normandie, du 20 avril 1688 (Paris, A. N. Marine, B7, 58).

44. Paris, A. N. Marine, B7, 216.

45. *Mémoire touchant le commerce des Indes occidentales par Cadix*, 1686 (A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22-38). *Mémoire sur le commerce d'Espagne* (joint à la lettre de M. de la Guiole du 21 août 1692) (Paris, A. N. Marine, B7, 216). *Mémoire touchant le commerce par Laña* (*ibid.*, 219). *Mémoire pour le rétablissement du commerce en France* (déc. 1700) (A. E. Mém. et doc. France, 2018, fol. 42). Seignelay signale le 18 juin 1687 à Bonrepas, ambassadeur en Angleterre, que les Anglais tirent de Bretagne des fils écrus et font des toiles chez eux (Paris, A. N. Marine, B7, 58).

Suisse, dans le canton de Saint-Gall, et elle fit passer ses produits en France sans payer de droits, en profitant des privilèges des Suisses en Provence, Dauphiné, Lyonnais, Bourgogne, Languedoc. En 1700, les toiles de Saint-Gall concurrençaient activement en pleine France les toiles de Normandie. Dès 1686, les Saint-Gall étaient exportées par les Français eux-mêmes à Cadix, au détriment des toiles françaises⁴⁶.

Dans quelle mesure cette concurrence étrangère fut-elle redoutable? Les témoignages sont là-dessus contradictoires suivant les personnes et suivant les époques.

On soutint d'abord, en particulier à Saint-Malo, qu'elle était peu à craindre. La prépondérance des toiles de France était si bien établie qu'elle paraissait inébranlable. Les toiles de France sont meilleures que les étrangères, affirme Patoulet le 28 mars 1680⁴⁷. Le 2 janvier 1686, il l'affirme encore, sauf pour les noyales que les Hollandais fabriquent mieux, mais plus cher⁴⁸. Mais dans la suite du mémoire, qui est plus détaillé, il est moins affirmatif⁴⁹. Il a causé à Saint-Malo avec des négociants et ils sont divisés : les uns estiment qu'il n'y a rien à faire, les autres qu'il faut faire exécuter les règlements sur les toiles, et que cela suffira pour rendre aux toiles françaises leur royauté incontestée. Il se rallie à cet avis. Mais il a eu des chiffres et il les produit : Si certains ne sont pas inquiétants, d'autres ne sont pas négligeables. Les *présilles* portées par les Hollandais

46. *Mémoire pour le rétablissement du commerce de France*, fol. 53. V. aussi le mémoire de Patoulet sur le commerce de Cadix et des Indes occidentales (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 202). D'après lui on achetait ces toiles à Lyon et à Marseille pour Cadix. Les Galions en emportaient de 7 à 8.000 pièces, les Flottes de 2 à 3.000, l'Espagne environ 1.000. Le tout valait à peu près 120.000 livres.

47. *Mém. sur le commerce des Hollandais dans les Indes espagnoles* (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 119-137).

48. *Ibid.*, fol. 149-195. Les noyales hollandaises valaient 23 et 26 sols l'aune, les françaises 14 à 15 sols.

49. *Ibid.*, fol. 197-260. Voir fol. 214.

en Espagne représentent 300.000 livres, les *platilles* de Hambourg qui imitent les *quintins*, 1.800.000 livres, les *batistes* des Pays-Bas espagnols, 400.000 livres. Seules, les *crées* d'Allemagne et les *brabans* sont peu importantes : de 30 à 40.000 livres pour les premières et de 20 à 30.000 livres pour les secondes. Mais il n'en est pas moins vrai que ces achats de toiles étrangères restreignent d'autant le débouché des toiles françaises.

A la veille de la guerre de la ligue d'Augsbourg, les autorités françaises ne savaient encore que penser de la réalité et de la gravité de la concurrence étrangère. C'est ce que prouve une lettre de Delagny à Collart, inspecteur des toiles en Bretagne, du 18 décembre 1688 : « Il est nécessaire, Monsieur, lui écrivait-il, que vous vous instruisiez profondément du commerce des toiles que les autres nations font pour la vieille et nouvelle Espagne par rapport à la qualité des nôtres. J'ai vingt mémoires des plus habiles et principaux négociants, qui portent entre eux de grandes contrariétés, particulièrement sur l'imitation prétendue de nos toiles par ceux de la Flandre espagnole, la Hollande, Hambourg, Silésie, et autres lieux d'Allemagne. Les marchands sont exagérateurs sur l'opinion de leur intérêt, et il n'y en a point, pour quelque grand et éclairé qu'il soit, qui ne puise dans son commerce particulier et dans des vues bornées, les règles qu'il croit qu'il faudrait établir pour le commerce général et pour l'Etat. Il faut les écouter avec grande patience et en tirer les faits pour s'en servir avec distinction et jugement⁵⁰. »

En réalité, c'est surtout pendant la guerre que la concurrence devient dangereuse. Patoulet l'indique déjà en 1686, et, pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, on s'en apercevra. Un commerçant, M. de la Guiole,

50. Paris, A. N. Marine, B7, 58.

écrit en 1692 que les toiles d'Allemagne ont rempli en partie les derniers Galions et la Flotte. « Ce sont aujourd'hui les seules qu'on peut vendre publiquement et qui fournissent toute l'Andalousie. » De plus la contrefaçon se perfectionne avec le temps : les toiles allemandes ont maintenant la même loi, le même aunage, les mêmes plis que les *bretagnes*, si bien qu'on peut s'y tromper⁵¹. De Laña écrit la même chose en 1693⁵². En 1696, il signale le succès de la concurrence hambourgeoise, qui atteint les catégories les plus demandées des toiles françaises, parce qu'on ne paie pas à Hambourg de droits de sortie et que les prix sont plus bas⁵³. Vers 1700, les toiles allemandes étaient moins chères que les françaises et se vendaient mieux qu'elles en Espagne⁵⁴.

Les étoffes de laine.

Les étoffes de laine étaient avec les toiles l'objet d'une industrie très importante en France au XVIII^e siècle. M. Sagnac est même d'avis qu'elle était la principale branche de l'industrie textile⁵⁵. Les principales régions lainières étaient la Picardie avec Amiens et Abbeville, la Normandie avec Rouen, Elbeuf, Lisieux, Caen, Falaise, Vire, Saint-Lô et Cherbourg; la Champagne, avec Reims, Châlons et Reims, les pays de Sedan et de Langres, le Poitou, le Languedoc, le Gévaudan, les Pyrénées, le Dauphiné et la Provence; enfin à partir de son annexion en 1668, la Flandre wallonne.

51. *Mémoire sur le commerce d'Espagne à l'occasion de l'indult* (ibid., 216).

52. *Mémoire concernant les manufactures de France qui se débitent en Espagne et aux Indes*, 15 novembre 1693 (ibid.).

53. *Mémoire touchant le commerce* (1696) (ibid., 219).

54. *Mémoire du député du commerce Des Cazeaux du Hallay* (1701) (Paris, B. N. mss. fr. 8038, pièce 9, fol. 247).

55. Ph. Sagnac, *L'industrie et le commerce de la draperie en France à la fin du XVII^e siècle et au commencement du XVIII^e* (*Revue d'hist. moderne et contemporaine*, t. IX, 1907, p. 24-40).

On fabriquait des draps fins, ou des étoffes légères de qualité supérieure avec de la laine d'Espagne (c'était le cas en Normandie et en Flandre), et des étoffes communes avec des laines du pays, partout ailleurs. Certaines étoffes étaient d'aspect laineux comme les draps, qu'on utilisait dans le vêtement et l'ameublement, les *bourracans* ou *barracans*, qui servaient pour faire des manteaux à l'épreuve de la pluie. D'autres étaient légères et rases, tantôt croisées comme les *serges*, les *anacosles*, les *ras*, les *cadis*, tantôt non croisées comme les *camelots*, les *étamines* et les *picols*. Les variétés de toutes ces étoffes étaient infinies suivant qu'elles étaient de pure laine ou mêlées de fil ou de soie et elles servaient soit pour le vêtement des pauvres, comme les *picols* et les *cadis*, soit pour les vêtements d'été, les doublures, les habits de veuve, et les voiles des religieuses comme les *étamines*, soit à tous usages de vêtement et d'ameublement, comme les *camelots* et les *serges*⁵⁶. L'exportation des étoffes de laine françaises en Espagne avait joué au moyen âge un rôle important⁵⁷. Quelle est la situation au *xvii^e* siècle?

En ce qui concerne la Normandie, le débouché espagnol s'est fermé peu à peu. Il subsiste encore au *xvi^e* et même au commencement du *xvii^e* siècle⁵⁸, mais les documents cessent vite de le signaler, et, au commencement du *xviii^e* siècle, Piganiol de la Force, déclare que les draperies de Rouen ne se vendent qu'en France, « ainsi, elles ne sont utiles au royaume en général qu'autant qu'elles empêchent l'argent d'en sortir pour l'achat

56. Pour les définitions de ces étoffes et les renseignements sur leur utilisation, voir Savary des Brûlons, *Dictionnaire universel du commerce*.

57. Voir Sion. *Les Paysans de la Normandie orientale*, p. 158 et suiv.; Louandre, *Histoire d'Abbeville et du Ponthieu*, t. II, p. 356, cité par Fréville, t. I, p. 266.

58. Voir le mémoire de l'ambassadeur de France en 1628 (A. E. Corr. polit. Espagne, 15, fol. 224).

des draperies étrangères⁵⁹. » Au xvii^e siècle, Rouen est surtout connu en Espagne par ses exportations de toiles.

La Picardie, par contre, a continué à vendre ses lainages en Espagne. Sous Henri IV, la sayetterie d'Amiens figure au premier rang parmi les étoffes françaises exportées dans la Péninsule. Du Fargis, signale, en 1628, les étamines et les serges comme un article important. Les serges et les étamines d'Amiens figurent encore dans la *Relación* des marchandises françaises prohibées de 1650, et Villars les cite encore en bonne place dans le mémoire annexé à sa lettre du 17 avril 1669. En 1686, malgré une âpre concurrence anglaise, Patoulet nous signale toujours l'exportation en Espagne des serges, camelots et bourracans à l'imitation de ceux de Lille, produits par Amiens. Il en est encore de même dans des documents du début du xviii^e siècle, mais la belle époque du commerce d'Amiens avec l'Espagne semble avoir duré jusque vers 1680⁶⁰.

La Champagne fut au xvii^e siècle, surtout sous Colbert et jusqu'à la Révocation de l'édit de Nantes, une des grandes provinces drapières de la France. Cela se traduisit, pour le commerce espagnol, par une exportation assez active de *serges* et de *ras* de Reims et de Châlons, mais vers 1686, elle semble peu considérable⁶¹.

Les différentes régions du Midi, surtout le Languedoc,

59. Piganiol de la Force, t. V, p. 64-78.

60. Levasseur, *Histoire du commerce de France avant 1789*, p. 266. Le mémoire de du Fargis, qui répond à un questionnaire et qui est précis, se trouve aux Affaires étrangères, Corr. polit. Espagne, 15, fol. 224-231. *Relación y declaración de las mercaderías prohibidas...*, 1650 (Acad. de la Historia, colecc. Vargas Ponce, t. VI, n° 132). *Commerce des marchandises qui se consomment en Espagne* joint à la lettre de Villars du 17 avril 1669 (Paris, B. N. Mss. Mélanges Colbert, 151bis, f. 604). Mémoire du 2 janvier 1686 (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, f. 149-195). Dans la suite de ce mémoire (f. 197-260) Patoulet indique que ces étoffes n'ont guère de consommation en Espagne et aux Indes.

61. *Mémoire sur le commerce des Français dans les Indes espagnoles*, octobre 1670 (Paris, A. N. Marine, B7, 207). Voir le mémoire de Patoulet cité plus haut (fol. 197-260).

ont vu au ^{xvii}e siècle leur industrie lainière se développer d'une façon intense. Mais malgré la proximité de l'Espagne, ce n'est pas vers ce pays que l'exportation s'est surtout dirigée, mais vers le Levant. Cependant, les *ras* de Montauban, signalés par Villars en 1669 comme un article important, sont encore cités dans un mémoire des députés du commerce du 3 juin 1701. Les draps du Languedoc, d'après Patoulet, représentent en 1686, une valeur de 75.000 livres dans les cargaisons pour les Indes, où ils servaient à faire les habits des pauvres gens, mais on n'en consommait pas en Espagne. Un mémoire relatif au commerce de Bayonne en 1698, cite les draps de Carcassonne comme se vendant dans la Péninsule. Enfin, les *cadis* ou étoffes grossières fabriquées par les paysans du Gévaudan et les montagnards pyrénéens, continuèrent à se vendre en Espagne. La Provence envoyait aussi vers 1701 par Marseille quelques étoffes⁶².

Mais la province drapière la plus importante, du point de vue du commerce d'Espagne, était la Flandre wallonne. Les liens avec l'Espagne étaient anciens et la domination espagnole, qui avait duré jusqu'à 1668, n'avait fait que les développer. Ils ne furent pas rompus par l'annexion à la France, et Louis XIV fit tout au monde pour les maintenir. Au ^{xvi}e et au commencement du ^{xvii}e siècle, nous voyons que la ville de Hondschoote exporte en Espagne, principalement vers Séville, Cadix et Sanlucar, des quantités d'*anascotes* ou *anacostes*, sorte de serges blanches ou noires fabriquées en Flandre⁶³. Après l'annexion, Villars signale en 1669, l'exportation des camelots de Lille « en nombre infini pour l'Espagne

62. Voir les documents cités précédemment et *Mémoire sur le commerce qui se fait de Bayonne en Espagne*, 4 janvier 1698 (Paris, A. N. Marine, B7, 499, fol. 194).

63. Voir l'ouvrage de Coornaert sur la *Draperie-Sayetterie de Hondschoote, XIV^e-XVIII^e siècles*, notamment dans les Archives communales de Hondschoote, HH, 10.

et pour les Indes occidentales ». Ce trafic n'apparut pas tout de suite dans les ports français, car les Flamands du pays conquis continuèrent longtemps à expédier leurs marchandises par Ostende. Mais c'est la meilleure preuve que ce courant continua.

En 1686, Patoulet cite parmi les marchandises françaises débarquant en Andalousie, les *picots* de laine de Lille dont les Galions emportaient pour 900.000 livres et dont la consommation réunie de l'Espagne et du Mexique représentait 1.200.000 livres, les *picots* de laine et soie (150.000 livres sur les Galions, très peu sur la Flotte et pour l'Espagne), les *bourracans* de Lille (300.000 livres sur les Galions et 450.000 sur la Flotte et pour l'Espagne), les *lamparilles*, étoffe analogue aux *picots* mais plus fine (75 à 80.000 livres pour l'Amérique, 80 à 100.000 livres pour l'Espagne) enfin quelques *bourracans* de Valenciennes. Le mémoire du 3 juin 1701, rédigé par les Députés du commerce, confirme la grande vogue qu'avaient encore à cette date les étoffes de Lille⁶⁴.

La décadence de l'exportation des étoffes de laine en Espagne est dans le cours du xvii^e siècle un fait encore plus net que pour les toiles. Elle est due à diverses causes. D'abord, l'exagération des droits de sortie : c'est là une cause générale dont se plaignent tous les documents à la fin du siècle et qui n'est pas particulière aux

64. Voir les documents cités plus haut et *Mémoire sur le commerce d'Espagne* (3 juin 1761) par les députés du commerce, *ibid.*, 225. Il faut ajouter à ces grandes régions drapières intéressant l'Espagne le Poitou, région de petite production lainière, qui fabriquait pour l'Espagne avec de la laine de Barbarie des draps communs (*Réflexions sur le commerce d'Espagne*, 1701). Il faut indiquer aussi les futaines de Lyon, dont la fabrication avait été établie dans cette ville vers 1580. Il y eut dans la première moitié du xvii^e siècle jusqu'à 2.000 maîtres ouvriers, et il se faisait par an un millier de cette marchandise, dont les deux tiers allaient à l'étranger, surtout en Espagne et en Portugal. A la fin du siècle cette industrie était en pleine décadence et ne représentait plus qu'une valeur de production de 100.000 livres par an (*Mémoire sur le gouvernement de Lyon* par Lambert d'Herbigny (1697) publ. dans la *Revue d'histoire de Lyon*, 1902, p. 340).

lainages. Ensuite les malfaçons de l'industrie : nous l'avons notée pour les toiles et c'est également vrai dans l'industrie de la laine. L'habitude s'est répandue de tisser chaque pièce avec une *tête* de qualité soignée et de largeur réglementaire, et le reste avec moins de soin, en terminant par une *queue* grossière et étroite. L'acheteur était donc obligé de tenir compte de la perte qu'il faisait presque toujours sur les marchandises françaises et il exigeait un rabais en conséquence, ou il s'adressait aux Anglais. Le Roi essaya vainement de lutter contre ces malfaçons. Il établit pour surveiller les ouvriers tout un corps de fonctionnaires qui n'arriva à rien, sinon à gêner la production⁶⁵. Cette recrudescence de contrôle entraîna même parfois des conséquences désastreuses pour l'exportation : l'Espagne ayant fixé pour les étoffes des dimensions qui n'étaient pas celles de France, les commis français sur les ordres du Roi, empêchèrent les fabricants de se conformer aux exigences de l'acheteur espagnol, sous le prétexte de faire respecter les règlements de fabrication en usage en France⁶⁶. Sous le règne de Charles II on perdit ainsi le marché espagnol des draps. Toutes ces circonstances furent naturellement mises à profit par la concurrence étrangère, surtout à partir de la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Cela fut d'autant plus facile que l'Angleterre, la Hollande et la Flandre avaient une très ancienne tradition lainière. Ainsi les étamines anglaises ruinèrent dès 1686 les ras de Châlons et les étoffes de Montauban et d'Amiens⁶⁷. Les tissus de laine des Pays-Bas espagnols concurrençaient également ceux de la Flandre française.

65. Voir un mémoire adressé vraisemblablement au Contrôleur général par les marchands de Rouen en décembre 1700 (A. E. Mém. et doc. France, 2017, fol. 170)

66. Voir Lavissee, *Histoire de France*, t. VII, 1^{re} partie, p. 235.

67. Voir le mémoire de Patoulet dans A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22-38.

En définitive le débouché espagnol intéressait beaucoup moins l'industrie lainière que l'industrie toilière, puisque, sur les grandes régions productrices de France, Normandie, Picardie, Champagne, Languedoc et Flandre, la Normandie semble avoir été éliminée avant 1650, le Languedoc s'est détourné d'assez bonne heure de l'Espagne afin de travailler pour le Levant, la Champagne n'a eu de succès que tant qu'a vécu Colbert, et la Flandre, la plus active sur le marché espagnol, n'a été française qu'en 1668. Seule la Picardie semble avoir eu une exportation active en Espagne pendant tout le ^{xvii}e siècle. Ainsi donc à cette époque la France n'a jamais approvisionné en étoffes de laine la Péninsule et les Indes en utilisant toute sa capacité de production, contrairement à ce qui s'est passé pour les toiles.

En ce qui concerne le commerce de Cadix c'était surtout les provinces dont l'exportation se faisait par mer, par les ports de Rouen et de Saint-Malo, qui compaient. Or, les serges et les étamines d'Amiens se chargeaient en 1628 à Rouen, Nantes et La Rochelle, à destination de Saint-Sébastien et Bilbao, Lisbonne et Séville. Plus tard, en 1687, comme les serges de Reims et de Châlons, elles allaient se charger à Saint-Malo⁶⁸, et probablement aussi à Rouen. Les étoffes du pays conquis de Flandre allaient à Dunkerque, ou mieux à Rouen et au Havre, en vertu de facilités de transit dont nous aurons l'occasion de parler et que leu ménagea Colbert. Les étoffes du Midi passaient par Bayonne⁶⁹ ou par Marseille, mais leur port de destination n'était

68. *Très humbles remontrances des bourgeois et négociants de Saint-Malo...*, s. d. (1687 ou 1688) (Paris, A. N. Marine, B7, 492). Jusqu'à 1687, date à laquelle on restreignit l'importation aux ports de Saint-Valery-sur-Somme et Calais, Saint-Malo entreposait aussi les lainages anglais à destination de l'Espagne, ce qui semble avoir été une branche assez importante du commerce de transit.

69. *Mémoire sur le commerce qui se fait de Bayonne en Espagne* du 4 janvier 1698 cité plus haut.

pas toujours Cadix. C'étaient donc la Picardie et la Champagne, mais surtout la Flandre, qui intéressaient le commerce de Cadix.

Les soieries et les étoffes d'or et d'argent.

Ces étoffes de luxe n'apparaissent qu'assez tard dans la production française, et il n'est pas étonnant qu'elles ne figurent pas tout de suite parmi les exportations de France en Espagne, mais dans le cours du ^{xvii}e siècle elles ont acquis dans le commerce de Cadix une place fort importante. Etablie à Lyon et à Tours à la fin du ^{xvi}e siècle, l'industrie de la soierie n'a guère pris son essor que sous Louis XIII. Paris, Tours, Lyon, Montpellier, commencèrent alors à exceller dans cette branche de la production et à alimenter le marché français. C'était Tours surtout qui tenait la tête. Au dire de Richelieu⁷⁰, elle l'emportait dans la fabrication des serges de soie, des pannes, des taffetas unis ou gros de Tours, des moires, des velours rouges, violets et tannés, qui étaient « plus beaux que ceux de Gênes ». Elle fabriquait aussi des toiles d'or qui concurrençaient celles d'Italie. Elle occupait en tout vingt mille ouvriers. Sous Louis XIV, et en particulier au temps de Colbert, la manufacture de Lyon se développa, et en même temps celle du Languedoc à Nîmes, à Toulouse, à Montpellier, à Valence. La fin du ^{xvii}e siècle est caractérisée par la rivalité de Lyon et de Tours, et c'est Lyon qui finit par l'emporter. De centre commercial, elle était devenue au commencement du ^{xviii}e siècle le plus important des centres industriels. Elle fabriquait des taffetas de toutes couleurs, mais surtout noirs, et des brocards de soie et des étoffes d'or et d'argent. C'étaient ses deux grandes

70. *Testament politique*, Amsterdam, 1688, 2^e partie, p. 137.

spécialités. Les brocards de soie, d'or et d'argent, devaient surtout leur vogue au génie décoratif des dessinateurs français, dont les motifs se renouvelaient sans cesse et faisaient la mode. En outre, Lyon fabriquait des velours, des damas, des satins et des moires, mais en petite quantité⁷¹. Grevée de frais assez lourds par suite du transport d'une matière première en grande partie étrangère et par le jeu des droits, la soierie française eut quelque peine à imposer ses produits sur les marchés étrangers. En particulier en Espagne, elle avait à lutter contre la prépondérance incontestée des étoffes italiennes et contre la production espagnole elle-même. L'Espagne récoltait, en effet, beaucoup de soie dans les royaumes de Valence, de Murcie, de Grenade, d'Aragon, et on fabriquait des soieries à Valence, Grenade, Séville et Tolède pour l'approvisionnement du pays et pour les Indes. Cette industrie était ancienne et bien établie. Ses produits étaient aussi soignés et aussi bon marché que ceux des étrangers, et ce n'est que peu à peu sous l'influence de la désorganisation économique qu'elle tomba et laissa la place aux produits étrangers⁷².

C'est pourquoi il ne semble pas qu'au début du ^{xvii}e siècle la soierie française ait occupé une place importante dans les achats de l'Espagne. Le mémoire de du Fargis de 1628 n'en parle pas. Cependant cela changea à la fin du règne de Louis XIII. « On fait à Tours, des pannes si belles, lit-on dans le Testament politique de Richelieu, qu'on les envoie en Espagne et autres pays étrangers. » En 1650, un document espagnol qui énumère pour en prohiber l'entrée les marchandises d'importation française, cite les taffetas et les moires⁷³.

71. *Mémoire sur le gouvernement de Lyon* (1697).

72. Commerce des marchandises qui se consomment en Espagne (1669) (Paris, B. N. Mss. Mélanges Colbert, 151bis, fol. 604).

73. *Relación y declaración de las mercaderías prohibidas y de contrabando contenidas en las cédulas reales y premática publicada por ley sobre-*

En 1661, un autre document espagnol indique bien les soieries parmi les articles expédiés aux Indes, mais il a l'air d'ignorer les tissus français et nous apprend que la plupart des étoffes de soie viennent d'Italie⁷⁴. Villars, dans un mémoire joint à sa lettre du 17 avril 1669, signale qu'il arrive en Espagne des quantités de marchandises de Tours, des pannes, des tabis, des moires. Sans doute, dit-il, l'Italie et l'Espagne en vendent également « mais il y a certaines étoffes, comme celles que j'ai marquées ci-dessus, que nullement en Espagne ne les sauraient travailler avec tant de lustre⁷⁵. » Il faut donc admettre que jusqu'à Colbert la pénétration de la soierie française sur le marché de la Péninsule n'a été ni très rapide, ni générale. Elle semble avoir intéressé seulement certains articles, et Tours de préférence à Lyon.

Sous Colbert un grand progrès fut accompli, et Lyon commença à supplanter Tours. Bellinzani nous apprend en 1679 qu'on vend en Espagne des manufactures de soie et des étoffes d'or et d'argent en grand nombre « dont les Gênois enragent qu'on les préfère aux leurs⁷⁶ ». En 1686, Patoulet nous donne des précisions fort intéressantes sur l'importance de ces exportations⁷⁷. Tours expédiait alors en Espagne des tabis de haute laize et étroits, des pannes et velours, des brocards de soie, d'or et d'argent, de la soie torse et plate, Lyon envoyait

cardata por el consejo de guerra en 27 de febrero de 1650... con distinción de los que son generos de Francia y Portugal (Dépôt hydrographique de Madrid, collect. Vargas Ponce, t. VI, n° 132).

74. *Relacion de las mercaderias mas principales y que comunmente se han trahido a este reino de España y de las que asimismo han sacado de ellas para reinos y provincias extrangeras es en la manera siguiente* (1661) (Madrid, B. N. Mss. 18722, n° 7).

75. Paris, B. N. Mss. Mélanges Colbert, 151bis, fol. 604.

76. *Mémoire sur le commerce d'Espagne aux Indes et voyages des Flottes* par M. de Bellinzani, 19 janvier 1679 (Paris, A. N. Marine, B7, 209).

77. *Mémoire sur le commerce de Cadix et des Indes* du 2 janvier 1686 (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 149-195). Voir également la suite (*ibid.*, fol. 197-260) qui donne les chiffres produits ci-dessous.

des moires de soie, d'or et d'argent, des brocards, du taffetas de diverses espèces. Toutes ces étoffes, bien que moins bonnes que celles d'Italie, avaient plus d'éclat, et les Espagnols les préféraient. Voici quel était le débit de ces différentes étoffes avec leur destination :

	<i>Sur les galions</i>	<i>Sur la flotte</i>	<i>En Espagne</i>
Tabis de haute laize	environ 100.000	50 à 60.000	fort peu
Pannes	environ 300.000	450.000	175.000
Velours de Tours	<i>(très peu en tout)</i>		
Gros de Naples (Tours et Lyon)	35 à 40.000	15 à 220.000	très peu
Brocards de soie (Lyon et Tours). — (Autrefois 500.000 liv. en tout. De- puis quelques années, la concurrence hollandaise a tué cette exportation. Les marchands français se fournissent en Hollande.)			
Brocards d'or et d'argent. — (Le débit des étoffes fran- çaises est faible pour les mêmes raisons.)			
Moires d'or et d'argent . . .	plus de 300.000 ⁷⁸	environ 80.000	très peu
Taffetas imprimé d'Avignon et taffetas lustré	Env. 100.000 liv.	pour toutes les Indes	
Soie à coudre et soie plate	200.000	100.000	pas

Si nous faisons le compte de ce qu'envoyaient en Espagne à l'époque de Colbert les villes de Tours et de Lyon, nous voyons que c'est encore Tours qui l'emporte, mais Lyon a pris beaucoup d'importance.

La belle époque de l'exportation des soieries françaises en Espagne ne semble pas avoir dépassé la fin du ministère de Colbert. Dès 1686, des signes de décadence sont sensibles à cause de la concurrence étrangère et de la

78. Un autre mémoire de Patoulet de 1686 (Paris, A. N. Marine, B7, 211) donne le chiffre de 380.000 livres.

difficulté de la soutenir avec une matière première qui venait du dehors⁷⁹.

Le grand concurrent avait toujours été Gênes. En 1686, cette ville produisait pour plus de 4 millions de livres de velours, dont 300.000 livres à destination de l'Espagne et des Indes, les soies torsées de Gênes, de Naples, et de la Calabre envoyées aux Indes représentaient une valeur de 800.000 livres; l'exportation des rubans vers l'Espagne et l'Amérique plus de 1 million 500.000 livres⁸⁰. Mais, à cette concurrence traditionnelle à laquelle la France avait un instant fait face, il faut ajouter vers 1686, la concurrence hollandaise suscitée par le concours des réfugiés protestants de Tours, de Lyon et du Languedoc. Ceux-ci créèrent en Hollande des manufactures de soieries, de pannes, de brocards de soie, de brocards d'or et d'argent, dont ils arrivaient à vendre les produits meilleur marché à cause de la différence des droits d'entrée et de sortie en France et en Hollande. De plus, ils n'étaient point assujettis en Hollande à des règlements étroits de fabrication, notamment ils pouvaient mêler à leur soie le plus possible de soie de Perse, qui valait 25 % de moins que les autres soies, ce qui n'était pas permis en France. De même, ils n'employaient pas l'argent au même titre. Enfin, ils pouvaient s'assujettir aux dimensions ordonnées par les règlements espagnols. C'est ainsi que Patoulet signale en 1686 que, sur les derniers Galions et la dernière Flotte, les Hollandais avaient chargé pour un million de livres de brocards d'or et d'argent⁸¹.

Genève faisait également concurrence à Lyon à cause de l'excès des droits perçus dans cette dernière ville.

79. Cette difficulté est déjà signalée par Patoulet dans son *Mémoire sur le commerce des Hollandais dans les Indes espagnoles* du 28 mars 1680 (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 119-137).

80. Patoulet, mémoire cité, fol. 197-260.

81. Patoulet, *ibid.*, fol. 197-260, et Paris, A. N. Marine, B7, 211.

Cette concurrence s'exerçait dans le commerce des épices, des draps, des toiles, mais en particulier dans celui de l'or et de l'argent. Les Genevois pouvaient faire à la fin du xvii^e siècle une diminution de 40 sols par marc sur l'argent fin et de 10 sols sur l'argent faux, soit 1/6 du prix de la marchandise; et cela à cause de l'augmentation des frais d'affinage à Lyon, par la création de certains offices d'affineurs et à cause d'un droit de marque. Pour l'argent faux, qui venait d'Allemagne, l'avantage de Genève provenait de l'augmentation à Lyon des droits sur le *trait* d'Allemagne. La guerre de la Ligue d'Augsbourg favorisa également Genève : celle-ci attira tout ce qu'elle put d'ouvriers pour développer les fabriques d'étoffes et de galons d'or et d'argent. Il en vint de quatre à cinq mille. En outre, certains marchands genevois firent travailler dans Lyon à leur profit. Vers 1685 Genève se mit aussi à fabriquer des pannes moins chères que celles de Tours. Or, toutes ces marchandises de Genève passaient par les douanes de Lyon et de Valence en franchise en vertu d'un privilège ancien. Elles étaient donc au point de vue douanier sur le même pied que celles de Lyon pour le transport vers l'Espagne ce qui laissait subsister à leur profit les avantages qu'elles possédaient par ailleurs⁸².

Une autre concurrence venait du commerce que les Espagnols faisaient par le port d'Acapulco sur le Pacifique avec Manille et par là avec la Chine. Les soieries de Chine pénétraient par le Mexique en Amérique et limitaient le débit de celles qui venaient d'Europe. Bien que les Espagnols se fussent efforcés de limiter ce commerce en n'autorisant que l'envoi d'un seul vaisseau par an, dont le tonnage était fixé, leurs efforts étaient vains et cette étroite porte ouverte sur l'Extrême-Orient

82. *Mémoire sur le gouvernement de Lyon et Mém. sur le commerce d'Espagne*, 1686 (Paris, A. N. Marine, B7, 211)

s'élargissait en violation des règlements. En 1697, le mémoire de l'intendant de Lyon signale le tort considérable fait à l'exportation des soieries et des étoffes d'or et d'argent lyonnaises par le commerce d'Acapulco⁸³.

L'Espagne elle-même a cherché à s'affranchir de la sujétion française. Un peu avant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, le Roi d'Espagne avait voulu empêcher l'entrée des taffetas pour protéger l'établissement de cette industrie en Aragon. Mais on n'employait dans cette province que les soies du pays qui étaient peu abondantes, et cette concurrence aragonaise était peu redoutable. D'ailleurs, sur les premières plaintes des négociants français on leva l'interdiction⁸⁴.

Malgré tous ces obstacles, l'importation en Espagne des soieries et notamment des taffetas et des étoffes d'or et d'argent de Lyon était encore importante en 1701⁸⁵. Un mémoire de 1723, signale toujours les soieries de Tours et de Lyon (pannes, velours, brocards, ras, moires, serges de soie, taffetas pour doublures,

83. *Eclaircissement sur ce qu'il convient de faire en Espagne et surtout à Cadix...*, 1702, par Philippe Erialla (Paris, A. N. Marine, B7, 225). *Mémoire sur le gouvernement de Lyon*, 1697, p. 334. Le commerce avec les Philippines était à l'origine interdit pour éviter de faire concurrence aux importations d'Espagne et réserver à la Péninsule les exportations de métaux précieux. Mais la nécessité d'envoyer à Manille de la farine, du vin pour la messe et de l'argent pour les troupes favorisa la fraude. Le gouverneur des Philippines et le vice-roi du Mexique s'étaient entendus pour accorder des permissions qui rapportaient de gros profits. Le gouvernement de Madrid n'avait pas été consulté. Pour limiter le mal on finit par décider que seul un vaisseau de 800 à 1.000 tonneaux, la *hourque*, escortée d'une frégate, ferait une fois par an le voyage de Manille et retour. La somme d'argent que l'on devait envoyer du Mexique ne devait pas dépasser 250.000 piastres. Tout voyage libre était supprimé. Naturellement ces clauses ne furent pas respectées : au début du XVIII^e siècle la *hourque* arriva à jauger de 1.500 à 1.800 tonneaux, le commerce particulier continua et la somme de 250.000 piastres fut dépassée. Cf. A. Girard, *Les routes de commerce vers l'Extrême-Orient à la fin du XVII^e et au commencement du XVIII^e siècle* (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1910, t. XIV, p. 350).

84. *Mémoire au sujet du commerce de Bayonne et du pays de Labour* (1697) (Paris, A. N. Marine, B7, 498, fol. 553-560 et 561-573).

85. *Réflexions sur le commerce d'Espagne* (3 juin 1701) (Paris, A. N. Marine, B7, 225).

taffetas glacés, satins de toutes couleurs) comme des articles importants du commerce d'Espagne, bien que, depuis le Traité d'Utrecht, la concurrence hollandaise ait entraîné une certaine diminution⁸⁶. Cette branche du commerce français devait se défendre ainsi pendant tout le XVIII^e siècle.

Le commerce des étoffes de Lyon passait généralement par Marseille. Exceptionnellement, pendant la guerre il passait par Gênes, ou par la voie de terre et Bayonne⁸⁷.

Celui de Tours passait par les ports du Ponant. Paris jouait également un rôle considérable dans ce commerce de luxe : les marchands de Paris, qui s'approvisionnaient à Lyon et à Tours, faisaient aussi le commerce d'Espagne, en utilisant soit la voie de terre, soit celle des ports du Ponant, Rouen, Saint-Malo, Nantes et Bordeaux. Enfin les Hollandais et les Anglais achetaient aussi des étoffes de Lyon et de Tours pour les revendre en Espagne⁸⁸.

Articles de mode, mercerie et bimbeloterie.

Les goûts de luxe suscités en Espagne par l'avènement de la dynastie des Habsbourgs et par la découverte du Nouveau Monde ne pouvaient manquer de profiter à un commerce pour lequel la France a des aptitudes particulières, celui des articles de mode, de la mercerie et de la bimbeloterie. Et, en effet, le XVII^e siècle voit se développer cette importation en Espagne, ce dont se

86. *Mémoire sur le commerce de la nation française en Espagne* (1723) (A. E. consul. cartons sur le commerce d'Espagne, d'Italie, de Sardaigne, n° 8).

87. *Mémoire sur le gouvernement de Lyon* (1697), *Mémoire sur le commerce qui se fait de Bayonne en Espagne* cité plus haut.

88. Savary, *Le Parfait Négociant*, édit. de 1713, p. 483. *Mémoire sur le commerce de France* par les députés du commerce, 1701 (Paris, B. N., Mss. fr. 8038, fol. 27 v°).

plaignirent souvent ses économistes et ses hommes d'Etat. C'est ainsi que les Cortès et certains écrivains dénoncèrent à partir de cette époque les achats exagérés de toute sorte de *bujeria* française⁸⁹. Il en a été ainsi pendant tout le xvii^e siècle : Pellicer en témoigne en 1640, et au lendemain de la paix des Pyrénées, les fêtes que l'on célébra pour la paix et pour le mariage de l'Infante donnèrent une impulsion nouvelle à cette importation⁹⁰. Au xviii^e siècle la France profita largement, après l'avènement de Philippe V, de l'introduction à la cour d'Espagne des modes françaises.

La France eut longtemps le monopole presque absolu des chapeaux de castor et de leurs imitations en demi-castor ou en vigogne⁹¹. On appelait chapeau de castor un feutre fait d'un mélange de poils de castor gras et de castor sec. Dans le demi-castor, la quantité de castor gras était assez faible et la plus grande partie était constituée par de la laine de vigogne ou du poil de lapin. Enfin le chapeau de vigogne comprenait un mélange de laine de vigogne et de poil de lapin. Le grand centre de fabrication était Paris qui, en 1692 produisait au moins de 80.000 à 100.000 chapeaux par an. Un autre

89. Voir Colmeiro, t. II, p. 319.

90. Pellicer de Ossau y Tovar, *Comercio impedido*, 1640, § 2^o, apud Sempere, *Biblioteca económica*, t. III, c. XLV. L'annaliste de Séville, Ortiz de Zuñiga (*Anales de Sevilla*, t. V, p. 129) signale l'introduction considérable de marchandises françaises à l'occasion des fêtes données en juin 1660 pour célébrer la paix. Il les qualifie « d'encouragement au plaisir, en même temps que tromperie sur leur caractère d'utilité, ce qui a entraîné un préjudice connu dès le début mais auquel on n'a jamais porté remède ». En 1669, Villars écrivait encore : « En cette sorte de marchandise, comme sont dentelles de toute façon, rubans, ouvrages de pierreries fines et fausses, bas de laine, reloges (pendules), éventails, gants, chapeaux, ouvrages d'écaille, d'ivoire, de corne, la France est la plus abondante et en fait grandissime commerce en Espagne et aux Indes occidentales » (joint à sa lettre du 17 avril 1669 (Paris, B. N. Mss. Mélanges Colbert, 151bis, fol. 604).

91. *Relación y declaración de las mercaderías prohibidas...* (1650) déjà citée. Voir aussi les registres de la Douane de Sanlucar (année 1664) (Arch. de la Delegación de Hacienda de Cádiz). Savary, *Le Parfait négociant*, édit. de 1713, p. 483, 485. Voir aussi les mémoires de Patoulet en 1686.

centre était Marseille, mais pour les qualités inférieures⁹².

En 1686, la France envoyait au Pérou et sur la côte de Terre-Ferme par les Galions de 10 à 12.000 chapeaux de castor et 1.000 en Espagne pour la consommation de la Péninsule, aucun au Mexique. Cela représentait une valeur d'environ 400.000 livres à raison de 28 à 33 livres par chapeau. Pour les demi-castors et les vigognes, la valeur des exportations françaises n'atteignait que 50.000 livres, soit 4 à 5.000 chapeaux qu'on chargeait sur les Galions. On en vendait très peu en Espagne et pas du tout au Mexique⁹³. C'était surtout par Saint-Malo qu'on les expédiait et un peu par Marseille.

La fabrication française tomba d'ailleurs dans le dernier quart du XVII^e siècle, à cause du prix élevé de la matière première en France et des droits. Le commerce du castor du Canada avait été en effet confié à une compagnie privilégiée qui exagéra ses prix. L'importation du castor de Moscovie s'arrêta à cause des grands droits que l'on mit pour protéger la compagnie. Enfin, chaque chapeau payait 20 sols de droits de sortie⁹⁴. Mais les *Pérouliers* aimaient mieux payer 30 ou 40 piastres un bon chapeau que 15 un mauvais. Vers 1696 à Paris même on se fournissait de chapeaux de castor à Londres⁹⁵.

92. *Mémoire du sieur Martin, inspecteur des manufactures sur la fabrication des chapeaux de castor*, 1692 (Boislisle, *Mémoires des intendants*. T. I : *Généralités de Paris*, p. 613). *Réflexions des Députés du commerce sur la fabrication des chapeaux*, 20 mai 1701 (*ibid.*, p. 614).

93. Patoulet dans A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, f. 197-260.

94. *Mémoire touchant le commerce* (par M. de Laña), 1696 (Paris, A. N. Marine, B7, 219). Les fermiers de la compagnie achetaient au Canada 3 l. 10 sols les peaux qu'ils revendaient 10 livres aux chapeliers, tandis qu'elles ne revenaient qu'à 5 livres aux fabricants anglais.

95. *Mémoire sur les manufactures de France qui se débitent en Espagne et aux Indes*, 15 novembre 1693 (Paris, A. N. Marine, B7, 216). Il est presque textuellement reproduit dans le *Mémoire du sieur de Lans (de Laña) sur le commerce des manufactures de France en Espagne*, 20 mai 1696 (*ibid.*, B7, 497). Un autre mémoire du même auteur et de 1696 également (*ibid.*, B7, 219) nous dit que les Anglais concurrençaient les Français à Paris même.

Cette situation avait en effet permis à l'Angleterre de s'emparer de cette fabrication. Des ouvriers français sans travail s'y étaient établis, et, à partir de 1680, la concurrence anglaise commença à s'exercer d'une manière gênante. Patoulet signale en 1686, que dans les derniers Galions un premier envoi de 3 ou 4.000 chapeaux anglais avait été chargé pour les Indes. Les Hollandais se livrèrent aussi à cette fabrication et pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, les Anglais et eux fournirent en partie le marché de Cadix, soit directement, soit par l'intermédiaire de Genève. Celle-ci, profitant de ses privilèges douaniers à Lyon, les faisait pénétrer en France, d'où les Lyonnais les faisaient passer à l'étranger, et en particulier en Espagne⁹⁶. Au début du XVIII^e siècle, les Anglais avaient supplanté les Français dans ce commerce en Espagne et aux Indes, où ils envoyaient chaque année pour plus de 1.500.000 livres⁹⁷.

La France qui était auparavant grosse importatrice de dentelles étrangères, devint au cours du XVII^e siècle, exportatrice pour des sommes considérables, et cela surtout vers l'Espagne. Cette industrie se développa en particulier dans le Velay, où les femmes de la campagne, depuis un siècle ou deux, semble-t-il, fabriquaient à domicile des dentelles de fil. Peu à peu, les progrès de la soierie et de la filature de l'or et de l'argent suscitèrent la fabrication de dentelles de soie, d'or et d'argent fin ou faux. Sous Henri IV et sous Louis XIII, grâce aux encouragements de Richelieu surtout, la

96. Voir le mémoire de Patoulet du 28 mars 1680 et le mémoire du sieur Martin (1692) cités plus haut.

97. A. E. Mém. et doc. France, 2017, fol. 196 v°. Le mémoire porte cette apostille du Ministre : « Cela est vrai. S'attacher dans le traité prochain (avec la compagnie du Castor) sans rien faire perdre au Roi, à réformer cela ». Et d'une autre écriture : « Il n'y a rien à faire à cet égard. Je n'y vois pas de remède ». Voir également un mémoire de M. Delahestroy daté de 1715 qui donne le chiffre de 1.500.000 livres (A. E. Mém. et doc. France, 1999, fol. 52 v°).

dentelle du Puy, conquit le marché français et les marchés étrangers. On rapporte que vers 1640, cette industrie s'était tellement répandue dans le Velay qu'on ne trouvait plus de servantes ni même de serviteurs, et que le Parlement de Toulouse rendit une ordonnance pour interdire l'usage de la dentelle dans son ressort. Ce serait un jésuite, le P. François Régis qui serait intervenu auprès du Parlement de Toulouse pour faire rapporter l'ordonnance. Ce serait lui également, qui aurait agi auprès de son ordre pour faire ouvrir aux dentelles du Puy, par son intermédiaire, le marché de l'Espagne et des Indes. Cette tradition nous donnerait à peu près la date de l'invasion du monde ibérique par la dentelle du Puy. Elle concorde avec ce que nous savons du développement du commerce français dans la Péninsule⁹⁸.

Le Puy n'était pas le seul centre dentellier intéressant l'Espagne. Les documents citent également la Lorraine, presque toute la Normandie, notamment Alençon, Dieppe et Le Havre, puis Sedan, la Bourgogne, en particulier Tonnerre et enfin Paris. La capitale était en même temps le marché des dentelles de soie et des dentelles d'or et d'argent avec Lyon et Rouen⁹⁹.

L'essor de la dentelle française comme d'ailleurs des autres industries, fut particulièrement marqué sous Colbert qui lui donna de grands encouragements.

A partir de 1640, les documents ne cessent pas de nous signaler l'importance des ventes de dentelles françaises en Espagne. C'est en 1650, une relation espagnole qui signale parmi les articles français les picots de dentelle (*puntas*), les garnitures de dentelle (*randas*) et les picots

98. Voir Corcelle, *La dentelle dans le Velay*, Le Puy, 1895.

99. Voir les mémoires de Patoulet en 1686, déjà cités. *Mémoire par lequel on justifie...*, 1696 (Paris, A. N. Marine, B7, 497, fol. 406-466). *Mémoire sur le commerce qui se fait de Bayonne en Espagne* (4 janvier 1698) (*ibid.*, B7, 499, fol. 194-198). *Réflexions sur le commerce d'Espagne*, 3 juin 1701 (A. E. Mém. et doc. France, 2009, f. 177).

noirs (*puntas de humo negras*). C'est Villars, qui en 1669, cite la dentelle parmi les articles dont la France domine le marché. C'est Savary, en 1675, dans le *Parfait Négociant*, Bellinzani en 1679, dans un mémoire dressé pour Seignelay, Patoulet dans ses rapports de 1686, qui confirment ce jugement. Les documents de la fin du siècle donnent la même indication¹⁰⁰.

Nous avons peu de renseignements statistiques. D'après une requête adressée au Roi en 1668 par un ingénieur du Puy, à propos de la décadence de l'industrie locale, nous voyons que seule l'industrie de la dentelle est prospère à cette époque et que l'exportation en Espagne rapporte à la ville 600.000 livres¹⁰¹. Naturellement nous ne savons pas ce qui, dans ce chiffre, revient au commerce de Cadix. Le mémoire de Patoulet de 1686 est plus précis. A cette époque, les dentelles d'or et d'argent fin envoyées sur les Galions représentaient une valeur de 495.000 livres, celles que portait la Flotte de 82.000 livres, celles qu'on consommait en Espagne même, de 132.000 livres. Les dentelles d'or et d'argent faux, qu'on n'envoyait qu'en Nouvelle-Espagne, valaient 48.000 livres. Les dentelles de soie de deux aunes et demie pour mantes représentaient une valeur de 250.000 livres sur les Galions, on en achetait très peu pour le Mexique et pour l'Espagne. Les dentelles noires de Paris, assorties, étaient chargées à la fois sur les Galions

100. Notamment le *Mémoire par lequel on justifie...*, de 1696, le *Mémoire sur le commerce qui se fait de Bayonne en Espagne* de 1698, les *Réflexions sur le commerce d'Espagne* de 1701. Pontchartrain écrivait à l'Intendant de Lille, Dugué de Bagnols en 1694 : « Les environs de Paris subsistaient en partie du travail des dentelles de soie noire pour Espagne. La fabrique qui en a passé en Flandre les a laissées sans emploi ». (Paris, A. N., B7, 63).

101. Cité par Germain Martin, *Histoire du commerce et de l'industrie du Velay aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Le Puy, 1900, p. 37. Il s'agit d'un ingénieur nommé Antoine Polge qui envisageait la construction de nouvelles routes pour restaurer la vie économique du Velay.

(70.000 livres) et sur la Flotte (30 à 40.000 livres) et il s'en débitait en Espagne pour 35 à 40.000 livres.

Quant aux autres dentelles de fil qui étaient meilleur marché, elles représentaient une valeur de 450.000 livres pour le Mexique, 40 à 50.000 livres pour les pays desservis par les Galions, et 20 à 30.000 livres pour l'Espagne. Les guipures de soie n'étaient envoyées aux Indes que lorsqu'on ne savait qu'en faire en France. A la fin du siècle les dentelles les plus en vogue et de plus fort débit en Espagne et aux Indes étaient celles du Puy, de Dieppe et du Havre. Il se fabriquait aussi en Bourgogne et en Lorraine de grosses dentelles qui se débitaient particulièrement en Espagne. Tous ces articles s'expédiaient par Saint-Malo¹⁰².

L'exportation des dentelles françaises en Espagne fut en butte à la fin du siècle, comme toutes les autres, à la concurrence étrangère, mais elle semble avoir assez bien résisté. La grande rivale de la France était Genève pour les dentelles d'or et d'argent et les galons, article particulièrement avantageux aux Indes, où les profits pouvaient aller jusqu'à 50 %. Ce qui favorisait cette concurrence c'était le poids des impôts français et aussi la liberté qu'on avait à Genève d'employer des métaux moins purs¹⁰³. L'exportation genevoise représentait aux Indes et en Espagne une valeur de plus de 300.000 livres en 1686. Gênes envoyait également pour 100.000 livres de fils d'or et d'argent. Les autres dentelles étaient concurrencées par les Flamands, qui en chargeaient en

102. Patoulet, mémoire déjà cité (fol. 197-260). *Mémoire sur le commerce qui se fait de Bayonne en Espagne* (1698). *Mémoire par lequel on justifie que la police et les réglemens... ont produit l'abondance de l'or et de l'argent dans le Royaume...*, 1696 (Paris, A. N. Marine, B7, 497, fol. 406-466). *Réflexions sur le commerce d'Espagne*, 3 juin 1701. Au Roi. *Très humbles remontrances des bourgeois et négociants de Saint-Malo pour la conservation des franchises de leur port...* (1688) (Paris, A. N. Marine, B7, 492).

103. *Mémoire sur le gouvernement de Lyon* (1697). Patoulet, *loc. cit.*, fol. 197-260.

168 sur les Galions pour 1.200.000 livres, sur les Flottes pour 600.000 livres, et qui en vendaient en Espagne pour 250.000 livres¹⁰⁴.

Les bas représentaient une branche moins importante de l'exportation française en Espagne. Savary signale dans le *Parfait Négociant*, qui date de 1675, celle des bas de soie que l'on fabriquait à Paris¹⁰⁵. Vitré expédiait des chaussettes et des bas de fil faits à l'aiguille¹⁰⁶. Enfin la Flandre française, et notamment Tournai, était spécialisée dans la fabrication des bas de laine dont elle exportait à l'étranger, d'après un mémoire de 1696, 500.000 paires par an¹⁰⁷. Ce dernier document rédigé avec un optimisme de commande déclare que, grâce aux mesures d'encouragement prises par le Roi, la fabrication des bas de toutes sortes était devenue fort importante en France et qu'elle dépassait largement les besoins du pays. En ce qui concerne l'exportation en Espagne, Savary nous apprend dans un mémoire de 1670, que Paris n'envoyait qu'une faible quantité de bas de soie; Patoulet dit, qu'en 1686 Vitré expédiait 2000 douzaines sur les Galions et à peu près autant sur la Flotte, ce qui représentait une valeur totale de 80.000 livres. Nous ne savons pas ce que pouvait envoyer Tournai, mais de Laña indique en 1693 que la consommation en Espagne et aux Indes de ses bas de laine avait été considérable autrefois¹⁰⁸.

L'exportation des bas de soie de Paris sembla avoir été toujours gênée par l'élévation des prix. Ils revenaient

104. Patoulet, *ibid*.

105. Edit. de 1713, p. 483.

106. Patoulet, mémoire déjà cité, fol. 197-260.

107. *Mémoire par lequel on justifie...* (cité plus haut).

108. *Mémoire concernant le commerce qui se pourrait faire en Espagne des bas de soie de la manufacture de France façon d'Angleterre* (octobre 1670) (par Savary), Paris, A. N. Marine, B7, 489. Patoulet, mémoire cité, fol. 197-260. *Mémoire sur les manufactures de France qui se débitent en Espagne et aux Indes*, 15 novembre 1693 (par M. de Laña) (Paris, A. N. Marine, B7, 216).

à 10 livres 13 sols 6 deniers la paire rendue en Espagne, et non compris les droits d'entrée; tandis que les bas d'Angleterre dans les mêmes conditions, ne revenaient qu'à 9 livres 5 sols 5 deniers. Cette différence provenait des prix d'achat au fabricant (7 à 9 livres en Angleterre; 9 livres à Paris) et surtout des frais de transport et des droits, beaucoup plus considérables en France¹⁰⁹.

Vers la fin du siècle, du moins pour les bas flamands et ceux de Vitré, on constate une certaine décadence des ventes en Espagne due à des défauts de fabrication. En 1693 de Laña signale qu'on « n'entend presque plus parler des bas de laine de Tournai pour femmes. » Cela tient à ce que depuis longtemps « on les fait si petits qu'ils peuvent à peine servir à des femmes de taille médiocre. Les Anglais qui en fabriquaient de toutes tailles leur faisaient une forte concurrence. Le même défaut s'observait dans les chaussettes de fil de Vitré¹¹⁰.

Les concurrents de la France sur le marché de Cadix étaient Gênes, Milan, Messine et Naples, qui envoyaient pour plus de 900.000 livres de bas de soie, en Espagne et aux Indes, puis l'Angleterre qui en expédiait pour 60.000 livres sur les Galions, 36.000 livres sur la Flotte, 12.000 livres en Espagne. Pour les bas de laine, la production anglaise dominait nettement le marché espagnol¹¹¹.

Les articles de mercerie, de bimbeloterie et de quincaillerie apparaissent comme un objet important de l'ex-

109. *Mémoire concernant le commerce qui se pourrait faire en Espagne...* (déjà cité).

110. *Mémoire sur les manufactures de France qui se débitent en Espagne et aux Indes* (cité plus haut).

111. Patoulet, mémoire cité, fol. 197-260. Voici pour les bas de laine, la valeur des envois anglais à Cadix d'après ce document : 1^{re} qualité, 240.000 livres sur les Galions, 180.000 livres sur la Flotte, 40.000 livres en Espagne; 2^e qualité, 80.000 livres sur les Galions, 50.000 livres sur la Flotte, 15 000 livres en Espagne; 3^e qualité, 45.000 livres sur les Galions, autant sur la Flotte, 10.000 livres en Espagne. Le total atteignait donc 705.000 livres.

portation française en Espagne vers le règne de Henri IV. On cite à cette époque les épingles et les aiguilles, les dés à coudre, les ciseaux, les aiguillettes pour lacets, les agrafes, les chapelets, les lunettes avec leurs étuis, les écritoires, les miroirs, les rasoirs, les cadrans en bois, les pendules de porcelaine, la verroterie taillée, les mouchettes à chandelle, les carnets à écrire, les peignes de buis et de genêt, les flûtes, les sifflets et les grelots. Rouen et ses environs étaient le grand marché de ces objets. En particulier le bourg de Rugles était vers 1603 le grand centre de la fabrication des épingles. A Rouen même vers 1611, 4000 ouvriers étaient employés à fabriquer des aiguillettes pour les lacets, dont on faisait alors grand usage. Les autres objets se fabriquaient aussi à Rouen. Mais il y avait d'autres centres de production à Laigle, à Amiens, à Saint-Etienne dans le Forez, à Thiers, à Paris. Les seuls concurrents étaient les Allemands, surtout à Nuremberg, où les commerçants rouennais s'approvisionnaient également pour compléter leurs cargaisons. Tout cela allait en Espagne et en Portugal en quantité si considérable « que l'on se demande, dit Gosselin, si vraiment l'Espagne et le Portugal pouvaient tout consommer, ou si au contraire les commerçants de ces pays ne les réexpédiaient pas eux-mêmes en d'autres contrées¹¹². » Il les envoyaient certainement en Amérique.

Nous retrouvons cette branche de commerce mentionnée en 1628 par du Fargis dans son mémoire. Nous retrouvons à peu près la même énumération en 1650 et en 1661, la quincaillerie en particulier est bien détaillée : on vendait en Espagne des couteaux de diverses sortes, des ciseaux de différentes espèces, des tranchets de cordonniers, des faux, des lames d'épée et de dagues, des

112. Gosselin, p. 105, 114 et 115. L'auteur a utilisé surtout les archives du Tabellionage de Rouen qui ont conservé des contrats de vente.

cadenas, ainsi que des chandeliers de cuivre et toute espèce de chaudrons et de casseroles¹¹³. Villars en 1669 cite encore la mercerie et la quincaillerie françaises comme des objets de commerce importants; on en retrouve la trace dans les papiers relatifs à la représaille des biens des Français en 1673 et ils sont cités par Belinzani dans son mémoire de 1679. Patoulet les signale en 1686 et les documents de la fin du siècle et du début du XVIII^e siècle également. Vers 1686 on voit apparaître les boutons d'or ou d'argent fin et de soie fabriqués à Lyon. D'ailleurs Lyon semble s'être développé à la fin du siècle comme centre de mercerie, car nous le voyons signalé comme tel en 1698¹¹⁴. Mais c'est Rouen qui reste le centre le plus important et le seul qu'indique Piganiol de la Force vers 1715. Il faut aussi signaler l'exportation du fil à coudre de Thiers, du Forez et de Rennes. Le Forez était le principal centre de la quincaillerie. En 1686 l'exportation vers Cadix de la mercerie et de la quincaillerie représentait au dire de Patoulet une valeur de 100.000 livres¹¹⁵. Ce commerce se faisait par Rouen et par Nantes au début du XVII^e siècle et aussi par La Rochelle, à destination des ports du pays basque et aussi de Lisbonne et de Séville d'où la répartition se faisait dans les ports de la Méditerranée¹¹⁶. La mercerie de Lyon et la quincaillerie du Forez s'exportaient aussi par Marseille. Mais Saint-Malo, port universel pour le commerce d'Espagne, en absorbait aussi une bonne partie.

Il ne semble pas que la concurrence étrangère se soit beaucoup exercée dans ce domaine sauf pour le fil. Les

113. Brunel et van Aerssen dans leur relation de voyage (p. 123) qui date de 1655, signalent aussi l'importation de la quincaillerie et des lames d'épée. Ils indiquent qu'on ne travaillait plus les lames d'épée à Tolède et qu'on les faisait venir de l'étranger, sauf quelques-unes qui venaient de Biscaye et qui étaient fort chères.

114. *Mém. sur le commerce qui se fait de Bayonne en Espagne* (1698).

115. Patoulet, mémoire cité, fol. 197-260.

116. *Mémoire de du Fargis*, 1628.

Hollandais envoyaient vers 1686 pour 100.000 livres de fil blanc fin sur les Galions, pour 60 à 70.000 livres sur les Flottes, pour 20 à 30.000 livres en Espagne, ils envoyaient pour 20 à 30.000 livres de fil blanc gros et de fil de couleur en Espagne et aux Indes. Quant aux Flamands ils exportaient dans le monde espagnol pour une valeur de 90.000 livres de fil blanc¹¹⁷. Ce qui facilitait cette concurrence c'était la persistance de certaines habitudes de fraude chez les fabricants français. Ainsi à Rennes, où l'on fabriquait des fils de toutes couleurs, qui étaient de bonne qualité, supérieurs même à ceux de Hollande, on avait l'habitude de les humecter ou de les envelopper dans des papiers humides pour augmenter le poids. Cela se reconnaissait au défaut de concordance que l'on trouvait toujours entre le poids en France et le poids en Espagne. Il en résultait que le fil arrivait toujours taché et comme moisi¹¹⁸.

Le papier et les livres.

L'Espagne ne semble pas avoir jamais été un pays producteur de papier. On était obligé de le tirer de l'étranger et les droits le rendaient très cher. Aussi l'imprimerie ne se développa-t-elle pas beaucoup dans la péninsule. Cependant on signale, dès la fin du xve siècle, quelques imprimeries à Alcalá de Henares, Salamanque, Séville, Saragosse et Valence sous la direction de maîtres allemands. Il y en eut également à Madrid. Mais la cherté du papier fit tomber cette industrie à partir de 1499 et la décadence s'accrut, comme pour tout le reste de la production, à partir du milieu du xviii^e siècle. Elle ne devait se relever que sous Charles III. Aussi impri-

117. Patoulet, mémoire cité, fol. 197-260.

118. *Mém. concernant les marchandises de France qui se débitent en Espagne et aux Indes* (par de Laña) du 15 novembre 1693.

mait-on surtout à l'étranger, même pour les livres écrits en espagnol. Grâce aux privilèges des étrangers, les livres ne payaient aucun droit d'entrée, et l'on n'avait pas besoin de donner un exemplaire à chaque membre du Conseil comme c'était l'usage pour les livres imprimés en Espagne¹¹⁹.

La France tira partie de cette situation et le papier et les livres figurent à partir du xvi^e siècle comme un article assez considérable de ses exportations en Espagne. Nantes semble avoir été un des principaux centres d'expédition de papier, car on en trouve fréquemment la mention dans les connaissements de ses navires au xvi^e siècle, et du Fargis le signale encore dans son mémoire de 1628. Il en était de même de Rouen et de La Rochelle. Les ports espagnols intéressés, étaient Bilbao et Saint-Sébastien ainsi que Lisbonne et Séville. Le papier français est encore mentionné par la *Relación* espagnole de 1650 que nous avons déjà citée. Une autre de 1661 mentionne les envois de Marseille. Un mémoire de 1698 parle des envois de papier de Thiers¹²⁰. Ce commerce intéressait donc la Bretagne, la Normandie, le Poitou, le Velay et l'Auvergne.

Pour les livres, les deux grands centres de production et d'expédition en Espagne étaient Lyon et Paris. Des facteurs lyonnais étaient établis à Salamanque, Saragosse, et Medina del Campo au xvi^e siècle. Les imprimeurs français composaient pour l'Espagne des ouvrages rédigés par des auteurs espagnols ou italiens et qui n'avaient guère de débit que dans le monde espagnol : ils traitaient le plus souvent de scolastique, de jurisprudence, de médecine¹²¹. Les Espagnols exigeaient sur-

119. Larruga, t. III, mém. XX.

120. *Mém. sur le commerce qui se fait de Bayonne en Espagne* (1698).

121. Mathorez, p. 61. Les livres de piété étaient généralement imprimés à Anvers en vertu d'un privilège du Roi d'Espagne (Ustariz, *Théorie et pratique du commerce et de la marine*, p. 86).

tout le bon marché, ainsi le papier et les caractères n'étaient-ils pas des plus beaux. Les libraires de Paris et de Lyon pouvaient produire à bon marché, car ils jouissaient d'exemptions de droits sur la matière première et sur tout ce qui servait à leur industrie¹²². Ces livres étaient embarqués à Nantes à destination de Bilbao. Cadix ou Séville durent en avoir leur part, car les livres français étaient répandus dans toute l'Espagne où leur vente était toujours assurée. Ce commerce se continua au xvii^e siècle, car Mata, qui écrivait en 1655, dit formellement que l'impression des livres est passée en France, ce qui a détruit cette industrie en Espagne¹²³.

La fin du xvii^e siècle marque une décadence dans l'exportation des papiers et des livres français vers la péninsule. Vers 1698 on signale encore les envois de papier de La Rochelle et de Thiers. Mais le poids des droits avait peu à peu ruiné les papeteries françaises. Si l'on ajoutait à ces droits ceux d'entrée dans les villes et ceux de sortie hors du Royaume, on arrivait à une proportion de 25 % de la valeur. C'est ce qu'indique un mémoire de 1700 : « Il s'en faisait (du papier) un grand débit en Espagne et aux Indes, mais il a cessé parce que les marchands français ne peuvent le donner, à cause des droits, à aussi bon compte que les fabriques qui se sont établies à Venise et à Gênes. » Le résultat c'était qu'au lieu de 300 moulins à papier, il n'y en avait plus en Normandie, vers 1700, que 80. Les ouvriers étaient passés à l'étranger¹²⁴.

122. *Mém. sur le gouvernement de Lyon* (1697).

123. Martínez de la Mata, apud Campomanes, *Apend. a la Educaciôn popular*, t. IV, p. 28. L'abbé Bertaut raconte qu'au cours d'une visite qu'il fit au P. Escobar en 1659, il apprit qu'il faisait imprimer ses ouvrages à l'étranger, « car il n'y a point d'imprimeurs en Espagne assez forts pour entreprendre de grands ouvrages, qu'ils envoient tous imprimer à Lyon ou à Anvers ».

124. *Difficultés qui proviennent de la multiplicité des droits et de la rigueur avec laquelle ils sont levés* (A. E. Mém. et doc. France, 2017, fol. 180-195). Fait partie d'une série de mémoires adressés par les Députés

Les grands fournisseurs de papier de l'Espagne avaient toujours été les Génois. Leur concurrence, profitant des charges de l'industrie française, finit par évincer celle-ci du marché espagnol à la fin du xvii^e siècle. D'après Patoulet, en 1680, Gênes envoyait en Espagne et aux Indes pour une valeur de 5 à 600.000 livres d'un gros papier valant de 40 à 50 sols la rame¹²⁵. Patoulet ne signale même plus à cette date le papier français et il conseille de contrefaire en France le papier génois, ce qui lui paraissait facile. C'est la preuve que de son temps la papeterie ne jouait plus, dans les exportations françaises en Espagne, qu'un rôle insignifiant.

Pour les livres, la décadence, sans être aussi complète, fut analogue. Le *Mémoire sur le gouvernement de Lyon* (1697), déclare que l'industrie du livre de Lyon ne représente plus rien pour le commerce intérieur et très peu pour le dehors. Il n'y avait plus à cette époque que deux maisons de librairie qui fissent ce commerce avec l'étranger, mais le principal débouché était encore l'Espagne et les Indes espagnoles. Les livres à destination de l'Espagne formaient d'ailleurs une branche tout à fait spéciale de la librairie. La cause de cette décadence de Lyon était analogue : le poids des impôts. Jusque vers 1640 ou 1650 les libraires lyonnais bénéficiaient encore d'exemptions de droits sur la matière première, mais elle fut alors supprimée, et les droits, qui étaient les mêmes pour les livres de luxe et pour les ouvrages bon marché, grevèrent ceux-ci fortement, ce qui atteignit le commerce d'Espagne. Là encore ce furent les Génois et les Vénitiens qui les remplacèrent. Au xviii^e siècle la décadence du commerce des livres de Lyon en Espagne

du commerce au Contrôleur général. En marge figurent des apostilles du ministre et des réponses à ces apostilles faites par les commerçants. Ustariz (*op. cit.*, chap. 85) confirme cette décadence des exportations françaises de papier pour les premières années du xviii^e siècle.

125. Patoulet, mémoire cité, fol. 197-260.

s'accentua, tandis que Paris continuait à y faire un grand trafic¹²⁶. Il semble que vers 1686 cet objet fût peu important à Cadix, car Patoulet n'en parle pas.

Les blés.

L'un des plus anciens articles d'exportation française en Espagne était le blé. Ce commerce était déterminé par l'inégalité de la production dans certaines provinces espagnoles et françaises que la mer unissait plus qu'elle ne les séparait. C'est ainsi que la région côtière de la Bretagne était exportatrice de blé¹²⁷. Il en était de même du pays de Labourd, de la Provence et du Languedoc¹²⁸. D'une manière générale, quand la récolte était bonne dans les provinces côtières de France, on avait plus d'avantage à l'embarquer pour l'étranger qu'à la diriger vers l'intérieur par des chemins difficiles et des moyens coûteux, d'autant plus que dans la Péninsule, certaines provinces maritimes étaient généralement déficitaires : c'étaient la Biscaye, le Guipuzcoa, la Galice, le Portugal, les Canaries, quelquefois l'Andalousie et Valence, plus souvent Majorque. Il y avait donc un courant traditionnel d'exportation du blé de France vers l'Espagne qui dépendait des phénomènes naturels et qui échappait à la volonté des gouvernements, sauf en cas de disette. Alors les rois de France interdisaient la

126. L'après une note de Campomanes au mémoire de Mata (*Appendice a la Educación popular*, t. IV, p. 28, note 30).

127. Voir dans l'ouvrage de Letaconnoux (*Les subsistances et le commerce des grains en Bretagne au XVIII^e siècle*, Rennes, 1909, in-8°) une carte de la répartition des cultures.

128. Voir le mémoire de Du Fargis de 1628 (A. E. Corr. polit. Espagne, 15, fol. 224-231). Il indique d'ailleurs que toutes les provinces françaises étaient intéressées au commerce du blé avec l'Espagne. Pour le Poitou, voir Raveau, *La crise des prix au XV^e siècle en Poitou* (*Rev. hist.*, t. 162, p. 1 et 268).

sortie des blés¹²⁹. Les Espagnols avaient tellement besoin des blés français que, par une faveur exceptionnelle, ils permettaient aux étrangers, sauf en Andalousie, de faire sortir d'Espagne les espèces provenant du paiement de ces blés¹³⁰. De même c'était l'usage en temps de guerre de continuer ce commerce entre Bayonne ou le pays de Labourd et les ports de Biscaye. On concluait alors un traité « de bonne correspondance » qui constituait une trêve permanente, malgré les interdictions de commerce qui pouvaient être promulguées par ailleurs¹³¹. En 1650, nous observons que sur la liste des marchandises de France prohibées en Espagne, le blé ne figure pas.

C'était le blé breton qui était le plus apprécié, si bien que les Anglais, quand ils en apportaient dans la péninsule, le faisaient passer pour tel afin d'en trouver un meilleur débit. Il venait surtout par Nantes¹³². Les autres ports français intéressés étaient Bayonne, Marseille, Toulon, Anibes. Mais comme le blé se chargeait sur de petits bâtiments, tous les ports et rades pouvaient au besoin servir à l'exportation¹³³.

129. Notamment au début du règne de Henri IV la production du blé breton s'étant trouvée insuffisante, l'exportation fut interdite. Elle ne fut permise qu'en 1601 et pour l'Espagne en 1604 (Mathorez, *op. cit.*, p. 56).

130. Cf. notamment le mémoire de Du Fargis de 1628 déjà cité, et plus tard l'article VIII du Traité des Pyrénées. Quand on pouvait prouver que l'argent saisi provenait de la vente des blés, il était toujours rendu (*Mémoire des affaires concernant le commerce* (1698), A. E. Corr. polit. Espagne, 63, fol. 227).

131. Voir sur cette question une note explicative sans titre jointe à la lettre adressée par le duc de Gramont, lieutenant général et gouverneur de Bayonne, le 4 juillet 1689, au secrétaire d'Etat de la Marine (Paris, A. N. Marine, B7, 495, fol. 305-306). L'usage était que, en cas de guerre, la demande partît des Espagnols. Le gouverneur de Bayonne, lieutenant général du pays de Labourd et pays voisins, transmettait la demande à celui des Secrétaires d'Etat qui avait la Guyenne dans son département pour savoir la volonté du Roi. Sur une réponse favorable du Roi, une députation des notables de la province était nommée pour s'entendre avec les députés du Guipuzcoa pour conclure le traité, dont le texte était ensuite transmis aux deux Rois pour être confirmés par eux.

132. Mathorez, *op. cit.*, p. 56.

133. Mémoire de du Fargis, de 1628.

Ce commerce des blés français conserve au cours des temps une remarquable stabilité, comme l'attestent les documents, variant seulement selon l'état des récoltes. Il était difficile à mesurer, vu la dispersion des centres d'envoi et des points de destination. Sous Henri IV on signale qu'il s'élève parfois jusqu'à 4 millions d'écus d'or, soit environ 12 millions de livres, ce qui placerait le blé immédiatement après les toiles dans les exportations françaises en Espagne¹³⁴. Mais la moyenne devait être très inférieure. La France semble avoir toujours gardé le premier rang pour les blés. On signale seulement certaines importations de blés anglais, et au XVIII^e siècle de blés de la Baltique¹³⁵. Mais quelles que soient l'importance du commerce des blés français en Espagne, il intéresse peu les ports d'Andalousie : cette province était en effet une riche terre agricole, qui ne faisait appel au blé étranger qu'en cas de disette, et quant au commerce des Indes, le blé ne figurait pas parmi les articles expédiés en Amérique.

Le poisson.

Les pêcheurs français ont toujours vendu en Espagne une certaine quantité de poisson. Au moyen-âge par exemple les Espagnols achetaient à Nantes des lamproies qui étaient très estimées en Biscaye¹³⁶. Plus tard quand la pêche de Terre-Neuve se fut développée, c'est l'exportation de la morue qui constitua la branche principale de ce commerce. Les Bretons, les Olonnais et les Basques français allaient vendre la morue salée en Espagne dans leur voyage de retour vers la France¹³⁷. La morue

134. Levasseur, *Histoire du commerce de France avant 1789*, p. 266.

115. Ustariz. *Théorie et pratique du commerce et de la marine*, trad. Forbonnais, chap. 92.

136. Mathorez, *op. cit.*, p. 58.

137. Mémoire de du Fargis de 1628.

jouait en effet un rôle considérable dans l'alimentation du peuple espagnol, elle était par contre relativement peu consommée en France. Aussi était-elle un important article d'exportation surtout en Espagne et en Italie¹³⁸. Les ports français intéressés étaient vers 1700 : Saint-Malo, Bayonne, Granville, Nantes, La Rochelle, dont les navires allaient pêcher à Plaisance, au Petit-Nord, et sur la côte du Canada. Les ports espagnols de destination étaient surtout les ports du Nord, Bilbao et Saint-Sébastien, mais aussi Cadix, Séville, Malaga, Alicante, Valence, Majorque et Minorque¹³⁹. Nous trouvons des allusions à ce commerce pendant tout le ^{xvii}e siècle¹⁴⁰, mais dans les dernières années la concurrence anglaise fit grand tort sur ce point au commerce français. Déjà vers 1669 elle avait évincé le poisson salé des Malouins du marché italien, parce que les Anglais revenaient d'Italie avec un fret assuré, tandis que les Malouins devaient revenir sur lest. Plus tard cette concurrence gagna l'Espagne. Vers 1696, à la faveur de la guerre, les Anglais envoyaient directement de Terre-Neuve jusqu'à 60 charges de gros navires au Levant et en Espagne. Vers 1700 le commerce anglais de poisson salé était solidement établi dans la péninsule¹⁴¹. Les Français essayaient de lutter en utilisant le traité de bonne cor-

138. *Considérations générales sur le commerce de France* (1696) par M. de Lagny (A. E. Mém. et doc. France, 2017, fol. 156).

139. A. E. Mém. et doc. France, 2009, fol. 78 v°.

140. Voir le mémoire de du Fargis en 1628, les registres de la douane de Sanlucar en 1664 (Archive de la Delegacion de Hacienda de Cadiz), une réclamation de Villars de 1680 contre les magistrats biscayens qui imposent des droits sur le poisson salé français (A. E. Corr. polit. Espagne, 63, fol. 233 (*Mémoire sur les affaires concernant le commerce...*)) et les documents de la fin du siècle que nous venons de citer, Saint-Malo envoyait tous les ans vers 1688 quinze à vingt navires chargés de morue à Bilbao (Paris, A. N. Marine, B7, 492. *Placet au Roi des députés des Etats de Bretagne sur l'exécution des arrêts du conseil des 8 et 25 novembre, 20 et 23 décembre 1687*).

141. Voir les mémoires cités plus haut, A. E. Mém. et doc. France, 2000, fol. 78 v° et 2017, fol. 156.

respondance entre Bayonne et Bilbao. On organisa des associations de Basques français et espagnols, pour la pêche à la morue à condition de faire les retours directement dans les ports d'Espagne¹⁴². Mais en Andalousie la prépondérance du commerce anglais fut pendant la guerre difficile à abattre.

Marchandises diverses.

D'autres articles moins importants et qui disparurent assez vite, figurent également sur la liste des importations françaises en Espagne au xvi^e siècle. C'étaient la résine et le brai qui vers 1628 venaient des ports de Bayonne, Cap-Breton et Saint-Jean-de-Luz pour une somme de 600.000 livres par an. Nous en retrouvons encore la mention dans un document de 1661. Plus tard ce commerce semble être passé entre les mains des Hollandais¹⁴³.

Le pastel de la région de Toulouse, Montauban, Albi et Montpellier se vendit en grande quantité, en Espagne au xvi^e siècle. On le faisait passer par Bordeaux à destination de Bilbao et Santander d'où il gagnait Burgos, Pampelune et l'intérieur. Il servait à la teinture des draps de luxe espagnols. Ce commerce intéressait donc la Castille plus que l'Andalousie et il était lié à la prospérité de l'industrie drapière. La chute de celle-ci, et sur'out la concurrence de l'indigo, apporté des Indes orientales par les Hollandais, ruina peu à peu cette exportation et entraîna l'abandon de la culture du pastel en

142. *Considérations générales sur le commerce de France* (1696) par de Lagny.

143. Mémoire de du Fargis en 1628. *Relación de las mercaderias mas principales...* (1661). La France n'était peut-être dans ce commerce, comme d'ailleurs les Hollandais, que l'intermédiaire des pays du Nord. La prépondérance des Hollandais est attestée par les mémoires de Paulelet (fol. 197-260).

Languedoc. L'exportation à l'étranger qui atteignait 200.000 balles au milieu du ^{xvi}e siècle, était tombée en 1588 à 4.247 balles. Au ^{xvii}e siècle ce commerce existait encore, comme l'indique une allusion d'un mémoire du 9 mai 1697, mais il était probablement très réduit¹⁴⁴.

Enfin la France vendait en Espagne certains cuirs, comme les peaux de chamois travaillées à Conches et à Poitiers, les peaux de bouquin, de mouton, de veau, travaillées à Rouen¹⁴⁵.

144. Malvezin, *Histoire du commerce de Bordeaux depuis les origines jusqu'à nos jours*, Bordeaux, 1892, 4 vol. in-8°, t. II, p. 210. *Mémoire pour les teintures et pour l'usage du pastel du Haut-Languedoc* (par Jean Gras, marchand et ancien capitoul de Toulouse, député du Languedoc, adressé au Roi, s. d. (probablement de 1665) (Paris, A. N. Marine, B7, 486). Le pastel est encore cité comme étant vendu en Catalogne dans un *Mémoire pour l'établissement du commerce en temps de paix en Roussillon pour la Catalogne*, du 9 mai 1697 (Paris, A. N. Marine, B7, 498, fol. 301-311).

145. Gosselin, p. 113.

CHAPITRE IX

LES IMPORTATIONS FRANÇAISES EN ESPAGNE

(fin)

PRODUITS COLONIAUX ET ÉTRANGERS

A côté des produits originaires de France, les négociants français introduisaient en Espagne diverses marchandises qu'ils achetaient aux colonies ou à l'étranger. Bien que ce commerce n'eût pas l'étendue de celui des marchandises de France, il n'était pas négligeable.

Le cacao.

L'Espagne étant un pays grand consommateur de cacao, la France s'efforça d'y écouler une partie de la production de ses îles américaines. Si ce commerce avait été admis par l'Espagne cela eut constitué une acceptation indirecte de la possession des Antilles par la France. En outre il pouvait soutenir le cours des cacaos de la Martinique et de la Guadeloupe et favoriser le développement agricole des colonies. Enfin il pouvait offrir aux Français l'occasion d'introduire du cacao espagnol de contrebande et d'accaparer ainsi peu à peu le rôle d'intermédiaire entre l'Espagne et ses colonies, ce qui leur aurait donné des facilités pour introduire dans ces dernières leurs manufactures.

L'Espagne vit bien le péril. Elle semble avoir interdit dès 1633 l'entrée des cacaos apportés par les étrangers par une cédule sur laquelle nous n'avons pas de renseignement¹. Nous en connaissons une autre du 29 octobre 1663, interdisant l'entrée en Espagne du cacao qui ne viendrait pas par les Flottes, Galions ou vaisseaux de registre². Mais cette interdiction ne semble pas avoir été observée, et la contrebande du cacao étranger, et notamment français, semble avoir pris dans la suite un développement presque officiel, comme le prouve le fait suivant. Au début de 1688 le consul de France en Andalousie demanda au Gouverneur de Cadix, comte d'Aguilar, l'admission du cacao apporté par deux navires français venant de la Martinique. Il invoquait la tolérance dont jouissait le cacao du Marañon, bien qu'il fut portugais. Le comte d'Aguilar écrivit au Conseil d'Etat pour demander des instructions : il expliqua qu'aucun cacao étranger ou apporté en dehors des Flottes, Galions ou navires de registre, ne pouvait légalement entrer en Espagne, mais qu'on en faisait entrer en contrebande. Le consul français, ajoutait-il, demande cette autorisation sans doute à cause de la difficulté de la contrebande due à la vigilance des gardes. Aguilar était d'avis qu'on accordât la permission qui rapporterait quelques droits au Roi, tandis qu'il était impossible vu l'étendue de la côte, et surtout à Alicante, d'empêcher l'introduction frauduleuse³.

En dehors des Portugais du Marañon, nous savons par une allusion d'un texte législatif postérieur⁴ que les Anglais, à cause des îles qu'ils possédaient en Amérique,

1. Elle est citée par la cédule du 24 avril 1691 qui renouvelle la défense (cf. Abreu y Bertodano, Colección de Tratados..., ch. II, 3^e partie, p. 282).

2. Abreu y Bertodano, t. VII, p. 619.

3. Simancas, Estado, 4191. Lettre du comte d'Aguilar au Conseil d'Etat du 25 janvier 1688.

4. Cédule du 24 avril 1691 citée plus haut.

avaient le droit de faire en Espagne le commerce du cacao, moyennant la production de certificats d'origine (*despachos*) délivrés par des magistrats de leurs possessions. Enfin une cédula du 30 mai 1690 rendue en faveur du fermier de la Rente du chocolat, prescrivait de ne pas faire obstacle à l'entrée du cacao qui viendrait avec les certificats prévus par les ordres de l'administration du Contrabando⁵.

Il résulte de tout cela que si théoriquement, depuis 1633 au moins, l'entrée du cacao étranger était interdite, cette défense était tombée peu à peu en désuétude, et qu'une tolérance s'était établie au profit des Portugais du Marañon, des Anglais de la Jamaïque et même des Français de la Martinique. C'était si vrai que le consul de France pouvait solliciter ouvertement l'admission du cacao français qui se présentait.

Mais la guerre de la Ligue d'Augsbourg vint ressusciter la législation prohibitive. L'instruction du 7 juin 1689, qui réglemente la prohibition du commerce de France renouvelle contre celle-ci les cédules de 1633 et de 1663. Peu après une cédula du 24 avril 1691 renouvela d'une manière générale la défense d'importer du cacao apporté par les étrangers ou apporté hors de la voie des Flottes, Galions ou navires de registre, et dans d'autres ports que ceux d'Andalousie seuls capables de recevoir ces navires. Elle révoqua la cédula de 1690 en faveur du fermier de la rente du chocolat et ordonna la confiscation de tout le cacao introduit illégalement⁶.

La contrebande française persista comme l'avoue une cédula du 1^{er} février 1697, qui prescrivait tout un ensemble de mesures pour la réprimer⁷. Dans ce papier, il s'agit non seulement du cacao, mais encore de la vanille

5. Cité par la cédula du 24 avril 1691.

6. Abreu y Bertodano, ch. II, 3^e partie, p. 282.

7. Abreu y Bertodano, *ibid.*, p. 429.

et du chocolat. Ces marchandises devaient être enregistrées sur les vaisseaux de la Carrera de Indias, et elles ne pouvaient être débarquées qu'accompagnées de *guias*, et introduites dans l'intérieur que munies d'un extrait du registre. Tout ce qui arrivait par les ports de Cantabrie, où il ne vient pas de Flottes, devait être confisqué. Jusqu'à la fin du siècle par conséquent, le cacao a représenté pour la France un article d'importation notable.

Produits des Indes orientales et du Levant.

Les Français faisaient aussi en Espagne un commerce assez actif de marchandises des Indes orientales et du Levant. Les premières leur arrivaient en effet traditionnellement par les caravanes qui aboutissaient aux ports ottomans, où venaient les chercher les vaisseaux de Marseille. Elles arrivaient aussi par les ports du Ponant, où on les apportait soit de Lisbonne, soit de Hollande, soit des Indes mêmes. Cette dernière voie finit par devenir prépondérante à mesure que prit de l'importance la voie du Cap de Bonne-Espérance. L'Espagne s'approvisionnait de ces marchandises par la voie de Lisbonne et il est probable que c'est surtout par là qu'elle le fit jusqu'à la révolte du Portugal en 1640. Elle dut recourir aussi à la contrebande hollandaise dont les Français étaient les agents. Après 1640, et à plus forte raison après la paix de 1648 avec la Hollande, ce furent les Hollandais qui furent ses principaux fournisseurs. Mais à mesure que les Français développèrent leur navigation directe vers l'Inde, ils revendiquèrent également ce rôle. Vers 1664 notamment après la fondation de la Compagnie des Indes orientales, nous saisissons l'effort de la France pour se réserver des facilités d'écoulement en Espagne des marchandises d'Asie.

Or à cette époque l'Espagne semble avoir voulu réserver ce commerce aux Hollandais avec qui elle était réconciliée depuis 1648, et qui avaient alors en Europe le monopole de la distribution des marchandises d'Extrême-Orient. En effet au début de 1663 le Roi Catholique interdit aux Français et aux autres étrangers d'en importer en Espagne, à moins qu'ils ne pussent justifier qu'ils les avaient tirées de Hollande. Ils devaient apporter un certificat d'origine délivré par les consuls espagnols dans les ports hollandais et les importer en droiture, sans s'arrêter en France. Malgré cela les juges espagnols faisaient toutes sortes de difficultés, refusant de se contenter de la copie des certificats donnés par devant notaire par des Hollandais, ou taxant de faux les certificats originaux délivrés par les consuls espagnols. L'archevêque d'Embrun cite ainsi dans une lettre du 14 août 1664 la saisie de 400 pièces de toiles fines de coton des Indes orientales et de cargaisons considérables de poivre et de cannelle, faite au préjudice de marchands français. L'ambassadeur protesta contre une restriction des échanges si contraire au traité des Pyrénées, et il fut appuyé par son collègue d'Angleterre⁸. Nous ne savons pas ce qui résulta de cette démarche. Mais les Français durent continuer à pratiquer ce commerce, car nous voyons que vers 1716 le Roi d'Espagne l'interdit de nouveau⁹. A cette époque les marchandises des Indes et de la Chine étaient très demandées en Espagne. Quant à l'Amérique elle en était plus facilement approvisionnée par le commerce entre Acapulco et Manille.

8. *Mémoire pour une contravention faite au Traité de la paix touchant les marchandises des Indes orientales* (envoyée avec une lettre de l'archevêque d'Embrun à Lionne du 14 août 1664) (A. E. Corr. polit. Espagne, 49, fol. 361 et suiv.). Voir aussi la note en espagnol adressée par l'ambassadeur au Roi d'Espagne à ce sujet (*ibid.*, fol. 456).

9. *Mémoire sur le commerce de la Nation française en Espagne* (1723) (A. E. consul. Mémoires sur le commerce d'Espagne, d'Italie, de Sardaigne, carton n° 8).

Pour les marchandises du Levant proprement dites, elles étaient fournies à l'Espagne surtout par les Français, qui ont été au ^{xvi}^e siècle les maîtres du commerce des Echelles. L'Espagne était obligée de recourir aux Marseillais parce qu'elle n'avait pas de relations directes avec l'Empire turc à cause de l'état de guerre. Il y avait, au dire de Savary, dans la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle, à Marseille et sur la côte de Provence, plus de 80 barques ou tartanes, qui couraient les côtes d'Italie, de Barbarie et d'Espagne, avec une activité incroyable. Les Marseillais importaient en Espagne principalement des toiles bleues de diverses qualités d'Alep ou du Caire, des laines du Caire, des drogues médicinales et des produits tinctoriaux, ainsi que de la cire. Le port espagnol le plus fréquenté par les Marseillais était Cadix, ce qui indiquait qu'une partie de ces marchandises devait être réexpédiées aux Indes¹⁰.

Nous n'avons guère de chiffres pour fixer nos idées sur l'importance de ce commerce. Savary des Brûlons nous dit que, de 1680 à 1683, les tartanes de Marseille firent 675 voyages vers les ports d'Espagne, soit 187 en 1680; 174 en 1681, 191 en 1682, 123 en 1683¹¹. M. Masson qui le cite ajoute que toutes les cargaisons n'étaient pas uniquement constituées par des marchandises du Levant. En 1686 Patoulet signale que le seul article des drogues de médecine et des épiceries ne dépassait pas 7 à 8000

10. Voir Masson, *Histoire du commerce français dans le Levant au XVII^e siècle*, Paris, 1896, p. 509. Voir notamment Savary des Brûlons, *Dictionnaire universel du commerce*, col. 906. La cire du Levant est indiquée par un mémoire de 1697 (A. E. Mém. et doc. France, 2015, fol. 90).

11. Voici le détail de l'année 1683 : 42 barques pour Palamos, 35 pour Barcelone, 22 pour Alicante, 15 pour Lisbonne, 14 pour Cadix. Cela n'empêche pas Savary d'affirmer un peu plus haut que Cadix était le principal débouché. Cette importation des marchandises du Levant fut soumise par l'Espagne à partir de 1680 à un droit de contrabando de 10 %. Villars s'en plaignit par une lettre du 21 mai 1680 adressée à Los Balbases. On lui répondit que toutes les nations le payaient (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 383-388).

livres, à cause de la concurrence des Hol'andais. Pour le safran, cela dépendait de la récolte espagnole : en cas de mauvaise année les Français pouvaient importer en Espagne jusqu'à une valeur de 300.000 livres¹².

Produits des Pays Barbaresques.

Ils étaient également intéressés dans le commerce entre l'Espagne et les pays Barbaresques. Leur rôle d'intermédiaire s'explique par l'hostilité persistante qui régnait entre les deux rives de la Méditerranée et par le besoin qu'avaient les Espagnols des marchandises du Moghreb. L'état de guerre était en effet permanent entre l'Espagne et les Infidèles, il avait pris la forme endémique de la piraterie et jamais les Rois Catholiques ne purent et ne voulurent faire de traité avant Charles III. Ils ne firent pas non plus la guerre, se bornant à occuper sur la côte d'Afrique quelques points fortifiés ou *présides*. Ils n'étaient pas d'ailleurs très portés à encourager les rapports de leurs sujets avec les Maures, pour ne pas mettre en péril la pureté de leur foi. D'autre part les marchandises d'Afrique étaient nécessaires à l'Espagne. On en tirait des peaux et surtout de la cire, qui était abondante et excellente, et qui trouvait dans la grande consommation de cierges du monde espagnol un débouché considérable¹³.

Aussi les Rois avaient-ils accordé à des Espagnols certaines franchises pour faire ce commerce. Mais à côté de

12. Patoulet, mémoire cité, fol. 197-260.

13. Qu'on me permette de renvoyer à ma communication du 2 novembre 1913 à la Société d'histoire moderne, *Le commerce de la cire et les relations hispano-marocaines jusqu'à la fin du XVIII^e siècle* (*Bull. de la Soc. d'hist. moderne*, 3^e série, n^o 22). Les détails qui suivent sont pour la plupart empruntés à cette étude, sauf quelques détails qui la complètent.

ces commerçants privilégiés, il y avait place pour des intermédiaires étrangers. Ceux-ci avaient été d'abord des Portugais, probablement entre 1629 et 1640¹⁴. Après l'insurrection du Portugal, les Portugais d'Espagne, très nombreux autour de la baie de Cadix, furent expulsés et transférèrent le commerce de la cire et l'industrie annexe de la blanchisserie à Lisbonne et même en Hollande, où beaucoup de Juifs portugais se réfugièrent. De là la marchandise était apportée à Cadix en contrebande. Il est permis de supposer que les Français, qui furent à ce moment d'actifs intermédiaires entre la Hollande et l'Espagne, prirent leur part de ces opérations.

A partir de la paix de 1648 entre ces deux nations, la prépondérance hollandaise dans le commerce hispano-barbaresque s'affirme, et après 1670 elle est à son plus haut degré¹⁵. Mais à partir de la paix des Pyrénées, les Français jouèrent dans ce trafic un rôle qui fut loin d'être négligeable. Colbert nous apprend par une lettre adressée à Catalan le 7 janvier 1670 que le commerce des Français de Cadix et du Port-Sainte-Marie aux côtes d'Afrique était assez considérable, et il lui recommande de tout faire pour le maintenir et l'augmenter¹⁶. En 1680 Catalan nous apprend qu'on a établi à Rouen des blanchisseries de cire et qu'on en exporte en Espagne « comme les autres nations ». C'était un des meilleurs commerces à entreprendre, car on faisait une grande consommation de cire aux Indes¹⁷. En 1688 le Roi de France ayant interdit à ses sujets tout commerce avec le Maroc, les

14. Pellicer nous apprend qu'en 1629 les Portugais obtinrent la permission de quitter le Portugal, alors réuni à l'Espagne, pour se fixer où ils voudraient. Il en vint beaucoup à Séville et on en compta 2.000 maisons à Cadix et à Sanlucar.

15. D'après un *Mémoire du commerce des Hollandais dans les Indes espagnoles*, 1680 (A. E. Mém. et doc. France, 1992, fol. 119-137). L'établissement des Hollandais à Cadix dans le commerce et la blanchisserie de la cire datait de 8 à 10 ans.

16. Paris, A. E. Marine, B7, 51.

17. Catalan, 26 janvier 1680 (A. E. consul. Cadix, t. I, p. 273).

négociants français de Cadix adressèrent au consul de France un mémoire qu'il transmit le 10 mai¹⁸. Ils faisaient valoir que, ignorant les défenses, ils avaient continué leur commerce avec Tetuan, Salé, Saffi, Sainte-Croix, et l'avaient même augmenté depuis quelques années. Ils y employaient quantité de manufactures de France, surtout des toiles de Bretagne et de Normandie. La plupart des retours se faisaient en cire, qu'ils revendaient en Espagne contre de l'argent, qu'ils faisaient passer en France. Cela leur permettait d'entretenir leur commerce dans les intervalles des Galions et des Flottes. En 1688 ils étaient plus engagés que jamais dans les ports d'Afrique. Ils faisaient d'ailleurs ce commerce en marchandises licites seulement, c'est-à-dire à l'exclusion des armes et des munitions. Ils employaient de petits bâtiments qu'ils frétaient à Cadix. L'interdiction ferait tomber ce trafic aux mains des Anglais et des Hollandais qui ne demandaient pas mieux¹⁹.

Pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg les importations en Espagne de cires barbaresques venant de Hollande ayant été gênées par les corsaires français, les Anglais s'emparèrent de ce commerce à Cadix en utilisant les relations qu'ils avaient conservées à Tanger du temps de leur éphémère domination²⁰. Mais il ne faudrait pas croire que la guerre ait empêché les Français de continuer leurs opérations. Voici ce que nous trouvons dans un mémoire de 1696 : « Les Français négociant en Espagne ont aussi fait le commerce aux ports de la côte du Ponant (Maroc atlantique), où ils envoient des piastres pour en retirer les cires et autres marchandises et les vendre en Espagne, par des séties ou tartanes qu'ils

18. A. E. consul. Cadix, t. III, fol. 119, 121.

19. Seignelay, le 5 juillet confirma la défense absolue de trafiquer avec le Maroc jusqu'à ce que la paix fût renouvelée avec les gens de Salé.

20. Voir la communication citée plus haut.

affrètent à Cadix à bonne composition, et dont le provenu avec le profit revient ensuite en France en matières et espèces d'argent ». En temps de guerre ce commerce ne pouvait plus se faire de Cadix, car les Français en étaient expulsés, aussi le mémoire en question ajoute-t-il pour l'année 1696 — année de guerre — : « Les Français font le même commerce par Lisbonne encore présentement²¹ ». Un autre mémoire de la même époque s'exprime de même : « Les Français du Ponant font encore le commerce de Lisbonne et de Cadix, c'est-à-dire de Portugal et d'Espagne à ces côtes (de Barbarie) en temps de paix entre l'Espagne et la France, surtout pour les Etats du Roi de Maroc²² ».

Si donc les Français n'étaient pas les principaux importateurs de cire barbaresque en Espagne, ils jouaient cependant un rôle important dans ce trafic. Aussi furent-ils fortement lésés par l'interdiction, lancée en 1696 par le Roi d'Espagne d'entretenir aucunes relations entre les côtes de la Péninsule et le Maroc. C'est que la Ville de Ceuta était assiégée par les Maures depuis deux ans et l'on craignait que la contrebande des armes ne se développât à la faveur du commerce de la cire et des peaux. L'exportation des armes avait toujours été interdite. Nous voyons en effet qu'en 1680 un nommé François Lanier, Français de Cadix, avait été fortement inquiété par une accusation de ce genre²³. Mais l'inter-

21. A. E. Mém. et doc. France, 2015, fol. 132.

22. *Mémoire par lequel on justifie...* (déjà cité) (Paris, A. N. Marine, B7, 497, fol. 448). Il en existe une copie dans A. E. Mém. et doc. 2015, fol. 92. Il est de 1696.

23. François Lanier avait été convaincu, à la suite d'une enquête de l'Alcalde mayor de Cadix, d'avoir fait du commerce avec l'Afrique. Français de naissance, il avait obtenu la naturalisation espagnole et il avait été condamné à mort en vertu d'une loi de Castille qui interdisait aux Espagnols, sous peine de la vie, de trafiquer en Afrique. Il est probable que cette loi souffrait des exceptions, des licences, comme l'indique un mémoire des archives municipales de Cadix de 1696 que j'ai utilisé dans mon étude citée plus haut, mais François Lanier se fondant sur sa

diction de tous rapports entre l'Espagne et l'Afrique était un moyen encore plus radical. La défense ne fut pas observée. Le vice-consul de France, Supervielle, rentré à Cadix un peu avant Catalan après la paix de Ryswick, écrivait le 31 mars 1698 qu'on avait fait des difficultés à la Douane à une petite embarcation française qui apportait de la cire et des peaux de Barbarie. Il en référa à l'ambassadeur à Madrid pour obtenir que le commerce français fût libre, en payant les droits, conformément au traité. D'Harcourt ne put rien obtenir officiellement, mais Catalan à Cadix obtint du Gouverneur l'assurance qu'on fermerait les yeux. Naturellement il en coûta quelque chose aux marchands. Il écrivit le 15 septembre 1698 : « Nos marchands français continuent de faire le commerce de la côte de Barbarie et introduisent ici la décharge de la cire, par tolérance secrète des ministres, avec quoi l'on passera jusqu'une autre meilleure occasion, étant certain, si ce commerce était libre, qu'il serait incomparablement meilleur²⁴ ».

En décembre 1698, il y eut une alerte. Le duc d'Albuquerque, Capitaine général des côtes d'Andalousie, souleva un incident à propos de deux *saelies* françaises arrivées de Salé avec de la cire. Catalan écrivit le 8 décembre à Pontchartrain : « Je crois, Monseigneur, que ce duc voudrait que tout ce commerce lui valût, et n'ose se confier à cause du Gouverneur d'ici et d'autres officiers, dont ceux-ci tacitement ont permis jusqu'à présent l'introduction de la cire, et n'osent s'hazarder à présent

qualité de Français ne devait pas s'être inquiété d'une autorisation. Il était en outre accusé d'avoir envoyé au Maroc des armes, ce qui aggravait son cas, enfin on prétendait que ses affaires avaient provoqué l'introduction de la peste en Andalousie. Or l'épidémie ravageait le pays depuis 1677. L'ambassadeur de France intervint en sa faveur (voir Villars au Roi, 25 janvier 1680 (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 244, *Copia de la carta que el embajador de Francia escribe al Sr Marques de los Balbases...*, 21 mayo 1680 (*ibid.*, fol. 383-388 13°).

24. A. E. consul. Cadix, t. III, fol. 238, 239, 251, 255.

à cause des ordres réitérés de ce duc, lequel j'aurais déjà vu en secret sur cela, si je n'avais pas été indisposé de quelques fièvres depuis quelques jours. J'en suis libre, grâce à Dieu et je passerai au port le plus tôt que je pourrai²⁵. » Pontchartrain approuva cette politique. Le consul alla voir le duc qui semble avoir maintenu son attitude. Cependant Catalan écrivait le 7 juin 1699 : « L'on continue à souffrir *avec contribution* le commerce de Barbarie²⁶. : « Une consulte du Conseil d'Etat du 1^{er} août 1702 nous donne quelques précisions sur ce qu'était cette contribution²⁷. Le juge du Contrabando le Capitaine général des côtes d'Andalousie et le Gouverneur de Cadix prélevaient pour leur compte chacun 1 peso par *siquel* de cire. Ces gratifications montèrent même en 1702 à 4 ou 5 pesos. Le Conseil d'Etat préconisait en 1702 une solution moyenne : maintenir l'interdiction pour tout le commerce de Barbarie, sauf pour celui de la cire qui était indispensable à l'exercice du culte. Il s'en embarquait en effet de 10 à 12.000 quintaux pour les Indes à chaque départ, sans compter ce que consommait l'Espagne. Le Conseil proposait d'admettre moyennant un droit l'entrée de la cire. En somme cela aurait consisté à rendre officiel ce qui n'était que toléré et à faire profiter le Roi d'Espagne d'un droit qui ne profitait qu'à ses fonctionnaires. Quelques mois plus tard, le 10 février 1703, une cédula de Philippe V accordait aux Français le monopole de ce commerce²⁸.

Voici comment en 1699, en dehors de Lisbonne qui servait aussi d'intermédiaire, les Français pratiquaient

25. *Ibid.*, fol. 288, 289.

26. *Ibid.*, fol. 299, 318.

27. Madrid, A. H. N. Estado, 680.

28. A. E. Mém. et doc. France, 2008, p. 238. Les Français ne devaient porter aux Maures ni poudre ni armes. Leurs bâtiments devaient être visités au départ de Cadix par un juge du Contrabando.

le commerce de Barbarie avec Cadix²⁹. Les commerçants français établis à Cadix et ceux de Saint-Malo, Rouen, Nantes et Marseille trafiquaient à Salé, Tétouan et Sainte-Croix, mais surtout à Salé, où ils envoyaient de temps en temps des bâtiments. C'était de Marseille que partaient le plus souvent les navires. Ils apportaient à Salé du papier, de la toile de Lyon, des *olans* de Paris, du coton filé, des toiles du Levant, etc... Ils faisaient rarement escale à Cadix, sinon pour y prendre des piastres et quelques marchandises et les porter en Barbarie. Les bâtiments du Ponant étaient moins nombreux. Tous portaient des toiles et des marchandises, mais, comme cela ne suffisait pas, ils s'arrêtaient parfois à Cadix pour prendre des piastres. Mais c'était encore de Cadix que partait le plus grand commerce des Français vers le Maroc. Les bâtiments y revenaient décharger la cire, qui constituait l'article le plus important avec quelques peaux, des amandes, des *filalis*. Les gens de Cadix envoyaient au Maroc des toiles, de la cochenille, de l'indigo, des clous de girofle, du poivre et quelques draps, mais comme cela ne suffisait pas à payer la cire et le reste il fallait aussi emporter des piastres. Ce commerce se traduisait pour la France par un surcroît d'importation d'argent. La cire rapportée du Maroc était vendue à Cadix contre de l'argent que l'on expédiait en France.

Il nous est impossible de mesurer l'importance du commerce fait entre la Barbarie et l'Espagne par les Français au xvii^e siècle. Le chiffre de 10 à 12.000 quintaux ne concerne que la cire exportée en Amérique, à laquelle il faudrait ajouter celle qu'utilisait l'Espagne. D'ailleurs toute cette cire ne venait pas uniquement de Barbarie, et elle n'était pas toute vendue par les Fran-

29. D'après une lettre de Catalan du 10 octobre 1699 répondant à une demande de Pontchartrain (A. E. consul. Cadix, t. III, fol. 350).

çais. Nous savons que le commerce franco-marocain à destination de l'Espagne utilisa 10 à 12 bâtiments pendant la période du monopole de 1703 à 1718, qui fut la plus brillante pour les Français³⁰. Nous savons aussi qu'en 1717 ceux-ci chargèrent sur la Flotte pour 600.000 piastres de cire³¹. Il est naturel de supposer que ces chiffres sont supérieurs à ceux du xvii^e siècle, quand les Français étaient en concurrence avec les Anglais, et les Hollandais, ou quand ils étaient obligés de se cacher.

Les marchandises étrangères.

La France contribuait enfin à approvisionner l'Espagne en marchandises des autres pays européens, soit qu'elle les achetât et les revendît, soit qu'elle organisât la contrebande de celles qui étaient interdites, soit qu'elle écoulât dans la Péninsule les prises de ses corsaires, soit qu'elle laissât passer simplement en transit par son territoire et par ses ports le commerce étranger.

Nous avons vu plus haut que dans les dix premières années du xvii^e siècle l'exportation des articles de mercerie, de binteloterie et de quincaillerie s'était beaucoup développée vers l'Espagne, en particulier par Rouen. Les Rouennais ne se contentaient pas de vendre les produits français, mais ils achetaient également en Allemagne, à Nuremberg, surtout, des étuis à lunettes, des écrivoires, des cornets, des cadenas, des étrilles, des chandeliers et toutes sortes d'objets de ce genre³². A Saint-Malo, dans la seconde moitié du siècle, les négo-

30. A. E. Mém. et doc. France, 2008, fol. 238 v°.

31. *Mémoire sur le commerce de la nation française en Espagne* (1723) (A. E. consul. Mémoires sur le commerce d'Espagne, d'Italie, de Sardaigne, carton n° 8).

32. Gosselin, p. 110

ciants achetaient des bas des îles anglo-normandes, des bayettes d'Angleterre qu'ils envoyaient à Cadix, de même que les Anglais et les Hollandais achetaient nos toiles, nos soieries, nos articles de mercerie pour les introduire dans leurs ballots³³. Cependant Patoulet déclare en 1686 que ce commerce était peu considérable et que les vaisseaux français étaient surtout chargés de marchandises de France³⁴. Mais en 1688 les Malouins se plaignent très vivement des obstacles que mettent à ce commerce des marchandises étrangères les mesures prises par le Roi en 1687 pour en empêcher l'entrée. Un mémoire des négociants de Saint-Malo explique qu'en interdisant de laisser entrer les lainages étrangers par d'autres ports que Calais et Saint-Valery, on laisse aux étrangers tout le profit qu'on peut faire aux Indes sur les lainages. Auparavant en effet les Français en tiraient une quantité par les frégates de Saint-Malo, à destination de l'Espagne. Depuis ces édits, les négociants français se trouvaient frustrés du profit, les armateurs du fret, tandis qu'on laissait les étrangers profiter de l'achat des toiles françaises. En 1700 le député la Motte-Gaillard attribue encore la diminution du commerce de Saint-Malo à la suppression de l'entrepôt qu'on y avait établi des marchandises étrangères pour l'Espagne. Pour expliquer la contradiction qui existe entre ces plaintes et l'assertion de Patoulet, il faut admettre que les Malouins ont quelque peu exagéré le tort subi, mais il a dû exister tout de même.

Le commerce des marchandises étrangères existait aussi à Bayonne. Un mémoire du 4 janvier 1698 nous

33. Mémoire de la Motte-Gaillard, député de Saint-Malo au Conseil de commerce, 1700 (Paris, B. N. Mss. fr. 8038, fol. 295). *Au Roi, Très humbles remontrances des bourgeois et négociants de Saint-Malo...* (1688) (Paris, A. N. Marine, B7, 492).

34. A. E. Ném. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 197-260. *Ibid.*, Espagne, 80, fol. 22-38.

apprend que par là passaient, soit par la voie de terre, soit par mer, des draps d'Angleterre et de Hollande, des toiles et fils de coton, de la cassonnade, du tabac de Portugal, de l'épicerie, de la droguerie, de la cire d'Angleterre et de Hollande. Il s'agissait bien d'un commerce de revente, car le mémoire ajoute : « Comme les Espagnols sont naturellement paresseux et qu'ils évitent autant qu'ils peuvent la peine d'aller chercher en différents endroits les assortiments complets qui leur sont nécessaires, il est certain que si l'on veut soutenir le commerce qui se fait en Espagne par Bayonne, il faut absolument y permettre l'entrée de ces marchandises étrangères sans les assujettir au paiement des droits portés par les tarifs des années 1664 et 1667, comme on le pratiquait avant la guerre, pour ne pas tomber dans l'inconvénient de voir transporter le commerce à Saint-Sébastien et à Bilbao, où les Anglais et les Hollandais ont déjà des comptoirs établis qu'ils ne manqueront pas de pourvoir des marchandises et des manufactures de France qui conviennent aux Espagnols, afin de les y attirer par l'avantage qu'ils auront d'y trouver leurs assortiments complets. Je sais aussi qu'il y a des marchands de Béarn qui se disposent à établir des magasins à Bilbao, où les Espagnols puissent trouver toutes les choses dont ils auront besoin³⁵. »

Cette habitude de vendre les marchandises toutes assorties qui était évidemment favorable au commerce des articles étrangers, n'apparaît pas comme un usage général avant le dernier quart du xvii^e siècle. Le mémoire de Bayonne l'attribue à la paresse des Espagnols. Le député du commerce de Saint-Malo, La Motte-Gaillard, nous suggère une autre explication, l'influence du commerce des Indes. On procédait ainsi dans les chargements

35. *Mémoire sur le commerce qui se fait de Bayonne en Espagne*, 4 janvier 1698 (Paris, A. N. Marine, B7, 499, fol. 194-198).

pour les Indes, faute de quoi on mettait un temps infini à écouler ses marchandises. Quand les étrangers prirent l'habitude d'envoyer directement leurs cargaisons aux Indes sous le nom d'un Espagnol, ils durent se plier à cette coutume. Elle dut passer de là au commerce d'approvisionnement de la Péninsule. Il est probable que l'initiative de ce perfectionnement commercial a dû venir des Hollandais, intermédiaire-nés de tous les peuples, et que l'acheteur espagnol l'ayant trouvé avantageux l'imposa peu à peu aux autres nations. Les Français, si nous en croyons Patoulet, ont dû suivre le mouvement avec quelque lenteur.

Le rôle de contrebandier fournisseur de marchandises étrangères interdites n'a pu être joué par les Français que par intermittence. De 1598 à 1609, entre la paix de Vervins et la signature de la trêve de Douze ans entre l'Espagne et la Hollande, plus tard entre 1621, date de la fin de la trêve et 1635 date du début de la guerre franco-espagnole, les Français ont servi d'intermédiaires aux Hollandais, ce qui leur a attiré diverses difficultés avec l'Espagne. Ils ont joué le même rôle entre l'Angleterre et l'Espagne dans des circonstances analogues. Du Fargis signale en 1628 ce commerce de contrebande des marchandises étrangères comme un élément important du trafic des Français : il portait surtout sur les toiles de Hollande, les batistes, les serges de Leyde et de Delft, les futaines, les boutons de crin, les dentelles, les bas d'étame, les cuirs de veau, le plomb, l'étain, les clous de girofle, la muscade, etc. Les principaux ports intéressés étaient les ports du Ponant, surtout La Rochelle, dont les relations avec les pays protestants du Nord étaient actives³⁶.

Plus tard après la paix des Pyrénées, les Français

36. Mémoire de du Fargis (1628) (A. E. Corr. polit. Espagne, 15, fol. 224-231).

firent la contrebande portugaise. Bien qu'ils se fussent engagés à ne pas faire de commerce avec le Portugal, leurs navires continuèrent à fréquenter ses côtes en allant à Cadix ou en en revenant, et cela donna lieu à de nombreux incidents avec l'Espagne³⁷.

Pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, les corsaires français, bien placés sur les routes maritimes de l'Europe occidentale, firent de nombreuses prises. Or à cette époque, qui est marquée par une rivalité économique très vive, Louis XIV se préoccupait d'écarter de l'industrie française la concurrence des marchandises étrangères ennemies, et la vente des prises en France pouvait être un moyen de tourner les prohibitions de marchandises ennemies. Il encouragea donc leur exportation en les exemptant de tous droits d'entrée et de sortie et en leur accordant même des facilités de transit à travers le Royaume. L'Espagne en particulier servit d'exutoire par le moyen du traité de bonne correspondance qui permettait à Bayonne de continuer son commerce dans la Péninsule malgré la guerre. Cette ville devint alors l'entrepôt des prises destinées à l'Espagne³⁸.

Enfin la France prêta son territoire au commerce étranger d'exportation vers les pays ibériques. Ce commerce de transit existait déjà au xvi^e siècle pour les marchandises de Flandre, d'Angleterre et d'Allemagne. Mais en 1586 Henri III les força à passer toutes par la douane de Lyon, ce qui gêna fort les étrangers. Sous Henri IV on accordait souvent des passe-debout, c'est-à-dire des réductions de droits pour les transports entre la Flandre ou l'Allemagne et l'Espagne ou l'Italie³⁹.

37. Voir plus haut chapitre VI. L'archevêque d'Embrun parle dans sa lettre du 1^{er} août 1663 d'une barque de la Rochelle allant à Cadix et accusée d'aller en Portugal (A. E. Corr. polit. Espagne, 45, fol. 215 216).

38. *Mémoire par lequel on justifie...* (1696) (Paris, A. N. Marine, B7, 497, fol. 462 v°).

39. Fagniez, *Le commerce extérieur de la France sous Henri IV* (*Revue historique*, t. XVI, 1880), p. 24.

Plus tard sous Colbert il y eut des entrepôts francs pour les marchandises destinées à être reexportées et des réductions de droits pour les marchandises traversant le Royaume en transit : le commerce vers l'Espagne en bénéficia comme les autres. Ce régime établi par l'édit de septembre 1664 fut supprimé de nouveau le 9 mars 1688⁴⁰. Pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, le Roi ayant établi à travers la France la liberté de transit sans payer de droits pour les marchandises d'exportation avec sortie par Bayonne ou par Marseille, les marchandises étrangères en profitèrent au même titre que les françaises, évitant par là les risques de la mer. Bayonne devint le grand entrepôt du commerce d'Espagne, et Marseille approvisionna par l'intermédiaire de Gênes les ports espagnols du Levant et même Cadix⁴¹.

Enfin dans certaines circonstances particulières la marine de commerce française accapara le transport des marchandises étrangères. Ce fut le cas par exemple pendant la guerre anglo-hollandaise de 1665. Le pavillon français était respecté à la fois par les deux belligérants et sa protection paraissait sûre. D'autre part ni les Hollandais, ni les Anglais, n'étaient brouillés avec l'Espagne et leur commerce était permis dans la Péninsule. Il y avait là une occasion exceptionnelle de profit pour nos vaisseaux, nos ports et nos commerçants. C'est ce qu'indiquait à Colbert, le 1^{er} mars 1665, Guillaume Eon, consul de France à Cadix, qui réclamait des navires de guerre de convoi pour les marchands. Il écrivait encore le 21 mars : « Monseigneur, si la guerre dure trois ans seulement, les villes maritimes s'enrichiront, et il y aura davantage de vaisseaux et de marins »

40. Voir Paris, A. N. F12, 1908.

41. *Mémoire par lequel on justifie...* (1686) (Paris, A. N. Marine, B7, 497, fol. 462). Paris, B. N. Mss. fr. 8038, fol. 27 (*Mémoire des députés du commerce*).

pour le service de Sa Majesté aux occasions⁴². » Cette prospérité n'alla d'ailleurs pas sans trouble : les bruits de guerre entre la France et l'Angleterre vinrent dès le mois d'août 1665 restreindre l'activité du transit étranger à bord des navires français⁴³.

Si nous essayons de résumer ce que nous savons du commerce d'exportation français vers l'Espagne et en particulier vers Cadix, nous voyons que l'article principal était la toile sous ses différentes espèces et qualités. Cet article représentait à Cadix en 1686 de 5 à 6 millions de livres par an, c'est-à-dire plus de la moitié des ventes françaises, et il domina notre commerce de façon constante⁴⁴. Les étoffes de laine venaient ensuite avec une valeur totale d'un peu plus de 1 million de livres par an; leurs ventes en Espagne et aux Indes ne correspondu jamais à la capacité de production de l'industrie lainière française et le marché espagnol fut perdu pour elle avant la fin du siècle. Les soieries et les étoffes d'or et d'argent n'atteignaient pas 1 million de livres par an à la même époque, et leur vente ne se développa qu'à partir de Richelieu. Les dentelles de diverses sortes venaient ensuite avec une valeur dépassant 800.000 livres par an. Ce commerce ne s'était guère développé en Espagne avant 1640. Puis venaient des articles moins importants, les chapeaux (225.000 livres par an), la mercerie (50.000 livres), les bas (40.000 livres). Quant aux autres articles, nous manquons de données précises à leur égard, ils étaient probablement moins importants encore et leurs ventes paraissent avoir été moins régulières.

Le commerce d'exportation français vers Cadix, et

42. Eon à Colbert, 21 mars 1665 (Paris, A. N. Marine, F7, 206).

43. Eon à Colbert, 22 août 1663 (*ibid.*).

44. Selon l'indication de Patoulet en 1686, nous prenons pour chaque année la moitié du chiffre qu'il indique comme étant celui des ventes françaises à chaque départ des Flottes et Galions, car ces départs n'avaient lieu que tous les deux ans.

d'une manière générale vers l'Espagne subit une certaine décadence à partir de 1667 et surtout après Nimègue. Les causes en sont d'ordre politique et économique : après une période de très grande prospérité qui précède et suit le traité des Pyrénées, l'animosité contre la France, qu'excita en Espagne la guerre de Dévolution, semble avoir réagi malencontreusement sur le commerce. Les efforts de Colbert permirent pendant son ministère de maintenir à peu près la position des Français, mais à partir de 1680, et surtout après la mort de Colbert, la décadence s'affirme. A la rivalité politique viennent se joindre des causes économiques : malfaçons des fabricants français, poids des impôts et des droits en France, concurrence étrangère servie par l'émigration des ouvriers français. Néanmoins quand s'ouvre le XVIII^e siècle, le commerce d'Espagne est encore pour la production française le débouché le plus important et il devait le rester pendant tout le XVIII^e siècle.

Les régions de France intéressées étaient surtout la Bretagne, la Normandie, la Flandre française, Lyon, Tours et Paris. Les ports d'envoi pour Cadix étaient en premier lieu Saint-Malo, puis Rouen et Marseille, accessoirement Bayonne, La Rochelle, Dunkerque et Le Havre, dont les relations avec l'Espagne étaient moins régulières et surtout orientées vers d'autres ports que Cadix. Mais en dehors de ces régions et de ces ports toute la France était plus ou moins intéressée au commerce espagnol, dont l'influence sur la vie française était considérable, non seulement par les marchandises qu'il faisait sortir, mais encore et surtout par celles qu'il faisait entrer dans le Royaume.

CHAPITRE X

LES RETOURS D'ESPAGNE EN FRANCE ET LES BÉNÉFICES

Tous les documents s'accordent à signaler au premier rang des importations espagnoles en France les métaux précieux, soit en monnaies, soit en lingots, puis venaient diverses marchandises, matières premières et aliments provenant de la Péninsule ou d'Amérique, et enfin exceptionnellement quelques produits manufacturés de luxe. Les différents ports espagnols ne se comportaient pas tous à cet égard de la même manière : Cadix et Séville, têtes de ligne de la navigation vers le Nouveau Monde, envoyaient surtout des métaux précieux et des produits coloniaux et en outre, à cause de la richesse agricole de l'Andalousie, des produits alimentaires. Quant aux matières premières, et surtout aux « manufactures », elles ne les intéressait qu'assez peu.

Les métaux précieux.

Raisons de leur sortie d'Espagne.

La prépondérance des métaux précieux dans les importations d'Espagne en France était la conséquence du genre de production du monde espagnol. C'était lui en effet qui les fournissait au reste de l'Europe, et il était inévitable qu'il les exportât. C'était

également la conséquence du mauvais état économique de l'Espagne, dont la balance commerciale fut, à partir de la fin du ^{xvi}^e siècle, de plus en plus déficitaire, tandis que celle de la France vis-à-vis d'elle s'améliorait. En 1670 un document estime que la France envoyait six fois plus de marchandises en Espagne qu'elle n'en retirait¹.

Influence de la politique monétaire.

Un autre facteur dont l'influence était grande sur le mouvement des métaux, c'était la politique monétaire en Espagne et en France. Il est nécessaire ici d'en dire un mot.

On sait que les Rois ont longtemps considéré comme une source de revenu leur droit de battre monnaie. Ils cherchaient à acheter les métaux le meilleur marché possible et, après monnayage, à les mettre en circulation sous forme d'espèces en leur donnant le plus de valeur possible. Ils frappaient ainsi d'un véritable impôt les particuliers qui venaient faire monnayer leurs métaux dans les Hôtels des Monnaies : on appelait cela *le droit de seigneurage* et il s'y ajoutait *le droit de brassage* qui représentait les frais de fabrication. Plus on réduisait le droit de seigneurage, plus on attirait dans le pays l'or et l'argent, mais moins le fisc royal faisait de bénéfice. En Espagne on eut toujours plus ou moins tendance à envisager cette question du côté fiscal plutôt qu'économique, et à maintenir élevé le droit de seigneurage en achetant bon marché les métaux dans les Hôtels des Monnaies. C'est que le Trésor royal était généralement en déficit. Aussi les particuliers préféraient vendre leur métaux à d'autres qu'au Roi, et de

1. *Mémoire sur le commerce des Français dans les Indes espagnoles et les moyens de l'entretenir* (Paris, A. N. Marine, B7, 207).

préférence à l'étranger, et ils redoutaient qu'on les obligeât à les porter à la Monnaie au sortir des Flottes.

En France la tradition du droit de seigneurage était assez ancrée dans les habitudes du gouvernement et pour les mêmes raisons qu'en Espagne. Cependant depuis le moyen-âge, on observe une tendance constante à réduire ce bénéfice impolitique : sous Saint-Louis la différence entre le prix du marc d'argent fin et la valeur du marc monnayé était de 10, 7 %; sous François I^{er} elle n'était plus que de 4 %². En 1679 Colbert supprima complètement le seigneurage. Il ne faisait d'ailleurs qu'imiter les pays commerçants du Nord, l'Angleterre et la Hollande, où la politique du gouvernement était plus étroitement soumise à l'influence des commerçants, et où le prix d'achat des métaux se rapprochait beaucoup de la valeur légale de la monnaie.

Ainsi suivant l'importance du droit de seigneurage qu'ils percevaient, les Rois attiraient ou détournaient les métaux et c'est un point dont il faut tenir compte pour expliquer les mouvements de métaux précieux entre l'Espagne et la France.

Mais les Rois tiraient d'autres avantages de leur droit de battre monnaie.

Non contents de tirer un bénéfice de l'opération du monnayage, ils faisaient arbitrairement varier la valeur des espèces quand ils y trouvaient avantage. Il leur arrivait de diminuer soit le titre, soit le poids de l'une des pièces de monnaie en usage, en lui conservant la même valeur en monnaie de compte³. Par conséquent

2. Voir pour toutes les questions de politique monétaire en France Blanchet et Dieudonné, *Manuel de numismatique française*, t. II, Paris, 1916, auquel nous renvoyons une fois pour toutes. Les frais de brassage, qui sont compris dans cette différence de 4 % avaient diminué aussi par suite du perfectionnement de la technique.

3. On sait que la monnaie de compte est une monnaie idéale de valeur fixe, qui sert dans le calcul des comptes quand il existe plusieurs types

dans un lingot de même poids on *taillait* plus de pièces et comme chaque pièce conservait la même valeur, cela revenait à *augmenter* la valeur du lingot, ou inversement à déprécier ou *affaiblir* la monnaie de compte par rapport au métal⁴. Cette opération s'appelait *l'augmentation* ou *l'affaiblissement* de la monnaie.

Lorsqu'on avait ainsi affaibli une pièce de monnaie, les autres pièces non affaiblies, voyaient leur valeur en monnaie de compte hausser proportionnellement. L'affaiblissement avantageait les débiteurs, car ils se libéraient avec une quantité moindre de métal fin. Les Rois y avaient recours en cas de crise financière, au moment d'une guerre par exemple. La conséquence au point de vue économique était la hausse des prix, entraînant un accroissement des charges de l'Etat, ce qui poussait celui-ci à affaiblir encore la monnaie. Il arrivait un moment où l'Etat ne tirait plus aucun bénéfice de l'affaiblissement, et où il cherchait à enrayer la dépréciation de la monnaie. Il cherchait alors à la *renforcer*.

Le *renforcement* ou la *diminution* de la monnaie consistait à mettre en circulation des espèces plus *fortes* contenant plus de métal fin, pour la même valeur en monnaie de compte. Dans le même lingot on taillait donc *moins* de pièces, on *diminuait* ainsi la valeur du lingot en monnaie de compte et l'on revalorisait celle-ci par rapport au métal. En conséquence les monnaies faibles voyaient baisser leur valeur en monnaie de

de pièces dont l'échelle n'est pas rigoureusement établie. La valeur des espèces, qui n'est pas indiquée sur les pièces de monnaie, est fixée par édit par rapport à la monnaie de compte. Celle qui était utilisée en France était la livre tournois, qui se divisait en 20 sols, et le sol en 12 deniers. En Espagne c'était le maravedis.

4. C'est ainsi que dans la suite des temps en France, la livre tournois a constamment perdu de sa valeur, tandis qu'en Angleterre, pays mieux administré au point de vue financier, la livre sterling a gardé à peu près la sienne.

compte, ce qui causait une perte à leurs détenteurs. Les propriétaires de revenus fixes et d'une manière générale les créanciers se trouvaient avantagés. L'opération entraînait une baisse des prix, comme de nos jours la déflation. Elle était avantageuse à l'Etat quand ses dépenses diminuaient, au moment d'une paix par exemple, et parce qu'elle lui permettait de ramener la monnaie à un niveau d'où l'on pourrait repartir pour un nouvel affaiblissement.

L'opération de l'affaiblissement était beaucoup plus facile à réaliser que le contraire. Lors du renforcement en effet, il fallait comprimer les prix et le taux des salaires par des édits qui soulevaient naturellement l'opinion. Les créanciers étant toujours moins nombreux que les débiteurs dans un pays, la politique qui leur était favorable était beaucoup plus impopulaire.

Du point de vue des mouvements de l'or et de l'argent, l'affaiblissement doit théoriquement attirer les espèces étrangères puisqu'elle leur confère une valeur plus grande, et le renforcement entraver l'importation. Mais cette instabilité des espèces, jointe au système qui consistait à avoir une monnaie de compte distincte des monnaies réelles, avait pour conséquence que les particuliers ne savaient jamais exactement ce que valaient les moyens de paiement. Il leur arrivait d'accepter les monnaies au delà de leur valeur réelle, ce qui rendait possible toutes sortes de tromperies, de spéculations et de trafics sur les monnaies étrangères. Il arrivait qu'à certains moments celles-ci envahissaient un pays, à d'autres les bonnes monnaies d'un Etat s'enfuyaient à l'étranger. Enfin les modifications de la valeur relative de l'argent par rapport à l'or dans le cours des temps et suivant les pays venaient encore influencer les mouvements des métaux.

Ceci dit, voyons quelle a été en Espagne et en France

la politique monétaire, et comment elle a réagi sur les mouvements des métaux précieux.

En Espagne on pratiqua à partir de Philippe III une politique d'affaiblissement extrême compliquée d'inflation. C'est dire que la monnaie de compte se trouva terriblement dépréciée par rapport au métal, ou inversement que le métal prit une valeur extraordinaire. Il existait une monnaie de billon ou *vellon*, qui servait de monnaie divisionnaire d'appoint et n'avait qu'une faible valeur intrinsèque : elle comprenait très peu d'argent et beaucoup de cuivre. En 1602 Philippe III en altéra la valeur, il l'*affaiblit*, et en outre il fit une véritable inflation en en faisant frapper beaucoup⁵. En 1606 la quantité du billon avait doublé⁶. Cela entraîna une hausse de la monnaie d'argent, c'était ce qu'on appelait la prime ou *premio* de l'argent sur le vellon. En 1625 cette situation fut consacrée par la loi⁷.

La prime de l'argent aurait dû l'attirer ou du moins le retenir en Espagne. Il n'en fut rien, car la législation était toujours en retard sur la pratique. En outre intervint alors le principe d'après lequel, quand il y a deux monnaies dans un pays débiteur de l'étranger, la mauvaise chasse la bonne. Les étrangers introduisirent en masse de fausses pièces de vellon qu'ils échangèrent contre les espèces d'argent. La politique d'affaiblissement accentua donc en Espagne la sortie, d'ailleurs inévitable, des métaux précieux.

5. Cantos Benitez, *Escrutinio de maravedises y monedas de oro antiguas, su valor, reducción y cambio a las monedas corrientes...* Madrid, 1763 in 4 cap. XVII.

6. *Cinco tratados tocantes al consumo de la moneda de vellon a la ley, peso y valor de la plata, a la saca de oro y plata por los extrangeros, y al restablecimiento de las manufacturas y tejidos de España y lo que resultara a favor del Rey y sus vasallos* (par Fr. Thomas de Arguello), Madrid, 1681 (Madrid, Acad. hist., mss. 9475, 1^{er} Traité, cap. 2).

7. La pragmatique du 8 mars 1625 permit le premio de l'argent sur le vellon pour le temps qui lui conviendrait.

Cette situation dura pendant tout le ^{xvii}e siècle. La hausse des prix qui suivit et la mauvaise gestion financière forcèrent le gouvernement à persévérer dans la politique d'affaiblissement. Le Trésor ne fut jamais capable de supporter les sacrifices financiers qu'aurait imposé une politique de renforcement et de déflation, et le gouvernement ne put pas imposer la baisse des prix. Plusieurs tentatives en 1628, en 1638, en 1642, en 1651, en 1652, en 1680, pour ramener le vellon à sa valeur ancienne et faire disparaître la prime de l'argent, n'aboutirent pas⁸. En 1686 on s'avisa d'un autre procédé pour fixer les rapports du vellon à l'argent. Ne pouvant renforcer le vellon on décida d'affaiblir les pièces d'argent. Par la pragmatique du 14 octobre 1686 il fut ordonné que le peso ou piastre d'argent, qui valait 8 réaux de plate et qu'on appelait pour cette raison *real de a ocho*, en vaudrait 10 et prendrait le nom d'écu. Comme il y avait de l'argent au vellon une prime de 50 %, l'écu vaudrait 15 réaux de vellon. Ce rapport entre l'argent et le vellon fut déclaré légal, la prime restant incorporée dans le prix de l'écu. Les rapports entre les coupures inférieures d'argent et de vellon furent réglés en conséquence. Pour l'avenir il fut entendu que l'on continuerait à frapper des pesos de 8 réaux, mais avec 25 % de moins d'argent dans l'alliage. Cette opération marqua une sorte de stabilisation de la monnaie espagnole. Elle donna jusqu'à la fin du siècle un peu de sécurité⁹.

En France, la monnaie traversa des crises analogues bien que moins graves¹⁰. Au ^{xvi}e siècle, tandis que la

8. *Cinco tratados*, *ibid.* Cantos Benitez, cap. XVIII, p. 132-148. Villars. *Mém. de la cour d'Espagne*, p. 125, 250.

9. Cantos Benitez, cap. XVIII, p. 138.

10. Voir Blanchet et Dieudonné, t. II, p. 168 et suiv. Forbonnais, *Recherches et considérations sur les finances de la France de 1595 à 1721*, Bâle, 1758, 2 vol. in-4°, t. I, p. 48 et suiv.

monnaie espagnole était encore bonne, la monnaie française se déprécia sous l'influence des guerres civiles : à cette époque troublée les chefs de partis frappèrent en fraude des espèces, ce qui amena leur avilissement. Le métal se cacha. Pour fournir au commerce des moyens de paiement, Henri III créa en 1577 une monnaie de cuivre. On s'efforça de mettre en circulation une monnaie réelle, correspondant exactement à la valeur de la monnaie de compte : en 1575 on créa le franc d'argent, valant une livre ou 20 sols; en 1577 on créa l'écu d'or valant trois livres ou 60 sols. Mais la valeur de ces bonnes espèces, par suite de l'ignorance du public, s'établit au-dessus de leur valeur nominale, car c'était en fonction des monnaies faibles, beaucoup plus nombreuses, que s'établissaient les prix. Cette période fut favorable à l'invasion des pièces étrangères dépréciées et à la fuite des bonnes espèces, en particulier vers l'Espagne. La politique de Henri III échoua donc : on ne put pas arrêter la politique d'affaiblissement. Le métal continua à s'apprécier et la monnaie de compte à se déprécier.

Pendant la première moitié du xvii^e siècle, la Royauté lutta pour enrayer cette dépréciation. Mais elle dut cependant la consacrer en partie : en 1602 Henri IV fixa la valeur de l'écu d'or à 65 sols au lieu de 60, et celle du franc d'argent à 21 sols au lieu de 20. En 1640 une nouvelle réforme fut nécessaire pour doter la France d'une monnaie stable et de valeur réelle, car celle de 1602 n'avait pas tenu. Mais la construction du Louvre (1642-1643), la liquidation de la Fronde (1655-1658), et la guerre avec l'Espagne faillirent en compromettre le succès. Cependant vers 1656 le système monétaire français paraît fixé : Il comprend une monnaie d'or, le *louis* qui vaut 11 livres; une monnaie d'argent le *louis d'argent* ou l'*écu*

blanc, qui vaut 3 livres ou 60 sols, et enfin les subdivisions de l'écu. Colbert tint la monnaie stable pendant tout son ministère. Le facteur monétaire joua donc peu du côté français à un moment où la situation économique et monétaire de l'Espagne favorisait la fuite des métaux. Sans doute à cette époque le stock métallique français s'accrut beaucoup, mais l'afflux de l'or et de l'argent d'Espagne aurait pu être plus considérable. Ce manque à gagner de la France semble avoir tenu à deux causes : 1^o l'état du change ; 2^o la politique métallique suivie par la France.

Le change français, du moins avec les pays du Nord, a été constamment déprécié au *xvii^e* siècle. D'après M. Hauser¹¹, il faut chercher la cause de ce fait dans l'organisation médiocre du commerce français. Les villes de France manquaient de correspondance avec l'étranger, sauf Lyon qui était un grand marché de capitaux, et Marseille qui avait de fortes liaisons avec le Levant. Pour toutes les opérations de banque avec les pays du Nord et avec la Péninsule ibérique, il fallait passer par l'intermédiaire de places étrangères. On avait donc avantage à faire passer les métaux de Cadix à Amsterdam, à Londres ou à Gênes, plutôt qu'en France à cause du change. Catalan indique cette influence en 1670¹², ce qui entraînait une différence de 4, 5 ou 6 % entre le prix qu'on payait les piastres en France et celui qu'on en donnait à l'étranger. A l'époque précédente, si le change français était bas, il se trouvait compensé par la hausse continue du prix des espèces et des métaux due à une politique monétaire d'affaiblissement. Mais à partir du moment où la valeur de la monnaie fut stabili-

11. Hauser, *Le Parfait négociant de Jacques Savary* (*Revue d'hist. écon. et sociale*, 1925, p. 26).

12. Catalan à Colbert, 24 août 1670 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 73).

sée, l'influence pernicieuse du change se dégagait. Pour la compenser il aurait fallu revenir à cette espèce d'inflation qu'était alors la politique d'affaiblissement.

Colbert n'y voulut jamais consentir, et, malgré les apparences, ses successeurs non plus, comme nous le verrons. Il estimait qu'il ne fallait pas toucher à la monnaie¹³. Le Roi avait le devoir vis-à-vis de ses sujets de la maintenir stable. En outre, la politique d'affaiblissement, ou, comme on disait, d'augmentation de la monnaie, était surtout avantageuse aux débiteurs et le Roi, était créancier de tous les contribuables. Mais surtout Colbert avait l'ambition de donner à la France une balance commerciale favorable, c'est-à-dire une position créancière en Europe, et il faisait la politique monétaire de sa politique commerciale. Cela étant admis, il ne pouvait donner aux métaux et aux monnaies étrangères une valeur élevée qu'en diminuant la marge de bénéfice que se réservait le Roi dans le monnayage. Il était même partisan de le supprimer. Mais il lui fallut lutter pour triompher d'une aussi vieille tradition, et surtout il dut attendre des circonstances favorables. Déjà en 1672 il semble avoir écouté les plaintes des commerçants et avoir augmenté le prix d'achat en France des barres d'argent et des piastres¹⁴. Mais cela fut inefficace, car en 1673 les Flamands, sollicités par Catalan d'envoyer leurs fonds de Cadix en France, préférèrent les envoyer à Ostende à cause du bénéfice

13. Il résulte de diverses lettres de Colbert à Catalan (21 juillet 1670), à M. d'Argouges (15 et 29 août 1670), qu'à cette date il ne croyait pas que l'argent valût moins en France qu'en Angleterre et en Hollande. Il ajoutait le 29 août : « Quand même cela serait, le remède est extraordinairement difficile, d'autant qu'il ne peut jamais être avantageux de toucher aux monnaies d'un puissant royaume comme celui-ci... »

14. Colbert écrivait le 22 juillet 1672 à Eon, marchand malouin et son correspondant à Saint-Malo : « Je suis bien aise que vous avez fait entendre aux marchands qui trafiquent en Espagne la résolution que le Roi a prise d'augmenter le prix des barres et réaux... » (Paris, A. N. Marine, B7, 55).

supplémentaire de 4 à 5 % qu'ils y trouvaient¹⁵. Ce n'est qu'en 1679, après Nimègue, que Colbert put exécuter son dessein. Les dépenses du Roi étaient moins fortes à cause de la paix. Comme la reprise du commerce avait attiré en France quantité de pistoles d'Espagne et de pièces étrangères, Colbert en ordonna le décri, et elles furent transformées en louis d'or et en écus blancs, sans qu'il en coûtât rien aux particuliers, car le Roi supprima le droit de seigneurage et prit les frais de fabrication à sa charge¹⁶.

Mais cette décision apparaît comme une exception dans l'histoire de la politique française à l'égard des métaux précieux. En général on s'efforçait toujours de les acheter au-dessous de la valeur qu'ils auraient une fois monnayés. C'est ainsi que les barres et les piastres d'Espagne étaient toujours payées en France moins cher qu'en Angleterre et en Hollande. La piastre valait en France 58 sols, tandis qu'elle était partout ailleurs à la parité de 60¹⁷. Dès 1665 Guillaume Eon, consul à Cadix signale cette différence¹⁸. En 1670 Catalan écrit qu'on gagnait de 5 à 6 % à faire ses remises en Hollande, et dans un mémoire de la même année il conseillait au Roi de mettre les piastres à un écu, c'est-à-dire à 60 sols, ce qui, dit-il, était logique, puisque le louis égalait la pistole d'Espagne¹⁹. Nous avons vu que la hausse de 1672 fut insuffisante. En 1679 le Roi mit enfin les prix des métaux en France au niveau de l'étranger. Le prix du marc d'argent fin fut porté de 27 l. 13 sols à 30 l. 7 sols 2 deniers et le marc d'argent mon-

15. Catalan à Colbert, 30 juillet 1673 (A. E. consul. Cadix, I, 184).

16. Forbonnais, t. I, p. 491.

17. C'est ce qu'affirme Delagney dans une lettre à La Lande-Magon du 19 février 1690 (Paris, A. N. Marine, B7, 62).

18. Eon à Colbert, 16 août 1665 (Paris, A. N. Marine, B7, 206).

19. Catalan à Colbert, 1^{er} et 9 juin 1670 (A. E. consul. Cadix, I, 56 et 58 v°), *Mémoire sur le commerce des Français dans les Indes espagnoles*, octobre 1670 (Paris, A. N. Marine, B7, 207).

payé de 25 l. 4 sols à 26 l. 10 sols²⁰. En 1680 on permit le cours en France des réaux d'Espagne du poids de un écu, c'est-à-dire qu'on les admit pour une valeur de 60 sols, comme à l'étranger²¹. Les commerçants le réclamaient depuis 1670.

Ces mesures entraînèrent un afflux considérable d'argent espagnol en France. Les piastres étaient tellement abondantes que, dans un sac de 1000 livres, on en trouvait parfois près de la moitié en cette monnaie. En effet les marchands n'étaient plus obligés de les porter à l'étranger pour en tirer tout le bénéfice possible. Il en fut de même jusqu'à la mort de Colbert.

Mais cela ne dura pas. Après Colbert et jusqu'à la fin du siècle, on voit reparaitre les plaintes des commerçants touchant la faible valeur donnée en France aux métaux et aux monnaies étrangères. Que s'est-il donc passé ? Peut-être cette recrudescence de plaintes n'est-elle qu'apparente, et tient-elle à l'inégalité de notre documentation. Peut-être aussi la situation du change français empire-t-elle à partir de 1685, sous l'influence de l'inquiétude suscitée par la politique des réunions, puis de la guerre et des mesures de pression économique prises contre la France, enfin de l'émigration des capitaux et des artisans. C'est sans doute pourquoi Delagny constate en 1690 que, malgré un prix plus avantageux de 26 l. 10 sols fixé pour le marc d'argent dans les Hôtels des Monnaies, l'afflux de ce métal a été moindre en France que pendant la période qui va de 1642 à 1679²².

En 1685 un mémoire propose de porter les louis d'or et les pistoles d'Espagne à 12 liv. et les bons réaux d'Espagne à 60 sols, preuve que la mesure qui les avait por-

20. Forbonnais, t. I, p. 491.

21. *Mém. sur le commerce des Hollandais dans les Indes espagnoles*, 1680 (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 119-137).

22. Delagny à La Lande-Magon, 19 février 1690 (Paris, A. N. Marine, B7, 62). Le prix était avant 1679 de 25 livres 4 sols le marc.

tés à ce prix en 1680 n'avait pas tenu²³. En 1686 nous avons plusieurs documents qui attestent les vœux du commerce dans ce sens. C'est Patoulet qui, dans deux mémoires le 2 janvier 1686 et un peu plus tard²⁴, dénonga la différence de 4 à 5 % qu'il y a entre la France et l'Angleterre au bénéfice de celle-ci pour le prix des métaux, ce qui entraîne l'exode de l'or et de l'argent vers la Grande-Bretagne. Il conseille deux remèdes :

1^o de porter à 27 liv. au lieu de 26 liv. 10 sols le marc de réaux et à 29 liv. 10 sols le marc le prix des barres, sans augmenter le prix de l'écu. Cela supprimerait le bénéfice du Roi, ce qui nous prouve en passant qu'il avait été rétabli; 2^o Si l'on ne voulait pas le supprimer il fallait augmenter les monnaies, en portant l'écu à 52 sols, ce qui mettrait le marc de réaux à 27 liv. 8 sols, et celui de barres à 29 liv. 16 sols 9 deniers. Pour l'or, les négociants étaient tous d'accord qu'il n'était pas à sa valeur en France. En Angleterre il valait de 5 à 6 % davantage, aussi les louis y étaient-ils plus communs qu'en France. Patoulet proposait donc de porter les louis à 12 liv. D'autres se contentaient de 11 liv. 10 sols.

Dans le second mémoire, Patoulet montre l'avantage que l'Angleterre et Gênes tiraient du haut prix des métaux. Ils affluaient chez elles, et favorisaient l'exportation de leurs manufactures. La perte qu'elles faisaient en achetant cher le métal était compensée par le gain commercial, comme cela s'était passé en France en 1650. Patoulet recommande le système anglais et

23. *Mémoire sur le rétablissement du commerce présenté par les négociants de Paris* (1685); Boislisle, *Mém. des intendants sur l'état des généralités dressés pour l'instruction du duc de Bourgogne. Mémoire sur la généralité de Paris*, t. I. Append. p. 770.

24. *Mémoire sur le commerce de Cadix et des Indes* (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 149-195 daté du 2 janvier 1686 à Saint-Malo). *Mémoire sur le commerce de Cadix et des Indes occidentales* (ibid., fol. 197-260).

génois qui consiste à estampiller les barres après en avoir fait l'essai, et à leur laisser cours libre pour la valeur marquée dessus. Il indique que les Français font les $\frac{2}{3}$ du commerce de Cadix et que l'autre tiers est fait en commun par eux et par les étrangers. Le retour, de ce tiers s'en va à l'étranger en Angleterre, Hollande, Hambourg, Gênes parce que l'argent y est à plus haut prix. Il y a donc une partie du bien des Français qui va ainsi à l'étranger. Le seul moyen de remédier à cela est de hausser en France le prix de l'or et de l'argent.

Un commerçant M. de la Lande-Magon adressa au Secrétaire d'Etat de la Marine un mémoire dans le même sens, dont il lui rappelait les conclusions le 19 juin 1686²⁵. Devant les instances des commerçants le Roi se laissa en partie persuader. Une déclaration augmenta de 10 sols la valeur des louis d'or et des pistoles d'Espagne, mais on ne toucha pas aux écus²⁶. L'argent restait donc bon marché en France. En septembre 1686 les barres valaient à Cadix 76 réaux le marc, ce qui correspondait à 30 liv. tournois, prix supérieur à celui qu'on en donnait en France. On prévoyait donc qu'il n'en passerait pas en ce pays. Il en était de même de l'argent monnayé dont le prix était en Hollande supérieur de 3 % au prix français²⁷.

La ligne politique du gouvernement français restait donc la même. Il se refusait à hausser la valeur des monnaies. En 1687 le louis fut même ramené à 11 liv. 5 sols²⁸. La controverse semble avoir été très vive en ces années qui précèdent la guerre de la Ligue d'Augsbourg

25. La Lande-Magon à Seignelay, 19 juin 1686 (Paris, A. N. Marine, B7, 492).

26. La Lande-Magon à Seignelay le 4 août 1686 (*ibid.*).

27. Copie d'une lettre privée de Cadix du 30 septembre 1686 (*ibid.*, B7, 211).

28. Voir *Dict. universel du Commerce*, article Monnaies, p. 955

et l'administration maintenait fermement son point de vue, comme l'indique une lettre de Delagny à M. de la Lande-Magon du 8 janvier 1689²⁹ : « A l'égard de la pensée où vous êtes pour l'augmentation du prix des espèces dans l'exposition, tout ce qu'il y a de plus habiles gens en France sont d'un avis contraire sur des principes très solides et incontestables, et démontrent que c'est une chose pernicieuse. On a épuisé tous les raisonnements sur cette matière et il a fallu se rendre, surtout que l'on ne peut empêcher que les dites matières n'aient dans le commerce un prix supérieur à l'espèce à proportion de l'emploi et des besoins, et comme l'étranger nous doit, nous perdriions nécessairement toute l'augmentation dans le paiement qu'il faut qu'il nous fasse et ladite augmentation n'est qu'une valeur imaginaire, la véritable ne consistant que dans celle qui est intrinsèque. Il y a une infinité d'autres raisons et l'exemple de l'Angleterre, qui a toujours tenu ses espèces à bas prix et au plus fin, vous doit persuader. Si vous savez avec combien de vivacité et d'attention on a examiné cette affaire, vous en serez surpris, et c'est un chapitre délicat à traiter et de longue et terrible discussion... »

La déclaration de la guerre de la Ligue d'Augsbourg en 1689 put seule faire céder le gouvernement. A partir de cette époque la France revit les mutations dans les monnaies sous la pression de la nécessité financière, et cela jusqu'à la fin du règne. Les monnaies furent augmentées, puis diminuées, puis augmentées de nouveau³⁰. Cependant même quand il haussa la valeur des espèces, le gouvernement resta fidèle à sa politique

29. Delagny à La Lande-Magon, 8 janvier 1689 (Paris, A. N. Marine, B7, 60).

30. Voir Blanchet et Dieudonné, t. II, p. 168 et suiv. Forbonnais, t. II, p. 46. *Dict. univ. du Commerce*, art. Monnaies, p. 955 et suiv.

de bas prix d'achat pour les métaux. Cela résulte de la correspondance de Delagny avec le commerçant moulouin de la Lande-Magon. Le 4 janvier 1690 ce dernier, se référant à des lettres reçues de Lyon, signale que beaucoup de piastres sont arrivées à Gênes, mais qu'« il n'en viendra point en France jusqu'à ce qu'on sache le tarif des matières et que la proportion y soit observée à l'augmentation des monnaies... On les convertira en lettres de change, plutôt que de les faire passer à Marseille, à moins que les négociants ne trouvent du bénéfice sur le prix que vaudront lesdites matières en France; mais si le marc de piastres y valait autour de 29 liv. et les barres à proportion je suis persuadé qu'il en viendrait un grand nombre dans le royaume³¹ ». Il insista de nouveau dans des lettres à Pontchartrain du 8, du 17 et du 22 janvier 1690, se faisant l'écho d'une menace des marchands de Lyon de transporter tout l'or et l'argent à l'étranger au lieu de se servir de lettres de change. D'autres négociants, notamment le sieur Magy de Marseille, écrivaient la même chose. Mais l'administration restait ferme : Delagny estimait qu'il n'y avait pas à hausser le prix des matières en fonction du prix des espèces, car le premier devait dépendre des conditions du commerce international, tandis que le second était fixé arbitrairement par le Roi, pour le Royaume seulement. Si donc le Roi trouvait bon de donner aux espèces une valeur supérieure à celle qu'elles avaient à l'étranger, cela ne devait entraîner aucune hausse pour le prix des matières³².

31. La Lande-Magon à Pontchartrain, 4 janvier 1690 (Paris, A. N. Marine, B7, 496). La lettre du 8 janvier est sous la même cote. Celles du 17 et du 22 janvier sont résumées dans B3, 60, fol. 194 v° et 200 v°.

32. Delagny écrivait le 3 février 1690 à M. Magy, négociant et son correspondant à Marseille : « Je ne saurais être de votre avis pour une plus grande augmentation sur le prix de la matière d'argent. Celui qu'on y a fixé est supérieur au prix qu'on la fait valoir dans les pays étrangers, et c'est le prix de la matière seulement qui fait l'équilibre pour le change. L'espèce ne regarde que le dedans de l'Etat depuis 1641. Jusques au

Au fond, malgré les apparences le gouvernement reste fidèle à la politique monétaire de Colbert. Sous la pression des nécessités du moment, il a pu changer la valeur de la monnaie, mais son intention est de revenir le plus tôt possible à la situation antérieure, et il ne veut pas toucher au prix des matières.

Il dut le faire néanmoins. En 1696 nous savons que le marc de piastres valait en France 28 liv. 15 sols et le marc de barres 31 livres. Mais c'étaient encore des prix inférieurs aux prix internationaux, qui étaient respectivement de 30 et 33 livres³³. La raison c'est que le Roi ne pouvait pas renoncer à gagner sur le monnayage à une époque où ses dépenses étaient énormes. Aussi les plaintes du commerce sur ce sujet se répètent-elles. En 1696 le mémoire de Laña préconise la hausse des matières et au moment de la paix une nouvelle évaluation des espèces et des matières plus forte qu'avant la guerre. *Le Mémoire sur le gouvernement de Lyon* (1697), rédigé par l'Intendant, mais sous l'influence du commerce local, suggère de hausser le prix des matières dans les Hôtels des Monnaies temporairement, au moment de l'arrivée des Flottes³⁴. Les députés du commerce vont plus loin. En 1701 ils proposent, parmi les moyens

règlement de 1679, la matière du titre de nos écus n'a valu que 25 liv. 4, es dits écus blancs étant à 60 sols. Cependant il n'a jamais tant entré d'argent dans le Royaume que pendant ce temps-là et les monnaies ont beaucoup plus travaillé que depuis. » Il écrivait encore à La Lande-Magon, le 19 février, pour lui répéter la même chose et il ajoutait : « Je vous dirai encore à l'égard des monnaies, qu'elles ne travaillent jamais que du superflu du commerce, parce que tant qu'on a besoin de matière pour l'employer on la fait et fera toujours valoir plus cher qu'à la Monnaie. En un mot c'est le prix de la matière qui fait l'équilibre général entre les différentes nations, et le change en particulier tire sa variété à l'avantage de ceux qui sont débiteurs aux autres... Attendez que les Hollandais nous puissent devoir et vous verrez hausser le change, comme en 1652, nonobstant le surhaussement de nos espèces par la licence de la guerre civile » (Paris, A. N. Marine, B7, 62).

33. *Mémoire touchant le commerce*, 1696, par de Laña (Paris, A. N. Marine, B7, 219).

34. *Mémoire sur le gouvernement de Lyon*, 1697 (*Revue d'histoire de Lyon*, 1902, p. 334).

de relever le commerce français d'Espagne, de mettre la matière au même prix que l'espèce, c'est-à-dire de supprimer tout bénéfice pour le Roi dans les Hôtels de Monnaies. A cette époque le droit de seigneurage et frais de brassage était de 23 sols par marc d'argent³⁵.

La conséquence de cet état de choses, qui dure depuis 1685, c'est que l'argent quirevenait aux commerçants français par la voie de Cadix, n'était pas envoyé en France. Il y en avait eu même pendant la guerre, et il était allé à Gênes, mais, au lieu de passer de là en France, il y restait, ou bien on ne l'envoyait à Marseille que pour l'expédier dans le Levant, où chaque piastre valait 71 à 72 sols au lieu de 60³⁶. En 1700 Mesnager, député de Rouen au Conseil de Commerce, pouvait écrire que depuis quinze ans il n'était presque point venu d'argent en France³⁷. L'argent des Indes appartenant aux Français avait été envoyé à leur compte de Cadix en Angleterre, en Hollande, en Suisse et en Allemagne. De cette fuite des métaux précieux la politique monétaire de Louis XIV est en grande partie responsable³⁸.

Autres influences sur les mouvements des métaux.

Les importations de métaux précieux d'Espagne en France étaient encore soumises à d'autres influences.

35. *Réflexions sur le commerce d'Espagne*, 3 juin 1701 par les députés des villes au conseil de commerce (Paris, A. N. Marine, B7, 225).

36. *Mémoire touchant le commerce*, par de Laña, 1696 (Paris, A. N. Marine, B7, 219).

37. Paris, B. N. Mss. fr. 8038, fol. 157.

38. Une autre raison se rencontre dans le déficit de la balance commerciale à la fin du siècle. A partir de 1680, nous avons vu qu'il y a une certaine décadence de l'industrie française. La guerre de la Ligue d'Augsbourg a été marquée par une guerre économique très âpre menée surtout par la Hollande et qui a abouti à faire baisser les exportations françaises. Pour solder notre dette à l'étranger, il faut faire appel aux métaux précieux venant d'Espagne. C'est ce qu'indique le mémoire des députés du commerce intitulé *Réflexions sur le commerce d'Espagne* du 3 juin 1701 cité plus haut.

L'une d'elles, qui semble avoir eu une grande importance, était la nature de l'intérêt qu'avaient les Français dans les Flottes. Tantôt en effet les marchandises françaises étaient allées en Amérique au compte de marchands espagnols qui les avaient payées comptant à Cadix, tantôt ils les avaient achetées à crédit, promettant de les payer au retour des Flottes, tantôt elles étaient parties au compte des Français sous le nom d'un commissionnaire espagnol. Suivant que l'intérêt des Français était plus ou moins direct, les envois d'argent vers la France étaient plus ou moins massifs à l'arrivée des convois. Quand les capitaux venaient au compte des Espagnols, ils restaient dans le pays un certain temps et ne s'écoulaient vers l'étranger que peu à peu.

Un autre facteur qui influait sur les remises faites en France, c'était l'intérêt qu'avait le Roi d'Espagne dans le Trésor et l'attitude qu'il prenait à l'égard de l'argent des particuliers. La part du Roi était généralement faible, 1 à 2 millions de pesos suivant les années et les provenances. Les prélèvements oscillaient suivant les nécessités du budget entre 200.000 pesos et 1 million 1/2 le plus souvent ils étaient de 400 à 500.000 pesos. Parfois comme en 1673, le Roi exigea que tout ce qui n'était pas monnayé fut envoyé à la Monnaie de Séville³⁹. Comme l'opération était peu avantageuse et qu'elle bouleversait le commerce en immobilisant les capitaux, elle provoqua une véritable fuite de l'argent à l'étranger. Les Français en profitèrent.

Les conditions du transport agissaient aussi sur les

39. Catalan dans une lettre à Colbert du 28 mai 1673 (A. E. consul. Cadix, I, 175) nous apprend qu'on porta 14 millions de piastres à Séville en barres d'argent et en or. On donnait aux intéressés 68 réaux 3/4 de plata par marc d'argent, soit 8 piastres 1/2 et 3/4 d'une pièce de 7 sous. Mais le marc d'argent valait dans le commerce 73 et 74 réaux de plata.

expéditions vers la France. Quand les navires français étaient nombreux, bien escortés, ou en paix avec les Barbaresques, ils faisaient prime. Ainsi Catalan écrivait à Seignelay le 10 septembre 1673 : « Il n'y a point de doute, Monseigneur, que la continuation de la protection des vaisseaux de S. M. fait faciliter et augmenter le commerce d'ici et que je me sers de ce motif pour exciter les négociants des autres nations pour charger leurs effets sur les navires marchands français, desquels assurément se servent avec préférence aux autres vu la sûreté qu'ils y trouvent⁴⁰. » Les obstacles apportés à la navigation étrangère ou simplement le retard apporté à ses bâtiments avaient le même résultat. « La flotte de St-Malo, écrivait Villars le 16 août 1673, a profité de l'empêchement que les vaisseaux de V. M. ont donné aux Génois d'entrer à Cadix, d'où elle est partie pour son retour escortée d'un vaisseau de guerre de V. M. chargée de 150.000 écus en argent⁴¹ ». En 1682 le Roi de France étant en hostilité avec les Algériens, les navires français furent délaissés, d'autant plus que chaque nation se trouva avoir cette année là des navires de guerre dans la baie de Cadix⁴². En 1665 on craignait une guerre entre la France et l'Angleterre, ce qui détourna les remises d'argent de France, ou tout au moins des ports du Ponant. Les métaux restèrent en Espagne, ou furent dirigés sur Gênes et Livourne, tout au plus sur Marseille⁴³.

Difficulté de dresser une statistique.

Il est extrêmement difficile de se faire une idée exacte des quantités importées en France, car nous ne possé-

40. A. E. consul. Cadix, I, fol. 190 v°.

41. Villars au Roi, 16 août 1673 (A. E. Corr. polit. Espagne, 62, fol. 212).

42. Catalan à Seignelay, 5 octobre 1682 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 88).

43. Eon à Colbert, 22 août 1665 (Paris, A. N. Marine, B7, 206).

dons au sujet des mouvements de l'or et de l'argent à cette époque que des données fragmentaires et le plus souvent insuffisantes. Ils passaient en effet d'Espagne en France en utilisant tous les ports de la Péninsule et les frontières de terre, et il est impossible de savoir ce qui passait par des voies si diverses. Il est vrai que Cadix était le port d'expédition le plus important. Aussi le consul de France avait-il la mission d'envoyer au Secrétaire d'Etat de la Marine l'état des quantités d'or et d'argent qui partaient à destination des ports français. Mais c'est là une instruction qui ne lui fut donnée qu'à partir de Colbert, ou du moins qu'il n'exécuta régulièrement qu'à cette époque. Il faut attendre le long consulat de Pierre Catalan pour bénéficier de cette source de renseignements. En outre le consul dépendait pour cela de la bonne volonté des capitaines, et il se plaint souvent de ce que beaucoup d'entre eux quittaient Cadix sans lui faire aucune déclaration. Il aurait voulu pouvoir leur montrer un ordre du Roi qui ne fut sans doute jamais expédié⁴⁴. D'ailleurs les rapports de Catalan eux-mêmes ont trop souvent disparu : on trouve dans le fonds de la correspondance consulaire aux Archives des Affaires étrangères à Paris des allusions à des notes d'ensemble sur ce sujet, qui ont été systématiquement soustraites du fonds et que je n'ai pu retrouver⁴⁵. On en trouve cependant quelques-unes, et surtout des indications données au jour le jour lors des départs de vaisseaux français. On peut tirer de là les éléments d'une statistique, mais certainement incomplète.

D'ailleurs quand bien même nous aurions une statistique parfaite de ce qui a été envoyé vers les ports de

44. Catalan à Colbert, 11 janvier et 18 mai 1671 (A. E. consul. Cadix, I, 95, 98).

45. Notamment dans la lettre du 1^{er} novembre 1670 pour une note du 18 octobre, et dans celle du 28 mai 1673.

France, nous n'aurions pas une idée exacte de ce que les commerçants français tiraient en métaux précieux de leurs opérations, car beaucoup d'entre eux faisaient leurs remises à l'étranger, où nous avons vu qu'ils trouvaient un emploi plus rémunérateur de leurs capitaux. Nous avons de nombreuses plaintes du consul et des autorités françaises à ce sujet.

Il est intéressant de se rendre compte de la proportion des envois français par rapport à ce qui arrivait des Indes. Cela pose la question de la statistique des arrivages de métaux précieux à Cadix. Humboldt est parvenu, en utilisant des documents de source américaine, à des hypothèses touchant la production des mines depuis l'origine jusqu'à 1803, et les transports effectués vers l'Europe pendant la même période. Mais il ne distingue pas ce qui est allé à Cadix et ce qui a passé directement en Angleterre et en Hollande. M. Haring a utilisé les documents de l'Archivo de Indias à Séville qui permettent d'arriver à des résultats beaucoup plus exacts, mais son étude ne porte que sur la première moitié du xvi^e siècle. M. Earl J. Hamilton, seul, a envisagé, en partant des mêmes documents, une période assez vaste, de 1503 à 1660. Il a pu ainsi dresser une statistique précieuse des arrivées d'or et d'argent à Séville ou à Cadix⁴⁶. Cependant il restera toujours une incertitude, celle de l'étendue de la fraude. Les embarquements clandestins de métaux précieux pendant la période où ils étaient soumis au registre rendent illusoires les chiffres officiels. On trouverait dans la correspondance diplomatique et consulaire française, et sans doute aussi dans celle des Hollandais et des Anglais, des indications approxima-

46. Humboldt, *Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*, Paris, 1811, in-8°, 5 vol., t. V. Haring, *American gold and silver production in the first half of the sixteenth century* (*Quarterly Journal of economics*, t. XXIX, p. 433-479). Hamilton, *American specie imports into Spain, 1503-1660*, (*ibid.*, t. XLIII, p. 436-472).

ves, mais fort utiles, en ce qu'elles se font l'écho des nouvelles du commerce et non pas seulement des déclarations officielles. Tout cela est malheureusement dispersé au milieu d'une masse de documents dans des fonds d'archives divers.

Fluctuations des apports d'or et d'argent en France.

Nous allons essayer maintenant de retracer les fluctuations des importations de métaux précieux d'Espagne en France, en particulier par la voie de Cadix, au *xvi^e* et au *xvii^e* siècle, en nous efforçant d'en déterminer les causes. Pour toute la période antérieure à Colbert nous sommes réduits à des estimations globales très rares et très générales. Ce n'est qu'à partir de Colbert que nous pourrions utiliser les renseignements communiqués par le Consul de Cadix. Il nous est le plus souvent impossible de distinguer l'or de l'argent. Mais, sauf dans les premières années qui suivirent 1520, et dans la suite dans de rares circonstances, les importations d'or ont été beaucoup moins importantes que celles d'argent, car le Nouveau Monde était surtout producteur de ce dernier métal.

Entre 1551 et 1556 un document français relatif au commerce d'Espagne évalue à 3 millions de livres tournois la quantité d'or et d'argent importée d'Espagne en France par an, sous la forme soit de monnaies, soit de lingots. A cette époque la production de l'Amérique est déjà très développée pour l'argent, car c'est à partir de 1530 et surtout de 1545, date du début de l'exploitation du Cerro de Potosi, que les envois d'argent ont largement dépassé les envois d'or. Entre 1551 et 1556 la proportion des arrivages d'or dépasse encore 12 % de l'en-

semble des métaux⁴⁷. Il est donc probable que les importations d'Espagne en France sont encore représentées par d'assez grandes quantités d'or. A cette date la ruine de l'industrie espagnole n'est pas encore consommée, l'essor de l'industrie française commence seulement. Enfin le trouble de la monnaie n'existe ni en Espagne ni en France.

Au temps de Henri IV on attribuait au Roi un propos ironique sur les Espagnols, qui étaient, disait-il, ses tributaires, car ils lui envoyaient chaque année « plus de 4 millions ». Il est probable qu'il s'agit d'*écus d'or* car les sommes importantes à cette époque étaient comptées en cette monnaie et non pas en livres. L'écu d'or était à peu près équivalent au *peso* espagnol et valait 3 livres tournois. Il serait donc entré annuellement en France sous Henri IV 12 millions de livres en or et en argent venant d'Espagne⁴⁸. D'après les évaluations de M. Hamilton l'Amérique devait envoyer en Europe annuellement dans la période qui va de 1591 à 1600 une quantité d'or et d'argent valant en moyenne 13 millions 922.672 pesos, c'est-à-dire 41.768.016 livres. La proportion des importations de la France aurait donc représenté sous Henri IV un peu moins du tiers des entrées moyennes de métaux précieux de l'Espagne. Il est probable qu'il faut placer ce renseignement dans la courte période qui s'étend entre le traité de Vervins (1598) et la rupture économique avec l'Espagne (1601). C'est le moment où les retours en métaux d'Amérique en Espagne ont été le

47. *Le commerce d'importation en France au milieu du XVI^e siècle*, publ. par Chamberland (*Revue de géographie* (de Drapeyron), 1892-1893, t. XXXI-XXXIII). Hamilton, *American specie imports...*, p. 467.

48. *Cinco tratados tocantes al consumo de la moneda de vellon...*, par Fr. Thomas de Arguello, mai 1681 (Acad. de la Historia, mss. 9475). L'auteur espagnol ajoute qu'il partait pour Gênes 2 millions. Ce chiffre qui doit se comparer au précédent, concernant Gênes et étant cité par un Espagnol, n'est sûrement pas libellé en livres, mais probablement en pesos qui équivalaient à l'écu d'or français.

plus considérables. Nous avons vu qu'à ce moment le commerce français d'importation s'était beaucoup développé dans la Péninsule. La France vendait librement ses grains, ses vins, ses eaux-de-vie, de plus elle était l'intermédiaire des Hollandais et la balance commerciale devait lui être très favorable. En outre le taux de l'intérêt était assez élevé dans le Royaume; il était du denier dix ou douze (8 à 10 %) tandis qu'il était plus bas dans les autres Etats⁴⁹. Enfin la politique d'affaiblissement de la monnaie qui s'était développée en France pendant tout le temps des guerres civiles n'était pas encore enrayée, tandis que les excès de frappe du vellon n'avaient pas encore commencé en Espagne. C'est pourquoi en 1601 nous savons que les pistoles ou monnaies d'or d'Espagne, étaient plus communes en France que dans la Péninsule. Cette indication donnée par Forbonnais s'accorde parfaitement avec le chiffre élevé des remises de métaux précieux établi plus haut.

Mais cette année-là l'intérêt légal de l'argent fut abaissé au denier 16 (6,87 %), ce qui était préférable au point de vue de la production mais entraîna pour les mouvements de l'or des conséquences fâcheuses. L'or émigra de France à l'étranger. Il est probable que jusque là il avait été retenu en France par le taux élevé de l'intérêt. Cette raison une fois disparue, d'autres raisons qui agissaient en sens contraire, se développèrent librement. D'abord les opérations de contrebande en Espagne au nom des Hollandais devaient entraîner normalement certaines sorties à destination de la Hollande. En outre le rapport de la valeur de l'or à celle de l'argent était alors plus faible en France qu'ailleurs. Il était un peu inférieur à 1/11 tandis qu'il était de 1 à 13 1/3 en Espagne, de 1 à 13 19/40 en Angleterre, de 1 à 13 85/395

49. Forbonnais, t. I, p. 48.

en Flandre, de 1 à 12 1/6 en Allemagne. Aussi les étrangers avaient-ils intérêt à faire sortir l'or de France et l'écu d'or français avait-il augmenté de valeur par rapport à la monnaie de compte : il était monté à 75 sols au lieu de 60. La politique de Sully ne modifia qu'avec une grande répugnance le rapport de l'or à l'argent. La réforme monétaire de 1602, qui portait l'écu d'or à 65 sols et le franc d'argent à 21 sols, ne consacrait que la proportion de 1 à 11 1/6, proportion encore insuffisante pour enrayer l'exode de l'or. En 1609 le mal augmenta, car les Etats étrangers avaient encore haussé la valeur de l'or par rapport à celle de l'argent. Nous n'avons pas d'indication sur les mouvements de l'argent à l'époque de Henri IV. Ce que nous retiendrons, c'est que le règne de ce Roi vit d'abord se manifester un grand afflux de métaux précieux d'Espagne en France, surtout de l'or, puis à partir de 1601 ce courant se ralentit. Cela coïncide d'ailleurs avec un ralentissement des arrivées d'Amérique en Espagne.

Dans les premières années qui suivirent l'ouverture de la guerre entre la France et l'Espagne, sous Louis XIII un nouvel afflux d'or espagnol se produisit dans le Royaume. Pellicer, qui écrivait en 1640, mais qui utilisait naturellement des documents antérieurs, nous dit que l'Espagne n'exportait guère vers la France que de l'or⁵⁰. La plupart des marchandises qu'elle y expédiait servaient d'enveloppe à des doublons. Vers 1637 il entra à Bayonne et à Bordeaux 6.000 doublons d'Espagne par semaine. Certains charretiers, qui faisaient le voyage tous les quinze jours, étaient spécialisés dans ce trafic. Ils tirèrent ainsi plus d'un million de doublons par an, ce qui représentait à cette époque 10 millions de livres tournois, et il ne s'agit là que du trafic par terre et

50. Pellicer, *Comercio impedido* Depósito hidrográfico (Colección) Navarrete, t. XXIX, ms. n° 4).

par une des routes seulement. La fuite de l'or espagnol vers la France dut se produire un peu partout, et s'élever à un chiffre beaucoup plus considérable, malheureusement nous n'avons aucune indication sur ce qui sortit sur bateaux neutres par Cadix et Sanlucar. Pellicer ajoute que la plupart des bijoutiers de Madrid n'étaient occupés qu'à défaire des bijoux pour en tirer l'or, afin d'en faire frapper des doublons pour les remettre aux marchands qui les faisaient passer en France par les courriers ou *ordinaires*⁵¹, ou bien les dissimulaient dans les marchandises. Nous n'avons aucune indication sur les envois d'argent qui devaient être bien inférieurs.

A quoi attribuer cet afflux d'or ? Pas à une influence américaine, car les arrivées d'or baissent justement entre 1631 et 1640. Sans doute le commerce français reste très actif, même pendant la guerre et la ruine de l'industrie espagnole s'aggrave peu à peu, ce qui doit entraîner un certain déséquilibre de la balance commerciale. Mais il faut plutôt voir là la conséquence de la politique monétaire. En Espagne la politique inflationniste avait commencé et la mauvaise monnaie commençait déjà à chasser la bonne monnaie. Mais surtout en France on commençait à se rendre compte du caractère anormal du rapport de l'or à l'argent. L'or était payé trop bon marché et il s'enfuyait. Pour le retenir les commerçants avaient surhaussé la valeur des espèces d'or. Au début d'une guerre le gouvernement de Louis XIII décida de faire un effort pour attirer les métaux précieux. En 1636 il surhaussa la valeur des espèces d'or et d'argent fort au-dessus du prix qu'on leur attribuait dans le commerce, et on modifia en

51. Par suite d'un arrangement particulier entre l'Espagne et la France les courriers espagnols vers Rome et vers la Flandre continuaient à traverser le territoire français malgré l'état de guerre, à raison d'un tous les quinze jours.

même temps le rapport de l'or à l'argent. Le marc d'or fin fut porté de 278 liv. 6 s. 6 d. à 384 liv., le marc d'argent le Roi passa de 20 liv. 5 s. 4 d. à 25 livres. Le rapport de l'or à l'argent s'éleva à la proportion de 1 à 14 37/52⁵². La pistole d'or espagnole qui valait 8 livres tournois fut estimée 10 livres. Pellicer nous confirme le fait sous une autre forme en nous signalant que les Français payaient les doublons⁵⁰ réaux de plata au lieu de 40⁵³. C'est cette mesure de 1636 qui a provoqué l'extraordinaire afflux d'or espagnol en France en 1637 et dans les années suivantes⁵⁴.

Ainsi le commerce d'Espagne permit de financer la guerre contre la maison d'Autriche. Il a permis également de réaliser la grande réforme monétaire de 1640, qui devait réussir ce que Sully avait vainement tenté en 1602 et jeter les bases du système monétaire définitif auquel devait s'arrêter la monarchie française. L'influence des importations d'or espagnol se laisse voir jusque dans l'économie de la réforme elle-même. La France était à ce moment inondée de pistoles d'Espagne, souvent rognées et trop légères. Afin de les utiliser on rompit avec la tradition qui donnait à la monnaie d'or française le titre de 23 carats⁵⁵, et l'on adopta le titre des pièces espagnoles (22 carats) pour épargner les frais d'affinage. On en frappa une nouvelle pièce d'or le *louis* d'une valeur de 10 livres égale à celle de la pistole

52. Forbonnais, t. I, p. 229.

53. *Mémoire des marchands de Lyon sur la diminution de son commerce* (s. d.) vers 1654 (Paris, B. N. Mss. Cinq cents Colbert, 203, fol. 385); Forbonnais, t. I, p. 282; Pellicer, *loc. cit.*

54. Il faut tenir compte aussi d'une autre mesure : en 1639 on ordonna de recevoir toutes les espèces d'or et d'argent ayant cours en France pour leur prix ordinaire dans le commerce sans être pesées. Toutes les pièces faibles affluèrent donc en France et spécialement dans les caisses du Roi. L'édit fut aussitôt révoqué (Forbonnais, t. I, p. 232).

55. Le carat est à l'origine un poids dont le nom vient de l'arabe *quirat*, grain de caroubier. L'or pur était à 24 carats. L'or à 23 carats comprenait 23 parties d'or pour une d'alliage.

ou doubloon d'Espagne. Pour attirer l'or aux Hôtels de monnaie la fabrication se fit aux frais de l'Etat, sans droit de brassage ni de seigneurage. En outre on créa le *louis* d'argent ou écu blanc, d'une valeur de 3 livres ou 60 sols, pièce lourde, dont la frappe était rendue possible par l'afflux des piastres d'Espagne. L'écu eut la même valeur que la piastre ou *peso de a ocho* qui était l'unité d'argent du système espagnol. En 1641 on compléta la réforme en modifiant le rapport de l'or à l'argent qu'on avait trop élevé en 1636. Sans toucher au prix du marc d'or fin, on porta les prix du marc d'argent le Roi à 26 liv. 10 s., ce qui donnait une proportion de 1 à 13 49/55. C'était encore la plus haute de l'Europe car elle était en Allemagne et en Italie de 1 à 12, en Flandre de 1 à 12 1/2, en Angleterre de 1 à 13 1/5, en Espagne de 1 à 13 1/3⁵⁶. Ainsi le système monétaire français était organisé en fonction du système espagnol de manière à attirer en France les espèces d'or et d'argent et à pouvoir les transformer facilement. Une autre preuve du désir qu'on avait de suivre de très près le système espagnol se trouve dans le fait que l'on laissa libre cours en France aux réaux et aux pistoles espagnoles qui continuèrent à inonder les provinces en rapport avec la Péninsule⁵⁷.

En ce qui concerne l'afflux de l'argent, nous n'avons pas d'indications directes, mais nous pouvons en tirer d'indirectes des faits cités plus haut. Les entrées d'argent devaient être à cette époque moins considérables proportionnellement que les entrées d'or. Elles paraissent avoir moins frappé les contemporains. Cependant la mesure de surhaussement de la valeur des espèces

56. Blanchet et Dieudonné, t. II, p. 168 et suiv.; Forbonnais, t. I, p. 233. On appelle argent le Roi l'argent au titre utilisé dans le monnayage. Le prix du marc d'argent le Roi avait été porté déjà en 1636 de 20 l. 5 s. 4 d. à 25 livres.

57. Forbonnais, *ibid.*

espagnoles prise en 1636 a porté sur l'argent comme sur l'or. En outre la nécessité où l'on se trouve de modifier le rapport de l'or à l'argent prouve que l'argent avait dû s'avilir en France par rapport à l'or depuis le xvi^e siècle, ce qui suppose des entrées d'argent à la fois continues et considérables. Or cet argent ne venait guère que d'Espagne. Un document de 1647 nous signale l'abondance des réaux en France et cette situation durait encore en 1650⁵⁸. Il est vrai qu'il y en avait beaucoup de contrefaits, dans lesquels la proportion d'argent fin était insuffisante, ou qui étaient rognés. Mais c'est que le désordre monétaire a grandi en Espagne. La monnaie de vellon s'est accrue et avilie. Vers 1640 la prime de l'argent est montée à 200 %, ce qui a déchainé la spéculation⁵⁹. Les efforts du gouvernement pour *iguatar la moneda de vellon a la de plata* se sont montrés vains en 1642 et la tentation est trop forte de falsifier une monnaie d'argent devenue si précieuse par rapport au vellon. Il y a donc à ce moment une véritable fièvre de spéculation sur les espèces d'argent espagnoles. Les *billonneurs*, c'est-à-dire les falsificateurs, durent se rencontrer à la fois en Espagne et en France, car les deux pays se renvoient l'accusation. En France vers 1650 on prétendait que les piastres étaient falsifiées au Pérou et jusque sur les vaisseaux des Flottes pendant le voyage. En Espagne le Roi dans une pragmatique de 1650 affirmait que les faux pesos de huit, qui ne contenaient souvent que pour un real et demi d'argent étaient fabriqués non au Pérou, mais en France et en Portugal et introduits ensuite en Espa-

58. Voir un factum imprimé en 1647 et en 1650 intitulé *Advis sur les réaux d'Espagne* qui préconise les moyens d'absorber les nombreux réaux d'Espagne contrefaits ou rognés qui avaient cours en France à cette époque.

59. *Cinco tratados...*, 1^{er} traité, 1^{re} partie, cap. 2.

gne⁶⁰. Ce qu'il y a de plus clair c'est que la monnaie avilie ou falsifiée chassait de plus en plus les bonnes espèces et cela même en France. Il en résulta un manque d'argent dans le Royaume. On rendit alors un arrêt du Conseil admettant les espèces d'argent étrangères à un prix plus haut que leur valeur dans le commerce, ce qui attira en France énormément d'argent, et procura aux manufactures une activité très grande⁶¹. Nous en avons la confirmation par un témoignage espagnol. En 1654 d'après les *Avisos* de Barrionuevo, l'argent était rare en Castille, en particulier à Madrid, tandis que les doublons, dont le gouvernement espagnol avait haussé la valeur, abondaient, et qu'on avait de la peine à les changer⁶².

Dans tout ce que nous venons de voir nous n'avons rien trouvé concernant spécialement Cadix. Nos documents sont en effet extrêmement vagues et nous n'avons pu qu'établir la courbe générale des mouvements des métaux précieux vers la France sans pouvoir les appuyer toujours sur des chiffres dignes de foi, ou même sur des chiffres d'estimation, et sans pouvoir distinguer ce qui revenait aux différentes routes de commerce entre la France et la Péninsule. Mais le commerce de Cadix a dû suivre les mêmes fluctuations modifiées seulement par les conditions locales, que nous avons indiquées plus haut. A partir du règne de Louis XIV la correspondance du consul de Cadix, surtout après 1669, date de la nomination de Catalan, nous fournit des renseignements plus réguliers et plus précis sur les mouvements de métaux précieux par Cadix.

60. *Avis sur les réaux d'Espagne*, 1650, p. 6.

61. *Mémoire sur le commerce de Cadix et des Indes occidentales*, 1686, (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 197-260). L'afflux de l'argent en France provoqué par le gouvernement en 1650 aboutit à une refonte générale des espèces, qui n'était qu'un expédient fiscal.

62. Le ralentissement des importations d'or en France s'explique parce que la pistole d'Espagne qui avait valu 12 livres en 1653, avait été ramenée à 11 livres en 1654.

La signature de la paix des Pyrénées fut accompagnée d'un mouvement commercial intense qui semble avoir rendu plus actif l'afflux des métaux précieux en France. En 1661 nous savons qu'il arriva à Saint-Malo venant de Cadix un chargement d'argent valant onze millions de livres sur un seul convoi, ce qui faisait 3.793.103 pesos de huit, à raison de 58 sols de France par peso⁶³. On ne comprend pas là-dedans l'argent qui passait par les autres ports et les frontières de terre. Cela nous donne donc l'idée d'une véritable fuite de l'argent vers la France. A cette époque il n'y a pas en France de mutation dans la monnaie ; ce n'est donc pas par des raisons monétaires qu'il faut expliquer ce phénomène. Il faut donc se tourner vers les raisons commerciales. Si nous cherchons à comparer ce qui a été transporté en France et ce qui est arrivé d'Amérique à Cadix nous voyons d'après les statistiques officielles espagnoles que le chargement en argent monnayé des Flottes de Terre-Ferme et de Nouvelle-Espagne arrivées en septembre 1661 représentait une valeur de 2.750.109 pesos de huit⁶⁴. Il y avait aussi 691 barres d'argent, de l'argent travaillé et quelques lingots d'or. Nous pouvons évaluer la valeur des barres d'argent à environ 6.000 pesos⁶⁵. Ce qui porterait le total de la

63. *Au Roi Très humbles remontrances des bourgeois et négociants de Saint-Malo...* (1688) (Paris, A. N. Marine, B7, 492). Dans un autre document on parle de 15 millions (Mémoire du résultat de l'assemblée au sujet de la contestation arrivée à Cadix sur le fret des matières d'or et d'argent (*ibid.*, B3, 51, fol. 350). Pour la valeur du real de huit, voir van Aerssen (1655), p. 43. « Ce sont des reals ou pièces de cinquante-huit sols. » Et l'abbé Bertaut (1659), *op. cit.*, p. 13 : « une reale de huit, qui est une pièce de cinquante-huit sols ».

64. Nous possédons une relation officielle de l'or, argent, réaux et marchandises arrivées à la Corogne en septembre 1661 par les Galions de D. Pablo Fernández de Contreras, et de la Flotte de D. Juan Vincencelo (Séville A. I. Contratacion, 41-1-7). Cette relation officielle est très inférieure à la réalité.

65. Si nous supposons les barres du titre de 11 deniers 19 grains qui était le titre légal (de toda ley), chaque barre valait au moins 2.376 maravedis, ce qui donne un total de 1.641.816 maravedis. Comme le peso de huit valait 272 maravedis, cela donne une valeur totale de 6.036 pesos.

valeur des métaux précieux à 2.756.000 pesos en chiffres ronds, chiffre inférieur à ce qui a été transporté à Saint-Malo. Il faut donc admettre que le chargement réel devait être beaucoup plus considérable du fait de la fraude⁶⁶.

Au mois d'août 1665 arrivaient à Cadix les Galions de Terre-Ferme. Le consul de France, Guillaume Eon, estime à 17.400.000 pesos la valeur du trésor du Roi et des particuliers. Il évalue l'exportation vers l'étranger à 5 millions de pesos au plus et ne donne pas de précision sur ce qui fut expédié en France. Il indique seulement que le haut prix de la piastre et le change élevé en Italie, attiraient les métaux vers Gênes et Livourne plutôt que vers les ports du Nord. En outre il y avait des bruits de guerre entre la France et l'Angleterre. L'argent en lingots fut pour cette raison envoyé à la Monnaie de Séville⁶⁷.

Avec l'année 1670 les relations deviennent plus régulières, et elles nous ont permis de suivre avec une certaine précision les mouvements des métaux vers la France en liaison avec les retours des Flottes.

La Flotte de Nouvelle-Espagne qui arriva en février 1670 apportait 8.500.000 pesos en or et argent sous diverses formes. Il en passa sur les vaisseaux français 1.300.000 soit une proportion de 15, 31 %, tandis que les Génois en enlevaient 1.500.000, les Hollandais 700.000,

66. On trouvera un texte à l'appui de cette supposition dans une lettre de l'archevêque d'Embrun du 24 octobre 1663 (A. E. Corr. polit. Espagne, 45, fol. 373) dans laquelle il dit que les Flottes et les Galions qui viennent d'arriver apportaient au Roi en métaux et marchandises pour une valeur de 2 millions et demi d'or et 5 aux particuliers, mais qu'on prétendait qu'il y avait 18 millions qui avaient passé en fraude, soit beaucoup plus du double. Si la même proportion existait pour la fraude en 1661, celle-ci se serait élevée à 5 ou 6 millions de pesos, et le total de la valeur des métaux à 8 ou 9 millions. Les vaisseaux français en auraient donc enlevé entre le tiers et la moitié.

67. Voir les lettres d'Eon du 6, 9, 16, 22 août 1665 (Paris, A. N. Marine, B7, 206).

les Hambourgeois 500.000, les Anglais 300.000⁶⁸. La France aurait dû en retirer davantage eu égard à sa situation commerciale. En effet d'après un mémoire de la même année, sur les 13 millions de pesos que représentaient les retours de Cadix en métaux et en marchandises, la France en retirait pour 4 millions par an, c'est-à-dire 30 %, la Hollande et Gênes chacune 2 millions, l'Angleterre et la France, chacune 1 million 1/2, Venise, Hambourg, les Arméniens chacun 500.000⁶⁹. Les enlèvements de métaux de chaque nation ne correspondent donc pas à leur situation commerciale à Cadix, surtout dans le cas de la Flandre. Son commerce de métaux précieux y était inférieur à ce qu'il aurait dû être. C'est là un trait caractéristique du commerce français à Cadix. Cependant en 1670 la France est en paix avec Alger et ses vaisseaux devraient faire prime. Mais il y a une différence de 2 sols sur le prix des piastres en France et dans les autres pays⁷⁰. Puis à cette date la situation de la monnaie française est fixée : on a renoncé depuis longtemps déjà à la politique d'affaiblissement.

Au mois de mai de la même année arrivèrent les Galiens avec un trésor de 22 millions de pesos. Les Français en enlevèrent au moins 3.446.000; soit 15,67 %, et ils mirent un an à le faire⁷¹. Mais nous n'avons que des détails assez incomplets et nous ne pouvons guère tirer de conclusion.

Sur les 4.981.000 pesos que valait le trésor de la Flotte du Mexique arrivée le 22 août 1671, les Français retirèrent jusqu'au 6 mars 1672 une valeur de 2.849.000 pesos

68. *Mémoire de ce que contient la Flotte arrivée de Nouvelle-Espagne*, 9 février 1670 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 29). Lettres de Catalan du 9 mars, 30 mars, 13 avril 1670 (*ibid.*, fol. 39).

69. Mémoire sans titre adressé par Catalan à Colbert au sujet du commerce qui se fait dans l'étendue de son consulat, joint à la lettre du 25 mai 1670 (*ibid.*, fol. 53 et suiv.).

70. Catalan à Colbert, 1^{er} juin 1670 (*ibid.*, p. 56).

soit 57,47 %⁷². C'est là une proportion considérable, mais elle correspond sans doute à la fois aux retours de la Flotte et au produit des ventes de marchandises françaises destinées au chargement des Galions du 1^{er} mars 1672. Catalan nous dit en effet que les Français avaient plutôt vendu comptant que chargé pour leur compte lors du départ de ces Galions. Ils se trouvèrent donc cumuler de grosses rentrées de métaux qui furent envoyés en France entre octobre 1671 et mars 1672.

Nous n'avons pas de renseignements sur les remises d'argent correspondant à l'arrivée des Galions en juin 1672 et de la Flotte en septembre. Les Galions revenus en mars 1673 apportèrent 19 millions de pesos en métaux et, dans les mois suivants jusqu'en septembre, les Français en emportèrent 5.648.000, soit 29,76 %⁷³. C'est que à l'arrivée le Roi d'Espagne obligea les particuliers à porter leur argent à la Monnaie de Séville. On y porta ainsi 14 millions de pesos en barres d'argent et en lingots d'or. Mais l'opération était peu avantageuse, car on donnait aux intéressés 68 réaux 3/4 de plate par marc d'argent au lieu de 73 à 74 réaux qu'il valait dans le commerce⁷⁴. Aussi tous ceux qui purent se soustraire à cette obligation vendirent leur argent aux étrangers. Or à ce moment Louis XIV venait d'augmenter le prix

71. *Mémoire de la charge qu'ont apportée les huit galions et un palache des Indes occidentales...* (joint à la lettre du 9 juin 1670). La correspondance de Catalan postérieure à cette date donne des détails incomplets sur les remises des Français : il manque les résultats du 1^{er} juin 1670 au 27 juillet et du 30 octobre 1670 au 14 janvier 1671.

72. *Note sur la flotte de Nouvelle-Espagne arrivée le 22 août 1671...* (joint à la lettre du 23 août 1671 (*ibid.*, fol. 109). Voir les lettres du 20 septembre 1671, du 15 janvier et du 6 mars 1672. Avec cette dernière lettre était un *Mémoire des navires marchands français sortis de ce port de Cadix pour ceux de France depuis le 18 octobre 1671*.

73. *Memoria de los Galeones y Flota de Tierra-Firme que han venido ayer 18 de março 1673...* (envoyé par le marquis de Villars) (A. E. Cor. polit. Espagne, 62, fol. 65). Voir les lettres de Villars du 16. (*ibid.*, fol. 212) et de Catalan du 10 septembre.

74. Catalan, 28 mai 1673 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 175).

des barres et réaux en France⁷⁵. De plus la protection donnée par les navires de guerre français à nos navires marchands leur attira du fret. Enfin la guerre avec la Hollande, la brouille avec l'Angleterre et la tension diplomatique avec l'Espagne qui devait aboutir en septembre à une déclaration de guerre, durent pousser les négociants français à mettre leur argent à l'abri en le rapatriant⁷⁶.

Le premier retour qui suivit la paix de Nimègue fut celui des Galions en août 1679, avec 25 millions de pesos en or et en argent, suivi de près en septembre par celui de la Flotte avec 12 millions de pesos⁷⁷. Dans ce trésor de 37 millions les Français avaient peu de part, car les convois étaient partis en pleine guerre et ils n'avaient guère pu y charger. Nous observons en octobre des retours en France montant à 3.400.000 pesos et dans les mois suivants jusqu'en mai 1681 diverses remises qui portèrent le total à 4.490.000 pesos. Cela donne un pourcentage de 12,13 % du Trésor de 1679, et les remises sont échelonnées sur dix-neuf mois. Sans doute Colbert supprima en 1679 le droit de seigneurage, ce qui lui permit d'acheter les barres d'argent plus cher dans les Hôtels des monnaies de façon à attirer l'argent. Mais cette mesure, divulguée par Catalan pour attirer les métaux sur les navires français, n'eut pas tout son effet. La plupart des marchands suivirent les instructions de leurs correspondants et chargèrent les retours sur des vaisseaux anglais et hollandais⁷⁸. De plus en 1680 lors de la préparation de la Flotte qui partit en juin et de celle des Galions qui partirent en janvier 1681, les Fran-

75. Colbert au sieur Eon, 22 juillet 1672 (Paris, A. N. Marine, B7, 55).

76. Catalan à Seignelay, 10 septembre 1673 (A. E. consul. Cadix, I, fol. 192 v°).

77. Catalan, 20 août et 15 septembre 1679.

78. Catalan, 9 octobre 1679, 23 octobre et lettres suivantes.

gais ne trouvèrent pas à vendre comptant leurs marchandises. Ils durent donc les envoyer aux Indes à leur compte et cela contribua à diminuer leurs remises en France⁷⁹.

Par contre le retour de la Flotte en novembre 1681, sur laquelle ils avaient chargé de nombreuses marchandises à leur compte, amena des envois en France plus élevés. La Flotte avait apporté 10 millions de pesos et les Français en enlevèrent entre décembre 1681 et février 1682 une valeur de 2.700.000 pesos, soit 27,02 %⁸⁰. Les Galions revenus le 1^{er} septembre 1682, sur lesquels les intérêts des Français étaient considérables, auraient dû amener le même résultat : on s'attendait à voir arriver en France de 4 à 5 millions de pesos sur les 18.806.977 pesos qui constituaient le Trésor⁸¹. Or il n'en passa que un peu plus de 3 millions (16,16 %). C'est que le voyage avait été très malheureux : il y avait eu des naufrages, et un navire avait dû rester aux Indes. De plus la valeur de l'argent avait haussé en Angieterre et en Hollande. Puis les Galions ayant beaucoup tardé, quantité de négociants français qui y avaient intérêt avaient tiré sur leurs correspondants des lettres de change payables à l'arrivée des Galions. L'argent restait donc dans le pays. Quantité de joailliers, qui étaient venus à Cadix pour acheter des bijoux, avaient pris beaucoup d'argent des marchands. En outre la France se trouvait en guerre avec les Algériens ce qui rendait peu sûrs les vaisseaux français. Enfin toutes les nations se trouvèrent avoir des

79. Catalan, 6 mai, 20 mai 1680, 28 janvier 1681.

80. *Mémoire de l'argent qui est sorti depuis l'arrivée de la Flotte*, joint à la lettre de Cataan du 12 janvier 1682 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 11). Voir aussi la lettre du 9 février 1682 (*ibid.*, fol. 18). Les Anglais avaient enlevé 1.500.000 pesos. Les Hollandais 2 millions, les Italiens (surtout Gênois) 3 millions.

81. *Etat de ce qui a été chargé sur les Galions, navires marchands arrivés à Cadix le 1^{er} septembre 1682* (A. E. Corr. polit. Espagne, 69, fol. 97). Catalan à Bellinzani, le 8 septembre 1682 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 63).

navires de guerre dans la baie de Cadix au moment de l'arrivée des Galions, ce qui attira sous les pavillons anglais et hollandais des sommes importantes. Tout cela contribua à diminuer les remises vers la France⁸².

La Flotte qui revint à la fin de juillet 1685 était peu riche : 4 millions de pesos seulement⁸³. Le déchargement fut retardé tant que dura la discussion sur la taxe faite au Mexique. En septembre les vaisseaux français enlevèrent 670.000 pesos, soit 16.75 % du Trésor. La plus grande partie (3 millions) était passée en Hollande et très peu en Italie et en Angleterre⁸⁴. D'après cela il ne serait rien resté en Espagne de ce qu'avait apporté la Flotte. Il est donc probable que ces remises relativement très considérables sont dues à des liquidations d'arrivées et à des ventes comptant effectuées par les étrangers. La prépondérance écrasante des envois en Hollande ne s'explique que par la valeur de l'argent et de l'or dans ce pays et par des considérations de change.

Les Galions arrivés le 14 septembre 1686 apportèrent 32 millions de pesos presque tout monnayé (1 million seulement en barres⁸⁵). En décembre on signale des en-

82. Mémoire sans titre sur le voyage des Galions joint à la lettre de Catalan à Bellinzani du 7 septembre 1682 (*ibid.* fol. 64-67). Lettre de Catalan du 5 octobre 1682. *Mémoire de l'argent embarqué dans la baie de Cadix après l'arrivée des Galions jusques aujourd'hui 19 octobre 1682* (A. E. Corr. polit. Espagne, 70, fol. 34). Il passa à Gênes 4.500.000 pesos, en Hollande 3.500.000, en Angleterre 2.500.000 et en France 2.500.000. Il est parti pour la France à la fin d'octobre 120.000 pesos et en novembre 400.000, ce qui porte le total à 3.020.000 pesos (voir lettres du 16 novembre 1682 et du 22 janvier 1683 (*ibid.*, fol. 98 et 117). Voir aussi la lettre du 28 décembre 1682 qui explique le peu de remises des Français.

83. Feuquières au Roi 2 août 1685 (A. E. Corr. polit. Espagne 71).

84. Catalan, 3 septembre 1685 (A. E. consul. Cadix, t. II, 297 v°). Il est passé 3 millions de pesos en Hollande.

85. *Mémoire du Sr Catalan au Conseil* (avec la lettre du 16 septembre 1686) (A. E. consul. Cadix, t. II, 408). La faible quantité des barres s'explique par les instructions données aux Indes. Pour forcer les marchands à faire monnayer leurs métaux précieux, ce qui procurait un bénéfice au Roi d'Espagne, on avait ordonné de ne pas embarquer de barres (*Mémoire de la cargaison des galions à Cadix en 1686* (Paris, A. N. Marine, B7, 211).

vois en France qui montent à 1.940.000 pesos soit 6,06 %⁸⁶. Cette faible proportion s'explique par l'incident relatif aux taxes perçues au Mexique. Tant que cette question ne fut pas réglée, les marchandises françaises s'écoulèrent difficilement à la fois aux Indes et en Espagne, et l'intérêt des Français sur les Galions de 1686 dut être assez faible. En outre nous avons vu plus haut qu'à cette époque le prix des métaux en France n'est pas très avantageux. Au contraire en Espagne la pragmatique du 14 octobre 1686 haussa la valeur des pesos de huit jusqu'à dix réaux de plate. Les Espagnols n'avaient donc pas intérêt à exporter leurs espèces.

Deux navires de Buenos-Aires arrivèrent à Cadix l'année suivante le 11 mai 1687 avec 1.500.000 pesos. Ils avaient fait de bonnes affaires et la France y était très intéressée⁸⁷. Nous n'avons pas d'indication sur ce qu'elle en tira, mais nous constatons que de juillet à septembre il partit pour la France 420.000 pesos⁸⁸. Il est peu probable que cette somme coïncide exactement avec les intérêts des Français sur les vaisseaux de Buenos-Aires, car il y a trop d'écart entre les dates. Ces remises résultent sans doute des ventes au comptant faites précédemment. Il en est de même d'une somme de 345.000 pesos arrivée à St-Malo entre mai et septembre 1688⁸⁹.

En mai de cette année 1688 le commerce des Indes fut mis en alerte par le bruit qui courut d'une saisie du trésor de la Flotte avec monnayage obligatoire à Séville.

86. C'est ce qui résulte des lettres de Catalan, 9 décembre 1686 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 439) et La Lande-Magon, 8 décembre 1686 et 1^{er} janvier 1687 (Paris, A. N. Marine, B7, 492).

87. Voir la lettre de Catalan du 12 mai 1687 et le mémoire qui y est joint (A. E. consul. Cadix, t. III, fol. 44 v^o et 49) et celle de La Lande-Magon du 8 juin 1687 (Paris, A. N. Marine B7, 492).

88. Lettres de Catalan du 7 juillet, 18 août et 15 septembre 1687 (A. E. consul. Cadix, t. III, fol. 57, 62, 68).

89. Lettres de la Lande-Magon, 9 mai, 1^{er} août 1688 (Paris, A. N. Marine, B7, 495), Catalan, 5 septembre 1688 (*loc. cit.*, fol. 156).

On se rappelle en effet qu'en 1686 le Roi d'Espagne avait décidé que les pesos vaudraient dorénavant 10 réaux au lieu de 8 et que ceux de 8 réaux qu'on frapperait contiendraient 25 % d'argent de moins. La menace d'une pareille perte explique les exportations d'argent entre mai et septembre. Quelques mois après le 12 novembre arrivait la Flotte : c'était la plus riche qu'on eût encore vu venir du Mexique, car elle apportait 24 millions de pesos. Cela tenait à la découverte de mines nouvelles⁹⁰. On mit du temps à décharger les vaisseaux à cause des négociations sur l'induit, et les navires français ne purent partir qu'en janvier 1689. Ils emportaient 4 millions d'écus, soit 76,66 % du Trésor. En mars-avril de nouveaux envois s'élevèrent à 525.000 %. Ces remises relativement considérables s'expliquent par la protection de Château-Renault qui escorta le gros convoi, et au printemps par les bruits de guerre : les Français se hâtaient de mettre leurs capitaux à l'abri⁹¹. Après Ryswick les Galions arrivés en juin 1698 apportèrent 36 millions de piastres⁹². Les vaisseaux français en emportèrent 1.517.000, soit seulement 4,21 %⁹³. C'était peu. La Flotte arriva peu après, le 20 septembre, avec 18 millions de piastres en métaux⁹⁴. Nous n'avons pas

90. Catalan, 12 novembre 1686 (*ibid.*, fol. 175). Au xvii^e siècle, c'était le Pérou qui produisait le plus d'argent. La situation changea au xviii^e siècle à cause de la découverte de mines nouvelles au Mexique. Le changement se prépare dès la fin du xvii^e siècle.

91. Voir à propos de cette flotte les lettres de Catalan du 22 novembre et du 6 décembre 1688, du 3 janvier 1689 (*ibid.*, fol. 185, 189, 191, 193). Voir plus tard les lettres de Catalan du 14 mars 1689 et de La Lande-Magon du 3 avril (Paris, A. N. Marine, B7, 495).

92. Catalan, 4 juin 1698 (A. E. consul. Cadix, t. III, fol. 241).

93. *Etat de l'or et de l'argent qui à peu près s'est embarqué dans la baie de Cadix de celui venu par les Galions arrivés le 4^e juin 1698* (A. E. cons. Cadix, t. III, p. 284 et suiv. avec la lettre du 10 novembre 1698). La France aurait reçu 1.622.000 pesos, l'Angleterre tout au plus 600.000, la Hollande 4 millions, Gènes et Livourne 1.700.000. D'après le détail qui est adjoint des envois français il résulte que seule une somme de 1.517.000 pesos a été expédiée postérieurement à l'arrivée des Galions.

94. Voir la lettre de Catalan du 29 septembre 1698 (A. E. consul. Cadix, t. III, fol. 269).

retrouvé de détails sur les remises des Français en France mais les mêmes causes durent agir pour empêcher qu'elles fussent très considérables. En effet Galions et Flotte avaient été expédiés pendant la guerre avec peu de marchandises françaises, et surtout par des Espagnols travaillant pour leur compte. Ils avaient acheté comptant les marchandises d'Europe. En outre le prix de l'argent était monté en Hollande en 1698 et plusieurs étrangers et même des Français y envoyèrent leurs métaux. Puis le change d'Amsterdam sur la France étant avantageux, les Français avaient intérêt à faire porter leur argent en Hollande et à y prendre des lettres de change sur Paris. Enfin il avait couru à Cadix un bruit semé par les étrangers que les monnaies et les espèces allaient considérablement baisser en France. Il y avait eu jusque-là des ordres nombreux prescrivant de charger l'argent à bord des navires français et ils changèrent tout à coup d'un courrier à l'autre⁹⁵.

Conclusion sur les retours de métaux précieux.

Si nous essayons de résumer ce que nous venons de noter, nous voyons que les retours en or et argent de Cadix en France ont toujours été, dans la seconde moitié du xvii^e siècle, moins considérables qu'ils auraient pu être. Ils ont représenté le plus souvent de 12 à 16 % des

95. Catalan, 18 août, 27 octobre 1698 (*ibid.*, fol. 260-275). *Etat de l'or et l'argent...* cité plus haut (*ibid.*, fol. 284). De Gastines, commissaire de la marine à Saint-Malo à Pontchartrain, 8 octobre 1698, d'après un rapport d'un capitaine malouin (Paris, A. N. Marine, B7, 101, fol. 307). Le bruit qui courut ainsi fut si efficace qu'on embarqua près de 400.000 piastres sur un « méchant fluton hollandais très mal équipé et ayant fort peu de monde » qui faillit se perdre sur une roche au sortir de Cadix. On dut transborder l'argent sur les navires de guerre hollandais. Gastines demandait au ministre d'écrire au consul à Cadix pour démentir un bruit si préjudiciable aux navires français. La diminution des monnaies n'eut lieu que deux ans plus tard en 1700 mais dès 1698 elle était vraisemblable car elles étaient très hautes.

apports des Flottes, sauf dans des circonstances exceptionnelles. Tel fut le cas en 1671-1672, 1673 et 1682. Le surplus des métaux appartenant aux Français était généralement envoyé sur les places étrangères, où on en donnait un prix plus élevé qu'en France.

Les chiffres que nous avons établis pour les remises en France varient beaucoup, parce que les apports des Flottes étaient eux-mêmes très inégaux. En voici la récapitulation :

1670	1.300.000 pesos
Mai 1670, août 1671	3.446.000 —
Août 1671 mars 1672	2.889.000 —
Mars-septembre 1673	5.648.000 —
Octobre 1679, mai 1681	4.490.000 —
Décembre 1681, février 1682	2.700.000 —
Sept. 1682, janvier 1683	3.020.000 —
Septembre 1685	670.000 —
Décembre 1686	1.940.000 —
Janvier 1689	4.000.000 —
Juin-septembre 1698	1.517.000 —

Il est impossible d'établir une moyenne en s'appuyant sur des chiffres aussi différents et sur des dates aussi irrégulières. Néanmoins nous ne croyons pas nous tromper beaucoup en indiquant, avec toute la prudence convenable, le chiffre de 3 millions de pesos comme moyenne pour fixer les idées. Quelle était la proportion des métaux précieux par rapport à l'ensemble des retours français de Cadix ? Certains témoignages nous indiquent que, entre 1670 et 1686, la valeur totale des retours du commerce français de Cadix s'élevait en moyenne à 12 ou 13 millions de livres par an, c'est-à-dire à environ 4 millions de pesos⁹⁶. La comparaison de ce chiffre avec

96. *Mémoire sur le commerce de Cadix et des Indes occidentales* (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 197-260), 1686, par Patoulet.

ceux que nous venons de citer permet de mesurer l'énorme place qu'occupaient dans ces retours les métaux précieux.

Quant à la place que tenait Cadix dans l'approvisionnement de la France en or et en argent, on peut la mesurer d'après le témoignage de Bellinzani. Il rapporte qu'en 1679 le commerce avec l'Espagne entière procurait à la France pour 20 millions de livres par an de métaux précieux, soit plus de 6 millions et demi de pesos⁹⁷. Le commerce de Cadix en aurait donc fourni à lui seul environ la moitié.

Les produits coloniaux.

Après les métaux précieux l'objet le plus important qu'on expédiait de Cadix vers la France était les produits coloniaux. On englobe sous cette dénomination des matières premières et des aliments. Cette catégorie de marchandises fait son apparition au xvi^e siècle, mais vraisemblablement assez tard. En effet un document que nous avons déjà utilisé et qui analyse entre 1551 et 1556 les échanges franco-espagnols, n'en parle pas⁹⁸. A cette époque le seul apport d'Amérique que l'Espagne réexportât vers la France, était les métaux précieux. Cependant il faut y ajouter les pierres précieuses (émeraudes) et les perles. Nous savons cependant que Rouen tirait d'Espagne au xvi^e siècle certaine qualité de sucre des Antilles, des peaux du Pérou, de la cochenille et des bois de teinture, comme le bois de Brésil et le bois de Campêche⁹⁹. Ce sont des produits qui ne dénotent

97. *Mémoire sur le commerce d'Espagne* (A. E. Mém. et doc. France, 1993, fol. 49-58). Voir un autre exemplaire dans Paris, A. N. Marine, B7, 209 signé Bellinzani et daté du 19 janvier 1679.

98. Voir le *Commerce d'importation en France au milieu du XVI^e siècle*, publié par Chamberland, d'après un mss. de la Bibliothèque Nationale (*Revue de Géographie* (de Drapeyron) 1892-1893, t. XXXI-XXXIII).

99. De Fréville, t. I, p. 357.

pas une agriculture très avancée, et en effet l'activité des Espagnols se borna d'abord aux Indes à exploiter les mines et à recueillir ce que la nature fournissait spontanément. Le sucre qu'on rapportait d'Espagne était rarement américain, plus souvent canarien ou même tout simplement andalou.

Au ^{xvii}^e siècle la liste des produits américains exportés en France s'allonge. Dans son mémoire de 1628, Du Fargis mentionne, outre les articles cités plus haut, les bois de rose, le bois d'ébène et d'autres bois précieux, les perles, la *grana* sorte de cochenille qui servait à la teinture, mais aussi l'indigo et le tabac qui dénotent les progrès des plantations¹⁰⁰. Une liste de 1661 ne présente que peu de différence avec celle de Du Fargis¹⁰¹. Mais le mémoire de Patoulet de 1686 nous signale des articles nouveaux qui indiquent une mise en valeur des Indes plus complète¹⁰². Aux objets précédemment cités il faut ajouter la salsepareille, le quinquina, le cacao, la vanille, la laine de vigogne.

Tous ces produits venaient de régions diverses des Indes. Les bois de teinture étaient répandus sur tout le pourtour du golfe du Mexique et dans les Antilles, depuis la côte mexicaine, et surtout celle du Yucatan et du Honduras, jusqu'aux Guyanes et au Brésil. A cette catégorie appartenaient les bois dits de Brésil (*palo brasileiro*) et de Campêche. Les bois précieux, comme l'ébène et l'acajou, se trouvaient dans la même zone. Ils étaient donc apportés à la fois par les Galions et les Flottes. Les perles venaient de l'île de la Margarita sur la côte nord de la Terre-Ferme, les émeraudes étaient tirées

100. A. E. Corr. polit. Espagne, 15, fol. 224-231.

101. *Relación de las mercaderías mas principales...* (1661) (Madrid, B. N. Mss. 17822, n° 7).

102. *Mémoire sur le commerce de Cadix et des Indes occidentales* (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 231 ou Corr. polit. Espagne, 70, fol. 222).

aussi de la Terre-Ferme. Les peaux en poil ou tannées venaient de toutes les régions des Indes, depuis Buenos-Aires jusqu'à la nouvelle-Espagne en passant par Terre-Ferme et par Cuba. Flottes et Galions en étaient toujours fortement garnies ainsi que les *registres* de Buenos-Aires, dont c'était la principale cargaison. La laine de vigogne venait du Pérou, la cochenille, sorte d'insecte dont le corps était riche en produits tinctoriaux, se recueillait au Pérou et aussi et surtout en Nouvelle-Espagne. Parmi les produits des plantations, le sucre venait surtout de Cuba, l'indigo de la Terre-Ferme, mais surtout de la Nouvelle-Espagne, ainsi que le cacao; le tabac venait de Cuba, le quinquina venait du Pérou, la salsepareille de Nouvelle-Espagne, la vanille de Terre-Ferme et des Antilles¹⁰³.

Patoulet nous donne en 1686 quelques précisions sur ce qu'apportait chaque Flotte en marchandises ou, comme on disait, en « fruits » des Indes. Il nous donne également des chiffres qui précisent l'importance des expéditions de Cadix vers la France. Grâce à lui nous avons pu dresser le tableau suivant :

<i>Marchandises</i>	Quantités envoyées à chaque voyage	
	<i>En Espagne</i>	<i>En France</i>
Cochenille	1.000.000 pesos	Plus de 150.000 pesos
Indigo	500.000 —	De 20 à 35.000 pesos
Peaux ¹⁰⁴	340.000 —	Environ 600.000 pesos
Emeraudes	2 à 300.000 pesos	Très peu et généralement confondues avec
Perles.....	200.000 pesos	les métaux précieux
Vigogne	40 à 50.000 pesos	220.000 pesos
Bois de Campêche	20.000 pesos	Fort peu
Quinquina	20.000 —	8 à 10.000 pesos

103. *Ibid.*

104. Le chiffre des envois en France est supérieur à celui des arrivées en Espagne. Nous savons par Patoulet qu'il venait pour 200.000 pesos de peaux de Buenos-Aires qui passaient presque toutes en France. Il en venait pour 70.000 pesos par les Galions et autant par les Flottes. Même si l'on admet que ces quantités étaient elles aussi dirigées vers la

Le sucre, le tabac, la salsepareille, la cacao la vanille, le bois de Gayac, etc... ne représentaient que de très faibles envois vers la France.

Ainsi donc, à la fin du xvii^e siècle, les peaux, la cochenille, l'indigo, la laine de vigogne, et le quinquina étaient les principales marchandises de l'Amérique espagnole qu'on portait de Cadix en France. Si nous en croyons un document de 1720 la liste des « fruits » des Indes n'avait guère changé dans les premières années du xviii^e siècle.

Il ne faudrait pas s'imaginer que les variations de l'exportation des « fruits » des Indes vers la France reflétaient exactement l'état de la production américaine. S'il a pu en être ainsi au début, où la France ne pouvait se procurer les produits du Nouveau Monde que par l'intermédiaire des Espagnols, il n'en était plus de même au xvii^e siècle où elle possédait les Antilles françaises. Ainsi le sucre ne représentait peu de chose dans son commerce de Cadix que parce que ses colonies le lui fournissaient ou qu'elle en tirait de Portugal. Il en était de même du tabac, du cacao, et de la vanille. Il en était tout autrement de la cochenille et de l'indigo, dont la France achetait par Cadix le sixième et le dix-septième des retours des Flottes, mais c'était encore plus net pour la laine de vigogne et le quinquina, produits très étroitement limités au Pérou et dont la France accaparait environ la moitié.

Les produits alimentaires européens.

Les ports andalous n'étaient pas seulement des centres de réexpédition des produits américains, ils étaient

France cela ne suffit pas à justifier le chiffre de 600.000 pesos. Il faut croire à une erreur de Patoulet, ou bien qu'il a compté les peaux originaires de la Péninsule et qui venaient d'Estremadure et d'Andalousie avec les peaux américaines.

aussi les débouchés d'une riche région agricole qui, déjà avant la découverte du Nouveau Monde, entretenait avec les pays du Nord, et en particulier avec la France, des relations commerciales actives. Les produits alimentaires méridionaux formaient donc une branche intéressante de leur exportation.

Le sucre, qui se récoltait dans les plantations du sud de l'Espagne et aux Canaries, représentait au ^{xvi}e siècle un objet de trafic vers la France qui montait à 50.000 livres tous les ans¹⁰⁵. Il est vraisemblable que les ports andalous, surtout Séville, en étaient le principal centre d'expédition. Plus tard, la concurrence des sucres coloniaux venant du Brésil par Lisbonne, de l'Amérique espagnole par Cadix, ou directement des colonies européennes des Antilles, réduisit à très peu de chose le commerce du sucre espagnol.

Il n'en fut pas de même des fruits, figues, raisins, raisins secs, amandes, que tous les documents nous signalent depuis le ^{xiv}e siècle jusqu'à la fin du ^{xvii}e siècle. Il faut citer aussi les confitures, sèches ou non, dont l'importance semble avoir été très grande, surtout au ^{xvi}e siècle et au commencement du ^{xvii}e. Quant au vin d'Espagne, il figurait déjà parmi les produits importés à Rouen aux ^{xiv}e et ^{xv}e siècles¹⁰⁶. Au milieu du ^{xvi}e siècle on nous signale l'exportation vers la France de vins de diverses sortes, en particulier des vins d'Alicante et des vins de Roumanie, ce qui signifie sans doute une espèce de vin semblable à ceux de Grèce, telle qu'en produisait l'Espagne du Sud¹⁰⁷. Le mémoire de Du Fargis en 1628 mentionne aussi les vins, et un siècle plus tard en 1720 un autre mémoire nous apprend que

105. Voir le document publié par M. Chamberland cité plus haut.

106. Voir Fréville, chap. XV, section I.

107. Chamberland, *loc. cit.* Les confitures, fruits et vins représentaient une valeur annuelle de 20 à 25.000 livres par an,

les vins et eaux-de-vie expédiés en France représentaient une valeur de 1.200.000 pesos¹⁰⁸. Quelle était la part des ports andalous dans tout cela ? Il est probable qu'elle n'était pas prépondérante, car c'était surtout d'Alicante et de la côte sud de la Péninsule que partaient les grosses cargaisons de vin vers les pays du Nord. Mais l'étude des registres de douanes de Sanlucar et du Puerto de Santa-Maria, à la fin du ^{xvii}e siècle, nous montre qu'on expédiait un peu de vin vers la France.

On envoyait des olives et de l'huile. Nous avons le témoignage de Du Fargis en 1628, d'un mémoire de 1661 et de la correspondance de Catalan et de La Lande-Magon à diverses dates¹⁰⁹. L'Andalousie a d'ailleurs toujours été un pays gros producteur d'oliviers. L'huile espagnole n'était pas toujours utilisée en France pour l'alimentation et l'on s'en servait plutôt dans les centres drapiers pour le foulage des étoffes. Tel était le cas dans la Flandre française, comme l'indique un mémoire des négociants de Dunkerque en 1687¹¹⁰. Il y avait autour de la baie de Cadix, surtout au Puerto de Santa Maria, un gros centre d'exportation d'huile dans les premières années du ^{xviii}e siècle.

Les matières premières.

L'Espagne était un assez gros fournisseur de matières premières pour la France. Les deux principales étaient le minerai de fer et la laine, puis la soie écruë,

108. *Commerce d'Espagne en quoi il consiste et à ce qu'il monte année commune* (1720) (A. E. Mém. et doc. France, 1992, fol. 267-274).

109. Catalan, le 28 janvier 1671, 5 septembre 1688, 26 avril 1698 (A. E. consul. Cadix, t. I, 98, III, 156 et 230). De La Lande-Magon le 19 juin 1686, avril 1687, le 9 mai et le 12 juillet 1688 (Paris, A. N. Marine, B7, 492 et 495).

110. *Mémoire des négociants de Dunkerque* du 23 septembre 1687 (Paris, A. N. Marine, B7, 492).

enfin certains produits spéciaux comme l'alun, la garance, le safran, la barrille, la soude.

Le fer venait exclusivement de Biscaye. L'alun qui était utilisé pour le traitement des draps, la barrille et le soude qu'on employait dans la fabrication du verre, venaient du littoral de la Méditerranée. Les laines venaient de Castille et la soie de Grenade.

Mais les ports andalous étaient peu intéressés à l'exportation des matières premières, si nous en exceptons la laine. Du Fargis signale en 1628 que Séville en chargeait pour la France. Mais la voie principale était, Bilbao et Saint-Sébastien pour les laines de Castille, et les routes de terre jusqu'à Bayonne pour celles d'Aragon. Ce trafic, ajoutait-il, était entre les mains des Français « car il est connu que les Espagnols ne se mêlent quasi point de ce négoce ». L'exportation des laines vers la France pouvait monter par an à un million (probablement d'écus), c'est-à-dire à 3 millions de livres, mais les ports andalous ne comptaient sans doute là-dessus que pour une faible part. Nous voyons en effet Catalan en 1670 et en 1673 mentionner des envois de laines par Cadix. On retrouve la même mention dans un mémoire de Beilinzani en 1679 et dans une lettre de la Lande-Magon en 1688, mais ces indications sont rares. Quant aux autres matières premières, il n'en est pas question.

Objets de luxe.

Les exportations d'objets manufacturés de luxe à destination de la France étaient assez développées au ^{xvii}^e siècle. Vers le milieu du siècle on tirait d'Espagne des velours et des petites étoffes de soie, des draps frisés fins, des draps d'écarlate fabriqués à Valence, des crêpes de soie mêlés ou non d'or et d'argent, des toiles

de soie mêlées ou non d'or et d'argent, des ouvrages de lingerie d'or et d'argent, des gants parfumés, certaines fourrures comme le loup-cervier, la genette noire et grise, enfin des lames d'épée, de poignard ou de dague, mais la vente au dehors de ces derniers articles était défendue¹¹¹. Du Fargis en 1628 ne parle plus de tous ces objets, non plus que les mémoires de 1661 et de 1686. C'est que l'industrie espagnole est tombée au XVII^e siècle dans une décadence profonde, tandis que l'industrie de luxe française progressait. A l'époque où l'exportation des objets manufacturés espagnols était encore considérable elle ne dut pas intéresser beaucoup les ports andalous, car les provinces productrices étaient le royaume de Valence, Grenade et la Castille du Nord. Seule l'exportation des chevaux, malgré les défenses, pouvait intéresser l'Andalousie. Elle montait vers 1551 à 50.000 liv. par an¹¹².

Les opérations commerciales et les bénéfices.

Le commerce que faisaient à Cadix les étrangers, et en particulier les Français était soumis à des conditions particulières. C'était une spéculation à longue échéance : la longueur des transports vers Cadix d'abord et vers les Indes ensuite, l'échelonnement des opérations commerciales, achat des marchandises en France, vente en Espagne et aux Indes, liquidation des comptes, exigeait beaucoup de temps. D'après le *Parfait Négociant* de Savary¹¹³, on passait souvent trois ou quatre ans avant d'avoir bouclé l'opération. Il fallait aussi un gros fonds de roulement, car il y avait de grosses avances à

111. Chamberland, *op. cit.*

112. *Ibid.*

113. Savary, *Le Parfait Négociant*, Paris, 1675, 2^e édit., 1713, p. 484 et suiv.

faire pour l'achat des marchandises pour solder les frais considérables de tous sortes qui grevaient le trafic. Savary recommandait de négocier de ses propres deniers et jamais avec de l'argent emprunté, car les intérêts auraient consommé le bénéfice. Il fallait acheter soi-même, au lieu de production, les marchandises que l'on expédiait, de manière à le faire au plus juste prix et à éviter les frais de commissionnaires. Il fallait éviter de trop s'engager et « ne pas dépasser ses forces » à cause des risques, qui étaient grands. Savary conseillait également de se borner aux articles les plus nécessaires, d'un écoulement assuré, sur lesquels le bénéfice, bien que moindre, était plus sûr. Les objets moins nécessaires rapportaient parfois davantage, mais il suffisait de la moindre crise pour en entraîner la mévente. Il recommande aussi de faire assurer les marchandises à l'aller et au retour, mais à Saint-Malo beaucoup de gens en faisaient l'économie¹¹⁴, et dans le dernier tiers du xvii^e siècle il y eut des pertes dues à ce fait, surtout à Paris.

La plupart des négociants engagés dans le commerce de Cadix entretenaient dans ce port des agents intéressés à leurs opérations pour recevoir et vendre les marchandises de France, afin d'éviter de payer à des étrangers de grosses commissions. Généralement ils agissaient en sociétés restreintes, les uns se spécialisant dans les achats dans les centres de production, les autres dans la vente en Espagne et dans l'achat des retours. Ces sociétés étaient le plus souvent familiales : « On voit à Paris, dit Savary, de bonnes familles de négociants qui font le commerce d'Espagne et qui ne se servent jamais de commissionnaires, et qui envoient

114. « On fait (ce commerce) hardiment sans beaucoup s'assurer, écrivait La Lande-Magon à Seignelay le 29 octobre 1687. » (Paris, A. N. Marine, B7, 212.)

leurs enfants, leurs frères, ou leurs parents en Espagne. C'est ce que font aussi les Anglais et les Hollandais¹¹⁵ ».

La plupart des marchandises expédiées à Cadix étaient destinées aux Indes. Patoulet en estime la proportion aux deux tiers en 1686¹¹⁶, le dernier tiers étant consommé dans la Péninsule. Les marchandises pour les Indes étaient vendues en principe aux *cargadores*, c'est-à-dire aux marchands espagnols qui chargeaient sur les Flottes et les Galions. Dans ce cas la durée de l'opération était assez courte et le risque réduit au minimum. C'était ainsi, semble-t-il, qu'on avait procédé au ^{xvi}e et au début du ^{xvii}e siècle. Mais vers 1660, les marchands français rencontrant des difficultés à placer leur stock à cause de la concurrence imaginèrent un nouveau procédé. Au lieu de tout vendre comptant, ils ne le faisaient que pour une partie seulement et le reste était payable au retour moyennant 12 % d'intérêt. Ils attiraient ainsi l'acheteur par cette vente à crédit, mais ils risquaient davantage. Si le marchand espagnol vendait mal aux Indes, ils avaient toutes les peines du monde à se faire payer. De plus cela allongeait considérablement la durée de l'opération. Ce système les conduisit à un autre plus risqué encore parce qu'il était franchement illégal. Il consistait à charger eux-mêmes leurs effets sur les Flottes à leurs risques et périls, sous le couvert d'un homme de paille espagnol qui se chargeait de les vendre aux Indes moyennant une commission. Dans ce cas tout le risque était pour le marchand français et tout le bénéfice aussi. La commission payée aux Espagnols était

115. Savary, p. 484. Les sociétés restreintes semblent avoir été généralement pratiquées : « Les Rouennais ne font guère de sociétés particulières qui excèdent le nombre de huit ou dix » écrivait en 1701 le chevalier de Clerville dans un rapport publié par Bréard (Soc. hist. de la Normandie, Mélanges, 1^{re} série, t. I, p. 282).

116. A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22-38.

de 7. à 8 %, y compris le droit d'alcabala et celui de magasinage à Porto-Bello, et de 5 à 6 % pour les retours. Ces sortes de contrats entre marchands n'étaient pas nouveaux. Ils étaient apparus au xvi^e siècle entre Espagnols, à l'imitation de ce qui se faisait en Italie et à Séville même au moyen-âge. La nouveauté fut au xvii^e siècle d'admettre à ces sortes de sociétés des étrangers.

Cette manière de trafiquer exigeait une documentation sérieuse sur l'état du marché en Amérique. Il fallait savoir si le pays était bien ou mal approvisionné en marchandises d'Europe et quelles marchandises étaient les plus demandées. Les toiles de France avaient toujours un large débit et leur commerce était assez sûr, la demande des autres articles français, qui étaient des articles de luxe, subissait des oscillations assez larges¹¹⁷.

Ces trois sortes d'opérations furent pratiquées en même temps pendant toute la seconde moitié du xvii^e siècle. L'une ou l'autre l'emportait à chaque départ suivant les circonstances. Ainsi, d'après Catalan, au départ des Galions de 1672, les Français vendirent beaucoup plus comptant qu'ils n'envoyèrent aux Indes à leur compte. Ce fut le contraire en 1681¹¹⁸. En 1686 Patoulet estimait qu'en moyenne les Galions emportaient pour 7 millions d'écus de marchandises françaises et les Flottes pour 5 à 6 millions, de ces 12 millions les Français en chargeaient à leur compte pour 6 à 7 millions, le reste étant vendu comptant à Cadix aux Espagnols ou aux étrangers¹¹⁹.

117. Voir André E. Sayous, *Partnerships in the Trade between Spain and America...* (*J. of economic and business history*, février 1929, p. 282-301). — Savary, p. 489 et suiv.

118. Catalan, 6 mars 1672 et 28 janvier 1681 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 116 et 317-318).

119. A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22-38.

Une spéculation plus rare, qui nous est signalée par un document espagnol, consistait à envoyer de l'étranger à Cadix, non plus des marchandises mais des capitaux, pour les employer sur la place soit en marchandises, soit a *cambio marítimo* dans les armements des navires¹²⁰. L'auteur, se référant à une époque qui semble devoir être la fin du xvii^e siècle, signale qu'on retirait de ces placements des intérêts de 30 %. Il n'y a pas d'indication plus nette que les Français se soient livrés à cette opération et, s'ils l'ont fait, il est probable que ce dut être assez rare.

Le commerce étranger à Cadix était grevé de charges assez lourdes. D'après Savary, le fret de France en Andalousie représentait en moyenne 5 % du prix de la marchandise, l'assurance de 10 à 15 % selon la saison, l'hiver étant plus cher que l'été¹²¹. Si l'on vendait comptant la marchandise à Cadix, on payait 3 % de commission au correspondant qui la recevait et la vendait, et 1 % pour la remise des métaux précieux qui en provenaient en France. S'il employait la somme en marchandises d'Espagne et des Indes sa commission montait à 2 %. Le fret des métaux oscillait entre 1 1/2 et 2 %, celui des marchandises de retour était à peu près analogue au fret d'aller (5 %). Le total oscillait entre 21 1/2 et 30 %, non compris les droits de sortie de France, les droits d'entrée à Cadix et en France.

Si l'on envoyait la marchandise aux Indes sous le nom d'un Espagnol, outre les 5 % du fret et les 10 à 15 % d'assurance, on payait au correspondant de Cadix

120. *Proyecto para establecer el comercio y la fé pública alterada en los negocios y carrera de las Indias*, s. d., par Juan Francisco de Fuentes (Madrid, A. H. N. Estado, 3027). Postérieur à 1712 et probablement antérieur à 1720.

121. Sur les charges du commerce, voir Savary, p. 486 et suiv. Ce taux paraît assez élevé. Nous avons vu qu'on prenait à Saint-Malo pour les assurances 7 % en 1687.

qui recevait la marchandise à l'arrivée 8 livres par ballot, les commissionnaires espagnols embarqués sur les Flottes prenaient 7 à 8 %, se chargeant de l'alcabala aux Indes et des droits de magasinage à Porto-Bello. Au retour ils prenaient 5 à 6 %. Le fret de Cadix aux Indes était de 5 à 6 %, l'indult revenait en moyenne à 2 1/2 %. Le correspondant français à Cadix prenait 3 à 4 % pour prendre livraison des retours et les expédier en France, le fret de l'argent entre Cadix et Saint-Malo était entre 1 1/2 et 2 % et celui des marchandises 5 %. Le total allait de 29 1/2 à 51 1/2 %, non compris les droits de douane. Savary résumant l'expérience pratique de son temps évalue les frais qui grevaient le commerce pour l'Espagne et les Indes entre 45 et 50 %¹²².

Etant donné ces charges et les risques, il fallait vendre assez cher en Espagne et surtout aux Indes. Un auteur de libelle espagnol, Osorio y Redin, qui écrivait en 1686, nous a rapporté les prix des principaux articles du commerce étranger dans les centres de production, en Espagne et aux Indes. Grâce à lui nous

122. Voici une autre estimation du début du XVIII^e siècle qui arrive au même résultat :

Fret de France en Espagne.....	1 %
Douane à Cadix	7 1/2 %
Droits du Roi à l'embarquement pour les Indes.....	6 %
Fret de Cadix aux Indes.....	6 %
Menus frais à Cadix (emballage et embarquement).....	1 %
Commission du négociant qui expédie pour les Indes.....	3 %
Alcabala aux Indes.....	3 %
Commission pour la vente aux Indes et remise du produit..	10 %
Fret des piastres ou denrées de retour	1 1/2 %
Indult	6 %
Droit de la Contratacion et du Consulado	1 %
Commission du négociant de Cadix qui remet en France ...	2 %
Sortie de l'argent	1 %
Fret de Cadix en France	1 %
Total	50 %

(A. E. Mém. et doc. France, 2008, fol. 259).

avons pu dresser le tableau suivant dans lequel les prix sont indiqués en réaux de plate¹²³.

<i>Marchandises</i>	<i>Prix dans les centres de production</i>	<i>Prix en Espagne</i>	<i>Prix aux Indes</i>
<i>Toiles</i>			
Toiles de Cambrai, de Hollande, Cambrayons	3 1/2 la varre	7 R. la varre	12 R. la varre
Rouens de coffre, mor- laix, bretagnes, valeur moyenne	2 R.	4 R.	8 R.
Toiles blanches et fleu- rets, Rouen blancarts, gand, Brabant, créées, toiles crues.....	1 R.	2 R.	4 R.
Fil de Bayonne et de Cambrai	4 et 16 R. la livre	1 peso et 4 p.	5 p. en moy.
<i>Lainages, étamines de</i>			
France et Angleterre	3 R. la varre	6 R. la varre	12 R. la varre
<i>Soies, brocards</i>	7 R.	12 R.	20 R.
Serges	4 R.	7 R.	12 R.
Taffetas doubles	3 R.	5 R.	10 R.
Moire	4 1/2 R.	9 R.	10 R.
Peluche	10 R.	20 R.	32 R.
Taffetas simple	1 1/2 R.	3 R.	6 R.
Rubans de soie	4 et 5 pesos la livre	7 p. la livre	8 p. la livre
Dentelles fines de soie..	1 1/2 R.	3 R. la varre	6 R. la varre
Dentelles fines de fil ..	6 R.	12 R.	24 R.
Tissus d'or et d'argent, serges	2 p. 1/2 la v.	5 p. la varre	8 p. la varre
Toiles riches	6 pesos	10 pesos	16 pesos
Camelot d'argent	2 p. 1/2	3 pesos	6 pesos
Dentelles d'or et d'ar- gent	1 p. 1/2 l'once	3 p. l'once	5 p. l'once
Galon d'or	2 pesos	4 pesos	6 pesos
Chapeaux de demi- castor.....			10 pesos pièce en moyenne

Nous pouvons contrôler ces indications pour les prix aux Indes par d'autres que nous avons relevées dans divers mémoires et correspondances de la même époque. Les prix de vente suivants sont considérés alors comme

123. L'ouvrage de Osorio y Redin, *Extensión política y económica a paru en 1686*. On en trouve une réimpression dans Campomanes, *Apendice a la educación popular*, t. 1.

avantageux : les blancards 6 à 6 1/2 réaux la varre, les toiles de coffre 12 réaux, les Rouen ont oscillé entre 5 1/2 et 7 1/2 réaux en 1686 pour s'élever à 8, 9 et même 15 réaux entre 1687 et 1689. Les bretagnes valaient de 5 1/4 à 6 réaux, les bretagnes larges 7 r. 1/2 la varre, les morlaix larges entre 6 3/4 et 7 réaux, les coutances 5 réaux, les toiles de Saint-Quentin valaient 7 piastres la pièce en 1686, et les batistes 18 à 19 piastres la pièce. Pour les lainages, les étamines de Reims et de Châlons valaient de 22 à 25 piastres la pièce et les bourracans de Flandre de 25 à 30 piastres. Pour les soieries, les pannes de Lyon et de Tours valaient en 1686 de 25 à 30 réaux la varre, les mantes de dentelles 21 piastres la pièce, les chapeaux de castor valaient en France de 28 à 33 livres pièce, soit l'équivalent de 9 à 11 pesos environ; ils valaient aux Indes en 1686 de 30 à 50 pesos, pour tomber dix ans plus tard à 15 pesos à cause de la décadence de la fabrication. Les chapeaux de vigogne valaient 8 livres à Paris, soit un peu plus de 2 pesos, et on les vendait 8 à 9 pesos aux Indes¹²⁴. Les bénéfices étaient donc assez considérables. Osorio dénonce avec indignation des bénéfices qui oscillent entre 200 et 300 %, et qui en tous cas n'auraient jamais été inférieurs à 150 %. D'après lui, les frais ne se seraient pas élevés pour les étrangers à plus de 20 % y compris ce qu'ils payaient aux contrebandiers. Il faudrait donc fixer autour de 130 % au minimum le bénéfice net. Mais

124. Catalan, 18 mai 1671 (A. E. consul. Cadix, I, 96 v°); *Mémoire de la cargaison des Galions arrivés à Cadix en 1686* (Paris, A. N. Marine, B7, 211); *Mémoire de Patoulet en 1686* (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 197-260); La Lande-Magon, 29 septembre 1686 et 15 mai 1689 (Paris, A. N. Marine, B7, 492 et 495); Catalan, 14 avril et 12 mai 1687 (Cadix, t. III, fol. 26 et 43). Sur les castors, voir le *Mémoire du Sr Martin inspecteur des manufactures sur la fabrication des chapeaux de castor* (1692); Boislisle, *Mémoire des intendants*, t. I, *Généralité de Paris*, p. 613; *Mémoire du Sr de Lans sur le commerce des manufactures de France en Espagne* (20 mai 1696) (Paris, A. N. Marine, B7, 497), reproduction d'un mémoire de 1693 (*ibid.*, B7, 216).

les commerçants français donnent des indications très inférieures. D'après un mémoire de Patoulet du 2 janvier 1686¹²⁵, le profit était de 6 à 8 % pour les marchandises vendues à Cadix et de 15 à 20 % pour celles qu'on risquait aux Indes sous le nom d'un Espagnol. Patoulet lui-même estimait ces chiffres au-dessous de la réalité. Dans un autre mémoire le même Patoulet fixait à 12 et 15 % le bénéfice sur les ventes en Espagne et à 25 à 30 % celui qu'on réalisait sur les marchandises vendues aux Indes¹²⁶. Ailleurs encore il donnait comme bénéfice sur les marchandises risquées aux Indes 40 à 50 %. Ce taux est confirmé par un mémoire de 1723¹²⁷.

On reste donc dans une certaine incertitude sur le taux moyen du bénéfice réalisé par les Français par la voie de Cadix. Il était en effet très difficile à calculer, car il n'y a rien de plus difficile à connaître qu'un bénéfice. En outre les prix étaient très variables et les bénéfices précaires, si bien que les profits de 200 à 300 % pouvaient être exacts et le bénéfice moyen ne pas dépasser de 30 à 40 et même 50 %. « Le commerce d'Espagne écrivait Savary en 1675, était autrefois le meilleur d'Europe, parce qu'il y avait peu de négociants qui le faisaient et parce que les Hollandais étaient en guerre avec l'Espagne. » A partir de 1648 la paix avec la Hollande a attiré en Espagne les Hollandais, de plus un grand nombre de Français y ont porté tant de marchandises que cela a fait baisser les prix. La baisse s'est accentuée, dit-il, depuis douze ou quinze ans, ce qui nous reporte au lendemain de la paix des Pyrénées. Il ajoute que ce commerce est encore lucratif, si l'on s'y conduit

125. A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 149-195.

126. *Mém. sur le commerce de Cadix et des Indes occidentales* (*ibid.*, fol. 197-260).

127. A. E. Mém. et doc. Espagne, 80, fol. 22-38; *Mémoire sur le commerce de la nation française en Espagne en 1723* (A. E. consul. cartons, Mémoires sur le commerce d'Espagne, de l'Italie, de Sardaigne, n° 8).

bien. Il faut ajouter aux raisons données par Savary la fraude anglo-hollandaise en Amérique, la fraude des marchandises des Indes et de la Chine par Marseille et Acapulco, l'influence du rendement des mines, et d'autres raisons particulières et passagères. Voici quelques exemples de ces fluctuations des prix aux Indes.

En 1667 il y a eu beaucoup plus de marchandises que d'argent à la foire et elles se sont en général fort mal vendues. Il faut faire une exception pour les serges de Reims et d'Amiens, les camelots et les draps fins, mais leurs prix se sont abaissés à la fin. La quincaillerie de Saint-Etienne a rendu 2 1/2 pour un¹²⁸. En 1670 les toiles et certaines soieries se vendirent bien, surtout à la fin de la foire, où les prix augmentèrent de 50 à 100 %. Les lainages se vendirent avec 50 à 100 % de perte, les chapeaux de castor à très bas prix, ainsi que les dentelles¹²⁹. Au Mexique en 1671 les toiles se vendirent bien, tandis qu'on perdait sur les lainages¹³⁰. En 1675 la foire de Terre-Ferme fut très mauvaise à cause de l'abondance des étoffes apportées par les Anglais et les Hollandais et d'un ordre du vice-roi du Pérou interdisant aux métis l'usage des étoffes de soie¹³¹. En 1681 les affaires furent mauvaises au Mexique, sauf pour les toiles de France¹³². A Terre-Ferme, en 1682, les seuls articles qui avaient rapporté un bénéfice sérieux étaient les draps d'Angleterre, les dentelles de Flandre, toutes les soieries, les dentelles d'or et d'argent, quelques toiles de Bretagne, les toiles de Rouen avaient perdu 25 %¹³³. Par contre

128. *Mém. sur le comm. des Français dans les Indes espagnoles* (oct. 1670), Paris, A. N. Marine, B7, 207.

129. Catalan, 1^{er} juin 1670 (Cadix, t. I, fol. 56 et suiv.).

130. Catalan, 18 mai et 23 août 1671 (Cadix, t. I, fol. 97 v^o et 109).

131. *Memoria de los galeones y floia de Tierra-Firme* (A. E. Corr. polit. Espagne, 62, fol. 65).

132. Catalan, 9 nov. 1681 (Cadix, I, 351).

133. Mémoire joint à la lettre de Catalan du 7 septembre 1682 (Cadix, t. II, fol. 64-67).

en 1686 les toiles françaises rapportèrent de beaux bénéfices, les étamines de Reims et Châlons aussi, ainsi que les pannes de Lyon et de Tours, les chapeaux de castor et les dentelles de toutes sortes. Mais en Nouvelle-Espagne le marché était saturé¹³⁴. Les toiles de France gardèrent leur vogue dans toutes les Indes en 1687, 1688 et 1689, tandis que les soieries et étoffes riches étaient éprouvées. On attribuait ce dernier résultat au tremblement de terre du Pérou, les habitants de Lima ayant été tellement épouvantés qu'ils avaient résolu d'en bannir l'usage¹³⁵. Les toiles et les lainages continuèrent à valoir très cher aux Indes en 1690, les soieries très peu¹³⁶. Cela continua en 1691. La foire de 1698 à Porto-Bello rapporta au commerce français de beaux bénéfices. La paix entraîna d'énormes expéditions de toiles en Espagne, ce qui renchérit les prix en France et les fit baisser en Amérique, si bien que le profit fut presque nul¹³⁷.

134. *Mémoire de la cargaison des Galions arrivés à Cadix en 1686* (Paris, A. N. Marine, B7, 211); *Mémoire de Catalan du 16 septembre 1686* (Cadix, II, 408).

135. La Lande-Magon, 4 mai 1687, 11 juillet 1688 (Paris, A. N. Marine, B7, 492-495); Catalan, 12 mai 1687, 8 novembre 1688, 15 et 22 mai 1689 (Cadix, III, 26, 43 et 175).

136. La Lande-Magon, 3 et 17 décembre 1690 (Paris, A. N. Marine, B3, 60, fol. 327, B7, 496).

137. Catalan, 4 juin 1698 (Cadix, III, 241). *Mémoire de Des Cazeaux du Hallay, député de Nantes, sur l'état du commerce en général* (4 mars 1701), Boislisle, *Corr. des Contrôleurs généraux*, t. II, p. 487.

CHAPITRE XI

LES TRANSPORTS ENTRE LA FRANCE ET LES PORTS ANDALOUS

Le commerce entre les ports andalous et la France se faisait presque uniquement par mer. La voie de terre n'avait d'importance que pour les provinces limitrophes de l'Espagne et parfois en cas de guerre.

Voie de mer. Ports intéressés.

Les ports français intéressés étaient surtout Saint-Malo dont l'expansion est, au xvii^e siècle, universelle, Rouen et un peu Le Havre, Dunkerque après son acquisition par Louis XIV, et sur la Méditerranée, Marseille. Nantes n'envoyait guère à Cadix et, si ses relations avec l'Espagne étaient suivies, c'était avec Bilbao et les ports espagnols du Nord qu'elle trafiquait. Il en était de même de Bayonne¹. Quant à Bordeaux il se désintéressait de l'Espagne. Cette spécialisation s'explique par la nature de la production de l'arrière-pays et les chances de débouché que lui offrait l'Espagne. Ainsi les toiles de Bretagne si demandées à Cadix avaient poussé

1. Voir *Mémoire sur le commerce de France* (1701), Paris, B. N. Mss. fr. 8038, fol. 27 v^o. *Mémoire sur le commerce de la nation française en Espagne* (1723) (A. E. consulats, cartons n^o 8). A. E. Mém. et doc. France, 2017, fol. 171 et 172.

vers la Péninsule l'activité des armateurs malouins². Il en était de même pour les toiles et les lainages de Normandie et le port de Rouen. Les provinces intérieures de la France qui expédiaient leurs produits à Cadix se servaient naturellement des ports déjà en relations avec la Péninsule, Saint-Malo ou Rouen : c'était le cas de Paris, la Champagne et la Touraine. L'activité de Marseille drainait vers elle les articles des provinces méridionales, notamment de la région lyonnaise. Marseille était en effet surtout tourné vers le Levant, mais ses navires fréquentaient aussi la côte méditerranéenne de l'Espagne, et Cadix pouvait être considéré comme le point terminus de la route commerciale hispano-méditerranéenne.

Il faut signaler aussi le rôle de La Rochelle dans la première partie du xvii^e siècle, alors que la Hollande n'avait pas encore fait sa paix avec le Roi Catholique. Les Rochelais, coreligionnaires des Hollandais, leur servaient souvent d'intermédiaires dans leur commerce d'Espagne, mais on ne parle plus guère d'eux à Cadix à la fin du siècle.

A partir de 1668, date de l'annexion de la Flandre française, Colbert fit de grands efforts pour détourner vers le Royaume le commerce des Pays Conquis. Il aurait voulu que même leurs exportations à l'étranger prissent le chemin des territoires et des ports français. Pour cela il accorda des exemptions de droits. Une compagnie constituée par des Allemands s'organisa pour faciliter ce transit : mais Colbert eût préféré des Français : aussi envoya-t-il à Lille le sieur Thierriat, entrepreneur de voiture déjà connu, afin qu'il organisât des transports réguliers de marchandises du Pays Conquis vers Lyon, Nantes, La Rochelle, Rouen,

2. Il y avait quelques départs de Morlaix, Landernau, Daoulas et Brest.

Dieppe, Saint-Valery et même l'Allemagne et l'Espagne par terre. Il promettait en secret à Thierriat, s'il baissait ses prix du quart par rapport à ceux des Allemands, de le lui faire rembourser. Il aurait voulu voir s'établir entre les Lillois et les marchands des diverses villes maritimes une correspondance en vertu de laquelle ces derniers entreposeraient les marchandises des premiers et les expédieraient à l'étranger sur des vaisseaux français³.

En ce qui concernait le commerce d'Espagne, qui était fort important pour les Lillois et auquel Colbert accordait une grande attention, il songea à établir un service maritime entre Le Havre ou Rouen et l'Espagne, en liaison avec l'entreprise de Thierriat. Il promit de procurer aux négociants pour cet usage des vaisseaux du Roi, en attendant que des vaisseaux marchands fussent armés pour cela. Il promit enfin, de toute façon, une escorte de vaisseaux de guerre.

Le projet conçu et mûri au début de 1669, se réalisa au cours de cette année. Thierriat s'entendit en juin sur le tarif de transport par terre avec les marchands Lillois. Un capitaine du Havre, le sieur Raisin, choisi entre beaucoup d'autres, fut envoyé à Lille à la même époque après avoir conféré avec Colbert, pour régler le fret de mer. Colbert lui avait donné comme instruction d'accorder aux Lillois tout ce qu'ils demanderaient. Tout était réglé en juillet et une annonce imprimée fut affichée dans le Pays conquis pour faire connaître les facilités offertes par le Roi. Colbert écrivit en même temps à Rouen et à Saint-Malo pour faire connaître les dispositions prises, en prenant soin de déclarer que le nouveau service ne ferait pas de tort aux armateurs privés, car le Roi cesserait de prêter

3. Colbert à M. de Souzy, intendant de Lille, du 21 et du 23 mai 1669 (Paris, B. N. Mss. Cinq cents Colbert, 204, fol. 103 v° et 104 v°).

ses frégates dès qu'un certain courant de commerce serait établi. Il écrivit également aux consuls de France à Cadix et à La Corogne⁴.

Ces facilités de transit à travers la France vers l'Espagne ne devaient pas se borner aux marchandises de la Flandre française. Dans une lettre du 3 juillet 1669 Colbert indique son intention de drainer aussi par cette voie vers l'Espagne les marchandises des Pays-Bas espagnols. Ainsi la pénétration économique de la France aurait préparé les voies à une absorption politique et la marine marchande et les ports français auraient bénéficié du riche trafic hispano-flamand⁵.

Il devait y avoir primitivement un ou deux vaisseaux partant du Havre tous les deux ou trois mois pour les ports d'Espagne et de Portugal, sous l'escorte de vaisseaux de guerre. Ce dessein se précisa : un vaisseau de 350 tonneaux, le *Sauveur*, fut destiné pour Cadix avec prolongation possible du voyage vers Alicante, un autre, la *Dieppoise* plus petit, de 120 tonneaux fut affecté à Bayonne et à Bilbao. Un troisième fut destiné à Lisbonne. Le premier départ devait avoir lieu le dernier jour d'août 1669, le second fin novembre. Les départs devaient avoir lieu à date fixe et même si les cargaisons n'étaient pas complètes. Les Lillois pouvaient consigner leurs marchandises au sieur Raisin au Havre, pour éviter les intermédiaires et moyennant un droit modique.

4. Voir les lettres de Colbert à Thierriat, au sieur Gellée, commis des Fermes, et à Souzy, intendant, pendant tout le mois de juin 1669 (*ibid.*, fol. 125 et suiv.). *Mémoire sur la conduite que le Sr Raisin doit tenir au voyage qu'il va faire à Lille, Tournai et autres villes conquises* (26 juin 1669) (*ibid.*, fol. 157). Annonce imprimée de l'organisation d'un service de trois en trois mois du Havre en Espagne avec un transit de Lille au Havre (*ibid.*, Mélanges Colbert, 154, fol. 111). Colbert aux maires et échevins de Rouen et Saint-Malo, 12 juillet 1669, aux consuls de la Nation française de Cadix et de la Corogne, 12 juillet 1669 (*ibid.*, Cinq cents Colbert, 204, fol. 179 v^o et 181).

5. Colbert à Secqueville, Directeur général des Fermes, 3 juillet 1669 (*ibid.*, fol. 169 v^o).

La réalisation de ce plan rencontra beaucoup d'obstacles. D'abord la faveur accordée au Havre et aux marchands de Lille excita des jalousies. Les députés du commerce de Calais proposèrent leur ville comme tête de ligne. Colbert finit par accepter, si l'on trouvait des vaisseaux convenables dans le port de Calais : il n'avait pas de préférence pourvu que les gens du Pays conquis fissent passer leurs marchandises par le territoire français⁶. Les gens de Rouen s'inquiétaient de cette concurrence faite par la marine royale aux vaisseaux marchands. Colbert par deux fois dut rassurer son correspondant à Rouen, le marchand Fermanel, sur le caractère de l'intervention du Roi⁷.

Mais c'est surtout du côté des Lillois que vinrent les difficultés. Ils étaient défiants. Tantôt ils inclinaient à passer par Calais, tantôt ils mettaient en avant les bruits répandus sur les droits exigés dans les ports d'Espagne sur les marchandises flamandes transitant par la France, et il fallait que Colbert les fit détromper, tantôt ils invoquaient des arrangements antérieurs conclus avec les armateurs d'Ostende. Il fallut retarder le départ jusqu'au 15 septembre 1669 pour avoir le temps de charger les trois vaisseaux⁸.

Raisin arriva à Cadix le 16 octobre 1669 après avoir convoyé la *Dieppoise* jusqu'à Ouessant, d'où elle devait gagner Bayonne et Bilbao en longeant les côtes françaises, et après avoir conduit le *Soleil* à Lisbonne. L'Espagne ne pouvait pas voir d'un œil très favorable cet effort pour détacher d'elle économiquement le pays qui venait de lui être enlevé politiquement. On saisit à

6. Colbert à Gellée du 21 juin 1669 et à Fly, du 7 et du 16 août 1669 (*ibid.*, fol. 145 v°, 216 et 223).

7. Colbert à Fermanel, 26 juillet et 7 août 1669 (*ibid.*, fol. 201 v° et 215).

8. Colbert à Gellée, 16, 23 et 29 août 1669, et à Fermanel le 29 août (*ibid.*, fol. 222, 227, 232).

travers les documents la sourde opposition des autorités espagnoles aux projets de Colbert. Les bruits qui avaient couru sur l'accueil réservé en Espagne aux marchandises de Lille n'étaient point faux, mais les Espagnols dissimulèrent leur hostilité sous un prétexte avouable. Ils invoquèrent une épidémie qui avait eu lieu à Lille pour refuser les marchandises qui en venaient. Le 27 septembre la Reine régente en interdit l'entrée⁹.

Colbert avait prévu le coup et il avait écrit à l'ambassadeur, marquis de Villars, en lui envoyant des attestations prouvant que le mal avait disparu, et en le priant d'intervenir pour protéger l'introduction des marchandises de Lille¹⁰. Quant à Raisin, requis de laisser visiter son navire par les autorités sanitaires, il prit prétexte de sa qualité de commandant d'un navire de guerre pour refuser toute visite. Mais la question donna lieu à des négociations à Madrid entre Villars, puis le chargé d'affaires Dupré et le gouvernement espagnol à propos des certificats de santé expédiés par Colbert, jusqu'à ce que le 30 octobre la Reine donnât l'ordre de laisser entrer les marchandises de Lille¹¹.

Le second convoi comprenait le *Lion rouge* pour Cadix, la *Marguerite* pour Lisbonne et la *Christine* pour la Biscaye. Celle-ci devait partir du port de Saint-Valery à la demande des Lillois. Le départ, qui avait été fixé d'abord au 30 novembre, fut reculé successivement au 30 décembre, au 15 janvier 1670 puis au 23 mars. Les raisons étaient qu'il n'y avait pas de vaisseaux pour les Indes avant le mois de mars, et que les Lillois ne s'approvisionnaient que peu à peu¹².

9. Raisin à Colbert le 20 octobre 1669 (*ibid.*, Mélanges Colbert, 154, fol. 289).

10. Colbert au marquis de Villars, 27 avril 1669 (*ibid.*, Cinq cents Colbert, 204, fol. 223 v°).

11. Colbert à Souzy le 9 novembre, à Dupré le 15 novembre, à Souzy le 20 novembre 1669 (*ibid.*, fol. 295 v°, 306, 315).

12. Colbert à Gellée, le 15 novembre, à Souzy le 28 novembre, à Dumas le 18 décembre, à Gellée le 27 décembre 1669 (Paris, A. N. Marine, B7, 51, fol. 133 v°).

Mais comme l'avait fait remarquer Colbert dès le début, ce n'était pas l'affaire du Roi de jouer le rôle d'une compagnie de transport, et au début de 1670 il s'efforça de provoquer une entente entre les marchands de Rouen et ceux de Lille pour fréter à destination de l'Espagne des vaisseaux marchands, qu'il s'engageait à faire escorter¹³. Au mois d'avril Colbert adressa aux gens de Rouen les conditions de la coopération royale : il fixait à 4 par an le nombre des départs du Havre à raison de un départ tous les trois mois. Lors de chaque départ il devait y avoir un navire de 300 tonneaux pour Cadix, Malaga et Alicante, un de 120 tonneaux pour Lisbonne et un de 80 pour Saint-Sébastien et Bilbao. On avait besoin pour cela de six vaisseaux, de manière à constituer deux équipes et, si les Rouennais n'en trouvaient pas, le Roi s'engageait à leur en fournir. Il offrait aussi de supporter pour la première année la moitié de la dépense déduction faite du fret, pour la deuxième le tiers, pour la troisième le quart. Il proposait encore d'autres modalités d'aide¹⁴. Les marchands de Rouen et du Havre ne demandaient pas mieux que de s'entendre avec ceux de Lille, mais ils voulaient être assurés que les Lillois entrassent dans la société d'armement des vaisseaux, de façon à s'assurer l'envoi des marchandises de Lille¹⁵. Or les Lillois persistaient à ne pas montrer beaucoup d'empressement. Sans doute en avril on se félicita des progrès accomplis. Le transit « se fortifiait », mais il était encore bien fragile. Un petit navire particulier, l'*Espérance*, sur lequel les Lillois avaient chargé, et qui

13. Colbert à Fernel, 10, 17, 23, 31 janvier 1670 (Paris, A. N. Marine, B7, 51). Colbert agissait ainsi pour dissiper la défiance des Lillois, comme il l'écrivait à Gellée, le 31 janvier.

14. *Conditions sous lesquelles le Roi...* Paris, (A. N. Marine, B7, 51, fol. 153).

15. Colbert à Gellée, 22 mai 1670 (*ibid.*).

n'avait pas voulu attendre l'escorte, s'était fait prendre par les Barbaresques et cela fit mauvais effet à Lille. En septembre Colbert constatait qu'il y avait si peu de marchandises de Lille au Havre, qu'il ne pourrait plus continuer à prêter des vaisseaux de guerre pour les transporter¹⁶.

A partir d'octobre 1670 il semble en effet que ce système ait été abandonné, et que le Roi se soit contenté de faire escorter les vaisseaux marchands armés à Rouen et au Havre par des particuliers. Il consacrait à ce service deux frégates qui faisaient le trajet alternativement, le *Sauveur* et le *Lion Rouge*. Lille montrait toujours la même répugnance, et Colbert dut envoyer en Flandre Bellinzani pour décider les marchands du Pays Conquis, et même ceux des villes espagnoles à utiliser la voie de la France. Les Lillois continuaient à se retrancher derrière des exigences successives. On leur donnait satisfaction, et ils soulevaient de nouvelles questions¹⁷.

Aussi Colbert s'était-il avisé d'un moyen indirect, qui consistait à dresser des obstacles entre eux et Ostende. Il prescrivit aux commis des Fermes à Lille d'opérer des visites de ballots sur les routes qui conduisaient vers le territoire espagnol et vers Ostende¹⁸.

Il s'expliqua assez longuement à ce sujet dans une lettre du 22 juillet 1670 adressée à M. de Souzy, intendant de Lille¹⁹.

En décembre il fit avertir en sous main les Lillois que le Roi avait l'intention d'exercer des représailles sur les Espagnols, à cause d'une « infinité de voleries qu'ils ont faites aux marchands français », et qu'il les

16. Colbert à Gellée, 1^{er} août, 3 septembre 1670 (*ibid.*).

17. Colbert à Derrien, 17 octobre 1670 (*ibid.*).

18. Colbert à Gellée, 19 décembre 1670 (*ibid.*, 52).

19. Paris, A. N. Marine, B7, 51.

ferait exécuter sur les vaisseaux d'Ostende²⁰. Mais il ne fallut pas moins que la guerre de Hollande, qui troubla tous les Pays-Bas, pour rejeter délibérément les Lillois vers la voie de France.

La paix revenue, il semble qu'on reprit le courant commercial qui entraînait les marchandises de la Flandre française vers des routes étrangères au Royaume. Nous voyons en 1686 le Directeur du commerce Delagny reprendre les efforts de Colbert. A cette époque les marchands de Lille envoyaient leurs marchandises d'exportation en Hollande, soit en passant par mer, soit en traversant par eaux les Pays-Bas espagnols. Depuis peu ils avaient repris le chemin d'Ostende. Telles étaient les routes imprévues par lesquelles leurs ballots gagnaient l'Espagne. A cette époque il n'est plus question de l'ancienne correspondance avec le Havre et Rouen, et Delagny suggère à l'intendant de Flandre, Dugué de Bagnols, d'établir une correspondance entre Lille et Dunkerque. L'intendant, après plusieurs conférences, ménagea un accord entre les marchands de Lille et l'Amirauté de Dunkerque le 14 juillet 1686²¹, et un service de transport par terre fut organisé entre Lille et Dunkerque par une société à la tête de laquelle était un sieur Fauconnier. Seignelay, tenu au courant, approuva tout (29 février 1687²²).

Mais la convention fut mal exécutée. Les Lillois continuèrent pendant toute l'année 1687 à expédier leurs effets à Ostende où la sécurité leur paraissait plus grande²³. Le Roi finit par organiser par un arrêt du 9 janvier 1688 une compagnie pour faire le transport

20. Colbert à Gellée, 19 décembre 1670 citée plus haut.

21. Dugué de Bagnols au Lieutenant-général de l'Amirauté de Dunkerque, le 14 juillet 1686 (Paris, A. N. Marine, B7, 492).

22. Seignelay à M. de Bergy, commissaire départi pour la réforme des Amirautés, 27 février 1687 (*ibid.*, 58).

23. Dugué de Bagnols à Delagny, 10 novembre 1687 (*ibid.*, 492).

des marchandises de Flandre par Dunkerque à destination de Cadix. Cette compagnie était formée par les sieurs de Surmont, Libert, et Vanzeller de Lille, et le sieur Fauconnier. Elle devait employer 3 navires de 200 à 300 tonneaux, et les faire partir à la date fixée, à condition qu'ils fussent pleins aux $2/3$ en temps de paix et aux $7/8$ en temps de guerre. Le fret était fixé à 11 réaux du cent plus 2 réaux par ducat pour le Consul de Cadix et la nation et pour les autres frais accoutumés. En outre Fauconnier obtenait la fourniture exclusive du lest aux navires dans le port de Dunkerque, à raison de 3 sols par banneau de sable, et le droit d'envoyer 2 navires par an à la côte de Guinée et de vendre aux Iles de l'Amérique jusqu'à 100 nègres par vaisseau, s'il ne trouvait pas à les négocier sur la côte d'Espagne²⁴.

Cette affaire donna lieu à une polémique assez vive. Le magistrat de Dunkerque protesta contre l'arrêt du 9 janvier montrant que le manque de facilités trouvé à Dunkerque était une calomnie, que tout l'avantage d'Ostende venait des sacrifices faits par les Etats des Pays-Bas pour faire escorter par des navires bien armés les navires marchands, des avanies subies par le pavillon français en Espagne, et d'une différence sur le fret (8 réaux à Ostende). Les conditions accordées à Fauconnier n'étaient pas avantageuses au commerce de Cadix, tout en étant à charge à celui de Dunkerque (question du lest²⁵). Trois riches marchands de Lille, les frères Taviel, discutèrent également l'arrêt, en faisant valoir

24. C'est ce qui résulte des documents cités plus loin.

25. *Raisons pour lesquelles les Bailly, Bourgmestre, échevins, marchands et habitants de la ville de Dunkerque remontent... à Sa Majesté contre l'arrêt... daté du 9^e janvier de la présente année 1688* (Paris, A. N. Marine, B3, 55, fol. 66 et suiv.); *Conditions nécessaires pour l'établissement des vaisseaux pour le transport à Cadix au lieu de celles accordées par l'arrêt du conseil du mois de janvier dernier* (Paris, A. N. Marine, B7, 495).

les mêmes raisons et en ajoutant que la voie de Dunkerque serait toujours plus chère, s'il fallait revenir directement de Cadix à Dunkerque, car on manquait de fret. On ne tirait en effet de Cadix que de l'argent, puis des laines et de la cochenille, mais en quantité insuffisante pour charger les vaisseaux. Ils proposaient donc d'entrer dans la société, lui assurant ainsi la clientèle de leur maison, et de réformer les conditions de la manière suivante : départ à jour fixe quelle que soit la charge, fret fixé à 8 réaux du cent, abandon du monopole du lest, mais droit d'aller de Cadix au Levant avant de rentrer à Dunkerque afin de ramener du fret. Comme cela devait allonger le voyage, ils proposaient d'avoir 4 vaisseaux du port de 200 à 250 tonneaux, ce qui devait suffire, au lieu des 3 précédemment prévus ; les départs auraient lieu tous les 3 mois et les voyages seraient réglés de telle sorte que un mois après l'arrivée d'un vaisseau de Dunkerque à Cadix, il s'en trouvât toujours un à Cadix pour revenir à Dunkerque. Ils conservaient la disposition relative aux 2 vaisseaux pour la Guinée. Comme ils possédaient déjà 2 vaisseaux, ils demandaient au Roi de leur affréter deux des siens la *Sorcière* et la *Serpente*, pour 5 ans, délai pendant lequel ils en feraient construire deux autres. Cette proposition fut acceptée, mais la compagnie paraît avoir mal fonctionné. Les marchands de Lille en août 1688 n'étaient guère empressés à envoyer leurs ballots à Dunkerque. Ils invoquaient — ce qui semble bien avoir été exact — les friponneries des capitaines, et aussi la guerre avec Alger. Les équipages étant trop faibles, la Compagnie se fit accorder par le Roi 20 hommes et un sergent par navire²⁶. En septembre et en octobre 1688, les bruits de guerre avec la Hollande rendirent les opéra-

26. Patoulet à Seignelay, 13 août 1688 (Paris, A. N. Marine, B3, 55, fol. 104).

tions de la compagnie plus aléatoires. Patoulet, commissaire de la Marine à Dunkerque, écrivait le 27 octobre qu'il faudrait, si l'on voulait la soutenir, donner une escorte à chacun de ses vaisseaux, faute de quoi les marchands de Lille reprendraient la voie d'Ostende. A cette raison générale s'en ajoutait une particulière : Fauconnier était « prodigieusement haï ». C'est, disait Patoulet, « un chicaneur avec lequel on ne peut prendre aucune mesure ». En décembre 1688 on abandonna pour la durée de la guerre les opérations de transport de la compagnie entre Dunkerque et Cadix²⁷.

Les navires, la navigation, le fret, l'assurance.

On allait à Cadix sur des navires d'un certain tonnage. Les ports de France d'où l'on partait étaient loin, et la proximité où étaient de Cadix les Salétins et autres Barbaresques rendait nécessaire un assez gros équipage. Les Malouins utilisaient des frégates au nombre d'une quinzaine ou d'une vingtaine, et, quand Colbert mit à la disposition des gens de Lille des vaisseaux du Roi, ce furent également des frégates qu'il désigna²⁸. Nous trouvons cités dans sa correspondance avec destination pour Cadix le *Sauveur* (350 tonneaux, 30 canons, 120 hommes ou 32 canons, 150 hommes) et le *Lion Rouge* (450 tonneaux, 36 canons, 150 hommes). Les vaisseaux des particuliers semblent avoir été moins grands :

27. Patoulet à Seignelay le 4 septembre, le 27 octobre, le 18 décembre 1688 (*ibid.*, B3, 55, fol. 109, 165, 198). Fauconnier s'agita encore en 1697 pour reprendre l'affaire après la paix de Ryswick (voir les lettres du commissaire de la marine Céberet adressées de Dunkerque à Pontchartrain le 14 mai et le 28 septembre 1697 (Paris, A. N. Marine, B3, 97, fol. 8 et 125)).

28. Piganiol de la Force, *Description de la France*, Paris et Amsterdam, 1718, 6 vol. in-12, t. IV, Evêché de Saint-Malo. *Mémoire du résultat de l'assemblée.. des négociants et capitaines malouins, décembre 1686* (Paris, A. N. Marine, B3, 51, fol. 350).

sans doute en 1671 on nous cite le *Dauphin* de 400 tonneaux, 40 canons et 100 hommes, mais on nous parle également de la *Vierge* (250 tonneaux, 20 canons et 40 hommes) et de la *Prudence*, flûte de 250 tonneaux, 14 canons et 40 hommes, de la *Sereine* (250 tonneaux, 18 canons, 40 hommes) la *Ville de Lyon* (200 tonneaux, 24 canons, 40 hommes²⁹). En 1688 les propositions de Fauconnier ratifiées par le Roi dans l'arrêt du 9 janvier portent sur 2 navires de 300 tonneaux et un de 200 tonneaux. Les vaisseaux d'Ostende à la même époque ne dépassaient pas 300 tonneaux, mais ils portaient 50 canons. Les frères Taviel estimaient cependant qu'on pouvait entreprendre la navigation de Cadix avec des bâtiments de 200 à 250 tonneaux, car l'exportation des marchandises de Flandre ne suffisait pas à remplir des navires plus grands. D'ailleurs, avec l'escorte qu'assurait le Roi, il n'y avait pas d'intérêt à exagérer le tonnage des vaisseaux³⁰.

A côté de ces bâtiments importants, on semble avoir utilisé aussi dans les périodes tranquilles de simples barques. « C'est assurément un fâcheux inconvénient pour les Français qu'ils fassent la plupart de leur commerce en Espagne avec de simples barques, écrivait Colbert au marquis de Villars le 14 janvier 1672, au lieu que les Anglais et les Hollandais se servent avantageusement de grands vaisseaux pour la même fin. Mais comme il est bien difficile de leur faire changer cet usage par la commodité qu'ils y rencontrent et par la proximité des deux royaumes, il est nécessaire que

29. *Etat des trois vaisseaux qui sont en charge au Havre pour Cadix* (joint à la lettre de Bellinzani à Colbert du 6 avril 1671 (Paris, B. N. Mss. Mélanges Colbert, 156bis, fol. 398). Colbert à Gellée, 31 juillet 1671. (Paris, A. N. Marine, B7, 54). La Lande-Magon, le 14 juillet 1686 parle d'une frégate à lui de 130 tonneaux et d'une autre de 300 qui font le commerce de Cadix (*ibid.*, B7, 492-).

30. Voir le mémoire du Magistrat de Dunkerque et celui des frères Taviel cités plus haut.

vous vous appliquiez d'autant plus à leur donner la protection dont ils auront besoin, que la faiblesse de leurs bâtiments ne leur permet pas de s'opposer aux avanies que les Espagnols leur font³¹ ».

Il est vrai que ce texte s'applique à toute la navigation française dans les ports d'Espagne et pas seulement à celle de Cadix. Mais cette dernière devait également employer des barques, comme l'indique un mot de la Lande-Magon. Dans une lettre à Seignelay du 4 août 1686, il signale que plusieurs armateurs malouins regrettent le temps où l'on était en guerre avec les Salétins, car la paix avait rendu facile le trafic des barques jusqu'en Provence et jusqu'en Italie, au détriment des grands navires qui ne trouvaient plus de fret. Les frégates de Saint-Malo se trouvaient sans emploi. Et il y revient le 10 novembre de la même année, ajoutant : « Cette paix n'est d'ailleurs jamais très sûre. Il serait plus avantageux d'être en guerre³² ».

L'époque du départ pour Cadix dépendait des avis que l'on avait du départ des Flottes et des Galions. C'est pourquoi la correspondance commerciale de cette époque est remplie d'indications plus ou moins conjecturales sur ce point. Or ces départs présentaient quelque irrégularité pour les Galions. Mais les Flottes partant au plus tard à la fin de juillet, afin de se trouver dans le golfe du Mexique avant le moment des vents du Nord, on s'arrangeait pour être à Cadix avant le 10 ou au plus tard le 15 juillet.

La durée du voyage entre Saint-Malo et Cadix était variable. En 1686 La Lande-Magon nous signale un voyage de vingt-trois jours du 26 mai au 18 juin, un autre de 17 jours du 19 novembre au 6 décembre; en 1687 un autre de 10 jours; en 1688 il nous parle d'un

31. Paris, A. N. Marine, B7, 55.

32. *Ibid.*, B7, 492.

voyage particulièrement heureux qui dura treize jours au début de janvier³³. On estimait en 1688 à trois semaines le temps de séjour minimum à Cadix pour décharger et charger les retours³⁴. Mais il s'agit alors d'organiser un service régulier avec départ à dates fixes, ce qui suppose la réduction des délais. En réalité il n'y avait pas de règle, et l'on pouvait être amené à perdre beaucoup de temps à Cadix. D'abord le navire pouvait être forcé de rester en rade comme navire-magasin, afin d'écouler peu à peu en fraude la marchandise. Ensuite on était obligé parfois d'attendre une arrivée de Flotte signalée comme imminente et qui mettait des semaines à se produire. Si la Flotte arrivait, elle n'était pas toujours déchargée tout de suite suivant les dispositions de la Cour et la longueur des tractations entre le Roi d'Espagne et les marchands. Des considérations de sûreté intervenaient également, soit qu'on redoutât des pirates barbaresques, ou des belligérants européens, soit qu'on voulût profiter d'une escorte de vaisseaux de guerre français. Le séjour à Cadix était donc extrêmement variable.

D'ailleurs généralement les navires ne se bornaient pas à faire le voyage de Cadix aller et retour. Ce port n'était le plus souvent qu'une escale sur la route d'Alicante, de Provence, d'Italie ou même du Levant. La raison nous en est donnée dans le mémoire de Taviel cité plus haut : le fret manquait à Cadix pour remplir un vaisseau d'un certain tonnage, car le principal objet de retour était l'argent qui représente une grosse valeur sous un faible volume. On avait donc intérêt à aller chercher plus loin un fret de retour avantageux, huiles, soies, laines, drogues du Levant, et l'on prenait en

33. Lettres du 19 juin et du 8 décembre 1686 (*ibid.*, B7, 492), du 8 juin 1687, du 15 février 1688 (*ibid.*, B7, 212).

34. *Raisons pour lesquelles...* (*ibid.*, B3, 55, fol. 66).

passant les retours de Cadix. Dans ces conditions Taviel estimait que la durée maxima d'un voyage de Dunkerque à Cadix et retour était de quatre mois³⁵. Si nous nous reportons aux données citées plus haut pour Saint-Malo, nous voyons que le voyage de Cadix durait en moyenne aller et retour entre deux et quatre mois.

Nous pouvons avoir une idée du fret pris généralement par les capitaines pour aller à Cadix, d'après les conditions faites en 1669 par Colbert aux marchands de Lille au départ du Havre. Le fret pour le Portugal et l'Espagne, c'est-à-dire Lisbonne et Cadix, devait être de 6 ducats de plata double par ballot de 100 pièces de camelots, picotes ou autres étoffes de 40 aunes de Lille, 9 ducats pour un ballot de 180 pièces, 4 ducats pour un ballot de 50 pièces et pour les ballots plus grands ou plus petits à proportion. Pour Saint-Sébastien et Bilbao on ne percevait que les $\frac{2}{3}$ de ces sommes³⁶. En décembre 1670 le fret s'éleva à 6 ducats $\frac{1}{2}$, tandis qu'il était de 7 $\frac{1}{2}$ à Ostende³⁷. Les conditions accordées aux Lillois étaient donc avantageuses. Nous savons d'autre part qu'elles représentaient $\frac{1}{3}$ en moins du fret ordinaire³⁸.

En 1670, au retour, il semble que Raisin ait cherché à rétablir le prix normal car on se plaignit à Colbert qu'il eût pris $\frac{1}{3}$ en plus³⁹.

Outre le fret proprement dit, il fallait payer un droit d'avarie destiné à couvrir les avaries les plus probables que pourrait souffrir le navire pendant le voyage; en cas d'avarie grave on recourait à un arbitrage. Vers

35. *Conditions nécessaires...* (Paris, A. N. Marine, B7, 495).

36. Circulaire aux maires et échevins de Rouen et Saint-Malo du 12 juillet 1669 (Paris, B. N. Mss. Cinq cents Colbert, 204, fol. 179 v°),

37. Colbert à Gellée, 19 décembre 1670 (Paris, A. N. Marine, B7, 52).

38. Dumas à Colbert, 18 août 1669 (*ibid.*, B3, 8, fol. 83).

39. Colbert à Raisin, 7 janvier 1670 (*ibid.*, B7, 51).

1670 il était de 1/2 réal par ducat de fret. Mais il arrivait que les capitaines exigeassent davantage. Catalan signale la même année que les Malouins, les Rouennais et autres capitaines français demandaient 2 et 3 réaux par ducat de fret. Les Flamands de Lille étaient étonnés du montant de ces droits sur les bâtiments français. On payait 1/2 réal pour la Nation⁴⁰ française de Cadix.

En 1688 le sieur Fauconnier propose entre Dunkerque et Cadix un fret de 11 réaux ou 1 ducat du cent pesant, plus deux réaux par ducat, dont l'un pour le consul de France à Cadix et l'autre pour la Nation. Le droit d'avarie accoutumé était alors de 1 réal. Par la voie d'Ostende, à la même date, on ne payait que 8 réaux du cent et 1 réal d'avarie, mais la charge était en réalité beaucoup plus légère, car on ne pesait jamais les ballots et on les comptait toujours pour un poids plus faible⁴¹. Le Magistrat de Dunkerque dans son mémoire, considérait le fret proposé par Fauconnier comme le plus haut qu'on eût jamais pris pour Cadix. D'autre part le fret des vaisseaux d'Ostende ne suffisait pas à couvrir la dépense. C'est donc probablement entre 8 et 11 réaux que devaient se tenir les prix courants du fret entre Dunkerque et Cadix. Il ne devait pas y avoir grande différence en partant de Saint-Malo.

Quand le capitaine collaborait avec son équipage aux opérations de contrebande dans la baie de Cadix, on lui payait pour cela le demi-fret. Quand son navire séjournait à Cadix, pour servir de magasin flottant dans la baie, on lui payait 2 écus par ballot et par mois⁴².

40. Catalan à Colbert, 27 avril 1670 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 41v° et 42).

41. Voir le mémoire du Magistrat de Dunkerque (*Raisons pour lesquelles...*) cité plus haut.

42. *Raisons pour lesquelles...* Voir les annotations en marge de Patoulet et de Desmadrys.

Au retour de Cadix le fret des métaux précieux s'élevait à $1/2$ % de la valeur, plus $1/4$ % d'avarie. Le Magistrat de Dunkerque affirme qu'on n'avait jamais pris plus de 1 % et Patoulet écrit en marge : « C'est exact ». La vérité est que parfois des capitaines ont baissé leur fret jusqu'à 1 % et $1/4$ d'avarie. Ce prix de $1\ 1/2$ % était tellement immuable qu'en 1661, dans un cas pressant où l'on craignit la guerre, les capitaines français mirent à la voile la nuit sans avoir le temps de signer de connaissements et qu'il n'y eut pas la moindre difficulté pour payer le fret à l'arrivée⁴³.

Cependant en 1686 il se trouva à Cadix une abondance de navires telle par rapport aux marchandises, que certains capitaines baissèrent leur fret de $1/4$ ou même de $1/2$ %. L'un d'eux commença à offrir 1 % de fret et $1/8$ d'avarie. Un autre, venant du Détroit, se contenta de $3/4$ %. Une telle baisse de fret risquait de ruiner la navigation des frégates, d'autant plus que celles qui étaient à Cadix en 1686 étaient parties de Saint-Malo fin mai et se trouvèrent encore à Cadix fin décembre, attendant les Galions. Aussi les capitaines de 8 frégates s'assemblèrent-ils, et ils s'engagèrent à maintenir les prix. Les commerçants dénoncèrent cette manœuvre à Seignelay qui fit assembler à Saint-Malo les négociants, les propriétaires de vaisseaux et les capitaines intéressés dans le commerce d'Espagne pour délibérer sur cette affaire sous la présidence du sieur de Benness, commissaire de la Marine. Un mémoire lui fut transmis approuvant l'initiative des huit capitaines, qui n'avaient fait que conserver le prix ancien et avaient agi dans l'intérêt de l'armement malouin. On estimait qu'il ne fallait pas faire de règlement, afin de laisser se pro-

⁴³. Ibid. et *Mémoire du résultat de l'assemblée composée de quarante des principaux négociants, propriétaires et capitaines des frégates de Saint-Malo...* (décembre 1686) (Paris, A. N. Marine, B3, 51, fol. 350).

duire le libre jeu de l'offre et de la demande, mais qu'il convenait d'avertir les capitaines de l'intérêt qu'il y avait à maintenir tant que cela serait possible l'ancien tarif. Seignelay fut d'un avis différent : il blâma les huit capitaines qui avaient empêché les négociants de profiter d'un fret plus bas pour envoyer leurs effets en France et les menaça de punitions s'ils recommençaient⁴⁴.

Le fret de l'argent au retour de Cadix était à meilleur marché sur les vaisseaux de commerce hollandais, 1 % seulement. Mais les Génois, les Anglais et les Hambourgeois se tenaient au même prix que les Français. Quand on embarquait l'argent à bord d'un vaisseau de guerre, qu'il fut d'une nationalité ou d'une autre, il en coûtait 2 % à cause de la plus grande sécurité qu'on y trouvait. Les étrangers prenaient généralement ce moyen⁴⁵.

A côté du fret, l'assurance était une autre charge qui pesait sur la navigation. Au ^{xvii}e siècle, l'assurance maritime consistait à associer des particuliers aux risques d'un commerce sans les faire participer aux bénéfices, moyennant une légère indemnité que l'assuré payait de prime abord à l'assureur au moment de la signature de la police. C'était une manière comme une autre de faire travailler ses capitaux que de les offrir ainsi en garantie d'un risque à un armateur ou à un commerçant. Mais les Français ne semblent s'y être mis qu'assez tard. Vers 1660, au dire de Delagny⁴⁶, la plupart des assureurs étaient des étrangers. A Saint-Malo et dans les villes maritimes, on prit cependant l'habitude

44. De La Lande-Magon à Seignelay, 14 juillet et 8 décembre 1686, (*ibid.*, B7, 492). *Mémoire du résultat...*, 4 décembre 1686, cité plus haut. De Bennes à Seignelay, le 8 décembre 1686 (*ibid.*, B3, 51, fol. 352). Seignelay à M. Le Vallofer, syndic de Saint-Malo, 19 décembre 1686 (*ibid.*, B7, 58).

45. *Mémoire du résultat de l'Assemblée...* déjà cité.

46. *Mémoire par lequel on justifie...*, 1696 (Paris, A. N. Marine, B7, 497, fol. 452 v°).

d'assurer les navires et, vers 1687, on ne faisait plus guère d'assurances à l'étranger. Mais on préférait diviser les risques en intéressant le plus de monde possible à un armement⁴⁷.

En particulier pour l'Espagne, on assurait peu : « Quoique le commerce de cette ville pour les Indes et l'Espagne soit très considérable, on le fait hardiment sans se faire beaucoup assurer, par le soin qu'un chacun prend de séparer autant qu'il peut les risques sur les navires de Flottes et Galions et sur nos frégates, qui sont presque toujours armées comme en guerre. Ainsi on trouve ici suffisamment à faire les assurances qu'on a besoin, comme aussi sur les vaisseaux qui vont à la pêche, dans lesquels la plupart des habitants sont intéressés, ce qui facilite beaucoup d'assurances pour assurances sans déboursier la prime⁴⁸ ».

Au mois de mai 1686, un édit du Roi établit à Paris une Chambre des assurances, afin d'éviter de payer des primes à des assureurs étrangers, d'attirer en France cette source de revenus, et aussi de procurer aux vaisseaux français une sécurité plus grande. Elle ne semble pas avoir eu grand succès pour le commerce d'Espagne. En 1687 nous apprenons que la prime était de 9 % à Paris et même de 10 %, au lieu de 7 % à Saint-Malo. La Chambre de Paris semble avoir apporté quelque lenteur et quelque timidité dans ses opérations⁴⁹.

47. La Lande-Magon à Seignelay, 29 octobre 1687 (*ibid.*, B7, 212).

48. *Ibidem*.

49. Voir sur ce point la lettre de La Lande-Magon à Seignelay du 8 juin 1687 (*ibid.*, B7, 492). La Chambre des Assurances de Paris avait été créée par arrêt du 5 juin 1668, mais ce ne fut qu'en 1671 que son règlement fut fixé par les associés et homologué par un arrêt du Conseil du 10 décembre. Elle faisait peu d'affaires et n'intéressa probablement pas le commerce d'Espagne. En 1683, on décida de la réformer. Ce travail n'aboutit qu'en 1686 par l'édit du mois de mai.

Les dangers et la protection du Roi.

Même en temps de paix les bâtiments qui faisaient le commerce de Cadix couraient deux sortes de dangers, en dehors de ceux de la mer : c'étaient la rencontre des Barbaresques et les avanies faites dans les ports par les fonctionnaires espagnols. La navigation de Marseille à Cadix se faisait, comme tout le trafic méditerranéen, sous la menace des Barbaresques. Pour les ports du Ponant, bien que plus éloignés, il en était de même à cause de la proximité de Salé. La zone comprise entre Salé et le cap Saint-Vincent, même jusqu'à Tétouan, constituait le lieu d'embuscade préféré des pirates. Ceux-ci se tenaient souvent à proximité du cap Saint-Vincent, et remontaient parfois jusqu'à la Manche⁵⁰. Quant aux avanies dans les ports d'Espagne, nous en avons plus haut des exemples nombreux : visites de vaisseaux dans les ports ou dans les eaux territoriales, obstacles mis à la fraude dans la baie de Cadix. Aussi la protection des navires de guerre a-t-elle été de tout temps désirée par les commerçants, même quand leurs navires étaient armés. Mais ce n'est pas avant le règne personnel de Louis XIV que cette protection s'est montrée constante et efficace.

Elle le fut d'abord par la guerre sévère qu'on fit aux Barbaresques. Dès 1661 la marine française les pourchassa dans la Méditerranée et elle arriva à leur imposer le respect de son pavillon. En 1666 les gens d'Alger firent la paix avec le Roi de France. La guerre reprit en 1681 et jusqu'en 1687 la marine royale mena la vie dure aux Algériens. La paix fut de nouveau conclue le 25 septembre 1687, et, moyennant quelques sacrifices financiers chaque année, le commerce français

50. Dumas à Colbert, 16 juillet 1669 (*ibid.*, B3, 8, fol. 61 v°).

fut désormais à peu près respecté. Mais les pirates les plus gênants pour le commerce de Cadix étaient les Salétins. Contre eux le Roi entretenait des escadres dans l'Océan et dans la Méditerranée auprès du détroit. Et il finit en 1686 par leur imposer également la paix.

Mais ce n'était pas une paix très solide ni très bien observée, et il était prudent de continuer à prendre des précautions. La plus efficace consistait à escorter les vaisseaux marchands. Toutes les puissances maritimes agissaient ainsi : les Hollandais formaient un grand convoi de leurs vaisseaux destinés au Levant dont profitaient ceux qui étaient destinés à Cadix, les Anglais faisaient de même, ainsi que les Flamands qui expédiaient d'Ostende sous escorte leurs vaisseaux pour Cadix. De plus en plus, à mesure que grandit sa puissance maritime, la France eut recours à ce moyen. Nous voyons par exemple en 1663 le sieur d'Alméras, chef d'escadre, offrir son escorte à six vaisseaux de Saint-Malo et à deux du Havre pour les ramener en France, bien qu'on fût en pleine paix⁵¹. Mais c'est surtout à partir de 1669, date à laquelle Colbert eut la charge de la Marine, que le système des escortes devint régulier.

Le 10 mai 1669 Colbert écrivit à Guillaume Eon, consul à Cadix, pour lui faire savoir que, toutes les fois que les commerçants malouins intéressés au commerce d'Espagne voudraient se faire escorter, le Roi leur accorderait un vaisseau de guerre pour les conduire et les ramener. Copie de cette lettre fut envoyée à Saint-Malo et à Rouen⁵². Nous avons vu la même promesse faite à la même époque aux marchands de Lille; le 16 décembre de la même année une lettre circulaire dans le même sens,

51. L'arch. d'Embrun au Roi le 21 novembre 1663 (A. E. Corr. polit. Espagne, 45, fol. 419 v°).

52. Colbert à Guillaume Eon, 10 mai 1669 (Paris, B. N. Mss. Cinq cents Colbert, 204, fol. 95 v°).

mais qui précisait les conditions de l'aide du Roi, fut adressée par lui aux maires et échevins de Nantes, Bordeaux, Bayonne, Rouen, Le Havre, Caen, Abbeville, Lille, Tournai et Courtrai⁵³. Il y expliquait que, pour fortifier et augmenter le commerce maritime « surtout à la barre de Cadix », on armait à Rochefort une escadre de six vaisseaux sous les ordres du comte d'Estrées, vice-amiral de France. Elle devait rester en mer sept mois, pour « appuyer, protéger et escorter tous les vaisseaux français qui navigueront depuis la Manche jusque dans le Détroit, et même ceux qui passeront dans les Canaries, Guinée, et îles de l'Amérique ». Une autre flotte de vingt vaisseaux devait croiser dans la Méditerranée. Le vice-amiral devait partir le 1^{er} janvier. Tous les bâtiments qui voudraient profiter de son escorte devaient être rendus à La Rochelle pour cette date.

Il avait pour instruction de « faire une guerre forte et vigoureuse à tous les corsaires de Barbarie et de Salé, et de se trouver à la barre de Cadix à l'arrivée des Galions, pour donner la même protection aux vaisseaux français qui s'y trouveront et ensuite les escorter jusque dans les ports du Royaume où ils doivent faire leurs retours ». En effet en avril 1670 les deux vaisseaux du Roi, le *Tigreet* et l'*Infante*, escortèrent jusqu'à la hauteur du Conquet, à l'extrémité de la Bretagne, les navires marchands de Saint-Malo revenant de Cadix.

Les marchands n'utilisaient pas toujours cette protection. Cela dépendait de l'état des rapports avec les Barbaresques et des renseignements qu'on avait sur leurs mouvements. Mais dans les périodes troublées les escortes étaient recherchées. Ainsi Catalan écrit le 30 novembre 1682⁵⁴ : « Nous avons ici quelques navi-

53. Paris, B. N. Mss. Cinq cents Colbert, 204, fol. 336 v°.

54. A. E. consul Cadix, II, 103.

res marchands qui doivent passer aux ports du Ponant où ils porteront quantité d'argent. Le commerce m'a demandé de leur moyenner une escorte jusques à 40 à 50 lieues du cap de Saint-Vincent. J'ai écrit pour cet effet à M. le comte de Sourdis, qui doit être vers Gibraltar, et le pria d'envoyer, s'il se peut, un navire de guerre pour faire la dite escorte, car il y a grand danger de rencontrer des corsaires d'Alger, qui se tiennent en croisière sur le dit cap de Saint-Vincent, et tiennent tout notre commerce en alarme ».

L'existence des pirates était un excellent prétexte pour maintenir à proximité de Cadix et dans la baie même des navires de guerre dont l'utilité réelle était d'empêcher les avanies des autorités espagnoles. Cadix était en effet une base navale excellente pour les croisières contre les Barbaresques : port à proximité du Détroit, bien outillé, où l'on trouvait à se ravitailler en vivres, en agrès, où l'on pouvait même caréner les navires, il constituait avec Gibraltar le point de stationnement le plus fréquenté des navires de guerre de toutes les nations dans ces parages. Comme par hasard, ils ralliaient tous Cadix au moment des arrivées des Flottes, et leur présence dans la baie empêchait les autorités espagnoles de traiter avec trop de désinvolture les bâtimens marchands de leur nation. Colbert adopta cette politique. C'est ainsi que nous le voyons dès 1669 écrire le 16 août à Colbert de Terron, intendant à Rochefort : « Le Roi, ayant été informé par les marchands de son Royaume qui font le commerce d'Espagne, que la Flotte des Indes doit arriver à Cadix le mois prochain, et qu'elle est chargée d'une quantité considérable de barres d'argent pour leur compte, Sa Majesté veut envoyer deux de ses vaisseaux de guerre à la barre de Cadix *pour en favoriser l'embarquement* . » Le 18 octobre il lui écrit encore que l'appari-

tion de corsaires turcs près d'Ouessant, jointe à « la nécessité qu'il y a d'avoir quelques vaisseaux à la barre de Cadix lorsque les Galions ou la Flotte de Neuve-Espagne, qui sont attendus tous les jours, arriveront », l'obligeait à persévérer dans sa résolution de mettre en mer une nouvelle escadre de six vaisseaux⁵⁵.

C'était celle du comte d'Estrées, dont les instructions comportaient, non seulement la guerre aux Barbaresques et l'escorte des marchands, mais encore l'obligation « de favoriser et protéger particulièrement (le commerce) qui se fait à la barre de Cadix à l'arrivée et au départ des Galions et des Flottes de la Nouvelle Espagne. » Pour cela il devait envoyer tout de suite deux vaisseaux à Cadix « pour appuyer et protéger le chargement de six vaisseaux français qui y sont à présent, en attendant le retour des Galions des Indes ». Il devait y avoir toujours deux vaisseaux dans le détroit contre les corsaires et pour l'arrivée des Galions, « Sa Majesté voulant que préférablement à toute autre chose il y ait au moins deux vaisseaux présents en cette occasion... Sa Majesté sera bien aise que ledit sieur comte soit présent avec son escadre entière à la barre de Cadix lorsque les Galions y arriveront, étant certain que sa présence contribuera beaucoup à faire traiter ses sujets plus favorablement qu'ils ne l'ont été par le passé ». D'Estrées devait s'informer auprès du consul de l'état du commerce français et prier le Gouverneur de traiter les Français plus favorablement qu'aucune nation, suivant les ordres donnés depuis peu par la Reine Régente⁵⁶.

Cette politique vigilante, qui était alors nouvelle,

55. *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, édit. Clément, t. II, p. 483, III, 1, p. 181.

56. Voir les instructions du comte d'Estrées datées du 6 décembre 1669 dans *Lettres, instructions et mémoires*, t. II, 2, p. 502-505.

fut pratiquée jusqu'à la fin du siècle, toutes les fois qu'on était en paix avec l'Espagne. La déclaration de guerre à la Hollande ne fit que la rendre encore plus nécessaire, à cause du risque nouveau causé par les corsaires hollandais et par les corsaires biscayens⁵⁷, qui, sous pavillon hollandais, attendaient les bâtiments français aux environs du cap Finisterre. Le service de protection comporta à partir de juillet 1672, l'escadre du marquis de Martel, lieutenant-général des armées navales (10 vaisseaux de guerre et toutes les galères) depuis le détroit jusqu'au Levant, celle de Château-Renault (7 vaisseaux) depuis le Détroit jusqu'au cap Finisterre avec mission de surveiller surtout les Salétins, celle de M. de la Barre (6 vaisseaux) du cap Finisterre au Conquet pour surveiller l'entrée de la Gironde et chasser les Biscayens et corsaires hollandais, celle du Marquis de Kerjan (6 vaisseaux) du Conquet au Pas-de-Calais⁵⁸. Au début il semble que les mouvements des bâtiments marchands français étaient libres, et que les escadres se bornaient à rechercher les corsaires et à les combattre. Mais la sécurité obtenue ne fut pas suffisante, et l'on en vint au système des convois escortés. Colbert donna des ordres pour que dans les principaux ports les marchands s'entendissent pour faire partir leurs bâtiments à certaines dates de certains endroits,

57. Voir la lettre de Colbert à Villars du 22 juillet 1672 (Paris, A. N. Marine, B7 55).

58. D'après une lettre du Roi à Villars du 11 mars 1672 (*ibid.*, B7, 55) M. de Martel devait surveiller la Méditerranée et le comte d'Estrées la Manche; Château-Renault devait faire la liaison depuis le détroit jusqu'à la Manche. L'escadre de la Barre a été ajoutée en avril au moyen d'une contribution financière payée par les Malouins, comme cela ressort des lettres de Colbert à l'évêque de Saint-Malo du 8 et du 29 avril 1672 (*ibid.*, B7, 55) et d'un ordre à Bellinzani du 11 septembre 1672 (*ibid.*, B7, 50) : « Qu'il fasse connaître aux compagnies qui contribuent à l'entretien de l'escadre de M. de la Barre qu'ayant un notable intérêt à la sûreté de la navigation, il importe que de leur part ils fassent un fond nécessaire pour la subsistance de cette même escadre pendant les mois d'octobre, novembre et décembre ».

où viendraient les prendre les vaisseaux de guerre pour les escorter⁵⁹.

Comme les Hollandais faisaient la même chose, le problème de la sortie de Cadix après une arrivée de Flotte devint très difficile. En septembre 1672, on apprit qu'il y avait à Cadix 5 Hollandais de guerre dans la baie et qu'on en armait 6 autres à Amsterdam pour aller chercher les retours. L'inquiétude gagna les ports du Ponant. Le Roi décida alors d'envoyer à Cadix Chateau-Renault avec 4 vaisseaux, M. de Valbelle avec 3 vaisseaux, qu'on arma à Brest, M. d'Amfreville de Rochefort avec 3 vaisseaux, et il invita le comte d'Estrées à s'y rendre lui-même avec ce qu'il voudrait. En outre les Malouins armaient en guerre 5 vaisseaux. Enfin Colbert envoyait 2 brûlots. « Je désire de plus, écrivait le Roi au vice-amiral que vous demeuriez à la barre de Cadix tout le temps que les marchands, mes sujets, vous demandent pour achever leur commerce et pour charger tous les effets qui viendront tant sur ladite Flotte que sur les Galions, et que vous n'en partiez point que ce commerce ne soit entièrement fini ». Il devait obliger les Français à s'attendre les uns les autres et les faire escorter⁶⁰. Les mêmes instructions furent données l'année suivante à M. d'Alméras, chef d'escadre⁶¹.

Cette protection faisait grand effet. Comme l'écrivait déjà Catalan le 7 mai 1673 à propos de l'annonce de l'arrivée de M. d'Alméras succédant à M. de Martel : « Les Espagnols admirent la continuation d'escadres de si beaux vaisseaux du Roi, et comme je leur fais

59. Colbert à M. de la Barre le 19 août 1672 et à Colbert de Terron, même date (*ibid.*, B7, 55).

60. Lettre de Cadix écrite le 12 septembre 1672 à Bellinzani (Paris, B. N. Mss. Mélanges Colbert, 161, fol. 351); Colbert à Fermanel le 7 octobre 1672 (Paris, A. N. Marine, B7, 55); le Roi au comte d'Estrées le 19 octobre 1672 (*Lettres, instructions et mémoires*, t. III, 1, p. 472 et suiv.).

61. *Lettres, instructions et mémoires...*, t. III, 1, p. 195.

entendre, et à d'autres nations, que ce n'est rien en comparaison de ceux que Sa Majesté a, s'en étonnent davantage⁶² ».

Après la rupture avec l'Espagne la navigation française fut interrompue, mais au lendemain de la paix de Nimègue ces habitudes reprirent. Au printemps de 1679 d'Estrées croisait sur les côtes de Portugal contre les corsaires. A la demande de Catalan, il reçut l'ordre de détacher quelques navires à Cadix pour l'arrivée des Galions. Catalan insista même le 5 juin pour que les navires de guerre français fussent là un peu avant, car c'était à l'arrivée des Galions et dans les dix premiers jours que la présence des navires de guerre était utile. Château-Renault fut donc détaché à Cadix avec trois vaisseaux⁶³. En 1682 nous avons vu Preuilly avec quatre vaisseaux protéger le commerce contre les projets de saisie attribués au marquis de Mancera. En 1683 c'est M. de Villette⁶⁴. Lors de l'incident du Mexique en juillet 1685, Preuilly revint à Cadix au moment du retour de la Flotte, et nous avons vu plus haut son intervention énergique pour faire rendre justice aux Français. En 1686 le grand armement commandé par le maréchal d'Estrées arriva à Cadix, autant pour assurer aux Français la délivrance des sommes qui leur revenaient sur les Galions, que pour appuyer les réclamations de Louis XIV touchant l'affaire du Mexique. L'affaire fut réglée à la fin de mai avant l'arrivée des Galions, qui n'eut lieu qu'à la fin d'août, les Français purent craindre un moment de n'avoir en cette circonstance plus de protection, mais le 24 août arriva M. de Mortemart à leur grande joie⁶⁵. Il en fut encore de

62. A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 173.

63. Catalan à Colbert le 22 mai et le 5 juin 1679 (*ibid.*, t. I, fol. 242 et 244). Voir la lettre du 31 juillet qui donne l'écho des résolutions prises.

64. Catalan à Colbert, 19 avril 1683 (*ibid.*, Cadix, t. II, fol. 148 v°).

65. La Lande-Magon à Colbert les 4, 18 août et 22 septembre 1686 (Paris, A. N. Marine, B7, 492).

même en 1688 et 1689 et après la paix de Ryswick en 1698⁶⁶.

Les navires de guerre ne se bornaient pas à protéger les navires marchands contre toute violence et toute atteinte aux privilèges. Ils participaient le plus souvent au commerce en recevant à leur bord les métaux précieux; les autorités espagnoles n'osaient pas arrêter leurs chaloupes et les visiter et ils constituaient des espèces de lieux d'asile pour les fraudeurs. C'était une habitude chez toutes les nations et Colbert n'hésita pas à l'adopter. Il écrivait le 15 mars 1670 à Catalan que, ayant appris qu'il n'y avait pas à Cadix assez de vaisseaux français pour embarquer les retours, il donnait l'ordre aux sieurs de Villepars et de Beaulieu, commandants du *Tigre* et de l'*Infante*, de recevoir à leur bord tout ce que les marchands de Cadix voudraient bien leur confier. Il n'entendit pas, par là, ôter du fret aux capitaines marchands, mais il voulait simplement suppléer au défaut de bâtiments de commerce. Les deux navires étaient partis pour une escorte quand la lettre arriva, mais Catalan se hâta d'informer les marchands de l'intention du Roi, afin de leur inspirer confiance⁶⁷.

Beaucoup plus tard, en 1689, nous trouvons dans une lettre de Château-Renault à Seignelay un autre exemple plus caractéristique encore de l'intervention de la marine de guerre dans le transport des métaux : « Je crois que vous serez informé que tout le commerce s'est fait à Cadix par les chaloupes des vaisseaux du Roi. C'est un parti qu'il a été nécessaire de prendre par les difficultés qu'on nous préparait par la multiplicité des

66. La Lande-Magon à Seignelay, 9 mai, 13 juin 1688 (Paris, A. N. Marine, B7, 495); Château-Renault à Seignelay, 27 janvier 1689 (*ibid.*, B3, 59, fol. 13).

67. Paris, A. N. Marine, B7, 51.

bâtiments de douane, et sur la résolution que les Espagnols avaient prise de visiter toutes les chaloupes des marchands, comme ils ont fait quand elles sont venues de terre. Et comme les effets des Français se trouvent confus avec tous ceux de toutes les nations, il a fallu que les chaloupes des vaisseaux du Roi aient fait également les affaires de tout le monde. Cela a procuré la diligence et la sûreté à un point, qu'il n'y a pas eu, ce qui est difficile à croire, un écu de confiscation, avec tout le soin et la dépense des Espagnols. Vous devez par là juger de la satisfaction que toutes les nations ont eue de cet avantage que les Français leur ont procuré, et cependant entre tous les commandants espagnols et tous ceux de cette nation, tous les officiers français et commandants en particulier de notre escadre, le tout s'est passé avec une honnêteté qui n'avait point encore été. Toute la peine a été pour ceux qui ont été dans les chaloupes, qui ont été toujours très bien armées, et pour les équipages qui ont été toujours prêts à combattre, nous étant trouvés la plupart du temps avec quatre navires de guerre contre douze espagnols, qui ont fait toutes les façons pour nous marquer le dessein de nous attaquer⁶⁸ ».

La présence des vaisseaux de guerre pouvait avoir encore une portée plus générale. Elle pouvait empêcher le Roi Catholique de prélever sur le trésor des indults trop considérables. En avril 1688 on craignait une saisie du trésor de la Flotte, qui n'aurait été délivré qu'après avoir été monnayé en nouvelle monnaie avec 25 % de perte, on parlait également d'un déchargement à la Corogne pour dérouter la contrebande et tromper la surveillance des navires de guerre étrangers. « Comme ce serait le plus grand malheur qui pour-

68. Lettre du 27 janvier 1689. Paris, A. N. Marine, B3, 59, fol. 13.

rait arriver, écrivait de La Lande-Magon à Seignelay, le 9 mai 1688, toutes les nations aussi bien que les Espagnols ne respirent que pour une escadre de Sa Majesté, au temps de son arrivée, dans l'espérance qu'elle serait capable de contenir et d'empêcher l'exécution d'un si méchant dessein ». On demandait une escadre pour la fin d'août, date probable de l'arrivée de la Flotte. Le Roi promit et La Lande-Magon remercia avec effusion⁶⁹.

Ainsi la présence des escadres françaises à Cadix est un fait constant pendant tout le règne personnel de Louis XIV. Au début la chose n'alla pas sans difficulté. Les Espagnols marquaient une extrême répugnance à recevoir dans leurs ports des vaisseaux de guerre étrangers. Dans la paix de 1667 avec l'Angleterre (art. 16), ils avaient stipulé qu'on ne recevrait jamais dans un port plus de 6 à 8 navires de guerre anglais à la fois. Mais il y avait souvent de 12 à 20 vaisseaux de guerre hollandais à Cadix sans qu'ils y fussent forcés par la tempête⁷⁰. En réalité ils se défiaient de la France et de l'Angleterre, son alliée. La politique inaugurée en 1670 les alarma. A l'annonce de l'arrivée d'Estrées, ils craignirent pour les Flottes et le malaise gagna les commerçants intéressés. Louis XIV s'appliqua à les rassurer. Il prescrivit à l'archevêque de Toulouse, ambassadeur de France, d'expliquer les raisons de ces mouvements de navires, et de demander qu'on donnât des ordres à tous les gouverneurs des places maritimes pour qu'on reçût sans aucune difficulté les vaisseaux de guerre français et qu'on leur donnât toute l'assistance nécessaire⁷¹. La Reine Régente le fit, mais elle

69. Lettres du 9 mai 1688 et du 13 juin (*ibid.*, B7, 495).

70. Catalan à Colbert le 20 avril 1670 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 40 v°).

71. Le Roi à l'archevêque de Toulouse le 15 mars 1670 (*Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, t. II, 2, p. 522). Le Roi au même le 4 avril

appliqua le traité avec l'Angleterre, bornant à 6 ou 8 le nombre des navires de guerre français qu'on recevait dans un même port⁷². L'arrivée du comte d'Estres en mai fit néanmoins sensation et il fallut que Catalan s'ingéniât à régler le cérémonial de l'entrée et à démentir les nouvelles alarmistes. D'ailleurs, l'attitude du vice-amiral dissipa toutes les craintes⁷³. Néanmoins la correspondance de Catalan relate plusieurs fois l'inquiétude des Espagnols à l'arrivée des escadres françaises.

Une question qui nous paraît aujourd'hui frivole, mais qui compliqua souvent les mouvements des escadres à cette époque et qui gêna par là le commerce, fut celle du salut. On sait l'importance qu'y attachait Louis XIV. Il voulait que les ports d'Espagne saluassent les premiers ses vaisseaux portant pavillon royal, à charge de réciprocité dans les ports de France, ce qui ne l'engageait pas beaucoup. S'il ne pouvait l'obtenir, il proposait qu'on entrât dans les ports sans saluer. Les Espagnols consentaient à la première solution tout en faisant remarquer que certains ports *cabezas de reyno*, comme Barcelone, Naples et même Cadix, refuseraient toujours d'obéir. L'archevêque d'Embrun écrivait au Roi le 29 janvier 1664⁷⁴ : « Je ne sais s'il

1670 : « Et comme vous savez que Sa Majesté aura toujours trente ou quarante vaisseaux en mer et qu'il importe extrêmement que le commerce d'Espagne dans les Indes occidentales, non seulement ne soit point interrompu, mais même qu'il augmente toujours de plus en plus, par les raisons dont vous êtes informé, il est également important que vous fassiez en sorte que le Conseil d'Espagne prenne assurance et confiance entière que cet armement soit destiné pour assurer ce commerce et non pour le troubler, afin qu'ils ne puissent se servir de ce prétexte pour retarder les retours des Flottes et des Galions. » (Paris, A. N. Marine B7, 51.

72. Catalan à Colbert, 20 avril 1670, cité plus haut.

73. Il avait ordre d'aller devant Salé s'il voyait une trop grande alarme au moment de l'arrivée des Galions. La grande préoccupation de Louis XIV était que sa politique navale ne nuisît pas à la régularité des convois des Indes (le Roi à l'archevêque de Toulouse, le 16 mai 1670).

74. A. E. Corr. polit. Espagne; 49, fol. 127 et suiv.

me serait permis de dire mon avis en cette affaire, mais je suis persuadé que le Roi Catholique ne révoquera ni ne changera point l'ordre qui a été donné, pour plusieurs raisons. La première est fondée dans le sens commun, qui veut que les vaisseaux, même avec le pavillon royal, saluent les premiers les places, par une précaution qu'ils allèguent ici sans réplique, qui est que l'on ne peut pas savoir autrement *si vien en de paz o no*. La seconde, c'est l'usage établi dans tous les ports d'Espagne pour les vaisseaux propres du Roi Catholique... La dernière raison est que l'on a mis ici en avant cette difficulté et l'on veut l'entretenir pour éloigner par adresse les armées de Votre Majesté de la fréquentation des ports d'Espagne, où elles donnent beaucoup de jalousie. Ainsi M. le Duc de Medina dira toujours qu'il faut accommoder l'affaire, que les moyens lui paraissent justes, et il ne l'accommodera point, espérant de se sauver par le temps : car je crois que s'ils avaient ici, comme ils ont eu autrefois, cinquante vaisseaux de guerre en ces mers de deçà seulement, ou dans l'Océan ou dans le Détroit, ils parleraient peut-être d'une autre sorte. » Aussi l'ambassadeur était-il assez partisan de faire entrer les vaisseaux français dans les ports sans saluer. La question ne fut jamais résolue en principe, mais il y eut des accords particuliers pour chaque cas. Pour l'escadre du comte d'Estrées, en 1670 il y eut une négociation préalable entre le consul et le Gouverneur, et les saluts se répondirent coup par coup⁷⁵. En 1679, quand Chateau-Renault vint à Cadix on négocia longuement aussi pour le salut⁷⁶. En 1681 dans le détroit de Gibraltar, en pleine paix, il y eut une contestation entre le chevalier de Coëtlogon et deux vaisseaux espa-

75. Catalan à Colbert, 18 mai 1670 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 46 et suiv.).

76. Catalan à Colbert, le 22 mai 1679 (*ibid.*, Cadix, t. I, fol. 242).

gnols, dans laquelle on en vint jusqu'à la bataille. Pour éviter cela à l'avenir, Louis XIV donna l'ordre à ses vaisseaux de ne plus exiger le salut, mais de ne passer que non plus. Aussi en août 1686, quand arrivèrent à Cadix les Galions escortés de toute l'armée navale qui était allée au-devant d'eux, tandis que tous les navires de guerre et de commerce étrangers saluaient le pavillon du comte d'Aguiar, l'escadre du duc de Mortemart resta silencieuse. Le consul était resté à bord toute la journée pour être prêt à répondre si le comte d'Aguiar, général de l'armée navale, avait exigé le salut. Il s'en plaignit à lui plus tard, et Catalan lui donna l'explication indiquée plus haut⁷⁷.

Les commerçants ne comprenaient pas ces subtilités. Dans un mémoire de 1685 dans lequel il réclamait la présence de 3 ou 4 navires de guerre, le commerçant François Moreau disait que leur commandant devait avoir l'ordre de suivre les avis du consul et des marchands français, car les navires du Roi « ont parfois exposé le commerce à tout perdre par les saluts que l'on refuse de faire ⁷⁸ ». C'était également l'avis de Patoulet, qui en 1686 réclamait la présence permanente de deux vaisseaux de guerre dans la baie de Cadix, mais ajoutait qu'il fallait leur donner des ordres pour les saluts⁷⁹. Le consul lui-même ne pensait pas autrement. Dans la lettre du 16 septembre 1686 où il relatait l'incident Mortemart il concluait : « Cela ne laisse pas d'aigrir les esprits et ne contribue rien de bon en faveur de notre commerce, qui lui serait à mon sens plus avantageux de n'avoir point dans ces occasions des navires du

77. Catalan à Seignelay, le 16 septembre 1686 (*ibid.*, Cadix, t. II, fol. 405).

78. Mémoire de François Moreau du 30 avril 1685 (Paris, A. N. Marine, B7, 211).

79. Mémoire du 2 janvier 1686 (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 149-195).

Roi, que d'en être protégé par leur présence à moins de ne saluer le pavillon d'Espagne, puisque cela augmente le chagrin de cette nation et produit un mal effet au rétablissement de la confiance de ce commerce. Et quand je vous dirais, monseigneur, qu'il s'y en remet moins d'argent en France, je ne croirais pas mentir, puisque, le commerce ne cherchant que sa sûreté, il ne risque pas si facilement d'embarquer sur nos navires que sur les autres d'autres nations, à cause de la crainte de quelque trouble sur le salut⁸⁰ ».

Malgré cela et grâce aux mesures de protection prise par le Roi, le pavillon français dans les eaux espagnoles fut en temps de paix assez sûr, si bien que les étrangers eux-mêmes eurent intérêt à charger à l'abri de ses couleurs. On en vint même parfois à l'usurper frauduleusement. Dans ce cas il y avait collusion entre des marchands français qui prêtaient leur nom et les étrangers pour tromper les autorités françaises sur la véritable nationalité du navire. Celles-ci accordaient des congés français à ces bâtiments, qui invoquaient alors la protection de nos consuls dans tous les conflits qu'ils avaient avec les autorités étrangères. Leurs agissements déconsidéraient parfois le pavillon français, sans que leur navigation profitât à nos armateurs et à nos marins. Le Roi fut obligé en 1686 de promulguer une ordonnance pour réprimer cet abus, et elle fut communiquée par lettre circulaire du 22 décembre à tous les consuls. L'ordonnance ne suffit pas. Le 5 juin 1687, le Directeur du Commerce Delagny écrivit aux correspondants du ministre dans les villes maritimes de Rouen, Dieppe, Honfleur, Le Havre, Dunkerque, Calais, Saint-Valery, Nantes, Saint-Malo, Bordeaux, Bayonne, La Rochelle pour les prier d'inviter les négociants

80. Catalan à Seignelay, le 16 septembre 1686 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 407).

à surveiller ces pratiques et à les dénoncer. A Cadix Seignelay écrivit tout particulièrement à Catalan le 13 juin 1687 pour le prier de surveiller les passeports dont les étrangers seraient porteurs. Il devait les retirer et les lui envoyer. Il est probable que l'abus dura jusqu'au début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg⁸¹.

Les transports en temps de guerre.

Quand la guerre sévissait entre la France et l'Espagne, le commerce avec Cadix n'était pas interrompu pour cela, mais il fallait prendre pour les transports certaines précautions. Au début de la guerre et jusqu'en 1650 on se munit de licences du Roi d'Espagne⁸². Les navires marchands français continuaient donc à venir à Cadix, à Séville et à Sanlucar. En 1640, en pleine époque d'hostilités, Pellicer écrit qu'il ne faut pas avoir d'égards pour les navires de Saint-Malo, Reuen et autres ports français, qui viennent chargés de toiles pour la Flotte, ce qui prouve assez qu'il y en avait. Nous avons raconté plus haut l'histoire du marchand malouin Furnes, qui alla chercher aux Canaries en 1658

⁸¹. Paris, A. N. Marine, B7, 58.

⁸². Voir plus haut, ch. II, La Lande-Magon dans une lettre du 28 septembre 1689 (Paris, A. N. Marine, B7, 495, fol. 491) fait allusion à « des permissions d'introduire des marchandises de France moyennant 10 % pour le Roi d'Espagne en plus des droits ordinaires de Douane ainsi qu'il se pratiquait autrefois et dans les premières guerres avant la paix de soixante ». Nous avons confirmation de ces habitudes par un papier des marchands français de Cadix retirés à Lisbonne après la rupture de 1689 et transmis par l'ambassadeur d'Esneval le 17 octobre 1689 (A. E. consul. Lisbonne, t. V). Il est intitulé *Manière pour demander la permission pour l'entrée dans cette baie et ville de Cadix et Port-Sainte-Marie jusqu'à la valeur de 500.000 pièces ou écus de marchandises de France*. Il indique qu'il fallait demander la permission pour un ou deux navires sous pavillon de Bourgogne ou de toute autre nation neutre ayant des marchandises de France à bord. Les droits de douane étaient les mêmes que ceux payés par les Français en temps de paix. On devait payer au Roi d'Espagne 10 % de *regalo* en même temps que les droits. La permission était limitée à une certaine quantité.

une partie du trésor des Indes qui s'y trouvait échoué. Nous avons vu qu'il eut des imitateurs⁸³.

On utilisa aussi les vaisseaux neutres. Pellicer nous dit qu'en 1640 les Portugais étaient devenus les maîtres de l'importation des toiles françaises. On nous signale en 1650 deux vaisseaux hambourgeois qui appartenàient à des marchands de Rouen et qui furent saisis par un vaisseau de guerre français. En 1657 l'Espagne demanda à la Hollande d'empêcher ses sujets d'apporter chez elle des marchandises de France. Un peu avant le traité des Pyrénées, les marchands de Lyon, écrivant à Mazarin, affirmaient qu'il n'y avait plus aucun marchand français qui possédât un vaisseau de gros tonnage : comme les affaires continuaient avec l'Espagne, il faut bien que les marchandises aient passé par les vaisseaux neutres⁸⁴.

Ce fut une pratique constante lors de toutes les guerres qui suivirent, soit que les bâtiments français prissent un pavillon neutre, soit qu'effectivement on employât de vrais vaisseaux neutres pour atteindre Cadix. Ainsi les pavillons hambourgeois, portugais, génois servirent à couvrir les marchandises de France.

Mais pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg le problème se compliqua. Au cours de cette guerre, en effet, la lutte militaire se doubla d'une âpre lutte économique. L'arme du blocus fut utilisée contre la France par la Hollande et l'Angleterre avec plus de rigueur

83. Pellicer, *Comercio impedido*, § 4. Pour l'histoire du marchand Furnes, voir plus haut, chap. II.

84. Pellicer, *op. cit.*, § 2. Une note en espagnol rédigée par un commerçant français sur l'ordonnance du Roi d'Espagne du 30 janvier 1650 signale deux vaisseaux de Hambourg appartenant à des marchands de Rouen et qui contenaient 2 millions en or et en argent (A. E. Corr. polit. Espagne, 30, fol. 212). Sur la demande de l'Espagne à la Hollande en 1657, voir la lettre de M. de Reede, ambassadeur de Hollande à Madrid, adressée aux Etats généraux le 25 avril 1657 (*ibid.*, Espagne, 36, fol. 89) *Mémoire des marchands de Lyon sur la diminution de son commerce*, s. d. Paris, B. N. Mss. Cinq cents Colbert, 203, fol. 355.

qu'elle ne l'avait jamais été. Les neutres furent visités par leurs vaisseaux, ce qui fit subir des pertes au commerce français. Les bâtiments portugais, gênois ou han-séatiques furent arrêtés quand ils étaient soupçonnés d'aller en France, et leurs cargaisons furent saisies⁸⁵. Louis XIV riposta de la même manière en donnant aux commandants de ses vaisseaux et à ses corsaires l'ordre de traiter de même les marchandises ennemies sous pavillon neutre⁸⁶.

Mais le blocus absolu est impossible car les intérêts particuliers et certains intérêts publics se liguent d'ordinaire contre lui. Certaines atténuations furent accordées en vue de permettre l'importation de certains articles dont la France avait besoin et l'exportation des denrées et marchandises de France. Le Roi accorda des passeports dès le début aux vaisseaux anglais pour venir charger dans les ports français des vins, eaux-de-vie et autres denrées du cru de son royaume; il en accorda aussi aux vaisseaux espagnols de Flandre qui se trouvaient dans les ports français à la déclaration de guerre⁸⁷. Les négociants français ayant mis sous pavillon espagnol leurs bâtiments pour pouvoir continuer le commerce avec les Pays-Bas catholiques, le Roi leur

85. Au début de la guerre, les marchands français chargèrent de Lescolle de s'enquérir auprès du gouvernement portugais si le pavillon de son pays était à l'abri des Alliés. Le consul alla voir le marquis d'Alegrete pour savoir si le Roi de Portugal avait l'intention de soutenir son pavillon et s'il réclamerait les effets des Français en cas de prise. La réponse fut affirmative. Le Roi d'Espagne avait recommandé de ne pas molester les bâtiments portugais et, sans avoir la parole de l'Angleterre et de la Hollande, on avait écrit pour cela à Londres et à La Haye. Le consul conclut que le Portugal se laisserait insulter (de Lescolle à Seignelay, 31 octobre 1689, Corr. consul. Lisbonne, t. V). Même note dans la lettre du 14 novembre. Il y a eu des saisies et le Portugal se laisse berner.

86. Seignelay écrivait à d'Esneval le 4 décembre 1689 (Corr. consul. Lisbonne, t. V) : « Si les Portugais ont peur qu'on n'arrête leurs vaisseaux retour de Hollande ou d'Angleterre, ils ont raison. Le Roi l'a ordonné tant qu'ils se laisseront arrêter par l'ennemi quand ils vont en France ».

87. Cette politique est expliquée dans une lettre de Delagny à M. Richome, sénéchal de Saint-Malo, du 10 juin 1689 (Paris, A. N. Marine, B7, 60).

accorda des passeports français pour les mettre à l'abri des corsaires. Il visait à obtenir par des arrangements entre commerçants que des passeports espagnols fussent accordés réciproquement aux vaisseaux français. Cette négociation fut menée de Lille avec les Flamands sujets d'Espagne par le sieur Fauconnier, dont nous avons déjà parlé plus haut (juin 1689)⁸⁸.

Cette politique vis-à-vis de la Flandre espagnole lui était strictement limitée. Il y eut une autre exception pour les transports de blé vers l'Espagne, à condition que les bénéficiaires de ces permissions obtiendraient en retour des passeports espagnols⁸⁹. Mais le danger de pratiquer ainsi des brèches dans le mur du blocus était que les ennemis s'en servissent pour faire pénétrer en France leurs exportations, en particulier les articles dont la France pouvait se passer et dont le débouché leur était indispensable. Certains négociants français se servirent de ces passeports pour faire sous pavillon ennemi, sans redouter les corsaires français, le commerce d'Espagne et d'ailleurs. En août 1689 on subordonna l'octroi des passeports à un engagement de ne pas aller ailleurs qu'aux lieux de destination permis⁹⁰.

Le commerce avec la Flandre espagnole étant devenu un moyen de tourner l'interdiction de trafiquer avec l'ennemi, il fut interdit au début de 1690. Mais pour favoriser le débouché des denrées françaises on continua d'accorder des passeports aux vaisseaux ennemis ou neutres qui viendraient les chercher. Mais les neutres étant arrêtés par l'ennemi quand ils allaient en France,

88. Circulaire de Delagny aux Amirautés de Rouen, Le Havre, Dunkerque, La Rochelle, Bordeaux, Nantes et Saint-Malo, du 27 mai 1689; Delagny à Fauconnier du 25 juin 1689; Delagny à M. de la Hestroye, lieutenant général de l'Amirauté de Dunkerque, 2 juillet 1689 et à MM. Molien et d'Hautefeuille marchands, à la même date, *ibid.*.

89. Delagny à ses correspondants des villes maritimes, 31 juillet 1689 (*ibid.*).

90. Delagny à M. de la Hestroye, 4 et 10 août 1689 (*ibid.*).

Louis XIV déclarait que tant qu'il en serait ainsi il les arrêterait aussi sur les routes de Hollande, d'Angleterre et d'Espagne⁹¹. Nous avons, du 9 mai 1690 une lettre fort instructive de Seignelay adressée à M. Bidal résident de France à Hambourg, dans laquelle la politique du Roi est très clairement exposée⁹².

Le commerce de Cadix n'était pas moins important pour la France que l'exportation des denrées françaises. Aussi au milieu de ces mesures draconiennes n'est-on pas étonné de lui voir assurer un statut particulier. Des passeports étant nécessaires pour que les vaisseaux neutres sortant des ports ennemis pussent pénétrer en France, ils leur étaient accordés, quand ils venaient de Cadix, et même, semble-t-il, on les admettait sans passeports. Delagny écrivit à Ponchartrain le 3 mars 1691 : « Monseigneur est très humblement supplié d'écrire aux officiers de l'amirauté de Marseille et de Saint-Malo de laisser décharger sans difficultés les marchandises et effets des Français qui seront apportés d'Espagne et particulièrement de Cadix dans des vaisseaux génois, quoique sans passeports du Roi, pour prévenir les difficultés desdits officiers, sous prétexte de l'ordonnance du Roi qui défend l'entrée des marchandises du pays ennemi sans permission, ce qui ne doit pas avoir lieu pour les marchandises d'Espagne pour lesquelles il faut faciliter le transport et l'entrée, et qui consistent, outre les espèces et matières, en cochenille, indigo et poil de vigogne, nécessaires pour nos manufactures, et qui viennent en retour des marchandises de France débitées en la vieille et nouvelle Espagne pour le compte des Français⁹³ ».

91. Delagny à M. Mesnager, marchand à Rouen, le 4 février 1690, (*ibid.*, B7, 62).

92. Seignelay à M. Bidal du 9 mai 1690 (Paris, A. N. Marine, B3, 62, fol. 4).

93. Delagny à Pontchartrain, 3 mars 1691 (Paris, A. N. Marine, B7, 49).

On utilisa même parfois pour ce transport des vaisseaux ennemis. Certains marchands en 1691 obtinrent des passeports pour apporter leurs effets de Cadix en France de cette manière. Ils en demandèrent d'autres pour aller de Cadix à Gênes, également sous pavillon ennemi. Le premier moyen était risqué, si les capitaines soupçonnaient que les retours qu'ils apportaient de Cadix appartenaient à des Français. Mais par la voie de Gênes, port neutre, où de nombreux ennemis trafiquaient, la marchandise qui avait été délivrée à Cadix par des intermédiaires espagnols, était entièrement camouflée. Une fois les effets rendus à Gênes on les transportait facilement à Marseille sous escorte⁹⁴.

Ainsi pendant la guerre le commerce de Cadix fut toujours plus ou moins assuré avec la France, grâce aux pavillons neutres et parfois même au pavillon français et même ennemi. Mais une précaution supplémentaire et qui fut fort utilisée consista à recourir à une étape intermédiaire dans un port neutre : ce fut le plus souvent un port portugais, Faro ou Lisbonne, ou le port de Gênes.

La voie de Portugal.

En 1667 au moment où éclata la guerre de Dévolution le Portugal fit sa paix avec l'Espagne. Les Malouins exclus de Cadix pensèrent à utiliser le territoire portugais pour y entreposer leurs marchandises et les faire passer en fraude, malgré la guerre, en territoire espagnol. Ils jetèrent les yeux sur le petit port portugais de Faro, dans la province d'Algarve et proche de la frontière. C'était un port très peu actif, fréquenté de temps en temps par des navires de Bordeaux qui venaient y

94. Delagny à Pontchartrain, 25 octobre 1691 (*ibid.*).

chercher des fruits séchés. Ils envoyèrent au Portugal un nommé Heins, avec des pouvoirs pour conclure un accord avec le gouvernement portugais. L'ambassadeur français, M. de Saint-Romain, semble avoir aussi prêté son concours, mais l'affaire fut conclue très vite et sans difficulté. Les marchandises entreposées à Faro ne devaient pas payer de droits d'entrée, mais seulement un droit d'entrepôt de 2 écus par ballot, au moment de leur réexpédition vers Cadix. C'étaient des bâtiments portugais ou espagnols de petit tonnage qui se chargeaient de les faire passer à Cadix par faibles quantités. Cet entrepôt fonctionna pendant la guerre de Dévolution à partir de la fin de septembre 1667, c'est-à-dire pendant quelques mois⁹⁵.

Lors de la rupture avec l'Espagne en 1673, pendant la guerre de Hollande, l'idée reparut tout naturellement de faire revivre l'entrepôt de Faro aux mêmes conditions⁹⁶. Ce fut très difficile. L'influence espagnole était très sensible à Lisbonne. Des intérêts particuliers agirent aussi, notamment ceux des Fermiers généraux de la Douane. Néanmoins le sieur Arson fut envoyé, muni de pleins pouvoirs par les marchands de Paris, de Saint-Malo et de Rouen au début de 1674, pour négocier avec le gouvernement de Lisbonne. Il offrit le renouvellement de l'ancien traité. D'Aubeville, l'ambassadeur de France, le soutint, mais l'affaire traîna indéfiniment, malgré l'intervention de l'ambassadeur, qui la porta jusqu'à la Reine et au Prince régent. Les marchands offrirent successivement 2 écus 1/2, 3 écus et même 4 écus par ballot; ils proposèrent à la fin 3 % *ad valorem*. Rien n'y fit. Les Portugais se refusèrent à

95. Saint-Romain à Colbert, 23 septembre 1667 (A. E. consul, Lisbonne, II). Sur l'activité de Faro, voir Desgranges à Colbert, 9 octobre 1673 (*ibid.*, t. III).

96. D'Aubeville, ambassadeur de France à Lisbonne, à Colbert, 4 décembre 1673 (*ibid.*, t. III).

accepter aucun droit calculé par ballot, ils demandèrent en outre un droit de 3 % *ad valorem* sur les retours en métaux précieux. En réalité l'envoyé de l'Espagne agissait sur eux et ils ne voulaient pas conclure. Arson finit par renoncer et par quitter Lisbonne le 5 mai 1674⁹⁷.

Les commerçants français s'arrangèrent avec les Anglais qui possédaient alors Tanger. On ne leur y faisait rien payer, on accueillait les navires français avec la plus grande cordialité, leur fournissant de quoi se réparer et se ravitailler à un prix très médiocre. Au début il y avait eu quelques difficultés avec les soldats de la garnison anglaise, mais tout fut vite aplani, grâce aux ordres du Gouverneur. Pendant les années 1674, 1675 et 1676, Tanger joua pour les Malouins le rôle d'un véritable entrepôt⁹⁸.

Mais c'était loin de Cadix. Dès la rupture avec l'Espagne et malgré l'absence de convention, des navires malouins étaient venus à Faro, où ils étaient entrés tout de suite en difficultés avec la Douane. Ces « persécutions » faisaient l'objet à Lisbonne d'une négociation distincte qui continua après le départ d'Arson. Le consul de Lisbonne, Desgranges, chercha à reprendre la négociation de l'entrepôt, et, en décembre 1674, ayant reçu de pleins pouvoirs des négociants français demeurés à Cadix, il offrit aux Portugais de conclure le traité d'entrepôt moyennant un droit de 4 % *ad valorem*. En mars 1675 l'affaire des vaisseaux molestés à Faro fut arrangée moyennant un droit de 3 % sur la valeur des marchandises, et on décida qu'à l'avenir ce précédent servirait de règle. Mais on sut qu'il y avait des ordres secrets

97. Voir la correspondance de d'Aubeville, l'ambassadeur et de Desgranges, le consul à Lisbonne, des 15 et 18 décembre 1673, 15 et 29 janvier, 12 et 26 mars, 2 et 7 mai 1674 (*ibid.*, t. III).

98. D'Aubeville à Colbert, 29 juillet 1675, Desgranges au même, même date (*ibid.*, t. III) et 23 mars 1676 (t. IV).

donnés pour arrêter l'argent si l'on en trouvait à bord des navires français⁹⁹.

C'était donc des conditions beaucoup plus lourdes qu'en 1667 et assez peu sûres. En 1677 les derniers Français de Cadix ayant été expulsés, le consul Catalan vint se réfugier à Faro, et il entama une troisième négociation pour l'entrepôt par l'intermédiaire du Gouverneur des Algarves, comté de Castañeda. Desgranges à Lisbonne agit auprès du conseil des Finances. Il était assez difficile d'aboutir, Catalan n'offrant que 2 écus par ballot, tandis qu'Arson était allé jusqu'à 4 écus et même à 3 % *ad valorem*. Desgranges pensait qu'on n'arriverait à un résultat qu'en faisant intervenir le nom du Roi dans la négociation, et en demandant aux Malouins leurs pouvoirs et des précisions sur le nombre de ballots qu'ils pensaient envoyer. Mais en septembre 1677 le comte de Castañeda conclut le traité d'entrepôt moyennant un droit de 4 écus par ballot¹⁰⁰.

Le commerce malouin utilisa donc Faro pendant les derniers mois de la guerre. Le 19 mars 1678 on signalait l'arrivée de 450 ballots et en outre de 3 frégates qu'on allait décharger¹⁰¹. On se préoccupait de mettre un vice-consul de France à Faro, quand la paix de Nimègue (17 septembre 1678) vint rouvrir le port de Cadix aux Français.

Après la rupture franco-espagnole de 1683, le consul à Lisbonne, Desgranges, à l'instigation de l'ambassadeur Saint-Romain, poussé lui-même par Seignelay, engagea une négociation pour rétablir l'entrepôt de

99. D'Aubeville à Colbert, 17 décembre 1674, 2 mars 1675 (*ibid.*, t. III).

100. Desgranges à Colbert, 14 et 21 juin, 6 août 1677 (*ibid.*, t. IV), 15 septembre 1677 (Paris, B. N. Mélanges Colbert, 175, fol. 168). Catalan à Colbert, même date (*ibid.*).

101. Desgranges à Colbert, 28 mars 1678 (A. E. consul. Lisbonne, t. V).

Faro. Il offrit 2 écus par ballot, comme en 1667. Le conseil des Finances lui objecta que le Portugal avait refusé 4 écus au temps d'Arson, qu'en 1677 les Français avaient accordé ces 4 écus, que Tanger ne pouvait plus leur servir puisque les Anglais l'avaient abandonné, et que le droit de 2 écus paraissait bien insuffisant, d'autant plus que les commerçants avaient fini par faire des ballots énormes et qu'il faudrait en limiter le volume¹⁰². Au mois d'août 1684 Desgranges finit par conclure, pour trois mois, une convention d'entrepôt à raison de 3 écus par ballot : c'est que le départ de la Flotte avait lieu d'ordinaire au début de décembre et qu'il voulait en faire profiter le commerce français. Le volume des ballots devait être celui des plus grands ballots d'usage dans le commerce. Au bout des trois mois, si les négociants voulaient continuer l'entrepôt en temps de paix comme en temps de guerre, le droit resterait fixé à 3 écus, s'ils ne s'en servaient qu'en temps de guerre seulement, on le porterait à 3 écus 1/2¹⁰³.

Là-dessus, survint la trêve entre la France et l'Espagne et la rupture définitive n'eut lieu qu'en 1689. Aux premiers symptômes de rupture Faro attira de nouveau l'attention des négociants.

Dès la fin de 1688 Catalan avait écrit au consul de France à Lisbonne, de Lescolle, pour le prier d'obtenir l'entrepôt aux conditions de 1684, c'est-à-dire 3 écus 1/2 par ballot, il serait allé jusqu'à 4 écus. Le consul en ayant parlé à l'ambassadeur, d'Esneval, celui-ci fut d'avis que, pour éviter d'éveiller la méfiance des Portugais, la négociation fût conduite par le consul directement avec le marquis d'Alegrete, premier ministre et

102. Saint-Romain à Seignelay, 9 et 26 février 1684. Desgranges au même, 22 février, 27 mars, 22 mai 1684 (*ibid.*).

103. Desgranges à Seignelay, 14 août 1684; Saint-Romain au même, 15 août 1684 (*ibid.*).

président du conseil des Finances. L'affaire fut conclue en quelques jours, sans que les Espagnols, les Anglais et les Hollandais eussent le temps d'intriguer (30 mai 1689). On se mit d'accord sur un droit de 3 écus 5 sols par ballot. Déjà un navire malouin attendait à Faro : il fut immédiatement déchargé¹⁰⁴.

Cependant l'éveil avait été donné aux Espagnols qui renforcèrent leur surveillance dans la baie. Faro parut trop près aux marchands de Cadix et ils demandèrent un entrepôt à Lisbonne¹⁰⁵. Là du moins, au lieu des barques de pêche ou de cabotage qu'on trouvait seules à Faro, ils risquaient de pouvoir profiter d'occasions plus avantageuses pour Cadix, comme les grands vaisseaux génois qui y faisaient escale. Les autorités portugaises acceptèrent : Faro resta l'entrepôt des Malouins, pour le commerce de Cadix, Lisbonne servit à tous les autres négociants français en vue des relations avec tous les ports espagnols. Le traité fut conclu le 28 juin 1689 et nous en avons le texte, ce qui nous éclaire également sur le traité relatif à Faro : les ballots déposés à l'entrepôt payaient 2.300 reis, soit 3 écus 5 sols de France, les marchandises non emballées devaient payer 4 % *ad valorem*, ce qui paraissait beaucoup, mais ne l'était pas, car les évaluations étaient toujours très inférieures, les retours en argent ne payaient rien. Pour les marchandises

104. De Lescolle, consul à Lisbonne, à Seignelay, 31 mai 1689 (A. E. consul. Lisbonne, t. V). D'Esneval à Seignelay, 5 juin 1689 (*ibid.*). Voir aussi la lettre de Lescolle à Pontchartrain du 24 mars 1699 (*ibid.*, Lisbonne, t. VIII).

105. Il y avait déjà à Lisbonne un entrepôt dit *foral*, moyennant un droit de 4 % *ad valorem*, ce qui était élevé. Il fallait de plus ouvrir les ballots pour en connaître la valeur. En outre il ne durait que trois mois ; passé ce délai on obligeait les propriétaires à faire passer les marchandises à la douane et à payer les droits entiers, soit 23 %, déduction faite des 4 %. En réalité, comme on utilisait un ancien tarif d'évaluation, on ne payait pas 10 %. Mais ce règlement ne cadrait pas avec les nécessités du commerce de Cadix par le Portugal. (Voir la lettre du 24 mars 1699.) Voir la lettre de Lescolle à Seignelay du 28 juin 1689 et le texte du traité en traduction française (A. E. consul. Lisbonne, t. V).

des Indes, des équivalences étaient établies, d'après lesquelles par exemple, cinq cents bûches de bois de Campêche étaient comptées pour un ballot. En octobre 1689 le traité d'entrepôt fut étendu à tous les ports portugais. Mais on ne l'utilisa jamais en réalité que pour Faro et Lisbonne¹⁰⁶.

Naturellement les Alliés se plainquirent hautement de la faveur accordée aux Français. « Il n'est pas croyable, écrivait en 1695, le consul de Lescolle, combien tous ces ministres se sont donné de mouvement pour rompre le traité d'entrepôt..., disant que sans cet entrepôt, le France ne ferait pas le commerce d'Espagne, dont elle tire de si grands avantages, et serait peut-être obligée de faire la paix. » Mais ils n'arrivèrent jamais à rien¹⁰⁷.

Si l'entrepôt fut parfois menacé, ce fut à la suite de certains actes des Français. Ainsi nos corsaires venaient faire des prises jusque dans les eaux portugaises, comme il arriva à Faro en janvier 1690, et un peu partout à la fin de 1692. Ils arrêtaient les marchandises anglaises et hollandaises même sous pavillon portugais¹⁰⁸. D'autre part Louis XIV prit contre le Portugal des mesures de représailles pour le forcer à défendre son pavillon contre les violations de l'ennemi : à la fin de 1690, il ordonna à ses corsaires de prendre tous les navires portugais qui allaient dans les ports ennemis, puisque l'ennemi les traitait de même quand ils sortaient des ports de France. A Lisbonne, à Cadix, à Saint-Malo, le commerce fut alors très inquiet et arrêta ses opérations. L'ambassadeur d'Esneval, conseilla au Roi d'excepter de cette mesure les bâtiments portugais trafiquant aux côtes d'Espagne, car la plupart du temps ils n'étaient chargés

106. De Lescolle à Seignelay, 18 octobre 1689 (*ibid.*).

107. De Lescolle à Pontchartrain, 19 juillet 1695 (*ibid.*, t. VII).

108. Voir la correspondance d'Esneval et de Lescolle en janvier et février 1690 (*ibid.*, Lisbonne, t. V) et à la fin de 1692.

que de marchandises françaises. Pontchartrain rassura La Lande-Magon et les Malouins sur la solidité de l'entrepôt. Les efforts d'Esneval et de Lescolle aboutirent enfin au début de 1691 à faire révoquer les ordres du Roi¹⁰⁹.

L'exécution du traité d'entrepôt donna lieu aussi à quelques difficultés avec la Douane. D'Esneval se plaint de ses exigences dès le 5 décembre 1689¹¹⁰. Mais si les plaintes des marchands continuèrent, l'opinion de l'ambassadeur changea vite. Le 30 octobre 1690, il est d'avis que les autorités portugaises sont bien plus faciles que les commis de France, et que les incidents naissent souvent des supercheries et des friponneries des Français, et le consul est de son avis¹¹¹. L'une de ces pratiques consistait à se faire envoyer des ballots énormes qui, en vertu du traité, ne payaient pas plus de droits que les petits. Quelques-uns étaient monstrueux : il fallait dix-huit à vingt hommes pour les remuer. Les douaniers avaient l'impression qu'on se moquait d'eux¹¹² et cela provoquait des incidents. Ces ballots étaient d'ailleurs le plus souvent fabriqués au dernier moment avant le déchargement en réunissant plusieurs, et de si mauvaise façon que la fraude éclatait aux yeux. En mai 1691, un incident de ce genre faillit faire rompre le traité. Le consul dut promettre que cela n'arriverait

109. Voir les lettres d'Esneval du 14 et 25 décembre 1690, de Lescolle, du 26 décembre 1690 (*ibid.*), celles de La Lande-Magon, du 15 novembre et du 13 décembre 1690 (Paris, A. N. Marine, B7, 496), celle de Seignelay à La Lande-Magon du 16 décembre 1690 (Paris, A. N. Marine, B7, 496). Louis XIV avait déjà ordonné à la fin de 1689 d'arrêter les bâtiments portugais venant d'Angleterre et de Hollande. En novembre et décembre 1690, il étendit cette mesure à ceux qui venaient d'Espagne parce que cette puissance arrêtait les bâtiments portugais venant de France.

110. A. E. consul. Lisbonne, t. V.

111. Voir la lettre d'Esneval du 30 octobre 1690 et celle de Lescolle du 31 octobre (Lisbonne, t. V).

112. Il est vrai que le *proveedor* de la Douane avait un caractère intraitable, d'après une lettre de Lescolle à Delagny du 31 octobre 1690.

plus et il demanda à Pontchartrain d'avertir les négociants de France¹¹³.

En 1696, il y eut un nouvel incident, à Faro, cette fois. Là encore ce fut la faute des commerçants, comme l'indique l'abbé d'Estrées, ambassadeur de France, dans une lettre du 28 août¹¹⁴. Quelques marchands français de Faro étant venus à Lisbonne et y ayant trouvé quelques difficultés, crièrent qu'on les traitait bien mieux à Faro, et qu'ils y faisaient tout ce qu'ils voulaient. Le gouvernement portugais eut l'attention attirée là-dessus, et envoya à Faro des fonctionnaires moins traitables. Les marchands résolurent de les amadouer par un présent, mais, n'ayant pu se mettre d'accord sur celui qui le porterait, ils y allèrent en corps, ce qui suscita un refus hautain du juge et une recrudescence d'avaries. C'est ainsi que le juge empêchait qu'on n'ouvrit les ballots dans l'entrepôt pour contrôler ce qu'on recevait, comme cela s'était fait auparavant. Il avait obtenu un ordre du conseil l'autorisant à visiter les bateaux pour voir s'ils portaient de l'argent en Espagne. Or, il arrivait souvent dans ce port frontière que l'on reçût de la monnaie espagnole et de temps en temps on la réexpédiait en Espagne pour la changer sans frais. Il imagina enfin d'exiger pour retirer des marchandises de l'entrepôt la présence de tous ses fonctionnaires et la sienne, ce qui entraînait des retards au cours desquels le vent pouvait tourner et l'espionnage espagnol pouvait être alerté. De plus tous ces fonctionnaires réclamaient des gratifications qui grevaient encore le prix du transport. Les marchands adressèrent une plainte à M. de La Lande-Magon, qui la transmit à Pontchartrain, lequel l'envoya à l'ambassadeur. L'abbé

113. Voir les lettres d'Esneval du 21 mai et du 11 décembre, de Lescolle du 10 juillet, 21 août 1691 (*ibid.*, Lisbonne, t. VI).

114. *Ibid.*, Lisbonne, t. VIII.

d'Estrées, bien que fixé sur la conduite des marchands, intercédâ en leur faveur et le secrétaire d'Etat lui répondit qu'il fallait mettre le traité de Faro sur le même pied que celui de Lisbonne négocié autrefois par de Lescolle. Cette négociation fut donc entreprise, mais n'avança pas. En ce qui concerne les griefs des gens de Faro, de Lescolle, bien que vilipendé par eux, obtint qu'on leur rendit le droit d'ouvrir leurs ballots dans l'entrepôt¹¹⁵.

Ces commerçants débrouillards et peu scrupuleux étaient le plus souvent des Français de Cadix expulsés d'Espagne à cause de la guerre et experts dans l'art de frauder. Ils étaient très exigeants vis-à-vis des représentants du Roi, qui ne faisaient jamais assez pour eux. En 1689, le vice-consul de Faro, prétendit lever un droit de 1/4 % sur la valeur des marchandises mises en entrepôt. C'était conforme à une décision de M. de Saint-Romain, ambassadeur, lors de la conclusion du traité de 1684, mais ce dernier n'avait jamais été exécuté. En 1689, de Lescolle avait demandé qu'on l'autorisât à percevoir un demi écu par ballot, mais la réponse n'étant pas parvenue, le vice-consul avait levé le 1/4 %. Les marchands protestèrent et La Lande-Magon les appuya auprès de Seignelay. Ils consentaient à donner au vice-consul de Faro deux réaux de plate par ballot, mais demandaient que le consul de Lisbonne se contentât du droit ordinaire de consulat payable suivant le tonnage des navires. Seignelay donna raison à de Lescolle et lui accorda sa demi-piastre par ballot, qui devait lui servir à entretenir son vice-consul à Faro. La personnalité de ce dernier avait également excité les récriminations des commerçants : on l'accusait d'être un

115. Voir les lettres de Lescolle du 11 septembre 1696 (*ibid.*), de La Lande-Magon à Pontchartrain du 19 septembre 1696 (Paris, A. N. Marine, B7, 497), d'Estrées du 20 novembre 1696 (Lisbonne, t. VIII).

nouveau converti et d'être incommode au commerce. Cela semble avoir été vrai, mais il n'était pas facile de trouver un vice-consul pour ce port déshérité¹¹⁶.

Les gens de Faro s'en prirent plus tard, en 1696, à de Lescolle, consul à Lisbonne, à propos de leur conflit avec le juge de la Douane. Ils l'accusèrent de ne pas les soutenir et d'intriguer en secret pour attirer l'entrepôt à Lisbonne. La vérité était que de Lescolle faisait ce qu'il pouvait en faveur des deux entrepôts. Il se défendit auprès de Pontchartrain, qui lui donna son approbation¹¹⁷.

Après la paix de Ryswick, signée en octobre 1697, les Portugais refusèrent d'admettre des marchandises dans les entrepôts de Faro et de Lisbonne. Ceux-ci furent vidés en décembre, et dès le début de 1698, les marchands français de Faro retournèrent en Espagne¹¹⁸. Mais de Lescolle pensa à sauver le traité d'entrepôt en vue d'une guerre ultérieure, afin d'éviter plus tard une nouvelle négociation, toujours difficile et coûteuse. Mieux valait faire valoir qu'il n'y avait pas de limite de temps dans le traité, et le maintenir même en temps de paix. Le nouvel ambassadeur, Rouillé, approuvé par Pontchartrain, entama donc une négociation pour faire préciser ce point. Il ne réussit pas et abandonna l'affaire au consul qui finit par s'entendre avec le marquis d'Algrete, Président du conseil des Finances. Il fut convenu que le traité d'entrepôt resterait valable en temps de paix¹¹⁹.

116. La Lande-Magon à Seignelay, les 11 et 22 juillet 1689 (Paris, A. N. Marine, B7, 495); de Lescolle à Seignelay, 18 octobre 1689 (Lisbonne, t. V); Delagny à M. de la Villebague-Eon, 7 novembre 1689 (Paris, A. N. Marine, B7, 60); La Lande-Magon à Pontchartrain, le 30 mai 1616 (*ibid.*, B7, 497).

117. La Lande-Magon à Pontchartrain, 28 octobre 1696 (*ibid.*).

118. Lescolle à Pontchartrain, le 3 décembre 1697 (Lisbonne, t. VIII); Rouillé, ambassadeur à Lisbonne, le 14 janvier 1698, et le 21 octobre 1698 (*ibid.*).

119. Rouillé à Pontchartrain, le 18 novembre, 2 décembre 1698 (*ibid.*);

Il n'est pas toujours très facile de se rendre compte de l'importance qu'a eue la voie de Portugal pour la continuation du commerce français de Cadix en temps de guerre. Cependant les correspondances du consul de Lisbonne, de l'ambassadeur de France en Portugal et du marchand malouin de la Lande-Magon nous fournissent quelques indications.

La voie de Faro fut utilisée vers la fin de la guerre de Dévolution et avec assez de succès. Pendant la guerre de Hollande nous avons vu les difficultés qu'on rencontra pour l'organiser. Jusqu'en 1677 le consul Desgranges se plaint de la rareté du pavillon français sur la côte de Portugal, tout le commerce se faisant sous pavillon anglais, la contrebande vers Cadix dut suivre le même chemin¹²⁰. A partir du traité de 1677 on voit affluer pendant quelques mois à Faro les envois de France¹²¹.

Pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg on peut relever plusieurs faits qui prouvent l'activité de l'entrepôt, mais cette activité a d'abord trompé les espérances des Portugais et des Français. D'Esneval écrivait le 30 octobre 1690 : « Depuis dix-huit mois (le traité) n'a pas valu (aux Portugais) 2000 écus tant ici (à Lisbonne) qu'à Faro, car en tout il n'y a pas eu plus de 600 ballots mis en entrepôt ». L'ambassadeur n'était pas éloigné de s'en désintéresser et il ne le maintenait que pour obéir aux ordres de Seignelay¹²². Mais les choses changèrent en 1691. Jusqu'en juin 1692 ce fut une période de grande activité pour l'entrepôt. Les navires malouins et même les navires génois et portugais l'approvisionnaient ré-

Pontchartrain à de Lescolle, 3 décembre 1698 (Paris, A. N. Marine, B7, 66, fol. 759); de Lescolle à Pontchartrain, 24 mars 1699 (Lisbonne, t. VIII).

120. Voir notamment la lettre du 4 mai 1676 (A. E. consul. Lisbonne, t. IV).

121. Desgranges, le 28 mars 1678 signale l'arrivée de 450 ballots et l'arrivée prochaine de trois navires malouins (*ibid.*).

122. A. E. consul. Lisbonne, t. V.

gulièrement et les envois vers Cadix s'effectuaient assez facilement. « Notre commerce va à merveille en ce pays là, écrivait d'Esneval le 7 août 1691; et les marchands qui de Cadix se sont retirés ici, qui trouvent moyen de remettre les marchandises de l'entrepôt à leurs commissionnaires espagnols, hollandais ou anglais, m'avouent qu'ils ont plus gagné depuis deux ans qu'ils n'avaient fait en dix¹²³ ». Le 4 septembre l'ambassadeur écrivait encore : « Cet entrepôt est très avantageux, plus même que le retour de la paix, car ils trouvent moyen d'introduire en Espagne sans y payer aucun droit des ballots dont certains dépassent 1000 écus de valeur. Ils ne paient que 3 écus 1/2¹²⁴. » Cependant à partir de septembre 1691 les rigueurs reprirent à Cadix, mais surtout contre les Génois qui apportaient directement les marchandises françaises, et accessoirement contre ceux qui venaient de Lisbonne. Vers la fin de 1692 et surtout en 1693, l'activité des deux entrepôts semble s'être relâchée : la correspondance n'en parle plus. Le 11 août 1693 de Lescolle note qu'en quatorze mois, depuis la fin de juin 1692 il est venu un seul navire malouin portant des marchandises et encore était-il bien petit¹²⁵. Pendant les derniers mois de 1693, pendant les années 1694, 1695, et 1696 nous trouvons mentionnés quelques navires français, mais assez rares. En réalité tout le commerce passait sous pavillon neutre, surtout génois. Cependant bien que l'entrepôt fût fait surtout pour les navires français, il dut recevoir des marchandises des vaisseaux neutres, car en octobre 1696 les deux entrepôts de Faro et de Lisbonne étaient pleins, mais il n'y avait pas d'argent à Cadix pour payer ces marchandises¹²⁶. Celles qui utilisèrent la

123. *Ibid.*, t. VI.

124. *Ibid.*

125. *Ibid.*, t. VII.

126. Voir la lettre de La Lande-Magon du 28 octobre 1696 (Paris, A. N. Marine, B7, 497).

voie de Portugal pendant cette guerre furent surtout celles qui passaient d'ordinaire par Saint-Malo et les soieries de Tours. Le reste du commerce français vers Cadix prit de plus en plus d'autres chemins, notamment la voie de Gênes et la voie terrestre.

La voie de Gênes.

Au cours des guerres du xvii^e siècle, la voie de Gênes semble avoir été utilisée de façon beaucoup moins constante que celle de Portugal¹²⁷. Pendant les guerres de Dévolution et de Hollande on ne trouve aucune trace de l'étape de Gênes¹²⁸. En 1689, à la seule annonce de la guerre, le pavillon génois, qui pendant la paix était volontiers délaissé à cause de la crainte des Algériens, reprit de l'activité¹²⁹. Nous voyons tout de suite le consul de France à Gênes acheter et fréter un navire génois pour aller à Hambourg en faisant escale en Espagne : il obtint de Seignelay un passeport français afin de le soustraire à l'attaque des corsaires français¹³⁰. Ce devait être le commencement d'une collaboration de Gênes et de la France qui se développa beaucoup jusqu'à la paix.

127. Cependant, en 1665, le bruit ayant couru que la guerre allait éclater avec l'Angleterre, les commerçants français pour éviter le passage dans la Manche firent envoyer leurs retours de Cadix par Gênes et Marseille (Eon à Colbert, 2 août 1665 (Paris, A. N. Marine, B7, 206).

128. Pendant la guerre de Hollande, Gênes est assez hostile à la France. L'opinion y est assez travaillée par l'influence espagnole. Il est donc peu probable qu'on ait fait par son intermédiaire le commerce entre la France et Cadix. La correspondance de Compans, consul de France à Gênes, signale bien l'arrivée du convoi de Gênes revenant de Cadix avec de l'argent, ou celle de vaisseaux anglais de même provenance, mais il ne dit pas que les Français soient intéressés dans ces retours.

129. Pendant les années 1686, 1687 et 1688, années de paix entre la France et l'Espagne, la correspondance du consul de France à Gênes nous montre les bâtiments français employés au commerce avec Cadix en concurrence avec les Anglais et les Génois. Les Anglais, et d'une manière générale, les étrangers, étaient préférés à cause du danger des pirates d'Alger. Au moment de la guerre, les Génois arment des navires plus puissants (voir les lettres du consul Aubert des 11 janvier et 12 avril 1689 (A. E. Corr. consul. Gênes, t. XI).

130. Aubert à Seignelay, 17 mai 1689 (*ibid.*).

Le 28 août 1689, Catalan, au moment d'être expulsé de Cadix, signale, en même temps que l'utilisation du Portugal, celle de Gênes. « Il me semble, ajoute-t-il, que cette dernière (voie) sera moins suspecte et plus assurée que l'autre, à cause de la connaissance que les ministres d'Espagne ont de tout ce qui aborde en Portugal, qui rend plus dangereux le transport en ce pays que sur les navires de Gênes, qui viennent dans cette baie¹³¹ ». Le 22 mars 1690, La Lande-Magon dit que les Gênois « sont les seuls dont nous nous servons et qui nous prêtent leur nom sur leurs vaisseaux pour l'envoi de nos marchandises à Cadix et pour les retours¹³². « En 1695, l'envoyé d'Espagne à Gênes, disait qu'il ne s'étonnait pas que les Gênois fissent le commerce des Français, mais qu'il était surpris qu'ils le fissent si ouvertement, et qu'ils s'en cachassent si peu. L'envoyé de France, Louciennes, ajoutait en rapportant ce mot qu'on ne faisait à Cadix aucune peine aux Gênois pour toutes les marchandises qu'ils apportaient, quoiqu'on sût bien qu'elles venaient quasi toutes de France.

Les marchandises françaises étaient apportées à Gênes par navires français ou génois; là elles étaient emballées pour l'Espagne à la manière du pays et mises sous des noms supposés de commerçants allemands ou génois. Le transport de l'argent de Gênes à Marseille se faisait par navires de guerre français, frégates ou galères, envoyées de temps en temps pour cela. Dans les premiers mois, cette collaboration de la marine de guerre et du commerce ne se fit pas sans résistance de la part des capitaines français, mais à la fin de 1691 elle fut organisée. L'envoyé de France à Gênes, Ratabon, avertit en

131. Catalan à Seignelay, 28 août 1689 (A. E. consul. Cadix, t. III, fol. 226).

132. Paris, A. N. Marine, B7, 496. Louciennes à Pontchartrain, 11 juillet 1695 (A. E. consul. Gênes, XII).

novembre les correspondants des marchands français que le Roi enverrait souvent des frégates dans ce port pour rapporter à Marseille l'argent et les marchandises fines, telles que la cochenille et l'indigo¹³³. A partir de cette date, dès qu'il y avait un stock suffisant d'argent arrivé à Gênes pour le compte des Français, l'envoyé de France avertissait le ministre qui faisait envoyer une galère ou une frégate. Mais les autres marchandises de retour d'Espagne n'étaient pas prises à bord des bâtiments du Roi. Il arrivait aussi qu'on utilisât d'autres moyens, notamment des bâtiments de guerre génois, comme on le fit en octobre 1690, en septembre et en novembre 1692, en avril 1684, ou des bâtiments de guerre d'autres pays, comme des galères toscanes, en novembre 1692 et en mai 1697, ou des vaisseaux danois en avril 1692 et en août 1697¹³⁴.

Naturellement les Alliés s'efforcèrent de paralyser ce trafic. Les Anglais et les Hollandais visitèrent les bâtiments génois dès l'année 1690, ce qui faisait courir un certain risque aux marchandises françaises embarquées dessus. Mais l'ingéniosité des commerçants déjouait ces visites¹³⁵. On parla à plusieurs reprises, en décembre 1691, en août 1692, en mars 1695 d'un grand armement à envoyer dans la Méditerranée pour empêcher les Génois de faire les affaires des Français et pour faire pencher leur république du côté des Alliés¹³⁶. En Espagne même, à plusieurs reprises, en 1691 et 1695 notamment, les bâtiments de Gênes eurent à subir des visites et des vexations diverses de la part des autorités espa-

133. Ratabon à Pontchartrain, 19 novembre 1691 (*ibid.*, Gênes, t. XI).

134. Lettres d'Aubert, consul à Gênes, le 28 octobre 1690, le 29 septembre et le 17 novembre 1692, le 26 avril 1694, le 14 mai 1697, le 2 avril 1692, le 17 août 1697 (*ibid.*, t. XI, XII et XIII).

135. La Lande-Magon, 28 mai 1690 (Paris, A. N. Marine, B7, 496).

136. Aubert, 10 décembre 1691, 11 août 1692, 15 mars 1695 (A. E. consul. Gênes, t. XI et XII).

gnoles, et l'on saisit plusieurs fois à leur bord de la contrebande française¹³⁷.

Mais ces menaces et ces avanies s'arrêtaient toujours assez vite, car les Alliés avaient besoin de Gênes autant que la France. La République faisait en effet une bonne partie du commerce ennemi de Ponant au Levant et retour, et si elle rendait plus de services à la France, comme l'indique Louciennes le 11 juillet 1695, elle ne se désintéressait pas pourtant des Alliés. En réalité elle tenait la balance égale et profitait largement de sa neutralité. « Pour ce qui est de la partialité dont on soupçonne cette république, écrivait Louciennes le 9 août 1695, je puis vous rendre ce témoignage que l'attention que Sa Majesté m'ordonne d'avoir ici pour tout ce qui a rapport à son service ne m'a pas encore laissé remarquer aucune chose qui sentît la partialité, au moins dans ceux qui gouvernent. Ils ont tout le soin imaginable, pour éviter qu'on leur puisse faire ce reproche¹³⁸ ».

Cette attitude prudente n'était pas non plus sans risques. Nous avons vu les avanies que procurait aux Génois la jalousie des Alliés. Du côté de la France ils eurent à subir aussi quelques agressions, notamment de la part des corsaires. Louciennes s'en plaint le 11 juillet 1695, et demande qu'on y mette bon ordre afin de ne pas compromettre le commerce avec Cadix.

Bien qu'il soit impossible de dresser en cette matière une statistique, il semble que pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg l'étape de Gênes sur le chemin de Cadix ait été plus importante pour la France que celle du Portugal. Tout le commerce de Paris, de la Normandie, de Lyon passait de préférence par Gênes. Cette route

137. Aubert, 16 juillet, 17 septembre 1691, 15 mars 1695 (*ibid.*, t. XI et XII).

138. *Ibid.* Gênes, t. XII. Aubert indique le 12 février 1697 la difficulté d'évaluer l'importance du commerce de la France ou de ses ennemis par Gênes (t. XIII).

semble avoir été aussi plus sûre et les retours d'argent l'empruntaient de préférence. On ne trouve pas à son propos d'incidents comme ceux qui ont marqué l'histoire des entrepôts Portugais. Les Français avaient affaire là à un peuple essentiellement commerçant, plus habile et plus avancé en civilisation que les Portugais, et qui sut exploiter sa situation de neutre à la satisfaction générale. La correspondance de l'envoyé de France et du consul nous permet de suivre assez régulièrement les retours en métaux précieux, car elle les signale avec soin. A ce seul point de vue, qui était pour le gouvernement du Roi le point de vue essentiel, on constate à partir de 1689 jusque vers 1696 l'importance des retours. Les variations sont dues moins à la difficulté des transports à l'aller ou au retour, qu'à la plus ou moins grande abondance des métaux dans la Péninsule. Il y eut ainsi une période d'extrême pénurie en 1696, pendant laquelle le commerce génois fut complètement stagnant. Mais l'année suivante les retours des Indes ramenèrent l'abondance et rétablirent un fort courant d'argent vers la France¹³⁹.

La voie de terre.

Le passage par Gênes du commerce français de Cadix supposait la traversée de toute la France. L'étude de la voie de terre est donc le complément nécessaire de ce que nous venons d'étudier.

Au xvii^e siècle les transports par terre étaient beaucoup moins développés que les transports maritimes,

139. Voici les chiffres que j'ai pu relever dans la correspondance, à titre d'indication : il est passé par Gênes pour Marseille venant de Cadix, 1.075.000 piastres en 1690, 100.000 en 1691, 1.062.000 en 1692, 350.000 en 1694, 550.000 en 1695, 65.000 en 1696, 2.250.000 en 1697. Ces chiffres sont probablement incomplets. La rareté de l'argent en 1696 est signalée par la lettre de Louciennes du 27 novembre 1696 (Corr. consul. Gênes, t. XIII).

surtout quand il s'agissait de destinations lointaines. L'état des chemins en était la cause, et aussi la multitude de droits de douane, d'octroi et de péage qu'il fallait payer pour traverser un territoire de quelque étendue. C'est pourquoi la voie de terre n'intéressait guère le commerce de Cadix avec la France : seules les provinces du Nord de l'Espagne jusqu'à Madrid en étaient clientes, ainsi que les provinces françaises limitrophes, exceptionnellement les autres.

Mais pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, le Roi établit à travers la France le transit en franchise pour les marchandises destinées à être exportées. Ce n'était pas tout à fait une nouveauté, mais jusque là le bénéfice du transit n'avait été accordé qu'aux marchandises étrangères traversant le Royaume, et exceptionnellement à celle du Pays conquis de Flandre. Ils'agissait d'attirer du trafic dans nos ports et sur nos routes. Lors des ruptures le transit était supprimé pour les marchandises étrangères, afin d'éviter les fraudes, mais chaque fois, le bénéfice en avait été conservé à la Flandre française¹⁴⁰. Après la rupture de 1689 il en fut encore de même, et devant les difficultés rencontrées au cours de cette guerre par les transports par mer à cause de la surveillance des neutres par les flottes anglo-hollandaises, le Roi fut entraîné à étendre le bénéfice du transit en 1695 à ses autres provinces. Les marchandises devaient franchir les lignes de douanes par certains bureaux et sans être déballées. Elles devaient utiliser la voie de terre uniquement, afin de procurer de l'emploi aux voituriers et aux commissionnaires¹⁴¹. Il y eut deux grandes routes de

140. Voir Paris, A. N. F12, 1908, note manuscrite intitulée *Arrêts rendus sur le transit*.

141. Voir *Mémoire en forme de réponse à la lettre écrite par Mgr à la compagnie (des Fermiers généraux)...*, 27 mars 1697 (Paris, A. N. Marine, B7, 498). On y trouvera une explication et un commentaire rapide de la politique du transit.

terre vers l'Espagne, l'une par Bayonne l'autre par Marseille.

La voie de Bayonne se constitua à cause du traité de bonne correspondance. Mais elle n'alla pas jusqu'à Cadix. Celle de Marseille, qui menait à Gênes et de là à Cadix, centralisait les marchandises de tout le Royaume; la Guyenne, le Poitou, la Bretagne même communiquaient avec elle par le canal du Languedoc et les routes de terre, car celles des autres provinces, même celles de Flandre, venaient par roulage jusqu'à la Saône et au Rhône, d'où elles gagnaient la Méditerranée¹⁴². Ainsi en juin 1689 nous voyons La Lande-Magon faire passer à Marseille des toiles de Rouen par Orléans et Lyon, pour les charger sur un navire de Hambourg qui allait à Cadix¹⁴³. Voicice que Delagny écrivait à La Lande-Magon le 27 novembre 1696 : « Pour le commerce par terre par Bayonne et par Marseille il est si considérablement augmenté que cela est charmant pour le bénéfice du transit de Flandre, et pour les marchandises de Lyon, Forez, Auvergne, Limousin et la petite Guyenne, par la sûreté et l'introduction libre de Bayonne en Espagne, sans droits de notre part et presque sans frais et sans aucun risque et pour l'Italie et la Haute-Allemagne aussi par Marseille et par Bâle par ce transit¹⁴⁴ ».

Si l'on veut avoir une idée des frais de ces transports, nous savons que les marchandises de la Flandre française ont été introduites en Espagne pour 19 livres par cent pesant de port et voiture, sans aucun autre droit ni frais¹⁴⁵. Cette facilité donna une impulsion très vive aux

142. *Mémoires sur le commerce de France* (1701) par les députés du commerce (Paris, B. N. Mss. fr. 8038, fol. 21 v°).

143. La Lande-Magon à Seignelay, 12 juin 1689 (Paris, A. N. Marine, B7, 495).

144. Delagny à La Lande-Magon, 27 novembre 1696 (Paris, A. N. Marine, B7, 63).

145. *Mémoire par lequel on justifie...* (1696) (*ibid.*, 497, fol. 445 v°), et A. E. Mém. et doc. France, 2015, fol. 90).

exportations vers l'Espagne et elle a très probablement sauvé à une époque critique le commerce français de Cadix.

Des facilités semblables furent accordées aux retours de Cadix. Les barres d'argent envoyées de Marseille à Paris payaient des droits à Lyon et sur la route au profit des affineurs. Ce droit n'existait pas entre Saint-Malo et Paris. Aussi dès 1688, quand on vit venir la guerre, Louis XIV ayant prescrit à Chateau-Renault d'escorter les retours vers Marseille au lieu de Saint-Malo, les Malouins réclamèrent-ils. La Lande-Magon demanda à Seignelay qu'on exemptât les barres et lingots débarqués à Marseille à destination de Paris des droits d'entrée à Lyon. Il demanda aussi l'exemption du droit de 17 sols 6 deniers par marc qu'on payait à Lyon sur les matières quand on les envoyait de Paris. Il obtint cette faveur à la fin de 1688 pour un an¹⁴⁶. Pour les marchandises de retour les droits qu'on levait à Marseille furent égalisés à ceux qu'on levait à Saint-Malo. Il demanda que cette faveur fût prolongée pendant toute la durée de la guerre¹⁴⁷.

La poste.

Les communications postales ne sont pas moins indispensables au commerce que les transports de marchandises. Comment étaient-elles assurées entre Cadix et la France ?

On utilisait d'abord la voie de mer, par le moyen des bâtiments de commerce. Mais c'était une voie lente et irrégulière. Aussi préférait-on souvent la voie de terre

146. La Lande-Magon à Seignelay, 27 octobre 1688. (Paris, A. N. Marine, B7, 495). Voir également sa lettre du 20 janvier 1689.

147. La Lande-Magon à Seignelay, 23 février 1689 (*ibid.*). Voir une autre lettre sans date mais probablement aussi de février.

bien qu'elle ne fût pas toujours très sûre. De Cadix à Madrid on utilisait la poste espagnole chaque semaine et exceptionnellement des courriers spéciaux. De Madrid en France on pouvait compter sur les courriers ordinaires de Flandre qui partaient tous les quinze jours emportant la correspondance officielle et privée. Ces départs de courriers ne furent même pas interrompus pendant la guerre à partir de 1635¹⁴⁸. Un arrangement eut lieu entre la France et l'Espagne pour en continuer le service entre Madrid et Rome par le Sud de la France, et entre Madrid et les Pays-Bas par Paris. Le commerce put l'utiliser.

Après la paix des Pyrénées un accord nouveau fut conclu entre les généraux des postes d'Espagne et de Flandre d'une part et le général des postes de France d'autre part, afin de régler ce service de la poste d'Espagne en France et en Flandre. A Irun les ordinaires d'Espagne remettaient la malle aux courriers français établis en titre d'office. A Paris, la malle de Flandre était remise à d'autres courriers français. Les courriers devaient s'engager à aller d'Irun à Paris en 5 jours ou 5 jours et demi au printemps et en été, 6 jours ou 6 jours et demi en automne et en hiver. De Paris à Bruxelles on devait mettre de 40 à 42 heures au printemps et en été, de 48 à 50 heures en automne et en hiver. Il était interdit de ramasser en chemin d'autres lettres et paquets que ceux transmis par les ordinaires. Quant au courrier d'Espagne en Italie, il passait par Lyon¹⁴⁹. Ainsi les lettres pouvaient

148. Voir plus haut ch. II. On trouvera quelques indications sur la poste espagnole, mais du point de vue anglais, dans une lettre de sir William Godolphin à Mr Ellis, datée de Madrid le 31 mars 1671. Elle est publiée dans un recueil de lettres de lord Sandwich, lord Sunderland et sir William Godolphin écrites au cours de leur mission en Espagne entre 1667 et 1678. Elles sont groupées sous le titre *Hispania illustrata*, London, 1703, in-8°.

149. Copie de l'accord et règlement fait avec le général des Postes de France à l'intervention du Cte de Fuensaldagne le 15 décembre 1660 (A. E. Corr. polit. Espagne, 39, fol. 302-304),

venir en onze jours de Madrid à Paris ou réciproquement. Elles mettaient quinze ou vingt jours à venir de Cadix à Paris. Le prix entre ces deux villes en était de 12 ou 15 sols¹⁵⁰.

A côté de ce service officiel de la poste il y avait un service de messagerie au moyen de carosses qui transportaient les voyageurs. Vers 1660 c'était la duchesse d'Aiguillon qui en avait la concession et elle en affermait l'exploitation. Son privilège s'étendait de Bruxelles à Paris, et de Paris à Bordeaux et à la frontière d'Espagne. Mais le fermier ne l'exploitait pas tout entier. Vers 1664, on se plaint qu'entre Irun et Bordeaux il n'y avait aucun service pour transporter les voyageurs, sauf des particuliers qui les rançonnaient au figuré, et même au propre dans la traversée des Landes « qui est un pays désert et plein de voleurs¹⁵¹ ». Le fait que la duchesse d'Aiguillon n'exploitait pas cette partie de la route prouve que le trafic devait y être bien peu rémunérateur et bien rare. Le seul avantage que pouvait rapporter le privilège dans ce pays était la conduite des ambassadeurs, des seigneurs et des trains importants jusqu'à la frontière d'Espagne. Mais les marchands n'empruntaient guère cette voie. Ils prenaient le plus souvent par Toulouse, ou mieux pour Cadix passaient par mer.

Mais ces messageries servaient plus ou moins directement à la poste. En 1663 l'archevêque d'Embrun se plaint au Roi de ce que, pour économiser la dépense, les ordinaires d'Espagne prenaient le service des carrosses depuis Poitiers jusqu'à Bordeaux, ou bien attendaient à Orléans, « la commodité du courrier de Bordeaux ». Les messageries marchaient moins vite que le courrier,

150. La Lande-Magon à Pontchartrain, le 20 avril 1698 (Paris, A. N. Marine, B7, 499).

151. *Mémoire sur l'établissement d'une messagerie pour aller de France en Espagne*, s. d., s. sign. (1664) (A. E. Corr. polit. Espagne, 48, fol. 148 v^o),

aussi au lieu de 11 jours la poste en était-elle arrivée à en mettre 16 pour venir de Paris à Madrid. Tout le commerce s'en émut et l'ambassadeur s'en plaignit au Roi¹⁵².

La sécurité de la poste était loin d'être absolue. Le 10 octobre 1666 le consul de France à Cadix, Eon écrivait à Colbert : « (Les lettres) qui viennent directement sont trop connues. Les ministres et le duc de Medina de las Torres, qui est le maître des Postes, font souvent cette méchanceté, même à ceux du commerce, comme je mande à votre Excellence et à M. l'Ambassadeur à Madrid qu'il fallait se précautionner pour l'acheminement des lettres. Je manquai d'en recevoir quatre ordinaires consécutivement¹⁵³ ». En divers passages de la correspondance de La Lande-Magon ou du consul de Cadix, on se plaint de ce que le secret des lettres ait été violé, de préférence au moment des ruptures, et pour découvrir les intérêts des Français dans les Flottes et Galions. C'est ainsi que le 2 novembre 1689, La Lande-Magon écrit à Seignelay pour l'informer qu'à Madrid on ouvrait toutes les lettres venant de France. Ce contrôle était rendu facile par l'habitude qu'avait le maître des postes de Bordeaux de mettre les noms des provinces sur les paquets qui passaient par son bureau. La Lande-Magon demandait qu'il mêlât les lettres de France avec celles de Flandre et d'Italie¹⁵⁴.

Il résulte de cette longue étude que le problème des communications avec Cadix présentait des solutions diverses et qui n'étaient pas toujours très sûres. Elles dépendaient étroitement de la maîtrise de la mer. C'est à la fin du siècle, pendant la guerre de la Ligue d'Augs-

152. L'arch. d'Embrun au Roi, Madrid, 14 février 1663 (A. E. Corr. polit. Espagne, 44, fol. 358 v°).

153. Eon à Colbert, 10 octobre 1666 (Paris, B. N. Mss Mélanges Colbert, 141, fol. 232).

154. Paris, A. N. Marine, B7, 495. Il y fait encore allusion dans une lettre du 13 novembre (*ibid.*).

bourg, que les entraves furent le plus gênantes. Auparavant, la négligence des gouvernements à l'égard des questions économiques et la facilité qu'on trouvait pour corrompre leurs agents permettait aux marchands de continuer, malgré la guerre, leur trafic, par les voies ordinaires. Mais à mesure que les conceptions hollandaises s'étendirent, le commerce fut de plus en plus considéré comme une affaire intéressant l'Etat et il subit davantage les contre-coups des crises politiques. Aux efforts déployés pour la bloquer, la France répondit par des mesures efficaces qui maintinrent ouvertes diverses voies vers le si important marché de Cadix.

CHAPITRE XII

LA COLONIE FRANÇAISE D'ANDALOUSIE

La province d'Andalousie comptait une des plus importantes colonies françaises de l'Espagne. Elle était fixée d'abord à Séville, l'opulente capitale du pays et le plus ancien centre du commerce vers l'Amérique, et aussi dans son avant-port, Sanlucar. Cadix l'avait peu à peu supplantée et avait fixé auprès de sa baie une importante colonie étrangère à cause des facilités de contrebande. Le Puerto de Santa-Maria en face de Cadix regorgeait d'étrangers.

Les villes de résidence.

Séville était une grande ville bien bâtie, portant dans ses rues et sur ses bâtiments la trace d'une richesse ancienne, antérieure à la découverte de l'Amérique et liée à la prospérité de toute une province. Le commerce américain y avait fait surgir une animation nouvelle et toute une administration. Les familles nobles de la province et une bourgeoisie nombreuse, adonnée au commerce et aux emplois publics, en faisaient leur résidence, et, pendant le ^{xvi}e siècle et la première moitié du ^{xvii}e, elle attira les marchands étrangers. Puis cette grande animation tomba. La seconde moitié du siècle, en amenant le déplacement des transactions vers

les ports de la côte, entraîna les commerçants espagnols et étrangers vers la baie de Cadix. Quand le P. Labat la vit en 1706 elle était en train de se dépeupler, et l'on prévoyait la décision qui transférerait à Cadix, avec les services de la Contratacion, les derniers restes de l'activité transocéanique de la vieille place commerciale. Le P. Labat nous la dépeint comme une ville aristocratique, fière de son passé, pleine de couvents, dont les moines cheminaient dignement à travers les rues, montés sur des mules, avec de grands chapeaux sur la tête le manteau étalé sur la croupe de l'animal, et suivis d'un serviteur à pied armé d'une longue épée¹. L'exotisme y avait laissé des traces sous la forme d'esclaves noirs qu'on chargeait des travaux pénibles². La colonie française y était surtout représentée par des gens de petite condition et quelques commerçants presque hispanisés³.

A l'embouchure du Guadalquivir le port de Sanlucar de Barrameda servit, tant que dura la prépondérance de Séville, de tête de ligne à la navigation des Indes. Comme c'était là que se faisait le chargement des Galions et des Flottes, et comme c'était l'étape obligatoire de la remontée du Guadalquivir pour les marchandises destinées à Séville, elle présentait une certaine animation qui s'apaisait entre les arrivées et les départs des convois. Elle suivit Séville dans sa décadence. A la fin du xvii^e siècle c'était une petite ville fortifiée aux murs éboulés en certains endroits, fort jolie, bien bâtie mais quelque peu somnolente. Elle était encore fréquentée

1. *Voyage du P. Labat, de l'Ordre des frères prêcheurs, en Espagne et en Italie*, Paris, 1730, 8 vol. in-12, t. I, p. 374.

2. Abbé de Vayrac, *Etat présent de l'Espagne, 1718-1719*, t. II, p. 225. L'auteur est resté vingt ans en Espagne et est rentré en France en 1711.

3. Labat, p. 360. Son hôtelier à Séville était un Provençal qui ne savait pas le français. Il eut recours pour se faire adresser ses lettres à un négociant français hispanisé « portant lunettes et golille ».

par les vaisseaux étrangers à cause des facilités qu'ils y trouvaient pour la contrebande. Mais la colonie étrangère l'avait désertée⁴.

Le véritable cadre où se mouvaient les étrangers, et en particulier les Français, était Cadix, ville fort curieuse et qui mérite une description plus détaillée. A l'origine c'était un simple *presidio*, c'est-à-dire une forteresse côtière chargée de surveiller la mer et de servir de point d'appui à la flotte de guerre. Le site où elle est bâtie est admirablement approprié à cet usage. Elle est placée à l'ouest d'une île allongée de six lieues sur trois, orientée vers le nord-ouest et séparée de la terre ferme par un chenal assez étroit pour qu'on pût le franchir par un pont, le Puente de Suazo. L'île, très étroite au Sud-Est, si bien que l'eau de la mer et celle de la baie laissaient entre elle un chemin ou quatre carrosses n'auraient pas passé de front, s'élargit au Nord-Ouest, et c'était là que s'étaient serrées les maisons de la ville. Le rivage, continuellement rongé du côté de la haute mer, est escarpé. Au nord il s'avance en pointe et se prolonge en mer par des écueils dangereux ; à l'est, vers la baie il projette deux promontoires : la punta de Santa-Cruz et le Puntal qui délimitaient le port. En face du Puntal la côte de la terre-ferme projette une avancée plate qui rétrécit la baie, laissant un passage d'une petite lieue. Le fond de la baie constitue donc un abri assez sûr contre les vents et l'ennemi d'environ trois lieues sur deux. L'avant-baie sur laquelle donne le port proprement dit est beaucoup plus largement ouverte. La ville était entourée de murailles et de bastions et pourvue d'une artillerie qui impressionna en 1659 l'abbé Bertaut⁵.

4. Vayrac, t. II, p. 230 ; Labat, t. I, p. 357.

5. Bertaut, *Journal du Voyage en Espagne*, Paris, 1669, in-4°, p. 129 et suiv. ; Vayrac, t. II, p. 232 et suiv.

Bien que Vayrac eût trouvé les maisons « bien bâties, fort propres et fort belles, tant au-dedans qu'au dehors » le P. Labat se montra assez déçu. « Il n'y a point d'églises plus laides et plus grossièrement bâties que celles de Cadix, le palais épiscopal a l'air d'une prison, et, à la réserve de vingt-cinq ou trente maisons, tout le reste est très médiocre, sans goût, sans commodité, sans ornements. A l'égard des rues, si on en excepte la calle Neuve, qui sert de bourse, où s'assemblent les commerçants, deux ou trois qui sont vers l'hôpital le campo Sancto (*sic*) et le quai devant le port, toutes les autres sont étroites, tortues, mal pavées, malpropres à l'excès; et comment seraient-elles propres, puisque tout le monde sait que les Catisiens sont les plus négligentes créatures qui soient sorties des mains de Dieu ? Je conviens qu'il y a deux places à Cadix et qu'elles sont assez grandes pour contenir tous les habitants de la ville et les étrangers, mais il ne faut pas crier au miracle pour cela; car, s'il y a cinquante mille âmes dans Cadix d'habitants ordinaires, et encore autant d'extraordinaires dans le temps du départ ou de l'arrivée des Galions, c'est tout ce qu'on peut passer à notre auteur et encore ne faut-il pas qu'il se plaigne⁶ ».

La sévérité du P. Labat est une réaction contre l'enthousiasme dithyrambique du P. Jerónimo de la Concepción, auteur d'un livre dépourvu d'esprit critique, et auquel il fait allusion ici. Il est probable cependant qu'il a vu assez juste, car tous les témoignages sont d'accord pour dire que la place manquait à Cadix et que les loyers y étaient très chers. C'était donc une petite ville, si on la compare à la grande métropole sévillane, mais c'était une ville singulièrement tassée sur son rocher. L'invasion du commerce était due à l'existence

6. Labat, t. I, p. 98.

de cette large baie, d'accès facile en venant de la haute mer, et assez vaste pour contenir de 400 à 500 navires, abri exceptionnel sur l'inhospitalière côte andalouse. Mais si les conditions nautiques étaient favorables, les conditions d'habitation et d'entrepôt l'étaient peu. La ville ne pouvait pas s'étendre suivant les fluctuations du commerce, et l'afflux de visiteurs qui la remplissaient par intermittence au moment des départs et des arrivées des Flottes, produisait un encombrement inexprimable.

Le séjour semble en avoir été peu agréable. Elle était tantôt rudement balayée par les vents, tantôt brûlée par le soleil. Il s'élève en effet parfois dans les parages du détroit de Gibraltar des vents d'est violents qui font voler les papiers et la poussière jusqu'à la hauteur des maisons. A d'autres moments, quand souffle la brise de nord-ouest, la partie septentrionale de la ville, qui est plus élevée, abritant les quartiers de l'est et du sud, intercepte la fraîcheur de la mer. A la fin du *xvii^e* siècle les rues étaient pavées de cailloux de silex fort inégaux. « N'y ayant d'autres lieux publics que le milieu des rues, dit un voyageur, les carrosses remuant ces ordures que l'on y renouvelle tous les matins sans les nettoyer jamais, causent une si grande puanteur que pour n'en être point infecté, il faudrait être aussi parfumé que le sont les Espagnols⁷ ». La ville manquait d'eau. Le P. Labat nous informe qu'il n'y avait ni fontaine, ni eau courante. Plusieurs maisons avaient des citernes, mais les propriétaires les gardaient pour leur usage personnel, ou bien ils en vendaient l'eau à des marchands ambulants. Il y avait quelques puits hors de la ville, que les propriétaires avaient entourés d'un mur et pourvus d'un gardien qui vendait l'eau. Les

7. *Mémoire sur la ville de Cadix* (envoyé par M. de Beauharnais le 3 octobre 1699) (Paris, A. N. Marine, B7, 222).

marchands d'eau étaient donc une institution essentielle sans laquelle la vie n'aurait pas été possible. C'étaient le plus souvent des Français, qui trouvaient leur nourriture et leur logement dans un coin des maisons riches, et des hôtelleries, qu'ils ravitaillaient en eau en échange, et où on leur confiait les gros ouvrages. L'eau coûtait donc cher et on la ménageait, ce qui explique la saleté des rues. « Il en coûterait moins à Paris, écrit un voyageur, d'y enivrer quatre Suisses, qu'ici arroser une chambre⁸ ». Le terroir de l'île était trop étroit et trop peu productif pour fournir les légumes et les aliments nécessaires : tout devait venir par mer de l'autre côté de la baie, et la vie était fort chère. Aussi M. de Beauharnais pouvait-il écrire en 1699 : « Il n'y a jamais eu de ville plus mal située pour la commodité de ses habitants que Cadix ».

La proportion des étrangers dans la population était considérable : la plupart des gens de métiers, une bonne partie des négociants étaient d'origine étrangère. Labat parle du « nombre médiocre d'Espagnols qui l'habitent⁹ ». Cependant les mœurs d'Espagne dominaient et les étrangers s'assimilaient vite. Comme dans tous les pays méridionaux on vivait dans la rue. Là se coudoyaient tout le long du jour les habitants et la population flottante des vaisseaux, toujours très nombreux dans la rade, et qui descendait à terre pour ses affaires, ses besoins ou ses plaisirs. La rue Neuve était le centre de l'animation : elle servait de bourse et deux fois par jour s'y assemblaient, dit Labat, les marchands, les nouvellistes et les fainéants, et il ajoute que ces deux dernières catégories faisaient plus des trois quarts et demi du peuple. Dès qu'on entendait l'angélus, à

8. Labat, t. I, p. 285 et suiv.; *Mémoire sur la ville de Cadix* (1699 déjà cité).

9. Labat, t. I, p. 274.

midi et au soir, la foule se taisait et on aurait entendu voler une mouche pendant que se récitait la prière. Puis le bruit recommençait comme auparavant et, peu après, chacun s'en allait dîner et souper. Aussitôt après l'angélus on fermait les portes et les marins des vaisseaux en rade se retiraient à leur bord¹⁰.

Le P. Labat s'est naturellement intéressé aux couvents qui étaient très riches. Ils envoyaient dans la ville des quêteurs pour recueillir des aumônes. Chacun d'eux était *abonné* à son couvent, s'engageant à rapporter une certaine somme par mois ou par semaine, ce qui les rendait très importuns. Ils entraient dans toutes les maisons, parcouraient les rues grouillantes, le port et même les vaisseaux. Ils portaient une boîte en forme de reliquaire avec un tronc derrière : il fallait baiser la relique et donner une aumône. Le P. Labat nous dit qu'il fallait faire l'un ou l'autre sous peine de se faire soupçonner d'hérésie et d'avoir maille à partir avec l'Inquisition. Ce tribunal n'était cependant pas aussi rigoureux à Cadix qu'ailleurs « parce que le commerce y attirant des gens de toute sortes de religion, on le ruinerait bientôt si on voulait les gêner sur ce point¹¹ ».

La vie de société n'existait guère. Beauharnais remarque « le peu de commerce que les Espagnols ont avec les femmes » et leur peu de sociabilité entre eux et plus encore avec les étrangers. Les femmes vivaient cloîtrées chez elles, un peu à la manière orientale, et notre voyageur n'avait pu en voir que deux parmi les femmes de qualité, et encore « avec un cérémonial d'autant plus incommode pour nous qu'il nous jette hors de notre air naturel ». Les étrangers tous occupés de leurs affaires,

10. Labat, t. I, p. 19.

11. Labat, t. I, p. 279-280.

et il faut ajouter, souvent mariés avec des femmes du pays, vivaient à l'espagnole.

Il y avait en 1699 un théâtre, que Beauharnais compare à une grange, avec des loges grillées pour les femmes, et une décoration assez pauvre. Il y régnait une chaleur insupportable car les représentations avaient lieu de jour¹².

La population qui vivait du trafic de la baie avait débordé hors de la ville et avait fait la fortune du petit port de Puerto de Santa-Maria en face de Cadix à l'embouchure du Guadalete. « La ville, dit Labat, est plus grande que Cadix, mieux percée, les rues plus larges, le terrain où elle est bâtie est uni, et tous les environs extrêmement gras et bien cultivés, grâce aux Auvergnats, Limousins et autres Français qui y viennent travailler. Les maisons sont fort belles. Elle est remplie de quantité de négociants français, anglais, hollandais, génois et autres. Elle est sans défense, n'ayant que de simples murailles, abattues en bien des endroits, avec un petit château qui lui sert de citadelle¹³... »

Telles étaient les villes andalouses où la colonie française était la plus nombreuse et la plus riche. Voyons maintenant de quels éléments elle se composait.

La colonie française : les marchands.

Ce qui intéressait le plus le Roi de France c'était les négociants établis dans les villes andalouses pour y vendre les marchandises de France et en retirer les métaux précieux. On ne les voit pas apparaître avant le xvi^e siècle, comme nous l'avons vu plus haut, et ils ont vraisemblablement commencé par être des marchands

12. *Mémoire sur la ville de Cadix.*

13. Labat, t. I, p. 347.

de passage qui accompagnaient leurs marchandises. Même, si nous en croyons certains auteurs, les négociants français établis à l'étranger auraient été encore très rares à la fin du siècle. Parlant de l'époque de Henri IV, qui fut une époque de difficultés pour les Français au dehors, mais en même temps de grand développement pour les exportations françaises, M. Fagniez nous dit qu'à Londres il y avait un seul négociant français qui ne fût pas naturalisé, et que s'il y en avait davantage en Espagne, ils y étaient très peu nombreux¹⁴. Montchrestien, dans son *Traité d'économie politique*, écrivait en 1615 : « Que vos Majestés prennent la peine de s'enquérir si nos marchands ont quelques commissionnaires, j'entends pour manier leur argent et leur amasser les marchandises du pays au préjudice des citoyens, espagnols en Espagne, anglais en Angleterre, flamands en Flandre. Si l'on vous en nomme un, ce sera un corbeau blanc¹⁵ ».

Nous croyons que ces appréciations sont exagérées, du moins en ce qui concerne l'Espagne. Il est en effet abusif de ne compter comme marchands français à l'étranger que ceux qui ne sont pas naturalisés, car la notion juridique de nationalité est encore à cette époque très flottante. En Espagne, les lettres de naturalisation, étaient recherchées surtout pour avoir le droit de faire du commerce aux Indes, mais quand il s'agissait de cas où la politique était en jeu, les autorités espagnoles ou les marchands se conduisaient d'après leur intérêt du moment en interprétant les textes à leur avantage¹⁶.

14. Fagniez, *Le commerce extérieur de la France sous Henri IV* (*Revue historique*, 1880, t. XVI, p. 10).

15. Montchrestien, *Traité de l'Économie politique*, cité par Fagniez, p. 21, p. 84.

16. D'après une lettre de Pény, secrétaire de l'ambassade de France à M. Hotman, à Paris, le 18 août 1632 (A. E. Corr. polit. Espagne, 16, fol. 404), à un moment de tension entre la France et l'Espagne, le Roi

D'ailleurs, même pour l'époque de Henri IV, nous avons de nombreuses indications qui attestent l'existence de négociants français établis à demeure en Espagne. Vers 1589 quelques habitants de Vitré, chassés de chez eux par l'arrivée des huguenots, vont se fixer en Espagne, avec laquelle ils avaient depuis longtemps des rapports d'affaires¹⁷. Dans les instructions qu'il donne au sieur de Sancerre, allant en Espagne comme ambassadeur de France en 1598, Henri IV, fait allusion aux « communautés de Séville et de Saint-Lucques ». Dans le même document, il parle de trois marchands de Bayonne, Arnaud du Fau, Bertrand Jardin et Pierre de Harambur, qui résidaient depuis huit ans à Séville et qui désiraient se retirer en France¹⁸. Frain dans son ouvrage sur les *Vitréens et le commerce international* et dans sa brochure sur *le commerce des Vitréens en Espagne* (1629-1630), nous signale un certain nombre de noms de marchands établis depuis longtemps en Andalousie et même mariés avec des Espagnoles¹⁹. Contrairement à ce qu'affirme Montchrestien, ces marchands

Catholique interdit de délivrer aux Français *naturalisés* les retours des Indes qui leur revenaient. La même interdiction frappa les fils de Français nés en Espagne. Or ces deux catégories de personnes étaient dans d'autres circonstances considérées comme des Espagnols, témoin Lanfran David, marchand de Séville, naturalisé en 1631, et qui obtient pour cette raison la restitution de ses biens confisqués en 1635 lors de la déclaration de guerre.

17. Frain, *Les Vitréens et le commerce international*, p. 42.

18. A. E. Corr. polit. Espagne, 11, fol. 412 et suiv.

19. Jean le Moyne, fils de René, sieur des Ormeaux, s'établit dans la Péninsule; Jean du Verger de la Boudie épousa Dominique Bernarde de Morales y Mascarenes; Alphonse Charil, sieur de la Réauté épousa Doña Maria Isabel Ramos y Villaran. Un certain Gaffard se maria en Espagne et y résida de quarante à quarante-cinq ans. Nous avons également une lettre du 20 octobre 1606 adressée par un certain Nicolas Miaulays, originaire de Vitré, établi à Cadix, à son cousin et correspondant de Sanlucar, Esteban Frain (Frain de la Gaulayrie, *Les Vitréens et le commerce international*, p. 54 et 58, note 1). Dans sa brochure sur *Le commerce des Vitréens en Espagne*, 1629-1630, Vitré, 1898, Frain nous cite encore le cas d'un nommé Hévin, arrivé en 1610 en Espagne, marié à Sanlucar où il eut un fils et trois filles. Il y mourut en 1630. Il n'avait d'ailleurs pas l'intention de s'y fixer, car il écrivait à Vitré qu'on lui achetât une terre et une maison.

faisaient de la commission. Le Vitréen Hévin établi à Séville agissait parfois pour son compte, mais le plus souvent pour celui d'une société dont il faisait partie, ou comme courtier de ses parents ou de ses amis. Un de ses compatriotes, Nicolas Miaulays, agissait comme commissionnaire d'André Morel, également de Vitré. Esteban Frain, de Sanlucar, qui est dit dans une lettre « marchand français » remplissait le même office.

En 1625, à l'occasion des difficultés qui s'élevèrent entre la France et l'Espagne et de la représaille qui fut exercée contre les Français, nous pouvons nous faire une idée de l'importance de la colonie d'Andalousie. Nous relevons au bas d'une lettre adressée à l'ambassadeur de France le 15 avril 1625 onze signatures de marchands français notables établis à Séville. Il est vraisemblable que tous les négociants en gros ont tenu à signer²⁰. La même année nous relevons douze signatures au bas d'une plainte semblable adressée à l'ambassadeur par les marchands français de Cadix²¹.

Pour l'année 1670 nous possédons divers documents qui se complètent et nous permettent de dresser une liste probablement exacte des négociants français de Cadix : c'est d'abord une lettre adressée par eux à Colbert au sujet d'un différend survenu entre eux et les capitaines de navires à propos du droit d'avaries. Elle est jointe à une lettre de Catalan du 27 avril 1670. A propos d'une autre affaire qui a troublé la colonie à cette époque, l'affaire Simon Salet, nous connaissons une liste de sept députés de la Nation et d'un certain

20. A. E. Corr. polit. Espagne, 14, fol. 117, 158. Voici les noms : Charles Hélot, Jacques Thorez, Claude Dayncant. P. Lafarge Jean Gautier, Lanfran David, Nicolas Auger, Jacques Trublet, Pantinague, Nicolas Blondel, Jacques Bulet (Boulet).

21. *Ibid.*, fol. 116. Voici les noms : Allain, Allain Martin, Paul François, de la Haya (de la Haye), Julien Martin, Allais Magon, Richard Daulard, Romain Le Taneux, Desnos, François Vall(?), François Pepin, Guillaume Clement.

nombre d'autres Français devant lesquels ils comparurent pour rendre des comptes. En complétant ces documents les uns par les autres, nous pouvons dresser une liste de vingt et un noms²².

Nous avons un peu plus tard une autre source de renseignements dans les papiers relatifs à la représaille de 1673. On y trouve des relevés des Français établis dans les villes d'Andalousie qui sont parfois très précis, parce que nous y trouvons, outre des noms, des indications de profession et même d'âge²³. A cette date il n'y avait plus à Séville que cinq Français qualifiés de *mercader*, c'est-à-dire de négociant en gros; à Sanlucar il n'y en avait aucun, bien que la colonie française fût assez nombreuse, par contre à Cadix on en comptait douze. Il y a donc eu une forte diminution par rapport à l'année 1670, c'est la conséquence de la guerre. Peut-être

22. Voir la lettre de Catalan du 27 avril 1670 (A. E. consul. Cadix, I, fol. 41 v°). Elle fournit les noms suivants : Jacques de la Fosse, Jacques de la Carterie, Nicolas Le Fer, P. de la Praya, A. Barbier, G^{mo} (Guillermo) Gentil, F. de Balze, Thomas de la Haye, Jean d'Apremont, Richard Bailleul, Jean Besnier, Jean Ant. Fontaine, Jean Tranchant, M. Cohue, Mathieu Marin, François Le Breton, Julien Gaudin. — Un mémoire en espagnol adressé à la Reine régente par Catalan, joint à sa lettre à Colbert du 19 janvier 1670 au sujet de l'affaire Simon Salet (*ibid.*, Cadix, t. I, fol. 23), et une pièce annexe à sa lettre du 1^{er} octobre 1670 (*ibid.*, fol. 87) fournissent les noms suivants : 1° sept députés de la Nation : François Lanier, Guillaume Gentil, Jean Magon, Pierre Belin, Jean Tranchant, Jean Besnier, Nicolas Beltran; 2° d'autres négociants devant lesquels ils comparaissent : Nicolas Lemercier, Jean Lambert Fontaine, Jean Dufau, La Carterie, Jacques de la Fosse, Mathieu Marin, Jean d'Apremont, Ambroise de la Croix. Le mémoire en espagnol indique que en 1670 Pierre Belin et Nicolas Beltran étaient morts et que Jean Magon était en France. Il ne resterait donc plus que vingt et un noms.

23. La relation concernant Séville est du 9 juillet 1674 (A. I. Contratacion, 15-4-161); celle de Sanlucar, du 28 août 1674 (*ibid.*, 15-4-172); celle de Cadix, du 17 août 1674 (*ibid.*, 12-6-694). Voici les noms : 1° à Séville : Pedro Salban, Mathias Caro, J. Clemente de Oliveros, Luis de Salafraña, J. Camales; 2° à Cadix : Francisco Laniez, Juan Lamberto Fontana, Pedro Magon, Juan du Fau, Pedro Tranchant, Nicolas del Hierro (Le Fer), Luis Gentil, Diego Goron, qui sont qualifiés de *mercaderes*, auxquels il faut ajouter 4 *corredores de lonja* (courtiers en marchandise), Miguel de los Reyes, Juan Pedro Thiram, Matheo Martin, Jacinto de Flores.

aussi les documents de la représaille ne sont-ils pas complets. En tous cas la disproportion entre Séville et Cadix saute aux yeux : Cadix l'emporte et de beaucoup.

En 1682, dans une assemblée qui réunissait les marchands et les capitaines de navires présents en rade, on relève quinze noms qui peuvent être ceux de commerçants, les autres étant identifiés comme étant ceux des capitaines²⁴. Une autre réunion analogue du 7 février 1685 nous fournit quatorze noms de négociants²⁵. Une représentation adressée à Seignelay le 31 mars 1685 est signée de sept noms, qui sont probablement ceux des Députés de la Nation, et elle nous fournit deux noms nouveaux²⁶. Si nous complétons les uns par les autres ces divers documents nous obtenons pour la période 1682-1685 un total de 27 noms. C'est un chiffre maximum, car en trois ans il a pu se produire quelques changements dans la composition de la colonie, d'autant plus qu'il y a eu rupture et représaille en 1683, mais si

24. *Copie de la représentation faite à M. le Marquis de Preuilly par les marchands et capitaines faisant le corps du commerce de France à Cadix* (14 juillet 1682) (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 50). Voici les noms des marchands : Villebague-Eon, Fontayne, Lanier, Boyetet frères, Villescots Le Fer, Pierre Eon, Pluvinais le Breton, Grout, Gilles Feré, Jean Besnier, de Lanat, Nicolas Baudran, Buisson, de Bouillon de Launay, Bellisle Lepin.

25. Il s'agit d'une réunion des *principaux* négociants et des capitaines que désirait consulter le comte de Béthune, commandant d'une escadre française. On y trouve les noms suivants : de la Chaisne de la Haye. Antoine Fontaine, François Chevallier, Gilles Feré, A. Barbier, P. Eon. Joseph Lanier, A. Debaize, A. de la Praye, Jean Eon, Jean Dufau, E. de Caubia, Grandville Locquet, George Morrogh copie de procès-verbal jointe à la lettre du 5 février 1685 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 248).

26. *Mémoire et représentation des négociants français à Cadix adressé à Mgr le Marquis de Seignelay pour l'informer de l'état présent des affaires de la nation en leur commerce des Indes* (31 mars 1685) (Paris, A. N. Marine, B7, 211). On trouve la signature de P. de la Haye, Ant. Fontayne, Frisblant, P. Eont, Grout, François Encoignard, A. de Baize (les noms soulignés sont les deux noms nouveaux). Un peu plus tard, en pleine guerre, en 1692, nous trouvons au bas d'une représentation adressée à Pontchartrain les signatures suivantes qui sont presque identiques : François Encoignard, P. Eon, Joseph Lanier, Antoine Fontaine, Jean de Gassie, de la Chesnes de la Haye, Joseph de la Haye (Paris, A. N. Marine, B7, 216).

nous retenons seulement l'année 1685 nous trouvons au moins 16 négociants.

Enfin nous possédons un document précieux pour la fin du siècle, c'est le procès-verbal de l'assemblée de la Nation du 9 décembre 1700, convoquée après la mort du consul Pierre Catalan. Il résulte de ce procès-verbal et d'un rapport du chancelier daté du 12 janvier 1701 que la Nation tout entière était présente et qu'elle comprenait 29 personnes, non compris le vice-consul et le chancelier²⁷.

L'étude des signatures permet de constater la stabilité de la colonie française de Cadix dans la catégorie des négociants. On retrouve sans cesse les mêmes noms. Seuls parfois les prénoms changent, ce qui indique l'existence de véritables dynasties de marchands français. Ainsi nous trouvons le nom de la famille de la Haye dès 1625, et il est successivement porté par Thomas de la Haye (1670), P. de la Haye (1685), Joseph de la Haye (1692, 1700), Vincent de la Haye (1700), de la Chesnes de la Haye (1685 et 1692). Le nom des Magon apparaît aussi en 1625 avec Allais Magon, puis avec Jean Magon en 1670, Pierre Magon en 1674, François-Auguste Magon en 1700. Nous avons la signature d'un François Lanier en 1670 et 1674, d'un Lanier en 1682, d'un Joseph Lanier en 1685, 1692 et 1700. Nous relevons successivement un Jean Antoine Fontaine en 1670, un Jean Lambert Fontaine en 1670 et 1674, un Fontaine en 1682, un Antoine Fontaine en 1682 et 1692, un Jean Lam-

27. Voir ces documents dans Paris, A. N. Marine, B7, 225. Voici les noms relevés : Jean Dufau, Guillaume Eon (Sr de la Villebague), Joseph Lanier, Joseph de la Haye, Jean Lambert Fontaine, Joseph Barbier, Georges Trublet, Vincent de la Haye, Jean-Baptiste Masson, de Braumer Dufresne, André Achard, Jacques Sarstfield, Nicolas Le Gobien, Allaires Galpaert, Balthezard Robert, Lejay de la Ferrière, Macé, Pierre Lardy Charreton, Allain et M. Dufresne, Magon (François-Auguste), Thomas Lesrat, Paul Elary, Simon Marcot, Thomas Salmon, Jacques Lorian. Il faut ajouter Aignan des Frisches qui s'est séparé de l'assemblée.

bert Fontaine en 1700. Il existe un Jean Tranchant en 1670, et un Pierre Tranchant en 1674. La famille Eon est représentée par Guillaume Eon, sieur de la Villebague en 1682 et 1700, Pierre Eon en 1682, 1685, 1692, Jean Eon en 1685, sans compter le consul Eon de Villegille, qui fut le prédécesseur de Catalan. On rencontre un Guillaume Gentil en 1670 et un Louis Gentil en 1674; un Nicolas le Fer en 1670 et 1674, et un Villescós Le Fer en 1682; un P. de la Praya en 1670 et un A. de la Praya en 1685; un A. Barbier en 1670 et 1685 et un Joseph Barbier en 1700; un F. de Baize en 1670 et un A. de Baize en 1685; un François Le Breton en 1670 et un Pluvinais Le Breton en 1682. Nous trouvons enfin la trace du transfert d'une maison de commerce de Séville à Cadix, puisque Arnaud du Fau est signalé à Séville en 1598 et Jean du Fau à Cadix en 1670, 1674, 1685 et 1700.

Savary nous apprend que les commissionnaires qu'entretenaient à Cadix les commerçants français étaient généralement leurs fils ou des gens de leur famille. Nous en avons la confirmation par une lettre de La Lande-Magon du 13 octobre 1686, qui rapporte qu'il a établi depuis deux ans son fils aîné dans ce port²⁸, et mieux encore par la relation de tous les Français de Cadix faite le 17 août 1674 à l'occasion de la représaille²⁹. Sur les quatorze commerçants qu'elle contient, il y en a six qui sont signalés comme célibataires. Enfin Villars écrivait au Roi le 25 janvier 1680 : « Le consul de Cadix se plaint aussi, Sire, que les marchands français n'y envoient que des jeunes gens imprudents et sans conduite, dont le commerce reçoit un notable préjudice³⁰. » Le métier de commissionnaire à Cadix apparaît donc comme une école destinée à former

28. Paris, A. N. Marine, B7, 492.

29. A. I. Contratacion, 12-6-69â4.

30. A. E. polit. Espagne, 64, fol. 244.

les chefs de maison en France. En principe on ne faisait qu'un séjour plus ou moins long à Cadix et, quand l'âge venait, on rentrait au pays natal riche d'expérience, pour être remplacé par un parent plus jeune qui se formait à son tour aux affaires.

Cependant les séjours en Espagne étant assez longs, il arrivait que le jeune commissionnaire s'y mariait avec une femme du pays. Nous avons vu le cas se présenter dès le début du xvii^e siècle parmi les Vitréens que signale Frain. En 1674 tel était encore le cas de François Lanier et de Miguel de los Reyes. Ceux-ci devaient être plus enracinés à Cadix que les autres. Leurs enfants prenaient tout naturellement leur succession sans quitter leur famille. Ils avaient tendance à se fondre parmi les Espagnols. Allaient-ils faire leur éducation en France? Aucun document français ne permet de le dire, mais un auteur espagnol l'affirme³¹. Il est probable qu'il n'y eut à ce sujet aucune règle et que la conduite des parents dépendit des circonstances.

Boutiquiers et artisans.

A côté des négociants en gros et des courtiers, il y avait dans la colonie française d'Andalousie un grand nombre de boutiquiers (*tenderos*), d'artisans et de marchands ambulants. En 1674 ils constituaient la plus grande partie de la colonie de Séville. Sur 87 Français relevés à Séville à cette date, nous trouvons onze chaudronniers, huit boutiquiers sans indication de spécialité, quatre marchands de peignes, trois tourneurs, trois marchands de poisson, trois marchands de vin en gros, deux marchands de vin au détail, un marchand de vin ambulant, deux boulangers, deux pâtis-

31. Juan de Castro dans son mémoire de 1668, dit que les étrangers s'arrangent pour se marier à Cadix afin que leurs enfants jouissent des privilèges des Espagnols, mais qu'ils les envoient élever à l'étranger pour apprendre le commerce et les langues chez leurs oncles ou aïeuls. Ils ont naturellement de l'inclination pour le pays où ils ont été élevés.

siers, deux bouchers, deux propriétaires de taverne, deux marchands de vinaigre, un marchand de dentelles, un mercier, un chapelier, un cordonnier, et sept ou huit marchands ambulants clairement désignés comme tels; pour le reste (environ vingt-cinq) la profession n'est pas signalée, mais ils paraissent, en dehors des négociants, des gens de petite condition. Dans le reste de la province de Séville on ne trouve ni un négociant, ni même un boutiquier, les Français sont signalés par leur nom seulement et devaient être d'humble condition.

A Sanlucar la relation de représaille nous signale, en 1674, cent-soixante et un noms de Français; sur ce nombre, assez élevé pour une petite ville, on trouve relativement peu de commerçants, deux chaudronniers, deux chapeliers deux boulangers, deux savetiers, un marchand de fruits, un charpentier, un serrurier, deux rémouleurs ambulants. Le reste est constitué par des domestiques ou des ouvriers. La relation de Cadix à la même date comporte quatre-vingt-quinze noms de Français. La proportion des marchands de boutique et des artisans est assez considérable : on trouve vingt-quatre boulangers, huit boutiquiers non spécifiés, quatre hôteliers, quatre taverniers, quatre save-tiers et cordonniers, deux orfèvres, deux chaudronniers, un charpentier, un marchand d'eau-de-vie, un chapelier, un sellier, un rémouleur.

Les marchands ambulants.

Il faut faire une place à part parmi les marchands à ceux que l'on appelle dans les documents espagnols *buhoneros* ou *caxeros*, c'est-à-dire colporteurs³². La plupart étaient fran-

32. Voir sur ce sujet le Mémoire de Martínez de la Mata, réimprimé par Campomanes, *Apendice a la educación popular*, t. IV, p. 158 et suiv. Voir aussi : *Copia de la Carta que el embajador de Francia escribe al Sr marques de los Balbases, ministro de Estado, y comisario de su embajada*,

çais, les autres étaient portugais ou espagnols. Ces derniers vendaient des légumes et des fruits, ou bien achetaient dans les boutiques de détaillants et n'étaient que des revendeurs. Les Français venaient de France avec leur pacotille et se réapprovisionnaient chez les marchands en gros. Ils vendaient généralement de la mercerie et des étoffes, d'autres du vinaigre, et à Cadix, ville mal approvisionnée en eau, ils vendaient de l'eau. Les colporteurs parcouraient les rues offrant du fil de Portugal, et, quand en 1650 le commerce fut interdit avec ce pays, du fil de Flandre (*hilo de Flandes*). Ils pénétraient dans toutes les maisons, les riches et les pauvres, jusque dans les coins les plus retirés avec une grande audace pour placer leurs marchandises. Ils se portaient aussi acheteurs à bon prix des bijoux d'or et d'argent qu'on voulait vendre. Martinez de la Mata, qui nous rapporte le fait, les accuse d'avoir été trop souvent les recéleurs de domestiques voleurs avec lesquels ils négociaient sans témoin. Ils payaient les métaux en étoffes par une espèce de troc où ils étaient passés maîtres. Le commerce des vieux métaux précieux finissait par être pour eux le principal, et le cri de « Fil de Flandre » devenait une espèce de mot de passe, pour avertir les gens désireux de se débarrasser de vieux bijoux ou de vieille vaisselle plate qu'il y avait là une occasion de vente avantageuse. Les gens ruinés, désireux de sauver la face, s'adressaient à eux parce qu'ils étaient discrets et qu'ils payaient plus cher que les orfèvres établis : en effet ils n'avaient pas de frais et ils payaient la valeur qu'auraient ces métaux hors du Royaume. Tous ces métaux étaient fondus par eux dans des repaires connus d'eux seuls, et transformés en lingots, qu'ils faisaient passer à l'étranger cachés dans des ballots de laine espagnole et d'autres marchandises.

su fecha de 21 mayo 1680 (A. E. Corr. polit. Espagne, 64, fol. 383-388). Le premier de ces documents expose le point de vue espagnol, le second le point de vue français sur la question. La plupart des détails qui suivent leur sont empruntés.

Les Rois d'Espagne n'ont jamais été favorables aux colporteurs. C'étaient des gens qu'on ne pouvait pas surveiller facilement et qui avaient trop de propension à vendre des choses défendues. De plus ils faisaient une concurrence, qualifiée de déloyale, aux marchands de boutique, ayant pignon sur rue et qui payaient les impôts. Une pragmatique du 27 mars 1627 interdisait ce commerce ambulante et surtout la négociation à domicile³³. Mais cette loi ne fut pas appliquée.

Les joailliers de Madrid, rudement concurrencés dans le trafic des métaux précieux firent un procès à la corporation des colporteurs en 1642 et eurent gain de cause. On décida d'appliquer la loi. Les *caxeros* firent opposition, furent déboutés en 1645, se firent soutenir par la ville de Madrid, furent de nouveau battus, et finirent par offrir au Roi un cadeau de 500 ducats pour obtenir une cédula favorable, le 18 mai 1646. Les joailliers découragés, renoncèrent, et les colporteurs demeurèrent à Madrid libres d'opérer comme auparavant.³⁴ Ce long procès intéressait surtout la capitale, mais il n'est pas possible d'admettre qu'il ait été sans répercussion sur le reste de l'Espagne, et en particulier sur les villes d'Andalousie, où la rigueur des lois n'était guère en usage.

Vers la fin de la guerre avec la France, après l'interdiction prononcée en 1650 contre les marchandises françaises et portugaises, l'activité des *caxeros* dut paraître nuisible et l'on finit par remettre en vigueur la loi de 1627 par une ordonnance du 15 octobre 1657³⁵. La préoccupation d'empêcher l'introduction des marchandises de contrebande et la sortie des métaux précieux est visible dans ce document. L'ordonnance de 1657 ne semble pas avoir été appliquée

33. *Nueva Recopilación de las Leyes de Castilla*, lib. VII, tit. 20, l. 3.

34. Mata, *loc. cit.*

35. *Representación de los 17 gremios de Sevilla* (1700) (Impr. Sevilla, A. M. Sección especial, XVIII^e siècle, t. XIV, n° 2).

longtemps, si nous en croyons une représentation des dix-sept corporations ou *gremios* de Séville adressée au Roi en 1700. En 1676 les *gremios* se plaignirent au Roi et au Conseil de Castille de ce que les étrangers — et sous ce nom il faut entendre surtout les Français — étaient revenus à vendre par les rues. Les colporteurs (*buhoneros*) ripostèrent. Il y eut procès. Les *gremios* obtinrent un ordre du Roi (*ejecutoria*) prescrivant d'observer les anciennes lois. Le 30 août 1678 l'Asistente de Séville fit crier de nouveau la défense de vendre par les rues³⁶.

C'est pourquoi l'ambassadeur de France, marquis de Villars, dut prendre la défense des colporteurs français. Il fit valoir que, en vertu du traité de paix de Nimègue, le commerce devait être libre pour les Français en Espagne, que l'interdiction du commerce ambulant privait les *caxeros* de leurs moyens de subsistance, qu'ils étaient en possession de ce droit depuis un temps immémorial et n'en avaient jamais été troublés que par la guerre; que la paix des Pyrénées et les traités ultérieurs les avaient confirmés dans leur droit. Sans doute le Conseil de Castille invoquait des lois anciennes qui défendaient de vendre par les rues, mais pourquoi ne les appliquait-on qu'aux Français et pas aux Portugais et aux sujets du Roi d'Espagne? Ces lois se proposaient d'empêcher la hausse des prix en empêchant l'industrie des revendeurs, mais elles ne concernaient pas les colporteurs français, sauf certains d'entre eux, parce que généralement ils ne s'approvisionnaient pas dans les boutiques, mais directement en France ou chez les marchands en gros. Ainsi ils vendaient aussi bon marché que les marchands de la Calle mayor à Madrid.

L'instance de Villars est datée du 27 avril 1680³⁷. Nous ne savons si elle fut couronnée de succès. Ce qu'il

36. *Representación de los 17 gremios de Sevilla*.

37. Elle est résumée avec d'autres dans la lettre à los Balbases du 21 mai 1680 citée plus haut.

y a de sûr, c'est que les colporteurs durent avoir gain de cause à un moment quelconque, puisque les dix-sept *gremios* de Séville éprouvèrent le besoin en 1700 de renouveler leur plainte de 1676. Ainsi il apparaît, que, malgré tous les efforts du gouvernement et les plaintes des commerçants de boutique, l'institution des colporteurs, qui profitait surtout aux Français, traversa victorieusement tout le ^{xvii}e siècle. Le fait est général dans toute l'Espagne, mais en Andalousie, pays riche, point d'entrée des métaux précieux, et province particulièrement pénétrée par les étrangers, les colporteurs français durent être assez nombreux.

Ouvriers et domestiques.

Mais la plus grande partie de la colonie française, en Andalousie comme dans le reste de l'Espagne, était constituée par les ouvriers et les domestiques. Par les artisans et les marchands ambulants elle se raccordait d'ailleurs, comme par une transition insensible, aux éléments commerciaux.

La France a été à l'époque que nous envisageons un grand centre de dispersion de main-d'œuvre. Elle jouait le même rôle que l'Italie, l'Espagne et la Pologne d'aujourd'hui. « La plupart de nos hommes, écrit Montchrestien³⁸, sont contraints d'aller chercher ailleurs lieu d'emploi et de travail, qui en Espagne, qui en Angleterre, qui en Allemagne, qui en Flandre. » L'Espagne qui était mal peuplée, et à qui la possession de l'Amérique avait imposé un effort économique disproportionné qui, plus tard,, s'était dépeuplée sous l'influence des guerres, de l'émigration, de l'expulsion des Morisques, constituait un

38. Montchrestien, *Traicté de l'Æconomie politique*, p. 35, cité par Fagniez, *Le commerce extérieur de la France sous Henri IV*, p. 10.

foyer d'appel d'autant plus puissant, qu'il était tout proche. Les auteurs français ajoutent que l'indolence naturelle du peuple espagnol offrait à l'immigration française une prime supplémentaire. Enfin la hausse des salaires due à l'afflux des métaux précieux agissait puissamment. Déjà Bodin au ^{xvi}^e siècle l'indique : « Le plus grand labour de l'Espagne, qui d'ailleurs est déserte, vient des colonies françaises qui vont à la file en Espagne, et principalement d'Auvergne et du Limousin, si bien qu'en Navarre et Aragon, presque tous les vigneron, laboureurs, maçons, menuisiers, tailleurs de pierre, tourneurs, charrons, voituriers, charretiers, cordiers, carriers, selliers, bourrelliers sont français³⁹. » En 1626 un mémoire adressé au Roi par l'ambassadeur à Madrid affirme que « dans la seule Espagne il se trouve aujourd'hui deux cent mille Français pour le moins, tous quasi de basse et servile condition, et néanmoins si nécessaires à leur état que si l'Espagne en était privée, elle en recevrait une très notable incommodité. » L'auteur va même jusqu'à dire que c'est grâce à la présence des ouvriers français que les Espagnols peuvent aller à la guerre, car ils sont supplantés par eux dans les métiers utiles et n'ont d'autre ressource que d'embrasser la carrière des armes⁴⁰.

En 1650 Thomas Le Fèvre attribue cette émigration des Français vers l'Espagne au poids des impôts en France, à la pauvreté extrême des classes populaires françaises, ainsi qu'à l'expulsion des Morisques. Les Français qui vont ainsi en Espagne vont « s'y marier, bâtir et fieffer des maisons et des terres à bonnes conditions et pour peu de chose, lesquelles ils y labourent, mainbon-

39. Cité par Levasseur, *Histoire du commerce de la France avant 1789*, p. 208.

40. *Avis proposé au Roi et à Messieurs de son conseil, ajusté sur l'état présent des affaires d'Espagne, envoyé à Sa Majesté par son ambassadeur le 1^{er} X^{xx}^{me} août 1626* (Paris, A. N. Marine, B7, 204).

nissent et augmentent ». Il en est de même dans les villes : « Dès il y a longtemps m'en informant, écrit-il, j'ai trouvé qu'en la seule ville de Séville il y avait plus de soixante maîtres chapeliers français et qu'il n'y en avait pas six espagnols, que les villes des royaumes de Valence et d'Aragon entre autres étaient fournies une bonne partie de Français, qui s'y espagnolisaient comme les autres pour leur intérêt particulier et exercice de leur métier⁴¹... »

Les voyageurs Brunelet Van Aerssen, qui virent l'Espagne en 1655, disent que le pays était plein d'étrangers qui y venaient pour travailler dans les villes aux métiers, et aux champs à la terre : la plupart étaient Français, et ceci même en temps de guerre, car ils se disaient bourguignons, wallons, et lorrains. Cette immigration était parfois temporaire ; à l'époque du labourage, des semailles et de la récolte, il venait quantité de paysans du Béarn et d'autres provinces françaises pour faire le travail. Les « architectes » et charpentiers, les porteurs d'eau, les cordonniers et les tailleurs étaient à Madrid presque tous étrangers, entendez « Français ». Ils ne venaient que pour « amasser une pièce d'argent » et s'en retourner. Ils étaient d'ailleurs bien payés, le triple de ce qu'ils auraient gagné chez eux⁴².

Villars en 1680 évalue à 70.000 le nombre des Français qui venaient chaque année en Espagne : « C'est, dit-il, une quantité de misérables répandus dans toutes les provinces pour cultiver la terre, couper les blés, porter de l'eau, faire la brique et la tuile, la chaux, le charbon, et tout ce que les Espagnols, par paresse ou faute de monde, ne peuvent ou ne veulent point faire. Tous ces gens emportent ou envoient chaque année en France l'argent qu'ils ont gagné⁴³ ».

41. Thomas Le Fèvre, p. 53-54.

42. Brunel et Aerssen, p. 74 et 124.

43. Villars, *Mémoires de la Cour d'Espagne*, édit. Morel-Fatio, p. 6.

Ainsi l'immigration de la main-d'œuvre française en Espagne apparaît comme un phénomène constant depuis le ^{xv}^e siècle, intéressant toutes les provinces de la Péninsule, et à la fois la campagne et la ville, d'un caractère tantôt temporaire, tantôt définitif. Voyons si nous trouvons quelques précisions concernant l'Andalousie. Dans la relation de représaille de Séville en 1674, que nous avons déjà utilisée, on trouve 25 individus, sur 87 dont la profession n'est pas indiquée et qui semblent être des ouvriers, auxquels il faut en ajouter 45 autres dans les diverses localités des environs. La même année dans la relation concernant Sanlucar, sur 161 noms, presque tous sont ceux d'ouvriers ou de serviteurs. Cette relation est particulièrement complète, car elle nous donne les noms, lieux d'origine, âge, temps écoulé depuis le départ de France, et profession. Quarante et un d'entre eux ont atteint et dépassé quarante ans; 34 sont partis de France depuis 10 ans et davantage. La plupart sont donc jeunes, non mariés et ont quitté la France depuis un nombre d'années et parfois de mois relativement faible. A Cadix sur quatre vingt quinze noms on trouve en 1674 dix-neuf individus de condition ouvrière ou sans indication de profession. Labat à la fin du siècle, écrit⁴⁴ :

« Sans parler des artisans qui ont boutique ouverte et des marchands, dont il y a toujours au moins vingt étrangers contre un Espagnol, on assurait dans le temps que j'étais à Cadix qu'il y avait dans la seule Andalousie plus de vingt mille Français des provinces d'Auvergne, de la Marche, du Limousin, et des environs de la Garonne dont le métier était de porter de l'eau dans les maisons, de vendre dans les rues du charbon, de l'huile, du vinaigre, de servir dans les hôtelleries, de labourer les terres et faire les moissons, et d'y travailler les vignes. Ces gens ne

44. Le P. Labat, t. I, p. 285 et suiv.

manquent guère de faire tous les trois ans un voyage dans leur pays et d'y porter trois ou quatre cents piastres et souvent davantage, quoiqu'on leur fasse payer une somme tous les mois pour avoir droit de vendre du charbon, de l'huile, du vinaigre, et même de l'eau, qu'ils sont encore obligés d'acheter avant de la pouvoir vendre... Ce qui leur donne le plus d'embarras c'est de transporter leur argent en leur pays, et se soustraire à la vigilance des gardes préposés pour empêcher le transport des espèces hors du Royaume, et pour le sauver des mains des voleurs dont toute l'Espagne est abondamment pourvue. Pour se délivrer des voleurs, ils s'assemblent, vont en troupe bien armés, et il est rare qu'on les dévalise. Ils évitent les grandes routes et les passages où sont les gardes, et prennent presque tous le chemin de Saint-Jacques. Là ils se métamorphosent en pèlerins et passent les monts Pyrénées, demandant l'aumône en chantant, et dans un équipage qui ne donne guère lieu de soupçonner qu'ils sont chargés d'argent. On connaît grand nombre de ces marchands de charbon qui, après quelques années, se sont trouvés en état de revenir en Espagne avec une balle de toilerie, et autres menues merceries, et qui sont à présent les plus gros commerçants du Royaume ».

Les matelots.

Il faut signaler tout particulièrement parmi les Français d'humble condition une catégorie spéciale que l'on ne rencontre guère que dans les ports d'Andalousie, ce sont les matelots. La désertion était une des plaies des marines d'autrefois et les matelots français de Ponant ou de Levant ne s'en privaient pas. Cadix était pour eux un refuge et un centre d'attraction, à cause des occasions variées qu'ils y trouvaient de gagner leur vie au milieu

de l'incessant mouvement de navires de tous les pays qu'on y rencontrait. Les Espagnols, toujours à court de main-d'œuvre, aussi bien sur mer que sur terre, en engageaient beaucoup dans les équipages des Flottes et des Galions. Nous avons vu plus haut qu'ils procédèrent souvent par voie de réquisition des navires et des équipages étrangers, mais ils accueillirent aussi les volontaires, attirés par les hauts salaires, et les occasions de gain qu'offrait la navigation des Indes. En 1624 un document français nous apprend que la moitié des équipages des Flottes était étrangère, en provenance de Normandie, de Bretagne, du pays basque français, de Danemark, de Flandre, d'Angleterre, d'Allemagne, tant était grande la disette d'hommes⁴⁵. En 1685 le vice-consul de Cadix, Supervielle, signale qu'il y avait eu dans les guerres précédentes des quantités de déserteurs français sur l'escadre espagnole de l'amiral génois⁴⁶ Papachin. La même année Catalan évalue leur nombre à 200, presque tous Provençaux. « Ces matelots de Provence, écrit-il le 9 juin 1687, sont plus difficiles que ceux du Ponant, qui n'hésitent du tout de s'en retourner en leur pays, desquels j'en fais passer continuellement⁴⁷ ». Quelques années plus tard le consul écrivait encore à Pontchartrain : « Je dois vous dire, Monseigneur, que je ne crois pas qu'il y ait place dans l'Europe qu'il vienne plus de coureurs et de libertins français par terre et par mer que dans celle-ci⁴⁸ ».

A côté de ces aventuriers de la mer, il y avait à Cadix, mais surtout au Puerto de Santa-Maria et à Sanlucar et même à Séville, à Malaga et dans d'autres ports, une véritable colonie de marins provençaux originaire des Mar-

45. *Mémoire et avis donné au Roi...* (vers 1624) (Paris, B. N. Mss Cinq cents Colbert, 203, fol. 162 et suiv.).

46. Lettre du 5 février 1685 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 245).

47. Catalan, 3 septembre 1685, 9 juin 1687 (*ibid.*, t. II, fol. 297 et t. III, fol. 51).

48. Catalan, 7 juin 1699 (*ibid.*, t. III, fol. 316).

tigues, qui pratiquaient la pêche côtière dans la baie et au dehors sur des tartanes ou barques légères. Au dire du consul de France à Lisbonne, ils fournissaient du poisson à toute l'Espagne. Leurs tartanes pouvaient contenir de 10 à 15 hommes. Ils avaient trouvé là un refuge contre l'inscription maritime, et plusieurs se mariaient dans le pays; d'autres étaient venus avec leur famille. Ils jouaient un rôle important dans le commerce de Barbarie qui était interdit aux Espagnols et que les commerçants français faisaient de Cadix. Ils servaient aussi à la contrebande dans la baie. Enfin les autorités espagnoles les affrétaient parfois pour aller au-devant des Flottes leur porter des ordres secrets en vue du débarquement. Ces patrons de tartanes étaient à l'occasion des agents de désertion assez persuasifs auprès des matelots : ils leur donnaient asile et les embauchaient en attendant d'autres engagements. Vers la fin du siècle on voulut les forcer à retourner à Marseille une fois par an. Nous trouvons leur trace sur la relation de Cadix de 1674⁴⁹. Pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg les Français même mariés dans le pays, furent chassés par les Espagnols ou emprisonnés. Les marins provençaux se retirèrent à Lisbonne, où il en vint quatre ou cinq cents. Les uns se mirent au

49. Voir les lettres précédemment citées. Le P. Labat remonta de Sanlucar à Séville dans une barque montée par trois matelots qu'il prit pour des Espagnols et qu'il découvrit être des Provençaux des Martigues. « Il y avait bien des années, dit-il, qu'ils étaient dans ce pays-là. Ils faisaient la pêche et selon le temps, ils portaient leur poisson à Séville ou à Cadix. Ils me dirent qu'il y avait sur la côte plus de soixante barques de pêcheurs des Martegues, mais qu'ils n'allaient point à Cadix quand il y avait des navires du Roi, parce qu'on les enlevait pour les faire servir sur les vaisseaux, où ils trouvaient moins leur compte qu'au métier qu'ils faisaient, où ils étaient maîtres d'eux-mêmes, et n'avaient que les risques de la mer à courir » (*ibid.*, p. 238). — Vers la fin du siècle, quelques huguenots émigrés de France se rencontrent à Cadix. Catalan le signale dans une lettre du 30 mars 1699. Ce sont des commerçants établis à Cadix « depuis quelques années » (A. E. consul. Cadix, t. III, fol. 303. La *Représentacion* des gremios de Séville (1700) en signale beaucoup qui se dissimulent à Séville, Cadix, le Puerto de Santa-Maria. Elle semble exagérer.

service des Génois, « qui sont, dit le consul de Lescolle, grands débaucheurs de matelots », d'autres naviguèrent sur des vaisseaux portugais. Les célibataires furent renvoyés en France par le consul, ou bien s'embarquèrent sur des bâtiments français corsaires ou marchands. Il y en avait aussi sur la flotte portugaise qui allait au Brésil. Un certain nombre d'entre eux qui avaient conservé des intelligences en Espagne furent très utiles pour faire passer à Cadix les marchandises françaises amenées à Faro⁵⁰.

Les chiffres que nous avons cités, sauf peut-être pour les négociants en gros, sont certainement inférieurs à la réalité, car ils proviennent de relations dressées lors des repréailles, et beaucoup de Français ont pu s'échapper ou se faire passer pour Espagnols. La preuve c'est qu'en 1680 Villars, dans une relation officielle fondée sur des rapports de consuls, estimait qu'il y avait en Andalousie 16.000 Français dont 500 commerçants. Il faut comprendre dans ce dernier chiffre à la fois les commerçants en gros et les marchands au détail.

Origine des Français d'Andalousie.

Si nous cherchons à savoir de quelles provinces de France étaient originaires les Français d'Andalousie, nous trouvons que les marchands en gros étaient pour la plupart venus de Bretagne. En 1598 on nous parle déjà de difficultés faites par les autorités espagnoles à des marchands bretons. Les travaux de Frain, déjà cités, nous ont montré qu'une importante colonie de Vitré a existé en Andalousie au début du ^{xvii}e siècle. Enfin parmi les signatures des marchands que nous avons rele-

50. De Lescolle à Pontchartrain, 26 juin 1691, 14 octobre 1692 (A. E. consul. Lisbonne, t. VI).

vées, plusieurs sont des noms de famille malouins : Magon, Le Fer, Villebague-Eon, Eon, Grandville-Locquet, etc... Il est probable que les négociants appartenaient aux ports en relations d'affaires avec Cadix et qui étaient Saint-Malo, Rouen et Marseille. Il y avait aussi des Bayonnais. Quant aux ouvriers, domestiques, colporteurs, petits marchands, ils venaient surtout du Massif Central, du Sud-Ouest et de la Provence. Voici à titre d'exemple, quelques indications tirées de la relation de représaille de Sanlucar en 1674 qui contient 161 noms : on y trouve 30 individus des Martigues en Provence, plus 3 autres Provençaux et 16 Marseillais, 20 Auvergnats, 18 originaires du Rouergue, 3 Limousins, 4 Gascons, 6 originaires de l'archevêché de Toulouse, 13 Bretons et 6 originaires de Laval. Pour le reste il est assez difficile de l'identifier, car les noms de lieux d'origine sont très déformés et appartiennent souvent à de très petites localités peu connues et souvent dépourvues de toute indication de province. Ces indications sont confirmées par les textes : un mémoire de 1696 parle des Limousins, Dauphinois, Auvergnats, gens du Rouergue⁵¹. Le P. Labat cite les habitants des provinces d'Auvergne, de la Marche, du Limousin et des environs de la Garonne⁵²; Brunel et Van Aerssen citent les paysans du Béarn qui vont faire les travaux agricoles en Castille⁵³.

Importance relative de la colonie française d'Andalousie

L'Andalousie attirait-elle plus les Français que les autres provinces d'Espagne ? Nous n'avons là-dessus que des indications trop souvent fragmentaires. D'abord nous ne savons pas très exactement combien il y avait

51. A. E. Mém. et doc. France, 2015, fol. 119 v°.

52. Le P. Labat, t. I, p. 285.

53. Brunel et Van Aerssen, p. 124.

de Français en tout en Espagne. En 1626 l'ambassadeur de France évaluait leur nombre à 200.000 au moins⁵⁴. En 1655 Martinez de la Mata fixe à 120.000 le nombre des *étrangers* établis dans le Royaume, or parmi ces étrangers les Français constituaient la plus grande partie. Dans un mémoire de 1680 le marquis de Villars estime qu'il y a 65.000 Français dans toutes les provinces espagnoles, et, dans les *Mémoires de la Cour d'Espagne*, il donne le chiffre de 70.000⁵⁵. Deux ans plus tard son successeur La Vauguyon allait jusqu'à 80 à 100.000 individus⁵⁶. Les Gremios de Séville en 1700 évaluent le nombre des *étrangers*, Français compris, à 160.000, dont 12.000 à Séville seulement⁵⁷. Aucune de ces estimations ne peut être considérée comme scientifique. Tout au plus les estimations données par les ambassadeurs de France peuvent-elles être considérées comme mieux fondées, car ils ont dû faire une enquête auprès des consuls. Nous voyons qu'au cours du siècle elles oscillent entre 65.000 et 200.000 et, aux environs de 1680, de 65.000 à 100.000. Le marquis de Villars paraît seul avoir fait une enquête sérieuse en 1680, car sa relation est détaillée par province. Or qu'y trouvons-nous pour mesurer l'importance de l'Andalousie ? Nous voyons qu'il s'y trouvait 16.000 Français, dont 500 marchands, soit le quart de la colonie française d'Espagne. Les autres provinces comprenaient la Navarre 1000 individus (dont 250 marchands),

54. *Avis proposé au Roi et à Messieurs de son conseil...* (Paris, A. N. Marine, B7, 204).

55. *Mémoire des Français qui sont en toute l'étendue d'Espagne, occupés en différents emplois, suivant les avis des consuls français établis dans le royaume et autres gens qui peuvent en avoir la connaissance. Il y en a environ 65 mille dispersés dans les provinces suivantes* (joint à la lettre du 10 février 1680) (A. E. Corr. polit. Espagne, fol. 273); *Mémoires de la cour d'Espagne*, édit. Morel-Fatio, p. 6.

56. La Vauguyon au Roi, 5 février 1682 (A. E. Corr. polit. Espagne, 68, fol. 33 et suiv.).

57. Extrait de l'*Informe de la Hermandad de los gremios de Sevilla*, cité par Guichot (*Historia de Sevilla*, Apendice XVII^e siècle, p. 591).

l'Aragon 20.000 (dont 2.000 marchands), la Catalogne 1000 (dont 100 marchands), Valence et Murcie 12.000 (dont 600 marchands), les deux Castilles 16.000 y compris le gros centre de Madrid (dont 3.500 commerçants de toute espèce), l'Estremadure environ 1000, presque tous valets, la Galice, les Asturies et la Cantabrie n'avaient que quelques marchands. L'Andalousie constituait donc, avec l'Aragon, Valence et la Castille, l'un des centres les plus importants d'attraction pour les Français. L'ambassadeur attribuait ce fait à ce que les gens du pays étaient peu laborieux tandis que le contraire se remarquait en Catalogne où les Français étaient rares. La faiblesse du nombre des Français dans le pays Basque, les Asturies, et la Galice, pays de population laborieuse qui ont toujours constitué pour l'Espagne des réservoirs de main-d'œuvre, confirme cette opinion.

Il est assez frappant de voir que l'existence du commerce des Indes dans les ports andalous ne semble pas exercer une influence particulière sur le nombre des Français, puisque des régions aussi éloignées des Flottes que la Castille, l'Aragon et Valence en comptaient presque autant, ou même plus, que l'Andalousie. En outre Villars n'indique pas cette cause comme ayant eu une action quelconque. C'est que la colonie française comptait surtout des ouvriers et des boutiquiers et que, pour cette catégorie de personnes, ce qui comptait c'était l'existence et la qualité de la main-d'œuvre locale. Pour les professions commerciales, la Castille vient en tête avec 3.500 marchands français, puis vient l'Aragon (2000), Valence (600) et enfin l'Andalousie (500). Mais celle-ci se place au premier rang pour le chiffre d'affaires fait par les marchands français (9 millions de livres par an), tandis que la Castille ne faisait que 6 millions de livres, l'Aragon et Valence chacun 3 millions. L'importance numérique de la colonie d'Andalousie n'était donc pas en rap-

port avec son importance commerciale. Celle-ci dépendait étroitement de l'existence du commerce des Indes, et les transactions apparaissent comme concentrées dans un petit nombre de mains. Cette conclusion s'accorde avec le nombre relativement faible — une vingtaine — pour les maisons françaises importantes établies à Cadix et à Séville, que nous ont signalé les documents.

L'indication donnée par Villars sur l'importance prépondérante des affaires traitées par la colonie française d'Andalousie est confirmée par d'autres documents relatifs à la richesse des Français. Dès 1625, l'ambassadeur du Fargis évaluait les biens des Français de toute l'Espagne à 4 millions de ducats d'or, dont 2 millions pour la seule Andalousie⁵⁸. Nous possédons aussi un certain nombre de pièces comptables concernant les résultats de la confiscation des biens des Français en 1625 et 1635. Ce sont des relations tantôt partielles, tantôt générales, dressées parfois à des dates assez postérieures, et qui ne présentent pas le caractère d'une méthode rigoureuse, car les autorités qui les ont dressées ont souvent interprété de façon différente les instructions du Roi. Mais telles quelles, et à condition de ne pas y attacher d'autre valeur qu'une valeur d'indication, elles peuvent nous rendre des services.

La plus utilisable est une relation qui semble avoir été rédigée vers 1656, quand on s'est occupé de savoir ce qui restait du produit de la saisie de 1635. Elle s'applique au Royaume d'Espagne seulement, car à cette date le Portugal est en insurrection, et elle ne comprend pas les Indes, ni les dépendances d'Europe et d'Afrique, comme la Sardaigne ou Oran⁵⁹.

58. Les Espagnols évaluaient la fortune des Français d'Espagne à 6 millions de ducats, mais l'ambassadeur trouvait ce chiffre exagéré.

59. *Relación de lo que montan los embargos de bienes de franceses que se han remitido, lo cual se hace por tanteo, respecto de no haver enviado las justicias hechas las tasaciones y muchos de los que se han trahido a sido por*

D'après cette relation la valeur totale des biens saisis, en argent monnayé et travaillé, en monnaie de billon, en créances des Français, et en biens meubles et immeubles se serait élevée à 1.386.062 ducats. Nous voilà loin des 4 millions de ducats cités par du Fargis. Mais, si l'on réfléchit que la relation a de graves lacunes, portant sur des provinces importantes, comme celles de Grenade, Jaen, Antequera, Murcie et la Navarre, qu'il dut y avoir une fraude énorme, que beaucoup purent liquider leurs affaires avant la rupture et que les Français naturalisés ne furent pas touchés par la confiscation, on peut considérer ce chiffre comme une confirmation grossière de l'évaluation de l'ambassadeur.

Serrons d'un peu plus près la composition de ces biens. D'après la relation de 1656 le total de l'argent monnayé et des bijoux aurait valu 160.031.403 maravedis de plata (426.750 ducats); la monnaie de billon 116.998.938 maravedis (311.997 ducats); les créances des Français 14.272.554 maravedis (38.060 ducats); enfin les biens meubles et immeubles étaient de beaucoup les plus importants : ils valaient 228.470.510 maravedis ou 609.254 ducats. D'après une cédula du 22 février 1636, les biens-fonds semblent avoir été assez nombreux⁶⁰.

Quelle part la colonie française des ports d'Andalousie détenait-elle de ces valeurs ? Si nous prenons pour

mayor sin la distinción y liquidación necesaria, s. d. (Simancas, Contaduría del Suelo, 2^e série, leg. 150). La liasse est pleine de pièces relatives à l'embargo de 1635. Elle a dû être dressée vers 1656, date à laquelle on s'est occupé de savoir ce qui restait non affecté du produit de l'embargo.

60. La cédula expose qu'une grande partie des biens des Français déjà vendus consiste en maisons, héritages situés à la campagne et autres biens-fonds. La junte de représaille a demandé au Roi de publier un acte rassurant pour l'avenir les acheteurs de ces biens. C'est le but de la cédula qui approuve et ratifie ces ventes (voir dans Abreu y Bertodano, *Colección de Tratados...*, t. V, p. 170).

guide la relation, nous trouvons les chiffres suivants en maravedis de plata :

<i>Localités</i>	<i>Argent monnayé et travaillé</i>	<i>Monnaie de billon</i>	<i>Créances</i>	<i>Biens meubles et immeubles</i>
Séville	137.771.980	99.817.636	—	—
Sanlucar	2.389.078	1.402.466	—	13.141.000
Cadix	1.699.388	260.032	—	12.527.000
Total ...	141.860.446	101.480.134	—	25.668.000
Total pour l'Es-				
pagne	160.031.403	116.998.938	14.272.554	228.470.510

On voit donc que les ports d'Andalousie détenaient la presque totalité de l'argent et du billon confisqués, et une faible partie des biens meubles et immeubles, on n'y trouve aucune somme correspondant à des créances des Français. L'abondance de l'argent s'explique par le commerce des Indes, dont les métaux précieux étaient l'article le plus important, celle du billon par le roulement de capitaux qu'exigent de grandes places de commerce, la rareté des marchandises saisies s'explique par la facilité qu'on avait de faire passer les stocks au nom des commerçants espagnols, et celle des biens-fonds par le fait que la plupart des propriétaires fonciers d'origine française devaient être naturalisés et échappaient à l'embargo. Il n'en reste pas moins que la colonie des ports d'Andalousie apparaît comme ayant déjà à cette époque une prépondérance écrasante au point de vue de la richesse sur les autres colonies françaises d'Espagne.

Statut juridique des Français d'Andalousie.

Il est intéressant de se demander dans quelle position juridique exacte se trouvaient les Français de la

colonie d'Andalousie vis-à-vis des deux souverains auxquels ils étaient soumis, le Roi d'Espagne et le Roi de France. Y avait-il pour eux des moyens d'acquérir la nationalité espagnole, et en usaient-ils ? Comment étaient-ils traités par le Roi d'Espagne en temps de paix et en temps de guerre ? Dans quelle mesure étaient-ils soumis à l'autorité du Roi de France ?

Quand ils étaient de passage dans le pays ou n'y étaient établis que depuis peu de temps, leur position vis-à-vis du Roi d'Espagne était claire : ils étaient des étrangers, tenus d'obéir aux lois locales et jouissant de certains privilèges commerciaux que nous avons énumérés plus haut. Quand leur établissement était plus ancien, sans qu'il soit très facile de fixer une limite, il semble qu'on les considérât comme des gens du pays. D'après une loi de Castille les étrangers catholiques de nations amies de la Monarchie, établis depuis au moins dix ans en Espagne *con casa poblada*, et mariés avec une femme du pays depuis 6 ans au moins, pouvaient être admis à certaines fonctions publiques (*oficios de república*) sauf celles qui impliquaient la détention d'une part d'autorité et les bénéfices ecclésiastiques⁶¹. Ils étaient également soumis aux mêmes impôts que les Espagnols naturels et devaient concourir avec eux aux emprunts qu'on imposait pour l'expédition des Flottes. Les Hollandais de Séville ayant prétendu échapper à cette dernière obligation en 1663, une cédula du 22 juin 1663 fixa formellement les obligations financières des étrangers domiciliés⁶². De même le P. Labat nous donne

61. *Recopilación de Castilla*, loi 66, n° 5, tit. 4, lib. 2, citée par Antunez, part. V, art. V, p. 290 et suiv.

62. Veitia, n. 15, c. 31, lib. I. La cédula s'exprime ainsi : « Que no se debían echar repartimientos, ni pedir préstamos a los que estuviesen de paso, pero que en siendo vecinos o habitantes de estos reinos, se les comprenda en los repartimientos y préstamos y en otro cualquier género de carga que se impusiere a los naturales, pues son iguales con ellos en los beneficios del comercio. »

une idée de l'exploitation fiscale que devaient subir les étrangers domiciliés à Cadix : le Gouverneur levait de temps en temps sur les marchands une taxe pour payer la garnison quand les fonds manquaient et qu'on voyait les soldats attroupés courir les rues et voler dans les marchés. Les commerçants s'exécutaient sans protester dans la crainte de la soldatesque. Outre ces taxes extraordinaires les boutiquiers étaient taxés à une certaine somme par mois. D'autres taxes étaient payables par jour. Tous ceux qui vendaient quelque chose, même les porteurs d'eau et de charbon, étaient grevés de taxes et tous payaient sans mot dire car les frais de justice montaient vite. Les Français prenaient leur part de ces charges. D'après le P. Labat certains d'entre eux payaient jusqu'à 5 % par mois⁶³.

Certains étrangers pouvaient obtenir la naturalisation. A Séville et à Cadix le principal intérêt de cette faveur était d'ouvrir au bénéficiaire l'accès du commerce des Indes. Nous avons vu plus haut quelles étaient les conditions qu'il fallait remplir pour l'obtenir : dix ans de résidence en Espagne, la possession d'un établissement fixe (*casa poblada*) et de biens-fonds, le mariage avec une Espagnole (cédula du 14 juillet 1561); à partir de la cédula du 2 octobre 1608, vingt ans de résidence continue, dont dix comme propriétaire foncier, et encore n'accordait-on le droit de commercer aux Indes qu'après enquête du Conseil des Indes et inventaire des biens. Après la cédula du 11 octobre 1618 il fallut posséder au moins pour 4.000 ducats de biens-fonds et les avoir acquis par héritage, donation ou achat dûment établis par des actes authentiques⁶⁴. Toutes

63. Le P. Labat, cité par le *Dictionnaire universel du commerce*, t. V, colonne 871.

64. Voir le chapitre I, *Le Monde espagnol*. Les cédulas sont analysées dans Antunez, part. V, art. IV, p. 290-295.

ces conditions montrent que la naturalisation officielle n'est pas encouragée par les autorités espagnoles. Elle n'est pas non plus à la portée de toutes les fortunes. On n'en trouve donc que d'assez rares exemples, et surtout pour les Français⁶⁵. D'après une *Relación* datée de 1643 qui mentionne toutes les lettres de naturalisation accordées depuis 1600 pour admettre des étrangers au commerce des Indes, on en trouve en ce qui concerne les Français 2 en 1612, 1 en 1623, 3 en 1624, 4 en 1630, 2 en 1631, 1 en 1632, 2 en 1633, 2 en 1634⁶⁶. D'après une autre *relación* de 1673 il n'y avait à cette date que trois Français sur 19 étrangers, qui eussent été naturalisés depuis l'année 1653⁶⁷.

La naturalisation était donc une faveur individuelle et jamais un droit. Elle était consacrée par une lettre délivrée par le Roi, qui rappelait les raisons particulières qu'il avait de l'accorder et indiquait toujours l'intention du bénéficiaire de rester perpétuellement en Espagne. A Séville et à Cadix elle comportait expressément l'autorisation de faire le commerce des Indes. Mais, chose curieuse, elle ne semble pas avoir entraîné une rupture complète entre le bénéficiaire et sa patrie d'origine. François Lanier est marié avec une Espa-

65. Les Français, en leur qualité d'adversaires de l'Espagne, étaient assez défavorisés. Sous Henri IV, le chancelier de Bellièvre faisait difficulté d'accorder aux Espagnols des lettres de naturalité sous prétexte que le Roi d'Espagne n'en donnait pas aux Français (A. E. Mém. et doc. Espagne, 51, fol. 303 et suiv. *Sur les privilèges des sujets de la couronne d'Espagne par rapport aux successions par N. Le D., Premier commis des Affaires étrangères*, octobre 1743).

66. *Relación de las cartas de naturaleza de que se ha tomado razón en la Casa de la Contratación que S. M. ha sido servido dar a diferentes personas extranjerías para que gozen de las preeminencias de los naturales de estos reinos desde el año de 1600 hasta el día de la fecha* (1643) (A. I. Contratación, 12-2-1/7). D'après un autre document (*ibid.*, 15-3-1/12), on trouverait 4 naturalisations de Français en 1631, 3 en 1634, 1 en 1643.

67. *Relación de las personas extranjerías que se hallan en los libros desta contaduría naturalizadas para poder contratar en estos reinos desde el año de 653 en adelante segun las ejecutorias de que se ha tomado la razón en esta contaduría* (A. I. Contratación, 12-6-68/3).

gnole et naturalisé, mais cela ne l'empêche pas de figurer dans la colonie française, dont il est un des notables, il est député de la nation et placé tout de suite après le consul sur un relevé des Français de Cadix dressé par des fonctionnaires espagnols en 1674⁶⁸. Juan de Leon, et Julian Ubry (*sic*) qui sont dans le même cas, figurent dans le même relevé. Après la représaille de 1635, cinq Français de Séville tous naturalisés, Juan de la Farxa, Alberto Juan Treguarte (Tréhouart), Pedro Alogne, Jacques Bules et Lanfran David virent tout de même leurs biens confisqués. Ils protestèrent, mais le fiscal leur opposa la théorie suivante : ils étaient marchands, donc leur intention n'était pas de rester toujours en Espagne; il n'était pas évident qu'ils n'eussent pas des biens en France et ne fussent pas liés par un serment de fidélité au Roi de France; la lettre de naturalisation ne pouvait leur servir à rien dans le cas présent, car son objet était borné à des choses et à des cas très ordinaires et ne touchant pas l'intérêt public. L'affaire se termina par un compromis : de leurs biens le Roi garda en tout 140.00 ducats à titre de *servicio*, et leur fit rendre le reste sous forme d'un *juro*, c'est-à-dire d'un titre de rente. Puis il confirma les lettres de naturalisation pour les cas de guerre à venir et de confiscation des biens des Français⁶⁹.

Ainsi les Français d'Andalousie occupent une situation intermédiaire entre la nationalité espagnole et la nationalité française, même quand ils sont naturalisés, à plus forte raison quand ils ne le sont pas, ce qui est le cas de la plupart d'entre eux. Ces derniers sont soumis aux mêmes obligations fiscales que les Espagnols, sont

68. A. I. Contratación, 12-6-69/14. Voir également le mémoire adressé à la reine d'Espagne, du 19 janvier 1670 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 23).

69. A. I. Contratación, 15-3-1/12. Voir le dossier du procès de Lanfran David.

aptes à certaines fonctions publiques et cependant relèvent du consul de France et participent aux privilèges de la nation.

Si nous nous plaçons maintenant non plus au point de vue juridique, mais au point de vue concret, dans quelle mesure la colonie française d'Andalousie était-elle hispanisée ? Nous n'avons là-dessus que des indications fragmentaires. Nous savons qu'un certain nombre de commerçants en gros, la plupart des boutiquiers et des gens établis, ainsi que des matelots des tartanes, étaient mariés avec des femmes espagnoles. Nous pouvons en conclure qu'ils étaient presque complètement hispanisés. Thomas Le Fèvre le dit en 1650 : les Français allaient dans les campagnes espagnoles « se marier, bâtir et fieffer des maisons et des terres » et dans les villes « ils s'espagnolisaient comme les autres pour leur intérêt particulier et exercice de leur métier... ». Le P. Labat a rencontré un hôtelier provençal qui ne parlait pas le français et ne connaissait que le provençal et l'espagnol⁷⁰. Le consul de Cadix Pierre Catalan, savait mieux l'espagnol que le français, comme le prouve sa correspondance et le fait qu'un jour il envoya à Colbert un mémoire en espagnol en s'excusant ainsi : « C'est à cause que j'y trouve plus de facilité à la faire pour la presse du temps⁷¹. » Mais à côté de ceux-là, il y avait d'autres Français arrivés depuis peu ou s'en retournant en France périodiquement, célibataires ou ayant laissé leur famille au-delà des monts, et qui étaient restés de vrais étrangers. Il est probable qu'entre ces deux catégories opposées il y avait toute la

70. Le P. Labat, t. I, p. 360. Il eut également recours pour se faire adresser ses lettres à Séville à un négociant français tout à fait espagnolisé et qui portait lunettes et golille, comme les gens du pays (*ibid.*, p. 372).

71. A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 48, lettre du 18 mai 1670.

gamme des nuances qui séparent le nomade du sédentaire.

Nous avons vu ce que devenait la colonie française en temps de guerre. Elle était exposée à des représailles qui pouvaient être ruineuses et qui se traduisaient par la saisie des marchandises, des vaisseaux et des biens. La confiscation était généralement aggravée d'une expulsion. Les stipulations des traités destinées à adoucir la brutalité des ruptures ne furent jamais appliquées. Mais l'ingéniosité des individus réussit souvent là où les instruments diplomatiques étaient inefficaces.

Les Français établis à l'étranger ne cessaient pas pour cela d'être soumis aux ordres du Roi de France. Louis XIV n'était pas très favorable à la sortie de ses sujets. Colbert la considérait plus ou moins comme une désertion et il cherchait du moins à la limiter et à la contrôler. Une déclaration du mois d'août 1669 enjoignit à tous les Français établis à l'étranger de retourner en France avec leurs femmes et leurs enfants. Cependant le Roi admit des dérogations à cette règle par des brevets individuels accordant l'autorisation de demeurer dans telle ville pour un temps donné afin d'y débiter les marchandises de France⁷². Le Roi admettait aussi l'émigration temporaire des ouvriers parce que leurs économies leur permettaient de rapporter en France des métaux précieux. Mais il considérait comme un préjudice l'établissement permanent de ces travailleurs à l'étranger et il s'efforça de les ramener en France ou de les empêcher de partir.

En particulier les matelots, très nombreux sur les côtes d'Andalousie, étaient l'objet de sa sollicitude et de sa sévérité. Le Consul de Cadix avait des ordres pour les empêcher de rester en Espagne et les rapatrier à

72. Voir un modèle de brevet semblable dans Paris, A. N. Marine, B7, fol. 40.

bord de vaisseaux français. Cela résulte de plusieurs passages de la correspondance consulaire⁷³. En 1682 à un moment où l'on pouvait craindre une rupture avec l'Espagne, le Roi publia une amnistie pour tous les officiers mariniens et marins retirés à l'étranger. Le consul de Cadix, pour ne pas donner l'éveil aux Espagnols, fit appeler les patrons de tartanes et les hôteliers français pour les en informer, il fit afficher cette décision dans sa maison et demanda aux hôteliers de le faire dans la leur. Il en envoya des copies à Sanlucar et au Puerto⁷⁴. Il agissait auprès des matelots tantôt par la menace, tantôt en assurant leur subsistance jusqu'à leur embarquement. Il ne réussissait pas toujours, car plus d'un, après avoir reçu un secours en argent et un billet pour se faire embarquer par un capitaine marchand, disparaissait avec la gratification et ne se présentait pas à bord⁷⁵. Il avait aussi des difficultés avec les capitaines, qui refusaient d'embarquer gratuitement les matelots à rapatrier. En 1686 sur la demande du consul, Louis XIV promulgua une ordonnance obligeant les capitaines à le faire⁷⁶. La même année le Roi prit une autre mesure contre les marins français établis à l'étranger : il interdit à ses consuls de leur donner aucun certificat pour naviguer⁷⁷. En 1700 ordre fut donné aux patrons de barques et de tartanes de Cadix de retourner à Marseille une fois par an⁷⁸. Ainsi on les tenait et on pouvait les châtier s'ils continuaient à se faire les agents de la désertion des matelots, comme le disait le consul.

73. Voir notamment les lettres du vice-consul du 5 février 1685, de Catalan du 3 septembre 1685, du 9 juin 1687, du 7 juin 1699 (A. E. consul. Cadix, t. II, 245, 297, t. III, 51, 316).

74. Catalan, 9 février 1682 (*ibid.*, t. II, 19).

75. Catalan, 7 juin 1687 et 7 juin 1699.

76. Catalan, 31 mars 1686 (*ibid.*, t. II, 334).

77. Catalan, 5 août 1686 (*ibid.*, t. II, 381).

78. Catalan, 22 novembre 1700 (*ibid.*, t. III, 427).

Le consul et l'organisation de la colonie.

Le rôle du consul de France semble avoir été à Cadix très considérable. Il était le chef de la colonie et il était en outre un véritable agent du Roi. Il était considéré par les autorités et vivait sur le même pied que la noblesse. Il était le seul dans ce cas de tous les consuls étrangers. Catalan nous a laissé, dans un mémoire de 1699, quelques détails précis concernant l'étiquette qu'il observait à l'égard des différentes autorités et que celles-ci observaient à son égard, qui nous permettent d'apprécier la place qu'il occupait dans la ville⁷⁹.

Quand les nobles venaient le voir, il leur cédait le pas à la porte et leur laissait prendre la droite; il les accompagnait tantôt jusqu'à la porte de la rue, tantôt jusqu'à l'entrée de l'escalier. Mais on agissait de même avec lui dans les maisons nobles et il y était souvent invité. Il traitait de même sur un pied d'égalité avec l'alcalde mayor, juge civil et criminel de Cadix.

Il était souvent en rapports avec le Capitaine général des Côtes d'Andalousie, duc d'Albuquerque, lequel avait rang de Grand d'Espagne, avec le commandant de l'armée navale espagnole, comte de Fernan Nuñez et avec le Gouverneur de Cadix, D. Francisco del Pueyo. Voici comment il définit, à la demande de Pontchartrain, les règles de l'étiquette en usage avec chacun d'eux.

Le duc d'Albuquerque ne donne ni porte ni main droite. Il attend le consul debout dans sa chambre. Ils s'assoient tous deux sur un fauteuil. Il n'accompagne le consul que de deux ou trois pas. Il ne rend point

⁷⁹. *Mémoire des fonctions de consul de France dans Cadix depuis l'année 1669* (6 juillet 1699) (A. E. consul. Cadix, III, 332).

la visite. Quand le consul va voir la duchesse sa femme, elle l'attend debout dans sa chambre et s'assoit ensuite sur son estrade et lui sur un fauteuil.

Le comte de Fernan Nuñez, avec lequel il a peu affaire, lui donne la porte et la main droite, l'accompagne jusque hors de sa chambre. Il vient le voir de temps en temps et le consul l'accompagne jusqu'à la porte de la rue.

Quant au Gouverneur de Cadix, il lui donne la porte et la main droite et l'accompagne jusqu'à l'entrée de l'escalier. Il lui rend souvent visite et le consul l'accompagne jusqu'à la porte de la rue. Il y a plusieurs fois des affaires qui ont motivé la réunion de tous les consuls chez le Gouverneur; Catalan a toujours siégé au haut bout et il est le porte-parole de ses collègues.

Nulle part donc l'importance du consul n'a été plus grande qu'à Cadix. Nulle part l'évolution qui a fait des consuls des agents diplomatiques de second ordre n'a été plus sensible. Il est vrai que le Roi a été servi dans ce poste, à partir de 1669, par un homme qui paraît avoir été doué des qualités de prudence, de tact et d'honnêteté les plus précieuses, Pierre Catalan. Il est resté trente et un ans à Cadix, ne quittant le port qu'en cas de guerre, et, même alors, le plus tard possible⁸⁰, et

80. En novembre 1673, il fut arrêté, puis relâché, et il dut quitter Cadix, car sa correspondance manque à partir de 1674. Il dut se réfugier au Portugal, car nous le voyons en 1677 négocier la concession de l'entrepôt de Faro pour les Français. Puis il passa secrètement au Port-Sainte-Marie pour y terminer quelques affaires, et il était en train de solliciter l'autorisation d'y rester, quand vint l'ordre pour les Français, même naturalisés, de se retirer à 20 lieues de la côte. Il passa alors à Ayamonte sur la frontière de Portugal. Ayant reçu du gouverneur du Port-Sainte-Marie l'autorisation d'y résider, il revint à Cadix à bord d'un navire anglais, ne put débarquer, retourna à Faro, fit une nouvelle tentative à Cadix et n'y revint qu'après la paix. Pendant tout ce temps, il renseigna le ministre tout en surveillant ses affaires particulières. En 1684, il semble avoir eu l'ordre de Seignelay de rester le plus tard possible pour le renseigner. Il demanda au gouverneur de rester un mois après la rupture : on lui accorda huit jours moyennant finances. Il vivait enfermé dans sa maison, ne sortant que la nuit, et il dépassa le délai. Il

son expérience a certainement contribué à donner un grand lustre à la fonction de consul. Il y est mort le 5 décembre 1700, après avoir vu triompher la cause française par l'avènement d'un Bourbon au trône d'Espagne.

Il avait su résoudre la délicate question de ses émoluments et du budget de la Nation. Ses revenus réglementaires pouvaient monter à 900 écus par an, alors qu'il en dépensait 5.000, Cadix étant « le lieu le plus cher de l'Europe⁸¹ ». Aussi lors de sa nomination en 1669, il avait demandé une gratification pour compléter les droits consulaires. On la lui avait promise, et, en effet, la Nation lui vota dès son arrivée une subvention de 1.500 écus qui devait être fournie par un droit de 1/2 réal par ducat de fret sur les marchandises venues par navires français. Ce droit devait être administré par deux députés. Mais la gratification ne fut pas payée, sous prétexte que le droit n'avait presque rien rapporté⁸². Catalan réclama, comme le prouve sa correspondance de 1670⁸³ : il aurait voulu percevoir lui-même le droit de 1/2 réal, et il l'obtint d'une nouvelle assemblée, à condition qu'il se chargeât d'entretenir la chapelle de Saint-Louis. Même presque tous les ans on lui accordait 1 réal au lieu de 1/2 en considération de ses dépenses et des résultats obtenus par lui⁸⁴.

tenta de donner des avis au commandant d'un convoi français, et cette affaire le fit expulser en juin. Sur le point d'être arrêté, il dut se sauver de nuit en passant par-dessus les remparts et se réfugia à Jerez, d'où il passa en France. Mais son vice-consul Supervielle était resté à Cadix et continua à renseigner Seignelay. Après la trêve, Catalan revint à Cadix. En 1689, il semble avoir quitté la ville pour la France aussitôt après la rupture (A. E. Corr. consul. Cadix, t. II *passim*).

81. *Mémoire des fonctions de consul de France dans Cadix.*

82. Mémoire sans titre joint à la lettre du 22 avril 1680 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 297-281).

83. Lettres du 26 janvier et du 1^{er} octobre 1670, le mémoire joint à la lettre du 25 mai 1670, la lettre de Colbert à Fermanel du 21 février 1670 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 25, 83 v^o et 53; Paris, A. N. Marine, B7, 51).

84. *Mémoire des fonctions de consul...*

Les choses allèrent ainsi jusqu'à la rupture de 1673. Après la paix de Nimègue, la Nation lui accorda, pour le rembourser des dépenses qu'il avait faites pendant la guerre et après la paix dans l'intérêt général, un droit de 4 réaux de plate par ballot et de 2 réaux par tonneau de blé et d'autres marchandises grossières. Ce supplément ne fut jamais payé, et Catalan réclama le 22 avril 1680 un ordre du Roi pour faire obéir les commerçants. Nous ne savons ce qu'il en advint, mais nous constatons qu'en 1700 il jouissait d'un second droit de 1/2 réal par ducat de fret pour subvenir aux dépenses de la Nation : fête de Saint-Louis et autres, assistance aux matelots, procès, etc⁸⁵... Mais cette dernière contribution purement volontaire se percevait mal et beaucoup y échappaient. A un moment donné en 1688, il chercha à obtenir du Roi quelque pension. Il exposa que ses charges s'étaient aggravées du fait que les fonctions publiques étaient alors remplies par de très grands personnages qui faisaient beaucoup de dépenses, et qu'il était obligé de les suivre pour tenir son rang, et cela à un moment où le commerce fléchissait et où les droits rapportaient moins. D'après son mémoire de 1699 il semble qu'il ait obtenu de temps en temps quelques gratifications. Grâce à tous ces suppléments il pouvait vivre. De plus il faisait des affaires aux Indes en prêtant son argent à la grosse aventure. Il avait été récompensé en outre par une croix de chevalier de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare, qui contribua à rehausser sa situation à Cadix et peut-être aussi à enfler ses prétentions⁸⁶.

85. Lettre de Louis Catalan, neveu du consul, du 20 décembre 1700 (A. E. consul. Cadix, t. III, 430). Le procès-verbal de l'assemblée de la Nation du 9 décembre 1700 (Paris, A. N. Marine, B7, 225).

86. Lettre de Catalan du 5 janvier 1688 (A. E. consul. Cadix, t. II), fol. 88 v°).

Son retour à Cadix après la paix de Ryswick fut un triomphe. « J'ai eu une foule de visites, écrivait-il huit jours après son arrivée, le 26 mai 1698, et qui n'ont pas encore fini, depuis le Gouverneur, Capitaine général de l'armée navale d'Espagne, Evêque et Magistrat, sans qu'il y ait resté personne de marque, séculier ni ecclésiastique, ni nation qui ne soit venu me voir, et j'ai passé au Port-Sainte-Marie pour voir le duc d'Albuquerque, qui est un jeune seigneur, général de terre de toute cette côte, duquel j'ai été parfaitement reçu et régala. J'ai salué aussi la duchesse sa femme, qui est fille du défunt duc de Medina-Celi⁸⁷ ».

L'importance du poste de Cadix avait imposé la création à côté du consul, d'un vice-consul et d'un chancelier. Le vice-consul, qui fut au temps de Catalan le sieur René Supervielle, était désigné par lui et le remplaçait en cas d'absence. Le chancelier était aussi un agent du consul choisi par lui et dont il était responsable. A la mort de Catalan, les commerçants soutinrent que sa commission de chancelier tombait *ipso facto*. Il était chargé de dresser les actes de procédure dans les procès entre Français qui passaient devant le consul⁸⁸.

Dans certains cas la colonie se réunissait en une assemblée que présidait le consul et dont les décisions avaient force de loi. On voit apparaître de temps en temps des députés de la Nation, quand il s'agit de faire une démarche ou de percevoir des droits. Ainsi en 1667 lorsque la colonie décida de faire au Roi d'Espagne un présent de 212.000 pesos pour éviter une représaille on nomma sept députés de la Nation pour s'occuper de

87. Catalan, 26 mai 1698 (*ibid.*, fol. 239).

88. Voir la lettre des députés de la Nation Magon et Lorion du 16 janvier 1701 et l'acte du 12 janvier 1701 signé du chancelier (Paris A. N. Marine. B7 225).

cette affaire⁸⁹. Le même nombre se rencontre lors d'une démarche faite auprès de Seignelay en 1685 et d'une autre auprès de Pontchartrain en 1692⁹⁰. En 1673 quand le consul s'entendit avec la colonie pour que celle-ci levât 1/2 réal par ducat de fret pour payer au nom de la Nation les fêtes, les secours aux malheureux et les présents aux autorités, on créa aussi deux députés qui devaient administrer ce fonds et en rendre compte. Mais ceux-ci s'en lassèrent et au bout de trois mois remirent tout au consul.

Après la mort de Catalan, on vit reparaitre les Députés de la Nation. Il y eut alors une espèce de révolution dans la colonie. Quelques jours après le décès du consul à l'instigation de Guillaume Eon, sieur de la Villebague, une assemblée fut réunie qui délibéra hors de la présence du vice-consul et du chancelier et établit un régime provisoire dans l'attente du futur consul ; le vice-consul Supervielle devait continuer à expédier les affaires courantes, mais deux députés de la Nation, Magon et Lorion, furent nommés pour « régir les affaires de la Nation » et en particulier percevoir le demi-réal qu'on donnait en gratification au Consul et le demi-réal qui servait à payer les dépenses de la Nation. Le procès-verbal de cette assemblée daté du 9 décembre 1700 fut envoyé au Roi. Sur ces entrefaites le vice-consul mourut et le chancelier prétendit exercer les fonctions de consul. Les Députés lui en dénièrent le droit sous le prétexte qu'il n'était pas un officier public, mais un simple commis de Catalan, et ils s'emparèrent

89. Mémoire rédigé par Catalan et adressé par le Secrétaire Dupré à la Reine d'Espagne, joint à la lettre du 19 janvier 1670 (A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 23).

90. *Mémoire et représentation des négociants français à Cadix adressé à Mgr le Marquis de Seignelay...* (cité plus haut) (31 mars 1685), (Paris, A. N. Marine, B7, 211); *Représentation faite par le commerce de France établi à Cadix à Mgr de Pontchartrain, ministre et secrétaire d'Etat* (12 août 1692) (*ibid.*, B7, 216).

de la gestion du consulat. La colonie se trouva donc en proie aux factions⁹¹.

Elle n'y avait d'ailleurs que trop de tendances. Les Français de ce temps étaient, comme ceux d'aujourd'hui, prompts à se diviser et à se dénigrer les uns les autres. C'est un fait que l'on a constaté déjà dans les communautés de Turquie et qu'on retrouve en Espagne. En 1667 une grave affaire mit en rumeur la colonie de Cadix. Dans la crainte de représailles, cette année-là, à cause de la guerre de Flandre, elle avait décidé d'offrir au Roi d'Espagne un présent de 212.000 écus pour éviter la confiscation des effets qu'elle avait à bord des Galions. La charge fut répartie sur tous les commerçants français intéressés par les soins des députés de la Nation. Mais un nommé Simon Salet, à qui on avait réclamé pour sa part 78.000 réaux de plate ou 10.000 écus, chercha à obtenir du Roi d'Espagne un indult particulier pour avoir trafiqué aux Indes et à se faire restituer par la Nation sa part de contribution. Il prétendait qu'il avait été inclus indument dans la colonie française, car il était lorrain, et il attaqua les députés devant le Président de la Contratacion. Sa prétention était fort discutable, car c'était comme représentant d'un marchand français, Magon, qu'il avait été imposé, l'indult dont il avait joui lui avait été accordé à la suite du versement global de la Nation, et l'indult particulier qu'il invoquait ne lui avait été accordé que beaucoup plus tard, enfin d'autres étrangers impliqués dans les affaires des Français avaient contribué aux 212.000 écus sans protester. L'ambassadeur reçut l'ordre de

91. Voir la lettre de Louis Catalan du 20 décembre 1700, le procès-verbal du 9 décembre 1700, la lettre des députés de la Nation du 16 janvier 1701 et l'acte du 12 janvier 1701 adressé à ceux-ci par le Chancelier (A. E. consul. Cadix, t. III, 430; Paris, A. N. Marine, B7, 225).

faire toutes diligences pour faire cesser les poursuites de Salet contre la Nation⁹².

A cette occasion la colonie française se divisa. Les marchands firent des déclarations les uns contre les autres. Ce procès et les efforts qu'on fit pour faire restituer par l'Espagne les 212.000 écus occasionnèrent certains frais à la Nation, qui entra en contestation avec les Députés à ce sujet. Elle refusa de les payer à moins d'y être obligée par autorité de justice. C'était de la dernière imprudence de mêler la justice espagnole à ces dissensions entre Français.

L'affaire faisait ressortir les présents qu'on avait donnés à des fonctionnaires espagnols; elle pouvait permettre à ceux-ci de connaître le capital que les Français avaient aux Indes. Pour éviter ces inconvénients, Catalan assembla chez lui la Nation en janvier 1670 et lui persuada de rétablir l'union. Malgré ses efforts, les sieurs Fontaine et Dufau, chargés de vérifier les comptes des Députés, refusèrent de le faire, sous prétexte que le consul n'avait pas d'autorité sur eux. Celui-ci en référa à Colbert, et le Roi ordonna le 18 février 1671 au sieur Fontaine de remettre au consul les livres où étaient consignées les déclarations faites par les Français des effets qu'ils avaient sur les Galions de 1667, et de convenir d'arbitres pour terminer en la présence de Catalan tous différends nés ou à naître à propos de cette affaire⁹³.

A la même époque les Français de Cadix avaient refusé de reconnaître le juge conservateur dont on avait obtenu la désignation à Séville⁹⁴.

92. Voir le dossier de cette affaire dans A. E. consul. Cadix, t. I, fol. 23, 83, v°, 87, 92; lettres de Colbert à Dupré du 7 février 1670, du Roi à l'archevêque de Toulouse du 18 avril 1670 (Paris, A. N. Marine, B7, 51).

93. Paris, A. N. Marine B7, 53.

94. Lettre de Colbert à l'archevêque de Toulouse du 1^{er} décembre 1670 (Paris, A. N. Marine, B7, 52).

En 1680 Patoulet écrivait à Colbert : « Il serait seulement à souhaiter que vous prissiez la peine d'écrire une lettre pour tous les négociants français qui sont à Cadix, à Séville, au Port-Sainte-Marie, afin de les engager à vivre dans l'union et à fixer toujours un prix à leurs marchandises à l'exemple des Anglais et des Hollandais. Cette lettre fera sans doute un bon effet. Si vous me faites l'honneur de me la confier, j'aurai soin de l'adresser à des personnes qui ne manqueront pas de faire connaître aux autres la bonté que vous avez pour eux⁹⁵ ».

Catalan écrivait le 2 mai 1683 : « J'ai pourtant sujet de me plaindre des dits commerçants de ce qu'ils ne m'aident point, y ayant si peu d'union entre eux, que, lorsqu'il s'agit de faire un fonds, je me vois le plus souvent exposé à fournir de mon argent propre ce qui est nécessaire pour subvenir aux urgentes nécessités du commerce, et, quoiqu'ils fassent des assemblées pour chercher les moyens d'y pourvoir par quelque imposition sur leur même commerce, les résolutions qui y sont arrêtées ne s'exécutent jamais, et il n'en faut qu'un ou deux pour empêcher tous les autres de payer, de sorte que, pour n'entrer en dispute avec eux, j'en souffre en mon particulier, sans me rebuter de faire tout ce qui dépend de moi pour l'avantage du commerce et le service de Sa Majesté, lorsque les escadres des vaisseaux de guerre arrivent ou se meuvent dans cette baie, pour raison de quoi je ne ménage jamais rien⁹⁶... »

A la même époque certains commerçants eux-mêmes se plaignaient de la désunion des Français d'Espagne. Ils citaient le cas du juge conservateur, dont le marquis de Villars avait obtenu l'établissement et pour lequel on ne pouvait trouver 1000 écus par an à cause de

95. *Mémoire sur le commerce des Hollandais dans les Indes espagnoles en 1680* (A. E. Mém. et doc. Suppl. France, 1992, fol. 137).

96. Catalan, 2 mai 1683 (A. E. consul. Cadix, t. II, fol. 151 v°).

l'avarice de la colonie. « Chacun, dit-il, cherche à ne pas payer et même se met sous la protection d'autres ambassadeurs ». Ils ne voyaient d'autre moyen d'en sortir que d'obtenir du Roi une subvention de 300 pistoles par an⁹⁷. Et Feuquières, en 1686, confirmait tous ces témoignages. Il écrivait à Seignelay le 14 mars : « Je ne vous ai, Monsieur, jamais parlé des contrariétés que je trouve ici parmi les Français. Je ne sais si c'est la pauvreté qui engendre, comme on dit, riote, ou si c'est l'air du pays, mais ils sont tous divisés, et ils se trahissent les uns les autres en découvrant tous les secrets de leur commerce, sans aucun respect pour la patrie ni pour leurs correspondants espagnols, ce qui les décredite et achève de les ruiner. Je les menace de l'autorité du Roi, mais le véritable remède serait qu'ils en ressentissent les effets en France sur les plaintes que j'en ferais à Sa Majesté dans les occasions⁹⁸ ».

Si les commerçants se montraient indisciplinés avec le consul et divisés entre eux, ils ne s'entendaient pas davantage avec les capitaines de navires. Le sujet permanent de la dispute était le droit d'avarie destiné à couvrir les risques d'accident à la mer. En 1670 Catalàn rapporte que les capitaines de Saint-Malo exigeaient des marchands, comme droit d'avarie ordinaire, 2 et 3 réaux par ducat de fret au lieu de 1/2 réal, qui était d'usage. Ceux de Rouen et des autres ports avaient fait de même. Les marchands s'étaient plaints et le consul les avait rassemblés chez lui. Tous demandèrent que le Roi fixât ce droit à 1/2 réal et que les capitaines fussent obligés d'apporter, trois heures après leur arrivée, leur livre de bord original chez le consul, et non pas une copie fantaisiste, afin que le commerce n'eût pas à supporter

97. *Mémoire du commerce d'Espagne pour écrire à M. de la Vauguyon* (Paris, A. N. Marine, B7, 209).

98. Paris, A. N. K 1359.

des frais d'avaries imaginaires⁹⁹. En 1681 l'abus recommença et le consul fut invité à porter le différend devant le Ministre¹⁰⁰.

La communauté française de Cadix possédait une chapelle dédiée à Saint-Louis, Roi de France, où l'on célébrait sous la présidence du consul des offices solennels le jour de la fête du Roi et dans les grandes circonstances. Il y avait au Port Sainte-Marie une confrérie de marchands français également groupée autour de la statue de Saint-Louis dans la chapelle des Cordeliers. Pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, les Cordeliers jetèrent à la rue cette statue. Les Minimes vinrent l'y chercher et l'installèrent chez eux avec beaucoup d'honneurs¹⁰¹.

Telle était la communauté qui, sous l'autorité du consul français, menait dans les ports andalous une existence pleine de risques divers et d'espérances prestigieuses. Elle était une image réduite du peuple de France, avec sa haute bourgeoisie commerçante, ses boutiquiers, ses artisans et ses ouvriers, ses Normands, ses Bretons, ses Limousins, ses Auvergnats et ses Provençaux. A demi hispanisée, elle se souvenait pourtant de son origine, et savait évoluer astucieusement, selon l'intérêt du moment, entre ses deux maîtres, le Roi de France et le Roi d'Espagne. Elle jouait un grand rôle économique : l'Espagne ne pouvait se passer d'elle pour mettre en valeur son territoire européen et colonial, et elle assurait à la France la domination du plus important marché d'exportation qu'il y eût alors, lui procurant en retour ces métaux précieux qui passaient en ce temps-là pour être l'essence même de la richesse.

99. Catalan, 27 avril 1670 (A. E. consul, Cadix, t. I, fol. 41-42).

100. Catalan, 21 avril 1681 (*ibid.*, t. II, fol. 37).

101. Labat, t. I, p. 351.

CONCLUSION

Maintenant que nous sommes arrivés au terme de cette longue et minutieuse étude, au cours de laquelle nous avons été forcés trop souvent d'entrer dans d'arides détails, il importe de lever un peu les yeux de notre travail et d'en dégager une vue d'ensemble.

Ce qui ressort en premier lieu, c'est l'importance prépondérante dans l'ordre économique que l'exploitation de son empire américain a donnée à l'Espagne : elle est devenue le distributeur principal des métaux précieux dans le monde et un très gros consommateur de produits manufacturés. Un des plus actifs marchés d'échange international s'est donc établi sur son territoire. Ce fait, qui apparaît à l'époque de sa plus grande puissance, et qui, du reste en a favorisé la formation, a persisté dans la période de sa décadence, parce que les étrangers se sont de plus en plus substitués aux Espagnols dans l'approvisionnement de l'Amérique. On pourrait même dire que plus la décadence économique de l'Espagne s'est accentuée, plus a grandi l'importance de ce pays comme centre commercial européen.

Il était tout naturel qu'une grande puissance politique et militaire, comme la France, désireuse de devenir une grande puissance économique, cherchât à s'assurer sur le marché d'Espagne, et en particulier dans le commerce des Indes, une place de premier rang. Jusqu'au traité des Pyrénées, le commerce français avait eu à

lutter d'abord contre l'hostilité du gouvernement espagnol, ensuite contre la concurrence des autres étrangers, plus favorisés que lui. Le traité des Pyrénées marque pour la France une victoire économique comparable à sa victoire politique et militaire. Les privilèges des autres étrangers, qui avaient pratiqué une large brèche dans le système de protection de la production espagnole, furent accordés aux Français, et ceux-ci purent désormais lutter à armes égales avec les grandes puissances commerciales du temps, la Hollande et l'Angleterre, sur ce champ de bataille international qu'était l'Espagne.

La période comprise entre 1648 et 1667 a peut-être été celle de la plus grande prospérité du commerce des étrangers à Cadix. C'est à ce moment là que le système qui consistait à approvisionner l'Amérique par la voie de l'Espagne a le mieux fonctionné et rapporté le plus d'argent. D'abord c'est en 1648 que les Hollandais firent leur paix avec l'Espagne, et relevèrent pour leur compte les privilèges purement nominaux obtenus jadis par les Hanséates. Pour la première fois on vit réunis dans les mêmes mains des facilités juridiques singulières et la puissance commerciale nécessaire pour les exploiter. Le fait acheva de ruiner l'industrie espagnole et de rendre indispensable la collaboration des étrangers. Les Français en profitèrent dès ce moment là par l'intermédiaire des Hollandais, plus tard, après 1659, directement. Une deuxième raison de la prospérité du commerce de Cadix à cette époque, c'est que la contrebande directe en Amérique n'est pas encore très développée. Le commerce « à la longueur de la pique » ne s'est étendu que peu à peu, et il faut attendre le dernier quart du ^{xvii}e siècle pour qu'il fasse une concurrence ruineuse à celui des Flottes et Galions. En outre les marchands étrangers n'approvisionnaient la place de Cadix qu'avec une

certaine modération. Ils étaient moins nombreux qu'ils ne furent plus tard, et ils apportaient moins de marchandises. Ainsi les bénéfices étaient-ils plus beaux et plus assurés. Enfin le gouvernement espagnol était résigné à subir les privilèges et ne réagissait que faiblement.

Dans les années qui suivirent, le commerce de Cadix fut moins avantageux, d'abord à cause du développement de la contrebande anglo-hollandaise en Amérique, ensuite à cause des efforts de l'administration espagnole pour ronger peu à peu les privilèges. Mais à ces raisons générales s'en ajoutèrent d'autres pour les Français, le ressentiment causé en Espagne par la guerre de Dévolution et par les autres guerres, toutes très rapprochées, qui suivirent. Les sentiments d'hostilité des Espagnols firent naître des incidents nombreux, et ils furent encouragés, à partir de la guerre de Hollande, par la haine des Hollandais, qui cherchèrent à évincer d'Espagne le commerce français. En outre à partir de 1680 l'industrie française décline, ses produits sont moins bons ou trop chers, et les étrangers les copient.

Pendant cette période, le commerce de Cadix intéressa cependant un plus grand nombre de personnes peut-être qu'auparavant. Car l'exemple des bénéfices réalisés autrefois attira plus d'envois et de plus gros, bien que les résultats fussent plus aléatoires. De plus l'Amérique se développait et sa demande était plus forte. Les Français se cramponnèrent à cette source de profits plus exclusivement que les Anglais et les Hollandais, pour lesquels à partir de 1680 le commerce direct en Amérique le disputa à celui de Cadix.

Un autre point qui ressort de ce que nous avons vu, c'est que le commerce de Cadix ne pouvait se faire que par la fraude. Son principe même le voulait ainsi, puisque les étrangers vendaient à l'Espagne plus de marchandises qu'ils ne lui en achetaient, et qu'elle interdisait la

sortie des métaux précieux. A cette fraude fondamentale s'en ajoutaient d'autres, celles des droits de douane à l'entrée par exemple. Il faut dire que les étrangers avaient trouvé la fraude installée dans la navigation des Indes et qu'ils n'avaient fait que continuer et développer une tradition inaugurée par les Espagnols. Mais ils fraudèrent dans des proportions énormes et c'était ce qui faisait tout l'intérêt des privilèges. L'histoire du commerce des étrangers et en particulier des Français à Cadix, se réduit donc à l'histoire du développement de la fraude et des négociations de leurs gouvernements pour empêcher l'Espagne de la réprimer.

Dans ce duel juridique entre l'Espagne et la France, celle-ci l'emporta, en ce sens qu'elle obtint la promulgation des édits propres à consolider les privilèges. Mais son succès fut sans lendemain, car les autorités espagnoles violèrent continuellement et le traité et les édits. Dans la pratique courante le traité ne fut appliqué qu'avec un certain déchet et non sans incidents. Il faut dire que l'imprudence et le cynisme des Français en furent souvent la cause. La réaction espagnole se montra particulièrement nette après la paix de Nimègue et surtout dans ce qui touchait au commerce des Indes. On saisit à ce moment-là la volonté très nette de l'Espagne d'empêcher les Français de faire personnellement, sous des noms espagnols, le commerce avec l'Amérique.

La politique de Louis XIV s'est montrée la plupart du temps modérée et prudente dans ses revendications. Mais le jour où il crut apercevoir chez les Espagnols le dessein de ruiner le commerce français de Cadix, dessein que l'on a sans doute exagéré, il recourut à ces procédés de force qui rendaient parfois sa politique odieuse aux autres Etats. La démonstration navale de 1686 fut une victoire à la Pyrrhus. Elle fit fléchir l'Espagne, mais elle suscita des rancunes et des jalousies qui devaient

durer. Heureusement qu'en fait les relations personnelles entre marchands français et espagnols, consul de France et fonctionnaires du Roi Catholique atténuèrent, dans ce paradis des accommodements qu'est l'Andalousie, l'amertume des souvenirs et l'âpreté des rivalités internationales.

Nous avons vu que le commerce d'Espagne intéressait à peu près toutes les industries importantes de la France et la plupart des provinces. C'est cependant l'Ouest (la Bretagne et la Normandie), et le Nord (la Flandre, Paris et la Champagne), plus que le Centre (l'Auvergne et le Lyonnais), et le Midi (Languedoc), qui trouvent des débouchés à Cadix. Ce sont surtout les industries textiles, et en particulier les toiles, dont la vente est importante. Quant aux retours ils consistent presque uniquement en métaux précieux.

C'est en cela surtout que le commerce de Cadix intéresse l'administration monarchique, toujours préoccupée d'accroître le stock de métaux précieux. Mais on constate cependant que ces retours sont moins importants qu'ils ne devraient être. C'est qu'ici la politique monétaire de la Royauté française, et aussi l'état défectueux du change, ont poussé les commerçants à effectuer leurs remises à Amsterdam, à Londres, ou à Gênes plutôt qu'à Saint-Malo, à Lyon ou à Paris. Aussi la France a-t-elle moins profité du commerce de Cadix que ses rivales. Elle n'est pas devenue, comme la Hollande et l'Angleterre, un grand pays capitaliste. Néanmoins le commerce de Cadix lui a très certainement rendu des services : il lui a permis de financer la guerre contre l'Espagne à partir de 1635, d'effectuer en 1640-1641 sa réforme monétaire, et de résister contre toute l'Europe pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg.

Ce qui a permis aux Français de s'établir solidement sur la place de Cadix et les a détournés peut-être de la

contrebande directe en Amérique, c'est la proximité de leur pays et la facilité des transports. De plus ceux-ci ont été constamment protégés par la marine royale à partir du règne personnel de Louis XIV. En cas de guerre des voies détournées et dissimulées, le Portugal et Gênes, ou à leur défaut les pavillons neutres, s'offraient aux commerçants. Un jour même, au cours de cette âpre guerre de la Ligue d'Augsbourg, qui à bien des égards ressemble à une guerre moderne, il fallut employer la voie de terre.

Nous avons vu enfin qui étaient ces Français qui venaient récolter en Espagne l'argent d'Amérique. C'était toute la France; presque toutes les classes sociales, presque toutes les provinces étaient représentées dans la colonie d'Andalousie. Elle formait un corps aux contours assez flottants, intermédiaire entre l'obéissance française et l'obéissance espagnole, qui avait su plonger des racines dans le pays, sans rompre ses attaches originales, et qui poursuivait, en manœuvrant habilement, son rêve de fortune, malgré les secousses de la politique.

Tel fut, jusqu'à la fin de la rivalité des Bourbons et des Habsbourg, le commerce français de Cadix. Par son volume, il était l'un des plus importants. Par sa nature aussi, car il remplissait une fonction essentielle, qui était d'approvisionner le Royaume en argent. Il aurait pu la mieux remplir encore, et amener en France une concentration de capitaux qui aurait fait de ce pays la plus grande puissance capitaliste d'Europe. Pour des causes diverses, cette révolution ne s'est pas accomplie alors, en cette seconde moitié du *xvii^e* siècle, qui est pour l'orientation de l'évolution française une période capitale. Le commerce de Cadix a permis du moins à la France de suivre le mouvement inauguré par la Hollande et l'Angleterre. En particulier il a facilité le commerce

des Indes orientales pour lequel il fallait exporter des piastres, c'est-à-dire qu'il a rendu possible pour les Français la lutte commerciale sur un autre des grands théâtres de rivalité économique internationale. On comprend donc pourquoi il était l'objet de la faveur du Roi. Peut-être même n'est-il pas défendu de penser que la perspective de pouvoir aménager un jour les choses à Cadix selon l'intérêt français a pesé de quelque poids en faveur de la politique qui visait à installer un Bourbon sur le trône d'Espagne.

Vu, le 25 janvier 1932 :
le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :
H. DELACROIX

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY



INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

Achard (André), 551 n. 27.
 Aguilar (comte d'), 231, 245, 298, 318, 322, 393, 506.
 Aiguillon (duchesse d'), 535.
 Albuquerque (duc d'), 93, 188, 402, 579, 583.
 Alegrete (marquis d'), 517, 523.
 Allain, 548 n. 21.
 Allaires, 551 n. 27.
 Alméras (d'), 494, 499.
 Alogne (Pedro), 575.
 Altamirano (D. Fernando), 150, 151.
 Amfreville (d'), 499.
 Angennes de Maintenon (d'), 333.
 Antonio (Ricarte), 104.
 Apremont (Jean d'), 549 n. 22.
 Aragon (D. Pedro de), 161.
 Arellano, voir Ramirez.
 Arson (sieur d'), 514, 515 à 517.
 Astorga (marquis d'), 153, 162.
 Auger (Nicolas), 548 n. 20.
 Autriche (D. Juan d'), 215 n. 47, 273, 283.

B

Baas (M. de), 331 n. 105.
 Bailleul (Richard), 549 n. 22.
 Baize (A. de), 243, 550 n. 26, 552.
 Baize (F. de), 549 n. 22, 552.
 Balbases (marquis de los), 218 n. 57, 285 n. 28, 301 à 303, 313, 318, 320, 321.
 Barbier, 145.
 Barbier (A.), 549 n. 22, 550 n. 25, 552.
 Barbier (Joseph), 551 n. 27, 552.
 Barlamont (Nicolas), 92.
 Barre (de la), 498.
 Barrera (Damian), 92.

Barrionuevo, 442.
 Barrios Leal (D. Ignacio), 197.
 Baudran (Nicolas), 550 n. 24.
 Beauharnais (M. de), 543 à 545.
 Beaulieu (de), 501.
 Belin (Pierre), 549 n. 22.
 Bellièvre (chancelier), 574 n. 65.
 Bellisle-Lepin, 550 n. 24.
 Bellinzani, 339, 366, 376.
 Beltran (Nicolas), 183 n. 89, 549 n. 22.
 Bennes (sieur de), 490.
 Bermudez Solis (capitaine Francisco), 93.
 Bernal (Jacques), 76 n. 65.
 Bertaut (abbé), 540.
 Besnier (Jean), 549 n. 22.
 Bidal, 512.
 Blondel, 548 n. 20.
 Bodin, 559.
 Borde (Jean de la), 148, 149, 216.
 Bouillon de Launay (de), 550 n. 24.
 Boyetet, 550 n. 24.
 Bracamonte (D. José de), 105.
 Braumer Dufresne (de), 551 n. 27.
 Bravo de Sobremonte (D. Francisco), 156.
 Breil-Gris (sieur de), 286 n. 30.
 Breton (Noël), 53.
 Brunel, 77 n. 66, 81, 82, 83, 560.
 Bues (Manuel de), 91.
 Buisson, 550 n. 24.
 Bulet (Jacques), 548 n. 20, 575.

C

Cadix (Pierre), 144.
 Camales (J.), 549 n. 23.
 Camarinas, 322.
 Campos (D. Gabriel de), 200, 202.
 Canales (marquis de), 275.
 Cardenas (D. Inigo de), 90 n. 1.
 Caro (Mathias), 549 n. 23.

Carrera (D. Juan de la), 160.
 Carterie (Jacques de la), 549 n. 29.
 Castañeda (comte de), 516.
 Castejon (D. Bernardino de), 154.
 Castejon (D. Gil de), 154.
 Castro (Fr. Juan de), 182, 273.
 Catalan (Pierre), 26 n. 45, 137, 139
 à 142, 144, 147, 148, 151, 212,
 214, 215, 239, 243, 244, 274, 276,
 282, 290 n. 37, 291, 506, 516,
 517, 527, 551, 563, 576, 579 et
 suiv., 586, 587.
 Caubia (E. de), 550 n. 25.
 Cavallero (D. Diego), 261, 263.
 Cayas y Bazan (D. Martin de), 212.
 Centeno (D. Roque), 178 n. 77.
 Chaisne de la Haye (de la), 550 n. 25.
 Charil (Alphonse), sieur de la Réauté,
 547 n. 19.
 Charles-Quint, 14, 35, 37, 51.
 Charreton, 551 n. 27.
 Chateau-Renault, 452, 498, 499, 500,
 501, 505, 533.
 Chesnes de la Haye (de la), voir
 Chaisnes.
 Chevallier (François), 550 n. 25.
 Christoval (D.), 127 n. 61.
 Ciudad-Real (duc de), 275, 277.
 Clau (Jean de la), 93.
 Clément (Guillaume), 548 n. 21.
 Clemente de Olveros (J.), 549 n. 23.
 Coëtlogon (chevalier de), 505.
 Cohue (M.), 549 n. 22.
 Colbert 138, 139, 240, 248 n. 57,
 281.
 Collart. 354 n. 43.
 Coloma (D. Pedro), 126, 234 n. 31.
 Compans, 526 n. 128.
 Concepción (Fr. Jerónimo de la), 541.
 Concha y Zapata (D. Andrés de la),
 157.
 Corbet (D. Pedro), 262.
 Córdova, voir Fernández.
 Cortejo (D. Alonso), 91.
 Croix (Ambroise de la), 549 n. 22.

D

Daulard (Richard), 548 n. 21.
 Dayncant (Claude), 548 n. 20.
 Debaize, voir Baize.
 Delagney, 139, 332, 427, 428, 481,
 507, 512.
 Delahestroy, 374 n. 97.

Delaunay-Moreau, 290 n. 38, 331,
 332 n. 106.
 Desgranges, 515, 516, 517, 524.
 Desnos, 548 n. 21.
 Diaz Pimienta (D. Francisco), 178
 n. 77.
 Dolard (François), 145.
 Drevet, 67 n. 46.
 Duchalard, 93.
 Duchené Macé, 232.
 Ducru (J. B.), 145.
 Dufau (Jean), 549 n. 22, 550 n. 25,
 551 n. 27, 552, 586.
 Dufaur (Pierre), 144.
 Dufresne (Allain), 551 n. 27.
 Dufresne (M.), 551 n. 27.
 Dugué de Bagnols, 481.

E

Elary (Paul), 551 n. 27.
 Embrun (archevêque d'), 140, 146,
 204, 206, 224, 504, 535.
 Eminente (Francisco Baez), 30 n. 50,
 196, 238.
 Encoignard, 550 n. 26.
 Eon (Jean), 550 n. 25, 552.
 Eon (Julien), 286 n. 30.
 Eon (Guillaume) de Villegille, 138,
 139, 141 n. 20, 144, 189, 205,
 206, 224, 228, 410, 445, 494;
 552.
 Eon (Guillaume) sieur de la Ville-
 bague, 551 n. 27, 552, 584.
 Eon (Pierre), 550 n. 24, n. 25, n. 26,
 552.
 Erialla (Philippe), 370 n. 83.
 Escones (Juan), 91.
 Esneval (d'), 517, 519, 520, 524,
 525.
 Estrées (abbé d'), 521, 522.
 Estrées (maréchal d'), 300, 314 à
 317, 320 à 322, 331 n. 105, 332,
 495, 497, 500, 503, 505.

F

Fargis (du), 62, 67, 72, 74, 110, 111,
 114, 120, 348, 569.
 Farxa (Juan de la), 575.
 Fau (Arnaud de), 92, 547, 552.
 Fau (Juan du), voir Dufau.
 Fauconnier, 481, 482, 484, 489, 511.

Feliaga, 189.
 Féré (Gilles), 550 n. 24 et 25.
 Fernal, 139, 148, 477.
 Fernan Nuñez (comte de), 243, 579, 580.
 Fernández de Contreras (D. Pablo), 444 n. 64.
 Fernández de Córdova (D. Gonzalo), 255, 256, 261, 263, 264.
 Fernández de Córdova (D. Nicolas), 264.
 Feuquières, 146, 163, 217, 218, 235, 245 n. 49, 247, 250 à 253, 290 à 297, 301 à 304, 307, 309 n. 72, 311, 312, 316, 318, 321, 588.
 Figueroa, voir Henriquez ou Pardo.
 Filoaga, 273.
 Flores (Jacinto de), 549 n. 23.
 Fontaine (Antoine), 550 n. 25, 26, 551, 586.
 Fontaine (Jean-Antoine), 549 n. 22, 551.
 Fontaine (Jean-Lambert), 549 n. 22 et 23, 551.
 Fontayne, 550 n. 24, 551.
 Forant, 318, 322.
 Forquevaux, 177 n. 77.
 Fosse (Jean de la), 549 n. 22.
 Fournier (Julien), 144.
 Frain (Esteban), 547 n. 19, 548.
 François (Paul), 548 n. 21, 551.
 Frisblant, 550 n. 26.
 Frisches (Aignan des), 551 n. 27.
 Frotel (Michel), 144.
 Fuente (marquis de la), 154, 204, 210.
 Fuentes (comte de), 51 n. 22, 91 n. 3, 93 n. 6.
 Fuentes (Juan Francisco de), 25 n. 43.
 Fuentes (Salubias de), voir Salubias.
 Furnes, 84, 508.

G

Gabaret, 316, 331 n. 105, 332 n. 106.
 Gaffrard, 547 n. 19.
 Galpaert, 551 n. 27.
 Garibo (Jérôme), 92.
 Gassie (Jean de), 550 n. 26.
 Gaudin (Julien), 549 n. 22.
 Gautier (Jean), 548 n. 20.
 Gennes (M. de), 332.
 Gentil (Guillaume), 549 n. 22, 552.
 Gentil (Louis), 549 n. 23, 552.
 Godolphin (sir William), 534 n. 148.

Gomez Sandoval (D. Jerónimo), 178 n. 77.
 Gonzaga (D. Vicente), 234 n. 31.
 Gonzague (Prince de), 163.
 Goron (Diego), 549 n. 23.
 Gramont (duc de), 387 n. 131.
 Grandville-Locquet, 550 n. 25, 566.
 Grout, 550 n. 24 et 26.
 Guastalla (duc de), 243, 244, 285 298.
 Guise (duc de), 66, 78 n. 68.

H

Halde (du), 290 n. 38, 331, 332 n. 106.
 Harambur (Pierre de), 547.
 Harcourt (marquis d'), 247.
 Haro (D. Luis de), 117, 126.
 Haye (de la), 548 n. 21, 551.
 Haye (de la), voir Chaisne.
 Haye (Joseph de la), 550 n. 26.
 Haye (P. de la), 550 n. 26, 551.
 Haye (Thomas de la), 549 n. 22, 551.
 Haye (Vincent de la), 551.
 Heins, 514.
 Hélot (Charles), 548 n. 20.
 Henri IV, 54 à 57, 374, 420, 436, 546, 547, 574 n. 65.
 Henriquez de Figueroa (D. Manuel), 159, 160, 162.
 Herrera, 13, 14, 27.
 Hévin, 547 n. 19, 548.
 Hotman, 69 n. 55.

I

Imperial (capitaine Vicente), 93.
 Infante (D. Sebastian), 154.

J

Jant (chevalier de), 78 n. 68.
 Jardin (Bertrand), 547.
 Jimenez, voir Montalvo.
 Jolivet, 145.

K

Kerjan (marquis de), 498

L

Labat (le P.), 539, 541 à 545, 572, 573, 576.
 La Carbonnaye (Sieur de la), 329.
 Lafarge (P.), 548 n. 20.
 La Guiole (M. de), 323 n. 96, 329, 356.
 Laguna (marquis de la), 184.
 La Lande-Magon (de), 164, 300, 301, 328 à 330, 332, 426, 486, 520 à 522, 527, 532, 533, 536.
 Laña (Sieur de), 341 n. 14.
 Lanat (de), 550 n. 24.
 Lanfran David, 548 n. 20, 575.
 Lanier, 550 n. 24, 551.
 Lanier (François), 401, 549 n. 22 et 23, 551, 553, 574.
 Lanier (Joseph), 550 n. 25 et 26, 551.
 Lardy (Pierre), 551 n. 27.
 La Rochepot (comte de la), voir du Fargis.
 Launay (de), voir Bouillon.
 Layné (Guillaume), 91.
 Le Breton. voir Pluvinais.
 Le Breton (François), 549 n. 22, 552.
 Le Fer (Nicolas), 549 n. 22 et 23, 552, 566.
 Le Fer, voir Villescots.
 Le Fèvre (Thomas), 49, 50, 559, 576.
 Le Gobien (Nicolas), 551 n. 27.
 Lefay de la Ferrière, 551 n. 27.
 Lemercier (Nicolas), 549 n. 22.
 Le Moyne (Jean), 547 n. 19.
 Leon (Juan de), 51 n. 21, 575.
 Lepin, voir Bellisle.
 Lescolle (de), 517, 519, 520, 522, 523, 525.
 Lesdignières, 66.
 Le Taneux (Romain) 548 n. 21.
 Le Vasseur, 146.
 Lesrat (Thomas), 551 n. 27.
 Libert, 482.
 Lionne (Hugues de), 116, 117 n. 55, 121 n. 57, 123, 125, 140.
 Lorencillo, 9 n. 1¹.
 Lorian (Jacques), 551 n. 27, 584.
 Louciennes (de), 527, 529.
 Louis XIII, 57, 374, 438.
 Louis XIV, 269, 270, 295, 301, 302, 320, 321, 506, 519, 577, 594.

M

Macé, 551 n. 27.
 Machin, 232.
 Magon, 45, voir La Lande-Magon.
 Magon (Allais), 548 n. 21, 551, 566.
 Magon (François-Auguste), 551, 584.
 Magon (Jean), 549 n. 22, 551.
 Magon (Pedro), 549 n. 23.
 Magy, 428.
 Maintenon, voir Angennes.
 Maldonado, 93.
 Mancera (marquis de), 161 n. 62, 162, 163, 189, 277 à 280, 283.
 Marcot (Simon), 551 n. 27.
 Marin (Mathieu), 549 n. 22.
 Marquez (D. Alonso), 154.
 Martel (marquis de), 498.
 Martin (Allain), 548 n. 21.
 Martin (Julien), 548 n. 21.
 Martin (Matheo), 549 n. 23.
 Martinez de la Mata, 555, 567.
 Masson (J. B.), 551 n. 27.
 Matheo (Antonio), 76.
 Mazarin, 84 n. 82, 86, 116, 118, 120, 126.
 Medina (duc de), 505.
 Medina-Celi (duc de), 82, 183, 184, 278, 285 n. 28, 583.
 Medina de las Torres (duc de), 536.
 Medina-Sidonia (duc de), 91 n. 3, 92 n. 4, 183, 184.
 Medrano (D. Francisco), 105.
 Mendoza, 41 n. 67.
 Miaulays (Nicolas), 547 n. 19, 548.
 Miranda (D. Pedro), 83.
 Mirande (Pierre), 144.
 Moncada (Dr Sancho de), 338.
 Mondejar (marquis de), 154.
 Montalvo (D. Juan), 189, 246, 261, 265.
 Montaud, 148.
 Montchrestien, 546, 547, 558.
 Montesclaros (marquis de), 91 n. 2.
 Moreau (François), 299, 506.
 Morel, 341.
 Morel (André), 548.
 Morrogh (Georges), 550 n. 25.
 Mortemart (duc de), 315, 317, 500, 506.
 Motte-Gaillard (de la), 406, 407.
 Muguia (D. Manuel de), 465 n. 90.

N

Narros (marquis de), 164, 197.
 Noël, 138 n. 12, 145, 146.
 Nuñez de Villavicencio (D. Juan),
 153.

O

Olivarez, 57, 61, 67.
 Oño (D. Tomás de), 256.
 Ortega (D. Joseph), 156.
 Osorio y Redin, 467.
 Ovando (Fr. Nicolas de), 18 n. 28.

P

Pantinague, 548 n. 20.
 Papachin, 563.
 Pardo de Figueroa (D. Joseph),
 152.
 Patoulet, 25 n. 44, 166 n. 70, 178,
 181, 182, 296 à 298, 304, 306,
 307, 309 n. 72, 310, 312, 313,
 339, 484, 506, 587.
 Paz y Castañeda (D. Bernardo de),
 245.
 Paz y Guzman (D. Alonso de), 190
 n. 12.
 Peñaranda, 81.
 Peny, 69, 70, 72, 73 n. 61.
 Pepin (François), 548 n. 21.
 Perez de Ribera (Andrés), 185.
 Philippe IV, 39, 41, 67, 97, 102, 135.
 Pimentel, 117, 124, 125, 153, 222 n. 2.
 Pimienta, voir Diaz.
 Pluvinais Le Breton, 550 n. 24, 552.
 Pluymys (Gaspard), 238, 239.
 Polge (Antoine), 376 n. 101.
 Pontchartrain, 139, 329, 330, 403,
 428, 512, 520, 521, 523.
 Portocarrero (cardinal), 188.
 Poullain (Louis), 53.
 Praya (P. de la), 549 n. 22, 552.
 Praye (A. de la), 550 n. 25, 552.
 Prégent (Robert), 145.
 Preuilly (M. de), 276, 277, 279, 280,
 293, 294, 300, 314 n. 80, 315,
 316, 318, 500.
 Priego, 87 n. 88.
 Puche (D. Lorenzo Manuel), 156 n. 54.

Pueyo (D. Francisco Migel del), 164,
 182, 191 n. 13, 198 à 200, 202,
 579.
 Pulido Pareja (D. Adrian), 189.
 Puyo Araciél (D. Jerónimo del),
 105.

R

Raisin (capitaine), 475 à 478, 488.
 Ramirez de Arellano y Herrera, 263.
 Ratabon, 527.
 Rebenac (comte de), 146, 218 n. 57,
 253.
 Reede (M. de), 86, 509 n. 84.
 Régis (le P. François), 375.
 Renau d'Elissagaray, 332.
 Reyes (Balthazar de los), 243.
 Reyes (D. Diego de los), 144.
 Reyes (Miguel de los), 549 n. 23, 553.
 Ribera, voir Perez.
 Richelieu, 57, 69, 71, 73 n. 61, 114,
 364, 365, 374.
 Rios (D. Alonso de los), 152.
 Robert (Balthazard), 551 n. 27.
 Robin (Nicolas), 183 n. 89.
 Rouillé (M. de), 523.

S

Saint-Pé (M. de), 118, 121, 123.
 Saint-Romain (M. de), 514, 516,
 522.
 Salafranca (Luis de), 549 n. 23.
 Salamanque (Louis de), 144.
 Salban (Pedro), 549 n. 23.
 Saldivar (D. Diego de), 285, 289.
 Salet (Simon), 259, 548, 585.
 Salinas (D. Antonio de), 188 n. 2,
 192.
 Salmon (Thomas), 551 n. 27.
 Salubias de Fuentes (D. Beltran),
 144.
 Sanchez Riscos (D. Pedro), 239
 n. 37.
 Sandoval, voir Gomez.
 Sandwich (lord), 534 n. 148.
 San Millan (D. Francisco Lorenzo
 de), 162.
 Santa Cruz (marquis de), 250, 285.
 San Vitores de la Portilla (D. Jeró-
 nimo), 190, 195.
 Sarsfield, 551 n. 27.

Ségouin (François), 145.
 Seignelay (marquis de), 164, 241,
 290, 295, 296, 310, 311 n. 76,
 312, 320, 339, 491, 508, 516,
 522, 524, 533, 588.
 Sepulveda (Juan Gonzalez de), 93.
 Serrano y Trillo (D. Diego), 105.
 Sourdis (comte de), 496.
 Squillace (Prince de), 260.
 Stirum (comte de), 315, 316.
 Sunderland (lord), 534 n. 148.
 Supervielle, 289 n. 35. 290 et n. 37.
 402, 563, 581 n. 80, 583, 584.
 Surmont (de), 482.

T

Taviel, 482, 485.
 Tello (D. Juan), 256.
 Terron (Colbert de), 496.
 Thévenot, 84 n. 82.
 Thierriat, 474, 475.
 Thiram (Juan Pedro), 549 n. 23.
 Thorez (Jacques), 548 n. 20.
 Toledo (D. Fadrique de), 64.
 Torres y Silva (D. Garcia), 152.
 Torrezar (D. Ramon de), 197.
 Toulouse (archevêque de), 153, 154,
 209.
 Tranchant (Jean), 549 n. 22, 552.
 Tranchant (Pedro), 549 n. 23, 552.
 Tréhouart (Treguarte (Alberto Juan),
 575.
 Treillebois (sieur de), 331 n. 105.
 Tremblay (Pierre du), 243.
 Trouin (François), 145.
 Trublet (Georges), 551 n. 27.
 Trublet (Jacques), 548 n. 20.
 Truxillo (D. Juan Ignacio de), 256,
 262, 263.

U

Ubry (Julian), 575.
 Uceda (duc d'), 234, 235.

V

Val (Jean du), 144.

Valbelle (M. de), 499.
 Valenzuela, 273.
 Valenzuela, voir Venegas.
 Vall (François), 548 n. 21.
 Valleton, 147.
 Vanzeller, 482.
 Vauguyon (comte de la), 246, 278,
 279, 567.
 Vayrac (abbé de), 541.
 Velasco (Jayme Juan de), 91.
 Velez (marquis de los), 218.
 Venegas de Valenzuela (D. Diego),
 189.
 Vera (D. Martin), 265.
 Veraguas (duc de), 227, 228.
 Verger de la Boudie (Jean du), 547
 n. 19.
 Vidania (D. Antonio de), 152.
 Villanueva (D. Jerónimo), 73 n. 61.
 Villars (marquis de), 6, 138, 140, 155,
 156, 207, 208, 213, 216, 217,
 229, 241, 253, 271, 274, 376,
 557, 560, 565, 567.
 Villavicencio, voir Nuñez.
 Villebague-Eon, 550 n. 24, 566.
 Villegille (Eon de), 552.
 Villepars (Sieur de), 501.
 Villers (sieur de), voir Hotman.
 Villescós Le Fer, 550 n. 24, 552.
 Villette-Mursay (marquis de), 314
 n. 80, 315 à 317, 500.
 Vincentelo (D. Juan), 444 n. 64.

X

Ximenez, voir Montalvo.

Y

Ybos (Pierre), 92.
 Yriarte (Jean), 144.

Z

Zayas, 41 n. 67.
 Zerza (D. Lorenzo de), 326.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	IX
Bibliographie	XIII
Abréviations	XIV

PREMIERE PARTIE

Chapitre premier. — Le Monde espagnol et les étrangers	3
---	---

Ce qu'on appelle le Monde espagnol, p. 3. — Les principes du système, p. 4. — La « Carrera de Indias », p. 7. — Les personnes admises au commerce, p. 12. — Les navires admis dans les Flottes, p. 20. — Les marchandises : le registre, p. 23. — L'Haberia, p. 26. — Les Droits royaux : alcabala et almojarifazgo, p. 28. — La manière de percevoir les droits, p. 30. — Critique du système espagnol, p. 33. — L'afflux des étrangers, p. 36.

Chapitre II. — Les Français en Espagne jusqu'à la paix des Pyrénées	43
--	----

Les origines, p. 43. — Le xvi^e et le xvii^e siècles, p. 45. — La politique et le commerce. Le xvi^e siècle, p. 51. — Epoque de Henri IV, p. 54. — Epoque de Louis XIII, p. 57. — La Déclaration de guerre de 1635, p. 71. — Le commerce franco-espagnol pendant la guerre, p. 77.

Chapitre III. — L'organisation juridique des étrangers. La paix des Pyrénées	89
---	----

Organisation des colonies étrangères en Espagne. Les consuls, p. 90. — Les privilèges. Leur origine, p. 94. — Les privilèges. Leur contenu, p. 98. — Efforts de la France pour améliorer sa position juridique, p. 110. — Les origines des clauses commerciales du Traité des Pyrénées, p. 115.

DEUXIEME PARTIE

Chapitre IV. — L'exploitation du Traité.	133
Organisation des consulats, p. 134. — Etablissement des Juges conservateurs, p. 149. — L'organisation de la fraude, p. 165.	
Chapitre V. — La réaction espagnole.	187
L'organisation répressive, p. 187. — La politique doua- nière, p. 193. — La lutte contre les privilèges, p. 203.	
Chapitre VI. — Conflits relatifs aux privilèges.	220
Les visites de navires, p. 220. — La visite des maisons et des boutiques, p. 236. — Autres violations de privilèges, p. 246. — Les ruptures, p. 254.	
Chapitre VII. — L'effort de l'Espagne contre le commerce des Français aux Indes.	271
Premières atteintes, p. 272. — L'incident de 1682, p. 276. — La crise de 1683-1686. L'action de l'Espagne, p. 285. — Premières négociations, p. 290. — Nouvelles négociations. La mission de Patoulet, p. 295. — La démonstration navale et la fin de la crise, p. 314. — L'incident de 1689-1692, p. 323.	

TROISIEME PARTIE

Chapitre VIII. — Les importations françaises en Espagne. Produits de France.	337
Les toiles, p. 338. — Les étoffes de laine, p. 357. — Les soie- ries et les étoffes d'or et d'argent, p. 364. — Articles de mode, mercerie et bimbelerie, p. 371. — Le papier et les livres, p. 382. — Les blés, p. 386. — Le poisson, p. 388. — Marchandises diverses, p. 390.	
Chapitre IX. — Les importations françaises en Espagne. Produits coloniaux et étrangers.	392
Le cacao, p. 392. — Produits des Indes orientales et du Levant, p. 395. — Produits des Pays barbaresques, p. 398. — Les marchandises étrangères, p. 405.	
Chapitre X. — Les retours d'Espagne en France et les bénéfices. ...	413
Les métaux précieux. Raisons de leur sortie d'Espagne, p. 413. — Influence de la politique monétaire, p. 414. — Autres influences sur les mouvements des métaux, p. 430. — Difficulté de dresser une statistique, p. 432. — Fluctuations des apports d'or et d'argent en France, p. 435. — Conclu- sion sur les retours de métaux précieux, p. 453. — Les pro- duits coloniaux, p. 455. — Les produits alimentaires euro- péens, p. 458. — Les matières premières, p. 460. — Objets de luxe, p. 461. — Les opérations commerciales et les béné- fices, p. 462.	

Chapitre XI. — Les transports entre la France et les ports andalous. 473

Voie de mer. Ports intéressés, p. 473. — Les navires, la navigation, le fret, l'assurance, p. 484. — Les dangers et la protection du Roi, p. 493. — Les transports en temps de guerre, p. 508. — La voie de Portugal, p. 513. — La voie de Gênes, p. 526. — La voie de terre, p. 530. — La poste, p. 533.

Chapitre XII. — La colonie française d'Andalousie. 538

Les villes de résidence, p. 538. — La colonie française : les marchands, p. 545. — Boutiquiers et artisans, p. 553. — Les marchands ambulants, p. 554. — Ouvriers et domestiques, p. 558. — Les matelots, p. 562. — Origine des Français d'Andalousie, p. 565. — Importance relative de la colonie française d'Andalousie, p. 566. — Statut juridique des Français d'Andalousie, p. 571. — Le consul et l'organisation de la colonie, p. 579.

Conclusion 591**Index des noms 599**

